{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Nord. Conseil général. Rapports et délibérations - Nord, Conseil général. 1884/08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

CONSEIL GÉNÉRAL

DU

DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1884.

RAPPORT DU PRÉFET

LILLE,
IMPRIMERIE L. DANEL.
1884.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

DÉPARTEMENT DU NORD.

RAPPORT DU PRÉFET

4128

R° L K 15
2 X 9 217 (1884, août)

DEPARTEMENT DU NORD.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R F

RAPPORT DU PRÉFET

Session d'Août 1884.

LILLE
IMPRIMERIE L. DANEL
1884.

DÉPARTEMENT DU NORD.

M. JULES CAMBON, O ✲. PREFET.

MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.

	MM.
Avesnes-Nord..	Ernest LEGRAND, avocat à Avesnes.
Avesnes-Sud	Jules HIROUX, industriel à Sains.
Bavai.....	DARCHE-LEVENT, industriel à Bavai.
Berlaimont..	Evrard ÉLIEZ, notaire et maire, à Berlaimont.
Landrecies	MARIE-SOUFFLET, A ❦, propriétaire et maire à Landrecies.
Le Quesnoy-Est.....	BOULANGÉ, A ❦, agriculteur, maire de Salesches.
Le Quesnoy-Ouest...	Baron DE L'ÉPINE, propriétaire à Wargnies-le-Petit.
Maubeuge	SCULFORT, industriel à Maubeuge.
Solre-le-Chateau ...	DE ROBAULX DE BEAURIEUX, maire de Beaurieux
Trélon.	BOUSSUS, ✲. industriel à Wignehies.
Cambrai-Est	CIRIER, député, avocat à Cambrai.
Cambrai-Ouest.	BERNARD, député, fabricant de sucre, à Aubencheul-au-Bac.
Carnières	BISIAUX, notaire à Avesnes-lez-Aubert.
Clary.....	DUTEMPLE, notaire honoraire, propriétaire à Walincourt.
Le Cateau.	Charles SEYDOUX, O ✲ I ❦, manufacturier au Cateau.
Marcoing	DESMOUTIERS, Alexandre, agriculteur, à Vaucelles (Crèvecœur).
Solesmes	MACAREZ, ✲, industriel à St-Python.
Arleux	Charles MENTION. propriétaire à Douai.
Douai-Nord..	Alain CHARTIER, ✲. A ❦, industriel à Douai
Douai-Ouest.....	BERNARD, ✲, agriculteur, maire de Roost-Warendin.
Douai-Sud	FIÉVET, Ed., agriculteur, fabricant de sucre, maire de Masny.
Marchiennes	Émile DUBOIS, propriétaire à Marchiennes.
Orchies	DES ROTOURS, député, propriétaire, maire d'Avelin,
Bergues.....	CLAEYS, maire de Bergues.
Bourbourg.....	DURIEZ, fabricant de sucre, maire de Bourbourg-Campagne
Dunkerque-Est.... .	Gustave LEMAIRE, avocat, maire de Dunkerque.

	MM.
DUNKERQUE-OUEST...	TRYSTRAM, député, président honoraire de la Chambre de Commerce de Dunkerque.
GRAVELINES.....	DEMARLE-FETEL, armateur, maire de Gravelines.
HONDSCHOOTE...	BOUDEWEEL, notaire, maire d'Hondschoote.
WORMHOUDT..	BERGEROT, député, maire d Esquelbecq.
BAILLEUL-NORD-EST..	BIESWAL, propriétaire à Bailleul.
BAILLEUL-SUD-OUEST.	PLICHON, O ✲, C ✠, député, à Bailleul.
CASSEL	DESMYTTÈRE, ✲, propriétaire, maire de Cassel.
HAZEBROUCK-NORD...	G. DEGROOTE, avocat, maire d'Hazebrouck.
HAZEBROUCK-SUD	MASSIET DU BIEST, sénateur, propriétaire à Hazebrouck.
MERVILLE	DUQUENNE, négociant à La Gorgue.
STEENVOORDE	OUTTERS, député, ancien notaire, maire de Steenvorde.
ARMENTIÈRES	MAHIEU fils, ✲, manufacturier à Armentières.
CYSOING...	BOURGEOIS. banquier, maire de Sainghin-en-Mélantois.
HAUBOURDIN.....	Auguste POTIÉ, agriculteur, à Haubourdin.
LA BASSÉE	CHOMBART, Édouard, maire d'Herlies.
LANNOY....	BOUCHERY, agriculteur, maire de Sailly.
LILLE-CENTRE.....	Pierre LEGRAND. député, avocat à Lille.
LILLE-NORD-EST.....	BASQUIN, avocat, adjoint au maire de Lille.
LILLE-OUEST.....	Albert LEGRAND, industriel, maire de Saint-André.
LILLE-SUD-EST.....	Ed. MARIAGE, négociant à Lille.
LILLE-SUD-OUEST.....	TESTELIN, sénateur, docteur en médecine, à Lille
PONT-A-MARCQ	DESMOUTIERS, Ernest, ✲, agriculteur à Mons-en-Pevèle
QUESNOY-SUR-DEULE..	MEURILLON, notaire, adjoint au Maire à Comines.
ROUBAIX EST	Pierre CATTEAU, ✲, ancien manufacturier à Roubaix.
ROUBAIX-OUEST.....	Emile MOREAU, ingénieur à Roubaix.
SECLIN	DESMAZIÈRES. industriel, maire de Seclin.
TOURCOING-NORD.....	Charles JONGLEZ . député, industriel, président de la Chambre de Commerce à Tourcoing
TOURCOING-SUD.....	LEHOUCQ, Fidèle, adjoint au Maire de Tourcoing.
BOUCHAIN.....	DELCAMBRE, brasseur à Denain.
CONDÉ..	DERVAUX. Ernest, ✲ industriel à Condé.
St-AMAND (rive droite)	Jules SIROT, maître de forges à Saint-Amand.
St-AMAND (r. gauche)	Louis LEGRAND (de Lecelles), avocat près la Cour d'appel de Douai.
VALENCIENNES-EST ..	DASSONVILLE. agriculteur et maire à Préseau.
VALENCIENNES-NORD .	DE CARPENTIER, Ernest. banquier à Valenciennes
VALENCIENNES-SUD ..	Louis LEGRAND (de Valenciennes), ✲, docteur en droit, docteur ès-lettres, ministre plénipotentiaire de France à la Haye.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

Session d'Août 1884.

RAPPORT DU PRÉFET

COMPTES ET BUDGETS.

CHAPITRE Ier

COMPTE DE 1882.

Un décret en date du 6 mai 1884 a approuvé le compte départemental de l'exercice 1882 que vous aviez adopté dans la séance du 28 août 1883 et arrêté commo suit les excédents de recette de cet exercice :

Budget ordinaire.....	313,874 79
Budget extraordinaire.....	584,509 12
Ensemble	898,383 91

Cet excédent a été reporté jusqu'à concurence de 484,214 fr. 72 au budget de report de 1883; et la différence a constitué les fonds libres du budget rectificatif de 1883 dont l'emploi a été réglé par le Conseil général dans la session d'août 1883

COMPTE DE 1883.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Budget ordinaire. — Recettes. — Comparaison des recettes réelles avec les prévisions. — Causes des plus-values et des moins-values. — Dépenses.

Le compte départemental de l'exercice 1883, que j'ai l'honneur de vous soumettre, en exécution de l'article 66 de la loi du 10 août 1871, présente les résultats généraux suivants en ce qui touche le budget ordinaire :

Les recettes recouvrées se sont élevées à la somme de.....	4,496,137	97
et les dépenses acquittées à.....	4,179,274	20
Partant, les recettes présentent un excédent, au 30 avril 1884 de	316 863	77

Ces fonds ont été rattachés à l'exercice 1884 par le budget de report; j'établirai ci-après dans quelle proportion ce budget doit en profiter, et quelle est l'importance des fonds libres qui doivent constituer le budget rectificatif de l exercice courant.

Mais auparavant je vais passer à l'examen des recettes prévues et réalisées en 1883 et établir les causes des plus-values et moins-values qui se sont manifestées.

Budget ordinaire.

§ 1er Recettes.

Les recettes allouées par le budget primitif de 1883 et les décisions modificatives intervenues en cours d'exercice se sont élevées à la somme de. 4,674,591 13

Ainsi décomposée .

		Centimes.	Produits eventuels
Ressources propres à l exercice 1883.	Applicables aux dépenses ordinaires proprement dites.....	1,958,139 72	448,724 77
	Applicables aux dépenses de la vicinalité....	961,273 04	902,578 81
		2,919,412 76	1,441,303 58
Total des ressources propres à l'exercice 1883...			4.360,716 34
Ressources communes aux deux natures de depenses.	Fonds reportés de 1882...		109,260 05
	Fonds libres de 1882..... .		204,614 74
Totaux généraux			4,674,591 13

Tel était le montant des prévisions. L'examen du compte (p. 10) montre que les recouvrements correspondants ont été les suivants :

		Recettes recouvrées.	
		Centimes	Produits eventuels.
Ressources propres à l exercice 1883.	Applicables aux dépenses ordinaires proprement dites	1.986,453 15	415,313 74
	Applicables aux dépenses de la vicinalité...	989,458 15	791,038 14
		2,975,911 30	1,206,351 88

Total des ressources recouvrées en 1883..... ... 4,182,263 18

Si on y ajoute les ressources constatées par le budget de report et dont le détail est donné ci-dessus 313,874 79

On obtient le total définitif des recettes ordinaires réalisées et applicables à l'exercice 1883, ci..... ... . 4,496,137 97

Les prévisions de recettes étant de 4,674.591 13

On constate que la balance des plus-values et moins-values, donne un déficit apparent de 178,453 16

Mais si l'on compare les divers éléments des tableaux qui précèdent article par article, on remarque ,

1° Que les centimes ordinaires ont donné une plus-value de..... 28,313 43

2° Que les centimes vicinaux ont donné une plus-value de 28,185 11

Total de la plus-value des centimes 56,498 54

3° Que les produits éventuels ordinaires ont donné une moins-value de.. 33,411 03

qui est justifié à la page 4 du compte.

Le total des plus-values est donc de..... 23.087 51

Mais les produits éventuels vicinaux réalisés donnent, comparativement aux prévisions établies ci-dessus, un déficit de... ..... 201,540 67

La comparaison des recettes réalisées avec les recettes prévues fait donc ressortir la moins-value de 178,453 16

indiquée ci-dessus.

Produits éventuels vicinaux.

Mais ce déficit n'est qu'apparent ; les crédits de prévision inscrits au budget primitif comprennent en effet les contingents communaux et les subventions industrielles acquittables en nature; or ces dépenses n'étant pas justifiées au compte, leur importance finale en clôture d'exercice, constitue une non-valeur d'égale somme qui doit venir en réduction des crédits budgétaires.

Les sommes prévues au budget de la vicinalité pour l'exercice 1883, s'élèvent à.....	992,578	81
Si on y ajoute les restes à recouvrer constatés au compte de 1882 qui s'élèvent à la somme de.....	42,881	16
On trouve le total des recettes prévues pour l'exercice 1883.....	1,035,459	97
Mais si l'on déduit de ce chiffre les subventions industrielles et les prestations communales acquittées en nature ; savoir :		
Chemins de grande communication.... .... 44,514 80		
Chemin d'interêt commun (les 2 reseaux) 153,219 31	232,738	40
Non valeurs 34,974 29		
On obtient le total des recettes recouvrables en argent.....	802,721	57
Or le compte montre que les recouvrements effectués s'élèvent sur produits éventuels vicinaux à la somme de.....	791,038	14
Le déficit réel se réduit donc à...	11,683	43

Le recouvrement en est poursuivi sur les communes et les industriels, et comme il s'agit de ressources spéciales, ayant une destination incommutable, le montant en sera rattaché au budget départemental, par décision ministérielle, après constatation des recouvrements opérées au 31 décembre 1884, pour le compte de chaque ligne vicinale.

L'examen du compte en ce qui touche les dépenses vicinales montre que ces dépenses ont toutes été renfermées strictement dans la limite des crédits ouverts par le Conseil général et dans celle des recouvrements effectués pour chacune des lignes.

Les opérations de l'exercice 1883 sont justifiées par ligne dans les 22 colonnes ad hoc du compte et l'on constate qu'à la clôture de l'exercice il est resté disponible une somme de 41,058 fr. 21 qui a été reportée sur l'exercice courant avec l'affectation spéciale par ligne fixée par le Conseil général.

Produits éventuels ordinaires.

Les produits éventuels ordinaires prévus au budget pour une somme de 448,724 fr. 77, non compris les restes à recouvrer de l'exercice précédent, qui s'élevaient à la somme de 31,670 fr. 16, ont donné lieu à des émissions de titres qui se sont élevés à la somme

de 428,689 fr. 80, Les recouvrements effectués ont atteint le chiffre de 415,313 fr. 74 qui est inférieur de 33,411 fr. 04 aux prévisions budgétaires. Mais il y a lieu de remarquer que l'Etat n'a pu verser en 1883, la subvention de 41,500 francs qu'il avait accordée pour la construction de l'école normale d'institutrices et qu'une autre somme de 10,000 francs due par l'asile de Bailleul, n'a pu être versée qu'en 1884. La situation est donc essentiellement favorable.

Les restes à recouvrer s'élèvent à la somme totale de 13,376 fr. 06 dont le détail est donné à la page 6 du compte. Ce chiffre est très sensiblement inférieur à celui de 1882, qui ne s'élevait pas à moins de 31,670 fr. 16. — Il démontre la vigilance apportée dans le service des recouvrements. Toutes les diligences sont faites pour la rentrée dans la caisse du département de ces avances dont le recouvrement est à peu près effectué à ce jour.

Resumé de la situation definitive des recettes ordinaires

En résumé, le budget ordinaire laisse disponible les recettes suivantes :

1° Plus-value des 25 centimes ordinaires sur les deux premières contributions (foncière et personnelle-mobilière) et du centime additionnel sur les quatre contributions...	28,313	43
2° Plus-value des 7 centimes spéciaux, applicables à la vicinalité.	28,185	11
3° Plus-value des produits éventuels ordinaires	»	
Total.....	56,498	54

Cette somme figurera en recette au budget rectificatif de 1884.

§ 2. — Dépenses.

Résumé de la situation définitive depenses du get ordinaire

Toutes les dépenses ont été renfermées rigoureusement dans la limite des crédits ouverts.

Le compte indique à la page 72 que les recettes recouvrées se sont élevées à la somme de 4,496.137 97

Les dépenses acquittées s'élevant à..... 4,179,274 20

L'excédent des recettes sur les dépenses au 30 avril 1884, est de..... 316,863 77

Sur le montant de ce dernier chiffre 140,705 fr. 73 ont été réservés et inscrits au budget de report pour la continuation des dépenses votées par le Conseil général, le surplus. soit 176,158 fr. 04 a été définitivement annulé et constituera les fonds libres qui

doivent être cumulés avec les ressources correspondantes du budget de l'exercice courant pour recevoir l'affectation nouvelle qui leur sera donnée par l'assemblée départementale.

Je vais indiquer maintenant, par sous-chapitre et par article, les crédits ou portions de crédit qui n'ont pu recevoir leur emploi intégral et dont la justification détaillée est donnée au compte du 1er mai 1884.

Numéros des articles du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CRÉDITS ouverts	DÉPENSES faites	RELIQUAT DES CRÉDITS nécessaires pour depenses à continuer	RELIQUAT DES CRÉDITS definitivement sans emploi.
	SOUS-CHAPITRE Ier. DEPENSES OBLIGATOIRES.				
2	Entretien des hôtels et des bureaux des Sous-Préfectures.....	2.050 »	2.047 68	»	2 32
5	Mobilier des Sous-Préfectures.....	9.412 16	5.413 86	3.996 16	2 14
6	Construction de l'ecole normale d'institutrices de Douai	(1) 41.500 »	»	»	41.500 »
7	Entretien de l'école normale de Douai . . .	3.700 »	3.699 99	»	0 01
8	Entretien des casernes départementales.....	4.930 »	4.927 92	»	2 08
9	Loyer des casernes départementales	75.230 »	69 367 27	»	5.862 73
10	Eclairage des casernes départementales.....	1 200 »	946 37		253 63
11	Indemnité de l terie aux militaires admis dans la gendarmerie.	3.000 »	1 948 15	»	1.081 85
12	Entretien des bâtiments occupés par les tribunaux.....	2 800 »	2 799 55	»	0 45
14	Entretien du mobilier de la Cour d'assises et des tribunaux..	1 800 »	1.799 98	»	0 02
16	Menues dépenses des justices de paix....	8 830 »	8.818 95	»	11 05
17	Service des épizoties.....	25.000 »	24 999 75	»	0 25
21	Achat de meubles pour les tribunaux . ..	8 244 90	5 222 60	3.018 20	4 10
	Dépenses faites dans la limite des crédits... .	91 113 86	91.113 86	»	»
	Total du sous-chapitre Ier	278 840 92	223 075 93	7.014 36	48.720 63

(1) Crédit constitue par une subvention de l'Etat qui n'a pu être versee en 1883.

Numéro des articles du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES	CRÉDITS ouverts	DÉPENSES faites.	RELIQUAT DE CRÉDITS nécessaires pour depenses à continuer	RELIQUAT DE CRÉDITS definitivement sans emploi.
	SOUS-CHAPITRE II				
	PROPRIETÉS DEPARTEMENTALES IMMOBILIÈRES.				
	Travaux, Acquisitions, etc				
3	Entretien des maisons d'arrêt.	5.000 »	4.898 94	»	101 09
6	Assurance des bâtiments départementaux contre l incendie	3.082 66	3.033 48	»	49 18
7	Contributions dues par les propriétés du département	1 939 56	1.832 79	»	106 77
8	Chauffage et éclairage des bâtiments	3.095 »	2.920 52	»	174 48
9	Service des eaux (abonnement).....	2.300 »	2.182 26	»	117 74
10	Frais d'illumination des édifices les jours de fêtes publiques	5.000 »	4.950 74	»	49 26
15	Caserne de gendarmerie — Grosses réparations	24.292 48	15.790 07	8.487 39	15 02
20	Sous-Préfectures. — Travaux..	7 732 45	3.399 27	4.332 45	0 73
	Articles de dépenses justifiés dans la limite des crédits ou a reporter	150.271 56	78 912 16	71.359 40	»
	Total du sous-chapitre II ..	202.713 71	117.920 20	84.179 24	614 27
	SOUS-CHAPITRE III.				
	ROUTES DEPARTEMENTALES.				
	§ 2				
	Articles de dépenses justifiés dans la limite des crédits	503.700 »	503.700 »	»	»
	Total du sous-chapitre III . ..	503 700	503.700 »	»	»

SOUS-CHAPITRE IV.

CHEMINS VICINAUX, CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

Les reliquats accusés au compte comme restant sans emploi s'élèvent ensemble à la somme de 228,382 79

Ainsi décomposée

1° CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION

Reste à recouvrer au 31 décembre 1883, sur contingents communaux et subventions industrielles. 2,294 80

A reporter..... 2,294 80

Report.. .. . . 2,294 80

Prestations communales acquittées en nature..... ..... . 29,476 80
Subventions industrielles id. 15,038 »
Non-valeur 481 96

Total 44,996 76

A déduire les contingents en nature ne figurant pas au compte. 6,473 93

Reste.. .... 38,522 83

Total pour les chemins de grande communication..... ..... 40,817 63

2° CHEMINS D'INTÉRÊT COMMUN.

Reste à recouvrer au 31 décembre 1883 .... 9,388 63
Prestations communales acquittées en nature..... 145,040 22
Subventions industrielles id. 8,209 09
Contingents communaux à mettre en recouvrement..... 10,614 69
Crédit de prévision à admettre en non-valeur .... 25,857 »

Total... ..... 199,109 63

A déduire :

1° Les contingents non recouvrés se rapportant aux travaux de grosses réparations n'entrant pas en compte..... 7,642 56
2° Les subventions industrielles non recouvrées et n'entrant pas au compte 1,058 30
3° Les prestations et subventions acquittées en nature et non portées au compte... . . .. 29,441 59

En somme 38,142 45

Reste égal à l'ensemble des non-valeurs sur le service des chemins d'intérêt commun 160,967 18

Total général des sommes à annuler en recette..... .... 201,784 81

Le détail de ces sommes est justifié au compte par ligne vicinale.

Les crédits suivants compris aux sous-chapitres 4, qui sont restés partiellement sans emploi se rapportent aux articles ci-après :

Art. 290. — Subvention du département pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. (Reste sans emploi)..... ..... 7,500 »

Cette somme contitue le reliquat des subventions départementales restées disponibles sur l'allocation totale de 10,000 fr., attribuée aux communes nécessiteuses.

A reporter..... 209,284 81

	Report.....	209,284 81
Art. 291. — Réserve pour travaux imprévus.....		18;950 »
Somme restée libre sur le crédit de 30,000 fr. alloué au budget de l'exercice.		
Art. 292. — Traitement des agents-voyers.....		
Somme non employée		18 98
Art 293. — Dépenses diverses. — Reliquat de crédit.....		129 »
Total général des crédits sans emploi du sous-chapitre 4.....		228,382 79

La somme de 26,597,98 fr. est comprise dans les fonds libres, dont le Conseil général réglera l'emploi par le budget rectificatif.

SOUS-CHAPITRE V.

ENFANTS ASSISTÉS.

Le crédit de 230,000 fr. ouvert au budget de 1884 a laissé exceptionnellement disponible une somme de 10,675,56 fr. en suite de nombreux rapatriements opérés en 1883.

SOUS-CHAPITRE VI.

ALIÉNÉS.

Le crédit de 533,000 francs ouvert au budget de 1883, a été insuffisant pour assurer ce service. — Le complément des dépenses faites sur cet exercice sera assuré au budget rectificatif par un crédit spécial.

Numéro des articles du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CRÉDITS ouverts.	DÉPENSES faites.	RELIQUAT DE CRÉDITS. necessaires pour dépenses à continuer.	RELIQUAT DE CRÉDITS. definitivement sans emploi.
	SOUS-CHAPITRE VII				
	ASSISTANCE PUBLIQUE				
1	Secours de route et frais de transport pour les voyageurs indigents.....	1.600 »	1.591 66	»	8 34
2	Indemnité pour la conservation ou la propagation de la vaccine.....	6.000 »	5.599 75	»	400 25
4	Protection du 1er âge	53.500 »	44.802 50	»	8.697 50
5	Subventions aux sociétés de secours mutuels..	3.000 »	841 70	»	2.158 30
8	Maison de refuge du Bon Pasteur de Lille pour les filles repenties	6.750 »	5.277 21	»	1.472 79
9	Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. — Entretien des mendiants du Nord.....	6.000 »	3.091 20	»	2.908 80
17	Allocation en faveur des incendies nécessiteux.	2.000 »	960 »	»	1.040 »
12	Entretien des sourds-muets et aveugles a Lille et à Ronchin	59.000 »	56.504 15	»	2.495 85
18	Secours en cas d'extrême misère	4.000 »	3.990 »	»	10 »
	Dépenses effectuées dans la limite des crédits..	14.290 »	14.290 »	»	»
	Total du sous-chapitre 7.....	156.140 »	136.948 17	»	19.191 83

Numéro des articles du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CRÉDITS ouverts	DÉPENSES faites	RELIQUAT DE CREDITS nécessaires pour dépenses à continuer	RELIQUAT DE CREDITS définitivement sans emploi.
	SOUS CHAPITRE IX. **ARCHIVES DEPARTEMENTALES.**				
5	Mises en état des archives, des Sous-Préfectures, de Dunkerque a Hazebrouck.....	700 »	100 »	600 »	»
2	Dépouillement extraordinaire des archives	1.700 »	1.698 25	»	1 75
	Dépenses faites dans la limite des crédits.....	14.850 »	14.850 »	»	»
	Total du sous-chapitre 9..... .	17.250 »	16.648 25	600 »	1 75
	SOUS-CHAPITRE X. **ENCOURAGEMENTS AUX LETTRES, AUX SCIENCES ET AUX ARTS.**				
2	Encouragements spéciaux, etc.	53.800 »	53.680 54	»	119 46
4	Entretien d'éleves aux écoles d'arts et métiers de chalons	1.800 »	415 »	»	1.385 »
6	Éleves sages femmes envoyees a Paris..... ..	5.200 »	5.036 »	»	164 »
7	Ecole des maîtres mineurs de Douai..... .	1.000 »	3.500 »	»	500 »
8	Exposition maritime de Dunkerque.....	1.000 »	»	»	1.000 »
	Dépenses faites dans la limite des crédits.....	5.100 »	5.100 »	»	»
	Total du sous-chapitre 10.....	70.900 »	67.731 54	»	3.168 46
	SOUS-CHAPITRE XI **ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE ET A L'INDUSTRIE.**				
1	Encouragements a l'agriculture	34.600 »	34.400 »	»	200 »
2	Encouragements pour l'amélioration de la race chevaline.....	30.700 »	27.913 10	»	2.786 90
5	Entretien d'éleves vétérinaires à Alfort,.....	3.000 »	1.085 »	»	1.915 »
6	Primes pour la destruction des animaux nuisibles	1.000 »	950 »	»	50 »
	Dépenses faites dans la limite des crédits.....	1 300 »	1.300 »	»	»
	Total du sous-chapitre 11	70.600 »	65.648 10	»	4.951 90

Numero des articles du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CREDITS ouverts.	DÉPENSES faites.	RELIQUAT DE CRÉDITS. necessaires pour dépenses à continuer	RELIQUAT DE CRÉDITS. definitivement sans emploi.
	SOUS-CHAPITRE XII. SUBVENTIONS AUX COMMUNES.				
1	Etablissement des pompes a incendie.	3.000 »	500 »	»	2.500 »
2	Subventions pour le service de secours et pensions aux sapeurs pompiers.....	1.000 »	150 »	»	850 »
3	Subvention pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers.....	6.000 »	4.416 52	»	1.583 48
5	Subvention pour travaux d'églises....	34.273 50	28.408 »	5.743 70	121 80
	Dépenses faites dans la limite des crédits... .	11.500 »	11.500 »	»	»
	Total du sous chapitre 12.....	55.773 50	44 974 52	5.743 70	5.055 28
	SOUS CHAPITRE XIII. DÉPENSES DIVERSES				
5	Avances pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers (crédit d'ordre).....	50.000 »	27.967 05	»	22.032 95
7	Secours à d'anciens employés ou à leurs veuves	9.300 »	8.700 »	»	600 »
10	Indemnitées aux employés de la Préfecture...	40.500 »	40.999 52	»	0 48
13	Sociétés de tir	1.000 »	950 »	»	50 »
15	Allocation aux sociétes de gymnastique	1.000 »	500 »	»	500 »
22	Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers.....	7.000 »	6.546 51	»	453 49
24	Réserve pour dépenses diverses et imprévues..	10.000 »	8.035 86	»	1.962 14
	Dépenses faites dans la limite des crédits.....	88.877 »	88.877 »	»	»
	Total du sous-chapitre 13.....	207.677 »	182.075 94	»	25.601 06

SITUATION GÉNÉRALE DU BUDGET ORDINAIRE.

Le total des dépenses accusées au compte (p. 71) s'élève à 4,183,585 65

Il y a lieu d'en déduire :

1° Pour dépenses mandatées et non payées.....	1,228 50	4,311,45
2° Pour dépenses non mandatées	3.082 95	
Reste en dépenses acquittées		4,179,274 20
A reporter.....		4,179.274 20

	Report.....	4,179.274 20
Les recettes recouvrées en 1883, étant de..... ..	..... .	4,496,137 97
L'excédent disponible au 30 Avril 1883, est de.....		316,863 77

J'ai indiqué en tête de ce §, l'emploi que devait recevoir cette somme entre le budget de report et le budget rectificatif.

Budget extraordinaire.

1° RECETTES.

Les recettes allouées au budget pour les dépenses extraordinaires, eu égard aux décisions modificatives, s'élèvent à la somme de.....	3,940,340 76

Ainsi décomposée:

Produit prévu des 12 centimes extraordinaires.....	1,647,896 64
Fonds d'emprunts. (Lois des 30 juillet 1880, 6 août 1881, 17 juillet et 20 décembre 1882).....	1,690,375 »
Produits éventuels extraordinaires.....	17,560 »
Fonds reportés et fonds libres de 1882.....	584,509 12
Total.....	3,940,340 76

Les recettes correspondantes recouvrées sur le même exercice se sont élevées à la somme de.....	3,150,452 09

Ainsi décomposée:

Produit des 12 centimes extraordinaires.	1,696,213 98
Fonds d'emprunts. (Lois des 30 juillet 1880, 6 août 1881, 17 juillet et 20 décembre 1882).....	847,000 »
Produits éventuels extraordinaires.....	22,728 99
Fonds reportés et fonds libres de 1882	584,509 12
Total égal.....	3,150,452 09

La comparaison des prévisions budgétaires avec les recouvrements effectués donne une moins-value de 789,888 fr. 67 c.

Si l'on se reporte au compte (page 5) on constate que les emprunts inscrits au budget extraordinaire pour les travaux de construction et de transformation des chemins d'intérêt commun en exécution de la Loi du 30 juillet 1880 s'élevaient à la somme de..... ..... 1,200,375 00

Les réalisations effectuées s'élevant à..... ..... 357,000 »

Il en résulte une moins-value de 843,375 00

sur les prévisions budgétaires.

La caisse des chemins vicinaux n'a pu mettre les crédits votés par le Conseil Général ou reportés des années antérieures à la disposition du département, et, dès lors, cette somme de 843,275 fr. à défaut de réalisation, a constitué une non-valeur à la clôture de l'exercice.

Les produits éventuels extraordinaires prévus au budget pour une somme de 17,560 fr. ont donné une plus-value de 5,168,99.

Cette plus-value provient de recettes accidentelles et ventes de terrain par suite d'alignement le long des routes départementales.

Enfin les 12 Centimes extraordinaires ont donné une plus-value de 48,317,34, qui figure en recettes au budget rectificatif de 1884.

2° Dépenses.

Toutes les dépenses ont été strictement renfermées dans la limite des crédits ouverts par le Conseil Général.

Les reliquats de crédits disponibles se répartissent comme suit, entre les divers Sous-Chapitres et articles du budget extraordinaire.

SOUS-CHAPITRE 17.

Dépenses imputables sur le produit des centimes extraordinaires.

§ 1er.

Emploi des 12 centimes extraordinaires votés par le Conseil Général en exécution de la loi du 10 Août 1871.

Numéros des articles du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES	CRÉDITS alloués	DÉPENSES faites.	RELIQUAT DE CRÉDITS. nécessaires pour les dépenses à continuer	RELIQUAT DE CRÉDITS. définitivement sans emploi.
2	Subvention pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires.....	217.000 00	205.095 »	»	11.905 »
3	Subventions aux communes pour remboursements d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.....	886 752 »	878.596 75	»	8.155 25
6	Chemin de fer du Câteau à Laon, subvention départementale	33.000 »	»	33.000 »	»
	Sous-Préfecture de Douai. — Mobilier.— Acquisitions	1.509 35	1.455 44	»	53 91
8	Reconstruction du pont de la Bistade sur l'Aa .	6.500 »	»	»	6.500 »
9	Réparations a la caserne de gendarmerie de Flers Dorignies	1.500 »	«	1.500 »	»
12	Ecole d'arts et métiers de Lille — Subvention du département.....	200.000 »	»	200.000 »	»
17	Chemin d'intérêt commun n° 102. — Travaux..	13.000 »	12.750 »	250 »	»
21	Route départementale n° 9 — Travaux divers.	8.500 »	»	8.500 »	»
22	Route n° 11. — Travaux.....	3.000 »	»	3.000 »	»
28	Caserne de gendarmerie de Rosendael. — Construction et acquisition de terrain.....	45 000 »	»	45.000 »	«
29	Acquisition de la caserne de gendarmerie de Carnieres	24 000 »	»	24.000 »	»
	Dépenses effectuées dans la limite des crédits .	186 088 82	186.088 82	»	»
	Total du § 1er.... .	1 625.850 17	1.283 986 11	315.250 »	26.614 16
	§ 2.				
	Emploi de l imposition extraordinaire de 2 centimes autorisée par la loi du 17 juillet 1882 pour les depenses de l'instruction publique.				
1	Dépenses de l'instruction publique	274.649 44	144.223 35	130.426 09	»
	§ 3				
1	Dépenses de l'instruction publique — Emploi de l'imposition votée par la loi du 7 Décembre 1881.....	184.271 04	184.271 04	»	»
	§ 4.				
	Service de l'emprunt départemental contracté pour la défense nationale (decret du 12 octobre 1870).				
1	Dépenses faites en 1883.	388 895 »	388 474 »	»	421 »
	Total du sous-chapitre 17..	2.473.665 65	2.000.954 40	445.676 09	27.035 16

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Emprunts.

§ 1er. — Loi du 30 juillet 1880. Emploi de l'emprunt de 6.287 600 francs, contracté pour les travaux des chemins d'intérêt commun.

Le compte donne aux pages 88 et 89, la situation de cet emprunt sur lequel il a été réalisé au 31 décembre 1883, une somme de 1.929.800 francs. Le département pouvait donc encore emprunter au 1er janvier dernier une somme de 4 357.800 francs. L'amortissement opéré à la même date s'élevait à 124.724 fr.

Il indique en outre aux pages 90 à 92, le détail par ligne vicinale des crédits ouverts, en 1883, des dépenses faites, des reliquats de crédit nécessaires, pour dépenses à continuer dans la la limite des réalisations d'emprunts autorisés, et enfin la somme à annuler à défaut de crédits réalisés. Nous avons vu ci-dessus, que cette somme s'élevait à 843.375 fr.

En résumé le crédit ouvert en 1883 et ceux reportés des années précédentes s'élevaient à la somme de.....	1.247.620 38
Les dépenses constatées au compte s'élèvent à.....	284.847 95
Il est donc resté sans emploi.....	962.772 43

Sur le montant de cette somme 119.397 fr. 43 ont été réservés pour dépenses à continuer dans la limite de l'emprunt de 357.000 fr. réalisé en 1883, la différence soit 843.375 fr. a été passée en non-valeur à défaut de réalisation correspondante.

§ 2.

Loi du 17 Juillet 1882.

Emploi de l'emprunt de 1.200.000 fr. contracté pour la restauration des chemins de grande communication et d'intérêt commun (ancien réseau)

Une somme de 90.000 fr. était réalisée au 31 décembre dernier sur le montant de cet emprunt. Le département pouvait donc encore emprunter à cette date 1.110.000 fr. L'amortissement opéré s'élève à 20.000 fr.

D'après le compte le crédit ouvert en 1883 s'élevait à.....	90.000 00
Les dépenses constatées se sont élevées à.....	85.493 80
Il est donc resté sans emploi	4.506 20

Cette somme a été reportée sur l'exercice 1884.

§ 3.

Loi du 6 Aôut 1881.

Emprunt de 400.000 fr. contracté pour la construction d'une école normale d'Institutrices à Douai.

Un crédit de 300 000 fr. a été inscrit en recette et en dépense au budget de 1883 pour solde de cet emprunt

Les dépenses faites d'après le compte s'élèvent ensemble à 193.803 fr. 25.

La partie sans emploi, soit 106.196 fr. 15 a été reportée pour dépenses à continuer.

§ 4.

Loi du 20 Décembre 1882.

Emprunt de 100.000 fr. contracté pour la construction du mobilier de l'école normale d'Institutrices à Douai.

Ce crédit a été employé jusqu'à concurrence de 99.518 fr. 18 en 1883. La différence a été reportée pour dépenses à continuer.

§ 5.

Décret du 12 Octobre 1870.

Construction d'une Caserne de Gendarmerie à Tourcoing.

Un crédit de 1.850 fr. 09 resté libre des exercices antérieures a été appliqué aux travaux de construction d'une caserne de Gendarmerie à Valenciennes.

Ce crédit a été reporté sur l'exercice 1884 à défaut d'emploi à la clôture de l'exercice 1883.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.

La somme restée disponible sur ces ressources s'éleve à 647 fr. 89.

Tous les crédits votés ont reçu leur emploi ou le recevront en 1884 par le budget de report qui comprend une somme de 12.967 fr. 40 pour dépenses à continuer suivant les votes du Conseil général.

SITUATION GÉNÉRALE DU BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Le total des dépenses du budget extraordinaire, (voir le compte p. 100) s'élève à la somme de.....	.....	2.477.641 45
Sur lesquelles il convient de retrancher :		
Pour dépenses mandatées mais non acquittées au 1er mai 1884.....	2.206 »	
Reste en dépenses acquittées		2.475.435 45
Les recettes recouvrées étant de.....		3.150.452 09
Partant l'excédent libre au 30 avril 1884 est de.....		675.016 64

Sur le montant de ce dernier chiffre 562.855 fr. 79 ont été réservés et inscrits au budget de report pour dépenses votées par le Conseil général et à continuer en 1884 ; le surplus s'élevant à 112.160 fr. 85 constitue les fonds libres à affecter par l'Assemblée départementale au moyen du budget rectificatif de l'exercice courant.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DU COMPTE DE 1883.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

RECETTES ET DÉPENSES.

	Ordinaires	Extraordinaires	Total.
Total des recettes recouvrées.....	4,496,137 97	3,150,452 09	7,646,590 06
Total des dépenses acquittées.....	4,179,274 20	2,475,435 45	6,654,709 65
Partant les recettes au 30 Avril 1884, présentent un excédent de.....	316,863 77	675,016 64	991,880 41

COMPTE DES RECETTES ET DES DÉPENSES DÉPARTEMENTALES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Les recettes effectuées en 1883, pour le service de l'Instruction primaire et de l'instruction publique se sont élevées à la somme de..... ..... 1,032,478 01

Ainsi répartie :

1° Recettes applicables aux dépenses obligatoires :

Produit des 4 centimes spéciaux perçus en vertu des lois du 15 Mars 1850, du 10 Avril 1867, 19 Juillet 1875 et 16 Juin 1881, et qui doivent être appliqués concurremment avec les 4 centimes communaux aux dépenses obligatoires de l'instruction primaire, ci..... .... 565,404 64

Produits éventuels de l'École normale..... 100 »

Fonds rattachés par le budget rectificatif..... ..... » »

Total des recettes applicables aux dépenses obligatoires.... . ..... 565,504 64

Cette somme doit être intégralement versée dans la caisse de l'État.

2° Recettes facultatives et extraordinaires du service de l'Instruction publique

Les fonds libres de 1882, rattachés au budget rectificatif de 1883 pour assurer la continuation des travaux de construction de maisons d'école s'élevaient à la somme de..... .. .. 184,271 04

Le Conseil Général a en outre voté 2 centimes extraordinaires pour assurer en 1883 le service des dépenses de l'instruction primaire et de l'instruction publique. Cette imposition autorisée par la loi du 17 juillet 1882, a produit..... 282,702 33

Total des recettes extraordinaires de 1883.. . ... 466,973 37

Le compte détaillé ci-après (ch. 3.) des dépenses facultatives imputables sur ces ressources, montre que ces dépenses en 1883 se sont élevées à la somme de 328.389 39

Par suite il reste disponible..... ..... 138.583 98

Que le Conseil Général devra affecter à nouveau au moyen du budget rectificatif de l'exercice courant.

Les dépenses obligatoires et facultatives effectuées en 1883 sont réparties comme suit ntre les divers sous-chapitres et articles du budget de l'instruction publique.

SOUS-CHAPITRE II.	Crédits alloues.	Dépenses faites.	Reste sans emploi.
Dépenses ordinaires et obligatoires auxquelles il est pourvu avec le produit des centimes spéciaux et les produits éventuels.			
École normale d'instituteurs.— Dépenses de 1883	126,729 80	123,875 82	2,853 98
Commissions d'examen, délégations cantonales, etc	6,500 »	6,138 80	361 20
Dépenses des écoles publiques	416,069 08	415,168 60	900 48
Total des dépenses ordinaires et obligatoires	549,298 88	545,183 22	4,115 66
SOUS-CHAPITRE III.			
Dépenses facultatives auxquelles il est pourvu avec l'excédent des centimes spéciaux et des produits éventuels.			
Subvention aux communes pour acquisitions, constructions et réparations de maisons d'école et renouvellement du mobilier	244,280 48	129,204 »	115,076 48
Dépenses extraordinaires de l'école normale	20,500 »	16,500 »	4,000 »
Bourses dans les lycées et collèges du département	42,000 »	40,785 64	1,214 36
Supplément de traitement à l'inspecteur d'académie, au directeur de l'enseignement primaire, aux inspecteurs primaires	21,000 »	21,000 »	» »
Supplément de traitement au directeur et autres fonctionnaires de l'école normale	6,675 »	6,350 »	325 »
Subvention aux communes pour fournitures de livres aux bibliothèques et aux élèves indigents	9,500 »	9,402 »	98 »
Traitement de l'inspectrice des salles d'asile frais de tournées	2,500 »	2,500 »	» »
Subvention à la Directrice du cours normal d'asile et bourses en faveur des aspirantes	4,800 »	2,800 »	2,000 »
Encouragements et récompenses aux Instituteurs et institutrices. Indemnités et secours.	6,000 »	6,000 »	» »
Secours aux anciens Intituteurs et Institutrices	17,000 »	15,300 »	1,700 »
Traitement des employés de l'instruction primaire et frais généraux d'impression	29,790 »	28,667 25	1,122 75
Dépenses diverses	54,875 »	49,880 50	4,994 50
Totaux	458,920 48	328,389 39	130,531 09

Décompte général des centimes départementaux en principal et en centimes additionnels

Après cet exposé complet du compte de 1883, je crois utile de donner le résultat du décompte général des centimes additionnels recouvrés pour les dépenses départementales ressortissant au budget de cet exercice.

Principal des 4 Contributions directes : net passible des centimes additionnels.

Foncier et rôles généraux.	Propriétés non bâties. 2.947.107 Propriétés bâties..... 2.340.136	5,287,243	»
Personnel et mobilier.....		2,025,781	»
Portes et fenêtres. — Rôles généraux.		2,198,047	»
Patentes		4,556,661	33
Total des 4 contributions		14,067,732	33
Contribution foncière afférente au revenu fictif des bois et forêts de l'État		67,384	»
Total général..... ..		14,135,116	33

Les centimes additionnels départementaux prélevés sur le principal ci-dessus ont donné un produit total de 2,975,911,30 se décomposant ainsi qu'il suit :

Loi du 10 août 1871 et loi du 29 juillet 1881 (maximun 25 centimes) prélevés sur le produit total des 2 premières contributions (foncier et personnel mobilier) et sur le revenu des bois de l'État	1,845,102	»
Loi du 10 août 1871 et loi du 29 juillet 1881 (26e centime) sur lès 4 contributions	141,351	15
Loi du 21 mai 1836, du 10 août 1871 et du 29 juillet 1881 (maximum 7 centimes) applicables aux chemins vicinaux	989,458	15
Montant des 33 centimes affectés au budget ordinaire....	2,975,911	30

CENTIMES EXTRAORDINAIRES.

Loi de finances du 11 août 1882, et délibération du Conseil général en date du 31 août 1882 (maximum 12 centimes)	1,696,213	98
Total des centimes (45) additionnels et de leurs produits.	4,672,125	28
Le produit prévu au budget de 1883 était de.....	4,567,309	40
Reste à la disposition du département.....	104,815	88

Cette plus-value se décompose comme il suit entre les divers centimes ci-dessus énumérés.

Centimes ordinaires proprement dits.....	28,313	43
7 centimes spéciaux de la vicinalité.....	28,185	11
12 centimes additionnels extraordinaires.....	48,317	34
Total pareil.....	104,815	88

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien en suite des explications qui précèdent statuer sur le compte de 1883 par une délibération spéciale.

J'ai l'honnenr de rappeller en outre que, conformément à l'article 66 de la loi du 10 août 1871, il appartient à M. le Président du Conseil général de transmettre directement à M. le Ministre de l'Intérieur les observations présentées par l'assemblée départementale sur les comptes soumis à son examen.

CHAPITRE II.

Budget de report de 1883 à 1884.

Explication du mécanisme du report — Tableau des fonds sans emploi classés suivant leur provenance et suivant les 3 catégories du budget de report

L'article 63 de la loi du 10 août 1871 dispose que les fonds départementaux qui n'ont pu recevoir leur emploi dans le cours de l'exercice seront reportés, après clôture, sur l'exercice en cours d'exécution *avec l'affectation qu'ils avaient au budget voté par le Conseil général,* et que les fonds restés libres seront cumulés avec les ressources du budget en cours, suivant la nature de leur origine, pour recevoir l'affectation nouvelle qui pourra leur être donnée par le Conseil général.

Les fonds non employés à la clôture d'un exercice forment donc deux catégories distinctes :

La 1re comprend les sommes qu'il convient de réserver pour les dépenses mandatées et non payées, pour celles faites et non mandatées, et pour les dépenses à continuer ; elles constituent les éléments du budget de report.

La seconde comprend les ressources absolument disponibles, et que la loi désigne comme devant être cumulées avec celles du budget en cours d'exécution pour être affectées à de nouvelles dépenses ; c'est dans le budget rectificatif que l'emploi de ces ressources a lieu.

Le budget de report dont j'ai à m'occuper en ce moment est le Complément du Compte du dernier exercice clos *pour les faits restant à accomplir ;* il sert à les rattacher à l'exercice suivant. Il n'ouvre pas de crédits nouveaux, mais fait revivre seulement les crédits ou portions de crédits appartenant à l'exercice qui vient de finir, et qu'il y a lieu d'utiliser.

Le passif du report se divise en trois paragraphes.

Le premier est destiné à l'inscription des dépenses de l'exercice précédent, mandatées et non payées. Conformément aux instructions ministérielles, j'ai déduit des restes impayés les créances qui ne paraissent pas devoir être réclamées par les ayants-droit.

Dans le second paragraphe sont inscrites les dépenses faites, et qui n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice. Mais d'après l'instruction ministérielle sur les produits éventuels départementaux, les dépenses doivent toujours correspondre à une recette réelle, par suite il est indispensable avant tout de s'assurer sur ce point. La situation de cette partie du service permet non seulement de satisfaire à cette prescription mais laisse encore un reliquat disponible de 104,815,88, qui alimentera le budget rectificatif de l'exercice courant.

Enfin, le 3e paragraphe se compose des reliquats de crédits nécessaires pour les dépenses à continuer, soit que ces reliquats se rapportent à des entreprises non terminées et n'ayant pas un caractère annuel, soit qu'ils viennent des ressources spéciales affectées à un objet déterminé, les produits éventuels vicinaux, par exemple, et qui ne peuvent, par suite, être détournées ni changées de destination.

Le budget de report rappelle à la récapitulation, par nature de ressources, les fonds départementaux existant dans la caisse du Trésor à la clôture de l'exercice précédent, il constate également, pour ces mêmes ressources, quelle est la part absorbée par les crédits reportés et indique finalement les fonds restés sans emploi, et dont le Conseil général peut disposer au budget rectificatif.

Les explications qui précèdent vous permettront, Messieurs, de vous rendre un compte exact du budget de report de 1884 et des opérations à l'aide desquelles j'ai fixé le chiffre des fonds libres de 1883 dont vous pouvez disposer au budget rectificatif de l'exercice courant.

Le tableau ci-après résume ces opérations et en fait ressortir les résultats.

DÉSIGNATION DES RESSOURCES	RESSOURCES disponibles d'après le compte de 1883	RESSOURCES de 1883 non ordonnancées avant la clôture de l'exercice	TOTAL des fonds disponibles provenant de l'exercice 1883	PORTIONS DE CES RESSOURCES réservées pour les dépenses du budget de report de 1884				FONDS LIBRES à employer au budget rectificatif
				§ 1er.	§ 2	§ 3	TOTAL	
	fr c	fr. c.	fr c	fr. c	fr. c	fr. c	fr c	fr c
BUDGET ORDINAIRE.								
Centimes et Produits éventuels	260.365 23	56.498 54	316.863 77	1.202 05	1.073 »	138.430 68	140.705 73	176.158 04
Totaux du budget ordinaire. .	260.365 23	56.498 54	316.863 77	1.202 05	1.073 «	138.430 68	140.705 73	176.158 04
BUDGET EXTRAORDINAIRE.								
Impositions extraordinaires. . ..	350 788 20	48 317 34	399.100 14	» »	» »	313.250 »	315.250 »	83.850 14
Emprunts.(Loi du 17 juillet 1882)	4 502 60	» »	4.506 20	» »	» »	4.506 20	4.506 20	» »
Emprunts (Loi du 30 juillet 1880)	119.414 33	» »	119.413 43	16 00	» »	119.397 43	119.413 43	» »
Emprunts.(Loi du 6 août 1881)..	106.376 85	» »	106.376 85	180 «	» »	106.196 85	106.376 85	» »
Décret du 12 oct.1870.....	1.850 09	» »	1.850 09	» »	» »	1.850 09	1.850 09	» »
Emprunts (Loi du 20 déc. 1882).	481 82	» »	481 82	» »	» »	481 82	481 82	» »
Produits éventuels extraordinaires.	43.228 11	» »	43.288 11	2.010 »	» »	12.967 40	14.977 40	28.310 71
Totaux du budget extraordinaire	626.699 30	48.317 34	675.016 64	2.206 »	» »	560.649 79	562.855 79	112.160 85
BUDGET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE								
Centimes extraordinaires et produits éventuels.....	138.583 98	» »	138 583 98	105 «	» »	» »	105 »	138.478 98
Totaux du budget de l'instruction publique	138.583 98	» »	138.583 98	105 «	» »	» »	105 »	138 478 98
Rappel des totaux du budget ordinaire.....	230.365 23	56.498 54	316.863 77	1.202 05	1.073 «	138.430 68	140.705 73	176.158 04
Rappel des totaux du budget extraordinaire.....	626.699 30	48 317 34	675.016 64	2.206 «	» »	560.649 79	562.855 79	112.160 85
Totaux généraux des fonds rattachés a l'exercice 1883....	995 648 51	104.815 88	1.130 464 39	3 513 05	1.073 »	699.080 47	703.666 52	426.797 81

CHAPITRE III.

Budget rectificatif des recettes et dépenses départementales de l'exercice 1884.

Le règlement du report ayant fixé le chiffre des fonds libres dont le Conseil général devra être appelé à déterminer l'emploi, c'est au moyen du budget rectificatif que l'assemblée départementale exerce le droit que lui confère l'article 63 de la loi du 10 août 1871. Les dépenses nouvelles ou les augmentations des crédits déjà existants, votées dans la limite de ses pouvoirs, forment la partie essentielle du budget rectificatif. Mais indépendamment de cet élément principal qui caractérise, à proprement parler, le budget rectificatif, ce document est susceptible de se prêter à toutes les modifications budgétaires qui résulteraient des délibérations du Conseil général.

Le budget rectificatif se prête également aux modifications ou virements de crédits que le service rendrait nécessaires au budget de l'exercice en cours.

Les ressources dont le Conseil général est appelé à déterminer l'emploi dans le budget rectificatif de 1884, en ce qui concerne les services ordinaires et extraordinaires s'élèvent à la somme de..... 288,318 89

ainsi décomposée :

1° Budget ordinaire.

Les fonds libres de 1883, en ce qui touche les centimes et produits éventuels s'élèvent à la somme de..... 176,158 04
comprenant celle de 28,185 11 qui doit être affectée spécialement à la vicinalité et qui représente la plus-value des 7 centimes vicinaux en 1883.

Si à ce chiffre on ajoute :

1° L'excédent constaté à la balance du budget primitif de 1884. ci.. 1,547 36

2° Recettes nouvelles :

§ 4.

Ecole normale d'instituteurs de Douai. — Installation d'ateliers pour travaux manuels.

Subvention de l'Etat.....	15,000 »	22,454 »
Subvention de la ville de Douai.....	7,454 »	

§ 5.

Ressources éventuelles du service vicinal.

Contingent des communes dans les travaux de restauration du chemin d'intérêt commun n° 57..... .	1,200 »
on obtient le total de	201,359 40

représentant le montant des fonds libres dont il pourra être disposé par le Conseil général au budget rectificatif ordinaire de l'exercice courant.

2° *Budget extraordinaire.*

En ce qui touche le budget extraordinaire, les fonds libres de l'exercice 1883 s'élèvent à la somme de.....	.....	112,160 85
Ainsi décomposée :		
Produit des impositions extraordinaires.....	83,850 14	
Produits éventuels extraordinaires.....	28,310 71	
Total égal.....	112 160 85	

Si à ce chiffre on ajoute les excédents de recettes constatés à la balance du budget primitif.

SAVOIR :

Centimes extraordinaires.....	894 73	2,594 73
Produits éventuels extraordinaires.	1,700 00	
on obtient un total de recettes de.....		114,755 58
Report des ressources libres du budget ordinaire établi ci-dessus.....		201,359 40
Total général des fonds libres à la disposition du Conseil général et dont il pourra être disposé au budget rectificatif de l'exercice 1884.....		316,114 98

Budget ordinaire.

SOUS-CHAPITRE Ier.

Dépenses obligatoires

Numéros des articles du budget	DÉSIGNATION DES CRÉDITS	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATIONS.
	SOUS-CHAPITRE Ier. *Dépenses obligatoires*				
5	Mobilier des Sous-Préfectures. — Acquisition.....	7.356 16	(1) 5.746 60	13.102 76	(1) Douai..... 1.540 » / Valenciennes.. 1.100 » / Cambrai..... 2.075 » / Dunkerque.... 1.031 60 } 5 746 60
17	Frais d'impression et de confection des listes d'électeurs pour les tribunaux de commerce	4.000 »	3.500 »	7.500 »	Délibération du 23 avril 1884.
20	Achat de meubles pour les tribunaux.....	3.018 20	(2) 4.518 10	7.536 30	(2) Douai..... 1.800 » / Valenciennes.. 912 » / Avesnes..... 500 » / Lille..... 350 » / Dunkerque.... 836 10 / Hazebrouck... 120 » } 4 518 10
21	École normale d'instituteurs de Douai. — Installation d'ateliers pour travaux manuels	» »	23.454 »	23.454 »	
	Articles non modifiés.....	211.687 50	» »	211.687 50	
	Total du Sous-chapitre 1er.....	226.061 86	37.218 70	263.280 56	

Art. 5 — **Sous-Préfectures. — Acquisitions de mobilier.** (1er B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers Généraux, les projets présentés par MM. les Architectes départementaux pour fournitures d'objets mobiliers destinés aux Sous-Préfectures, savoir :

Douai. — Acquisition et renouvellement de mobilier. — Le devis présenté s'élève à la somme de 1.614 fr. 32. Par suite d'une réduction opérée ur la somme à valoir, le crédit proposé est évalué à	1.540f.
Valenciennes. — Acquisition de mobilier. — Le devis présenté s'élève à la somme de 1.395 fr. J'estime que la dépense proposée pour la réfection d'une chaise longue recouverte en peluche peut-être réduite à 100 fr. au lieu de 300 fr. ; celle pour la réfection d'un fauteuil crapaud peut-être réduite à 50 fr. au lieu de 200 fr. Par suite le crédit demandé est réduit à 1.045 f. plus une somme à valoir de 55 f. pour imprévus soit en totalité à	1.100 »
Cambrai. — Acquisition de mobilier et réparations	2.075 »
Dunkerque. — Acquisition de mobilier.....	1.031 60
Total	5.746 60

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer au budget *rectificatif de* 1884 un crédit de 5.746 fr. 60 pour les fournitures mobilières dont il s'agit.

Art 20 — **Tribunaux. — Mobilier. — Acquisitions.** (1er B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers Généraux, les propositions de MM. les Architectes départementaux pour achat ou renouvellement du mobilier des tribunaux du département.

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

Douai. — Tribunal civil. — Acquisition et renouvellement de mobilier ..	1.100fr. »
Douai. — Salle d'assises. — Renouvellement et réparations au mobilier.....	700 »
Valenciennes. — Tribunal civil. — Acquisition de mobilier	912 »
Les chauffe-pieds à braise, demandés pour MM. les Juges présentent des dangers d'incendie et des inconvénients. Il est préférable d'avoir des chauffe-pieds à eau chaude. Le devis sera rectifié avant exécution.	
Avesnes. — Acquisition d'objets mobiliers pour le cabinet du Vice-Président	500 »
Lille. — Tribunal de Commerce. — Grosses réparations au mobilier	350 »
Dunkerque. — Palais de Justice. — Renouvellement de rideaux, stores ...	836 10
Total....	4.398 10

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer au budget rectificatif *de* 1884, un crédit de 4.398 fr. 10 montant des projets dont il s'agit.

Art 20 — **Tribunal d'Hazebrouck. — Parquet. — Achat d'un tapis.** (1re B.)

Dans sa séance en date du 28 août 1883. le Conseil général a autorisé le remplacement du tapis du cabinet de M. le Procureur de la République d'Hazebrouck et voté à cet effet un crédit de 140 fr. au budget rectificatif de 1883.

J'ai été avisé depuis que le chiffre de 140 fr. avait été indiqué par erreur et qu'une somme de 260 fr. était absolument nécessaire pour avoir un tapis convenable.

Par décision du 7 février dernier, j'ai autorisé la dépense complémentaire de 120 fr. qui fait l'objet du mémoire ci-joint.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer à cet effet un crédit de 120 fr. au budget rectificatif de 1884 pour le règlement de la dépense supplémentaire dont il s'agit.

Art. 21. — **École normale d'instituteurs de Douai. — Installation d'ateliers pour travaux manuels** (3e B.).

Au cours de la session du mois d'avril dernier, j'ai eu l'honneur de faire connaître au Conseil général que l'État avait accordé au département du Nord un secours de 15,000 fr. pour l'installation à l'école normale d'instituteurs de Douai d'ateliers pour travaux manuels.

De son côté, la ville de Douai ayant voté un contingent de 7,454, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire, en recette et en dépense, au budget départemental de 1884, une somme de 22,454 francs, pour l'exécution des travaux dont il s'agit.

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières.

TRAVAUX, ACQUISITIONS, ETC.

Numéros des articles du budget	DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATIONS.
	SOUS-CHAPITRE II. *Propriétés départementales immobilières.* TRAVAUX, ACQUISITIONS. ETC.				
14	Sous-Prefectures. — Travaux de grosses réparations.....	4.332 45	(1) 8.505 »	12.837 45	(1) Douai .... 2 300 » Valenciennes. ..... 1 080 » Avesnes .. .. 3 400 » Cambrai .... 1 725 » Total.... 8 505 »
15	Tribunaux. — Travaux de grosses réparations..... ...	8.449 53	(2)14.521 12	22.970 65	(2) Douai .. .. 6 297 28 Valenciennes . .. . 2 576 93 Avesnes . ... 1 850 » Cambrai . .... 2 376 91 Lille .. . . . . 1 420 » Total.. 14 521 12
17	Maison d'arrêt — Grosses réparations.....	15 920 58	(3) 9.658 31	25.578 89	
18	Hôtel de la Préfecture. — Travaux.....	» »	(4) 9.500 »	9 500 »	(Delibération du 22 avril 1884)
19	Bâtiments départementaux. — Reparations par suite de l'ouragan du 26 janvier 1884.	» »	5 297 72	5.297 72	(Delibération du 24 avril)
20	Acquisition du mobilier de l'internat de l'institut industriel a Lille.....	» »	8.560 »	8.500 »	(Deliberation du 25 avril). (3) Dunkerque.... 278 60 Délibération du 23 avril 1884 593 21 } 871 81 Douai . ... 1 900 » Lille ... . 1 020 » Valenciennes . .... 4 116 81 Cambrai ... ... 300 » Avesnes . ... 1 450 » Total.... 9 658 31
21	Travaux d'appropriation dans les bureaux du Conseil de Préfecture	» »	3.240 »	3.240 »	
	Articles non modifiés.....	92.119 48	» »	92.119 48	(4) Renouvellement des peintures exterieurs..... 3 500 » Renouvellement des peintures intérieures dans l'aile des bureaux.... 6 000 » Total.... 9 500 » (Déliberations des 23 et 25 avril 1884)
	Total du Sous-chapitre II.....	120.822 04	59.222 15	180.044 19	

Art. 14 — **Sous-Prefectures. — Grosses réparations.** (1er B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers Généraux, les projets présentés par MM. les Architectes départementaux pour travaux de grosses réparations à exécuter aux bâtiments des hôtels des Sous-Préfectures.

Ces travaux se résument ainsi qu'il suit :

Douai. — Grosses réparations aux bâtiments. —Le crédit demandé s'élève à 2.438 fr. 82. Par suite d'une réduction opérée sur la somme à valoir, la dépense projetée est évaluée à .... 2.300f. »

Valenciennes. — Grosses réparations. — Le projet présenté s'élève à 1.145 fr. Une réduction de 65 fr. a été opérée sur l'article relatif à la tapisserie du logement et de la chambre du concierge. La dépense totale projetée est évaluée à .... 1.080 »

Avesnes. — Grosses réparations .... 1.100 »

Avesnes. — Reconstruction de la voûte de cave du logement du garçon de bureau, réparations aux enduits etc. .... 2.300 »

Cambrai. — Réparations, peintures etc .... 1.725 »

Total ..... 8 505 »

Je prie le Conseil Général de vouloir bien m'allouer au budget rectificatif *de* 1884, un crédit de 8,505 fr. montant des articles de dépenses ci-dessus désignés.

Art. 15. — **Tribunaux. — Travaux de grosses réparations** (1er B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les projets présentés par MM. les architectes départementaux pour travaux de grosses réparations à faire aux bâtiments des tribunaux savoir :

Douai. — Tribunal civil. — Grosses réparations aux bâtiments..... 3.965 f. 25

Douai. — Salle d'assises. — Grosses réparations aux bâtiments. — Le devis présenté s'élève à 2,431 f. 36. Par suite d'une réduction opérée sur la somme à valoir, le crédit proposé est évalué à .... 2.332 »

Valenciennes. — Tribunal civil. — Grosses réparations. Le devis présenté s'élevant à 3,627 fr. comprend une somme de 3.000 fr. pour réfection du calorifère et de ses conduites. J'ai retranché de ces 3,000 fr. une somme de 990 fr. 07 qui avait été votée précédemment pour la restauration de ce calorifère. Cette restauration ayant été reconnue impossible eu égard

Report 6.297 25

à l'état défectueux de l'appareil, la somme de 990 fr. 07 figurant au budget de report de 1883 sur 1884 servira à payer la réfection du calorifère et de ses conduites. J'estime en outre qu'une somme de 60 fr. portée au devis pour 20 plaques de propreté posées à 3 fr. peut-être supprimée ou tout au moins ajournée ; le crédit proposé se trouve par suite réduit à 2.576 93

Avesnes. — Aménagement d'un local pour le cabinet du Vice-Président.. 500 »

Avesnes. — Installation de sonneries électriques : 700 fr. J'estime qne cette dépense peut-être ajournée sans aucun inconvénient. C'est d'ailleurs l'avis de M. le Président du tribunal d'Avesnes.

Avesnes. — Installation de l'éclairage par le gaz ..... 1.350 »

Cambrai. — Tribunal civil. — Remplacement du calorifère, installation du gaz 2.376 94

Lille. — Palais de justice. — Casier spécial pour les dossiers correctionnels ..... 160 »

Lille. — Palais de justice. — Appropriation d'une salle à usage de bureau à l'étage du parquet ..... 890 »

Lille. — Tribunal de Commerce. — Peintures au bureau du greffe et dépendances..... 370 »

Total 14.521 12

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'ouvrit au budget *rectificatif de* 1884, un crédit de 14.521 fr. 12 montant des dépenses dont il s'agit.

Art. 17, — **Maisons d'arrêt. Grosses réparations** (1er B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les projets présentés par MM. les Architectes départementaux pour travaux de grosses réparations à faire aux maisons d'arrêt du département, savoir :

Douai. — Grosses reparations aux bâtiments. — Le devis présenté s'élevant à 2.067 fr. 57 ne comprend que des travaux utiles et à la charge du département, sauf toutefois l'exception suivante :

1° La sonnette d'alarme à établir pour communiquer avec la gendarmerie, n'obligera pas celle-ci à accourir au premier appel à la prison ; elle n'offre donc qu'un avantage très incertain, d'où une réduction de 25 fr.

D'autre part les 10 % pour imprévus me paraissent inutiles pour des travaux de cette importance, et le chiffre peut être réduit sans inconvénient

Par suite de cesréductions, le crédit proposé ne s'élève plus qu'à la somme de ... . 1.900f. »

Valenciennes. — Grosses réparations. — Le devis ne contient que des travaux utiles et à la charge du département 3.016 50

Réfection de la citerne des latrines des femmes condannées. — Cheminée d'aérage fosse des prévenus et des condamnés .. .. 1.100 »

Avesnes. — Grosses réparations.— Le devis présenté s'élevãnt à 1.600 fr. comprend quelques travaux d'entretien qui pourront être prélevés en partie sur le crédit alloué chaque année à titre de frais d'entretien. J'ai par suite reduit le crédit demandé à 1.450 fr. ci .... 1.450 »

Cambrai — Travaux de peinture, carrelage, etc. — La peinture des boiseries a son utilité, mais la nécessité des autres travaux ne peut s'apprécier, faute de renseignements. Aux termes de l'art. 45 du cahier des charges, l'entrepreneur doit peindre au coaltar les soubassements à hauteur de 0^{m} 50 dans tous les locaux de la prison où ce procédé peut s'appliquer : le travail prévu ne paraît donc pas à la charge du budget départemental, sauf plus amples explications. Je demande donc pour 1885 un crédit de 300 fr. et l'ajournement du surplus de la dépense proposée ci. . . .. 300 »

Lille. — Renouvellement de carrelage et construction d'un lanterneau. — Le projet présenté consiste à refaire le dallage d'un couloir à la prison de Lille et à le couvrir d'un chassis vitré dit lanterneau. — La réfection du dallage est urgente et la substitution des carreaux céramiques avec dalles est économique. L'établissement des lanterneaux rendra le service plus facile et protégera les gardiens contre la pluie à laquelle ils sont exposés pendant les mauvais temps : c'est une amélioration très utile..... 1.020 »

Dunkerque. — Blanchîment des locaux. Ce travail exécuté à la suite d'une épidémie de variole, était indispensable pour l'hygiène de la prison 278 60

Total 9.065 10

Je prie le Conseil général de vouloir bien approuver ces articles de dépenses et m'allouer au budget *rectificatif de* 1884 un crédit de 9.065 fr. 10 pour en assurer l'exécution.

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux, Chemins de fer d'intérêt local.

§ 1er. — Chemins vicinaux

Nos des articles	DÉSIGNATION DES CRÉDITS	FIXATIONS actuelles.	Changements par suite d'augmentations.	Changements par suite de diminutions	FIXATIONS nouvelles	MOTIFS des changements et observations	AUGMENTATIONS Subvention départementale	AUGMENTATIONS Subvention de l'Etat	AUGMENTATIONS Contingent des communes.
	SOUS-CHAPITRE IV. *Chemins vicinaux, Chemins de fer d'intérêt local.* § 1er. — CHEMINS VICINAUX.								
	1° Chemins de grande communication :								
1	Chemin n° 1. — Entretien.....	12 713 15	3.800 »	» »	16.513 15		3.800 »	» »	» »
2	Id. 2. — Id	6.800 »	2.000 »	» »	8.800 »		2 000 »	» »	» »
3	Id. 3. — Id.	7.000 »	4.000 »	» »	11.000 »		4 000 »	» »	» »
4	Id 4. — Id.	15 000 »	1.000 »	» »	16.000 »		1 000 »	» »	» »
5	Id 5. — Id.	4 421 »	1.585 11	» »	6.006 11		1 585 11	» »	» »
	2° Chemins d'intérêt commun :								
134	Chemin n° 57. — Travaux neufs.....	15.765 71	12.000 »	» »	27 765 71		10 800 »	» »	1 200 »
316	Achat de 2 rouleaux compresseurs.....	» »	5.000 »	» »	5 000 »		5 000 »	» »	»
	Articles non-modifiés.....	2.211.507 98	» »	» »	2.211.507 98				
	Total du § 1er.....	2.273.207 84	29 385 11	» »	2.302.592 95				
	§2 non modifié.....	9.440 88	» »	» »	9 440 88				
	Total du sous-chapitre 4.....	2.282.648 72	29.385 11	» »	2.312 033 83		28.185 11	» »	1.200 »
							29.385 11		

SOUS-CHAPITRE VII.

Assistance publique.

24	Traitement maritime des enfants rachitiques ou scrofuleux.....	» »	20.000 »	» »	20.000 »	
25	Traitement médical à l'école des enfants rachitiques ou scrofuleux	» »	3.000 »	» »	3.000 »	Délibération du 5 mai 1881
26	Subvention à l'association dite : Union des femmes de France.....	» »	100 »	» »	100 »	Délibération du 25 avril 1881
	Articles non-modifiés.....	163.015 »	» »	» »	163.015 »	
	Total du sous-chapitre 7.....	163.015 »	23.100 »	» »	186.115 »	

SOUS-CHAPITRE XI.

Numéro des articles du budget	DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations	FIXATIONS actuelles.	OBSERVATIONS.
	SOUS-CHAPITRE XI. *Encouragement à l'agriculture et à l'industrie.*				
7	Station d'étalons à Lourbourg — Dépense d'installation de 5 Boxs — Subvention	» »	1.000 » (1)	1 000 »	(1) (Délibération du 26 avril 1884).
	Articles non modifiés.....	70 800 »	» »	70 800 »	
	Total du Sous-chapitre XI....	70 800 »	1 000 »	71 800 »	

SOUS CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires.

Numéros des articles du budget	DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations	FIXATIONS actuelles.	OBSERVATIONS
	SOUS-CHAPITRE XIV. *Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires.*				
2	Enfants du 1er âge. — Dettes de 1883...	241 »	160 01	501 01	
7	Secours et frais de transport de voyageurs indigents en 1883	» »	2.175 80	2.175 80	
8	Impressions — Dettes de 1883	» »	7.307 44	7.307 44	
9	Enfants assistés. — Dettes de 1883.....	» »	3.842 19	3.842 19	
10	Aliénés — Dettes de 1883..	» »	26.635 19	26 635 19	
11	Bâtiments départementaux de l'arrondissement de Cambrai. — Dépenses arriérées des exercices antérieurs	» »	7.681 82	7.681 82	(Délibération du 22 avril 1883)
12	Salubrité publique. — Inspecteur-adjoint, frais de déplacement et de tournées en 1883.....	» »	750 »	750 »	(Délibération du 22 avril).
13	Service des épizooties — Dettes de 1883...	» »	1.153 »	1.153 »	
	Articles non modifiés	1 351 78	» »	1.351 78	
	Total du Sous Chapitre XIV.....	1.692 78	49.705 45	51 398 23	

Art. 2. — **Enfants du premier Age. — Dépenses arriérées** (2e B.)

J'ai reçu, après la clôture des exercices auxquels ils se rapportaient, plusieurs états de frais relatifs au service de la protection des enfants du premier âge.

Ces frais s'élèvent suivant les justifications ci-jointes à 160 fr. 01 c. et cet excédent de dépense se décompose comme suit :

Département de la Seine.— Remboursement de la part Contributive du département du Nord dans les dépenses de l'exercice 1882.....				42 28
—	Seine-et-Oise	id.	Ex. 1882	3 10
—	Nièvre	id.	Ex. 1883	5 07
—	Sarthe	id.	Ex. 1883	4 86
—	Seine-Inférieure	id.	Ex. 1883	7 09
—	Somme	id.	Ex. 1883	12 11
M. Tamboise, juge de Paix du canton de Cambrai-Est. Indemnité de déplacement pour la vérification des registres aux déclarations..				36 »
M. Baudelocque, Juge de Paix du canton de Condé			id.	36 »
M. Hary, Achille, secrétaire de la mairie d'Escaudœuvres. Indemnité pour travaux d'écritures				11 50
M. Corteel, Jules, secrétaire de la mairie d'Houtkerque. Indemnité pour travaux d'écritures				2 »
Total.....				160 01

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir au sous-chapitre XIV du budget rectificatif de 1884, un crédit d'egale importance.

Art. 7.— **Voyageurs indigents. — Frais de transport et secours de route. — Dépenses arriérées.** (2e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général 34 états s'élevant ensemble à 2,178 fr. 03 pour la part contributive du Département dans les frais de secours de route et de tranfèrement d'indigents voyageurs en 1883, savoir :

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.			DÉPARTEMENTS.		
Nord (3 états).....	945	70	Allier.....	»	27
Ouest (2 états).....	114	75	Ardennes.....	4	74
Orléans (2 états)	435	85	Marne	9	30
Paris Lyon-Méditerranée (3 états). ..	274	»	Seine Inférieure.....	6	50
Midi (2 états)	36	85	Aisne..	10	74
Est (2 états)	163	35	Somme	12	19
Sarthe (1 état)	2	23	Seine-et-Marne.....	7	21
Secours délivrés par les receveurs municipaux (9 états).....	136	73	Alpes Maritimes	»	45
			Seine.....	45	80
			Bouches-du-Rhône.....	1	70
Totaux.....	2.109	46		68	57

Je prie l'assemblée de vouloir bien. pour le paiement de ces sommes, inscrire au budget rectificatif de 1884, un crédit de 2,178 fr. 03 c.

Art. 8. — Frais d'impression. — Dépenses arriérées. (1er B)

Le Conseil général a ouvert au budget de l'exercice 1883, pour frais d'impression, les crédits ci-après :

Sous-chapitre 1er. ariicle 18.....	4.000 »	24.800 »
id. 13, article 6	20.800 »	
Suivant pièces justificatives jointes au compte,		
Les dépenses se sont élevées, savoir :		
Pour le sous-chapitre 1er. article 18.....	4.000 »	32.107 44
— 13, article 6.....	28.107 44	
Déficit.....		7.307 44

Pour combler ce déficit, qui provient presque uniquement de la progression croissante des impressions relatives aux rapports du Préfet et aux délibérations du Conseil général, j'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1884 un crédit d'égale somme en addition aux crédits correspondants du budget de l'exercice courant, savoir :

Sous-chapitre 1er. article.....	» »
id. - 14, article.....	7.307 fr 44

Art. 9. — **Enfants assistés — Dépenses arriérées** (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les pièces justificatives à l'appui, les états de dépenses arriérées s'élevant ensemble à la somme de 3,842 fr. 19 dont le montant est réclamé par divers départements et deux hospices dépositaires pour avances faites pour le compte des enfants assistés du Nord. Il reste également à payer certains frais de pensions et dépenses accessoires qui n'ont pû être ordonnancés avant la clôture de l'exercice.

Cet excédent de dépenses se décompose comme suit·

1° Au département de l'Oise.

Frais d'entretien en 1881 et 1883 de l enfant		Lesage Blanche	41 25
—	1882	Coache, Jeanne	13 44
—	—	Maî re, Léonie	7 20
—	—	Maître, Joseph	7 20

2° Au département de la Seine.

Frais d'entretien en 1882 de l'enfant			Ballois Louis	35 15
—	—	—	Dutrieux, Henri	98 21
—	—	—	Verte, Marcel	97 79
—	—	—	Duheyon, Claire	250 52
—	—	—	Sire, Oscar	110 22
Frais d'entretien en 1882 et 1883 de l'enfant			Vinoy, Charles	363 97
—	—	—	Taintignies, André	401 41
—	—	—	Garin, Anatole	240 21
—	—	—	Garin, Emmanuel	201 23
—	—	—	Ravaux Théodore	418 60
—	—	—	Marie, Eugénie	389 33
—	—	—	Delattre, Eugène	299 39
Frais d'entretien en 1883 de l'enfant			Leneutre, Auguste	276 54
—	—	—	Stiévenart, Henri	177 54
—	—	—	Nave, François	174 09

3° Au département de l'Aisne

Frais d'entretien au dépôt de Montreuil en 1883, de l'enfant Lasselin, François 47 15

4° Au Ministère des Affaires étrangères.

Remboursement des secours alloués en 1883 pour l'enfant Bertau, Victoria 86 70

5° Aux hospices de Valenciennes.

Frais de séjour à l'hospice d'enfants assistés (1er semestre 1883)..... 28 50

6° Aux hospices de Douai.

Frais de séjour à l'hospice d'enfants assistés (2e semestre 1883)..... 13 50

7° Au sieur Denis, pharmacien à Baisieux.

Fourniture de médicaments en 1883 à l'enfant Leclercq, Fernande..... 8 05

A reporter..... 3.787 19

Report. ...		3.787 19
8° *Au sieur Lemiègre, de Verlinghem.*		
Pension de l'enfant assisté Simon, Augustine (3e trimestre 1883)		20 »
9° *Au sieur Ducatillon, Louis, de Fâches (Thumesnil).*		
Pension de l'enfant Lefebvre, Georges (1er août au 31 décembre 1883).. .		35 »
Total.....		3,842 19
La dépense constatée au compte de 1882, s'est ainsi trouvée portée à...		223,166 63
Mais si l'on tient compte des ressources spéciales affectées par les lois aux dépenses de ce service et encaissées à titre de produits éventuels ordinaires du département, savoir :		
Amendes et confiscations (Arrêté du 25 floréal an VII et Loi du 5 mai 1869).....	11 417 76	
Subvention de l'Etat (Loi du 5 mai 1869)....	4 092 71	
Contingents communaux.....	33.950 »	56.593 03
Remboursements opérés par d'autres départements ...	4 539 71	
Reversements des sommes impayées à divers titulaires de secours.....	2 592 85	
On voit que le département n'a supporté qu'une dépense de.....		166 573 60

Si l'on établit maintenant la comparaison entre les dépenses faites pendant les années 1882 et 1883, le tableau ci-après donne les résultats suivants :

NATURE DES DÉPENSES.	DEPENSES INTERIEURES				DEPENSES EXTERIEURES				Résultat définitif	
	en 1883	en 1882	Différence en plus	Différence en moins	en 1883	en 1882	Différence en plus	Différence en moins	en plus	en moins
Frais de séjour dans les hospices..	41520 30	42584 50	»	1064 20	»	»	»	»	»	1064 20
Frais de layettes	2007 56	1891 80	115 76	»	»	»	»	»	115 76	»
Remboursements aux départements	1340 06	606 43	733 63	»	4575 77	3645 89	929 88	»	1663 51	»
Secours temporaires.....	»	»	»		64601 40	55108 90	9492 50	»	9492 50	»
Allocations pour Mariages..	»	»	»	»	4604 »	3840 »	764 »	»	764 »	»
Indemnités et traitement des employés ...	»	»	»	»	7300 »	5933 33	1366 67	»	1366 67	»
Frais de rapatriements.....	»	»	»	»	1400 20	1366 15	34 05	»	34 05	»
Établissements spéciaux.....	»	»	»	»	5191 30	3292 37	1898 93	»	1898 93	»
Frais de pensions.....	»	»	»	»	63099 30	61149 72	1949 58	»	1949 58	»
Frais de vêtures	»	»	»	»	25332 09	24378 39	953 70	»	953 70	»
Frais d'imprimés et frais divers.....	»	»	»	»	1633 40	1668 50	»	35 10	»	35 10
Protection des enfants du 1er âge					561 25	576 25	»	15 »	»	15 »
Totaux.....	44867 92	45082 73	849 39	1064 20	178298 71	165959 50	17389 31	50 10	18238 70	1114 30
			En moins 214 81				En plus 17 339 21		En plus 17 124 40	

Crédits de 1883.....	230.000 »
Dépenses constatées	223.166 63
Excédent.....	6.833 37

soit une augmentation de 17.124,40 sur les dépenses correspondantes de 1882.

Cette augmentation se divise comme suit :

Dépenses intérieures:diminution de..	214 81
Dépenses extérieures: augmentation de.....	17.339 21
Différence pareille.....	17.124 40

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au sous-chapitre XIV d'un crédit de 3.842 fr. 19 c., destiné à solder le montant des dépenses arriérées de 1883.

Art. 10. — Aliénés. — Dépenses arriérées. (2e B.)

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents à la charge du département du Nord pendant l'année 1883, ont été réglées comme suit :

1° Pension dans les asiles publics d'Armentières et de Bailleul	539.382.90
2° Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite	20.252.29
Total	559.635.19
Les dépenses mandatées et payées dans la limite des crédits s'élèvent à ... (voir le compte sous-ch. 6).	533.000. »
Resto à payer	26.635.19

Cette dépense se décompose comme suit :

Frais de pension à l'asile d'aliénées de Bailleul	23.315.39
Frais de tranport d'aliénés et entretien dans divers établissements	3.319.80
Total.....	26.635.19

Sur le montant de la dépense constatée ci-dessus			558 651.19
les communes ont participé pour une somme de	208.314.75		
les aliénés ou leurs familles id	22.315.74		235.829.09
et l'État pour une sommie de.....	5.198.60		
que pour une somme de			322.822.10

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de 26.635.19 au sous-chap. 14 du budget rectificatif pour le paiement de l'excédent de dépenses ci-dessus justifié.

Art. 13. — **Epizooties. — Dépenses arriérées** (2e B.)

Le crédit affecté au service des épizooties a été insuffisant en 1883. Trois mémoires, s'élevant à 1,153 fr., présentés par MM. Boursier, vétérinaire à Haubourdin, Salengros, à Fourmies, et Deudon, au Quesnoy, n'ont pu être soldés.

J'ai l'honneur de mettre ces mémoires sous les yeux du Conseil général. Je prie l'assemblée de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1884, un crédit de 1,153 fr. pour en acquitter le montant.

RÉCAPITULATION DU BUDGET ORDINAIRE.

Numéros des sous-chapitres du budget	DÉSIGNATION DES DÉPENSES	FIXATIONS actuelles	CHANGEMENTS PAR SUITE — l'augmentation	CHANGEMENTS PAR SUITE — de diminution	FIXATIONS nouvelles	OBSERVATIONS
1	Dépenses obligatoires...	226.061 86	36 248 70	»	262.280 56	
2	Propriétés départementales immobilières	120 822 04	59.222 45	»	180.044 49	
3	Routes départementales	508.290 »	»	»	508.290 «	
4	Chemins vicinaux Chemin de fer d'intérêt local	2.282 648 72	29.385 11	»	2.312 033 83	
5	Enfants assistés	230.000 »	»	»	230 000 »	
6	Aliénés	530.000 »	»	»	530.000 »	
7	Assistance publique	163 015 »	23.100 »	»	186.115 »	
8	Cultes	» »	»	»	»	(a) Augmentation de dépenses couverte par.
9	Archives	17.550 »	»	»	17 550 »	1° Portion des fonds libres de 1883 174 431 65
10	Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts	71.350 »	»	»	71.350 »	2° Par la recette nouvelle constatée ci-après 23 654 »
11	Agriculture et industrie	70.800 »	1.000 »	»	71.800 »	3° Excédent des recettes du budget primitif 1 547 34
12	Subventions aux communes	47.243 70	»	»	47 243 70	Somme égale.. 199 631 99
13	Dépenses diverses	268.365 41	»	»	268 365 41	
14	Dettes départementales	1.692 78	49.705 45	»	51.398 23	
15	Instruction publique	555 121 76	»	»	555.121 76	
16	Cadastre	55 229 74	»	»	55 229 74	(1) Recettes nouvelles
						§ 4 Ecole normale d'institut. de Douai — Subvention de l'Etat 15 000 »
						Subvention de la ville de Douai 7 451 »
						Total du § 4 22 451 »
	Total des dépenses du budget ordinaire	5.148 490 71	(a) 198.631 41	»	5.346.822 12	§ 5 Contingent des communes — dans les travaux du chemin d'intérêt commun n° 57 1 200 »
						Total général 23 651 »
Chap 1er	BUDGET ORDINAIRE.					
	Recettes.					
	§ 1er Recettes afférentes au Ministère de l'Intérieur centimes et produits éventuels	4.770 774 35	(1) 23.654 »	»	4.794.428 35	
	§ 2 Recettes afférentes au ministère de l'Instruction publique — Centimes de l'instruction primaire	555.121 76	»	»	555.121 76	
	Total des recettes ordinaires	5.325 896 11	23.654 »	»	5.349.550 11	
	Les dépenses étant de				5.346 821 12	
	Il ressort un excédent de recettes de				2 728 99	

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit d'impositions extraordinaires.

§ 1er.. — Centimes votés en vertu de la loi du 10 août 1871.

Nos des Articles	DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	FIXATIONS actuelles.	Changements par suite d'augmentations.	Changements par suite de diminutions	FIXATIONS nouvelles	OBSERVATIONS.
	ROUTES DÉPARTEMENTALES.					
	Travaux neufs et de grosses réparations.					
15	Route N° 2 Reconstruction du mur de soutènement le long de la décharge de la Deûle a Quesnoy	»	12.000 »	»	12.000 »	
16	— 5. Travaux divers	»	(1) 9.650 »	»	9.650 »	(1) Rechargement entre l'origine et le point kilométrique n° 3.... 9 000 » Construction d'un garde-corps au pont d'Hestrud.. 650 » 9 650 »
17	— 6. Travaux divers	»	(2) 9.030 62	»	9.030 62	(2) Rechargement entre Glageon et Trelon 30 62 Rechargement entre Sains et la borne kilométrique 27 5 9 000 » Total..... 9 030 62
11	— 9. Remaniement de la Chaussée entre Armentières et Merville	8.500 »	4 000 »	»	12.500 »	
12	— 11. Construction de zônes empierrées latérales au pavage sur une longueur de 3.695 m	3.000 »	12.500 »	»	15.500 »	
18	— 14. Construction d'un aqueduc a Mons-en-Barœul	»	3.000 »	»	3.000 »	
19	— 19. Remaniement de la Chaussée entre le pont de Forest et le passage a niveau du chemin de fer de Tourcoing a Somain et reconstruction du pont sur la Marque.	»	4.266 12	»	4.266 12	
20	— 22. Remaniement entre Marcq-en-Barœul et Mouveaux	»	4.500 »	»	4.500 »	
21	— 23. Construction de pavage dans Frasnoy et rechargement de la chaussée empierrée entre Frasnoy et Amfroipret	»	6.319 72	»	16.762 72	
	— 23. Substitution d'un pavage a l'empierrement aux abords de Baval	»	10.443 »			
22	— 24. Elargissement de la Chaussée et construction d'un trottoir entre Bel'e-Vue et Denain	»	7 039 82	»	7.039 62	
23	— 25. Construction d'un mur de soutenement et d'un aqueduc	»	250 72	»	250 72	(a) Augmentation de dépense couverte par une portion des fonds libres (centimes extraordinaires de 1883).
	Articles non modifies	1.599.325 55	»	»	1.599.325 55	
	TOTAL du § 1er	1.610.825 55	83.000 (a) »	»	1.693.825 55	

Art. 45 — Route départementale n° 2. de Lille à Ypres.

Reconstruction du mur de soutènement le long de la décharge de la Deûle à Quesnoy-sur-Deûle (4e B.).

Le mur de soutènement de la route départementale N° 2 de Lille à Ypres, à Quesnoy-sur-Deûle, qui longe une décharge de la rivière de la Deûle, s'est écroulé le 21 décembre 1883, et, dans sa séance du 24 avril dernier, le Conseil général a autorisé la mise en adjudication des travaux de reconstruction de ce mur sauf à voter le crédit nécessaire dans cette présente session.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée les pièces relatives à cette affaire.

Le projet des travaux s'élève à 24,000 fr. dont 12,000 fr. à la charge de l'État, et 12,000 à la charge du département.

Par dépêche du 15 mai 1884, M. le Ministre des Travaux publics a alloué pour les travaux en question une subvention égale à la moitié de la dépense.

Dans cette situation, et d'accord avec MM. les ingénieurs des ponts et chaussées, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1884, un crédit de 12,000 fr. représentant la part du département dans les dépenses dont il s'agit.

Routes départementales.

(*Voir Sous-Chapitre 3. Budget de* 1885).

Numéros des articles du budget	DÉSIGNATION DES CRÉDITS	FIXATIONS actuelles	CHANGEMETS par suite d'augmentation	FIXATIONS nouvelles	OBSERVATIONS.
	§ 4. — INSTRUCTION PUBLIQUE.				
	Emploi de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 17 juillet 1882.				
4	Dépenses du ministère de l'instruction publique.....	»	(1) 138.583 98	138.583 98	(1) Augmentat on de dépenses couverte par la recette nouvelle constatée ci-après.
	Report du § 1er.....	1.640 823 55	83.000 »	1.693.825 55	
	§ 2 et 3 non modifiés.....	646.455 88	»	646.455 88	
	Total du sous-chapitre 17.....	2.257.281 43	221.583 98 (a)	2.478.865 41	(a)

Augmentation de dépenses couverte par:

1° Portion des fonds libres de 1883	83 000 »
2° Fond libres de l instruct on publique.....	138 583 98
Total.....	221.583 98

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires.

Nos des articles du budget.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	Fixations actuelles.	Changements par suite d'augmentation.	Fixations nouvelles.	OBSERVATIONS.
	SOUS-CHAPITRE XIX. *Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires.*				
9	Caserne de gendarmerie — Grosses réparations..	»	(1) 19.182 88	19.182 88	(1) Dunkerque..... 130 » (Délibération du 22 avril 1884)
10	Palais de Justice et maison d'arrêt de Lille. — Travaux d'assainissement	»	4 583 85	4.583 85	Flers-Dorignies..... 3 500 »
11	Hôtel de la Préfecture.— Construction d'un bureau supplementaire pour le service de la 3e Division	»	1.500 »	1.500 »	Berlaimont..... 1 400 »
	Articles non modifiés	37.279 45	»	37.279 45	Jeumont ..... 950 »
	Total du sous-chapitre 19 ...	37.279 45	25.266 73	62 546 18	Landrecies ..... 1 600 »
					Le Quesnoy ..... 1 000 »
					Cambrai ..... 550 »
					Iwuy ..... 1 300 »
					Carnières..... 940 »
					Gravelines..... 1 592 88
					Lille..... 1 720 »
					Pont-a-Marcq..... 4 500 »
					Total. 19 182 88
	RÉCAPITULATION. § 1er. *Dépenses afférentes au Ministère de l'Intérieur.*				
17	Dépenses imputables sur le produit des 12 centimes extraordinaires.....	1.979.720 55	83.000 »	2.062.720 55	
18	Emprunts	1.824.328 39	»	1.824.328 39	(b) Augmentation des dépenses couverte par :
19	Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires	37.279 45	25.266 73	62.546 18	1° Portion des fonds libres de 1883 imputables sur centimes extraordinaires..... 83 000 »
	Total des dépenses afférentes au Ministère de l'intérieur.....	3.841.328 39	108.266 73	3.949.595 12	2° Portion des fonds libres de 1883 sur produits éventuels extraordinaires. ... 25 266 73
	§ 2. *Dépenses de l'instruction primaire imputables sur le produit des centimes extraordinaires autorises par les lois des 17 juillet 1882 et 2 août 1883.*				3° Fonds libres de 1883 de l'instruction primaire (centimes extraordinaires). 138 583 98
	Total à couvrir par les ordonnances du Ministère de l'instruction publique..	277.560 88	138.583 98	416.144 86	Total. 246 850 71
	Total des dépenses extraordinaires.....	4.118.889 27	(b) 246.850 71	4.365 739 98	

Nos des articles du budget.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS	Fixations actuelles.	Changements par suite d'augmentation.	Fixations actuelles	OBSERVATIONS.
	RECETTES.				
Chap. 2.					
1	Centimes extraordinaires. — Ministère de l'Intérieur...	2.064.465 42	»	2.064.465 42	
2	Produits d'emprunts.....	1.824.328 39	»	1.824 328 39	
3	Produits éventuels extraordinaires.....	67.290 46	»	67 290 46	
	Total des recettes extraordinaires afférentes au Ministère de l'Intérieur	3.956.083 97	»	3.956.083 97	
	Recettes extraordinaires de l'Instruction publique (budget du Ministère de l'Instruction publique).....	277.560 88	138 583 98 (a)	416 144 86	(a) Fonds libres de l'Instruction primaire en 1883.— Centimes extraordinaires.
	Total des recettes extraordinaires.	4.233.644.85	138.583 98	4.372.228 83	
	Les dépenses s'élèvent à.....			4.365.739 98	
	Il ressort un excédent de recettes de.		6.488 85 (b)		(b) Complément des fonds libres de 1883, savoir 1° Centimes extraordinaires (loi du 10 août 1871) ..... 1.744 70 2° Produits éventuels extraordinaires... 4 744 15 Somme égale.. 6 488 85

Art 9 — **Casernes de Gendarmerie. — Grosses réparations.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtues du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les propositions de MM. les Architectes départementaux pour travaux de grosses réparations à faire aux casernes de gendarmerie appartenant au département.

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

Flers-Dorignies. — Grosses réparations aux bâtiments. — Le devis présenté s'élève à 3.683 fr. 49. Par suite d'une réduction opérée sur la somme à valoir, le crédit proposé est évalué à.....	3.500f. »
Berlaimont. — Grosses réparations	1.400 »
Jeumont. — Grosses réparations	950 »
Landrecies. — Grosses réparations.....	1.600 »
Le Quesnoy. — Grosses réparations.....	1.000 »
Cambrai. — Tapisserie, peintures etc	550 »
Iwuy. — Cimentage des caves, couverture en ardoises etc.....	1.300 »
Carnières. — Démolition d'un mur de clôture, reconstruction de la buanderie etc.....	940 »
Gravelines. — Travaux de réparations	1.592 88
Lille. — Appropriations diverses.....	1.720 »
Pont-à-Marcq. — Construction de caves et peintures générales. — Le devis présenté s'élève à 7.507 fr. 50. Cette dépense paraît trés élevée. Il ne serait possible de la réduire qu'en excavant une partie du bâtiment. Les gendarmes auraient des caves à provision réduites, mais il y a lieu de faire observer qu'ils ont déjà des bûchers qui pourraient servir à déposer des objets autres que des substances alimentaires. La dépense se trouverait ainsi réduite à environ	4.500 »
Total.....	19.052 88

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer au budget *rectificatif de* 1884 un crédit de 19. 052 fr. 88 montant des articles de dépenses ci-dessus indiqués.

Art. 10. — Maison d'arrêt et Palais-de-Justice de Lille. Travaux d'assainissement. (1er B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les pièces à l'appui, une délibération en date du 2 juillet 1884 par laquelle la Commission départementale m'a autorisé à approuver d'urgence des travaux d'assainissement et d'appropriation à la Maison d'arrêt et au Palais-de-Justice de Lille. -

La dépense, réduite dans les conditions déterminées par la Commission départementale, s'élève à 4,583 fr. 85 c., dont 3,923 fr. 85 c. pour le Palais de-Justice et 660 fr. pour la Maison-d'Arrêt de Lille.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1884 un crédit de 4,583 fr. 85 c. pour le règlement de la dépense dont il s'agit.

Art. 11. — Hôtel de la Préfecture — Construction d'un bureau supplémentaire pour la 3e Division. (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtu du visa approbatif de deux de ses membres, un projet s'élevant à 1,500 fr., dressé par M Marteau, architecte départemental, pour la construction d'un bureau supplémentaire pour la 3e division de la Préfecture, la fourniture du mobilier de ce bureau ainsi que l'établissement de deux portes matelassées.

Cette dépense paraissant bien justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien m'autoriser à approuver le devis ci-joint et inscrire à cet effet au budget rectificatif de 1884 un crédit de 1,500 fr., montant de la dépense dont il s'agit.

CHAPITRE IV.

Budget primitif de 1885.

BUDGET ORDINAIRE.

RECETTES.

§ 1er Recettes afférentes au Ministère de l'intérieur.

	SOMMES allouées au budget de 1884.	SOMMES prévues pour 1885. partielles	SOMMES prévues pour 1885. totales
Art. 1er.—Centimes ordinaires (25 centimes additionnels aux 2 premières contributions, et 1 centime additionnel aux 4 contributions directes) (1). (Loi du 10 août 1871, art. 61).....	1,983,779 69	2,014,522 27	3,004,010 91
Art. 2. — 7 centimes applicables au service vicinal, idem, (art. 58 et 60).....	971,463 08	989,488 64	
TOTAL.....	2,955,242 77	»	
Art. 3. — Produits éventuels du budget ordinaire :			
§ 1er. Revenus de propriétés départementales (Loi du 10 août 1871, art. 58, § 4).....		3,000 »	
Loyer de bâtiments et de terrains	5,725 »	625 »	8,525 »
Intérêts de capitaux et arrérages de rentes appartenant au département		900 »	
Revenus de l'établissement thermal de St-Amand		2,000 »	
Vente d'arbres abattus ou élagués		2,000 »	
Vente de la carte du département au 1/40000e			
A reporter.....	2,960,967 77		3,012,535 91

(1) Principal prévu pour 1885 :

Foncière	5,336,729	»
Bois de l'Etat	64,920	»
Personnelle-Mobilière	2 091,048	»
Portes et fenêtres	2 242,885	»
Patentes	4,400,000	»
Total.....	14,135,552	»

	SOMMES allouées au budget de 1884.		SOMMES prévues pour 1885. partielles		SOMMES prévues pour 1885. totales.
Report.....	2,960,967	77	»	»	3,012,535 91
2. Produits des expéditions d'anciennes pièces ou d'actes de la Préfecture déposés aux archives.....	25	»	»	»	25 »
§ 3. — Produit des droits de péage et autres droits concédés au département. (Loi du 10 août 1871, art. 58, § 6) :					
Amendes et confiscations affectées au service des enfants assistés. (arrêté du 25 floréal an VIII, loi du 28 ventôse an IX, ordonnance du 30 décembre 1823 et loi du 5 mai 1869).	12,000	»	»	»	12,000 »
§ 4. Subventions pour les dépenses du budget ordinaire :					
(1) Enfants assistés. — Subventions de l'État. (Loi du 5 mai 1869).			9,124	»	
(1) Enfants assistés. — Contingent des communes			34,596	»	
Aliénés. — Contingent des communes			195,000	»	
Aliénés. — Contingent des familles.....			22,000	»	
Aliénés. — Indemnité à fournir par l'Etat	339,897	50	3,000	»	307,190 »
Subventions de l'Etat, pour les enfants du 1er âge. (Loi du 23 décembre 1874).....			31,150	»	
			2,000	»	
Subventions pour le logement des officiers de gendarmerie.....			2,120	»	
Subvention de la Chambre de commerce de Dunkerque pour les officiers et maîtres de port, etc.....			10,200	»	
A reporter.....	3,312,890	27			3,331,750 91

(1) Prorata des amendes sur les dépenses intérieures..... 2,380 »
Prorata des amendes sur les dépenses extérieures..... 9,020 »
Total..... 11,400 »

(*a*) Dépenses intérieures... 48,000
A déduire, produit proportionnel des amendes..... 2,380
Reste..... 45,620

dont le 1/5 à la charge de l'Etat est de 9,124.

(*b*) Dépenses extérieures .. 182,000
A déduire, produit proportionnel des amendes 9,020
Reste 172,980

dont le 1/5 à la charge des communes est de 34,596.

		SOMMES allouées au budget de 1884. partielles.	SOMMES prévues pour 1885. totales.
	Report	3,312,890,27	3,331,750 91
	§ 5. Ressources éventuelles du service vicinal :		
Chemins de grande communication.	Subvention de l'État. 9,974 »		
	Contingents et offres des communes.... 245,273 »		
	Souscriptions particulières..... » »		
	Subventions industrielles 54,807 56		
	Total..... 310.054 56		
Chemins d'intérêt commun.	Subventions de l'État 135,627 (1) »		
	Contingents et offres des communes.... 632 513 »		
	Souscriptions particulières..... » »		
	Subventions industrielles..... 21,325 »		
	Contingent des communes pour les dépenses qui intéressent les 3 catégories de chemins vicinaux (Personnel des agents-voyers)..... 62,300 »	968,609 43	1,161,819 56
	§ 6. Ressources éventuelles du service des chemins de fer d'intérêt local :		
	Versements effectués par les compagnies pour les frais de surveillance.....	9,440 88	3 438 55
	A reporter....	4,290,940 58	4,497 009 02

(1) Ministère de la Guerre 24,0 0 »
Ministère de l'Intérieur 111,577 » } 135.627 »

	SOMMES allouées au budget de 1884.	SOMMES prévues pour 1885. partielles.	SOMMES prévues pour 1885. totales.
Report.....	4,290,940 58		4,497,009 02
§ 7. Remboursement d'avances :			
Remboursement des avances faites pour des aliénés, des enfants assistés, des enfants de 1er âge et des voyageurs indigents appartenant à d'autres départements.		9,000 »	77,500
Remboursements d avances pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers.....	81,300 »	50,000 »	
Institut de Ronchin. — 10e et 6e annuité.... 4,500 »			
Asile de Bailleul. — 5e annuité de rembours. 10,000 »		14,500 »	
Remboursement pour trop payé sur les ressources ordinaires autres que celles de la vicinalité		4,000 »	
Total des recettes ordinaires à ordonnancer par le Ministre de l'Intérieur.	4,372,240 58		4,574,509 02

§ 2. — Recettes afférentes au ministere de l'Instruction publique.

Art. 1er. — Centimes applicables à l'instruction primaire à ordonnancer par le Ministre de l'instruction publique.....	555,121 76	575,422 08
Report des recettes à ordonnancer par M. le Ministre de l'Intérieur.....	4 372,240 58	4 574,509 02
Total général des recettes du budget ordinaire.....	4 927 362 34	5 139.931 10

La comparaison entre les recettes prévues pour les exercices 1884 et 1885 accuse les résultats suivants :-

En premier lieu, le produit des centimes ordinaires et vicinaux est prévu avec une augmentation de 48,768 14.

Les autres articles de recette ne présentent rien de particulier. Ils sont constitués pour la plupart par les subventions des communes et des industriels dans les travaux de chemins vicinaux de tous ordres et par les contingents versés par les communes pour assurer leur part contributive dans les dépenses des aliénés et des enfants assistés. Tous ces contingents ont un caractère annuel et obligatoire.

Il en est de même des articles relatifs aux remboursements d'avances faites à divers établissements publics suivant échéances déterminées par le Conseil général et à ceux de travaux publics exécutés à la charge des particuliers. Ce dernier article constitue une recette d'ordre.

Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. — Remboursements d'avances — (1er B.)

Le Conseil général a fait trois avances à l'institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin.

La première, de 15,000 fr., remboursable sans intérêts, à partir de 1875 (délibération du 28 octobre 1874).

La deuxième, de 60,000 fr., produisant intérêt à 4 % et remboursable en 20 ans, à partir de 1880 (délibération du 26 avril 1876).

Mais par délibération du 21 mars 1883, l'Assemblée a décidé qu'à partir du 1er janvier 1884 cette avance serait libérée sans intérêts dans le délai prescrit par la délibération précitée.

Et la troisième, de 6,600 fr., remboursable en cinq ans, à partir du 1er janvier 1887, sans intérêts (délibération du 26 août 1881).

En ce qui touche la première avance, neuf annuités ont été payées, il y a lieu de porter en recette au budget de 1885, le montant de la 10e annuité de 1,500 fr

En ce qui concerne la deuxième avance, il résulte de la délibération du 21 août 1883, que le produit de la 6e annuité doit être de 3,000 fr.

D'après ces données, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire en recettes au compte des produits éventuels ordinaires du département, pour l'année 1885 les sommes suivantes :

1°	10e annuité de remboursement de l'emprunt de 15,000 fr. (Délibération du 28 octobre 1874).	1,500 fr.
2°	6e annuité de remboursement de l'emprent de 60,000 fr. (Délibération du 28 avril 1876 et du 21 août 1883).	3,000 fr,
	Total.....	4,500 fr.

45 **Asile de Bailleul.— Avance pour l'agrandissement de cet établissement. — Remboursement.** (1er B.).

Dans sa délibération du 18 avril 1878, le Conseil général a autorisé l'avance, à l'asile de Bailleul, d'une somme de 50,000 fr., payable en 8 années, et destinée à l'exécution des travaux d'agrandissement de cet établissement.

D'un autre côté, par délibération du 7 septembre 1867, le Conseil général a consenti en faveur de cet établissement une avance de 100,000 francs, sans intérêts ni indication d'époque de remboursement.

La première avance n'a été versée que jusqu'à concurrence de 12,500 fr.

C'est donc une somme de 112,500 fr. qui était due au département.

D'après un projet sanctionné par décret en date du 19 juillet 1880, la créance du département doit être remboursée en 15 annuités, comme suit :

1re annuité.....	1881 —	12,500
2e, 3e, 4e et 5e annnuités	1882 —1885.....	40.000
6e annuité	1886 —	5.000
7e annuité	1887 —	15.000
8 à 15e annuité.....	1888 —1895.....	40.000
Total		112.500

La 4e annuité a été remboursée en 1884 et inscrite en recette au budget de cette même année.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire en recette, au budget ordinaire de 1885, la somme de 10,000 francs, égale à la 5e annuité du remboursement à effectuer par l'asile.

SOUS-CHAPITRE 1er.

DÉPENSES OBLIGATOIRES.

(Loi du 10 août 1871, art. 60 et 61).

Hôtels de Préfecture et de Sous-Préfectures.

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1884		SOMMES PRÉVUES pour 1885		DIFFÉRENCES en moins	DIFFÉRENCES en plus
Article 1er. — Entretien des bâtiments de l'hôtel et des bureaux de la Préfecture.....	34,060	»	34,060	»	»	»
Art. 2. — Entretien des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures,						
Savoir :						
Arrondissement d'Avesnes .... 450 »						
Id. de Cambrai . ..... 450 »						
Id. de Douai..... 450 »	2,050	»	2,050	»	»	»
Id. d'Hazebrouck ..... 250 »						
Id. de Valenciennes..... 450 »						
Art 3. — Loyer de l'hôtel et des bureaux de la Sous-Préfecture						
de Dunkerque..... 7,000 »	10,000	»	10,000	»	»	»
d'Hazebrouck..... 3,000 »						
Mobilier des hôtels de Préfecture et de Sous-Préfectures						
HÔTEL DE PRÉFECTURE.						
La valeur du mobilier de la Préfecture reconnue par récolement d'inventaire était, au 1er janvier 1883, de... 451,575 »	451,575	»				
Alloué pour augmentation au budget de 1883..... » »						
A déduire la valeur du mobilier réformé en 1882..... ..... » »						
Valeur au 1er janvier 1883..... 451,575 »						
Art. 4. Acquisitions .. .. » »						
Art. 4. Réparations extraordinaires.. » »	9,000	»	9,000	»	»	»
Art. 4. Entretien .... 9,000 »						
A reporter.....	55,110	»	55,110	»	»	»

		SOMMES ALLOUÉES au budget de 1884.	SOMMES PRÉVUES pour 1885.	DIFFERENCE en moins.	DIFFERENCE en plus.
	Report	55,110 »	55,110 »	» »	» »
	HOTELS DE SOUS-PRÉFECTURES.				
Art. 5	Avesnes..... 15.583 60 — 500 » — 500 »	3,360 »	3,360 »	» »	» »
	Cambrai .... 20.918 37 — 590 » — 590 »				
	Douai..... 13 720 4[illegible] — 590 » — 590 »				
	Dunkerque . 26 717 50 — 590 » — 590 »				
	Hazebrouck . 23.146 73 — 500 » — 500 »				
	Valenciennes 21.662 65 — 590 » — 590 »				
Art. 6.	— Entretien du Bâtiment de l'école normale d'instituteurs, de Douai	5,000 »	5,000 »	» »	» »
Art. 7.	— Entretien des bâtiments de l'école normale d'institutrices de Douai	» »	1,200 »		1,200 »
	Casernement ordinaire des brigades de gendarmerie.				
Art. 8.	— Entretien des casernes appartenant au département et situées dans les villes ou communes ci-après :				
	Avesnes ..... 300 »	6,200 »	6,200 »	» »	» »
	Bailleul..... 270 »				
	Berlaimont ..... 150 »				
	Bouchain..... 150 »				
	Cambrai ..... 200 »				
	Cassel..... 200 »				
	Clary..... 100 »				
	Douai ..... 400 »				
	Flers-Dorignies..... 150 »				
	Gravelines..... 250 »				
	Hazebrouck..... 300 »				
	Iwuy..... 100 »				
	Jeumont..... 150 »				
	Landrecies ..... 150 »				
	Le Quesnoy..... 150 »				
	Lille ..... 2,000 »				
	Maubeuge ..... 200 »				
	Orchies..... 180 «				
	Pont à-Marcq. ..... 150 »				
	Roubaix ..... 400 »				
	Tourcoing ..... 250 »				
	A reporter	69,670 »	70,870 »	» »	1,200 »

		Sommes allouées au budget de 1884	Sommes prevues pour 1885.	DIFFÉRENCES en moins.	DIFFÉRENCES en plus
	Report.....	69,670 »	70,870 »	» »	1,200 »
Art. 9. — Loyer des casernes au nombre de 37		71,800 »	70,200 »	1,600 »	»
Art. 10.— Éclairage des casernes. — Remplacement des drapeaux placés sur ces bâtiments, assurance des risques locatifs, ramonage des cheminées.....		1,200 »	1,200 »	»	»
Art. 11. — Indemnité de literie aux militaires admis dans la gendarmerie. — (Décret du 18 février 1863; circulaire du 5 avril 1875)		3,000 »	3,000 »	»	
Cour d'assises, tribunaux, justices de paix					
Art 12. — Entretien des bâtiments occupés par les tribunaux, savoir:					
Tribunal de Lille	1,500 »				
— d'Avesnes	250 »				
— de Dunkerque	1,000 »	3,450 »	3,450 »	»	»
— de Douai	350 »				
— de Valenciennes	350 »				
Art 13. — Loyer des bâtiments occupés par le tribunal d'Hazebrouck	» »	2,465 »	2,465 »	»	»
Art 14. — Entretien du mobilier de la cour d'assises et des tribunaux (non compris le greffe et ses accessoires).		1,800 »	1,800 »	»	»
Art. . — Achat de meubles pour le Tribunal					
— d'Avesnes.....	» »				
— de Douai.....	» »				
— de Lille	» »	»	»	»	»
— de Valenciennes	» »				
Art. 15 — Menues dépenses de la cour d'assises et des tribunaux.....		27,600 »	27,600 »	»	»
Art. 16. — Menues dépenses des justices de paix.....		8,875 »	8,875 »	»	»
Art. 17. — Service des épizoties.—(Loi du 21 juillet 1881).		25,000 »	25,000 »	»	»
Frais d'impression					
Art. 18. — Frais d'impression et de publication des listes pour les élections consulaires....	3,500 »	4,000 »	7,500 »	»	3,500 »
Frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury . . .	4,000 »				
Total du Sous-Chapitre Ier....		218,860 »	221,960 »	1,600 »	4,700 »

Art. 1er. — **Préfecture (Hôtel). — Entretien des batiments** (1er B.).

Dans sa session d'avril 1881, le Conseil général a décidé qu'à l'avenir les contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture feront l'objet d'un article spécial au budget départemental, et que le crédit de 36,000 francs inscrit à ce même budget, pour l'entretien des bâtiments de la Préfecture, sera diminué de l'importance du chiffre de ces contributions.

Le montant des contributions pour 1885, est évalué à la somme de 1,939 fr. 56, qui fait l'objet d'un article spécial au projet de budget pour l'exercice prochain. Le crédit annuel de 36,000 francs pour l'entretien des bâtiments de la Préfecture se trouve donc réduit à 34,060 fr., chiffre de l'année dernière.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de 34,060 francs au budget de 1885.

Art. 2. — **Sous-Préfectures. — Entretien des batiments.** (1er B.)

Des travaux sont à faire chaque année aux bâtiments des hôtels de Sous-Préfectures qui appartiennent au département.

Une somme de 2,050 fr a été affectée à ces travaux par le budget de 1884 et a été répartie de la manière suivante :

Avesnes	450 fr.
Cambrai	450
Douai	450
Hazebrouck . . ..·····.....	250
Valenciennes	450 .
Total.....	2.050 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1885.

Art. 3. — **Sous-Préfectures. — Loyers** (1er B.)

Suivant bail passé avec la ville de Dunkerque, en exécution de la décision du Conseil général en date du 12 avril 1877, le prix du loyer de la Sous-Préfecture de cette ville a été fixé à 7,000 francs. J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1885 le crédit nécessaire au paiement de ce loyer.

Le bail passé pour la location de la Sous-Préfecture d'Hazebrouck expire le 31 décembre prochain. De même qu'au Tribunal de cette ville, il y a des réparations nécessaires à faire préalablement à la passation d'un nouvel acte.

Pour les motifs exposés dans mon rapport relatif au Tribunal, le Conseil municipal n'a

pu être appelé à faire connaître les conditions auxquelles il pourrait autoriser les travaux.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien déléguer à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour passer un nouveau bail au mieux des intérêts du département.

Je prie, en outre, l'Assemblée de vouloir bien ouvrir, au budget de 1885, un crédit de 3,000 fr. égal à celui de 1884, pour paiement du loyer.

Art. 4 et 5. — **Préfecture et Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire.** (1er B.)

Un crédit de 12,360 fr. est alloué au budget départemental depuis plusieurs années, pour frais d'entretien du mobilier de la Préfecture et des Sous-Préfectures. Ce crédit se répartit de la manière suivante :

Hôtel de la Préfecture	9 000 fr.
Avesnes	500
Cambrai	590
Douai	590
Dunkerque	590
Hazebrouck	500
Valenciennes	590
Somme pareille	12.360 fr.

Je propose au Conseil général le maintien de cette allocation au budget de 1885.

Art. 6. — **Ecole normale d'instituteurs de Douai — Dépenses ordinaires** (3e B.).

Aux termes de la loi du 9 août 1879, les dépenses d'entretien des bâtiments et du mobilier, ainsi que les frais d'assurance contre l'incendie de l'école normale d'instituteurs de Douai, doivent être inscrites au sous-chapitre 1er du budget départemental.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le devis présenté par la Commission de surveillance de l'école normale et une note explicative de M. le Directeur de cette école sur les travaux reconnus nécessaires pour l'année 1885.

Les dépenses projetées me paraissant justifiées, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au sous-chapitre 1er du budget de 1885, les articles de dépenses ci-après pour assurer le service de l'école normale d'instituteurs de Douai pendant l'année prochaine :

Entretien des bâtiments	2,600 fr.
Entretien et réparation du mobilier	2,000
Frais d'assurance et contributions	400
Ensemble	5,000 fr.

460 Art. 7. — **École normale d'institutrices de Douai. — Dépenses ordinaires d'entretien des batiments et du mobilier** (3e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général une délibération par laquelle la commission de surveillance de l'école normale d'institutrices de Douai sollicite, pour l'exercice 1885, un crédit de 1,200 fr. applicable aux dépenses d'entretien des bâtiments et du mobilier de la dite école.

Les dépenses de cette nature devant être inscrites au sous-chapitre 1er du budget départemental en exécution de la loi du 9 août 1879, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au Sous-chapitre 1er du budget de 1885, un crédit de 1,200 fr. pour assurer le service de l'école normale d'institutrices pendant l'année prochaine.

Art. 8 — **Casernes de gendarmerie. — Entretien** (1er B.).

Un crédit de 6,200 fr. a été alloué au budget de 1884 pour pourvoir à l'entretien des bâtiments des casernes de gendarmerie appartenant au département, pendant ladite année.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget de 1885.

Cette somme de 6,200 fr. serait répartie ainsi qu'il suit :

Avesnes.....	300 fr.	» c.
Bailleul.....	270	»
Berlaimont	150	»
Bouchain	150	»
Cambrai..	200	»
Cassel.....	200	»
Clary.....	100	»
Douai.....	400	»
Flers-Dorignies....	150	»
Gravelines.....	250	»
Hazebrouck.....	300	»
Iwuy.....	100	»
Jeumont	150	»
Landrecies	150	»
Le Quesnoy	150	»
Lille	2.000	»
Maubeuge	200	»
Orchies.....	180	»
Pont-à-Marcq	150	»
Roubaix	400	»
Tourcoing.....	250	»
Total.....	6.200 fr.	c.

Art. 9-10 et 11. — **Gendarmerie — Casernement.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil Général un tableau faisant connaître par arrondissement la situation des casernes de gendarmerie en location dans le département.

Arrondissements	DÉSIGNATION des CASERNES	DATES DES BAUX	DURÉE DES BAUX. Nombre d'années	Époque d entrée en jouissance	Epoque de fin de bail.	MONTANT DES LOYERS en 1884. r. c.	proposé pour 1885. F. c.
Avesnes	Bavai	20 avril 1876	9	1 janvier 1877	1 janvier 1886	1,900 »	1,900 »
	Fourmies	13 septemb 1875	9	15 mars 1876	15 mars 1885	1,550 »	1,700 »
	Hautmont	3 janvier 1883	2	1 novemb 1883	1 novemb 1885.	1,950 »	1,950 »
	Solre le Château.	1 juillet 1884	9	1 janvier 1885	1 janvier 1894.	1,100 »	1,300 »
	Trelon	11 octobre 1880	9	1 octobre 1881	1 octobre 1890	1,600 »	1,600 »
	Bousies	1er juillet 1884	25	1er août 1884	1 août 1909	593 75	1,425 »
Cambrai	Busigny	1er juillet 1882	9	1 janvier 1883	1 janvier 1892	1,200 »	1,200 »
	Cairnières	»	»	»	»	1,550 »	»
	Le Cateau	14 juillet 1877	9	22 septemb 1877	22 septemb 1886	2,400 »	2,400 »
	Masnières	26 mai 1884	3 6.9	1 novemb 188-	1 novembre 1893	1,600 »	1,800 »
	Solesmes	22 mars 1878	12	1 juillet 1878	1 juillet 1890	2,000 »	2.000 »
Douai	Aniches	1 juillet 1884	18	1 août 1884	1 août 1902	700 »	1,700 »
	Aubigny-au-Bac	6 avril 1878	9	1 septem 1878	1 septemb 1887	1,400 »	1,400 »
	Marchiennes	16 juin 1877	9	1 octobre 1877	1 octobre 1886	1,240 »	1,240 »
	Somain	16 août 1875	12	1 juin 1876	1 juin 1888	1,500 »	1,500 »
Dunkerque	Bergues	15 avril 1880	12	15 octobre 1880	15 octobre 1892	2,200 »	2,200 »
	Bourbourg	30 septembre1882	18	1 octobre 1882	1 octobre 1900	1,700 »	1,700 »
	Dunkerque	29 decembre 1881	3.6.9	1 janvier 1882	1er janvier 1891	6,000 »	6,000 »
	Hondschoote	1 mai 1878	9	1 septemb 1878	1 septemb 1887	1,400 »	1,400 »
	Watten	17 juillet 1878	13	1 juillet 1878	1 juillet 1891	1,600 »	1,600 »
	Wormhoudt	15 avril 1880	12	1 octobre 1880	1 octobre 1892	1,500 »	1,500 »
Hazebrouck	Cassel (jardin)	8 mars 1883	3	1 octobre 1883	1 octobre 1886	100 »	100 »
	Merville	12 septemb. 1877	9	1 juillet 1877	1 juillet 1886	1,700 »	1,700 »
	Steenvoorde	23 octobre 1879	9	15 mars 1880	15 mars 1889	1,600 »	1,600 »
Lille	Armentières	3 octobre 1879	9	1 mars 1880	1 mars 1889	3.000 »	3,000 »
	Brigade à cheval. Armentieres (jardin)	27 fevrier 1868	1	continué par tacite reconduction.		100 »	100 »
	Cysoing	10 février 1877	3.6.9	1 avril 1877	1 avril 1886	1,400 »	1,400 »
	Halluin	18 juin 1881	12	1 juin 1881	1er juin 1893	1,900 »	1,900 »
	Haubourdin	8 mai 1883	12	1 octobre 1883	1 octobre 1895	1,500 »	1,500 »
	Houplines	5 fevrier 1877	9	1 janvier 1878	1er janvier 1887	2,500 »	2,500 »
	La Bassee	15 avril 1880	18	1 novemb 1880	1 novemb 1898	2,400 »	2,400 »
	Lannoy	2 avril 1883	3.6.9	1 septemb 1883	1 septemb 1892	1,500 »	1,500 »
	Lannoy (ch de sûreté)	2 avril 1883	3.6.9	1 septemb 1883	1 septemb. 1892	30 »	30 »
	Quesnoy-s Deûle	3 avril 188-	3.6.9	16 septemb.1883	16 septemb 1892	1,600 »	1,600 »
	Seclin	15 avril 1880	9	1 juin 1880	1 juin 1889	2,000 »	2,000 »
	Wattrelos	15 décembre 1881	18	1er janvier 1882	1 janvier 1890	1.700 »	1,700 »
Valenciennes	Blanc-Misseron	16 décemb 1874	18	1 août 1875	1 août 1893	1,900 »	1,900 »
	Conde	23 mars 1878	18	1 avril 1878	1 avril 1896	1,800 »	1,800 »
	Saint-Amand	23 août 1873	18	1 janvier 1874	1 janvier 1892	1,600 »	1,600 »
	Valenciennes	24 fevrier 1881.	3.6.9 résilié	1 mars 1881	1 mars 1885	3,500 »	583 35
					Totaux.	68,513 75	66,428 35

Les baux des casernes de gendarmerie de Solre-le-Château, Bousies, Masnières et Aniches ont été renouvelés dans les conditions déterminées par le Conseil général et par la Commission départementale dûment déléguée à cet effet. Les prix portés au projet de budget de l'exercice de 1885 sont ceux indiqués dans ces baux.

La caserne de gendarmerie de Carnières a été achetée par le département en exécution de la délibération du Conseil général en date du 30 août 1883; le loyer de cette caserne a été supprimé pour 1885.

La caserne de gendarmerie de Valenciennes a été achetée par le département en exécution de la délibération du Conseil général en date du 23 août 1883. Le loyer actuel ne prenant fin que le 1er mars 1885 un crédit est demandé pour les mois de janvier et février.

En ce qui concerne la caserne de gendarmerie de Fourmies, un rapport spécial est présenté au Conseil général pour le renouvellement du bail de cette caserne. Par prévision un crédit de 1,700 francs est inscrit au budget de 1885.

Les propositions budgétaires pour la location des casernes de gendarmerie en 1885 s'élevèrent en résumé à la somme de..... 66,428 fr. 35

à laquelle il y a lieu d'ajouter :

1° Somme à valoir en prévision de créations de nouvelles brigades et pour faire face aux augmentions de loyers et dépenses imprévues résultant de renouvellement de baux ou de l'appropriation des chambres de sûreté et autres dépenses diverses.....	3,771 fr. 65
2° Remplacement des drapeaux placés sur les bâtiments. frais de ramonage de cheminées, éclairage (comme en 1884).....	700 fr. »
3° Assurance des risques locatifs des casernes en location (comme en 1884).....	500 fr. »
4° Indemnité de literie aux gendarmes extrait de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé (comme en 1884).....	3,000 fr. »
Total.....	74,400 fr. »

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget ordinaire de 1885, un crédit de 74,400 fr. dont :

Pour loyer des casernes y compris une somme à valoir en prévision pour dépenses diverses.....	70,200 fr. »
Pour drapeaux, assurances des risques locatifs. ramonage des cheminées.....	1,200 fr. »
Pour indemnité de literie aux militaires admis dans la gendarmerie (décret du 18 février 1863 ; circulaire du 4 avril 1875).....	3,000 fr. »
Somme égale.....	74,400 fr. »

L'indemnité à payer par les officiers qui demeurent dans les casernes est inscrite en recette au budget de 1885, pour une somme de 2,120 francs.

Art. 12. — **Tribunaux. — Entretien des batiments** (1er B.).

Un crédit de 3,450 francs a été alloué au budget de 1884 pour pourvoir à l'entretien des bâtiments des tribunaux pendant ladite année.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1885.

Cette dépense serait répartie ainsi qu'il suit :

Tribunaux	de Lille	1,500 fr.
—	d'Avesnes	250
—	de Dunkerque...	1.000
—	de Douai.....	350
—	de Valenciennes.....	350
	Total égal.	3,450 fr.

ART. 13. — **Tribunal d'Hazebrouck. — Loyer** (1er B.)

Le bail passé entre le département et la ville d'Hazebrouck pour la location de la partie de l'Hôtel-de-Ville où se trouve installé le tribunal civil prend fin le 31 Décembre prochain. Il y aurait donc lieu de le renouveler. Mais M. le Président du tribunal demande que préalablement à la passation du nouvel acte, la Ville prenne l'engagement d'effectuer des travaux de réparation et d'amélioration indiqués dans la lettre ci-jointe. Dès la réception de cette demande, j'ai prié M. le Sous-Préfet de charger l'Architecte départemental d'établir le devis des dépenses à faire pour y donner satisfaction et d'appeler le Conseil municipal à en délibérer. Par la lettre que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil Général M. le Sous-Préfet m'informe qu'il n'a pu obtenir de l'Architecte le travail qu'il lui a été demandé. Par suite, le Conseil municipal n'a pu faire connaître s'il peut autoriser les travaux indiqués par M. le Président du tribunal ni arrêter les conditions auxquelles il pourrait consentir un nouveau bail.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien déléguer à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour passer avec la Ville d'Hazebrouck, au mieux des intérêts du département, un bail qui assure pour 3, 6 ou 9 ans la jouissance des locaux affectés au tribunal.

Je prie également l'assemblée de vouloir bien ouvrir au budget de 1885, pour paiement du loyer, un crédit de 2465 francs, égal à celui qui a été inscrit au budget de 1884.

Art. 14. — **Tribunaux. — Mobilier. — Entretien.** (1er B.)

Le Conseil général m'a alloué un crédit de 1.800 fr. pour l'entretien, en 1884, du mobilier des tribunaux du département.

Un crédit d'égale somme m'étant nécessaire pour assurer le paiement des dépenses d'entretien de ce mobilier pendant l'année 1885, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, à cet effet, une somme de 1,800 fr. au budget de cet exercice.

Art 45 et 46 — **Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justice-de-Paix, et des Tribunaux de police.** (1er B)

Un décret du 28 janvier 1883 a modifié les dispositions de l'article 3 de l'ordonnance royale du 27 janvier 1815, relatives aux menues dépenses et frais de parquet des Cours d'assises, des Tribunaux civils, de Commerce ou de Police, et des Justices-de-Paix.

Ce décret a décidé que les crédits portés au sous-chapitre Ier des budgets départementaux, pour cette partie du service, ne seront plus accordés à titre de fonds d'abonnement, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 27 janvier 1815, mais qu'ils seront soumis aux règles ordinaires de la comptabilité, spécialement en ce qui touche le compte à rendre de leur emploi. L'article 4 de l'ordonnance précitée reste d'ailleurs applicable aux menues dépenses et frais de parquet des Cours d'appel, qui continuent à être soldés par voie d'abonnement sur les fonds inscrits au budget de l'intérieur.

Mais par dépêche du 1er juin 1883, M. le Ministre de l'Intérieur a fait connaître qu'il convenait de faire figurer au budget départemental les crédits destinés aux menues dépenses et frais de parquet des Cours et Tribunaux pour leur montant actuel, les résultats des comptes de l'exercice 1884 devant permettre de constater s'il y a lieu à augmentation ou à diminution.

En conséquenee, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation, au budget départemental de 1885, des crédits suivants, pour menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises et des Tribunaux de 1re instance et de Commerce, savoir :

Cour d'assises.....	2.200	»
Tribunal de 1re instance de Lille	11.000	»
id. de Douai	1.600	»
id. de Valenciennes.....	1.500	»
id. de Cambrai.	1.700	»
id. de Dunkerque.....	1.600	»
id. d'Avesnes...	2.000	»
id. d'Hazebrouck.....	1.600	»
Tribunal de Commerce de Lille.	2.000	»
id. de Cambrai	700	»
id. de Dunkerque.	1.000	»
id. de Valenciennes.....	700	»
Soit donc à inscrire au sous-chapitre 1er, une dépense de.....	27.600	»

égale à celle qui a été inscrite au budget de 1884.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter l'inscription de la somme de 27,000 fr. au sous-chapitre 1er du budget de 1885.

Le crédit de 8,875 fr. inscrit au budget de 1885 pour menues dépenses des Justices-de-

Paix et des Tribunaux de police est le même que celui de l'exercice 1884. Il se répartit comme suit :

1°	150 fr.	à chacun des Juges-de-Paix résidant à Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes. Hazebrouck, Roubaix, Tourcoing, Le Cateau, Clary, Solesmes, Bouchain et Maubeuge	4.200 »
2°	105 fr.	aux trente-trois autres Juges-de-Paix	3.465 »
3°		Tribunal de simple police de Lille	200 »
4°		id. de Douai, Roubaix et Tourcoing, à raison de 160 fr. chacun.....	480 »
5°		id. de Cambrai, Dunkerque et Valenciennes à raison de 80 fr. chacun.....	240 »
6°		id. de Bailleul et du Quesnoy, 70 fr. chacun.	140 »
7°		id. d'Avesnes, d'Hazebrouck et de Saint-Amand, à raison de 50 fr. chacun.....	150 »
		Somme égale.....	8.875 »

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget de l'exercice 1885.

ART. 17 — **Épizooties** (2e B)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport présenté par M. Pollet, médecin-vétérinaire départemental, sur les maladies contagieuses et épizootiques qui ont été constatées dans le département du Nord pendant l'année 1883

Les principales maladies observées ont été, la péripneumonie contagieuse, la fièvre aphtheuse, la morve, la rage et le charbon ; la péripneumonie et la fièvre aphtheuse ont surtout appelé l'attention et donné lieu à des mesures spéciales. Le nombre des animaux abattus pour suite de péripneumonie a été pour le Département de 339. Cette maladie tend de plus en plus à disparaître.

La loi du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux, est appliquée dans toutes ses dispositions. Il en résulte une réelle amélioration.

Je propose l'inscription au budget de 1885, pour assurer le service des épizooties, d'un crédit de 25,000 fr., égal à celui voté pour les années précédentes.

Art. 18. — **Tribunaux de Commerce. — Confection des listes électorales.** (2e B.).

Le Conseil général a voté, pour 1884, un crédit de 3,500 fr., applicable à la confection des listes pour les élections consulaires.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au sous-chapitre 1er du budget de 1885.

Art. 18. — **Frais d'impressions.** (1er B.)

Les prévisions pour 1883 ont été établies ainsi qu'il suit :

Au sous-chapitre 1er, article 18	4.000 »	24.800 »
— 13, » 6.....	20.800 »	

Les dépenses se sont élevées, savoir :

Sous-chapitre 1er, article 18	4.000 »	32.107 44
— 13, « 6	28.107 44	
Déficit.....		7.307 44

Par un rapport spécial, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget rectificatif, le crédit nécessaire pour combler ce déficit.

Quant aux prévisions pour 1885. elles me paraissent devoir être établies conformément à celles de 1884.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir au budget de 1885 les crédits ci-après :

Sous-chapitre 1er.....	4.000 »
Sous-chapitre 13.....	24.000 »

SOUS-CHAPITRE II.

PROPRIÉTÉS DÉPARTEMENTALES IMMOBILIÈRES.

Travaux, acquisitions, échanges, etc.

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1884	SOMMES PRÉVUES pour 1885.	DIFFÉRENCE. en moins.	DIFFÉRENCE. en plus.
Art. 1er. — Entretien du bâtiment des Archives	650 »	650 »	» »	» »
Art. 2. — Entretien des prisons :				
Maison d'arrêt de Lille ..... 1,500 »				
— de justice de Douai..... 1,000 »				
— d'arrêt d'Avesnes..... 500 »				
— — de Cambrai..... .. 600 »	5,000 »	5,000 »	» »	»
— — de Dunkerque ..... 500 »				
— — d'Hazebrouck..... 400 »				
— — de Valenciennes ..... 500 »				
A reporter	5,650 »	5,650 »	» »	»

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1884.	SOMMES PRÉVUES pour 1885.	DIFFÉRENCE en moins.	DIFFÉRENCE en plus.
Report.	5,650 »	5,650 »	» »	» »
Art. 3. — Traitement des architectes du département....	5,100 »	5.100 »	» »	» »
Art. 4. — Assurance des bâtiments départementaux contre les risques de l'incendie. (Circulaire du 2 mai 1852).	2,958 24	3,218 89	» »	260 65
Art. 5. — Contributions dues par les propriétés du département	1,939 56	1,939 56	» »	» »
Art. 6. — Chauffage et éclairage des bâtiments, et corps de garde de la Préfecture.....	3,395 »	3,395 »	» »	» »
Art. 7. — Abonnement aux distributions d'eau des édifices départementaux	2,300 »	2,300 »	» »	» »
Art. 8. — Frais d'illumination des édifices, les jours de fêtes publiques	5,000 »	5,000 »	» »	» »
Art. 9. — Gages des concierges de la Préfecture et garçons de bureaux.....	5,700 »	5,700 »	» »	» »
Art. 10.— Traitement des gardiens des Palais-de-Justice.	2,800 »	2,800 »	» »	» »
Art. 11. — Caserne de gendarmerie de Clary.— Acquisition.— 6e annuité.	1,800 »	1,800 »	» »	» »
Total du sous-chapitre II....	36,642 80	36,903 45	» »	260 65
			Augmentation :	260 65

Art. 1er. — **Archives départementales. — Entretien** (1er B).

Un crédit de 650 fr. est affecté chaque année à l'entretien du bâtiment et du mobilier des archives départementales.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer au budget de 1885 un crédit d'égale somme pour le paiement des dépenses d'entretien pendant le prochain exercice.

Art. 2. — **Maisons d'arrêt. — Entretien.** (1er B.)

L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt du département, au moyen d'un crédit total de 5,000 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1885 un crédit de pareille somme pour l'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt. Ce crédit serait ainsi réparti :

Maison d'arrêt de Lille..	1.500 fr.
Maison de Justice de Douai	1.000
Maison d'arrêt d'Avesnes.....	500
— — de Cambrai.....	600
— — de Dunkerque.....	500
— — d'Hazebrouck	400
— — de Valenciennes	500
	5.000 fr.

Art. 3. — **Traitement des architectes départementaux** (1er B.).

En conséquence de l'adhésion donnée par le Conseil général aux propositions qui lui avaient été soumises en 1867, le service des édifices départementaux est fait par des architectes d'arrondissement.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien allouer, au budget de 1885, un crédit de 5,100 fr. pour le traitement des architectes départementaux, lequel se répartit comme suit :

Lille.....	1,000 fr,
Dunkerque.....	600
Douai.	800
Valenciennes.....	800
Cambrai	700
Avesnes.....	600
Hazebrouck.....	600
Total égal.....	5.100 fr.

Art. 4 — **Propriétés départementales. — Frais d'assurances.** (1er B)

Les primes d'assurance contre l'incendie des propriétés départementales sont fixées comme suit par les traités existants :

INDICATION DES PROPRIÉTÉS ASSURÉES.	DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT des PRIMES.
Divers bâtiments....	Nationale, Générale, Phénix, Union, Soleil et Union Générale du Nord.....	819 35
Sous-Préfecture et palais de justice de Valenciennes.	Phenix.....	79 14
Bâtiments et livres de la sous-préfecture de Cambrai.....	Nationale.....	24 10
Archives départementales.....	Nord	88 25
Mobilier de la sous-préfecture de Dunkerque	Aigle	19 45
— — d'Hazebrouck	Phénix	18 95
— — de Cambrai	Phénix.....	16 55
— — d'Avesnes	Soleil	6 94
— — de Douai.....	Générale	12 70
Mobilier de la sous préfecture et des Tribunaux de Valenciennes	La France.....	33 90
Bâtiments et mobilier du palais de justice de Dunkerque....	Le Nord.	127 50
Mobilier du tribunal civil d'Hazebrouck.....	Le Phénix	7 70
Mobilier de la cour d'assises et du Tribunal civil de Douai...	Générale	17 15
Bâtiments et Mobiliers de l'hôtel de la Préfecture	Paternelle, Union, Nord, Générale, Abeille, Union générale, Nationale, Phénix, Soleil, Midi, Union, Confiance et Urbaine.....	1.313 65
Caserne de Gendarmerie de Clary.....	L'Abeille,	11 75
id. de Flers-Dorignies.....	Assurances générales,	7 65
id. de Roubaix et Tourcoing.....	Assurances générales	100 30
id. de Maubeuge.....	Phénix, Soleil, Union, Nord	43 70
id. de Berlaimont	et Nationale, Aigle Foncière, Soleil.	16 10
Immeubles expropriés pour la reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai.....	L'Union	38 76
	Le Phenix	5 85
Caserne de Gendarmerie de Lille	La Nationale, les assurances générales, le Nord, le Phénix et l'Union.....	132 50
Id. Id. de Jeumont	L'abeille	8 80
Caserne de Gendarmerie de Valenciennes	L'Union générale du Nord.	24 85
Ecole normale d'institutrices a Douai.....	L'Union	243 30
	TOTAL	3 218 89

J'ai l honneur de proposer au Conseil général l'inscription au Budget de 1885, du crédit nécessaire au paiement des primes d'assurances ci-dessus détaillées, montant à 3,218 fr. 89 c.

Art. 5. — **Préfecture — Contributions afférentes aux bâtiments.** (1er B)

Dans sa séance du 27 avril 1881, le Conseil général a décidé qu'à partir de 1882, les contributions afférentes au bâtiment de la Préfecture feront l'objet d'un article spécial au budget départemental.

Il a été prévu de ce chef, pour 1884, une dépense de 1,939 fr. 56, se répartissant de la manière suivante :

Contribution des portes et fenêtres.....	473 39
Contribution mobilière	1,436 12
Taxe sur les billards...	30 05
Total égal	1,939 56

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1885, un crédit de pareille somme.

Art. 6. — **Préfecture (Hôtel). — Chauffage et éclairage du corps-de-garde** (1er B.).

Un crédit annuel de 600 fr. est alloué pour le chauffage et l'éclairage du corps-de-garde de la Préfecture.

Je propose au Conseil général de voter la même somme au budget départemental de 1885.

Art. 6. — **Casernes de Gendarmerie. — Frais d'éclairage.** (1er B.)

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir un crédit de 2,795 francs, au budget de 1885, pour frais d'éclairage au gaz des casernes de gendarmerie de Lille, de Douai, de Cambrai, d'Hazebrouck, de Maubeuge et de Seclin, pendant ladite année.

Cette somme se décompose de la manière suivante :

Caserne	de Lille.....	2,000 fr.
—	de Douai	240 »
—	de Cambrai	165 »
—	d'Hazebrouck.....	90 »
—	de Maubeuge..	200 »
—	de Seclin	100 »
	Total.	2,795 fr.

Art. 7. — **Edifices départementaux.**

Abonnements aux distributions d'eau. (1er B.)

Les taxes d'abonnement des édifices départementaux de Valenciennes à la distribution d'eau de cette ville s'élèveront en 1885 à. 620

SAVOIR :

Sous-Préfecture et Tribunal civil.....	200 fr.
Tribunal de commerce	20
Maison d'arrêt.	250
Caserne de gendarmerie	150

L'abonnement des établissements départementaux de Cambrai sera en 1885, comme les annnées précédentes de..... 560

SAVOIR :

Sous-Préfecture	100
Caserne de gendarmerie	210
Maison d'arrêt.	250

L'abonnement pour l'arrondissement d'Avesnes donnera lieu à une dépense de. 200

SAVOIR :

Caserne de gendarmerie d'Avesnes.....	150
Sous-Préfecture	50

Les abonnements pour l'arrondissement de Lille donneront lieu à une dépense de 800

SAVOIR :

Maison d'arrêt.	560
Archives départementales	30
Caserne de gendarmerie de Lille	120
id. de Roubaix...	50
id. de Tourcoing.....	40

Réserve pour imprévus 120

Cette réserve est nécessaire pour parer à l'éventualité d'un supplément de consommation en cours d'exercice.

Total.....	2,300

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire cette somme de 2,300 francs au budget de 1885.

Art. 8. — **Frais d'illumination des édifices, les jours de fêtes publiques** (1er B).

Le Conseil général a voté au budget de 1884 un crédit de 5,000 fr. pour frais d'illumination des édifices les jours de fêtes publiques.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme sur le budget de 1885.

Art. 9. — **Gages des concierges et de trois garçons de bureau de la Préfecture.** (1er B.)

Un crédit de 5,700 fr. a été voté au budget départemental de 1884, pour le paiement des gages des concierges et de trois garçons de bureau de la Préfecture.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire ce même crédit de 5,700 fr. au budget de 1885.

Art. 10. — **Traitement des concierges des Palais de Justice de Lille, de Dunkerque, de Valenciennes, d'Avesnes et de Douai.** (1er B)

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1885 d'un crédit de 2,800 fr. pour le traitement des concierges des Palais de Justice d'Avesnes, de Lille, de Dunkerque, de Douai et de Valenciennes.

Ce crédit est égal à celui qui a été voté en 1884 et se répartit comme suit :

Concierge du Palais de Justice		d'Avesnes.	400 »
—	—	de Lille.....	800 »
—	—	de Dunkerque.....	600 »
—	—	de Douai	500 »
—	—	de Valenciennes...	500 »
		Total.....	2.800 »

Art 11. — **Caserne de gendarmerie de Clary. — Sixième annuité** (1er B.).

Le 18 septembre 1879, M. Decupère, ancien notaire à Clary, a vendu au profit du département, moyennant une redevance annuelle de 1,800 fr. payable pendant 30 ans, une maison sise à Clary, pour être affectée au logement de la brigade de gendarmerie de cette localité.

Dans sa session d'août 1883, le Conseil général a inscrit au budget départemental de 1884, un crédit de 1,800 fr. pour le paiement de la cinquième annuité.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1885, un crédit de 1,800 fr. pour le paiement de la sixième annuité.

SOUS-CHAPITRE III.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

§ 1er.

Entretien.

La longueur totale des routes départementales, dont le classement a été prononcé par décrets ou ordonnances ou par délibérations du Conseil général, est de 515,284 mètres.

La longueur des routes arrivées à l'état d'entretien au 31 décembre 1883, était de 515,284 mètr.

Il est demandé pour l'entretien de ces routes en 1885, une somme de. . . . . 402,400 »

répartie conformément au cadre ci-après :

Numéros des articles.	Numeros d ordre des routes	DESIGNATION DE CHAQUE ROUTE conforme a l'ordonnance, au décret ou à la delibération qui en a prononce le classement.	LONGUEUR totale en mètres	SOMMES ALLOUEES au budget de 1884	SOMMES PREVUES pour 1885.
1	1	De Lille à Valenciennes . . .	25,980	11,500 »	11,000 »
2	2	De Lille à Ypres	15,322	18,000 »	19,000
3	3	De Douai à Tournai.	16,038	7,300 »	6,800 »
4	4	De Cambrai à Tournai. . . .	18,624	12,300 »	12,900 »
5	5	D'Avesnes à Philippeville. . .	16,060	15,500 »	15,400 »
6	6	De Landrecies à Chimay. .	41,507	32,500 »	32,700 »
7	7	De Condé à Mons.	9,025	8,000 »	7,400 »
8	8	De Condé à Saint-Amand . .	12,210	8,800 »	8,800 »
9	9	De Lille à Saint-Omer. . . .	46,507	38,000 »	37,600 »
10	10	De Valenciennes à Bohain. .	42,135	37,000 »	34,000 »
11	11	De Cambrai à Guise.	18,663	14,000 »	14,000 »
12	12	D'Avesnes au Quesnoy. . . .	27,651	16,000 »	15,400 »
13	13	De Maubeuge à Maroilles . .	20,176	12,900 »	13,300 »
14	14	De Lille à Courtrai	22,302	26,000 »	26,900 »
15	15	De Dunkerque à Furnes. . .	13,640	9,000 »	8,700 »
16	16	D'Estaires à La Bassée. . .	5,290	5,500 »	4,500 »
17	17	D'Haverskerque à Aire. . . .	7,086	7,500 »	5,000 »
18	18	De Béthune à Armentières. .	4,880	4 000 »	4,500 »
19	19	De Roubaix à Saint-Amand	43,567	30,300 »	29,600 »
20	20	De Cassel à la frontière . . .	11,323	8,000 »	7,600 »
21	21	De Bergues à St-Momelin. .	21,944	15,500 »	15,000 »
22	22	De Lille à Tourcoing	9,112	8,500 »	8,900 »
23	23	De Cambrai à Malplaquet . .	54,812	51,000 »	50,300 »
24	24	D'Hélesmes à Denain	7,118	6,700 »	6.800
25	25	Ceinture de Maubeuge. . . .	1,805	2,100 »	2,400 »
26	26	Ceinture de Cambrai.	2,507	3.500 »	3,300 »
		Total.	515,284		
		Total du § 1er. . . .		409,400 »	402,400 »

§ 2.

Construction, grosses réparations, travaux neufs, améliorations des routes départementales.

Indemnites pour depossession d'immeubles, indemnites aux ingénieurs et conducteurs, personnel des conducteurs et agents secondaires.

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1884	SOMMES PRÉVUES pour 1885.
Report.....	409,200 »	402,400 »
Art. 1er. Réserve pour travaux imprévus.....	10,000 »	10,000 »
Art. 2. Traitement, salaires et frais de déplacement des agents attachés au service des routes départementales	74,820 »	77,825 »
Art. 3. Dépenses diverses :		
1° Loyers de bâtiments ou terrains, secours aux ouvriers blessés..... » »		
2° Frais de levé de plans, d'expertise et de recherche de matériaux » »		
3° Frais d'impression ..... 2,570 »	2,570 »	2,570 »
Art. 4. Indemnités fixes à accorder aux ingénieurs des ponts-et-chaussées.....	8,000 »	8,000 »
Art. 5. Indemnités extraordinaires aux conducteurs et employés secondaires.....	3,500 »	3,500 »
Total du sous-chapitre III.....	508,090 »	504,295 »

Routes départementales. (4e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le compte-rendu, par M. l'Ingénieur en chef du département, de la situation du service des routes départementales ainsi que ses propositions de travaux et de dépenses pour l'exercice 1885.

J'y joins les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement qui ont exposé, avec des développements étendus pour chaque route, en particulier, tout ce qui se rattache à leur service, et justifié l'emploi des crédits dépensées en 1883 et à dépenser en 1884.

Les vingt-six routes départementales présentaient à la fin de 1883 un développement de 515 k. 284 m . ainsi répartis :

Chaussées pavées....	358 k. 392 ou 69 p. %
Chaussées empierrées	156 k. 892 ou 31 p. %

Parmi ces 26 routes :

7 sont d'anciennes routes nationales de troisième classe, qui ont reçu leur caractère actuel sans aucun sacrifice des localités intéressés.

6 ont été construites sans aucune participation pécuniaire spéciale des intéressés ;

13 (Nos 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15. 16, 21, 23, 24 et 26) présentant un développement de 304 k., c'est-à dire près des 2/3 de l'étendue totale du réseau départemental, n'ont été admises dans le réseau qu'après l'achat par les communes et les particuliers intéressés, de l'usage gratuit de ces voies, en payant, pour leur construction et leur mise en état, les subventions spéciales qui se sont élevées à la somme de 2,270,000 fr.

Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que les chaussées empierrées sont situées principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes. Ces voies de communication sont d'un entretien coûteux, et exigent des soins constants.

Le recensement de circulation opéré en 1882 a permis de constater que la circulation augmente, depuis 1876, sur les routes départementales Nos 6, 7, 9, 12, 13, 17. 18, 22. 25 et 26.

Le crédit d'entretien des routes départementales, y compris la réserve de 10,000 fr. a été fixé par le Conseil général dans sa séance du 25 avril 1884 à la somme totale de 412,400 francs. C'est ce chiffre qui est inscrit au projet de budget de 1885 pour assurer la conservation des chaussées pendant le prochain exercice. Le crédit demandé pour 1885 est inférieur de 7,000 fr. à celui alloue en 1884.

Le prix moyen de l'entretien ressort à 781 francs par kilomètre pour les 26 routes du réseau départemental.

Des instructions ont été données pour réduire la main-d'œuvre au strict nécessaire, étendre l'usage des porphyres et des grés durs pour la couche supérieure des chaussées d'empierrement les plus fréquentées, et consacrer la plus forte partie des credits disponibles à l'achat et à l'emploi des matériaux.

Dans le but de donner au Conseil des moyens d'appréciation et de contrôle, M. l'Ingénieur en chef a produit deux tableaux, l'un pour les empierrements, l'autre pour les pavages, qui donnent pour chaque route tous les renseignements désirables

Ces tableaux permettent de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les routes dont la circulation est très importante, et qui ont à souffrir d'un excès d'humidité, enfin si l'on n'a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement qui n'auraient pas été autorisés par une décision spéciale, ils ont été soumis à l'examen des Commissions de surveillance, et j'ai annexé au dossier les délibérations qui me sont parvenues.

Il résulte de ces tableaux que le crédit normal serait de 402,400 fr. dont :

Pour les pavages.....	271,410	402,400 fr.
Pour les empierrements	130,990	

Les crédits demandés pour les travaux neufs et de grosses réparations en 1885 s'élèvent en totalité à 71,000 fr. et se rapportent à des ouvrages en cours d'exécution ou à des travaux indispensables et urgents.

Les crédits proposés pour l'exercice 1885, en ce qui concerne l'entretien et les grosses réparations s'élèvent donc, en totalité, à 473,400 fr. dont :

Pour entretien	402,400 fr.
Pour grosses réparations	71,000
Total égal.	473,400

La moyenne des dépenses faites, pendant les dix dernières années, pour l'entretien et les grosses réparations des routes départementales étant de ... . 571,473 fr

Il en résulte que les prévisions de dépenses pour 1885, présentent une réduction de 98,073

Le crédit demandé pour les frais généraux en 1885, correspond aux dépenses suivantes :

1° Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires	71,725 fr.
2° Frais de découcher et déplacements (comme en 1884)	5.100
3° Frais d'impressions comme en 1884).....	2,570
4° Indemnités des ingénieurs (comme en 1884).....	8,000
5° Gratification de fin d'année pour les conducteurs et agents secondaires (comme en 1884).....	3,500
6° Somme à valoir pour réserve nécessitées pour les avancements qui pourront être accordés en 1885 ci	1,000
Ensemble.....	91.895 fr

Toutes ces dépenses me paraissent convenablement justifiées par les explications fournies par M. l'Ingénieur en chef Domol.

La somme de 71,725 fr. demandée pour traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires est supérieure de 2005 fr. à celle allouée en 1884. Cette dépense est basée sur l'application des décisions ministérielles qui ont fixé l'avancement et les indemnités de résidence des conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées.

Il importe de remarquer qu'elle concerne non seulement le service des routes départementales, mais encore celui des chemins vicinaux de grande communication.

En fait, le nombre des agents n'a pas augmenté depuis vingt-trois ans, malgré l'extension du réseau, le développement donné aux travaux, la multiplicité et l importance infiniment plus grande des affaires.

Le service des routes départementales fonctionne dans de bonnes conditions, et MM. les ingénieurs apportent dans la mission qui leur est confiée beaucoup de zèle, d'intelligence et de dévouement.

En résumé j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien allouer, pour le service des routes départementales, pendant l'exercice 1885, les crédits ci après, savoir :

BUGDET ORDINAIRE DE 1885.

Sous chapitre III.

Entretien.....	402,400 fr.
Réserve pour travaux imprévus ...	10,000
Frais généraux ...	91,895

BUDGET RECTIFICATIF DE 1884

Sous-chapitre XVII.

Travaux neufs et de grosses réparations	71,000
Ensemble.	575,295 fr.

VŒUX (*Suite donnée*).

1° *Route n°* 5. — *Construction de trottoirs entre* 9 *k.* 090 *et* 9 *k.* 735. — MM. les Ingénieur ont présenté un projet de construction de trottoirs le long de la route départementale n° 5 depuis la sortie de la ville de Solre-le-Château jusqu'à la station. Les dépenses réduites au strict nécessaire s'élèvent à la somme de 10,000 francs.

La réalisation de ce projet constituerait une amélioration pour la route départementale n° 5, mais serait surtout utile à la ville de Solre-le Château qui est appelée à avoir avec la ligne du chemin de fer les relations les plus fréquentes.

Le Conseil municipal de cette ville, à qui le projet a été envoyé pour examen a demandé l'ajournement de cette question

2° *Route n°* 14. — *Amélioration de la traverse de Mons-en-Barœul, par la Compagnie des tramways du département du Nord.* — Sur la proposition de MM. les Ingénieurs, j'ai mis la Compagnie des tramways en demeure de couvrir par un aqueduc des fossés ou parties de fossés de la route départementale n° 14 dans la traversée de Mons-en-Barœul.

3° *Route n°* 14. — *Amélioration de la rue de Lille à Roubaix.* — Le vœu du Conseil général a été transmis à l'administration municipale de Roubaix, chargée de prendre les mesures nécessaires pour améliorer les sections défectueuses qui incombent à la ville. Le syndic de la faillite des Tramways de Roubaix-Tourcoing a été invité à faire restaurer le pavage dans la partie de la chaussée dont l'entretien lui est imposé par le cahier des charges de la concession. Satisfaction a donc été donnée au vœu du conseil général.

4° *Amélioration de la rampe de Sainghin-en-Mélantois sur la route n°* 19. — Le montant du projet s'élève à 14,000 francs non compris les indemnités de terrains qui pourraient être réclamées par les riverains. Le Conseil municipal de Sainghin-en-Mélantois a été invité à faire connaître s il consent à prendre à sa charge les indemnités de terrains ainsi qu'un contingent de 7,000 francs. Sa réponse ne m'est pas encore parvenue.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES

SOMMES allouées au budget de 1884	BUDGET de 1885 — PROPOSITIONS du Prefet	DIFFERENCE entre les allocations de 1884, et celles proposees pour 1885		Observations
		En plus.	En moins	

SOUS-CHAPITRE IV .— *Chemins vicinaux, chemins de fer d'interêt local.*

§ 1er — CHEMINS VICINAUX.

Il est demande, pour ce service, en 1885, une somme de 2,361,885 fr. 89 SAVOIR.

Sur le produit des centimes spéciaux	989,488 64
Sur les ressources éventuelles de la vicinalité.	1,151,819 56
Sur les autres ressources du budget ordinaire	220,577 69
TOTAL	2,361,885 89

Chemins de grande communication

	Metres
La longueur des chemins de grande communication est de.	910,287 »
Au 31 décembre 1883, la longueur parvenue à l'état d'entretien était de. . .	910,287 »
La longueur des chemins de grande communication a l'etat d entretion au 1er janvier 1885 sera de	910,287 »

Il est demandé, pour les travaux de ces lignes, une somme de 762,154 fr. 89 répartie conformément au cadre ci-apres

NUMEROS des articles	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT Entretien	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT Travaux neufs	SUR LA SUBVENTION DE L'ETAT Entretien	SUR LA SUBVENTION DE L'ETAT Travaux neufs	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc Entretien	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc Travaux neufs	TOTAL Entretien	TOTAL Travaux neufs	TOTAL des colonnes 9 et 10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	1	3,000 »	»	»	»	3.500 »	»	6,500	»	6,500 »
2	2	2,667 »	»	»	»	2,833 »	»	5,500 »	»	5 500 »
3	3	6,800	»	»	»	5,700 »	»	12,500 »	»	12,500 »
4	4	2,980 »	»	»	»	2,070 »	»	5,050 »	»	5,050 »
5	5	3,948 89	»	»	»	2,966 »	»	6,914 89	»	6,914 89
6	6	5,047 »	»	»	»	2,853 »	»	7,900 »	»	7,900 »
7	7	5,327	»	»	»	3,073 »	»	8,400 »	»	8,400 »
8	8	12,837 »	»	»	»	7,963 »	1,334 »	20,800 »	2,500 »	23,300 »
9	9	11.021 »	»	»	»	5,779 »	»	16,800 »	»	16.800 »
10	10	3,100 »	»	»	»	2.850 »	»	5,950 »	»	5,950 »
11	11	14 900 »	»	»	»	7,600 »	»	22,500 »	»	22,500 »
12	12	2,969 »	»	»	»	2,031 »	»	5,000 »	»	5,000 »
13	13	9,513 »	»	»	»	6,387 »	»	15,900 »	»	15,900 »
14	14	4,063 05	»	»	»	4,936 95	»	9,000	»	9,000 »
15	15	8,460 »	»	»	»	4,540 »	»	13,000 »	»	13,000 »
16	16	4,407 »	»	»	»	3,693 »	»	8,100 »	»	8,100 »
17	17	13,466 »	»	»	1,133	6,734 »	1,267 »	20,200 »	2,400 »	22,600 »
18	18	2,333 »	»	»	»	1,167 »	»	3,500 »	»	3,500 »
19	19	3,164	»	»	»	1,786 »	»	4,950 »	»	4 950 »
20	20	23,101 »	»	»	»	14,899 »	»	38,000 »	»	38,000 »
21	21	5,574 »	»	»	822	3.126 »	878 »	8,700	1,700 »	10 400 »
22	22	1,503 »	»	»	»	1,097 »	»	2,600 »	»	2 600 »
23	23	12,667 »	»	»	»	6,333 »	»	19,000	»	19 000
24	24	10,066 »	»	»	»	5,934 »	»	16,000	»	16.000 »
25	25	9,480 »	»	»	»	7,020 »	»	16.500	»	16.500 »
26	26	1,000 »	»	»	»	500 »	»	1,500 »	»	1,500 »
27	27	5,513 »	»	»	»	3,087 »	»	8,600 »	»	8,600 »
28	28	3,817 »	»	»	»	2,383 »	»	6,200 »	»	6,200 »
29	29	806 »	»	»	»	544 »	»	1,350 »	»	1.350 »
30	30	4,147 »	»	»	»	2,253 »	»	6,400 »	»	6.400 »
31	31	433 »	»	»	»	217 »	1,800 »	650 »	1,800	2,450 »
32	32	4,950	»	»	»	2,550	»	7,500	»	7,500 »
rep		203,059 94	»	»	3,121	128,404 95	5,279 »	331,464 89	8,400 »	339,864 89

A reporter. .... » » »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.										SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Prefet	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposees pour 1885	
												En plus.	En moins
Chemins de grande communication. (Suite).													
NUMEROS des articles	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT.		SUR LA SUBVENTION DE L'ETAT.		CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc.		TOTAL		TOTAL des colonnes 9 et 10			
		Entretien	Travaux neufs.	Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs.	Entretien.	Travaux neufs.				
		3	4	5	6	7	8	9	10	11			
Rep	..	203,059 91	»	»	3,121	128,404 95	5,279 »	331,464 89	8,400 »	339 864 89			
33	33	4,667 »	»	»	»	2,333 »	»	7,000 »	»	7,000 »			
34	34	2,880 »	»	»		2,220 »	»	5,100 »	»	5,100 »			
35	35	9,260 »	»	»	1,266	6,740 »	1,334	16,000 »	2,600 »	18,600 »			
36	36	7,70432	»	»	»	6,09 68	»	13,800 »	»	13,800 »			
37	37	333 »	»	»	»	167 »	»	500 »	»	500 »			
38	38	9,333 »	»	»	»	4,667 »	»	14,000 »	»	14,000 »			
39	39	6,083 »	»	»		3,817 »	»	9,900 »	»	9,900 »			
40	40	4, 67 »	»	»	»	2,733 »	»	7,000 »	»	7,000 »			
41	41	6,167 »	»	»	»	3,733 »	»	9,900 »	»	9 900 »			
42	42	9,991 »	»	»	»	7,509 »	»	17,500 »	»	17,500 »			
43	43	7,343 »	»	»	»	4,657 »	»	11,900 »	»	11,900 »			
44	44	2,810 »	»	»	»	1,560 »	»	4,400 »	»	4,400 »			
45	45	8,903 »	»	»	577	6,197 »	623 »	15,800 »	1,200 »	17 000 »			
46	46	6,400 »	»	»	»	3,200 »	»	9,600 »	»	9,600 »			
47	47	5,880 »	»	»	»	4,120 »	»	10,000 »	»	10,000 »			
48	48	4,667 »	»	»	»	2 333 »	»	7,000 »	»	7 000 »			
49	49	4,007 »	»	»	»	3,793 »	»	7,800 »	»	7,800 »			
50	50	11,363 »	»	»	»	7,987 »	»	19,350 »	»	19,350 »			
51	51	2 813 »	»	»	»	1,687 »	»	4,500 »	»	4,500 »			
52	52	6,320 »	»	»	»	4,780 »	»	11,100 »	»	11,100 »	770,493 43	762,154 89	» » 8,338 54
53	53	1,737 »	»	»	»	1,263 »	»	3,000 »	»	3,000 »			
54	54	2,487 »	»	»	»	1,513 »	»	4 000 »	»	4,000 »			
55	55	7,333 »	»	»	»	3,667 »	»	11,000 »	»	11,000 »			
56	56	800 »	»	»	»	400 »	»	1,200 »	»	1,200			
57	57	5,200 »	»	»	»	2,600 »	»	7 800 »	»	7,800 »			
58	58	8,333 »	»	»	1,156	5,667 »	1,344 »	14,000 »	2,500 »	16,500 »			
59	59	11,100 »	»	»	900	6,500 »	1,000 »	17,600 »	1 900 »	19,500 »			
60	60	5,647 »	»	»	444	3 253 »	556 »	8.900 »	1,000 »	9,900 »			
61	61	4,400 »	»	»	»	2,200 »	»	6,600 »	»	6,600 »			
62	62	8,447 »	»	»	»	5,053 »	»	13,500 »	»	13,500 »			
63	63	8,130 »	»	»	»	4,670 »		12,800 »	»	12.800 »			
64	64	5,080 »	»	»	»	2, 20 »	»	7,800 »	»	7,800 »			
65	65	9,188 »	»	»	»	6,412 »	»	15,600 »	»	15,600 »			
66	66	1,333 »	»	»	»	667 »	»	2,000 »	»	2,000 »			
67	67	1,800 »	»	»	»	900 »	»	2.700 »	»	2,700 »			
68	68	4,75188	»	»	»	3,04812	»	7 800 »	»	7,800 »			
69	69	7,91219	»	»	1,166	5,95781	1,334 »	13,900 »	2,500 »	16,100 »			
70	70	5,270 »	»	»	»	4,680 »	»	9 950 »	»	9 950 »			
71	71	5,852 »	»	»	444	4,238 »	556 »	10,090 »	1,000 »	11,090 »			
72	72	8,212 »	»	»	960	4,788 »	1,000 »	13,000 »	1,900 »	14,900 »			
73	73	1,846 »	»	»	»	954 »	»	2,800 »	»	2,800 »			
74	74	1,445 »	»	»	»	755 »	»	2,200 »	»	2,200 »			
75	76	5,223 »	»	»	»	2,777 »	»	8,000 »	»	8 000 »			
76	77	1,850 »	»	»	»	1,050 »	»	2,900 »	»	2,900 »			
77	78	3,509 »	»	»	»	2,091 »	»	5,600 »	»	5,600 »			
78	79	533	»	»	»	267 »	»	800	»	800 »			
Total		452,100 33	»	»	9,974	287,05456	13,026 »	739,154 89	23,000	762 154 89	770,493 43	762,154 89	» » 8,338 54
									A reporter		770,493 43	762,154 89	» » 8,338 54

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	SOMMES allouees au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Prefet	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1884, et celles proposees pour 1885 — En plus.	DIFFERENCE — En moins	Observations
Report	770,493 43	762,154 89	» »	8,338 54	

Chemins d'interêt commun..

La longueur des chemins d'intérêt commun classés par le Conseil général est de .. Metres 1,316,536 »
Au 31 decembre 1883, la longueur parvenue à l'état d'entretien était de..... 1,316,536 »
Il a été ou il sera construit en 1884..... » »
La longueur des chemins d'intérêt commun au 1er janvier 1885 sera de ..... 1,316,536 »

Il est demandé pour les travaux de ces lignes une somme de 1,243,204 fr répartie conformément au cadre ci-apres :

N° des articles	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT — Entretien	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT — Travaux neufs	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT — Entretien	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT — Travaux neufs	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. — Entretien	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. — Travaux neufs	TOTAL — Entretien.	TOTAL — Travaux neufs	TOTAL des colonnes 9 et 10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
		ANCIEN RÉSEAU								
79	1	1,100 »	»	»	»	1,100 »	» »	2,200 «	»	2,200 »
80	2	1,500	»	»	»	1,500 »	« »	3,000 »	» »	3,000 »
81	2ter	»	»	»	198 »	» »	220 »	» »	418 »	418 »
82	3	3,250 »	»	»	221 »	3,250 »	246 »	6,500 «	467 »	6,967 »
83	3bis	1,900 »	»	»	»	1,900 »	» »	3,800 »	» »	3,800 »
84	4	7,500	»	»	»	7,500 »	» »	15,000 »	» »	15,000 »
85	5	2,015 »	»	»	»	2,406 »	» »	4,421 »	» »	4,421 »
86	6	1,810 »	»	»	»	1,810 »	» »	3,620 »	» »	3,620 »
87	7	1,979 »	»	»	»	2,321 »	» »	4,300 »	»	4,300 »
88	8	1,597 »	»	»	»	2,606 »	» »	4,203 »	» »	4,203 »
89	9	315 »	»	»	»	315 »	» »	630 »	» »	630 »
90	10	1,560 »	»	»	«	1,610 »	» »	3,200 »	» »	3,200 »
91	10bis	» »	»	»	999 »	» »	1,110 »	» »	2,109 »	2,109 »
92	11	1,558 »	»	»	»	2,042 »	» »	3,600 »	»	3,600 »
93	11bis	»	«	»	1,242 »	» »	1,380 »	» »	2,622 »	2,622 »
94	12	2,600	»	»	900 »	2,600 »	1 000 »	5,200 »	1,900 »	7,100 »
95	13	1,800 »	»	»	675 »	1,800 »	750 »	3,600 »	1,425 »	5,025 »
96	13bis	» »	»	»	1,350 »	» »	1,500 »	» »	2,850 »	2,850 »
97	14	2,300 »	»	»	»	2,300 »	» »	4,600 »	» »	4,600 »
98	15	3,500 »	»	»	»	3,500 »	» »	7,000 »	» »	7,000 »
99	16	3,400 »	»	»	729 »	3,400 »	810 »	6,800 »	1,539 »	8,339 »
00	17	2,550 »	»	»	»	2,550 »	» »	5,100 »	» »	5,100 »
01	18	1,759 »	»	»	»	1,841 »	» »	3,600 »	» »	3,600 »
02	19	3,950 »	»	»	»	3,950 »	» »	7,900 »	» »	7,900 »
03	20	1,465 »	»	»	360 »	1,535 »	400 »	3,000 »	760 »	3,760 »
04	22	1,800 »	»	»	1,242 »	1,800 »	1 380 »	3,600 »	2,622 »	6,222 »
05	22bis	» »	»	»	639 »	» »	710 »	» »	1,349 »	1,349 »
06	23	2,500 »	»	»	»	2,500 »	» »	5,000 »	» »	5,000 »
07	23bis	1,335 »	»	»	450 »	1,335 »	500 »	2,670 »	950 »	3,620 »
08	24	3,500 »	»	»	810 »	3,500 »	900 »	7,000 »	1,710 »	8,710 »
09	24bis	» »	»	»	702 »	» »	780 »	» »	1,482 »	1,482 »
10	25	2,400 »	»	»	»	2,400 »	» »	4,800 »	»	4,800 »
11	26	993 »	»	»	»	1,393 »	» »	2,386 »	»	2,386 »
12	27	5,388 »	»	»	»	5,747 »	» »	11,135 »	»	11,135 »
13	28	3,650 »	»	»	»	3,650 »	» »	7,300 »	» »	7,300 »
14	29	2,204 »	»	»	414 »	2,796 »	460 »	5,000 »	874 »	5 874 »
15	29bis	1,345 »	»	»	»	1,455 »	» »	2,800 »	» »	2 800 »
16	30	3,250 »	»	»	»	3,250 »	» »	6,500 »	» »	6,500 »
17	31	1,300 »	»	»	990 »	1,300 »	1,100 »	2,600 »	2,090 »	4,690 »
18	31bis	650 »	»	»	»	650 »	» »	1,300 »	» »	1,300 »
19	32	1,030 »	»	»	360 »	1,170 »	400 »	2,200 »	760 »	2 960 »
20	32bis	550	»	»	»	550 »	» »	1,100 »	» »	1,100 »
21	33	1,507	»	»	»	1,893 »	» »	3,400 »	» »	3,400 »
22	34	2,253	»	»	765 »	2,747 »	850 »	5,000 »	1,615 »	6,615 »
23	35	1,500 »	»	»	»	1,500 »	» »	3 000 »	» »	3,000 »
	A rep..	86,563 »	»	»	13 046 »	91,502 »	14,496 »	178,065 »	27,542 »	205,607 »

A reporter. . .	770,493 43	762,154 89	-	8,338 54

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	SOMMES allouees au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations de 1884 et celles proposees pour 1885	
			En plus	En moins
Report.....	770,493 43	762,154 89		8,338 54

Chemins d'intérêt commun (Suite).

NUMEROS des articles.	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT.		SUR LA SUBVENTION DE L'ETAT.		CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc.		TOTAL		TOTAL des colonnes 9 et 10
		Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rep	....	86,563 »	.....	....	13,046 »	91,502 »	14,496 »	178,065 »	27,542 »	205,607 »
124	35bis	1,000 »	»	»	540	1,000 »	600 »	2,000 »	1140	3,140 »
125	36	1,900 »	»	»	»	1,900 »	»	3,800 »	»	3,800 »
126	37	3,600 »	»	»	»	3,600 »	»	7,200 »	»	7 200 »
127	38	10,564 »	»	»	»	11,186 »	»	21,750 »	»	21,750 »
128	39	725 »	»	»	»	725 »	»	1,450 »	»	1,450 »
129	40	1,550 »	»	»	1.917	1,950 »	2,130 »	3,500 »	4047	7,547 »
130	40bis	400 »	»	»	»	400 »	»	800 »	»	800 »
131	41	1,200 »	»	»	»	1,200 »	»	2,400 »	»	2,400 »
132	42	1,411 »	»	»	»	1,789 »	»	3,200 »	»	3,200 »
133	43	275 »	»	»	»	275 »	»	550 »	»	550 »
134	43bis	500 »	»	»	»	500 »	»	1,000 »	»	1,000 »
135	44	3,250 »	»	»	»	3,250 »	»	6 500 »	»	6 500 »
136	45	1,850 »	»	»	»	1,850 »	»	3,700 »	»	3,700 »
137	46	1,900 »	»	»	»	1,900 »	»	3,800 »	»	3,800 »
138	47	500 »	»	»	»	500 »	»	1,000 »	»	1,000 »
139	48	4,600 »	»	»	»	4,600 »	»	9 200 »	»	9,200 »
140	49	3,391 »	»	»	»	4,520 »	»	7,911 »	»	7,911 »
141	50	1,100 »	»	»	1.350	1,100 »	1,500 »	2,200 »	2850	5,050 »
142	51	3,700 »	»	»	»	3,700 »	»	7,400 »	»	7,400 »
143	52	2.950 »	»	»	»	2,950 »	»	5,900 »	»	5,900 »
144	52bis	5,500 »	»	»	»	5,500 »	»	11,000 »	»	11,000 »
145	53	2,150 »	»	»	»	2,150 »	»	4,300 »	»	4,300 »
146	54	2,050 »	»	»	720	2,050 »	800 »	4,100 »	1520	5 620 »
147	55	2,250 »	»	»	»	2,250 »	»	4,500 »	»	4,500 »
148	55bis	3,250 »	»	»	504	3,250 »	560 »	6 500 »	1064	7,564 »
149	56	6,650 »	»	»	»	6,650 »	»	13,300 »	»	13,300 »
150	57	5,250 »	»	»	1.260	5,250 »	1,400 »	10,500 »	2660	13,160 »
151	58	1,900 »	»	»	1.350	1,900 »	1,500 »	3,800 »	2850	6,650 »
152	59	1,159 »	»	»	»	1,441 »	»	2,600 »	»	2,600 »
153	19bis	1,400 »	»	»	»	1,400 »	»	2,800 »	»	2,800 »
154	60	2,734 »	»	»	720	3,266 »	800 »	6,000 »	1520	7.520 »
155	60bis	2,750 »	»	»	»	2,750 »	»	5,500 »	»	5,500 »
156	61	842 »	»	»	»	1,458 »	»	2,300 »	»	2,300 »
157	61bis	900 »	»	»	»	1,300 »	»	2,200 »	»	2,200 »
158	62	3,500 »	»	»	»	3,500 »	»	7,000 »	»	7 000 »
159	64	4,200 »	»	»	1.215	4,200 »	1,350 »	8,400 »	2565	10,965 »
160	65	2,553 »	»	»	810	2,747 »	900 »	5,300 »	1710	7,010 »
161	66	300 »	»	»	»	300 »	»	600 »	»	600 »
162	66bis	750 »	»	»	»	750 »	»	1,500 »	»	1,500 »
163	67	4,500 »	»	»	»	4,500 »	»	9,000 »	»	9,000 »
164	68	1,713 »	»	»	»	2,287 »	»	4,000 »	»	4,000 »
165	68bis	»	»	»	1 350	»	1,500 »	»	2850	2,850 »
166	69	3,000 »	»	»	»	3,000 »	»	6,000 »	»	6,000 »
167	70	340 »	»	»	»	340 »	»	680 »	»	680 »
168	71	1,800 »	»	»	1.125	1,800 »	1,250 »	3,600 »	2375	5,975 »
169	71bis	1,100 »	»	»	»	1,100 »	»	2,200 »	»	2,200 »
Total..		195,470 »	»	»	25,907	205,536 »	28,786 »	401,006	54,693 »	455,699 »

A reporter..... .	770,493 43	762,154 89	»	8,338 54

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouees au budget de 1884	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Prefet.	DIFFERENCE entre les allocations de 1884, et celles proposees pour 1885		Observations
			En plus.	En moins	
Report . . .	770,493 43	762,154 89	»	8,338 51	

Chemins d'interêt commun (Suite).

NUMER des articles	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT.		SUR LA SUBVENTION DE L'ETAT		CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc		TOTAL		TOTAL des colonnes 9 et 10
		Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs	Entretien	Travaux neufs.	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rep	.	195,470 »	»	»	25907	205,536 »	28,786	401,006 »	54,693 »	455,699 »
170	72	2,650 »	»	»	»	2,650 »	»	5,300 »	»	5,300 »
171	72bis	3,890 »	»	»	1434	3,890 »	1260	7,780 »	2394	10,174 »
172	73	1,450 »	»	»	»	1,450 »	»	2,900 »	»	2,900 »
173	73bis	1,550 »	»	»	»	1,550 »	»	3,100 »	»	3,100 »
174	74	2,400 »	»	»	1395	2,400 »	1550	4,800 »	2945	7,745 »
175	74bis	1,350 »	»	»	»	1,350 »	»	2,700 »	»	2,700 »
176	75	1,850 »	»	»	»	1,850 »	»	3,700 »	»	3,700 »
77	75bis	3,250 »	»	»	»	3,250 »	»	6,500 »	»	6,5 0 »
78	76	7,500 »	»	»	»	7,500 »	»	15,000 »	»	15,000 »
79	77	2,305 »	»	»	»	2,305 »	»	4,610 »	»	4,610 »
80	78	4,350 »	»	»	»	4,350 »	»	8,700 »	»	8,700 »
81	79	3,525 »	»	»	»	3,525 »	»	7,050 »	»	7,050 »
82	80	3,665 »	»	»	609	4,405 »	677	8,070 »	1286	9,356 »
83	80bis	» »	»	»	882	» »	980	» »	1862	1,862 »
84	81	1,900 »	»	»	»	1,900 »	»	3,800 »	»	3,800 »
85	82	1,200 »	»	»	»	1,200 »	»	2,400 »	»	2,400 »
86	83	790 »	»	»	»	1,910 »	»	2,700 »	»	2,700 »
187	84	3,312 »	»	»	»	3,313 »	»	6,625 »	»	6,625 »
88	85	3,700 »	»	»	»	3,700 »	»	7,400 »	»	7,400 »
189	86	7,846 »	»	»	228	8,734 »	253	16,600 »	481	17,081 »
90	87	4 846 »	»	»	»	5,388 »	»	10,234 »	»	10,234 »
191	88	1,250 »	»	»	1620	1,250 »	1800	2,500 »	3420	5,920 »
92	88bis	» »	»	»	2286	» »	2540	» »	4826	4,826 »
93	89	1,050 »	»	»	»	1,050 »	»	2,100 »	»	2,100 »
94	90	3,150 »	»	»	405	3,150 »	450	6,300 »	855	7,155 »
95	91	3,400 »	»	»	»	3,400 »	»	6,800 »	»	6,8 0 »
96	91bis	1,100 »	»	»	»	1,100 »	»	2,200 »	»	2,200 »
97	92	5,000 »	»	»	»	5,000 »	»	10,000 »	»	10,000 »
98	93	1,550 »	»	»	»	1,550 »	»	3 100 »	»	3,100 »
99	94	4 050 »	»	»	»	4,050 »	»	8,100 »	»	8,100 »
00	95	4,618 »	»	»	»	5,136 »	»	10,054 »	»	10,054 »
01	97	1,406 »	»	»	»	1,594 »	»	3,000 »	»	3,000 »
02	98	1,000 »	»	»	»	1,000 »	»	2,000 »	»	2,000
03	99	1,440 »	»	»	»	1,560 »	»	3,000 »	»	3,000 »
04	99bis	800 »	»	»	»	800 »	»	1,600 »	»	1,600 »
05	100	8,577 »	»	»	»	10,423 »	»	19,000 »	»	19,0 0 »
06	101	700 »	»	»	»	700 »	»	1,400 »	»	1,400 »
07	102	2,500 »	»	»	»	2,900 »	»	5,400 »	»	5,400 »
08	102bis	» »	»	»	477	» »	530	» »	1007	1,007 »
09	103	750 »	»	»	»	750 »	»	1,500 »	»	1,500 »
10	104	3,885 »	»	»		4,615 »	»	8,500 »	»	8,500 »
11	10	2.035 »	»	»		2,3 5		4,100 »	»	4,100
2	10 bis	1,000 »	»	»		1,000 »	»	2 000 »	»	2,000 »
13	106	750 »	»	»	180	750 »	200	1,500 »	380	1,880 »
reporter.		308,830 »	»	»	35,123	326,599 »	39,026	635,429 »	74,149	709 578 »

770,493 43	762,154 89	»	8,338 54

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	SOMMES allouees au budget de 1884	BUDGET de 1885 — PROPOSITIONS du Prefet	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposees pour 1885. En plus.	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposees pour 1885. En moins	Observ
Report.....	770 493 43	762 154 89	»	8.338 54	

Chemins d'intérêt commun (suite).

NUMÉROS des articles	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT Entretien	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT Travaux neufs	SUR LA SUBVENTION de l'Etat Entretien	SUR LA SUBVENTION de l'Etat Travaux neufs	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc Entretien	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc Travaux neufs	TOTAL Entretien	TOTAL Travaux neufs	TOTAL des colonnes 9 et 10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rep	»	308 830 »	» »	»	35 123	326 099 »	39 026 »	635 429 »	74 149 »	709 578 »
214	106 *bis*	2 900 »	»	»	630	2 900 »	700 »	5 800 »	1 330 »	7 130 »
215	107	7 550 »	»	»	»	7 550	»	15 100 »	»	15.100 »
216	108	1 000	»	»	»	1 000 »	»	2 000 »	»	2 000 »
217	108 *bis*	»	»	»	7227	»	8 030 »	»	15 257	15 257 »
218	109	3 633 »	»	»	1260	4 367 »	1 400 »	8 000 »	2 660 »	10 660 »
219	109 *bis*	200 »	»	»	»	200 »	»	400 »	»	400 »
220	110	1.000 »	»	»	»	1 000 »	»	2 000 »	»	2 000 »
221	110 *bis*	3 800 »	»	»	»	3 800 »	»	7 600 »	»	7 600 »
222	111	3 614 »	»	»	»	3 886 »	»	7 500 »	»	7.500 »
223	111 *bis*	7 500 »	»	»	»	7 500 »	»	15 000 »	»	15 000 »
224	112	2.800 »	»	»	»	2 800 »	»	5 600 »	»	5 600 »
225	113	2 900 »	»	»	»	2 900 »	»	5 800 »	»	5 800 »
226	114	600 »	»	»	»	600 »	»	1 200 »	»	1 200 »
227	115	4 000 »	»	»	»	4 000 »	»	8 000 »	»	8 000 »
228	115 *bis*	1 200 »	»	»	270	1 200 »	300 »	2 400 »	570 »	2 970 »
229	116	2 854 »	»	»	»	3 946 »	»	6 800 »	»	6 800 »
230	117	750 »	»	»	»	750 »	»	1 500 »		1 500
231	118	4 500 »	»	»	414	4 500 »	460 »	9 000 »	874 »	9 874 »
232	119	1.728 »	»	»	»	2 072 »	»	3 800 »	»	3 800 »
233	119 *bis*	700 »	»	»	»	700 »	»	1 400 »	»	1 400 »
234	120	400 »	»	»	»	400 »	»	800 »	»	800 »
235	120 *bis*	»	»	»	2520	»	2 800 »	»	5 320 »	5.320
236	121	600 »	»	»	»	600 »	»	1 200 »	»	1 200
237	122	2 500 »	»	»	»	2 500 »	»	5 000 »	»	5 000 »
238	122 *bis*	200 »	»	»	4203	200 »	4 670 »	400 »	8.873 »	9 273
239	123	1 750 »	»	»	»	1 750 »	»	3 500 »	»	3 500
240	124	1 275 »	»	»	»	1.275 »	»	2 550 »	»	2 550 »
241	124 *bis*	1 450 »	»	»	»	1 450 »	»	2 900 »	»	2 900 »
242	125	1.065 »	»	»	»	1 065 »	»	2 130	»	2 130 »
243	126	1 125 »	»	»	»	1 275	»	2 400 »	»	2 400 »
244	126 *bis*	»	»	»	1674	»	1 860 »	»	3.534 »	3 534 »
245	127	3.100 »	»	»	1080	3 100 »	1.200 »	6 200 »	2.280 »	8 480
246	128	6.025 »	»	»	»	6 025 »	»	12 050 »	»	12 050 »
247	128 *bis*	»	»	»	1530	»	1 700 »	»	3 230 »	3 230 »
248	129	2 500 »	»	»	»	2 500 »	»	5 000	»	5 000 »
249	130	»	»	»	900	»	1.000 »	»	1 900 »	1 900 »
250	131	2.700 »	»	»	»	2 700 »	»	5 400 »	»	5 400 »
251	132	»	»	»	1142	»	1.269 »	»	2.414 »	2 414 »
252	133	4.400 »	»	»	»	4 400 »	»	8 800 »	»	8 800 »
253	134	2 650 »	»	»	»	2 650 »	»	5 300 »	»	5 300 »
254	135	2.200 »	»	»	»	2 200 »	»	4 400	»	4 400 »
255	136	1 700 »	»	»	»	1 700 »	»	3 400 »	»	3 400 »
256	137	»	»	»	2160	»	2 400 »	»	4 560 »	4 560 »
257	140	»	»	»	702	»	780 »	»	1 482 »	1 482 »
258	148	»	»	»	2700	»	3 000 »		5 700 »	5 700 »
259	151	1 800 »	»	»	»	1 800 »	»	3 600 »	»	3 600 »
260	152	1 900 »	»	»	»	1 900 »	»	3 800 »	»	3.800 »
261	153	2.100 »	»	»	»	2 100 »	»	4 200 »	»	4 200 »
262	154	»	»	»	1764	»	1.960	»	3.724 »	3 724 »
263	156	»	»	»	540	»	600 »	»	1 140 »	1.140 »
264	157	500	»	»	981	500 »	1 090 »	1 000 »	2 071 »	3 071 »
A reporter		403.399 »	»	»	66820	424.360 »	74.245 »	828.359 »	141 065	969 424 »

A reporter	770 493 43	762.154 89	»	8 338 54

NUMÉROS des articles	NUMEROS des chemins	DÉSIGNATION DES DÉPENSES	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT — Entretien	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT — Travaux neufs	SUR LA SUBVENTION de l'Etat — Entretien	SUR LA SUBVENTION de l'Etat — Travaux neufs	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc — Entretien	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc — Travaux neufs	TOTAL — Entretien.	TOTAL — Travaux neufs	TOTAL des colonnes 9 et 10.	SOMMES allouees au budget de 1884	BUDGET de 1885 — PROPOSITIONS du Prefet	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposees pour 1885 — En plus	DIFFERENCE — En moins	Observations
1	2		3	4	5	6	7	8	9	10	11					
		Report.										770 493 43	762.154 89	»	8 338 54	
		Chemins d'interêt commun suite).														
		RÉPARTITION PROPOSÉE PAR LE PREFET														
Rep	.		403,999 »	....	.. ...	66,820	424,360 »	74,245 »	828,359 »	141,065 »	969,424 »					
265	158		2 100 »	»	»	»	2.100 »	» »	4.200 »	» »	4 200 »					
266	160		» »	»	»	3 150	»	3 900 »	» »	7 410 »	7 410					
267	161		3 650 »	»	»	»	3 650	» »	7 300 »	» »	7 30 ·					
268	162		» »	»	»	3 861	» »	4 290 »	» »	8.151	8 151 »					
269	163		700 »	»	»	2 367	700 »	2 630 »	1 400 »	4 997 »	6 397 »					
270	164		2 900 »	»	»	»	2.900 »		5.800 »	»	5 800					
271	165		1 300 »	»	»		1.300 »	» »	2 600	»	2 600 »					
272	168		1 300 »	»	»	»	1.300	» »	2 600 »	» »	2 600 »					
273	169		2 180 »	»	»	»	2 180 »	»	4 360 «	»	4 360					
274	170		1 450 »	»	»	1.098	1.430 »	1 220	2 900 »	2.318	5.218 »					
275	171		« »	»	»	828	» »	920	» »	1 748 »	1.748					
276	173		« »		»	3.213	» »	3.570 »	» »	6 783 «	6.783					
277	174		2 250 »	»	»		2 250 »	» «	4.500 »	» »	4.500					
278	175		» »	»	»	2 340	» »	2.600 »	» »	4 910	4 940 »					
279	176		700 »	»	»	1.963	700 »	2.170 »	1.400 »	4.123 »	5 523					
280	177		1 000 »		»	»	1.000	» »	2 000	» »	2 000 »					
281	179		1 500		»	»	1 500 »		3.000 »	» »	3.000 »					
282	183		» »	»	»	3.318	» »	3 720 »	» »	7.068 »	7 068					
283	184		» »	»	»	1.350	» »	1 500 »	» »	2 850 »	2.850					
284	185		1 965 »	»	»	»	2.035 »	» »	4.000 »	»	4.000					
285	186		» »	»	»	1.800	» »	2.000 »	» »	3.800 »	3.800					
286	187		500 »		»	»	500 »	» »	1.000 »	» »	1 000 »					
287	188		4 800 »	»	»	738	4 800	820 »	9 600 »	1.538	14 138					
288	494		1 245 »	»	»		1.245 »	» »	2 490 »	» »	2.490 »					
289	195		1 350 »	»	»	»	1 350 »	» »	2 700 »	» »	2.700					
290	196		»	»	»	2 430	»	2.700 »	» »	5 130 »	5 130					
291	197		1 100 »	»	»	2 223	1.100 «	2.470 »	2 200	4.693	6.893 »					
292	1 8		2 220 »	»	»	»	2 220	» »	4.440 »	» »	4 440					
293	199		7 000 »	»	»		7 000 »	» »	14.000 »	» »	14 000 »					
294	200		550 »	»	»	»	550	»	1.100 »	» »	1.100					
29	201		2 700 »	»	»	»	2 700 »	» »	5 400 »	»	5.400					
296	202		3 050 »	»	»	»	3.050 »	» »	6.100 »	» »	6.100 »					
297	203		5 000 »	»	»		5 000 »	»	10 000 »	»	0.000					
298	204		4 400 »	»	»	»	4 400 »	» »	8 800		8.800					
299	205		2.367 »	»	»	»	2 633	»	5.000 »	»	5 000					
300	207		»	»	»	1.941	» »	2.160	» »	4.104 »	4.104 »					
301	209		1 500	»	»	»	1 500 »	»	3.000 »	»	3 000					
302	210		1 750	»	»	»	1 750 »	» »	3.500 »	» »	3 500					
303	211		»	»	»	1 674	»	1.860 »	» »	3.534 »	3 534 »					
304	212		500 »	»	»	»	500 »	» »	1 000 »	»	1 000					
305	213		3 500 »	»	»	» »	3.500 »	» »	7.000 »	»	7.000 »					
306	214		5 500	»	»	»	5 500 »	» »	11 000 »	» »	11.000					
307	215		2 000 »	»	»		2.000 »	» »	4 000 »	» »	4.000					
308	216		2 500 »	»	»		2 500 »	» »	5.000 »	.	5.000					
309	217		»	»	»	279	»	310 »	» »	589 »	589					
310	220		» »	»	»	1 476	»	1 640 »	» »	3.116	3 116					
311	221		» »	»	»	630	»	700	»	1.330 »	1.330					
A reporter			480,526 »	»	»	103,882 »	501,223 »	115,425 »	981 749 »	219 307 »	1 201 056 »	1 039 656 »	1 243 701 »	»	»	
		A reporter .										1 810 149 43	2.005 355 89	195 206 46	» »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	NUMÉROS des articles	NUMEROS des chemins	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT. Entretien	SUR LA SUBVENTION DU DEPARTEMENT. Travaux neufs	SUR LA SUBVENTION de l'Etat Entretien	SUR LA SUBVENTION de l'Etat Travaux neufs	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc Entretien	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc Travaux neufs	TOTAL Entretien	TOTAL Travaux neufs	TOTAL des colonnes 9 et 10	SOMMES allouees au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Prefet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposees pour 1885 En plus.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposees pour 1885 En moins	Observations
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11					
Report .												1 810.149.43	2 005.355.89	195 206 46		
Chemins d'intérêt commun.																
Rep		.....	480 526 »	.....	.....	103882	501 223 »	115 425 »	981 749 »	219 307 »	1 201 056 »					
	312	222	3.365 »	»	»	»	3 535 »	»	6 900 »	»	6 900 »					
	313	223	1 871 »	»	»	»	2 329	»	4 200 »	»	4.200					
	314	224	2.600 »	»	»	»	2.600 »	»	5.200	»	5.200 »					
	315	225	1.900 »	»	»	2430	1 900 »	2 700 »	3.800 »	5.130 »	8 930					
	316	227	100 »	»	»	2 196	100 »	1.440 »	200 »	4.636 »	4 836 »					
	317	228	2 200 »	»	»	»	2 200 »	»	4.400 »	»	4.400					
	318	229	» »	»	»	2,619	»	2.940 »	»	5 529 »	5.529 »					
	319	234	600 »	»	»	»	600 »	»	1 200 »	»	1.200					
	320	235	» »	»	»	450	»	500 »	»	950 »	950 »					
Total. ...			493 162 »	»	»	111577	514.487 »	123.975 »	1.007.649	235 552 »	1 243.201	»	»	»		
3° *Chemins d'intérêt commun dits stratégiques* : Longueur 53,084 mètres																
1° Catégorie . Chemins entretenus par l'État, le département et les communes,																
	321	1411	3,870 »	»	774	»	3,096 »	»	7,740 »	»	7 740 »					
	322	1434	4,500 »	»	900	»	3,600 »	»	9,000 »	»	9.000 »					
	323	1459	4,550 »	»	910	»	3,640 »	»	9,100 »	»	9 100 »					
	324	14610	3,175 »	»	635	»	2,540 »	»	6,350 »	»	6 350 »					
	325	14711	2,500 »	»	500	»	2,000 »	»	5,000 »	»	5 000 »					
	326	19116	700 »	»	800	»	500 »	»	2,000 »	»	2 000 »					
TOTAL ..			19,295 »	»	4519	»	15,376 »	»	39,190 »	»	39 190 »	»	»	»	»	
2° Catégorie — Entretien a la charge de l'Etat et du Département : *Longueur 46,957 mètres*																
	327	21 bis 8	5,700 »	»	3,800	»	»	»	9,500 »	»	9 500 »					
	328	63 bis 2	9,360 »	»	6 240	»	»	»	15,600 »	»	15 600 »					
	329	1427	3,264 »	»	2,176	»	»	»	5,440 »	»	5 440 »					
	330	1433	2,280 »	»	1,520	»	»	»	3,800 »	»	3 800 »					
	331	144 5	5,280 »	»	3,520	»	»	»	8,800 »	»	8.800 »					
	332	19217	630 »	»	1,170	»	»	»	1,800 »	»	1 800 »					
	333	19318	595 »	»	1,105	»	»	»	1,700 »	»	1.700					
TOTAL ..			27,109 »	»	19 531	»	»	»	46 640 »	»	46 610 »	82.130 »	85.830 »	3.700 »	»	
/ reporter . . .												1 892 279 43	2 091 185 89	198 906 46		

DESIGNATION DES DEPENSES	SOMMES allouees au budget de 1884	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposees pour 1885 — en plus.	DIFFÉRENCE — en moins.	
Report.... ...	1,892,279 43	2,091,185 89	198,906 46	»	
Art. 334. — Chemins ordinaires :					
Réseau subventionné ..... » » »					
Réseau non subventionné..... 10,000 »	10,000 »	10,000 »	»	»	(1) Chemins de grande communication (voir chemins d'intérêt commun au sous-chap 17 § 1er art 8)
Art. 335. — Réserve pour travaux imprévus	»	10,000(1) »	10,000	»	
Art. 336. — Traitement des Agents-Voyers :					

SAVOIR	SUBVENTION du departement	SUBVENTION de l'Etat	CONTINGENTS communaux.	TOTAL				
Agent-Voyer en chef — Ingénieur en chef du département .	4 000	»	»	4.000				
Sous Agent Voyer en chef. .. .	7 500	»	»	7.500				
2 Agents-Voyers princip. 1re cl .	11 400	»	»	11.400				
2 Agents-Voyers princip 2e cl..	10.400	»	»	10.400				
3 Agents-Voyers princip 3e cl..	14.100	»	»	14.100				
1 Agent-Voyer 3e classe.	3 500	»	»	3 500				
9 Agents Voyers canton de 1re cl	27 000	»	»	27 000				
12 Agents Voyers canton de 2e cl	32 400	»	»	32 400				
13 Agents Voyers canton. de 3e cl	31.200	»	»	31.200				
10 Agents Voyers canton. de 4e cl.	21.000	»	»	21.000				
7 Agents-Voyers canton de 5e ..	12 600	»	»	12 600				
4 Commis de 1re classe	5 200	»	»	5.200				
4 Commis de 2e classe . . .	4.600	»	»	4.600				
6 Commis de 3e classe..	6 000	»	»	6 000	244,200 »	244,200 »	»	»
Gratifications aux Agents-Voyers	12 000	»	»	12.000				
Frais d'imp. et depenses diverses.	7.400	»	»	7.400				
Traitement de 3 employés de Prefecture attachés au service vicinal	5 200	»	»	5.200				
Total	215.500	»	»	215.500				
Indemnités aux Ingénieurs chargés du service des chemins de grande communication, frais de déplacement et gratifications des conducteurs.	28.700	»	»	28.700				
Total général.....	244.200	»	»	244.200				
A déduire le concours des communes	62.300	»	»	62 300				
Totaux a payer par le départ.	181 900	»	»	181 900				

Art. 337. — Dépenses d'intérêt collectif imputables sur les contingents communaux pour le service des trois catégories.	4,000 »	6 500 »	2,500 »	»
Total du paragraphe 1er.....	2,150,479 43	2,361.885 89	211,406 46	»
§ 2. — *Chemins de fer d interêt local.* (Loi du 11 juin 1880).				
Art. 1er. Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer d'intérêt local	9,440 88	3,438 55	»	6,002 33
Total du paragraphe 2.....	9,440 88	3,438 55	»	6,002 33
Total du Sous-Chapitre IV.....	2,159 920 31	2,365 324 44	211,406 46	6,002 33
			205,404 13	

Chemins vicinaux de grande communication. (4e B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec diverses pièces à l'appui et les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement, le compte-rendu par M. l'Ingénieur en chef du département de la situation du service des chemins de grande communication.

Je n'entrerai pas dans le détail des diverses parties du service, MM. les Ingénieurs ont fourni des renseignements complets et intéressants sur la situation de chacun des chemins de grande communication, et je ne puis que m'y référer entièrement.

Les 78 chemins de grande communication présentent un développement total de 910,827m, dont la moitié environ, revêtue de chaussées pavées, prédomine dans les arrondissements de Lille. Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que l'autre moitié, avec chaussées empierrées, est située principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes.

La situation de ces chemins au 31 décembre 1883 était la suivante :

Longueur à l'état d'entretien	.	792.752m
id, à l'état de viabilité		57.703
id en construction		»
id. en lacune (chaussées à construire)		60.372
Total .		910 827m

Le crédit d'entretien des chemins de grande communication pour l'exercice 1885, non compris une réserve de 10,000 fr. pour dépenses urgentes et imprévues, a été fixé par le Conseil général dans sa séance du 25 avril 1884 à la somme totale de 751,540 fr. Cette somme de 751,540 fr., fait ressortir le prix du mètre courant d'entretien comme il suit :

Maximum 1 fr. 82 pour le chemin n° 48, de Lomme à Loos, situé dans la banlieue de Lille, et qui comprend plusieurs ouvrages d'art et notamment un pont tournant sur la Deûle, dont l'entretien est à la charge du chemin.

Minimum : 0 fr. 43 pour le chemin n° 3, d'Hondschoote à Watten, latéral à un canal et d'un approvisionnement peu coûteux,

Moyenne : 0 fr 82 pour les 79 chemins de grande communication du département.

Dans le but de donner au Conseil général des moyens d'appréciation et de contrôle, M. l'Ingénieur en chef a produit deux tableaux, l'un pour les empierrements, l'autre pour les pavages, qui donnent pour chaque chemin tous les renseignements désirables.

Ces tableaux permettent de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les chemins dont la circulation est très importante et qui ont à souffrir d'un excès d'humidité, et si l'on a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement, n'ayant pas été autorisés par une décision spéciale ; ils ont été soumis à l'examen des commissions de surveillance et j'ai annexé au dossier les délibérations qui me sont parvenues.

Le crédit total demandé pour assurer l'entretien en 1885 des chemins de grande com-

munication et qui est inscrit au projet du budget pour l'exercice prochain est de 761.540 francs, savoir :

Contingent du département (Budget départemental de 1884 : 12.385,11, budget de 1885 : 452 100 33)	464.485 fr.	44
Contingent des communes	231.047	»
Subventions industrielles	54.807	56
Subvention de l'État (Chemins n° 2 et 5)	1.200	»
Dépenses imprévues (à titre de réserve)	10.000	»
Total égal.....	761.540 fr.	»

Le Conseil général a admis en principe dans sa session d'avril 1884 le programme des travaux neufs et de grosses réparations à exécuter en 1885 sur les chemins vicinaux de grande communication et a arrêté l'ordre de priorité de ces travaux dont la dépense est imputable sur l'emprunt à contracter à la caisse des chemins vicinaux. Le montant de cet emprunt est fixé par la loi du 17 juillet 1882 à 1,200.000 fr. pour les chemins de grande communication et l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun.

Le projet d'adoucissement de la rampe «des deux villes» du chemin n° 30, compris dans le programme ci-dessus rappelé est ajourné en raison du refus de deux conseils municipaux des communes intéressées. La dépense totale projetée pour 1885 s'élève en résumé à 128,800 fr. dont 105,800 fr. sur fonds d'emprunt. 13,026 fr. représentant la part contributive des communes pouvant être libérée en nature et 9.974 fr. montant de la subvention de l'Etat. en exécution de la loi du 12 mars 1880.

Le crédit demandé pour les frais généraux en 1885 correspond aux dépenses suivantes:

Indemnités des Ingénieurs (comme en 1884)	16,000 fr.	»
Frais de déplacement des agents.....	7.200	»
Indemnités aux agents (comme en 1884).....	5.500	»
Impressions (comme en 1884)	4.000	»
Total.	32,700 fr.	»

En résumé, l'ensemble des crédits pour 1885 est de 923,040 fr. savoir

Entretien..... ... . (y compris 12 385,11 portés au budget rectificatif de 1884)	751,540 fr
Réserve pour travaux imprévus.	10,000 »
Travaux neufs à imputer sur les fonds d'emprunt.	128.800 »
Frais généraux.....	32,700 »
Total égal.....	923,040 fr.

Je soumets au Conseil général, avec les diverses pièces relatives au service, les états dressés conformément à l'article 65 de l'instruction générale du 6 décembre 1870 sur le service vicinal, concernant les contingents à assigner aux communes dans l'entretien et les grosses réparations des chemins de grande communication en 1885.

Aux termes de l'article 46 n° 7 de la loi du 10 août 1871, il appartient au Conseil général de fixer ces contingents.

D'après le travail que je lui soumets, les cotisations communales sont réglées au tiers des dépenses pour l'entretien, déduction faite sur chaque ligne du produit des subventions industrielles.

Quant aux travaux d'achèvement imputables sur fonds d'emprunt, le part contributive des communes est fixée à 1/10 de la dépense et 1/5 de l'amortissement trentenaire des emprunts.

Le service des chemins de grande communication se fait dans de bonnes conditions et je n'ai qu'à rendre hommage à l'intelligence et au dévouement de MM. les Ingénieurs et notamment de M. Doniol, Ingénieur en chef du département.

Résumé des propositions budgétaires.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien allouer les crédits suivants pour le service des chemins de grande communication, dont le détail figure aux projets de budget qui précèdent le présent rapport.

Budget rectificatif de 1884. — *Sous-Chapitre IV.*

Entretien (à valoir sur 1885) contingent du département.....	12,385 fr. 11

Budget ordinaire de 1885

Entretien (complément).....	739.154	89
Grosses réparations(contingent des communes)	13,026	»
Subvention demandée à l'Etat.....	9 974	»
Réserve pour dépenses imprévues.,.....	10 000	»
Frais généraux	32,700	»
Total.....	817,240	»

Le crédit de 751,540 demandé pour l'entretien se décompose ainsi qu'il suit :

1/3 à la charge des communes.....	231,047 fr.	»
2/3 à la charge du département.....	464.485	44
Subvention de l'Etat (chemins n[os] 2 et 5).....	1,200	»
Subventions industrielles.....	54 807 fr.	56
Total.....	751.540 fr.	»

Budget extraordinaire.

Travaux neufs et de grosses réparations :

Dépense prévue.....	128,800 fr.

Savoir :		
Emprunt a la Caisse des chemins vicinaux	105,800 fr.	128,800 fr.
Contingents communaux.....	13,026 »	
Subvention de l'État (exécution de la loi du 12 mars 1880).....	9,974 »	

Amortissement d'emprunt à la Caisse des chemins vicinaux.

L'emprunt réalisé d'après les prévisions au 31 décembre 1884 s'élèvera à 115,480 fr. L'amortissement à raison de 4 % sera de 4,619 fr. 20 dont :		
4/5 à la charge du département (centimes extraordinaires sous-chapitre 17).....	3,695 fr. 36	4,619 fr. 20
1/5 à la charge des communes (produits éventuels extraordinaires)...	923 fr 84	

Vœux (suite donnée).

1° *Projet de redressement du chemin de grande communication n° 69, entre Deûlémont et le Pont-Rouge.* — Le dossier du redressement du chemin de grande communication n° 69, à Deûlémont fait l'objet d'une conférence mixte ; il pourra être soumis à l'enquête dès que l'administration supérieure aura statué sur les résultats de cette conférence.

2° *Abaissement de la côte de l'Ermitage sur le chemin de Grande Communication n° 10.* — Un rapport spécial, avec plans et estimation, sera produit sur cette affaire qui a nécessité une conférence entre les Ingénieurs du Nord et ceux du Pas-de-Calais.

3° *Chemin de grande communication n° 9. — Rectification entre le hameau du Laboureur et Wattrelos.* — Sur la demande de M. le Maire de Wattrelos un nouveau projet de rectification du chemin n° 9 entre Roubaix et cette commune a été étudié ; il est soumis à l'examen du Conseil municipal de Wattrelos.

4° *Chemin de grande Communication n° 25. — Contingents de Sin-le-Noble, Rieulay et de Masny* — MM, les Ingénieurs ont produit un projet de révision des contingents communaux pour l'entretien du chemin de grande communication n° 25. Ce projet est actuellement soumis à l'examen et à l'avis de la Comm ssion de surveillance du chemin. Les Conseils municipaux des communes intéressées seront ensuite consultés, le Conseil d'Arrondissement sera également appelé à donner son avis et les pièces de l'affaire seront soumises ultérieurement à la décision du Conseil Général.

5° *Vœu que le chemin d'intérêt commun n° 32 bis, reliant la gare de Roost-Warendin à la gare de Râches, soit classé de grande commmnication ;*

Et que. la portion du chemin n° 32, *allant de Roost-Warendin à la route nationale n°* 17, *actuellement classée de grande communication, soit déclassée et devienne chemin vicinal ordinaire.*

L'instruction de cette affaire n'est pas terminée.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

Chemins d'intérêt commun (4e B.).

J ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef sur la situation des chemins d'intérêt commun dans le département.

Les chemins d'intérêt commun avaient, au 31 décembre 1883, une longueur totale de 1,312 k. 494 mètres répartie ainsi qu'il suit .

	ANCIEN RÉSEAU.	NOUVEAU RESEAU.	CHEMINS stratégiques.	TOTAL.
Longueur a l etat d'entretien ou de viabilité.....	k. m. 776.764	k. m 430 143	k m. 79 770	k. m. 1 286 647
Longueur en construction	»	7.138	12.018	19.156
— en lacune	146	415	6 130	6 691
Total.	776.910	437.666	97.918	1.312.494

Le rapport de M. l'Agent-Voyer en Chef contient des détails intéressants sur les opérations effectuées en 1883 par le service vicinal, et notamment sur l'état d'avancement des deux réseaux de chemin d'intérêt commun ainsi que sur les travaux projetés en 1885. Je prie le Conseil général de vouloir bien se reporter à ce document, auquel je me réfère entièrement.

M. le Ministre de l'Intérieur a fixé à 1.200.000 francs le crédit de réalisation à la caisse des chemins vicinaux accordé au département du Nord pour l'exercice 1885. Les autorisations d'emprunt accordées aux communes pour le réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires s'élèvent à..... ..... 90,000 francs.
et les réalisations nécessaires pour le service des chemins de grande communication sont de..... ..... 105,800 »

Total..... 195,800 »

Le crédit de réalisation s'élevant à..... ..... 1,200,000 »
il reste applicable aux chemins d'intérêt commun de l'ancien et du nouveau réseau..... 1,004,200 »

La répartition de cette somme est indiquée au projet de budget pour 1885 et dans l'état n° 2 des subventions à allouer, par application de la loi du 12 mars 1880.

Les crédits d'entretien des chemins d'intérêt commun ont été fixés par le Conseil général dans sa dernière session d'avril. Ces crédits sont portés au projet de budget pour l'exercice 1885.

L'assemblée, dans cette même session, a arrêté, en principe, le programme des travaux de grosses réparations à faire en 1885, et a fixé l'ordre de priorité de ces travaux dont la dépense est imputable sur l'emprunt à la caisse des chemins vicinaux autorisés par les lois des 30 juillet 1880 et 17 juillet 1882.

Les propositions budgétaires pour l exercice prochain se résument ainsi qu'il suit :

Budget rectificatif de 1884.

Un crédit de 12,000 francs est inscrit au budget rectificatif de 1884, pour permettre l'achèvement du pavage du chemin d'intérêt commun n° 57, sur le territoire de St-André, où la circulation est très difficile pendant l'hiver.

En outre, un crédit de 5.000 fr. est proposé pour acquisition de deux rouleaux compresseurs pour le cylindrage des chaussées empierrées. Cette dépense est demandée en vue de donner satisfaction au vœu émis par le Conseil général dans sa session d'août 1883.

Budget ordinaire de 1885.

1° Entretien des chemins d'intérêt commun		1,007,649 »
Dont au compte du département.....	493,162 »	
Au compte des communes.....	493,162 »	
Subventions industrielles.....	21,325 »	
Total.....	1,007,649 »	
2° Entretien des chemins stratégiques (1re catégorie).....		39,190 »
Dont à la charge de l'État.....	4,519 »	
A la charge du département.....	19,295 »	
A la charge des communes	15,376 »	
Total.....	39,190 »	
3° Entretien des chemins stratégiques (2e catégorie).....		46,640 »
Dont à la charge de l État.....	19,531 »	
A la charge du département..... ...	27,109 »	
Total.....	46,640 »	
4° Personnel. Frais généraux et dépenses diverses.....		218,000 »
Ensemble.....		1,311,479 »

Les dépenses diverses comprennent un crédit de 2,500 francs, afin de commencer pour les chemins d'intérêt commun, l'exécution des plans d'alignement des traverses des communes. Ce travail, qui répond à un besoin réel, serait entrepris dans les communes qui s'engageraient à participer pour la moitié des dépenses, l'autre moitié étant supportée par le département jusqu'à concurrence du crédit ouvert au budget. L'établissement des plans d'alignement des traverses serait confié aux Agents-Voyers et coûterait 250 fr. par kilomètre.

Budget extraordinaire de 1885.

Travaux d'achèvement :

Ancien réseau (Loi du 17 juillet 1872)	Emprunt de 1,200.000 fr. contracté pour la restauration des chemins de grande communication et d'intérêt commun. — Dépense proposée en 1885.		
	Chemins de grande communication.....	105.800	322.200 »
	Chemins d'intérêt commun	216.400	
	(Voir le détail au sous chapître 18 § 2 du budget de 1885).		
Nouveau réseau (Loi du 30 juillet 1880)	Emprunt de 6.287,600 fr. pour les travaux de restauration des chemins d'interêt commun du nouveau réseau et des chemins stratégiques. — Dépense proposée en 1885.		
	Chemins d'intérêt commun...	787.800	1.576.400 »
	Chemins stratégiques	788.600	
	(Voir sous-chapître 18 § 1er du budget de 1885.		
	Total des dépenses à couvrir par les fonds d'emprunt.		1.898,600 »

Amortissement des emprunts.

§ 1er. — Chemins d'intérêt commun. Réseau de 1400 kilomètres. Emprunt de 6.287.600 fr (Loi du 30 juillet 1880).

Les réalisations à prévoir au 31 décembre 1884 s'élèvent à la somme de		2.423.100 »
Qui exigera en 1885 un amortissement de.....		96 924 »
Mais il faut déduire de ce chiffre :		
1° Le 1/5 à prendre en charge par les communes sur 1.558.383 fr. 54 soit	12.467 07	
2° La part du Ministère de la Guerre dans la construction des chemins stratégiques sur 864.716,46 une somme de..	13.120 »	
Ensemble.....		25.587 07
Reste à la charge du département.....		71.336 93

§ 2. — Chemins de grande communication et d'intérêt commun. (Ancien Réseau). Emprunt de 1 200.000 fr, (Loi du 17 juillet 1882).

Les réalisations à prévoir au 31 décembre 1884 s'élèvent à...	356.040 »
L'amortissement en 1885 exigera une somme de	14.241 60
dont le 1/5 est à la charge des communes	2.848 32
Reste à la charge du département	11.393 28

En résumé. l'amortissement des emprunts en 1885 pour le service des chemins d'intérêt commun et de grande communication exigera une dépense de 111.165 60

qui sera couverte comme suit :

Fonds du département. Crédit proposé au sous-chapître 17 § 1er, art. 7	82.730 21
Fonds des communes. — Crédit d'ordre inscrit en recette et en dépense (sous-chapitre 19).....	15.315 39
Fonds de l'État. — Chemins stratégiques (idem)	13.120 »
Total égal.....	111.165 60

Les propositions de crédit à inscrire pour ce service s'élèvent donc à la somme de..... ..... 3.576.796 60

ainsi décomposée .

Budget rectificatif de 1884 (Crédits proposés). . ....., ...		17.000 »
Budget ordinaire de 1885 :		
1° Entretien des chemins d'intérêt commun.....		1.007.649 »
Part du département.....	493.162 »	
Contingents communaux et industriels.....	514 487 »	
Total égal.....	1.007.649 »	
2° Entretien des chemins stratégiques.		
Part du département	46.404 »	85.830 »
Contingents communaux	15.376 »	
Subvention de l'État	24.050 »	
3° Travaux neufs des chemins d'intérêt commun.		
Part contributive des communes	123.975 »	235.552 »
Subvention demandée à l'État	111.577 »	
4° Personnel et dépenses diverses.....		218 000 »
5° Secours aux communes nécessiteuses		10.000 »
Total du budget ordinaire.....		1.557.031 »

Budget extraordinaire de 1885

Travaux imputables sur fonds d'emprunt.....	1 898.600 »
Amortissement des emprunts contractés en vertu des lois des 30 juillet et 17 juillet 1882	111.165 60
Réserve pour travaux imprévus	10.000 »
Total.	2.019.765 60

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire ces crédits d'ensemble 3 576.796 60 au budget départemental de 1885 et la somme de 17 000 fr. au budget rectificatif de 1884.

Voeux (suite donnée).

1° *Classement d'un chemin d'accès à la gare de Wavrin.* — Les Conseils municipaux des communes intéressées sont actuellement appelés à délibérer sur le classement proposé. Si l'instruction peut être terminée, l'affaire fera l'objet d'un rapport spécial au Conseil général dans cette présente session.

2° *Chemin n° 166 d'Orchies à la Belgique. Modification du tracé au territoire d'Aix.* — Cette affaire a fait l'objet d'une enquête dont les résultats ne me sont pas encore parvenus. J'espère être en mesure de pouvoir soumettre des propositions spéciales au Conseil général en cours de session.

3° *Construction du chemin n°* 183 *de Valenciennes à Bruay.* — Les travaux sont en cours d'exécution et seront terminés prochainement

4° *Amélioration d une rampe dans la traverse de Favril, à la jonction du chemin de grande communication n° 72 et du chemin n°* 213, *de la Groise à Floyon.* Les pièces de l'instruction sont ci-jointes. Les travaux compris au projet présenté sont d'une utilité incontestable, puisqu'il s'agit de rectifier des pentes s'élevant à près de 10 %. Leur exécution, qui imposerait une dépense de 17,200 fr., donnerait satisfaction au vœu émis par le Conseil général dans ses séances des 24 août 1882 et 29 août 1883. C'est à l'assemblée qu'il appartient de décider s'il y a lieu d'admettre ces travaux en augmentation du crédit qui a été alloué pour l'achèvement du chemin d'intérêt commun n° 213.

5° *Chemin n° 227. Grosses réparations.* — Les travaux seront commencés cette année. Un crédit complémentaire est prévu au programme de 1885 approuvé par le Conseil général dans sa session d'avril

6° *Achèvement du chemin n° 219. — Pont sur la Sambre.* — Un complément d'instruction a été demandé par la Commission mixte des travaux publics. Le service vicinal s'est livré à de nouvelles études qui devront faire l'objet d'une conférence avec le génie militaire.

L'instruction de l'affaire sera poursuivie le plus activement possible.

Chemins vicinaux ordinaires. (4e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, tant du réseau subventionné que du réseau non subventionné.

Les chemins vicinaux ordinaires présentaient, au 31 décembre 1883, une longueur totale de 5,935 k. 099 m., répartie ainsi qu'il suit :

	RÉSEAU subventionné	RÉSEAU annexe	RÉSEAU non subv	TOTAL.
	k m	k m	k m	k m
Longueur a l'état d'entretien ou de viabilité....	2.201.590	1 935.193	336 685	4 473 468
Id. en construction	75.811	» »	6 650	82 461
Id. en lacune	145 747	» »	1 233.423	1 379 170
TOTAL	k m 2 423 148	k m 1 935 193	k m 1 576 758	k m 5.935 099

La longueur du réseau subventionné, qui s'élève à 2,700 kilomètres, y compris 276 k. 852 m. classés parmi les voies de communication d'un ordre supérieur, est entièrement répartie.

Les travaux d'achèvement des chemins vicinaux ordinaires sont poussés aussi activement que le permettent les crédits ouverts à la caisse des chemins vicinaux

Dans sa session d'avril 1884, le Conseil général a approuvé le programme des travaux à exécuter en 1885 sur les chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné. Ces travaux seront entrepris jusqu'à concurrence du crédit d'autorisation qui sera accordé par M. le Ministre de l'Intérieur.

Le crédit porté au projet de budget de l'exercice 1885 pour subvention en vue d'aider les communes à entretenir leurs chemins vicinaux ordinaires s'élève à 231,000 fr., soit une augmentation de 14,000 fr. sur le crédit de l'année dernière. Pour répondre au désir exprimé par le Conseil général dans sa session d'août 1883, j'aurais voulu que cette augmentation fût plus importante, mais la situation financière du département ne permet pas de faire davantage, quant à présent.

La subvention ne sera, comme les années précédentes. accordée aux communes que sous la condition qu'elles voteront, outre les trois journées de prestation et les 5 cent. ordinaires, les 3 cent extraordinaires autorisés par la loi du 24 juillet 1867. M. l'Agent-Voyer en chef a préparé les tableaux de répartition des subventions pour l'année 1885. Les délibérations des Conseils municipaux relatives au vote des ressources vicinales de l'exercice prochain ne sont pas toutes parvenues à la préfecture. Ces subventions pourraient être fixées conformément aux indications des tableaux N° 3 ci annexés, mais sous la réserve que les communes rempliront les conditions exigées pour avoir droit à la répartition dont il s'agit. Cette répartition entre les communes est faite suivant les règles admises les années précédentes, en prenant pour base quatre éléments distincts.

1° Le degré de pauvreté des communes;
2° Les avantages retirés des voies d'un ordre supérieur;
3° Les sacrifices faits par les communes;
4° La circulation.

Les propositions budgétaires de M. l'Agent-Voyer en chef en ce qui concerne le service des chemins vicinaux ordinaires en 1885 se résument ainsi qu'il suit :

BUDGET ORDINAIRE DE 1885.

Secours aux communes nécessiteuses (même crédit qu'en 1884)...	10.000 »	

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE 1885.

Subvention spéciale pour travaux d'entretien des chemins vicinaux ordinaires.....	231.000 »	1.130.393 60
Subvention départementale pour l'amortissement des emprunts à la caisse des chemins vicinaux	899.393 60	
Total...		1.140 393 60

Ces propositions me paraissant convenablement justifiées, je prie le Conseil général de vouloir bien voter les crédits demandés.

VŒUX. (Suite donnée).

1° Warhem. — Ouverture d'un chemin sur la rive Nord de la Basse Colme. — Le projet a été soumis au Conseil municipal de Warhem. La délibération vient seulement de parvenir à la préfecture. L'instruction de l'affaire se poursuit.

2° Maroilles et Landrecies. — Chemin des Fayts à Landrecies. Vœu que la commune de Maroilles soit mise en demeure de réparer ce chemin sur son territoire. — Cette affaire fera l'objet d'un rapport spécial,

Art 1er. — **Chemins de fer d'intérêt local. — Frais de contrôle** (5e B.).

Aux termes de leurs cahiers des charges, les Compagnies de chemins de fer d'intérêt local doivent payer pour les frais de contrôle de l'exploitation de leurs lignes, une somme de 100 francs par kilomètre de chemin de fer exploité. En outre, la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Denain au Catelet doit, aux termes de l'article 65 de son cahier des charges, payer 50 fr. par kilom. de chemin de fer concédé et par an, pour les mêmes frais.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport par lequel M. l'Ingénieur en chef du département propose d'arrêter à la somme de 2.905 fr. 68 le règlement des frais de contrôle qu'auront à payer les diverses Compagnies concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local pendant l'année 1885.

Savoir :

1° Bapaume à Marcoing.....	5,477m05	à 100 fr.	par k. soit	547 70
2° Denain au Catelet	47,159 66	à 50 fr.	par k. soit	2,357 98
Total égal.....				2,905 68

J'inscris cette somme en recette au budget ordinaire de 1885, et je prie le Conseil général de vouloir bien en allouer le montant au sous-chapitre IV § 2 du même budget.

Art. 1er. — **Tramways concédés par le département du Nord. Frais de contrôle** (4° B.)

Aux termes de l'article 37 de son cahier des charges, la Compagnie concessionnaire du tramway à traction de locomotives entre Fournies et Wignehies doi payer une somme de 50 francs par kilomètre de voie concédée pour les frais de contrôle.

Le décret déclaratif d'utilité publique a été signé le 2 août 1882; la longueur du tramway devant être de 10,657m50, la Compagnie aura à verser la somme de 532 fr. 87 cent. pour l'exercice 1885.

J'inscris une somme de 532 fr. 87 cent. au budget ordinaire de 1885, et je prie le Conseil général de vouloir bien en allouer le montant au sous-chapitre IV § 2, du même budget.

DESIGNATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885 — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposees pour 1885. En plus.	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposees pour 1885. En moins.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE V. **ENFANTS ASSISTÉS.** (Loi du 5 mai 1869)					
Art. 1er. — Dépenses du service intérieur.					
1° Nourrices sédentaires et layettes pour un nombre moyen de 170 à 220 enfants ..... 3.000 »					
2° Frais de séjour dans les hospices pour un nombre moyen de 125 enfants au-dessous de 12 ans ..... 32.000 »					
Id. 40 enfants de 12 à 21 ans..... 13.000 »					
Montant des dépenses intérieures.... 48.000 »					
Dépenses du service extérieur pour un nombre moyen de 1,526 enfants.	230,000 »	230,000 »	» »	» »	
829 enfants secourus, 6 enfants trouvés, 473 enfants abandonnés, 118 orphelins pauvres, à raison d'un prix moyen de 119 fr. 25, calculé :					
1° Secours temporaires ..... 61.000 »					
2° Vêtures..... 27.000 »					
3° Mois de nourrice, pensions, allocations règlementaires, frais de placement, de maladie, etc. 94.000 »					
Montant des dépenses extérieures..... 182.000 »					
Total du sous-chapitre V.....	230,000 »	230,000 »	» »	» »	

Art 1er. — **Enfants assistés.** (2e B)

(Loi du 5 mai 1869).

Les dépenses faites en 1883, d'après le compte au 1er mai 1884 et celles proposées pour l'exercice 1885, se décomposent comme suit :

Art. 1er. — Dépenses du service intérieur.

	DÉPENSES FAITES en 1883	SOMMES PRÉVUES pour 1885.
1° Frais de séjour dans les hospices pour un nombre moyen de 125 enfants au-dessous de 12 ans...	41.478 30	45.000 »
Id. 40 enfants de 12 à 21 ans.....		
2° Nourrices sédentaires et layettes pour un nombre moyen de 170 à 220 enfants	2.624 35	3.000 »
Montant des dépenses intérieures.....	44.102 65	48.000 »

Dépenses du service extérieur pour un nombre moyen de 1,526 enfants.

829 enfants secourus, 6 enfants trouvés, 473 enfants abandonnés, 118 orphelins pauvres à raison d'un prix moyen de 119,25, calculé :

1° Secours temporaires	64.514 70	63.000 »
2° Vêtures	25.332 09	25.000 »
3° Mois de nourrice, pensions, allocations réglementaires, frais de placement, de maladie, etc....	77.013 75	85.700 »
4° Traitement des trois employés spéciaux attachés à ce service et indemnités annuelles.....	6.600 »	6.600 »
5° Indemnité au chef de la 3e division.....	600 »	600 »
6° Indemités aux préposés des hospices dépositaires de Lille et Dunkerque.....	600 »	400 »
7° Enfants du 1er âge	561 25	700 »
Montant des dépenses extérieures.....	175.221 79	182.000 »
Report du service intérieur.....	44.102 65	48.000 »
Total du sous-chapitre V	219 324 44	230.000 »

Le crédit proposé pour 1885 est le même que celui qui a été alloué en 1884.

Il permettra de faire face à tous les besoins du service et d'assurer les améliorations proposées.

Placements. — En vertu de la décision du Conseil général en date du 28 août 1883, le prix de pension payé aux nourriciers a été relevé à partir du 1er janvier 1884. Cette mesure a rendu plus faciles les placements à la campagne et peu d'enfants séjournent actuellement dans les hospices. La présence à Cambrai d'un sous-inspecteur chargé spécialement du service dans cet arrondissement a aussi contribué à produire ce résultat.

Les enfants sont, en général, placés dans de bonnes conditions, et je suis heureux de constater que la mortalité, qui avait été en 1882 de 5,28 °/° sur la population des enfants, est descendu en 1883 à 4,73 °/°.

Fréquentation des écoles. — Aux termes des instructions, les nourriciers sont tenus d'envoyer régulièrement en classe les enfants de 6 à 13 ans. Tous ces enfants sont l'objet de la part des instituteurs et institutrices des mêmes soins et des mêmes attentions que les autres élèves placés sous leur direction.

Secours temporaires. — Les secours temporaires qui, en 1872, occasionnaient une dépense annuelle de 32,767 francs 19 cent., ont donné lieu, en 1883, à une dépense de 64,514 fr. 70 c. Ils ont été appliqués à 829 enfants naturels.

Loin d'être une prime à la débauche, ils sont au contraire un bienfait, car ils facilitent presque toujours aux filles-mères le moyen de se réhabiliter, en leur permettant de remplir leurs devoirs de mère, de se moraliser par la présence de leur enfant, et d'arriver à le faire légitimer.

Ce mode d'assistance a toujours été préconisé par le Conseil général du Nord, et son influence est des plus heurense pour la conservation de tant de jeunes existences.

Situation générale du service. — Le rapport produit par M. l'Inspecteur départemental des enfants assistés et les tableaux à l'appui donnent tous les renseignements habituels et désirables sur tous les détails de cet important service.

Je ne puis donc que m'y référer et je me bornerai, sur ce point, à résumer dans le tableau ci-après, la comparaison des résultats constatés au 31 décembre 1882, avec ceux accusés au 31 décembre 1883.

Relevé numérique des enfants assistés. — Les enfants recueillis ou secourus temporairement par l'assistance départementale étaient, le 31 décembre 1883, au nombre de 2,060, savoir ;

Enfants de 1 jour à 12 ans.....	597
Enfants de 12 à 21 ans, dits pupilles de l'assistance...	634
Enfants secourus temporairement.....	829
Total égal.....	2.060

Comparaison entre 1882 *et* 1883. — La comparaison de cette situation avec celle qui a été constatée au 31 décembre 1882, présente les résultats suivants :

	NOMBRE au 31 d cembre 1883	NOMBRE au 31 decembre 1882	AUGMENTATION pour 1883	DIMINUTION pour 1883
1° *Enfants de 1 jour à 12 ans*				
Enfants trouvés.....	6	8	»	2
Enfants abandonnés	473	466	7	»
Orphelins pauvres	118	109	9	»
	597	583	16	2
2° *Pupilles de l'assistance, de 12 à 21 ans.*				
ci.....	634	660	»	26
3° *Enfants secourus temporairement.*				
ci.....	829	688	141	»
RÉSUMÉ.				
1re Catégorie.—Enfants de 1 jour à 12 ans	597	583	16	2
2e id. id. de 12 à 21 ans.	634	660	»	26
3e id. id. secourus temporairement.....	829	688	141	»
Soit une augmention totale de.....		129 enfants.		

Les dépenses de l'année 1883, y compris les restes de l'année 1882, se sont élevées à la somme de 223,166 fr. 63 c., ainsi décomposée :

Dépenses intérieures.....	44.867 92
Dépenses extérieures.	178.298 71
Total égal.....	223.166 63
Les ressources spéciales affectées par les lois aux dépenses de ce service et encaissées à titre de produits éventuels se sont élevées à...,.....	56.593 03
Reste à la charge du département.....	166 573 60

En résumé, la comparaison entre les dépenses de 1883 et les crédits proposés pour 1885, donne les résultats suivants :

	DÉPENSES de 1883	CRÉDITS PROPOSÉS pour 1885
Dépenses intérieures.....	44 867 92	48.000 »
Dépenses extérieures.	178.298 71	182.000 »
Totaux.....	223 166 63	230 000 »

Il sera pourvu à ces dépenses au moyen de l'inscription en recettes :

1° Du 1/5 des dépenses intérieures à la charge de l'État	9.124 »
2° Du 1/5 des dépenses extérieures à la charge des communes, lequel serait réparti entre toutes les communes, au prorata de leurs ressources ordinaires, conformément aux décisions du Conseil général.....	34.596 »
3° Du tiers du produit des amendes de police correctionnelle, ci, par prévision.....	11.400 »
4° D'un prélèvement sur les ressources ordinaires du département, etc	174.880 »
Total égal.....	230.000 »

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire, au sous-chapitre 5 du budget de 1885, le crédit de 230,000 fr. nécessaire pour assurer la marche de ce service.

DESIGNATION DES DEPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884	BUDGET de 1885 — PROPOSITIONS du Prefet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposées pour 1885. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884, et celles proposées pour 1885. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE VI. **ALIÉNÉS.** Art. 1er — Dépenses pour un nombre moyen de 1,441 aliénés des deux sexes, et à raison de 366 fr. 55 pour la pension annuelle de chaque aliéné..... 528.199 »					
Frais de transport et de nourriture en route des aliénés indigents qui appartiennent au département..... 1.801 »	530,000 »	530,000 »	» »	» »	
Total des dépenses..... 530.000 »					
Total du sous-chapitre VI.... .	530,000 »	530,000 »	» »	» »	

Aliénés. —Dépenses de 1885 (2e B.).

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents à la charge du département du Nord, pendant l'année 1883, ont été réglées comme suit ;

Asile de Bailleul, 305,240 journées à 1 fr.....	305 240 »
Asile d'Armentières, 202.690 journées à 1 fr. 15 c	233.094 75
Total.....	538.334 75
Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite	21.300 44
Total des dépenses de l'exercice 1883.....	559.635 19
Les dépenses prises en charge par les communes, les familles et l'État se sont élevées à.....	236.409 94
Reste à la charge du département	323.225 25

Dans sa session d'août 1882, le Conseil général du Nord a décidé qu'il y avait lieu d'accorder provisoirement et pour l'année 1883 seulement, une augmentation de 0 fr. 05 au prix de journée de malade à l'asile d'Armentières. Ce prix a été ramené à 1 fr. 10 pour l'exercice 1884.

Propositions budgétaires pour 1885.

D'après cet exposé, les propositions budgétaires de 1885 en ce qui touche les asiles d'aliénés pourraient être réglées comme suit :

Les aliénés des deux sexes étaient au nombre de 1.441 au 1er janvier 1884 dans les asiles de Bailleul et d'Armentières.

Savoir :

Bailleul.....	836
Armentieres	555
Total.....	1.441

soit une augmentation de 65 sur le chiffre des propositions budgétaires de 1884.

Les journées de présence dans ces asiles pendant l'année 1883 se sont élevées à 507,930.

Ainsi réparties :

Bailleul.....	305.240 journées à 1 fr.
Armentières	202.690 id. à 1 fr. 10.

Si l'on prend ce nombre de journées pour base des propositions de 1885 et que l'on applique respectivement les prix de 1 fr. et 1 fr. 10 fixés pour l'exercice courant, la dépense à prévoir pour l'année 1885 s'établira comme suit :

		SOMMES Résultant du compte de 1883		A prévoir pour 1885	
Bailleul.....	305.240 jours à 1 fr..... 305.240 »	528.199	»	528.199	»
Armentières	202.690 jours à 1 fr. 10.... 222.959 »				
Frais de transport, de conduite, de nourriture en route, de séjour temporaire aux asiles d'aliénés d'autres départements et dans les hospices..		21.300 44		1.801	»
Total du Sous-Chapitre 6		549.499 44		530.000	»

Le crédit inscrit au budget de 1884 est le même que celui de l'exercice courant. Il sera sans doute insuffisant, le nombre des aliénés croissant chaque année d'une manière considérable, puisqu'il atteint déjà, au 1er janvier dernier, un chiffre supérieur de 65 au nombre d aliénés existant le 1er janvier 1883 dans les deux asiles.

Les communes et les familles sont intervenues en 1883 pour les sommes suivantes dans la dépense d'entretien des aliénés des deux sexes, savoir :

Communes	208.314 75
Familles	22.315 74
L'État et les départements.....	5.779 45
Total.....	236.409 94

Conformément à la délibération prise par le Conseil général, dans sa séance du 24 août 1880, les sommes à prévoir en recettes au budget de 1885 devront être établies comme suit :

Savoir :			
Contingent des familles.....	22.000	217.000	»
Contingent des communes.....	195.000		
Par conséquent la charge du département se trouve fixée à.		313.000	»
Total égal au crédit demandé pour 1885		530.000	»

J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription de cette somme au sous-chapitre VI du budget de 1885.

L'Assemblée départementale est appelée, en outre, à fixer la proportion du concours des communes dans la répartition de cette dépense.

J'ai l'honneur de lui proposer de la maintenir comme suit :

		ALIÉNÉS DANGEREUX	ALIÉNÉS NON DANGEREUX
1°	Communes de 100,000 fr. de revenus et au-dessus...	48 p. %	58 %
2°	id. 50,000 fr. à 100,000 de revenus.....	40	48
3°	id. 20,000 fr. à 50,000	34	40
4°	id. 5,000 fr. à 20,000.	28	34
5e	id. 1,000 fr. à 5,000..... ..	24	31
6°	id. au dessous de 1,000.	21	24

Asile d'Armentières. — Demande d'augmentation du prix de journée des aliénés indigents à la charge du département. (2e B.).

Dans sa session d'Août 1882, le Conseil général du Nord a été appelé à examiner une demande d'augmentation du prix de journée des aliénés indigents à la chage du département et en raison de l'importance de la question il a nommé une Commission de neuf membres avec mission de se livrer à une étude approfondie de cette affaire et de lui présenter des propositions motivées pour sa réunion d'Avril suivant.

Cette commission dans un remarquable rapport et après s'être rendue sur les lieux, a conclu comme suit :

1° Les ressources de l'asile d'Armentières sont suffisantes, sans le secours d'une augmentation du prix de journée fixé à 1 f. 10 pour faire face à ses charges actuelles. Ces ressources sont destinées à s'accroître, lorsque les terres de la ferme Godefroid seront entrées en plein rapport et doivent devenir suffisantes pour gager un emprunt si l'érection de nouveaux bâtiments était ultérieurement reconnue nécessaire ;

2° Les constructions actuelles de l'asile suffisent, et au delà pour loger les aliénés à la charge du département.

Il n'y a pas lieu d'en entreprendre de nouvelles.

Le service religieux seul est en souffrance. Il importe d'y pourvoir sans retard. Il y a lieu d'examiner si, sans construire la chapelle prévue au plan d'ensemble, il n'est pas possible de lui donner satisfaction en la transportant dans la grange de l'ancienne ferme, préalablement mise en état pour recevoir cette destination. Le Conseil général prie M. le Préfet de vouloir bien faire faire aussitôt cette étude :

3° Le mur d'enceinte réclamé par M. le Directeur n'est pas absolument nécessaire. Dans l'état d'incertitude sur l'avenir destiné à l'asile d'Armentières, on ne doit y entreprendre que les travaux complètement indispensables au traitement des malades à la charge du département ;

4° Il n'y a point lieu de maintenir en 1884, l'augmantation de 5 centimes du prix de journée accordée par le Conseil général au budget de 1883, pour l'entretien à l'asile des aliénés à la charge du département ; le prix de journée sera ramené en 1884, au taux antérieur de 1 fr. 10.

Ces conclusions ont été unanimement approuvées par l'Assemblée départemenale.

J'ai adressé une ampliation de cette délibération à M. le Directeur de l'asile d'Armentières le 8 juin 1883, en l'invitant à bien se pénétrer des recommandations de cet important rapport et à se conformer ponctuellement aux observations qu'il renferme.

M. le Directeur a répondu à cette communication dans son rapport administratif de l'exercice 1883, qui doit être transmis à M. le Ministre de l'Intérieur, dans les termes suivant :

Observations de M. le Directeur sur la délibération du Conseil général.

Monsieur le Préfet,

« J'ai l'honneur de vous adresser, en double expédition, mon rapport administratif de « l'année 1883.

« Les résultats de cet exercice ont été assez satisfaisants.

« Les produits de notre exploitation maraîchère et agricole qui entrent dans l'alimen-

tation ont été abondants. Le blé acheté au dehors n'a pas dépassé en moyenne le prix de » 22 fr. 07 l'hectolitre de 80 kilog. et la viande fournie par adjudication n'a coûté que » 1 fr 29 le kilog.

» Ces deux circonstances réunies ont fait que le prix de revient de la journée de l'aliéné indigent qui avait été de 1 fr. 263370 en 1881, et de 1 fr. 254719 en 1882 ne s'est » élevé en 1883 qu'à 1 fr. 207.

» Et comme le Conseil général avait voté en 1883, 1 fr. 15 pour l'entretien des aliénés » du département, l'asile ne se trouve avoir perdu sur ces aliénés que la différence entre » 1 fr. 15 et 1 fr. 207402 soit, sur 202690 journées, une somme de 11 634 fr. 81.

» L'exercice en cours ne sera probablement pas aussi favorable. On ne sait pas encore » ce que donneront les récoltes quelle que soit leur apparence. La moyenne du prix du » blé a été jusqu'ici inférieure à celle de l'année 1883, mais nous payons la viande 0 fr. 25 » centimes plus cher. L'augmentation de dépense de ce chef atteindra environ 10,000 fr. » et sera loin d'être compensée par la dépense moindre en blé.

» D'un autre côté, le Conseil général a ramené à 1 fr. 10 le prix de la journée des » aliénés du Nord, de sorte que la perte à prévoir sur ce chapitre peut être évaluée de » 20 à 25 mille francs.

» L'asile devra la prélever, comme il l'a fait jusqu'à ce jour, sur le revenu du capital » qui lui appartenait en propre et qui se trouve représenté par la valeur de son ancienne » ferme qui avait été acheté 172,000 fr. et par la vente du vieil asile qui a été payé » 600.000. Je néglige les bénéfices réalisés sur les pensionnaires.

» L'établissement dont la propriété n'est pas départementale, ce qui est incontestable » et incontesté du reste, devrait, ce me semble, être vis-à-vis du département du Nord, » dans la même situation que vis-à-vis du département de la Seine dont il traite un cer- » tain nombre d'aliénés en vertu d'un prix convenu.

» Il devrait pouvoir discuter ses droits et défendre ses intérêts, la rémunération payée » pour l'entretien des aliénés du département devrait être le résultat d'un accord inter- » venu entre le Conseil général et l'administration de l'asile. Mais les choses ne se » passent pas ainsi:

» Le Conseil général s'attribue le privilège de fixer seul le prix de la journée. Je ne » puis m'empêcher de faire ressortir ce qu'a d'anormal et d'injustifié cette habitude si pré- » judiciable aux intérêts de l'établissement qui paraîtrait condamné à rester inachevé si » elle devait se perpétuer. »

Le Directeur-médecin.
signé : DUBIAU.

Transmission à M. le Ministre de l'Intérieur.

En transmettant ce rapport à M. le Ministre avec les comptes et pièces justificatives de l'exercice 1883, je crus devoir faire remarquer que l'asile d'Armentières ne pouvait subsister que par les aliénés du département, attendu que le produit des pensionnaires sur un total de recettes d'ensemble 285.657 fr. 80 n'était que de 33.813 fr. 05.

De plus je fis observer que le reliquat définitif de l'exercice 1883 étant de	102 873 45
Et celui de l exercice 1882 seulement de	66 993 93
L'asile avait fait en 1883 un bénéfice de.	35.874 52

supérieur à celui de l'exercice précédent.

J'ajoutais que si l'asile d'Armentières s'appartenait à lui-même, il avait été constitué pour la plus grande partie au moyen des ressources du département.

En ce moment encore, cet établissement détient un prêt de 300.000 fr. du département qui lui a été avancé en 1874 par le Conseil général et qui est improductif d'intérêts.

J'estimais que les travaux indiqués par le Conseil général pourraient s'exécuter graduellement au fur et à mesure de la disponibilité des ressources, attendu que ces travaux n'avaient aucun caractère d'urgence.

Pour ces motifs, j'avais prié M. le Ministre de vouloir bien, pour le moment, ne pas donner suite aux propositions de M. le Directeur tendant à une augmentation du prix de journée que je trouvais suffisant pour assurer les services de l'asile.

Observations Ministérielles.

Par dépêche du 16 juillet dernier, M. Ministre m'a fait connaitre qu'il regrettait de ne pouvoir partager ma manière de voir en ce qui concerne l'observation formulée par la Commission de surveillance d'accord en cela avec le Directeur-médecin au sujet du prix de journée fixé par le Conseil général pour l'entretien des indigents du Nord.

« M. le Ministre expose que fixé en 1883, à 1 fr. 15 par le Conseil général, ce taux est » inférieur à la dépense réelle, 1 fr. 207,402 ; soit pour 202.690 journées de malades, une » perte de 11 634 fr. 81 pour l'établissement.

» Or l'Asile d'Armentières, ajoute M. le Ministre, n'est pas la propriété du département, » celui-ci lui est venu en aide, sans doute, au moyen de prêts qui lui ont facilité la réali- » sation d'améliorations indispensables, mais en réalité le département place ses aliénés à » des conditions très avantageuses, sans avoir eu à supporter les sacrifices qui incombent » à de rares exceptions près, à tous les départements.

» Il serait donc de toute justice que le prix de journée par lui payé, représentât la » dépense réelle de chaque malade. L'asile public d'Armentières n'est pas terminé du » reste, et M le Ministre estime qu'il serait bien désirable que son achèvement ne fût pas » renvoyé à une date trop éloignée. »

M. le Ministre a trouvé le comte régulièrement établi, mais il a cru devoir faire remarquer, ce qu'avait fait observer déjà en 1883 la Commission du Conseil général, que M. le Directeur portait à tort au chapitre des dépenses ordinaires une somme de 39.906 fr. 43, représentant l'annuité de l'emprunt contracté par l'Asile au Crédit Foncier. Cette dépense doit en effet être incrite au chapitre des dépenses extraordinaires de l'asile.

M. le Directeur la place au chapitre des dépenses ordinaires parce qu'il entend faire payer par le prix de journée toutes les acquisitions et constructions que l'asile à faites ou fera dans l'avenir.

Cette manière de procéder pourrait entrainer les plus grands abus, et elle permettrait d'augmenter en quelque sorte à volonté le prix de journée.

Il ne paraît donc pas possible de comprendre le montant de l'annuité dans le prix de la journée, et dès lors, l'application de la somme de 39.906 fr. 43 en déduction des dépenses ordinaires, réduit ce prix de 1 fr. 207402 à 1 fr. 02.

De plus M. le Directeur de l'Asile d'Armentières ne tient pas compte du prêt gratuit du département fait en 1874.

Si l'on admettait en effet, puisque l'asile prétend traiter le département du Nord comme celui de la Seine ou tout autre, que le Conseil général eût exigé seulement 4 % pour le taux d'intérêt de la somme de 300.000 fr. prêtée en 1874, (ce taux était de 5 % en 1874) l'asile devrait aujourd'hui au département, capital et intérêts une somme de 544.073 fr. 20 laquelle au taux actuel de 4,50 % des prêts de la caisse des dépôts et consignations, donnerait un intérêt de 24.583 fr. annuellement.

Par conséquent, en admettant même, ce qui n'est pas possible, que l'asile compte les frais d'amortissement de ses constructions dans le prix de journée, il perdrait sur 202 690 journées accusées en 1883 au taux de 1 fr 207.402 une somme de 11.633 fr, 56 et au taux de 1 fr. 10 payé en 1884, 21.769 fr., chiffre encore inférieur de près de 3.000 fr. au bénéfice que lui procure le prêt gratuit du département.

En résumé cette dernière somme de 3.000 fr. additionnée à celle de 39.906 fr. 43 dont il a été parlé ci dessus représente réellement le bénéfice que le département procure à l'asile chaque année et je ne tiens pas compte du travail gratuit des aliénés indigents qui permet à l'établissement d'exploiter ses terres dans des conditions exceptionnellement favorables.

Cette demande d'augmentation du prix de journée ne me parait donc pas fondée dans la situation actuelle des finances de l'asile qui a une recette disponible de 102.873 fr. 45.

M. le Directeur affirmait en 1882 que l'exploitation des nouvelles terres de l'asile ne pourrait jamais compenser le déficit de 7,469 f. 72 qu'il prévoyait sur l'exercice 1883.

Je n'ai pas partagé son avis à cette époque et je suis heureux de constater que ces prévisions ne se sont pas réalisées.

Au lieu du déficit précité, l'asile réalise en 1883 un excédent de recettes de 35,874 fr. 52.

En admettant que ce bénéfice soit réduit à 25.000 fr. en 1884, ce qui n'est pas démontré, rien ne s'oppose à ce que l'administration de l'asile prépare immédiatement un projet des travaux indispensables pour assurer son achèvement. Si l on suppose une dépense de 200.000 fr. nécessaire à cet effet, on pourra déjà prélever 50.000 fr. sur les fonds libres de 1883 et demander 150.000 fr. à l'emprunt.

Cette dernière somme, remboursée en 30 années, exigera une annuité de 9 706 fr. au taux de 5 % fixé actuellement par le Crédit Foncier. On voit donc que l'Asile peut être parfaitement terminé, sans que son administration soit tenue de recourir à une augmentation du prix de journée, que l'on ne pourrait accorder sans imposer de nouvelles charges aux contribuables. Le budget ne permet pas en effet dans sa situation actuelle de faire face à aucune dépense nouvelle et la Commission de surveillance, qui est investie de ma confiance, doit chercher à concilier les besoins réels de l'asile avec les nécessités financières du département.

Quant à l'augmentation dans le prix des vivres, c'est une éventualité qu'il ne parait pas y avoir lieu de prévoir cette année.

J'ai l'honneur de mettre les pièces de l'affaire sous les yeux du Conseil général et je crois, puisque, une Commission spéciale choisie dans son sein, a étudié cette question à fond, qu'il serait utile de lui renvoyer l'examen de ces nouvelles propositions afin que l'assemblée départementale puisse leur donner la suite qu'elles comportent.

DÉSIGNATION DES DEPENSES	SOMMES allouées au budget de 1884	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposées pour 1885 — En moins	DIFFERENCE — En plus.	OBSERVATIONS
SOUS-CHAPITRE VII. *Assistance publique.*					
Art. 1er Secours de route et frais de transport pour les voyageurs indigents (Circulaires du 8 décembre 1865 et du 1er mai 1867).....	1,600 »	1,600 »	» »	» »	
Art. 2. Indemnité pour la propagation ou la conservation de la vaccine (Circulaires du 26 mai 1803 et du 31 octobre 1814).....	6,000 »	6,000 »	» »	» »	
Art. 3. Secours aux Sociétés maternelles	5,500 »	5,500 »	» »	» »	
Art. 4. Protection des enfants du 1er âge. (Loi du 23 décembre 1874	60,075 »	64,000 »	» »	3,925 »	
Art. 5. Subvention aux Sociétés de secours mutuels. (Décret du 26 mars 1852)	3,000 »	3,000 »	» »	» »	
Art. 7. Bureau d'assistance judiciaire (Loi du 22 janv. 1851	840 »	840 »	» »	» »	
Art. 8. Subvention à l'œuvre du patronage des aliénées indigentes sorties guéries de l'asile de Bailleul.	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 9. Dépôt de mendicité, maison de refuge, de secours ou hospice départemental, établi à Lille pour les filles repenties. — Subvention du département pour contribuer aux dépenses ordinaires.....	6,750 »	6,750 »	» »	» »	
Art. 10. Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. — Entretien de mendiants du Nord	6,000 »	6,000 »	» »	» »	
Art. 11. Secours aux malades indigents	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Art. 12 Traitement maritime des enfants rachitiques ou scrofuleux	» »	20,000 »	» »	20,000 »	
Art. 13. Traitement médical de la scrofule à l'école (achat de médicaments).....	» »	3,000 »	» »	3,000 »	
Art. 14. Allocation pour le traitement des bègues indigents	2,000 »	2,000 »	» »	» »	
Art. 15. Entretien de sourds-muets et aveugles dans les institutions spéciales à Lille et à Ronchin (Circulaire du 2 juin 1834)	59,000 »	59,000 »	» »	» »	
Art. 16. Subvention à la Société de patronage des jeunes libérés.....	1,500 »	1,500 »	» »	» »	
Art. 17 Subvention en faveur de la Société de protection pour les engagés volontaires et autres militaires élevés dans des maisons d'éducation correctionnelle	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 18. Secours en faveur des familles des marins pêcheurs morts ou présumés péris à la pêche de la morue	500 »	500 »	» »	» »	
A reporter.....	154,765 »	181,690 »	» »	26,925 »	

DÉSIGNATION DES DEPENSES	SOMMES allouées au budget de 1884	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposées pour 1885 — en moins	DIFFERENCE — en plus	OBSERVATIONS.
Report	154,765 »	181,690 »	» »	26,925 »	
Art. 19. Secours en faveur de la caisse des marins qui vont à la pêche du poisson frais.....	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 20. Allocation destinée à venir en aide aux incendiés nécessiteux.....	2,000 »	2,000 »	» »	» »	
Art. 21. Secours dans le cas d'extrême misère, de disette locale ou d'accident	4,000 »	4,000 »	» »	» »	
Art. 22. Société de Sauveteurs du Nord	300 »	300 »	» »	» »	
Art. 23. Subvention à la Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer.....	150 »	150 »	» »	» »	
Art. 24. Subvention à la Société de patronage de l'enfance abandonnée ou coupable.....	100 »	100 »	» »	» »	
Art. 25. Subvention à la Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes...	200 »	200 »	» »	» »	
Art. 26. Société de sauvetage des naufragés.....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Total du sous-chapitre VII.....	163,015 »	189,940 »	» »	26,925 »	

Art. 1er. — **Voyageurs indigents. — Secours de route et moyens de transport** (2e B)

Les dépenses pour frais de transport et de secours de route aux voyageurs indigents se sont élevées, en 1883, à 1,562 fr. 44, savoir :

Secours de route.....	375 fr.	44
Transport par les voies rapides.....	1.101	»
Remboursement d'avances faites pour le compte du département du Nord..	86	»
Somme égale	1 562 fr	44

De cette somme, il y a lieu de déduire les remboursements à effectuer par les départements traversés pour les avances faites par le Nord et dont le montant entre dans les recettes éventuelles diverses du budget départemental, soit pour 1883..... 929 fr. 94

Les dépenses mandatées se sont trouvées réduites à 632 50

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien, comme pour les années précédentes, voter un crédit de 1,600 fr.

Art. 2. — **Vaccine.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec le rapport présenté par M. le Docteur Rey, et adopté par le Comité central de Vaccine. l état numérique des vaccinations et revaccinations opérées dans le département du Nord, pendant l'année 1883. Cette état se résume comme suit :

ARRONDISSEMENTS.	POPULATION	Naissances.	Vaccinations	Revaccinations.	VARIOLE		MORTS.		DÉFIGURÉS		Moyenne des vaccinations
					Après vaccination	Sans vaccination.	Après vaccination	Sans vaccination	Après vaccination	Sans vaccination	p 100
Avesnes....	199.870	4.906	3.982	113	28	3	»	»		»	81 15
Cambrai ...	194.888	5 161	3.979	305	41	21	1	3	9	10	77 10
Douai.....	128.191	3 779	2.547	475	»	»		»	»	»	67.30
Dunkerque .	128 514	4.764	3.077	624	109	6	24	8	11	»	64.50
Hazebrouck.	111.757	3.548	2 450	101	1	1	—	1	»		69 »
Lille.....	636.077	18 605	15.934	746	5	3	3	3	»	2	85 64
Valenciennes	203.932	6.277	4 014	35	10	»	»	»	»		63.94
Totaux....	1.603.259	47.040	35.983	2.399	194	34	25	15	20	12	76.. »

D'après les chiffres ci-dessus, la moyenne des vaccinations est de 76 % par rapport aux naissances ; mais bon nombre de praticiens ne fournissent pas de renseignements à l'administration, d'où l'on peut conclure que peu ou point d'enfants échappent aujourd'hui à la vaccine. Aussi bien, avec l'obligation de l'instruction. on ne pourra même plus constater de rares exceptions, car pour être admis dans un asile ou dans une école communale, les enfants doivent justifier qu'ils ont été vaccinés avec succès ou qu'ils ont eu la petite vérole.

La variole n'a point été constatée en 1883, dans le département, avec un caractère épidémique.

Le Comité central de vaccine se préoccupe toujours d'arriver à la régénération du vaccin à l'aide du cow-pox spontané. Il a été décidé qu'une prime de cent francs sera accordée à toute personne qui, ayant découvert le cow-pox, en aura fait usage d'une ma-

nière efficace, ou l'aura mis à la disposition d'un praticien qui en attestera l'efficacité. Jusqu'ici cette mesure n'a produit aucun résultat.

Le Conseil général a fixé à la somme de 6,000 fr. le crédit destiné à faire face aux dépenses du service de la vaccine ainsi qu'aux encouragements accordés aux praticiens qui fournissent annuellement des états à l'administration. Je prie l'assemblée de vouloir bien inscrire la même somme au budget de 1885.

Je joins au présent rapport :

1° La circulaire annuelle du 16 octobre 1883 ;

2° La liste des récompenses accordées pour les vaccinations opérées en 1883.

Art. 3. — **Sociétés de Charité Maternelle** (3° B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les comptes des Sociétés de Charité Maternelle de Lille, Douai, Valenciennes, Le Cateau et Maubeuge pour 1883.

La Société de Lille a distribué à 1,436 femmes une somme de	47.412 fr.	30 c.
La Société de Douai a réparti, sur 138 femmes, une somme de	3.616	60
La Société de Valenciennes a accordé à 191 mères, des secours s'élevant à.....	5.067	25
La Société du Cateau est venue en aide à 84 mères de famille pour une somme de.....	2.140	80
Et la Société de Maubeuge à 63 mères de famille pour une somme de.....	1.089	20

Ces Sociétés de Bienfaisance continuent donc à mériter tous les encouragements dont elles sont l'objet.

Les dames patronnesses apportent, d'ailleurs, dans l'accomplissement de leur mission de charité un zèle et un dévouement admirables, que je suis toujours très heureux de constater.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription, au budget de 1885, d'un crédit de 5,500 fr. à répartir de la manière suivante comme en 1884 :

Société de Lille.....	2.500
» de Douai.....	1.000
» de Valenciennes.....	1.000
» du Cateau.....	500
» de Maubeuge.....	500

Il a été alloué sur les fonds de l'État, en 1884, à la Société de Lille, 2,800 francs, à celle de Douai, 1,500 francs ; à celle de Valenciennes, 1,200 francs ; et à celles du Cateau et de Maubeuge, chacune 300 francs.

Art 4 — **Enfants du 1er Age. — Protection — Propositions budgétaires de 1885 et rapport sur la situation du service** (2e B.).

J'ai l'honneur de soumettre ci-après au Conseil général, en exécution de la loi du 23 décembre 1874, l'exposé de la situation du service de la protection du premier âge pendant l'année 1883.

Ce service fonctionne régulièrement depuis l'année 1880 ; dans son rapport ci-joint, M. l'Inspecteur des enfants assistés donne des détails complets sur les diverses parties qu'il comporte, sur les travaux produits et sur les améliorations qu'on pourrait encore y apporter.

Je me bornerai à résumer brièvement ce rapport et à donner mon appréciation sur les propositions qu'il renferme.

Exécution de la loi pendant l'année 1883.

Au 31 décembre 1882 le nombre des enfants soumis à la loi était de	2,315
Il en a été placé en 1883.....	3,628
To'al.....	5,943
Ont été soustraits à l'actionde la loi par retrait ou décès ou par l'effet de l'âge.....	3,602
Il en restait ainsi au 31 décembre 1883	2,341

Soit 26 de plus qu'à l'époque correspondante de l'année précédente.

Le nombre total des enfants protégés a dépassé de 739 le chiffre de 1882.

La moyenne des décès a été en 1883 de 8.93 % en augmentation peu sensible de 0,15 % sur le chiffre accusé en 1882 (8,78 %).

Le chiffre de 1880 était de 12,04 %. — C'est donc une diminution sur cette dernière année de 3,11 %.

Les causes des décès sont indiquées en détail dans un tableau inséré dans le rapport de l'Inspecteur.

On peut les attribuer pour la moitié environ à des maladies des organes digestifs ; cette proportion montre combien il est nécessaire de surveiller le mode d'alimentation auquel sont soumis les enfants.

Comité départemental.

Le Comité départemental s'est réuni six fois en 1883.

Parmi les vœux des Maires, des Commissions locales ou des Médecins Inspecteurs, le Comité a remarqué et a cru devoir particulièrement signaler à l'attention de M. le Ministre, celui de M. le Maire de Lille, tendant à la suppression du registre aux déclarations

des parents qui fait en quelque sorte double emploi avec le registre aux déclarations des nourrices ; et celui de M. le docteur Wertheiner qui a pour but d'entourer les nourrices des garanties assurées aux nourrissons : Le certificat médical prévu par l'article 8 de la loi doit établir que toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, est apte à remplir les devoirs dont elle va assumer la charge Cette prescription est très sage ; mais le nourrisson peut être atteint d'une maladie contagieuse qu'il communiquerait à la nourrice ; le cas s'est produit dans le département du Nord.

Le Comite, avec M. le docteur Wertheimer, a demandé que le certificat médical soit complété en faveur de la nourrice et qu'il fasse connaître l'état sanitaire de l'enfant.

Au début de chacune de ses séances, le Conseil a pris communication des rapports dans lesquels je lui ai exposé la situation du service télle qu'elle résultait des tournées de l'inspection. et des rapports qui m'avaient été adressés par MM. les Sous-Préfets ou MM. les Maires, et je lui ai fait connaître les mesures que j'avais prises.

Il a en outre examiné successivement les feuilles de placement de chacun des arrondissements et chaque fois que le nombre d'enfants placés dans une commune lui a paru justifier la mesure, il a provoqué la création d'une commission locale.

Persuadé que l'inspection départementale et l'inspection médicale, quels que soient leur dévouement et leur activité, ne peuvent assurer aux enfants une protection suffisante s'ils ne sont secondés par des auxiliaires pouvant exercer sur les nourrices une action incessante, le Comité s'est principalement occupé des Commissions locales. Mais il a dû reconnaître que tous ses efforts, malgré le concours que je lui ai prêté, n'amenaient que peu de résultats.

Presque partout ces efforts ont échoué devant la répugnance qu'ont les habitants des campagnes à s'introduire chez les nourrices pour les inspecter et, au besoin, leur adresser des remontrances et par suite à se créer des inimitiés graves.

Il faut remarquer en outre que la population rurale est absorbée par des travaux qui lui laissent bien peu de loisirs: c'est encore là une des causes qui s'opposent sans doute à la constitution ou plutôt au fonctionnement des Commissions locales.

Quelque valeur que puissent avoir ces considérations, le Comité pense que les difficultés contre lesquelles il a lutté finiraient par disparaître si, en créant une institution dépourvue de tout caractère officiel, ou pouvait amener les populations à s'intéresser à l'enfance.

C'est pour ce motif qu'il a eu la pensée de créer dans le Nord une Société protectrice de l'enfance, comme il en existe dans le Rhône et dans la Somme. Il a en conséquence demandé un exemplaire des statuts de ces Sociétés. M le Docteur Hallez, membre du Comité, s'est chargé d'étudier ces documents et d'exposer au Comité les moyens qu'il croira devoir proposer en vue de la création projetée.

Le Comité a proposé dans sa dernière réunion d'accorder des indemnités aux nourrices qui ont prêté un concours dévoué a l'exécution de la loi de protection. J'ai appuyé les propositions près de M. le Ministre et j'ai tout lieu d'espérer qu'elles seront agréées.

Rapport des Commissions locales et des Maires.

Le nombre des Commissions locales est de 192.

62 seulement ont transmis copie des délibérations qu'elles ont prises et il n'en est que 12 qui se soient réunies plus d'une fois dans le cours de l'année.

Celles qui se sont le plus distinguées sont celles de Cambrai, Bourbourg-Campagne, Hellemmes-Lille, Dunkerque, Lille et Fourmies. Viennent ensuite St-André, Bailleul, Bierne, Petite-Synthe, Brunémont et Masnières.

Les Maires agissant à défaut des Commissions ont mis moins d'empressement que l'année dernière à produire ce rapport. 262 seulement ont répondu à mes demandes réitérées, et sur ce nombre 139 ont produit des rapports négatifs.

Les renseignements reçus constatent généralement que les nourrices donnent aux enfants qui leur sont confiés des soins dévoués. Plusieurs continuent même ces soins sans recevoir de rémunération et l'une d'elles a fait enterrer son nourrisson à ses frais.

Mais à côté de ces faits louables, on signale quelques négligences sous le rapport de la propreté et de l'alimentation ; des mesures de rigueur prises dans les limites de la loi et du réglement d'administration publique serviront sans doute d'utile leçon à celles qui seraient tentées de se laisser aller au relâchement.

Rapport des Juges de Paix.

D'après les rapports des Juges de Paix il y a eu 4,556 déclarations.

Les registres sont bien tenus dans 49 cantons. Il a été relevé quelques irrégularités dans 15 communes.

Il suffira, je l'espère, de les signaler, pour qu'elles ne se produisent plus à l'avenir.

Service médical.

Le service médical n'a donné lieu à aucune observation sérieuse en 1883.

Grâce à son intervention, les règles scientifiques qui doivent être appliquées à l'alimentation des jeunes enfants sont actuellement suivies par les nourrices, et l'on peut certainement attribuer à ce concours éclairé la diminution sensible constatée depuis 1880, dans le chiffre de la mortalité des enfants du premier âge.

M. l'inspecteur des enfants assistés a donné, dans son rapport, une analyse détaillée des rapports produits par les médecins inspecteurs.

Je ne puis que me référer à ce travail et j'ai recommandé à l'attention de l'administration supérieure les vœux émis par ces praticiens et sur la plupart desquels j'ai déjà formulé mon avis dans mon dernier rapport sur le fonctionnement du service en 1882.

Concours du service de l'inspection des enfants assistés.

M. Bernard, inspecteur des enfants assistés, a été admis en 1883 à faire valoir ses droits à la retraite après avoir pris un congé de trois mois.

Cette situation a nécessairement occasionné des retar ls dans le service.

Aussi le nombre des communes visitées, qui avait été de 218 en 1882, et celui des enfants de 773, est tombé en 1883, pour les premières, à 164, et pour les seconds, à 438.

Examen des observations générales relatives à la protection présentées par M. l'Inspecteur.

M. l'inspecteur des enfants assistés, en terminant son rapport, croit devoir exposer certaines considérations générales et indiquer les réformes qu'il y aurait lieu d'apporter à l'assistance publique.

J'ai cru devoir laisser à la haute appréciation de M. le Ministre le soin de tirer de ces propositions les conséquences pratiques qu'elles pourraient renfermer.

Je me bornerai à l'exa nen d'un fait spécial rappelé dans le rapport de ce fonctionnaire, à la suite d'un article publié dans la *Lanterne* et qui est relatif à un enfant abandonné du Nord, que le maire et le com nissaire de police d une de nos communes auraient refusé de faire admettre à l'hospice dépositaire.

M. l inspecteur l attribue à cette circonstance « que dans chaque département on » cherche à réduire la dépense et que les mères sont ainsi obligées de se rendre à Paris » où on recueille leurs enfants ; le département de la Seine ayant supprimé, depuis » longte nps, la barbarie du domicile de secours. » Je suis heureux de pouvoir dire que ce fait ignoré de mon administration est certainement unique dans le Nord.

Tous les enfants trouvés ou aban lonnés du Nord sont, en effet, immédiatement recueillis à la première réquisiti n à l'hospice dépositaire le plus voisin, sans que l'on se préoccupe à priori de la recherche du l.eu de leur domicile de secours.

Ce n'est qu'après leur admission que cette question est instruite par mes bureaux, en vue du recouvrement des avances que le département aurait pu faire éventuellement.

Le vœu exprimé par M l'Inspec'eur est donc réalisé et son erreur s'explique par son entrée récente dans le service. et par ce fait que l'instruction de toutes les questions contentieuses se fait par mon administration personnelle.

Cette qu stion a, du r ste, son importance et a préoccupé l'administration supérieure qui annonçait, dans une circulaire du 23 juin 1881, son intention de prendre l'initiative d'un projet de loi consacrant de no ivelles dispositions pour la détermination du domicile de secours.

En exprimant son avis sur ce projet. mon prédécesseur faisait remarquer que le département du Nor l était da is une si uation exceptionnelle, attendu qu'il supportait non-seulement la charge de ses enfants aban lonnés, mais encore celle des enfants de même catég rie d'origine étrangère. et que la dépense annuelle qui lui incombait de ce dernier chef et sans qu'il exerç it de répétition, ne s'élevait pas à moins de 20.000 francs.

Les dépenses occasionnées en 1883 par le service de la protection se sont élevées à la somme de 40,095 fr. 50 c.

Propositions budgétaires de 1885.

Le Conseil général a fixé, en 1884, les bases de la répartition du crédit du service de la protection ; d'après la situation accusée au 31 décembre 1883 et les propositions qui précèdent, j'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien fixer comme suit, le budget de ce service, pour 1885.

	PROPOSITIONS DE 1884.	PROPOSITIONS DE 1885.
Honoraires des Médecins-Inspecteurs basés sur un effectif de 7,000 enfants visités par an, à raison de 5 fr. en moyenne par enfant	32.500 »	35 000 »
Frais d'impression	3.000 »	3.000 »
Indemnité aux trois sous-inspecteurs à 600 fr. l'un	1.200 »	1 800 »
Frais de tournées du service de l'Inspection des enfants assistés (circulaire ministérielle du 14 juin 1880)	1.200 »	1 200 »
Indemnité au Secrétaire-Rédacteur du Comité départemental (circulaire du 14 juin 1880)	400 »	400 »
Remboursement aux départements	200 »	200 »
Récompenses aux nourrices	2.500 »	2.500 »
Indemnités aux agents du service pour travaux extraordinaires, statistiques, etc. (chiffre de 1884)	2.200 »	2.200 »
Vérification des registres par les Juges-de-Paix. — Indemnités de déplacement à ces magistrats (circulaire ministérielle du 21 juillet 1882)	5.500 »	5 500 »
Rémunération des secrétaires de Mairies (circulaire ministérielle du 21 juillet 1882) 7,000 enfants à 1 fr. 75 l'un	11 375 »	12 200 »
TOTAL	60.075 »	64.000 »

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire, en dépense, un crédit de 64,000 francs au sous-chapitre 7 du budget départemental de 1885, et en recette une somme de 31,150 francs pour la part contributive de l'État.

Protection des enfants du 1er age — Améliorations proposées dans le service. (2e B.)

Par une circulaire du 19 juillet 1884, que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, M. le Ministre de l'Intérieur fait ressortir l'intérêt qui s'attache à l'exécution de la loi du 23 décembre 1874, sur la protection des enfants du 1er âge et

m'invite à adresser au Conseil général un pressant appel afin qu'il veuille bien inscrire au budget départemental le crédit nécessaire soit à la création, soit au développement du service.

Le Conseil général a bien voulu jusqu'ici ouvrir les crédits qui ont été reconnus nécessaires à la stricte observation de la loi. J'ai la confiance qu'il voudra bien encore, cette année, adopter les propositions budgétaires que j'ai eu l'honneur de lui soumettre à la suite de mon rapport sur la situation du service pendant l'année 1883. — Mais la circulaire précitée prévoit deux catégories de dépenses dont il n'est pas fait mention dans mes propositions; elles ont pour objet, d'abord d'assurer une rémunération aux médecins-inspecteurs pour la délivrance aux nourrices du certificat prescrit par l'article 27 du règlement du 27 février 1877, certificat qu'ils auraient seuls le pouvoir de délivrer et, en second lieu, de donner une plus grande publicité aux prescriptions légales et réglementaires auxquelles sont soumis les nourrices et les parents.

Sur le premier point, M. le Ministre s'exprime ainsi qu'il suit :

« Il y a un veritable intérêt, afin d'éviter des attestations de complaisance, à ce que la » nourrice pour l'obtention du certificat médical, s'adresse au médecin-inspecteur de la » circonscription où elle habite; il convient, à cet effet, de généraliser une mesure prise » dans plusieurs départements et de décider que la délivrance de la pièce en question » par le médecin-inspecteur sera pour la nourrice une formalité absolument gratuite. — » L'examen de l'impétrante comportera le paiement à ce praticien d'un honoraire imputé » sur le budget de la protection, et il n'y aura pas lieu, bien entendu, de rechercher si » le certificat d'aptitude a été accordé ou refusé. — Le Conseil général acceptera, je n'en » doute pas, une minime augmentation de dépense, qui permettra de combattre un abus » dénoncé, à juste titre, par de nombreux rapports d'inspection.

» Vous voudrez bien me faire part de l'avis de l'assemblée départementale et du vôtre » sur le montant de l'honoraire qu'il semblera juste d'allouer aux médecins-inspecteurs » pour le service complémentaire qui leur sera demandé. »

En exécution de l'article 2, § 2 de la loi du 23 décembre 1874, et de l'instruction ministérielle du 15 juillet 1877, j'ai soumis la question au Comité départemental, qui a pris la délibération suivante :

ENFANTS DU 1er AGE. — COMITÉ DÉPARTEMENTAL.

Séance du 31 juillet 1884.

« Présents : MM. Arnauld de Praneuf, président; Albert Legrand; abbé Fremaux, Warin et Ducrocq.

» Absents : MM. Mariage, docteur Hallez et Brunet.

» Le procès-verbal de la séance du 18 juin est adopté.

» M le Président rappelle qu'aux termes des articles 27 et 29 du règlement, toute personne qui veut prendre chez elle un enfant en nourrrice doit au péalable obtenir un certificat médical qui peut, à défaut de médecin-inspecteur habitant la commune où elle réside, être délivré par un docteur en médecine ou un officier de santé de son choix. — L'intervention de médecins ne relevant pas de l'administration a donné lieu à des abus que l'administration supérieure désire réprimer. — A cet effet, M. le Ministre de l'Intérieur, par une circulaire du 19 juillet courant, fait remarquer qu'il conviendrait d'attri-

buer aux médecins-inspecteurs seulement le droit de délivrer le certificat prescrit par l'article sus-visé du règlement. — La délivrance de cette pièce serait une formalité absolument gratuite pour la nourrice, mais l'examen de l'impétrante comporterait le paiement au médecin d'un honoraire qui serait imputé sur le budget de la protection sans qu'il y eût lieu de rechercher si le certificat a été accordé ou refusé. — M. le Ministre prie M. le Préfet de faire connaître quel honoraire il lui paraîtrait juste d'allouer au médecin-inspecteur pour le service complémentaire qui lui serait demandé. — C'est sur cette question que le Comité est appelé à émettre son avis.

» Après en avoir délibéré,

» Considérant que l'obligation pour la nourrice de produire un certificat délivré par le médecin-inspecteur la forcerait souvent à faire, parfois à diverses reprises, un parcours long et fatiguant qui lui ferait perdre une journée de travail;

» Considérant que suivant l'article 10 du règlement le médecin-inspecteur est tenu de visiter dans un delai de huitaine tout enfant placé dans sa circonscription; que par ce moyen il peut constater l'état de la nourrice et, s'il ne la reconnaît pas apte à élever l'enfant qui lui est confié, provoquer le retrait de ce dernier, qu'ainsi les conséquences des certificats de complaisance disparaissent;

» Considérant enfin que ce serait persévérer dans la voie dangereuse, au point de vue des finances publiques, dans laquelle on s'est déjà engagé, sans qu'il en voie bien l'utilité, en accordant des indemnités aux secrétaires de mairie, lesquels moyennant leur traitement fixe, doivent assurer tous les services ressortissant à l'autorité municipale,

» Le Comité estime qu'il n'y a pas lieu de modifier le règlement en réservant exclusivement au médecin-inspecteur le droit de délivrer le certificat médical.

» La séance est levée.

» *Le Secrétaire*,
» LÉON DUCROCQ.

» *Le Président*,
ARNAULD DE PRANEUF. »

La mesure proposée par M. le Ministre me paraissant devoir produire d'heureux résultats pour les enfants confiés à la protection administrative, j'ai l honneur de prier le Conseil général de vouloir bien l'adopter. Quant au montant de l'honoraire à allouer aux médecins-inspecteurs, il me paraîtrait pouvoir être fixé, pour l'examen de toute personne qui solliciterait un certificat, à 1 fr. 25, taux fixé pour l honoraire de la visite mensuelle faite à chaque enfant protégé. — A raison de 3,700 postulantes, nombre approximatif des enfants qui entrent dans le service au cours d'une année, la dépense s'élèverait à 4 625 francs dont la moitié serait payée par l'État. Il resterait ainsi à la charge du département, une dépense annuelle de 2.312 fr. 50. — Si le Conseil général, continuant son généreux concours à l'œuvre de la protection, voulait bien accepter cette dépense, je lui adresserais des propositions pour l'ouverture d'un crédit correspondant au budget rectificatif de 1885. — Les honoraires réclamés jusqu'à cette époque seraient prélevés sur le crédit inscrit au budget primitif de ce même exercice.

Quant aux mesures de publicité recommandées par M. le Ministre, elles occasionneraient, selon toute vraisemblance, des dépenses assez peu importantes pour qu'elles puissent être couvertes au moyen du crédit demandé pour 1885.

Dans la séance du 18 juin dernier, le Comité départemental a émis, sur la proposition de M. Brunet, vice-président de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Lille, dont le rapport est ci-joint, un vœu tendant *à ce que les prescriptions de la loi du 23 décembre 1874 soient étendues à tous les enfants secourus par les bureaux de bienfaisance.*

Le Comité avait hésité à formuler ce vœu à raison du surcroît de dépense qu'entraînerait sa réalisation. Mais les observations de M. Brunet lui ont paru démontrer que cette mesure peut seule empêcher l'énorme mortalité des nouveau-nés et il m'a prié de transmettre l'expression de ce vœu à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. Brunet a également demandé que l'État ou le Département accordât un subside au bureau de bienfaisance de Lille pour l'aider à combattre la mortalité que signale son rapport. Le Comité s'est borné à me soumettre cette demande.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien donner son avis sur la suite que pourraient recevoir les propositions ci-dessus énoncées.

ART. 5. — **Sociétés de secours mutuels.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un tableau indiquant la situation des Sociétés de secours mutuels du département au 31 décembre 1883.

Cette situation se résume comme suit par arrondissement :

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de sociétés	NOMBRE DE Membres honoraires	NOMBRE DE Membres participants. hommes	femmes	enfants	Secours accordés aux malades.	Honoraires des médecins	Frais pharmaceutiques.
Avesnes.....	5	220	910	158	»	4 858 65	2 971 »	3.419 24
Cambrai	6	392	882	100	166	7.508 55	3 871 »	5.280 85
Douai.....	17	625	2379	868	12	6.748 79	4.484 15	5.175 60
Dunkerque	4	440	906	14	»	3.743 59	4.031 50	4.692 47
Hazebrouck	23	1047	3393	35	»	19 131 20	4.825 83	7.513 78
Lille	176	4124	25310	2254	94	199 290 51	42.136 77	49.767 80
Valenciennes	24	1197	5406	215	489	45.418 85	4.407 50	5.867 10
Situation au 31 décembre 1883.....	255	8025	39186	3644	761	286.670 14	66.667 75	81.716.84
Situation au 31 decembre 1882.....	246	7693	37889	3475	»	273.342 28	59.694 46	72.035.16
Augmentation pour l'année 1883.....	9	332	1297	169	761	13.327 86	6.973 29	9.681 68
Diminution	»	»	»	»	»	» »	» »	» »

Les recettes se sont élevées à.....	650.022 fr. 01 c.
Et les dépenses de toute nature.....	612.382 fr. 20 c.
d'où un excédent de recettes de.....	37.639 fr. 81 c.

L'avoir des Sociétés qui était de 2,760,982 fr. 56 c. au 31 décembre 1882, s'est élevé à 2,945 729 fr. 43 c se décomposant comme suit:

En capitaux placés.....	699 504 fr. 82 c.
A la caisse des retraites.....	2.246.224 fr. 61 c.
Total égal.....	2 945,729 fr. 43 c.

Les bienfaits de la mutualité sont de plus en plus appréciés. La classe ouvrière y trouve des ressources très honorables en cas de maladie et une modeste retraite à l'âge où le travail devient le plus pénible.

Le Conseil général vote annuellement un crédit de 3,000 francs pour encouragements aux Sociétés de secours mutuels. Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1885.

Il a été fait emploi du crédit en 1883 jusqu'à concurrence de 841 fr. 70 c., suivant décisions de la Commission départementale.

Art. 7. — **Bureaux d'Assistance Judiciaire.** (1er B.)

Le Conseil général a inscrit au budget de 1884 un crédit de 840 francs réparti ainsi qu'il suit entre les bureaux d'Assistance judiciaire :

Bureau de Lille.....	400
— Cambrai.....	125
— Douai.....	50
— Dunkerque.....	50
— Hazebrouck.....	50
— Valenciennes.....	100
— Avesnes	65
Total	840

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir un crédit d'égale somme au budget de 1885.

Art. 8. — **Asile de Bailleul. — Œuvre de patronage pour les aliénées indigentes, sorties guéries ou améliorées** (2e B).

L'œuvre de patronage pour les aliénées sorties guéries ou améliorées de l'asile de Bailleul est inscrite au budget du département pour une subvention de 500 fr.

Cette œuvre qui a pour but de protéger et de diriger dans la Société les malades indi-

gentes, à leur sortie de l'Établissement, est digne à tous égards de la bienveillance du Conseil général.

J'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée le maintien de la subvention au budget de 1885.

Art 9. — **Maison de refuge du Bon-Pasteur** (3e B.)

Une somme de 6,750 fr. est inscrite au budget départemental pour l'entretien de 30 bourses, dans la Maison du Bon-Pasteur de Lille.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter un crédit de pareille somme au budget de 1885.

Je joins au présent rapport l'état nominatif des boursières, avec des renseignements sur leur conduite et leur situation dans la Maison. — Les bourses sont accordées par la Commission départementale.

Art. 10 — **Dépôt de Mendicité de Montreuil-sous-Laon.** (2e B.)

Un crédit de 6,000 fr. est inscrit annuellement au budget départemental, pour l'entretien, au Depôt de Mendicité de Montreuil-sous-Laon, des mendiants du département.

39 indigents (hommes et femmes), ont été admis en 1883. Le nombre des journées de détention s'est élevé à 2,688, lesquelles au prix de 1 fr. 15 l'une ont occasionné une dépense de ..... 3,091 fr. 20

Le crédit étant de ..... 6,000 »

Il reste disponible..... 2,908 fr. 80

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter un même crédit de 6,000 fr. au budget de 1885.

Art. 11. — **Malades indigents — Secours.** (2e B.)

Un crédit de 1,000 fr. est affecté annuellement à venir en aide aux personnes malades privées de toute ressource et dont les établissements charitables ne peuvent arriver à soulager la misère.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire une même somme au budget de 1885

Le crédit de 1883 a été dépensé en totalité.

Art 12 et 13 — **Traitement maritime des enfants malades et traitement de la scrofule à l'école.** (2e B.)

Dans sa séance du 5 Mai dernier, le Conseil général du Nord, adoptant l'amendement présenté par M. Trystran, a décidé qu'il y avait lieu d'ouvrir un crédit de 20.000 fr. au

moyen duquel on enverrait dans les Communes du littoral du Nord un certain nombre d'enfants.

En outre l'Assemblée a délégué à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour l'organisation du service et l'établissement des règles qui devront être suivies pour la distribution des bourses.

Dès que je fus en possession du texte de la délibération du 5 Mai, je priais M. le Sous-Préfet de Dunkerque de vouloir bien faire déterminer par les Maires des Communes du littoral le nombre d'enfants que l'on pourrait y placer, le taux du prix de la journée et de me donner en outre des renseignements précis sur les personnes désignées pour les placements éventuels.

En même temps je saisissais la Commission départementale dans sa séance du 2 Juillet dernier du projet d'organisation du service maritime.

Le Conseil général trouvera dans le rapport de la Commission départementale, la délibération prise à ce sujet par la Commission.

Je me bornerai à analyser cette décision.

La Commission estime, d'après la délibération du Conseil général, que le département ne s'engage qu'à payer le prix de journée qui sera déterminé en suite des instructions adressées à M. le Sous-Préfet de Dunkerque.

Les familles dont les enfants seront appelés à bénéficier des largesses du département devront donc supporter les frais de transport de l'enfant de la Commune de sa résidence à celle du littoral qui lui sera assignée et en outre les frais de vêture de l'enfant.

La Commission, examinant ensuite les conditions que l'enfant doit remplir pour être admis à concourir à une bourse départementale, a pensé que l'on ne saurait envoyer aux bords de la mer des enfants atteints de coxalgie ou de maladies similaires exigeant un traitement spécial à l'hôpital. Elle a donc, suivant le désir exprimé par le Conseil général, émis l'avis qu'il y avait lieu de n'accorder de bourse qu'aux enfants susceptibles de guérison ou au moins d'amélioration assez sensible pour qu'ils puissent rendre ultérieurement des services au pays et à la société.

La constation de l'état de l'enfant et des services que pourrait lui rendre le séjour sur les plages maritimes devra faire l'objet d'un certificat médical délivré par le médecin inspecteur des enfants du 1er âge de la circonscription dans laquelle il réside.

La Commission a enfin déterminé la justification à produire par les familles et la composition du trousseau dont les enfants devront être munis. Ces détails sont consignés dans le rapport sur les travaux de la Commission mis sous les yeux du Conseil général. Elle m'a en outre prié de faire les démarches nécessaires à l'effet d'obtenir de la Compagnie du Nord, une réduction aussi considérable que possible du prix de transport de ces enfants.

Le programme est donc arrêté, et il ne reste plus qu'à faire bénéficier les familles des libéralités du Conseil général.

La Commission spéciale, formée des Maires des Communes du littoral et des médecins en résidence dans l'arrondissement de Dunkerque, s'est réunie sous la Présidence du Sous-Préfet le 12 Juillet dernier pour la mise en pratique de la décision du Conseil général.

Les questions suivantes lui ont été posées :

1° Quelles sont les communes qui seront appelées à recevoir les enfants scrofuleux et combien pourra-t-on en placer dans chacune d'elles ?

2° Quel sera le taux de la rétribution journalière à accorder aux familles qui prendront ces enfants ?

3° Comment sera organisé le service médical des enfants scrofuleux ?

4° De quelle manière seront choisies, dans chaque commune, les familles auxquelles seront confiés les scrofuleux ?

1re *Question.* — Conformément à l'avis des médecins et des Maires des Communes intéressées, la liste suivante a été arrêtée par la Commission :

La Commune de	Bray-Dunes pourra	recevoir	10 enfants.
—	Zuydcoote	—	6
—	Rosendael	—	12
—	St Pol	—	20
—	Fort-Mardyck	—	4
—	Loon	—	15
—	Mardyck	—	12
—	Gravelines	—	25
—	Grand-fort Philippe	—	25
	En tout		129 enfants

chiffre supérieur aux besoins à prévoir pour le moment.

Les communes de Dunkerque et de Grande-Synthe ne figurent pas sur cette liste, sur la demande de leurs Maires qui constatent qu'ils ont un territoire cotier trop peu important pour qu'ils puissent utilement organiser chez eux le service des enfants scrofuleux, tel que l'a compris le Conseil général.

2e *Question.* — *Rétribution.* — D'après l'avis unanime des Maires des Communes intéressées le prix de journée à allouer aux nourriciers des enfants malades ne saurait être inférieur à 1 fr. 25

3e *Question.* — La Commission a émis le vœu que le service médical des enfants soit remis aux médecins-Inspecteurs des enfants du 1er âge dans les communes de leur circonscription. On pourra ainsi s'assurer des soins que reçoivent les enfants et du bienfait du traitement maritime. Les médecins-inspecteurs feraient une visite mensuelle dans chacune des communes qui leur est dévolue et recevraient comme pour le 1er âge, 1 fr. 25 par visite et par enfant. Ils auront à m'adresser les bulletins de ces visites avec les observations que leur ont suggérées l'état de l'enfant afin que je puisse prendre, le cas échéant, telle mesure que comporterait la situation.

4e *Question.* — Sur le choix des familles auxquelles seront confiés les enfants, la Com-

mission a décidé que chacun des Maires m'adresserait à ce sujet des propositions qui répondront au questionnaire suivant :

Nom du chef de la famille :
Prénoms :
Age :
Profession :
Marié à :
Nombre d'enfants habitant la maison :

Salaire journalier. { du père :
de la mère :
des enfants (ensemble) :

Total

Autres ressources :

Charges quelconques :

Distance de l'habitation à la plage :

Lorsque ces renseignements me parviendront, je pourrai faire connaître aux Maires des Communes du département par la voie du recueil des actes administratifs de la Préfecture les conditions à remplir par les familles pour obtenir les bourses créées par le Conseil général et dont la Commission départementale doit faire la répartition.

D'après l'exposé qui précède, le Conseil général peut reconnaître que le prix de 1 fr.25 fixé par la Commission spéciale, qui ne paraît pas exagéré ne permettra l'envoi, pendant 6 mois, que de 88 enfants sur les plages du littoral du Nord. Leur séjour me paraît pouvoir être fixé du 1er Mai au 1er Novembre.

Le crédit de 20.000 fr. voté en principe à cet effet serait ainsi complètement absorbé.

Cependant il ne paraît pas possible d'abandonner absolument ces enfants à des personnes qui ne pourraient leur donner les soins spéciaux que leur situation maladive peut exiger ; si l'on veut que les sacrifices du département ne restent pas stériles, l'inspection médicale s'impose et ainsi que je l'ai exposé dans le présent rapport, cette inspection pourrait être confiée aux médecins inspecteurs du 1er âge, dont le service fonctionne très régulièrement. Les visites seraient faites mensuellement et rétribuées à raison de 1 fr. 25 l'une suivant le tarif arrêté par le Conseil général pour le 1er âge.

En outre, il faut prévoir l'achat de médicaments qui devront être fournis par les médecins aux enfants malades et qui serviront d'adjuvant au traitement maritime.

A cet effet l'application du crédit de 3,000 fr. voté par le Conseil général pour le traitement de la scrofule à l'école me semblerait pouvoir être affecté très utilement, à l'inspection médicale et au traitement pharmaceutique des enfants envoyés par le Conseil général sur le littoral de la mer du Nord.

Il paraît, en effet, impossible de réduire le chiffre des 88 enfants que le crédit de 20,000 fr. permet d'y envcyer pendant 6 mois, et d'un autre côté, le traitement médical et pharmaceutique s'impose d'une manière indiscutable.

Si l'on calcule les honoraires des médecins à raison de 1 fr. 25 par enfant et par mois, on arrivera de ce chef pour les 88 enfants à une dépense annuelle d'inspection de 660 fr. soit avec les visites pour enquête exceptionnelle ..... 1 000 fr. »
En outre, si l'on suppose que l'huile de foie de morue ou d'autres médicaments seront distribués aux enfants malades pendant leur séjour sur la plage, le crédit de .... 2.000 »
qui reste disponible, permettrait d'attribuer à chacun d'eux, mensuellement une somme de 3 f. 75. Ce chiffre ne me parait pas exagéré et répond convenablement aux besoins à prévoir.

Total ..... 3.000 »

Si le Conseil général agréait ces propositions j'aurai l'honneur de le prier de vouloir bien :

1° Autoriser le fonctionnement d'une inspection médicale avec traitement pharmaceutique pour les enfants envoyés sur les plages du Nord ;

2° Ouvrir un crédit de 20,000 f. au sous-chapitre 7 du budget de 1885 pour le traitement des 88 enfants que ce crédit permettrait d'envoyer sur le littoral du département du 1er Mai au 1er Novembre de chaque année ;

3° Ouvrir au même sous-chapitre un crédit de 3,000 f. pour assurer le service de l'inspection médicale et la fourniture de médicaments aux enfants visités.

Art. 14 — Bégaiement.— Traitement par la méthode Chervin. (3e B.)

Un crédit de 2,000 fr. est inscrit depuis plusieurs années, au budget départemental, pour cours de bégaiement par la méthode Chervin.

Je propose la même allocation au budget de 1885.

En 1876, les cours ont eu lieu à Lille et à Dunkerque ; en 1877, à Lille et à Valenciennes ; en 1878, à Lille et à Douai ; en 1879, à Lille et à Cambrai ; en 1880, à Lille et à Dunkerque ; en 1881, à Lille et à Hazebrouck ; en 1882, à Lille et à Avesnes ; en 1883, à Lille et à Valenciennes ; en 1884, à Lille et à Douai.

Pour 1885, je pense qu'il y a lieu de maintenir le cours de Lille et de désigner pour l'autre cours la ville de Cambrai.

Art. 15. — **Sourds-muets et jeunes aveugles.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports annuels du Directeur et de la Directrice des établissements de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille et de Ronchin.

201 élèves sont actuellement boursiers ou demi-boursiers du département dans les deux établissements, savoir :

INSTITUTION DE GARÇONS.

Sourds-muets :	1 boursier.
— :	84 demi-boursiers.
Aveugles :	» boursiers.
—	28 demi-boursiers.

INSTITUTION DE FILLES.

Sourdes-muettes :	2 boursières.
—	64 demi-boursières.
Aveugles :	1 boursière.
—	21 demi-boursières.
Total égal :	201 élèves.

Les vacances de bourses au 1er octobre 1884, se résument comme suit :

SOURDS-MUETS.

GARÇONS.

Bourses	»
Demi-bourses	12

FILLES.

Bourses	»
Demi-bourses	6

AVEUGLES.

GARÇONS.

Bourses	»
Demi-bourses	6

FILLES.

Bourse	»
Demi-bourses	5

Une année de prolongation est demandée pour les jeunes aveugles Herlin (Angèle) d'Hazebrouck et Monnet (Jeanne) de Roubaix, demi-boursières.

J'estime qu'il y a lieu d'accorder cette prolongation.

Il y aura de disponible au 1er octobre, déduction faite des deux prolongations demandées :

SOURDS-MUETS.

GARÇONS.

Douze demi-bourses.

FILLES.

Six demi-bourses.

AVEUGLES.

GARÇONS.

Six demi-bourses.

FILLES.

Cinq demi-bourses.

Je mets sous les yeux du Conseil général les demandes qui me sont parvenues.

Ainsi que je le faisais connaître l'année dernière, ces demandes ne sont pas en rapport avec le nombre des demi-bourses vacantes ; non pas que les candidats fassent défaut ; mais le département n'accordant plus que des demi-bourses, l'autre demi-bourse constitue une charge véritablement trop lourde pour un grand nombre de communes, la plupart des familles ne pouvant intervenir dans la dépense.

Je propose, comme les années précédentes, l'inscription au budget départemental de 1885, d'un crédit de 59,000 francs, nécessaire au service des bourses et demi-bourses de sourds-muets et d'aveugles.

Art. 16. — **Comité de patronage des jeunes libérés. — Subside** (2e B.)

Conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1850, les enfants envoyés dans les colonies pénitentiaires sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'assistance publique, pendant trois années au moins.

Le Comité que subventionne chaque année le Conseil général, remplit avec zèle cette mission d'humanité et de bienfaisance.

La surveillance des jeunes libérés est exercée par un employé spécial qui leur procure, au besoin, des moyens d'existence.

Des bons points de récompense, pour une somme de 600 fr., sont également accordés par le Comité, aux jeunes colons.

La subvention départementale est donc employée d'une façon très heureuse.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien maintenir au budget de 1885, le crédit de 1,500 fr.

Art. 17. — **Société de protection des engagés volontaires élevés dans les Maisons d'éducation correctionnelle. — Demande de subvention.** (3e B.)

Depuis un certain nombre d'années, un crédit de 500 fr. est inscrit au budget départemental en faveur de la Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle.

Cette société mérite d'être encouragée ; son action s'étend sur 600 jeunes soldats dont 35 appartienent au département du Nord.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien maintenir au budget de 1885 le crédit de 500 fr.

Je joins au présent rapport, avec diverses pièces à l'appui, une demande de M. le Président du Conseil d'administration.

Art. 18. — **Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais.** (3e B.)

Un subside annuel de 500 fr. est accordé à la caisse de secours instituée à Dunkerque, en faveur des familles des marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter une même somme au budget de 1885.

Art. 19. — **Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue.** (3e B.)

Le Conseil général accorde chaque année un subside de 500 fr. à la caisse de secours instituée à Dunkerque, en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue.

Je propose l'inscription d'une même somme au budget de 1885.

Art. 20. — **Incendies. — Secours** (3e B.)

Le Conseil général vote annuellement un crédit de 2,000 fr. pour venir en aide aux incendiés nécessiteux.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget de 1885.

Le crédit de 1883 a été employé jusqu'à concurrence de 960 fr.

Art. 24. — **Secours en cas d'extrême misère.** (2e B.)

Le Conseil général vote, chaque année, une somme de 4,000 fr. pour secours en cas d'extrême misère.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien inscrire une même allocation au budget de 1885.

Le crédit de 1883 a été dépensé en totalité.

Art 22 — **Société des Sauveteurs du Nord — Subvention.** (3e B)

La Société des Sauveteurs du Nord reçoit annuellement sur les fonds du Département, une subvention de 300 francs, destinée à l'achat de médailles à décerner aux sauveteurs les plus méritants.

Je propose la même allocation pour 1885.

Je mets sous les yeux du Conseil général la demande présentée à cet égard par la Société.

Art. 23 — **Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. — Subvention.** (3e B.)

La Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer est inscrite au budget dudépartement pour une subvention de 150 fr.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général le vote d'une même somme au budget de 1885.

Art. 21. — **Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le procès-verbal de la quatrième assemblée générale de la Société de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable.

Je prie le Conseil général de vouloir bien continuer sa sympathie à l'œuvre de l'enfance abandonnée et inscrire en sa faveur au budget de 1885 un crédit de 100 francs égal à celui inscrit au budget de 1884.

Art. 25. — **Société de patronage des libérés adultes de l'Arrondissement de Valenciennes. — Subvention** (2e B.)

Une subvention de 200 fr est inscrite au budget du département en faveur de la Société de patronage des libérés adultes de l'Arrondissement de Valenciennes.

Les résultats obtenus étant très satisfaisants, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter une même somme de 200 fr. au budget de 1885.

Art. 26. — Société centrale de sauvetage des naufragés (3e B)

Une somme de 1,000 fr. est votée annuellement au profit de la Société centrale de sauvetage des naufragés, pour l'entretien de canots de sauvetage à Dunkerque et à Gravelines.

Je propose la même allocation au budget de 1885.

Je joins au présent rapport la demande que j'ai reçue de la Société.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — Propositions du Préfet	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposées pour 1885 — En moins.	DIFFÉRENCE — En plus.	OBSERVATIONS
SOUS-CHAPITRE IX. *Archives départementales*					
Art. 1er Appointements du conservateur des archives et des employés auxiliaires	13,150 »	13,350 »	» »	200 »	
Art. 2. Dépouillement extraordinaire des archives; achat de cartons et établissement de tablettes.....	1,700 »	1,700 »	» »	» »	
Art. 3. Publication de l'inventaire. (Circulaire du 12 août 1861).....	1,600 »	1,600 »	» »	» »	
Art. 4. Inspection des archives communales.....	500 »	500 »	» »	» »	
Total du Sous-Chapitre IX.....	16,950 »	17,150 »	» »	200 »	

Art 1, 2, 3 et 4. — **Archives départementales, communales et hospitalières.** (3° B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports annuels de M. l'archiviste, sur les archives départementales, communales et hospitalières.

Ces rapports attestent de la part de M. Finot un travail aussi intelligent que soutenu. Je suis très heureux de lui en témoigner toute ma satisfaction, ainsi que pour les soins tout particuliers avec lesquels sont assurés les services des archives.

M. Finot fait connaître qu'il est parfaitement secondé par le personnel sous ses ordres. Je constate avec plaisir que ce témoignage se reproduit chaque année.

M. l'archiviste donne des renseignements précis et complets sur les travaux, sur la situation générale des archives départementales ainsi que sur le dépôt d'archives des Sous-Préfectures, hospitalières et communales qu'il a visités depuis le 1er juillet 1883.

Ces renseignements font ressortir la réelle importance de ces divers services, qui demandent à être suivis avec beaucoup de sollicitude.

Du 1er juillet 1883 au 1er juillet 1884, il été provoqué à notre dépôt d'archives, 376 recherches : 134, pour des affaires d'intérêt privé ou de famille ; 140, au point de vue historique ; 102, dans un intérêt administratif.

La bibliothèque continue à s'enrichir d'importants documents ; elle peut être très utilement visitée par les érudits.

Les crédits demandés pour 1885 sont les mêmes que ceux de l'exercice courant, sauf 200 fr. d'augmentation proposés par M. l'archiviste, d'accord avec la commission de surveillance des archives, en faveur du garçon de bureau et de la concierge, dont le salaire serait porté, pour le premier, de 700 à 800 fr. et pour la concierge de 600 à 700 fr. J'estime qu'il y a lieu d'accueillir favorablement cette demande.

En conséquence, je propose l'inscription au budget de 1885 des crédits ci-après pour le service des archives :

Traitement de l'archiviste	5,000 fr.
Traitement du chef de bureau et de deux employés	5,700
Salaire du garçon de bureau et de la concierge	1,500
Indemnité allouée aux employés.....	1,150
Frais de bureau, chauffage, éclairage et confection de portefeuilles.....	1,200
Bibliothèque, achat de livres, reliures	500
Publication de l'inventaire sommaire	1,100
Publication des inventaires des archives communales. — Subvention aux communes	500
Inspection des archives communales.....	500
Total.....	17,150 fr.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposées pour 1885. En moins	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposées pour 1885. En plus	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE X. *Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.*					
Art. 1er Achat et reliure d'ouvrages d'administration pour la préfecture et les sous-préfectures.....	2,000 »	2,500 »	» »	500 »	
Art. 2. Encouragements aux sciences, aux lettres et aux arts :					
Subventions à la Société des Sciences de Lille..... 1,500 »					
Id. à la Société des sciences de Douai..... 500 »					
Id à la Société d'émulation de Cambrai ..... 500 »					
Id. à la Société d'émulation de Roubaix..... 300 »					
Id. à la Société des lettres et arts de Valenciennes.. 500 »					
Id. à la Société des lettres et arts de Dunkerque.... 500 »					
Id. à la Faculté de droit de Douai..... 500 »	54,550 »	54,050 »	500 »	» »	
Id. à l'Ecole industrielle et commerciale de Lille . 29,200 »					
Id. à la Société centrale de médecine de Lille ..... 800 »					
Id. à la société de géologie de Lille ..... 500 »					
Id à la Société de géographie. 500 »					
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille Prix de these de doctorat ..... 150 »					
Pensions d'élèves à l'école de médecine de Lille..... 4,000 »					
Élèves artistes ..... 13,000 »					
Rénumération aux élèves boursiers en récompense de leurs envois..... .. 1,600 »					
Art. 3. Subvention à la commission historique établie à Lille	1 500 »	1,500 »	» »	» »	
Art. 4. Entretien d'élèves à l'Ecole centrale des arts et manufactures.....	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 5. Entretien d'élèves aux écoles des arts et métiers de Châlons.....	1,800 »	1,800 »	» »	» »	
Art. 6. Service des observations météorologiques.....	1,000 »	1,200 »	» »	200 »	
Art. 7. Élèves sages-femmes envoyées à Paris et à la Faculté de Lille, pour y suivre les cours d'accouchement. (Circulaire du 28 juillet 1802	6,000 »	6,000 »	» »	» »	
Art. 8. Maîtresse sage-femme — Traitement.....	» »	1,500 »	» »	1,500 »	
Art. 9. École des maîtres mineurs de Douai.....	4,000 »	4,000 »	» »	» »	
Total du Sous-Chapitre X.....	71,350 »	73,050 »	500 »	2,200 »	

Art. 1. — **Bibliothèques administratives.** (3e B.)

Le Conseil général a fixé à la somme de 2,000 fr. le crédit affecté annuellement à sa bibliothèque, à la bibliothèque administrative de la Préfecture et à celles des Sous-Préfectures.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Archiviste du département, demandant de porter ce crédit à 2,500 fr.

L'augmentation de 500 fr. est nécessaire pour permettre de faire disparaître les lacunes que présentent les collections de la bibliothèque centrale de la Préfecture et d'élever les allocations affectées à celles des Sous-Préfectures.

Je propose l'inscription de ladite somme de 2,500 fr. au budget de 1885.

Art. 2. — **Sociétés savantes. — Allocation de subsides.** (3e B).

Les Sociétés savantes du département reçoivent annuellement les subventions ci-après :

1° Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Lille, 1,500 fr. applicables à ses concours annuels	1.500	»
2° Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai	500	»
3° Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes	500	»
4° Société d'émulation de Cambrai	500	»
5° Société Dunkerquoise pour l'encouragement des Lettres et des Arts	500	»
6° Société Géologique du Nord	500	»
7° Société d'émulation de Roubaix	300	»
8° Société centrale de médecine	800	»
9° Société de Géographie du Nord de la France	500	»
Total	5 600	»

Les publications de ces sociétés, déposées régulièrement à la bibliothèque centrale de la Préfecture, justifient les encouragements dont elles sont l'objet.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien inscrire les sommes ci-dessus au budget de 1885.

Je mets sous les yeux de l'Assemblée les demandes qui me sont parvenues à cet effet.

Art. 2. — **Institut industriel et agronomique du Nord de la France.** (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport annuel de M. l Ingénieur des Mines, Directeur, sur l'Institut industriel et agronomique du Nord de la France, à Lille.

Ce rapport est ainsi conçu :

I. — Effectif des Élèves.

131 élèves ont été présents en 1881. C'est la première fois qu'un pareil effectif a été atteint depuis l'origine de l Ins'itut. De même que les années précédentes, un certain nombre de jeunes gens ont interrompu leurs études pour cause de maladie ou par suite d'impossibilité de suivre les cours avec succès : le nombre a été de 12; à ces pertes il convient ajouter un élève décedé et 3 exclus pour inconduite : actuellement le nombre des élèves présents est de 115.

Le Conseil d Instruction n'hésite jamais à rendre à leurs familles les jeunes gens qui sont incapables de faire de bonnes études. De son côté le Conseil de discipline ne montre aucune indulgence à l'égard des élèves dont la conduite laisse à désirer : ainsi s'expliquent les nombreuses éliminations faites dans le courant de l'année. Mais l'application d'un pareil régime a l'heureux effet de rehausser le niveau des études et de rendre la discipline irréprochable. Sous ce double rapport, l'Institut peut être comparé sans désavantage à toutes les écoles similaires.

La division de Génie civil est toujours la plus fréquentée ; elle ne compte pas moins de 88 élèves.

Les examens de sortie de l'année 1883 ont permis de conférer aux élèves ayant accompli leurs trois années d'études 24 titres de capacité, dont 16 diplômes et 8 certificats. De même que les autres années, nous avons eu la satisfaction de voir les élèves munis de ces titres, se placer avec facilité dans les établissements industriels de la région du Nord. La situation qu'ils y occupent, les services qu'ils leurs rendent, donnent la meilleure preuve de l'utilité de l'Institut et sont le meilleur encouragement à offrir aux jeunes gens qui demandent à cet établissement un enseignement technique élevé.

Les derniers examens d'entrée ont prouvé que la qualité des candidats continue à s'améliorer : le nombre des élèves munis du diplôme de bachelier ès-sciences ou du diplôme de l'enseignement secondaire spécial a dépassé notablement, en 1883, le nombre correspondant constaté en 1882. Il y a lieu de se féliciter de cette tendance, qui dénote la valeur attribuée par le public aux diplômes de l Institut du Nord.

Le nombre des élèves de première année est de 63 ; s'il se maintient à ce chiffre dans la prochaine année scolaire, nous aurons à constater un nouveau relèvement de l'effectif total. A ce point de vue, nous remarquons avec regret l'influence de l'incertitude dans laquelle se trouvent les familles au sujet des remaniements qui seront apportés à la loi sur le recrutement Les jeunes gens ont hâte de faire leur volontariat et souvent ils interrompent pour cela leurs études qui gagneraient cependant à ne pas être scindées. Dans certains cas, ils rentrent à l'Institut après avoir accompli leurs obligations militaires, mais dans d autres, ils renoncent à reprendre leurs études, parce que leurs idées se sont modifiées On ne peut que désirer vivement qu'une solution définitive, fixe d'une manière invariable le régime auquel seront assujettis les jeunes gens qui tombent sous l'application de la loi militaire.

II. — Marche des Études.

L'école agronomique a été remplacée, au commencement de l'année scolaire 1883-1884, par une section spéciale dans la division du Génie civil et dans celle de Technologie. De cette façon, l'enseignement agronomique est donné à deux degrés, ce qui permet aux jeunes gens qui se destinent à l'agriculture, d'acquérir le diplôme d'Ingénieur dans la division supérieure.

La section des Mines et de la Métallurgie sera officiellement supprimée à la rentrée d'Octobre 1884 ; elle l'est vertuellement depuis cette année, car on n'y compte plus un seul élève. Ce sont les sections des Arts mécaniques et de chimie qui absorbent la presque totalité de l'effectif.

Au mois de Décembre 1883, M. le Ministre de l'Agriculture a honoré l'Institut de sa présence, et il a étudié tous les détails de son organisation. Il a pu se rendre compte de l importance des sacrifices faits par le département et par la ville de Lille, pour le développement de l'enseignement technique, et de la nécessité d'un large concours de l'État en vue de mettre cet enseignement à la portée de tous. Nous avons déja reçu, par l'envoi d'ouvrages destinés à notre bibliothèque, un témoignage de sa sollicitude. Les paroles d'encouragement qu'il a adressées au personnel de l Institut et la satisfaction qu'il nous a exprimée nous permettent de compter sur sa haute bienveillance.

Nous avons également reçu la visite de M. Tresca, membre de l'Académie des Sciences et du Conseil supérieur de l'enseignement technique, et de M. Langonet, directeur de l École des Arts et Métiers de Chalons. délégués à cet effet par M. le Ministre du Commerce. Tous deux se sont montrés véritablement surpris des résultats obtenus; les travaux de nos élèves ont produit sur eux l impression la plus favorable et ils nous ont promis leur appui auprès de M. le Ministre du Commerce et du Conseil supérieur.

Nous appelons de tous nos vœux d'autres visites de ce genre; nous gagnons à être connus et ceux qui voudront bien se prêter à étudier notre organisation seront toujours les bien venus.

Sur la demande de M. le Maire de Lille, l'administration de l'Institut a ouvert aux élèves de l'école primaire supérieure, pour l'année 1884, ses ateliers d'ajustage et de menuiserie, dans lesquels ils suivent des exercices pratiques de travail manuel, en dehors des heures consacrées aux travaux de nos élèves. Cette mesure pourra être renouvelée, car, ainsi que nous le pensions, il n'en résulte ni charge pour notre budget, ni inconvénients pour notre enseignement.

III. — Personnel administratif et enseignant.

A la fin de l'année scolaire 1882-1883, M. Masquelez, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, s'est démis des fonctions de Directeur de l'Institut; il a été suivi dans la retraite qu'il s'est imposée, par les regrets affectueux du personnel qu'il dirigeait avec tant d'autorité. Une grande partie de la carrière de M. Masquelez a été consacrée au département du Nord et à la ville de Lille ; de toutes les œuvres auxquelles il a attaché son nom, il n'en est pas assurément qui doive lui faire plus d'honneur que l'Institut du

Nord qu'il a contribué à fonder, qu'il a si habilement dirigé dans ses débuts et qu'il a laissé dans une situation prospère. Celui qui a succédé à M. Masquelez, et qui s'efforcera de le remplacer, espère que le Conseil général du Nord continuera d'accorder à l'Institut Industriel son généreux appui.

Le changement de Directeur a eu pour conséquence la nomination, pour les fonctions des Sous-Directeur, Directeur des Études, de M. Étienne, Ingénieur des Ponts et Chaussées, à Lille.

Quelques autres mutations ont en outre eu lieu dans le personnel enseignant.

M. Henry ayant été nommé Maître de Conférences à la Faculté de lettres de Douai, a bien voulu répondre à nos instances en nous conservant son précieux concours Il a dû toutefois abandonner le cours de Comptabilité qui a été confié à M. Cochez, déjà Professeur à l'Institut.

MM. Étienne et Stoclet, Ingénieurs des Ponts et Chaussées, ont été chargés, le premier, du cours de Mécanique rationnelle, le second, du cours de Mécanique appliquée, en remplacement de M. Olry, nommé Directeur.

Nous avons eu le regret de perdre l'un de nos Professeurs les plus distingués, M. Faucher, Ingénieur en Chef des Poudres et Salpêtres, qui a été appelé à un poste important au Ministère de la Guerre. M. Faucher a été remplacé par M Lecourt, Sous-Ingénieur des Poudres et Salpêtres dans le cours d'Architecture, par M. Brossard, Ingénieur au Chemin de fer du Nord, dans celui de Constructions industrielles, et par M. Stoclet dans le cours de Chemins de fer.

Enfin M. Hermant, déjà Professeur à l'Institut, a été nommé à la Chaire d'Agriculture, précédemment occupée par M. Ladureau.

IV — Matériel d'enseignement

Notre matériel d'enseignement continue à s'accroître et nous nous attachons à combler peu à peu les vides encore nombreux de nos ateliers, de nos laboratoires. de notre bibliothèque et de nos collections.

Cette année nous avons enrichi notre atelier d'ajustage, d'un tour parallèle à banc coudé, à fileter et à charioter, de 4^m50 de longueur et de 0^m35 de hauteur de pointes. Cet outil est capable de tourner des pièces d'un diamètre maximum de 1^m20. Il est pourvu d'une poupée à engrenages type Clément Thuller, avec série de 36 engrenages de rechange, petit plateau et grand plateau de 1^m10 de diamètre, console et socle pour chariot double, transmission de renvoi et supports, lunette ordinaire et lunette à suivre.

Notre atelier de tissage était resté jusqu'à présent assez pauvre ; nous allons y installer trois métiers nouveaux des types les plus modernes et les plus perfectionnés, savoir :

1° Un métier à tisser à une navette avec quatre marches ;
2° Un métier revolver à six navettes :
3° Un métier à tisser avec mécanique d'armure.

Nous espérons que la situation de notre budget nous permettra d'affecter aux achats de matériel neuf, indispensables à la bonne marche des travaux pratiques, des sommes de plus en plus importantes.

V — Internat.

L'internat commencera à fonctionner à la rentrée d'Octobre 1884 Les familles y trouveront des garanties complètes au point de vue de la discipline ; de plus le prix de la pension va pouvoir être abaissé. Toutefois, cette diminution doit être opérée avec prudence et de manière à ne pas mettre le budget en déficit. Nous avons pensé qu'une première réduction de 200 fr. pouvait être immédiatement réalisée et nous avons l'intention de la faire suivre d'une autre de 100 fr. si l'expérience démontre qu'elle peut être faite sans que notre équilibre budgétaire soit compromis. Le prix de la pension complète avec les frais d'études serait ainsi définitivement fixé à 1000 francs, ce qui n'a rien d'exagéré.

Pour les élèves non-internes, le repas de midi sera dorénavant facultatif, les jeunes gens autorisés par leurs familles à dîner hors de l'établissement en sortiront à midi pour y rentrer à une heure et demie ; ces élèves ne paieront plus que 400 fr. de frais d'études. Ce système, dont l'application aura pour effet de diminuer les charges des familles habitant Lille, ne modifiera en rien la durée ni les heures des cours oraux et des exercices pratiques. Il occasionnera seulement quelques modifications peu importantes au régime intérieur de l'École.

VI — Bourses départementales

Le crédit des bourses départementales est de 8200 fr. Jusqu'à présent, il a suffi à peine aux besoins les plus urgents. Les bourses ont dû être morcelées au point que des familles très digne d'intérêt n'ont reçu que des allocations annuelles de 150 fr. ou 200 fr. La création de l'internat aura pour conséquence de détendre un peu cette situation : mais il importe pour cela que le crédit des bourses soit maintenu au chiffre actuel. C'est à cette condition seulement que les familles les plus nécessiteuses pourront être secourues dans une mesure raisonnable. Le maintien du crédit de 8200 fr. permettra d'ailleurs d'en affecter une partie, le cas échéant, aux dépenses de l'internat. L'accès de l'Institut deviendra ainsi possible aux jeunes gens les moins favorisés de la fortune.

VII. — Projet de budget pour l'exercice 1885.

1° Institut.

Notre projet de budget de 1885 se rapproche sensiblement de celui de 1884. En recettes, un léger déficit dans le reliquat disponible sur les fonds de l'exercice antérieur sera compensé par un accroissement égal du chapitre intitulé « Intérêts des fonds placés à la recette générale et produits de la collation des diplômes. » En dépenses, nous demandons que le crédit affecté à l'achat des matières premières, etc., soit diminué de 2000 fr. ; cette somme servirait à augmenter jusqu'à concurrence de 1000 fr. d'autres chapitres insuffisamment dotés, et le complément de 1000 fr. viendrait accroître le crédit du personnel et servirait à créer un emploi de surveillant qui est devenu tout à fait indispensable

De cette façon le budget de 1885 s'établirait comme il suit :

Dépenses.

Personnel administratif et enseignant (1000 fr. de plus qu'en 1884)	58.000	»
Indemnités pour interrogations en dehors des cours et pour travaux extraordinaires (comme en 1884)	2.000	»
Contributions, assurances, achat et entretien des mobiliers scolaires et autres (comme en 1884)	2.700	»
Entretien des bâtiments et dépendances (300 fr. de plus qu'en 1884)	3.000	»
Achat de matières premières, achat et entretien du matériel et du mobilier des ateliers. — Dépenses du laboratoire, et du champ d'expérimentations (2000 fr. de moins qu'en 1884)..... ...	8.000	»
Médailles diverses (comme précédemment)	400	»
Force motrice, chauffage et éclairage (700 fr. de plus qu'en 1884)	4.800	»
Frais généraux, uniformes des appariteurs, impressions, service médical (comme précédemment).....	3.500	»
Total des dépenses prévues.....	82.400	»

Ressources.

Excédent des ressources disponibles de 1883	11	14
Frais d'études acquittés par 125 élèves.....	50.000	»
Produits du champ d'expérimentations et divers.....	1.600	»
Intérêts des fonds placés à la recette générale et produits de la collation .	788	86
Subvention de l'État pour l'École agronomique	2.000	»
Subvention du département	21.000	»
Subvention de la ville de Lille	7.000	»
Total des recettes prévues..	82.400	»

2° Internat.

Quant au budget de l'internat, on ne saurait l'établir avec précision, parce qu'il règne une grande incertitude sur les résultats des modifications projetées, et notamment de la suppression facultative du dîner de midi. C'est précisément à cause de cet alea que nous avons dû maintenir provisoirement à 1100 fr. le prix de la pension, frais d'études compris.

Cependant nous pensons que l'on peut évaluer à peu près de la manière suivante les dépenses et les recettes de l'internat.

Dépenses.

Personnel et gens de service	4.000 »
Entretien et achat du matériel	1 500 »
Nourriture des élèves	22 700 »
Chauffage et éclairage	1 600 »
Frais généraux et frais divers	1.200 »
Total des dépenses.....	31 000 »

Ressources.

40 élèves pensionnaires à 700 fr.....	28.000 »
10 élèves demi-pensionnaires à 300 fr.....	3.000 »
Total des ressources.....	31.000 »

VIII. — Conclusions.

En résumé, nous demandons au Conseil général de vouloir bien accorder à l'Institut, pour 1885, les mêmes crédits que les années précédentes ; savoir :

1° A titre de subvention.....	21.000 »
2° Pour le service des bourses....	8 200 »
Total.	29.200 »

Lille, le 4 Janvier 1884.

Le Directeur,

Signé : **A. OLRY**.

Je n'ai rien à ajouter aux renseignements complets et précis contenus dans ce rapport ; ils attestent une situation très satisfaisante à tous égards.

M. le Directeur fait connaître les changements survenus dans le personnel. M. Masquelez, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, qui a fourni dans le département du Nord, particulièrement à Lille, une carrière aussi utile que laborieuse, a pensé que le moment était venu de se démettre des fonctions de Directeur de l'Institut, auquel il avait toujours consacré une activité très éclairée. Pour la désignation de son successeur, j'ai été heureux de répondre à son désir en nommant son savant et dévoué Sous-Directeur, M. Olry, Ingénieur au Corps des Mines, qui lui-même a été remplacé par M. Étienne, Ingénieur des Ponts et Chaussées.

L'internat va commencer à fonctionner à la rentrée d'Octobre. Il va en résulter pour les familles et les élèves des avantages très appréciables qui sont indiqués par M. le Directeur.

Les évaluations de recettes et de dépenses sont maintenues aux mêmes chiffres. Il y a balance dans les recettes et les dépenses prévues pour l'Internat.

Je propose, en conséquence, l'inscription, au budget de 1885, des crédits alloués les années précédentes, savoir :

Part contributive du département dans les dépenses annuelles.....	21.000	»
Entretien de bourses et de demi-bourses.....	8.200	»
Total.....	29 200	»

ART. 2. — **Faculté de droit de Douai.** (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport de M. le Doyen sur les travaux de la Faculté de droit de Douai pendant l'année scolaire 1882-1883.

Le total des inscriptions prises sur les registres de la Faculté a été de 547. La rentrée du mois de novembre dernier s'est faite dans les conditions les plus favorables.

Depuis la création de la Faculté en 1865, le Conseil général vote, en exécution de l'art. 7 de l'ordonnance du 17 mars 1840, un crédit annuel de 500 fr. pour achat de médailles et de livres de droit à décerner aux élèves à la suite des concours de fin d'année.

Je propose au Conseil général le maintien de ce crédit au budget de 1885.

Les départements du ressort votent, savoir: le Pas-de-Calais, 200 fr.; l'Aisne, les Ardennes et la Somme, chacun 100 fr.

Élèves artistes. — Bourses — Encouragements (3e B).

Le département entretient actuellement treize bourses d'élèves artistes, savoir : 9 à l'école des Beaux-Arts, 3 au Conservatoire national de musique et une au Conservatoire national de déclamation. Voici les noms des titulaires :

École des Beaux-Arts.

Gauquié, de Valenciennes, né le 16 janvier 1858 (sculpteur). Ses cinq années de bourse expirent le 31 décembre prochain.

Bellynck, de Valenciennes, né le 16 juillet 1859, (peintre) 4e année.

Delemer, de Lille, né le 12 juin 1860 (architecte) 4e année.

Charlot, de Bruay, né le 11 novembre 1860 (architecte) 2e année.

Spriet, de Roubaix, né le 8 avril 1864 (peintre) 2e année.

Demon, de Steenvoorde, né le 7 janvier 1859 (sculpteur) 2e année.

Thys, de Lille, (peintre) 1re année.

Lefebvre, Hippolyte de Lille, né le 5 février 1863 (sculpteur) 1re année.

Lefebvre Alfred, de Thiant, né le (architecte) 1re année.

Conservatoire national de musique.

Deteneuille. de Lille, né le 9 octobre 1859, (chanteur), 4e année.

Mlle Simonnet, de Lille, (chanteuse), 2e année.

Mlle Brouchette. de Roubaix, (chanteuse), 1re année.

Conservatoire national de déclamation.

M. Pety, de Cambrai, né le 25 février 1860, 2e année.

Je communique au Conseil général les notes de ces jeunes artistes ; elles justifient pour la plupart la faveur du département. Je suis heureux de mentionner spécialement les magnifiques succès de Mlle Simonnet, qui vient de remporter aux concours : une 1re médaille de Solfège. un 1er prix de chant et un 1er prix d'opéra comique. Impossible de mieux terminer ses études.

Un concours aura lieu le 12 août entre les sculpteurs et les musiciens pour l'attribution des bourses vacantes. Les résultats en seront mis sous les yeux du Conseil général.

Les treize bourses donnent lieu à une dépense annuelle de 13.000 fr. Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget de 1885.

En outre. dans sa session d'août 1883, le Conseil général a voté un crédit de 1,600 fr., destiné à favoriser et récompenser l'envoi d'œuvres d'art, comme témoignage de leur travail, par les élèves boursiers qui arrivent au terme de leur bourse. Je propose l'inscription d'un même crédit au budget de 1885.

Cette année j'ai désigné pour l'envoi d'une œuvre artistique :

M. Gauquié, sculpteur.
M. Bellynck, peintre.
M. Delemer, architecte.

Les œuvres qui me seront envoyées seront exposées pendant la session du Conseil général.

J'ai reçu de M. Gauquié une demande d'indemnité pour 1885. Cette demande est appuyée par M. Dubois, directeur de l'école des Beaux-Arts, et par M. Cavelier, professeur. Je ne puis également qu'appeler le bienveillant intérêt du Conseil général sur cet élève artiste

Art. 2, 7 et 8. — **Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lille** (3e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport annuel de M. le Doyen de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lille.

Le nombre des étudiants est cette année de 398, savoir : élèves prenant inscription, 224 ; élèves en cours d'examens, 124 ; auditeurs bénévoles ou intermittents, 50. Il y a augmentation de 26 élèves sur l'année précédente.

Le total des certificats professionnels qui seront délivrés cette année sera d'environ 80, se décomposant comme suit : 19 docteurs, 17 officiers de santé, 10 pharmaciens de 1re classe, 22 pharmaciens de 2e classe, 2 herboristes de 1re classe, 10 sages-femmes.

Les titulaires des bourses médicales, MM. Cuisinier et Quint, justifient, à tous égards, la faveur dont ils sont l'objet. Une des trois bourses est vacante. Le concours auquel elle a donné lieu place en première ligne M. Choteau, Paul-Alphonse, de Marly, près Valen-

ciennes, élève de 1re année. Je mets sous les yeux du Conseil général les pièces du concours et les renseignements recueillis sur M. Choteau père.

M. Verclytte, titulaire de la bourse de pharmacie, donne également toute satisfaction.

Les bourses d'élèves sages-femmes sont occupées par Mme Rousseau et par Mlles Coste, Depoix, Dupuis, Leman, Meurisse, Nel, Meunier, Parisse, Thomas, Sauvage, Hiance et Munch. Ces élèves satisfont la Faculté par leur travail et leur assiduité. Un concours a lieu le 7 août pour l'attribution des bourses qui deviendront vacantes cette année, soit huit au moins. Je prie le Conseil général de vouloir bien donner à cet égard une délégation spéciale à la Commission départementale.

M. le Doyen de la Faculté pense que dans l'intérêt des élèves sages-femmes et surtout dans celui des malades, le moment est venu de compléter le service de la maternité par la création d'un emploi de maîtresse sage-femme. Il s'est d'abord adressé à la Commission administrative des Hospices de Lille, qui « a voté en principe l'adjonction au service de la Maternité d'une sage-femme, dont les frais de logement, de nourriture, d'éclairage, de chauffage et de blanchissage, seront à la charge des Hospices, à la condition expresse que le Conseil général votera la somme nécessaire pour le traitement de cette auxiliaire.

Comme il importe que l'emploi puisse être accepté par une personne fournissant toutes les garanties désirables d'aptitude et de dévouement au devoir professionnel, M. le Doyen estime qu'un traitement annuel de 1,500 fr. ne serait point exagéré pour cette fonction véritablement importante.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de voter ce traitement.

En conséquence, les crédits afférents à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lille, dont je propose l'inscription au budget de 1885, se répartissent comme suit :

Ensemble des services	10,000 fr.
Indemnité et dépenses afférentes au cours d'accouchement...	1,500
Bourses médicales..	3,000
Bourse de pharmacie....	1,000
Prix de thèses de doctorat, deux médailles	150
Bourses d'élèves sages femmes.....	6,000
Traitement d'une maîtresse sage-femme	1,500
Total....	23,150

Art. 3. — **Commission historique du Nord. — Subvention.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport sur les travaux de la Commission historique du Nord de juillet 1883 à juillet 1884

Au point de vue des monuments historiques, l'attention de la Commission s'est surtout portée sur la *Noble-Tour*, le plus ancien des monuments de Lille, et sur le projet de restauration de la tour de Watten.

L'excursion archéologique annuelle a eu lieu à Bourbourg. La Commission a pu émettre un avis utile au sujet de la reconstruction du chevet de l'église.

Des renseignements sont produits sur les fouilles et découvertes d'objets antiques, qui ont donné lieu à d'intéressantes communications au sein de la Commission.

Enfin, le rapport rend compte des travaux et publications. Le Président, M. Dehaisnes, publie, sous les auspices de la Commission, une *Histoire de l'Art dans la Flandre, l'Artois et le Hainaut*. 1250 pages de cet ouvrage grand in-4° sont actuellement imprimées ; le reste suivra prochainement.

La Commission historique du Nord reçoit une subvention annuelle de 1,500 fr. sur les fonds du département. Cette allocation étant justifiée à tous égards, je prie le Conseil général de vouloir bien la maintenir au budget de 1885.

Art. 4 — **École centrale des Arts et Manufactures. — Le jeune Gras. — Demande de subvention** (3 B.).

Dans sa session d'août 1883, le Conseil général a bien voulu voter une subvention de 500 fr en faveur du jeune *Gras*, de La Madeleine, élève à l'École centrale des Arts et Manufactures.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil une demande de continuation de ce subside pour 1885.

Le jeune Gras est l'aîné de sept enfants. La famille mérite tout intérêt et M. le Directeur de l'École exprime un avis très favorable à la demande.

Je prie. en conséquence, le Conseil général, de vouloir bien voter en faveur du jeune Gras un nouveau et dernier subside de 500 fr. pour 1885.

École centrale des Arts et Manufactures. — Le jeune Letombe. — Demande de Subvention. (3e B.).

Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a ajourné, pour complément d'instruction, la demande de subvention formée en faveur du jeune Letombe, Léon, élève à l'École centrale des Arts et Manufactures.

J'ai l'honneur de remettre cette demande sous les yeux du Conseil général.

Le sieur Letombe père est un ancien professeur de dessin aux Écoles académiques de Roubaix ; il se trouve actuellement dans une situation véritable digne d'intérêt.

Dans une lettre jointe au dossier, M. le directeur de l'École dit qu'il n'a que des éloges à donner sur la conduite, l'application et le travail du jeune Letombe ; entré avec le N° 50 à l'École, il paraît devoir maintenir avantageusement son rang.

Je propose l'allocation d'un subside de 500 fr. en faveur du jeune Letombe.

Art 5. — **École nationale d'arts et métiers de Chalons** (3e B)

Le département du Nord entretient à l'École nationale d'arts et métiers de Châlons, trois bourses qui peuvent se subdiviser. Cinq demi-bourses sont occupées par les élèves Flament, Paul, de Solesmes, Herbay, Léon, de Roubaix, Dusart, Hector, de Jeumont, Hannecart, Albert, de Solre-le-Château, et Deloffre, Charles, du Cateau. L'élève Flament termine ses études. Deux demi-bourses sont ainsi disponibles.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général :

1° Un tableau présentant le résultat des examens du premier degré qui ont eu lieu le 16 juillet, à la Préfecture, pour l'admission à l'école de Châlons ;

2° Des notes sur la conduite et les progrès des élèves du département qui suivent en ce moment les cours de l'École.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1885, le crédit de 1,800 fr. nécessaire à l'entretien de trois bourses.

Les examens du second degré pour l'admission à l'école de Châlons n'auront lieu que le 5 septembre, et, par suite, l'on ne connaîtra les élèves définitivement admis qu'au mois d'octobre. Je prie en conséquence le Conseil général de déléguer spécialement la commission départementale pour statuer sur les demandes de bourses formées en faveur de ces élèves.

Art. 6. — **Commission météorologique du Nord** (3e B.).

La Commission météorologique du Nord est inscrite au budget de l'exercice courant pour une subvention de 1,000 fr.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport sur les travaux de la Commission pendant l'année 1883-1884.

Ces travaux attestent une excellente organisation qui se complète sans cesse. Des inspections sont faites pour s'assurer que partout les instruments d'observation sont installés dans de bonnes conditions, et désormais des récompenses seront accordées aux correspondants les plus zélés.

La Commission demande que la subvention qui lui est allouée soit portée, pour 1885, à 1,200 fr., à répartir comme suit :

Indemnité au Secrétaire-Adjoint.	600 fr.
Subvention à l'observatoire de Douai	100 »
Voyages et inspection.....	200 »
Achat d'instruments	100 »
Médailles et récompenses	100 »
Frais généraux.....	100 »
Total égal.....	1200 »

Je propose au Conseil général de vouloir bien accueillir favorablement cette demande.

Art. 9. — **École des Maîtres Mineurs de Douai** (2e B.).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec un tableau donnant les noms et le rang de classement des 19 élèves présents à l'école, le rapport de M. l'Ingénieur en chef des Mines, Directeur, sur la situation de l'École des Maîtres-Mineurs de Douai, pendant l'année scolaire 1883-1884.

Ce rapport est ainsi conçu :

« Pendant l'année qui vient de s'écouler, le nombre des élèves qui ont suivi les cours de l'École des Maîtres-Mineurs de Douai a été de 19, dont 11 en première année et 8 en seconde année. Nous en donnons la liste par ordre de mérite dans le tableau joint au présent rapport. La plupart de ces élèves avaient été envoyés par les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais et ont eu leur pension payée, soit par les Départements, soit par les Compagnies houillères.

« Tous les élèves reçus à l'École des Maîtres-Mineurs de Douai ont, jusqu'ici, suivi la série complète des cours pendant les deux années réglementaires. Cette obligation de deux années d'étude a paru au Conseil d'Administration de nature à éloigner quelques-uns des ouvriers mineurs que les Compagnies houillères auraient le plus d'intérêt à voir entrer dans l'École, à savoir de ceux qu'elles destinent à remplir les postes de Maîtres-Mineurs et Porions. En effet, la plupart de ces ouvriers, âgés de 25 à 28 ans, sont déjà mariés, et ont une famille qu'ils soutiennent par le produit de leur travail, et il est bien difficile, sauf de rares exceptions, d'obtenir qu'ils quittent cette famille pour aller pendant deux ans sur les bancs d'une École. Il faut évidemment, pour que l'Ecole de Douai attire des élèves de cette catégorie, qu'elle les retienne le moins longtemps possible : il faut de plus qu'ils soient exonérés de tous frais de pension, et même que les Compagnies qui les envoient leur accordent, au moins à titre d'avance, la somme correspondant au salaire qu'ils auraient gagné en restant à la mine, salaire qui leur est nécessaire pour entretenir leur famille.

» C'est dans cet ordre d'idées que le Conseil d'Administration a décidé que les cours de l'École de Douai seraient réorganisés de manière à comprendre dans l'enseignement de première année toutes les matières particulièrement utiles pour les Maîtres-Mineurs et Porions. Il a en même temps émis le vœu que les bourses accordées par les Départements fûssent particulièrement attribuées aux élèves âgés de plus de 25 ans et ayant charge de famille.

» Nous espérons que ces mesures auront pour effet d'augmenter le nombre des élèves de l'École des Maîtres-Mineurs de Douai. Jusqu'à ce jour, l'École s'est recrutée plus particulièrement parmi les jeunes ouvriers mineurs, âgés de 18 à 21 ans, dont la famille a une certaine aisance et peut faire quelques sacrifices en vue de leur avenir. En-dehors

de cette catégorie de sujets, qui, trop souvent, recherchent les places de vérificateurs des plans de mine et d'employés dans les bureaux des Compagnies houillères, l'École pourra recevoir ceux en vue desquels elle a été particulièrement créée, c'est-à-dire les ouvriers qui sont appelés à devenir Maîtres-Mineurs et Porions, qui, plus tard, dirigeront l'exploitation souterraine sous les ordres de l'Ingénieur et la surveilleront dans tous ses détails.

» Nous n'avons aucune observation spéciale à présenter au sujet de la conduite des élèves qui a été très satisfaisante, pendant toute l'année qui vient de s'écouler. Nous n'avons également que des éloges à adresser aux professeurs de l'École et au surveillant des études pour le zèle qu'ils ont montré dans l'accomplissement de leurs fonctions.»

Douai, le 30 juillet 1884.

L'Ingénieur en Chef des Mines,
Directeur de l'École des Maîtres-Mineurs,

Signé : H. PESLIN.

Pour les motifs exposés dans ce rapport, je pense que le Conseil général peut décider qu'en principe les bourses seront accordées de préférence aux candidats âgés de 25 ans au moins et ayant charge de famille, mais en laissant toute liberté à la Commission départementale qui, chaque année, attribue les bourses vacantes à la suite des examens de rentrée. Il me paraît, en effet, très important, eu égard au petit nombre de candidats qui se présentent, de ne pas établir de catégories exclusives.

Un crédit de 4.000 fr. est affecté à l'entretien des bourses et des demi-bourses, la bourse entière étant de 500 fr.

Je propose l'inscription d'un même crédit au budget de 1885.

DESIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884	BUDGET de 1885 — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposees pour 1885 — en moins	DIFFÉRENCE — en plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XI.					
Encouragements à l'agriculture et à l'industrie					
Art. 1er. — Encouragements à l'agriculture :					
Chambres d'agriculture. (Décret du 25 mars 1852)..... 1,700 »					
Société d'Horticulture de Valenciennes.. 500 »					
Cercle horticole du Nord..... 500 »					
Station agronomique de Lille..... 2,000 »					
Amélioration de la culture de la betterave 3,000 »					
Concours départemental d'animaux reproducteurs de la race Bovine..... 8,500 »	41,800 »	41,800 »	» »	» »	
Société régionale d'Horticulture du Nord de la France..... 1,000 »					
Dépenses diverses..... ..... 4,600 »					
Comices agricoles ou Sociétés d'arrondissement..... 20,000 »					
Art. 2. — Encouragements pour l'amélioration de la race chevaline :					
Élève des chevaux. (Concours départementaux.) .... 19,400 »	24,400 »	24,400 »	» »	» »	
Subvention à la Société hippique..... 5,000 »					
Art. 3. — Encouragement aux artistes vétérinaires (Association du Nord et du Pas-de-Calais).....	300 »	300 »	» »	» »	
Art. 4. — Entretien d'élèves aux écoles vétérinaires d'Alfort, de Lyon ou de Toulouse.....	3,000 »	3,000 »	» »	» »	
Art. 5 — Primes pour la destruction des animaux nuisibles.....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Art. 6. — Subside au sporting Dunkerquois. (Club des régates Dunkerquoises).....	300 »	300 »	» »	» »	
Total du sous-chapitre XI.....	70,800 »	70,800 »	» »	» »	

ART. 1er. — **Chambres consultatives d'Agriculture.** (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les résumés des travaux des Chambres consultatives d'agriculture pendant l'année 1883.

Le budget de ces institutions, qui apportent un précieux concours à l'administration pour toutes les questions de statistique et de renseignements agricoles, est depuis longtempts fixé à 1.700 fr., savoir :

Lille	500 fr.
Avesnes	200
Cambrai	200
Douai	200
Dunkerque.....	200
Hazebrouck.....	200
Valenciennes.....	200
Total égal.....	1,700 fr.

Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1885.
Le crédit de 1883 a été dépensé jusqu'à concurence de 1,500 fr.

Art 1er.—**Société d'horticulture de Valenciennes. — Subvention.** (2e B)

Une subvention de 500 fr. est accordée annuellement à la Société d'horticulture de Valenciennes.

Son projet de budget pour 1885 s'élève à la somme de 3,650 fr.; elle sollicite 1,000 fr. du département et 1,000 fr. de l'État.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes donne un avis favorable à cette demande, mais il propose d'imposer à la Société l'obligation de ne récompenser que des produits français dont la provenance lui sera connue et qui auront été obtenus par les exposants eux-mêmes.

Cette Société mérite à tous égards les encouragements qui lui sont accordés ; sa demande se recommande donc à toute la bienveillance du Conseil général.

Toutefois, comme elle ne doit pas organiser de grand coucours en 1885, je la maintiens dans mes prévisions budgétaires pour la subvention de 500 fr. afférente à l'exercice courant.

Je prie d'ailleurs le Conseil général de vouloir bien émettre un avis très favorable à l'allocation d'un subside de 1,000 fr. sur les fonds de l'État.

Art. 1er. — **Cercle horticole de Lille** (2e B.)

Une subvention de 500 fr. est allouée chaque année, au Cercle horticol de Lille, sur les fonds du département.

Pareille subvention est accordée par M. le Ministre de l'agriculture.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le compte-rendu des Travaux du Cercle en 1883, ainsi que son projet de budget pour 1885.

Les expositions organisées par cette Société offrent le plus grand intérêt, et justifient les encouragements qui lui sont accordés.

Je prie le Conseil général de vouloir bien maintenir cette Société pour une allocation de 500 fr. au budget départemental de 1885, et d'émettre l'avis, en exécution de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, qu'une même subvention lui soit accordée sur les fonds de l'État.

Art. 1er. **Station agronomique de Lille** (2e B.)

La station agronomique de Lille est inscrite au budget du département pour une subvention annuelle de 2,000 fr.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le compte-rendu de ses travaux pendant l'année 1883.

Je propose l'inscription au budget de 1885 de la subvention de 2,000 fr., en priant le Conseil général d'émettre l'avis qu'une subvention d'égale somme soit allouée sur les fonds de l'État.

Art. 1 et 2. — **Concours agricoles et hippiques. — Subventions** (2e B.)

Le Conseil général a fixé ainsi qu'il suit les allocations affectées aux concours agricoles et hippiques :

	ALLOCATIONS départementales	ALLOCATIONS DE L'ETAT pour 1884.	
		PROPOSÉES.	OBTENUES.
1° Concours des associations agricoles.			
Société des Agriculteurs du Nord	2.500	1.100	»
Id. concours betteravier	3.000	10 000	10 000
Comice agricole de Lille.....	2.500	1.100	1.100
Comice agricole de Cambrai.....	2.500	1 100	1.100
Société d'agriculture de Douai.	2.500	1 100	1.100
Id. de Valenciennes.....	2.500	1.100	1.100
Id. d'Avesnes..... ...	2.500	1.100	1.100
Id. de Dunkerque et de Bourbourg.....	2.500	1 100	1.100 800
Id. d'Hazebrouck et de Bailleul..	2.500	1 100	1.100 700
TOTAUX.	23 000	18.800	19 200
2° Concours départementaux hippiques.			
Concours d'étalons à Lille.....	11.000	»	»
Trois concours de juments suitées.....	8.400	3 000	3.000
TOTAUX.....	19.400	3.000	3.000
3° Concours départementaux d'animaux reproducteurs de la race bovine.			
Total pour les trois concours.....	8.500	3.000	800 et trois médailles.

4° Dépenses diverses.

Médailles, flots de rubans, jetons de présence aux exposants, frais d'installation des concours..... .	3 800
Indemnité au vétérinaire départemental...	600
Frais de publicité.....	200
TOTAL	4.600

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au budget départemental de 1885, les crédits alloués pour 1884.

En outre, je prie l'assemblée d'émettre l'avis qu'il soit accordé sur les fonds de l'État :

A la Société des Agriculteurs du Nord pour son concours betteravier..	10.000	»
A chacune des dix Sociétés agricoles du département, dénommées en tête du présent rapport, 1,100, soit pour les dix.....	11.000	»
Pour les trois concours de juments suitées.....	3.000	»
Pour les trois concours d'animaux reproducteurs de la race bovine, 1,000 fr. par concours, soit.....	3.000	»
Pour le concours d'animaux gras qui se tient à Bergues le dimanche des Rameaux	1.500	»
Pour le concours d'animaux reproducteurs de la race flamande pure, organisé par la même ville.	1.500	»

Je joins au présent rapport :

1° Les programmes et les procès-verbaux des concours de juments suitées et d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine ;

2° Un rapport de M. le Directeur du dépôt d'étalons de Compiègne, sur le service des haras dans le département en 1884. Ce rapport, qui rend compte du plein succès de nos six stations d'étalons de l'État, contient quelques considérations relatives aux concours, sur lesquelles je crois devoir appeler l'attention.

Art. 1er. — **Société régionale d'horticulture du Nord de la France. — Subvention** (2e B.).

Une subvention de 1,000 fr. est accordée annuellement à la Société régionale d'horticulture du Nord de la France qui a son siège à Lille, au Palais Rameau.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec un projet de budget à l'appui, la demande de continuation de ce subside pour 1885.

Les dépenses auxquelles la Société devra faire face en 1885 sont évaluées à 15,000 fr.; elles sont détaillées à son projet de budget, ainsi que les ressources sur lesquelles elle croit pouvoir compter.

Je prie le Conseil général de vouloir bien accorder la subvention sollicitée de 1,000 fr. et émettre l'avis qu'un subside de pareille somme de 1,000 fr. soit alloué sur les fonds de l'État.

Art. 2. — **Société hippique française. — Concours de Lille. — Subvention annuelle** (2e B.)

Dans sa session d'août 1875, le Conseil général a voté une subvention annuelle de 5,000 fr. pendant dix ans, à partir de 1876, pour les concours organisés à Lille par la Société hippique française. Je propose l'inscription de la dernière annuité au budget de 1885.

Les concours de 1884 ont été très remarquables à tous égards. Je joins, d'ailleurs, au présent rapport : 1° le programme de ces concours ; 2° la liste des exposants, avec le nombre de chevaux présentés ; 3° la liste officielle des prix décernés.

Les primes distribuées se sont élevées à la somme de 39,929 francs répartie sur 214 prix.

La Société hippique française demande que le Conseil général soit appelé, dès cette année, à se prononcer sur la question du renouvellement pour une nouvelle période de dix ans, à partir de 1886, de l'engagement voté en 1875. J'ai l'honneur de communiquer cette demande à l'assemblée avec plusieurs documents à l'appui.

Une même demande a été adressée à la ville de Lille, et le Conseil municipal l'a accueillie favorablement par délibération du 27 juin dernier, sur l'exposé suivant qui lui a été fait par M. le Maire :

« La Société hippique française nous demande le renouvellement de son traité. Depuis » dix ans que cette Société a organisé à Lille des concours hippiques, ces fêtes ont pris » un développement considérable ; elles sont devenues une des plus grandes attractions » de notre ville, et la Société nous a toujours donné audelà de ses engagements. Aussi » n'hésitons-nous pas à vous proposer de lui continuer l'attribution annuelle d'un subside » de 5,000 fr. pendant dix ans, à la condition qu'elle distribuera, à chaque concours, des » prix pour une somme minimum de 25,000 fr.

Pour les mêmes motifs, je prie le Conseil général de vouloir bien décider qu'il continuera à allouer pendant dix ans, à partir de 1886, un subside annuel de 5,000 fr. à la Société hippique française, pour ses concours de Lille, sous la condition que le montant des prix attribués à la suite de chaque concours, ne poura être inférieur à 25,000 fr.

Art. 3. — **Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais** (3e B.)

Une subvention de 300 fr. est accordée annuellement sur les fonds du département à l'association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais.

Je propose la même allocation au budget de 1885.

Art. 4. — École vétérinaire d'Alfort (3e B.)

Le département entretient dix demi-bourses à l'école vetérinaire d'Alfort.

Six demi-bourses ont été occupées pendant l'année scolaire 1883-1884 par les jeunes Postiaux, de Leval (deux); Warghiez, de Bertry: Lebon, de Douai; Dupire, de Lannoy; et Bernard, d'Armentières (militaire autorisé à suivre les cours de l'école de Lyon).

M. Postiaux sera vraisemblablement diplômé cette année. Il y aura conséquemment pour la rentrée d'octobre six demi-bourses disponibles.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter, au budget de 1885, la somme de 3,000 fr., nécessaire à l'entretien de dix demi-bourses.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée :

1° Les engagements souscrits par les élèves boursiers, de venir à leur sortie de l'école exercer pendant cinq ans, dans le canton qui pourra leur être désigné par le Préfet;

2° Les notes obtenues à l'école par les élèves du département pendant l'année scolaire 1883-1884;

3° Et la liste des vétérinaires diplômés exerçant dans le département du Nord.

Art. 5. — Animaux nuisibles. — Hannetonnage. (2e B.)

Chaque année, le Conseil général vote une somme de 1,000 fr. pour encourager la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture, notamment des hannetons.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien autoriser l'ouverture d'un crédit de pareille somme pour l'année 1885.

Le crédit voté en 1883 a été employé jusqu'à concurrence de la somme de 990 fr.

Art 6. — Club des régates Dunkerquoises. — Subvention (3e B)

Dans sa session d'Août 1883, le Conseil général a décidé le transfert au profit du *Club des régales Dunkerquoises*, à partir de 1884, du subside départemental de 300 fr. accordé précédemment à la Société dite Sporting Dunkerquois.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire la même allocation au budget de 1885.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS au Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles propo-ees pour 1885. En moins	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles propo-ees pour 1885. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XII.					
Subventions aux communes					
Art. 1er. — Établissement de pompes à incendie. (Circulaire du 20 août 1835)	3,000 »	3,000 »	»	»	
Art. 2. — Subventions pour le service des secours et pensions aux sapeurs-pompiers. (Loi du 5 avril 1851)	1,000 »	1,000 »	»	»	
Art. 3. — Subvention pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers. (Loi du 7 août 1851)...	6,000 »	6,000 »	»	»	
Art 4. — Faculté de médecine et de pharmacie	11,500 »	11,500 »	»	»	
Art. 5. — Subventions pour acquisitions, travaux et réparations d'églises, de mairies ou autres édifices communaux, autres que les écoles primaires	20,000 »	20,000 »	»	»	
Total du Sous-Chapitre XII.....	41,500 »	41,500 »	»	»	

Art. 1er. — Pompes à incendie. — Subsides. (3e B.)

Le tableau ci après fait connaître, par arrondissement, le nombre des communes du département qui sont pourvues de pompes à incendie :

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de communes	Nombre de communes pourvues de pompes.	Nombre de pompes possedees par les communes
Lille	129	99	194
Avesnes	153	61	86
Cambrai	118	56	72
Douai	66	41	61
Dunkerque	62	46	42
Hazebrouck	53	49	42
Valenciennes	82	67	98
	663	362	595
Précédente situation	663	360	592
Augmentation pour l'année	»	2	3

Un crédit de 3,000 fr. est alloué annuellement au budget du département pour venir en aide aux communes dans leurs dépenses d'achat de pompes à incendie.

Je propose l'inscription de la même somme au budget de 1885.

Le crédit de 1883 n'a été employé que jusqu'à concurrence de 500 fr.

Art. 2. — Sapeurs pompiers. — Secours. (3e B).

Un crédit de 1,000 fr. est inscrit au budget départemental pour venir en aide amx communes dans le paiement des secours et pensions auxquels les sapeurs-pompiers, leurs veuves ou leurs enfants, peuvent prétendre en vertu de la loi du 5 avril 1851, en cas de blessures ou de maladies reçues ou contractées dans le service.

Ce crédit n'est engagé que jusqu'à concurrence de 150 francs, en faveur de la veuve Cavro, domiciliée a Douai, dont le mari, sapeur-pompier à Douchy, a été tué dans un incendie, mais il y lieu de conserver les moyens de pourvoir à des secours extraordinaires si une circonstance malheureuse venait à se produire dans le département.

Je propose, en conséquence, l'inscription de la même somme de 1,000 fr. au budget de 1885.

Art. 3 — Malades indigents. — Subventions (2e B.)

Le Conseil général alloue, chaque année, un crédit pour faciliter le placement dans les hospices et hôpitaux des malades et incurables indigents.

Les allocations sont accordées aux communes pauvres qui sont dans l'impossibilité de pourvoir elle-mêmes à l'entretien de leurs malades, et aux hospices pour les malades dont le domicile réel de secours est demeuré inconnu.

Le crédit de 6,000 fr., alloué pour l'année 1883, a été employé jusqu'à concurrence de 4,416 fr. 02 c.. répartis entre 23 communes ou hospices et appliqué à 25 malades ou incurables d'après les décisions de la Commission departementale, et en ce qui touche l'exercice 1884, ce crédit a presque reçu son emploi intégral.

La nécessité de ces allocations étant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien accorder, pour la même destination en 1885, un crédit de 6,000 fr. dont je propose l'inscription au sous-chapitre 12 du budget.

Faculté de médecine.

(*Voir sous chapitre X, art. 2*).

Art. 6. — Eglises. — Secours départementaux. — Crédit pour 1885 (3e B.).

Le Conseil général a décidé, par ses délibérations des 18 et 20 août 1875, qu'un crédit fixe de 20,000 francs serait inscrit chaque année au budget départemental, à titre de

secours aux communes, pour construction, agrandissement ou restauration de leurs églises.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de maintenir ce crédit à 20,000 fr. pour l'année 1885 et de le répartir conformément au tableau ci-après qui répond à ses votes antérieurs.

DÉSIGNATION DES COMMUNES.	Allocations accordées.	Montant des crédits ouverts.	Reste à allouer.	Propositions pour 1885.
1°. Allocation de 1878.				
Commune de Le Maisnil (3e tiers).	3.000 »	2.000 »	1.000 »	1.000 »
2°. Allocation de 1879.				
Commune de Hondeghem. Indemnité de.....	2.000 »	1.900 »	100 »	100 »
3°. Allocations de 1881.				
Commune de Pet te-Synthe (1er et 2e tiers)	3.000 »	»	3 000 »	2.000 »
id. de Merv l e (1er tiers)	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
id Templemars (3e tiers)	3 000 »	2.000 »	1.000 »	1.000 »
4°. Allocations de 1882.				
Commune de B urbourg - Ville et Bourbourg-Campagne (solde de l'indemnité)	2.000 »	1.250 »	750 »	750 »
id. Bugnicourt id.	1.600 »	800 »	800 »	800 »
id. Fleire (2e moitié).....	1.500 »	750 »	750 »	750 »
id Petit-Forêt (2e tiers).....	3 000 »	1.000 »	2 000 »	1.000 »
Communauté israélite de Valenciennes (subvent).	3.000 »	»	3 000 »	1.000 »
5° Allocations de 1883.				
Commune de Busigny Eglise du hameau de la haie Manneresse (Solde de l'indemnité)... ..	1.200 »	627 »	573 »	573 »
id. Croix-Lille (2e moitié).	1 000 »	500	500 »	500 »
id. Fleire id.	1 000 »	500	500 »	500 »
id. Bailleul (église du Steenje).....	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
id. Blaringhem	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
id. Templeuve (subvention de)	500 »	»	500 »	500 »
id Houplin id.	400 »	»	400 »	400 »
id. Monceau-St-Vaast id.	500 »	»	500 »	500 »
id. Roucourt id.	500 »	»	500 »	500 »
id. Saint-André id.	500 »	»	500 »	500 »
id. Trois-Villes (1er tiers)..	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
6° Allocations de 1884.				
Commune de Lompret (subvention de.)	500 »	»	500 »	500 »
id. B u lle-St-Amand id.	871 21	»	871 21	871 »
id Leval id.	500 »	»	500 »	500 »
id. Le Maisnil id.	1.000 »	»	1.000 »	500 »
di. Leers (à-compte).....	1.040 »	»	1.040 »	306 »
id' Estrées (subvention de).....	350 »	»	350 »	350 »
id. Vieux-Berquin id.	600 »	»	600 »	600 »
TOTAL égal au crédit fixé par le Conseil général.				20.000

DÉSIGNATION DES DÉPENSES	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS au Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposées pour 1885 — En moins.	DIFFÉRENCE — En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XIII. *Dépenses diverses.*					
Art. 1er Indemnité de logement aux aumôniers des prisons	1,200 »	1,200 »	» »	» »	
Art. 2. Dépenses du Conseil de salubrité.....	14,300 »	14,300 »	» »	» »	—
Art. 3. Mesures contre les épidémies. (Circulaire du 13 avril 1835.).....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Art. 4. Indemnité de logement aux officiers de gendarmerie	2,000 »	2,000 »	» »	» »	(1) Capit. à Donat 1 000 Lieut. à Caumb 1 000 — Total. .. 2 000
Art. 5. Avance pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. (Circulaire du 6 août 1857)..	50,000 »	50,000 »	» »	» »	
Art 6. Impressions :					
Frais d'impression du procès-verbal des délibérations du Conseil général, des rapports de la Commission départementale et du Préfet..... 17,140 »					
Frais d'impression des budgets et des comptes départementaux.. 1,900 »					
Frais d'impression du procès-verbal des délibérations des Conseils d'arrondissement et des rapports des Sous-Préfets..... 700 »	24,000	24,000 »	» »	» »	
Frais d'impression des cartes d'électeurs..... 4,000 »					
Impressions diverses. (Travaux d'intérêt départemental).....200 »					
Art. 7. Secours à d'anciens employés ou à leurs familles, savoir :					
A la veuve Carrez, dont le mari était employé à la Préfecture..... 300 »					
A la veuve Lerouge, id. 300 »					
A la veuve Lefebvre, id. 300 »					
A la veuve Boussemart, dont le mari était employé aux archives 300 »					
A la veuve Dugabelle id. 200 »					
A la veuve Renart, dont le mari était agent-voyer..... 300 »					
A la veuve Corman, dont le mari était employé à la Préfecture.. 300 »					
A la veuve Barbé dont le mari était garçon de bureau..... 300 »					
Au sieur Defrenne, ancien employé 300 »					
Au sieur Soudant, ancien agent-voyer principal..... 800 »					
A Mlle Delarre, sœur d'un ancien agent-voyer. ..... 300 »					
A Mme veuve Losfeld, mère d'un ancien chef de bureau aux archives 300 »					
A reporter....	4,000 »	92,500 »	92,500 »	»	» »

DESIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouees au budget de 1884	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposees pour 1885. en moins.	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposees pour 1885. en plus.	OBSERVATIONS.
Report....	4,000 »	92,500 »	92,500 »	»	»
Au sieur Bernard, inspecteur des enfants asssistés en Rte.....	800 »				
A Mme Dagalier, veuve d'un ancien agent-voyer principal....	300 »				
A M. Laurent, ancien chef de bureau de la Préfecture.....	400 »				
A M. Cocquillier, ancien chef de bureau adjoint de la Préfecture	300 »				
A Mme veuve Delgrange dont le mari était employé à la Sous-Préfecture de Valenciennes....	250 »	8,100 »	8,100 »	»	»
A M. Foucault, ancien chef de division à la Préfecture.....	1,200 »				
A M. Mallebranque, ancien chef de bureau à la Préfecture.....	150 »				
Aux orphelins Bar, dont le père était agent-voyer cantonal.....	300 »				
A Mme Delion, dont le mari était agent-voyer.....	400 »				
Art. 8. Subvention à la caisse des retraites.....		16,202 »	16,590 »	»	388 »
Art. 9. Indemnité aux employés de la Préfecture pour travaux extraordinaires		9,000 »	9,500 »	»	500 »
Art. 10. Allocation aux employes de la Préfecture et des Sous-Préfectures		47,000 »	47,000 »	»	»
Art. 11. Grâtifications pour belles actions.....		1,400 »	1,400 »	»	»
Art. 12. Menues depenses et frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture.....		2,400 »	2,400 »	»	»
Art. 13. Allocation aux Sociétés de Gymnastique.....		1,000 »	1,000 »	»	»
Art. 14. Société de tir de la réserve de l armée active et d l'armée territoriale.....		500 »	500 »	»	»
Art. 15. Allocation aux sociétés de tir.....		1,200 »	1,200 »	»	»
Art. 16. Etablissement thermal de St-Amand. Traitement du Medecin-Inspecteur		800 »	800 »	»	»
Art. 17. Dépenses de la Commission départementale.....		2,000 »	2,000 »	»	»
Art. 18. Allocations aux vérificateurs des poids et mesures		3,250 »	3,350 »	»	100 »
Art. 19. Frais de surveillance du travail des enfants.....		6,000 »	6,000 »	»	»
Art. 20. Canal du Grand-Bruille. Redevance réc amée par la ville de Valenciennes.....		94 75	94 75	»	»
Art. 21. Frais de conservation et de g rde des pierres lithographiq ies de la carte départementale au 1/40,000, par M. Raillard.....		335 95	335 95	»	»
Art. 22. Frais de division de cotes de contributions directes entre propriétaires et fermiers.....		7,000 »	7,000 »	»	»
Art. 23. Subvention de la Chambre de commerce de Dunkerque aux officiers et maîtres de port, gardiens de fanaux, etc		10,200 »	10,200 »	»	»
Art. 24. Réserve pour dépenses diverses et imprévues (Lo du 10 août 1871, ar . 63, § 3).....		10,000 »	10,000 »	»	»
Articles non reproduits du budget de 1884.....		49,382 41	»	49,382 41	»
Total du sous-chapitre XIII...		268,365 11	219,970 70	49,382 41	988 »

Art. 1er. — Prisons départementales. — Indemnité de logement aux Aumôniers. (2e B)

Chaque année un crédit de 1,200 fr. est inscrit au budget départemental pour le paiement de l'indemnité de logement accordée aux aumôniers des Maisons d'arrêt de Lille et de Douai.

J'ai l honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter une pareille somme pour 1885.

Art 2. — Conseils d'hygiène et de salubrité. — Frais de bureau. (2e B.)

Le crédit alloué pour frais de bureau aux Conseils d'hygiène et de salubrité du département se répartit comme suit :

Conseil central de Lille.....	3.200 fr.
Conseil d'hygiène d'Avesnes	200
— de Cambrai	200
— de Douai.....	250
— de Dunkerque.....	200
— d'Hazebrouck	200
— de Valenciennes.....	250
Total.....	4.500 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un même crédit au budget de 1885.

Art. 3. — Epidémies (2e B.).

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, le rapport présenté au Conseil central d'hygiène et de salubrité, par M. le docteur Pilat, sur les maladies épidémiques qui ont sévi dans le département pendant l'année 1883.

La fièvre typhoïde, la variole et le croup ont été constatés à l'état épidémique dans quelques communes, mais sans caractère de gravité très prononcé.

Dès qu'une épidémie se manifeste les mesures les plus énergiques sont immédiatement prises pour la combattre ou en atténuer les conséquences.

En ce moment toute l'attention se porte sur l'épidémie cholérique qui sévit dans quelques villes du Midi.

Des mesures préventives d'hygiène et de salubrité ont été prises dans toutes les communes du département. Je mets sous les yeux du Conseil général les circulaires que j'ai adressées à ce sujet à MM. les Maires.

Il y a lieu d'espérer que le fléau s'éteindra dans le midi ; je ne crois donc pas devoir

proposer au Conseil général le vote d'un crédit spécial destiné à le combattre dans le Nord. Toutefois, il peut être prudent d'être toujours prêt à faire exécuter ou à prendre toutes les mesures que la situation pourrait commander; par suite, je prie le Conseil général de vouloir bien déléguer spécialement la Commission départementale pour, en cas d'urgence, mettre à ma disposition le fonds de secours qui serait jugé nécessaire. Je n'hésiterais pas, d'ailleurs, à provoquer une réunion extraordinaire du Conseil général, si la nécessité s'en faisait impérieusement sentir.

Pour assurer le service ordinaire des épidémies en 1885, je prie l'Assemblée de vouloir bien voter le crédit annuel de 1,000 fr.

Art. 4. — **Gendarmerie. — Indemnités de logement aux officiers.** (1er B)

Dans sa dernière session, le Conseil général a voté, à titre d'indemnité de logement, une somme de 2,000 fr. en faveur des capitaines de gendarmerie de Douai et de Cambrai.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1885, sous-chapitre XIII, art. 5, un crédit de 2,000 fr. pour le même objet, dont 1.000 fr. pour le capitaine de gendarmerie de Douai, et 1,000 fr. pour le capitaine de gendarmerie de Cambrai.

Art. 5. — **Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers** (1er B.).

Conformément aux instructions ministérielles, un crédit de 50,000 fr. a été inscrit au budget de 1884 pour le paiement, à titre d'avance, des taxes de curage d'office des cours d'eau non navigables et des taxations dues aux Ingénieurs et Agents des ponts et chaussées et des Mines, à raison de l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines ou autres analogues, sauf recouvrement au profit du département à la charge des intéressés.

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer au budget de 1885, sous-chapitre XIII, un crédit de 50,000 francs qui se balancera par un article de recette de même somme inscrit parmi les produits éventuels départementaux de la même section.

Frais d'impression.

(Voir sous-chapitre Ier)

Art 7. — **Complémens de pensions et indemnités à d'anciens employés ou à leurs veuves** (2e B.)

Dans sa session d'août 1883, le Conseil général a voté, pour compléments de pensions et indemnités à d'anciens employés ou à leurs veuves, un crédit de .. .. 8 100 fr »

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire ce même crédit au sous-chapitre 13 du budget de 1885.

En outre, je le prie de vouloir bien, en exécution de sa délibération du 4 avril 1883, autoriser le versement en 1885, par M. Foucault, pour le compte de la caisse des retraites, de la somme de 535 francs représentant la 4e annuité des retenues qui lui sont imposées pour jouir du complément de pension accepté par la délibération précitée.

Art. 8. — **Caisse départementale des retraites.** (1er B.)

Les pensions liquidées par le Conseil général sur la caisse départementale des retraites et instituées par décrets ou en vertu du nouveau règlement s'elèvent pour 1885 y compris celle dont la liquidation est proposée à..... 55,390 »

Les ressources de la Caisse sont les suivantes :

Rentes sur l'Etat	17,150 »	
Retenues à 5 % sur les traitements.....	20,850 »	
Retenues de premiers douxièmes environ.....	800 »	
Montant des ressources		38.800 »
Il en résulte une insuffisance de..		16,590 »

Ce déficit est sensiblement le même que celui de l'année précédente, mais il est notablement inférieur à celui accusé en 1882 et les années antérieures où le montant de la subvention atteignait 23,800 fr.

Dans l'espoir que le Conseil général voudra bien continuer à venir en aide à une si utile institution, j'ai l'honneur de le prier de vouloir bien accorder une subvention de 16,590 francs pour 1885 à la Caisse départementale des retraites, en vue de combler le déficit dont l'origine a été explicitement exposée dans mon rapport sur le projet de modification des statuts de la Caisse adopté par l'assemblée départementale.

Art. 10. — **Préfecture et Sous-Préfectures. — Frais d'administration** (1er B.)

Le Conseil général a bien voulu allouer, pour 1884, un crédit de 47,000 fr. pour suppléer à l'insuffisance du traitement des employés de la Préfecture et des Sous-Préfectures, à raison de 35,000 fr. pour la Préfecture et 12,000 fr. pour les Sous-Préfectures.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien voter un même crédit au budget de 1885, le personnel de nos bureaux se montrant de plus en plus digne de toute la bienveillante sollicitude qui lui est témoignée par le Conseil général.

Art. 11. — **Belles actions.** — (3e B.)

Le Conseil général vote chaque année une somme de 1,400 fr. destinée à récompenser les belles actions.

J'ai l honneur de prier l'assemblée de vouloir bien inscrire une même somme au budget de 1885.

Le crédit de 1883 a été dépensé en totalité.

Art 12. — **Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses** (2e B.)

Le crédit destiné à faire face aux dépenses et frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture a été fixé à 2,400 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter une même somme au budget de 1885.

Art. 18. — **Sociétés de gymnastique. — Subventions** (3e B.)

Un crédit de 1,000 fr. est inscrit au budget du département à l'effet de permettre l'attribution aux Sociétés de gymnastique de prix à décerner à la suite de concours, sous la dénomination de *Prix du Conseil général.*

Je propose la même allocation au budget de 1885.

L'association régionale des gymnastes du Nord reçoit sur ce crédit une subvention annuelle de 400 fr pour l'aider dans les dépenses occasionnées par les cours de moniteurs qui ont lieu à Lille, Douai, Cambrai et Valenciennes.

Le crédit de l'exercice courant reste disponible pour 500 fr.

Art. 14 et 15. — **Sociétés de tir avec armes de guerre** (3e B.)

Le crédit de 1,200 francs, inscrit au budget de 1884, pour subventions aux Sociétés de tir avec armes de guerre, a été réparti comme suit par le Conseil général :

Société de tir la Lilloise.....	300 fr.
Société de tir de l'arrondissement de Douai	200 »
Société des Carabiniers Roubaisiens	150 »
Société des Carabiniers de Condé.....	150 »
Société de tir de Bourbourg.....	150 »
Fédération des Sociétés de tir de la région du Nord.	250 »
Total.....	1.200 fr.

Une seconde somme de 500 francs est votée à l'effet d'encourager les Sociétés de tir de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale, régulièrement établies dans le Département. Au moyen de ce crédit une médaille d'or de cent francs était mise à la disposition de chacune des cinq Sociétés ci-après, pour être décernée à la suite de leur concours annuel, avec la mention : « Tir à l'arme de guerre. Prix du Conseil général » :

1° École d'instruction de tir des officiers de l'armée territoriale et de la réserve de l'arrondissement de Lille, à Lille ;

2° Société territoriale et de la réserve de l'armée, à Valenciennes ;

3° École de tir du 4e régiment territorial d'infanterie, à Maubeuge ;

4° Société de tir du 4e régiment territorial d'infanterie, au Cateau :

5° École de tir du 8e regiment territorial d'infanterie, à Dunkerque.

La Société de tir de Maubeuge ayant cessé d'exister, une somme de 100 fr. est restée disponible.

Je mets sous les yeux du Conseil général une demande de subvention présentée par la Société de tir : Les Volontaires de Solesmes.

Cette Société, composée de jeunes gens de 13 ans et au-dessus, tout en méritant d'être encouragée, ne réunit pas les conditions voulues pour être subventionnée au lieu et place de celle de Maubeuge. Je me borne en conséquence à la recommander au bienveillant intérêt du Conseil général.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien maintenir le crédit total de 1,700 francs au budget de 1885.

Art 16 — **Etablissement thermal de Saint-Amand. — Traitement du Médecin-inspecteur.** (2e B).

Aux termes de l'article 15 du cahier des charges imposées au concessionnaire de l'établissement thermal de Saint-Amand, celui-ci doit verser annuellement, dans la caisse du département, une somme de neuf cents francs, dont huit cents doivent être affectés au traitement du médecin-inspecteur de l'établissement.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir au budget de 1885 un crédit d'ordre de huit cents francs (800 fr.) qui sera balancé par une recette de même importance. La différence, soit 100 francs, constitue la redevance payée au département par le Concessionnaire.

Art 17 — **Commission départementale. — Frais de bureau.** (2e B).

Le Conseil général a fixé à 2,000 francs le crédit applicable aux frais de bureau de la Commission départementale.

J'inscris la même somme au budget de 1885.

Art. 18. — **Poids et mesures.** (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports produits par MM. les vérificateurs des poids et mesures sur la situation générale du service pendant l'année 1883.

Afin de faciliter l'examen de ces documents, j'ai résumé dans plusieurs paragraphes distincts développés, conformément à mes instructions, dans les rapports précités, les considérations présentées par MM. les vérificateurs :

§ 1er. — *Situation générale du service dans le département pour l'année* 1883

CIRCONSCRIPTIONS	POPULATION	Nombre d'assujettis portés au rôle	PRODUIT NET de la vérification de 1883		TOTAL des produits	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS.			
			périodique	première.		constatées	Suivies de condamnations. En police correctionnelle	Suivies de condamnations. En simple police.	Suivies d'acquittement.
Avesnes	199.870	12 059	37.143 02	689 61	37.832 63	3	»	3	»
Cambrai	194 888	7 724	28 977 09	35 79	29 042 88	5	»	5	»
Douai.	128 491	5 718	19 480 10	74 72	19 554 82	»	»	»	»
Dunkerque .	128 544	5 908	23 747 67	9 06	23 756 73	7	1	6	»
Hazebrouck .	111 757	4 579	17 500 32	9.183 67	26 683 99	»	»	»	»
Lille	387 377	16 602	71 556 42	7.831 28	79 390 70	7	»	7	»
Roubaix	248 700	10 684	40 063 37	163 48	40 226 85	4	»	4	»
Valenciennes	203 932	10 209	33 518 81	1.020 70	34 539 51	4	»	4	»
TOTAUX...	1 603 259	73 483	271 986 80	19 011 31	290 998 11	30	1	29	»
Résultats de 1882..... .		72 089	267 664 94	17 536 93	285 201 84	46	6	38	2
Différence en plus dans les produits de 1883		1 394	4 321 89	1 474.38	5 793 27	—16	— 5	— 9	—2

Le tableau qui précède montre que la situation est satisfaisante. En effet, le nombre des assujettis a augmenté de 1,394 et le produit des vérifications en faveur du Trésor de 5 796,27. D'un autre côté, les contraventions constatées ont été au nombre de 30 sur un total de 73 483 assujettis ; elles ont été toutes suivies de condamnations en simple police ou en police correctionnelle. La proportion des délits est sensiblement inférieure à 1 pour 1.000 du nombre des assujettis et en diminution de 6 % sur les chiffres constatés en 1882 ; elle témoigne de la vigilance du service et du respect des populations pour les prescriptions de la loi.

§ 2. — *De la vérification premiere. — Observations sur les résultats généraux de l'année.*

La vérification première a surtout une importance considérable dans les circonscriptions des vérifications de Lille et d'Hazebrouck. Le premier des vérificateurs a vérifié et poinçonné chez 22 fabricants 34 007 instruments de pesage et mesurage neufs, savoir: 1.896 poids, 40 balances, 2 944 bascules de moyenne portée, 10 ponts-bascules et romaines de grande portée, 6 348 mesures en bois et en tôle, 4.524 mesures en fer blanc, 18,925 mesures en étain, et 20 mesures en cuivre dont 10 dépotoirs de grande contenance. Sur ce nombre important d'objets présentés au poinçonnage 186 seulement ne répondaient pas de tous points aux exigences règlementaires, et n'ont pu être admis qu'après avoir été retouchés ; les autres parfaitement établis ont été poinçonnés après une seule vérification

Le produit de cette vérification a donné une somme de 7.831,28.

Le vérificateur d'Hazebrouck a vérifié et poinçonné 1.394 bascules de différentes portées, et 76.976 poids en fer de 1/2 hectogramme à 20 kilogrammes, présentés par M. Pruvost-Delos, de Merville, et en outre 19 mesures en tôle, 4 mesures en cuivre, 5 fléaux de balance et 28 poids présentés par quelques serruriers et chaudronniers.

Le total des objets vérifiés dans cette circonscription s'est élevé à 78.426 soit 25.506 de plus que l'année dernière.

Le produit de cette vérification s'est élevé à 9.183,67.

La vérification première est très peu importante dans les autres circonscriptions.

En résumé, à l'exception d'un petit nombre qui ont exigé des retouches, les objets ont pu être admis au poinçonnage à la première vérification. Ce fait remarquable montre le soin que mettent les constructeurs à suivre les prescriptions ministérielles sur les conditions à remplir pour assurer l'exacte et solide construction des instruments.

§ 3. — *De la vérification périodique. — Observations sur les résultats généraux de l exercice.*

La vérification périodique a été appliquée, en 1883, à 73.483 assujettis et a produit au Trésor une somme de 271.986,80 en augmentation de 4.321,89 sur celle de l'exercice 1882.

Les opérations qu'elle comporte comprennent deux parties distinctes : la première est relative à la centralisation au bureau de vérification de tous les poids et mesures, où l'exactitude en est contrôlée; la seconde se rapporte à la vérification à domicile de tous les instruments de pesage (balances, bascules, etc.) Les vérificateurs profitent de ces visites pour relever les omissions, les créations nouvelles, et donner aux assujettis toutes les explications utiles pour assurer le respect de la loi et instruire les réclamations individuelles.

L'absence presque absolue de réclamations de la part des assujettis, le peu d'impor-

tance des non-valeurs accusées sur l'exercice 1883, et dont le montant pour l'ensemble du département, ne s'est élevé qu'à la somme de 753 32 applicable en grande partie à la classe des petits marchands de nationalité étrangère, démontrent le soin apporté par le service dans la fixation des taxes

En outre, des visites inopinées sont fréquemment faites dans les centres importants, où les marchés sont mensuellement inspectés.

Ces inspections ont donné lieu à 30 procès verbaux, qui ont été suivis d'une condamnation en police correctionnelle et de 29 en simple police.

L'article 59 de l'ordonnance du 17 avril 1839 prescrit que les opérations de vérification doivent être terminées le 1er Août.

Cette prescription édictée à une époque où la révision était bisannuelle dans les localités comptant moins de 50 assujettis, est peut-être encore applicable dans un certain nombre de départements. Elle ne saurait être rigoureusement observée dans le Nord et notamment dans l'arrondissement de Lille qui présente une importance exceptionnelle, en raison de ce fait que le décret du 26 février 1873 a rendu la vérification annuelle obligatoire dans toutes les communes.

Les vœux formulés par le Conseil général pour l'amélioration du service des poids et mesures ont été agréés par l'administration supérieure.

Quant à ceux que les vérificateurs renouvellent dans leurs rapports, l'assemblée a déjà estimé qu'il y avait lieu de ne pas insister en raison des explications concluantes fournies par M. le Ministre et consignées par mon prédécesseur dans son rapport de la session d'août 1881.

En résumé, tous les rapports des vérificateurs constatent que les assujettis se conforment presque tous aux prescriptions légales, et qu'il est fait un usage fidèle de poids, mesures et instruments de pesage dûment vérifiés et poinçonnés.

Les fraudes que l'on constate encore se pratiquent généralement par des procédés qui échappent facilement à la répression et non au moyen d'instruments inexacts.

Conclusions.

Les développements qui précèdent répondent aux vœux exprimés par le Conseil général dans sa session de 1882, et démontrent que le personnel du service des poids et mesures apporte dans l'exercice de ses délicates fonctions le tact et le zèle qu'on peut en attendre légitimement.

Aussi, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien continuer comme par le passé, à témoigner de sa satisfaction envers ces agents, en inscrivant, au budget de l'exercice 1885, une allocation de 3 350 fr., à titre de complément de traitement du personnel attaché à ce service. Cette somme est supérieure de 100 fr. à celle qui a été inscrite au budget de 1884. La différence est destinée au vérificateur-adjoint de Cambrai, dont le poste a été récemment créé. J'ai pensé, en effet, que le Conseil général voudrait bien témoigner de sa bienveillance habituelle en accordant à ce fonctionnaire l'indemnité qu'il alloue à ses collègues.

ART. 19 — **Travail des enfants et des filles mineures dans l'Industrie.** (2e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, sur la situation du service du 1er juin 1883 au 31 mai 1884.

Le tableau suivant présente le résumé des résultats constatés dans 1,348 établissements qui ont été visités :

	ARRONDISSEMENTS.							ENSEMBLE
	Lille.	Haze-brouck.	Dunkerque	Douai.	Valen-ciennes.	Cambrai.	Avesnes.	
Nombre d'établissements visités	779	44	53	75	134	151	116	1348
Nombre total d'ouvriers occupés dans les établissements	62044	1847	2983	10415	21897	9571	14894	123678
Nombre d'enfants et de filles mineures de 10 à 12 ans.	34	»	»	17	1	29	»	81
Nombre d'enfants et de filles mineures de 12 à 15 ans	5888	106	519	1090	2016	792	1136	11547
Nombre d'enfants et de filles mineures de 16 à 21 ans	9839	153	778	346	800	1052	1212	13880
	15761	259	1297	1453	2517	1873	2348	25508
CHIFFRE DES CONTRAVENTIONS CONSTATÉES.								
Enfants ne suivant pas l'école	118	»	»	17	54	94	»	283
Enfants au-dessous de 15 ans, n'ayant pas le certificat d'instruction, travaillant plus de 6 heures par jour	2923	78	375	226	699	463	784	5550
Enfants au-dessous de 12 ans travaillant plus de 6 heures par jour	»	»	»	»	»	»	»	»
Filles mineures travaillant la nuit	»	»	»	8	69	60	»	137
Enfants au-dessous de 16 ans travaillant la nuit, les dimanches et jours fériés	»	»	»	171	342	21	311	845
Registres d'inscription, listes d'école, livrets, lois, règlements et tableaux d'alternance des équipes	»	»	»	»	12	15	»	27
NOMBRE TOTAL des contraventions	3043	78	375	422	1176	653	1095	6842

Sur 123,678 ouvriers adultes, on compte 102,466 hommes et 21,212 femmes.
Sur les 25,508 enfants et filles mineurs, on compte 7,656 garçons et 17,852 filles.
La loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie est généralement observé dans le département.

Le traitement et les frais de tournée alloués aux deux inspecteurs départementaux ont été fixés par le Conseil général à 6,000 fr., soit à raison de 3,000 fr. chacun.

Je propose l'inscription de la même somme au budget de 1885.

Art 20. — **Valenciennes. — Canal du Grand-Bruille. — Redevance due à la ville.** (1er B.)

Dans sa séance du 18 avril 1882, le Conseil général a accepté, sur la proposition de la ville de Valenciennes, le chiffre de 94 fr. 75 c., montant de la redevance annelle à payer pour l'occupation de la surface du canal du Grand-Bruille qui longeait la Sous-Préfecture de Valenciennes.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'allouer, au budget départemental de 1885, un crédit de 94 fr. 75 c., montant de la redevance applicable à l'exercice prochain.

Art. 21. — **Carte départementale au 1/40,000. — Frais de conservation des pierres** (1er B.).

Un crédit de 335 fr. 95 a été alloué au budget de 1884 pour frais de conservation des pierres de la carte départementale au 1/40,000.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire à cet effet, au budget de 1885, un crédit de 335 fr. 95.

Art. 22 — **Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers** (1er B).

Le nombre d'articles des rôles auxiliaires de division des cotes entre propriétaires et fermiers s'est élevé à 163,908 pour 1884.

La dépense à la charge du département est donc, pour cette année, de 6,556 fr. 36 à raison de 4 centimes par article. Cette dépense a été prélevée sur le crédit de 7,000 fr. ouvert par le Conseil général sur l'exercice 1884, et qui laisse ainsi disponible une somme de 443 fr. 68.

Malgré cet excédent qui restera sans emploi, je pense qu'il est utile, en raison des variations qui pourraient se produire dans le nombre des fermiers inscrits aux rôles auxiliaires, et pour assurer le service de la liquidation des dépenses, de maintenir au budget le chiffre de 7000 fr. qui est voté annuellement.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien mettre cette somme à ma disposition.

Je crois devoir ajouter que la direction des contributions directes continue le travail de révision des bulletins et des déclarations de division de cotes et que M. le Directeur espère arriver à des résultats entièrement satisfaisants, grâce surtout au concours précieux des agents du recouvrement.

Art. 23. — **Chambre de commerce de Dunkerque — Subvention aux officiers et maîtres de port** (2e B)

La Chambre de Commerce de Dunkerque alloue, chaque année, des subventions pour indemnités aux officiers et maîtres de port et pour indemnités aux gardiens des fanaux de la jetée de l'Est et du Lenghenaer.

L'indemnité aux officiers de port s'élève à 10,000 fr. Celle attribuée aux gardiens des fanaux est de 200 fr. par an.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1885, sous-chapitre XIII, un crédit de 10,200 fr. qui se balancera avec un article de recette de même somme inscrit au § 4 des produits éventuels départementaux.

Art. 24. — **Dépenses Imprévues.** (1er B.)

Un crédit de 10,000 fr. a été inscrit au sous-chapitre XIII du budget de l'exercice courant, sous la dénomination de réserve pour dépenses imprévues.

Ce crédit étant suffisant pour parer aux besoins imprévus, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire pour cet objet au budget de 1885, un crédit de pareille somme.

Service téléphonique à la Préfecture. — Entretien et abonnement (2e B)

Le service téléphonique installé à la Préfecture facilite considérablement l'instruction d'un grand nombre d'affaires. en me permettant de communiquer instantanément avec les chefs de services reliés à ce réseau. Il en résulte une grande économie de temps, de démarches et de télégrammes.

Les droits d'abonnement et d'entretien à payer à l'administration des lignes télégraphiques et téléphoniques, c'est-à dire à l'État, sont évalués approximativement à 361 fr. 60 suivant la lettre ci jointe de M. le Directeur-Ingénieur.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire cette somme au budget de 1885.

Pour l'exercice courant, il n'est dû que des droits d'abonnement s'élevant à 162 fr. 50. Je prie l'assemblée d'ouvrir un crédit de pareille somme au budget rectificatif.

SOUS-CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires.

Néant.

DESIGNATION DES RECETTES	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Prefet.	DIFFERENCE entre les allocations budgetaires de 1884 et celles proposees pour 1885 — En moins.	DIFFERENCE — En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XV.					
Instruction puòlique.					
§ 1. Ministere de l'Intérieur					
NÉANT.					Art 1er — Depenses ordinaires des ecoles normales d'instituteurs et d'institutrices .... 228 505 «
Total à imputer sur les ordonnances du Ministre de l'Intérieur	»	»	»	»	Art 2 —Depenses des delegations cantonales et du Conseil departemental. 1 500 »
§ 2 Ministere de l'Instruction publique.					Art 3 —Depenses des Commissions d'instruction primaire, impression et fournitures diverses relatives a l'instruction primaire .. . . 5 000 »
Dépenses de l'Instruction primaire imputables sur le produit des 4 centimes spéciaux. (Lois du 15 mars 1850, du 10 avril 1867 et du 19 juillet 1875 du 9 août 1879 et 16 juin 1881 ..	555,121 76	565,422 08	»	10,300 32	Art 4 — Complement des depenses ordinaires des écoles primaires communales (traitements, frais de location de maisons d'ecoles — imprimees 330.417 08
Dépenses sur d'autres ressources éventuelles de l'Instruction publique.....	»	»	»	»	Total..... 565 422 08
Total à couvrir par les ordonnances du Ministre de l'Instruction publique.....	555,121 76	565,422 08	»	10,300 32	
Report des dépenses du paragraphe 1er.....	»	»	»	»	
Total du sous-chapitre XV.....	555,121 76	565,422 08	»	10,300 32	

INSTRUCTION PUBLIQUE.

BUDGET RECTIFICATIF DE 1884.

1° Ressources.

D'après le compte de gestion de 1883, à la clôture de l'exercice les ressources disponibles applicables aux dépenses de l instruction publique s'élevaient à 138,583 fr. 98 cent.

2° Dépenses.

Cette somme me paraît pouvoir être affectée aux dépenses ci-après qu'il y aurait lieu de rattacher au budget de l'année courante.

Art. 6. — *Supplément de traitement aux fonctionnaires des écoles normales de Douai*..... 1.200 fr.

Le Conseil général attribue une indemnité départementale annuelle de 300 fr aux professeurs des écoles normales. Pour que ces fonctionnaires profitent tous de cette faveur, le crédit inscrit au budget de 1884 est insuffisant, M. le Ministre de l'instruction publique ayant nommé 9 maîtresses à la nouvelle école normale d'institutrices, tandis que mes propositions de l'an dernier n'en prévoyaient que 5. Un crédit supplémantaire de 1.200 est nécessaire.

Art. 14. — *Certificat d'études primaires. Frais d'examen*..... 1.000 fr.

Le nombre des candidats au certificat d'études augmente chaque année; il est indispensable d'augmenter aussi celui des instituteurs et des institutrices chargés de les interroger, afin de ne pas obliger ces enfants à rester deux jours au chef-lieu de canton. Il en résulte que le crédit de 6,500 fr. inscrit pour frais d'examen n'est plus suffisant. M. le Directeur de l'enseignement primaire estime qu'il y aurait lieu de l'élever de 1,000 fr. pour que chaque examinateur pût recevoir l'indemnité de déplacement de 5 fr. par jour allouée par le Conseil général.

Art. 18. — *Reste à payer de l'exercice* 1883. *Mandat non acquitté*..... 100 fr.

Un secours de 100 fr. a été attribué en 1883 à Madame Fontaine, veuve d'un ancien instituteur du Nord et domiciliée dans le Pas-de-Calais. A la clôture de l'exarcice le mandat qui lui a été délivré n'était pas touché.

Art. nouveau. — *Achat de 20 exemplaires de la carte du département du Nord, par M. Mille.* ..... 500 fr.

Dans sa dernière session d'avril, le Conseil général a voté cet achat. Le prix de chaque exemplaire étant de 25 fr., il y a lieu d'ouvrir un crédit de 500 fr. pour payer cette dépense.

Article nouveau. — *Concession de cartes de géographie aux écoles primaires* ..... 1,500 fr.

Beaucoup d'écoles manquent encore de cartes de géographie. Depuis plusieurs années le Conseil général vote à ce sujet un crédit de 1,500 fr. qui serait encore bien utile.

Art. 26. — *Subvention aux communes pour acquisition, construction ou réparation de maisons d'école et de mobilier scolaire*... .. .. 134,283 fr. 98

Les crédits qui font l'objet des articles précédents forment un total de 4,300 fr. En retranchant cette somme de celle de 138,583 fr. 98, montant des ressources disponibles, il resterait 134,283 fr. 98 à ajouter au crédit de 64,460 fr, 88 voté l'an dernier pour constructions scolaires. Le total de ces deux sommes formerait le fonds de dotation de ce service, soit 198,744 fr. 86.

Si le Conseil général acceptait ces propositions, le budget rectificatif de l'instruction publique de l'exercice 1884 pourrait être établi de la manière suivante :

1° Ressources

Reliquat de l'exercice 1883.....	138.583 fr 98

2° Dépenses.

Art. 6. — Supplément de traitement aux fonctionnaires de l'Ecole normale de Douai	1.200	
Art. 14. — Certificat d'études primaires. Frais d'examen	1.000	
Art. 18. — Reste à payer de l'exercice 1883	100	
Art. 26. —Subvention aux communes pour acquisition, construction ou réparation de maisons d'école et de mobilier scolaire.....	134.283	98
Art. nouveau. — Achat de 20 cartes du département du Nord, par M. Mille	500	
Art. nouveau. — Concession de cartes murales de géographie aux écoles primaires	1.500	
Total égal.....	138.583 fr. 98	

Budget de 1885.

Ressources.

Les ressources départementales applicables aux dépenses de l'instruction primaire consistent :

1° Dans le produit des 4 centimes spéciaux établis par les articles 40 de la loi du 15 mars 1850, 14 de la loi du 10 avril 1867 et 7 de la loi du 19 juillet 1875. Cette imposition est obligatoire pour les départements aux termes de l'art. 4 de la loi du 14 juin 1881. Elle constitue leur quote-part dans les dépenses ordinaires de l'instruction primaire :

2° Dans celui des 2 centimes facultatifs votés par le Conseil général dans sa session d'avril, imposition approuvée par la loi du 5 août courant et destinée à couvrir des dépenses départementales reconnues nécessaires.

Le produit du centime étant évalué pour 1885 à 141,355 fr. 52, les ressources résultant de ces deux impositions s'élèveront :

pour les 4 centimes obligatoires à	565,422 08
pour les 2 centimes extraordinaires à	282,711 04

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de voter les 4 centimes obligatoires et d'en affecter l'emploi, ainsi que celui des 2 centimes extraordinaires, comme il est indiqué ci-après :

Dépenses.

Nos des articles	DÉSIGNATION.	Sommes inscrites au budget de 1884.	Sommes proposées par M. le Prefet pour 1885.	OBSERVATIONS.
	1° *Emploi des 4 centimes spéciaux.*			
1	§ 1. Dépenses ordinaires de l'école normale d'instituteurs	135.865 »	136.100 »	
	§ 2. Dépenses ordinaires de l'ecole normale d'institutrices	76.960 »	92.405 »	
2	Dépenses des délégations cantonales et du Conseil départemental	1.500 »	1.500 »	
3	Dépenses des Commissions d'instruction primaire, impressions et fournitures diverses relatives à l'instruction.....	5.000 »	5.000 »	
4	Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales (traitements, loyers, imprimés)	335.796 76	330 417 08	
	TOTAL.....	555.121 76	565.422 08	
	2° *Emploi des 2 centimes extraordinaires.*			
1	Bourses accordées à titre de dégrèvement aux élèves entretenus par le département dans les lycées et collèges	42.000 »	42.000 »	
2	Bourse à l'école de Cluny	800 »	800 »	
3	Traitements et indemnités des employés de la division de l'instruction publique.....	26.500 »	26.500 »	
4	Supplément de traitement au Directeur départemental et aux inspecteurs de l'enseignement primaire	20.700 »	20.700 »	Directeur.. .... 3 000 4 Inspecteurs de Lille, chacun .... 1 800 7 autres Inspecteurs, chacun 1 500
5	Frais de tournées (1,200 fr.) et de bureau (1,200 fr.) au directeur de l'enseignement primaire.	2.400 »	2.400 »	
	A reporter.....	92.400 »	92.400 »	

Nos des articles.	DÉSIGNATION.	Sommes inscrites au budget de 1884.	Sommes proposées par M le Préfet pour 1885.	OBSERVATIONS.
	Report.....	92.400 »	92.400 »	
6	Supplément de traitements aux fonctionnaires des écoles normales de Douai.	8 300 »	9.500 »	Directeur... ..... 1 800 Econome. ... 800 Directeur-ecole annexe 900 6 professeurs, chacun 300 Directrice .. .. 1 500 9 professeurs, chacune 300
7	Écoles normales. — Abonnement aux journaux scolaires et à diverses publications. — Dépenses imprévues	1.000 »	1.000 »	Ec norm. d'instituteurs 500 Ec norm d'institutrices 500
8	Indemnité au secrétaire de l'académie.....	500 »	500 »	
9	Traitement de l'inspectrice départementale des écoles maternelles	2.500 »	2.500 »	
10	Bulletin de l'instruction primaire.....	2.800 »	2.800 »	
11	Subvention aux maîtresses du cours normal de directrices d'école maternelle.....	800 »	800 »	
12	Bourses d'élèves-maîtresses d'école maternelle au cours normal : 16 à 250 fr. chacune	4.000 »	4.000 »	
13	Indemnité aux professeurs des cours normaux créés dans différents centres du département pour la préparation au brevet supérieur	22 500 »	22.500 »	
14	Certificat d'études. — Frais d'examen	6.500 »	7.500 »	Diplômes . ... 1 000 Indemnites aux instituteurs examinateurs..... 4,500 Prix.. ... . 2 000
15	Achat de livres de classe destinés aux élèves indigents des communes pauvres.....	3.000 »	3.000 »	
16	Suppléants instituteurs et institutrices. — Traitements et frais de déplacements	6.400 »	6.400 »	
17	Fournitures et impressions diverses pour le service de l'instruction	4.000 »	4.000 »	
18	Secours à d'anciens instituteurs ou parents d'instituteurs dans le besoin.....	10.000 »	10.000 »	
19	Indemnité de 200 fr. à chaque instituteur ou institutrice admis à la retraite..	7.000 »	7.000 »	
20	Indemnité de 100 fr. à chaque élève-maître ou élève-maîtresse sortant de l'école normale	8.000 »	8.000 »	
	A reporter.....	179.700 »	181.900 »	

Nos des articles.	DÉSIGNATION.	Sommes inscrites au budget de 1884.	Sommes proposées par M. le Prefet pour 1885.	OBSERVATIONS.
	Report.....	179.700 »	181 900 »	
21	Indemnité de déplacements et secours aux instituteurs, institutrices et directrices d'école maternelle en activité qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin..... .	6.000 »	6.000 »	
22	Encouragements aux instituteurs , institutrices et directrices d'école maternelle qui se sont le plus distingués	4.500 »	4 500 »	
23	Subventions aux communes qui ne possèdent pas encore de bibliothèques scolaires, pour leur permettre d'en fonder	2.000 »	2.000 »	
24	Abonnements à diverses publications.....	400 »	400 »	
25	Dépenses imprévues.	500 »	1.000 »	
26	Subventions aux communes pour acquisitions , constructions ou réparations de maisons d'éccle et mobilier scolaire	64.960 88	66.911 04	
27	Annuité de l'amortissement des emprunts contractés à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires pour la construction de l'école normale d'institutrices de Douai	20.000 »	20.000 »	
	TOTAL ÉGAL au produit des 2 centimes..	277.560 88	282.711 04	

Voici les raisons qui me semblent justifier les différences qui existent entre mes propositions relatives à l'année 1885 et les crédits votés pour 1884 par le Conseil général.

4 Centimes spéciaux.

Art. 1[er], § 1. — *Dépenses ordinaires de l'École normale d'instituteurs : augmentation.* ..... 235 fr.

Elle a pour causes principales, d'une part, une diminution de six élèves dans l'effectif ; d'autre part,l'inscription d'un crédit nouveau de 2,810 fr. pour assurer le fonctionnement des ateliers de travaux manuels.

§ 2. — *Dépenses ordinaires de l'Ecole normale d'instutrices..* ..... 15.445 fr.

Cette augmentation est la conséquence de celle de l'effectif en 1855. Les élèves de 3[e] année qui viennent de sortir définitivement étaient au nombre de 19 ; celles qui entreront au 1[er] octobre prochain pour former le cours de 1[re] année seront 50, chiffre normal annuel en vue duquel l'École a été construite.

Il n'en résulte aucune charge pour le budget. La partie des 4 centimes affectée à l'entretien des écoles communales en est diminuée sans doute, mais la subvention de l'État en est augmentée d'autant.

2 Centimes extraordinaires.

Art. 6. — *Supplément de traitement aux fonctionnaires des écoles normales de Douai. Augmentation.....* .... 1.200 fr.

Comme je l'ai dit à l'occasion du budget rectificatif le nombre des maîtresses nommées à l'école normale d'institutrices de Douai étant de 9 et non de 5, chiffre prévu au budget de 1884, je propose au Conseil général de porter de 8,300 à 9,500 fr. le crédit voté, pour que toutes les maîtresses reçoivent l'indemnité départementale de 300 fr.

Art. 14. — *Certificat d'études. Frais d'examen. Augmentation* ..... 1,000 fr.

J'ai développé dans mes propositions relatives au budget rectificatif les motifs de cette augmentation.

Art. 25. — *Dépenses imprévues. Augmentation.* ..... 500 fr.

Le Conseil général inscrit un crédit de 500 fr. pour dépenses imprévues, au budget de l'instruction publique. C'est peu pour un service aussi important. En diverses circonstances j'ai du en constater l'insuffisance. Je crois devoir demander de le porter de 500 à 1,000 fr , ce crédit étant distribué par la Commission départementale après proposition régulière.

Bourses dans les Lycées et Collèges (3e B.)

Un crédit de 42,000 francs, destiné à faire face aux dépenses de bourses dans les Lycées et collèges du département, figure au budget de 1884.

Sur ce crédit 5 1/2 bourses sont actuellement vacantes au Lycée de Lille. — Une demi-bourse au Lycée de Douai. — 3/4 de bourse au collège d'Armentières.

Lycée de Lille. — Sur les 5 demi bourses vacantes au Lycée de Lille, 3 titulaires dont les bourses expirent cette année parce qu'ils ont atteint leur 19e année. sollicitent une prolongation d'une année. Ce sont les jeunes Cany, Servin et Cuisset.

La bourse de l'élève Cuisset, qui expirait en 1883, a été prorogée d'une année.

Lycée de Douai.—Une demi-bourse est vacante au Lycée de Douai ; c'est celle du jeune Pique, qui est né le 6 février 1865, sa bourse expire en 1884. Il sollicite une prolongation d'une année.

Collège d'Armentières. — Le jeune Ringot. titulaire de 2/3 de bourse au Collège d'Armentières, quitte cette établissement à partir du mois d'octobre prochain.

Demandes de promotion de bourse et de transfert de bourse.

Des demandes de promotion et de transfert de bourses ont été formées par les familles des jeunes gens ci-après :

1° *Promotion de bourse.* — Boucher. Boulanger, Lahaeye, Marsy, Neuville. Wuiot, Farez, Pruvot, Cousin ;

2° *Transfert de bourse.* — Carrez, Grésillon, Lermigeaux.

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil général des notes sur la conduite, le travail et les progrès des boursiers départementaux.

Pour l'attribution des bourses vacantes, je mets sous les yeux de l'Assemblée les 17 demandes par ordre alphabétique, qui me sont parvenues : Boutelier, Camot, Carlier, Christiaens, Delcambre, Douillet, Dubois. Girard, Gref, Leger, Lemaire, Lener, Morelle. Sizaire, Vermeersch, Viart, Vilbert.

Dans la pensée que le Conseil général continuerait à venir en aide aux familles pour l'instruction secondaire, j'ai inscrit au budget de 1885, le même crédit qu'en 1884. soit 42,000 francs.

DESIGNATION DES DEPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884.	BUDGET de 1885. — Propositions du Préfet.	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposées pour 1885. En moins.	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposées pour 1885. En plus	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XVI.					
Cadastre.					
§ 1er. — Ministere de l'Intérieur.					
Art. 1er. Dépenses à imputer sur les ressources ordinaires du budget.....	55,000 »	55,000 »	» »	» »	
§ 2 — Ministère des Finances.					
Dépenses à imputer sur le produit de l'imposition autorisée par la loi du 2 août 1829.....	» »	» »	» »	» »	
Crédit à ordonnancer par le Ministre des Finances.	» »	» »	» »	» »	
Report du § 1er.....	55,000 »	55,000 »	» »	» »	
Total du sous-chapitre XVI.....	55,000 »	55,000 »	» »	» »	

Art. 1er. — **Cadastre.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, la situation des travaux du cadastre dans le département que m'a adressée M. le directeur des contributions directes.

Ces travaux sous l'habile et intelligente direction de ce chef de service ont été poussés, depuis l'année dernière, aussi activement que le permettaient les ressources mises à la disposition des communes par le Conseil général.

Voici quel est leur dégré d'avancement dans les cantons et dans les villes où ils sont en cours d'exécution.

Canton de Trélon.

L'arpentage est terminé dans les 13 communes de ce canton, ainsi que dans la commune de Prisches qui y avait été réunie en raison de la date ancienne de son premier cadastre, qui remontait à 1812. Le premier rôle du nouveau cadastre a été émis en 1884 pour huit de ces communes ; l'expertise de la commune d'Anor se termine actuellement et celle des quatre autres communes sera faite au commencement de 1885, après l'achèvement de la communication des bulletins aux propriétaires qui sera effectuée au cours de l'hiver prochain.

Canton de Cysoing.

Les opérations de la partie d'art, achevées pour quatre communes de ce canton, sont déjà fort avancées dans sept autres communes et elles ne restent plus à entreprendre que pour trois petites communes ne comptant ensemble que 1,674 hectares.

Ville de Roubaix.

La communication des résultats de l'arpentage aux propriétaires a été faite dans les premiers mois de 1884 et l'expertise commencée immédiatement après sera terminée à la fin de cette année. Le premier rôle cadastral sera donc émis en 1885.

Ville de Tourcoing.

La triangulation du territoire de Tourcoing est terminée et depuis le 19 mai dernier cinq géomètres s'occupent du levé du plan parcellaire.

Les opérations d'arpentage ne restent donc plus à entreprendre que pour trois petites communes du canton de Cysoing et à terminer que pour sept communes de ce même canton ainsi que pour la ville de Tourcoing et on peut prévoir que pour l'année 1885, les géomètres pourront être dirigés sur d'autres terrains.

Le Conseil général ayant décidé dans ses séances des 2 septembre 1881 et 22 août 1883 que le cadastre serait renouvelé dans les villes de Valenciennes et Maubeuge aussitôt après l'achèvement des travaux entrepris ou à exécuter dans les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, la triangulation du territoire de Valenciennes pourra être opérée au commencement de 1885, sinon même à la fin de 1884. Mais comme il entre dans la volonté du Conseil général que les travaux des grandes villes ne préjudicient en rien à ceux des communes rurales et que d'ailleurs les opérations de la ville de Valenciennes ne peuvent retenir que quelques-uns des géomètres arpenteurs il conviendrait de désigner le canton qui devra bénéficier, après celui de Cysoing. des subventions départementales.

Le renouvellement du cadastre devant, d'après les règlements, se faire par canton et dans l'ordre même ou a été exécuté le premier cadastre, la désignation des cantons se trouve en quelque sorte réglée d'avance. Cependant cette année une difficulté se présente par suite de cette circonstance que le cadastre des cantons qui arrivent en ligne. au lieu d'avoir été exécuté comme pour ceux qui les ont précédés en une seule année, s'est échelonné sur une période qui s'étend de 1817 à 1830. Les deux cantons qui se présentent en premier ordre dans ces conditions sont les cantons de Saint-Amand (rive droite) et de Bergues Mais dans le canton de Saint-Amand ce sont précisément les communes les plus importantes qui se trouvent avoir été cadastrées les premières (elles ont ensemble, en effet, 7,921 hectares sur 10,793 que comprend le canton), tandis que pour le canton de Bergues c'est le contraire qui s'est produit (2,364 hectares pour les premières communes cadastrées en 1817 et 1820 sur 11,760 hectares que compte le canton). De plus, le territoire du canton de Saint-Amand a subi, par suite du développement de la population et de l'industrie, des modifications bien plus profondes que le territoire de Bergues.

Enfin on pourrait profiter du renouvellement du cadastre de Saint-Amand pour refaire celui des communes limitrophes de Wallers (canton de Valenciennes) et de Lecelles (canton de Saint-Amand, rive gauche), qui remonte à 1818 et 1821, ce qui réduirait à huit le nombre des communes du département dont le cadastre est antérieur au règlement de 1827.

M. le directeur estime que le Conseil général pourrait décider que les opérations cadastrales, après leur achèvement dans le canton de Cysoing, seront portées successivement dans le canton de Saint-Amand (rive gauche), avec adjonction des communes de Wallers et de Lecelles et dans le canton de Bergues.

La dépense qui sera engagée pour ces deux cantons s'élèvera, d'après les bases de l'ancien cadastre, à 106,688 fr. 10 ; celle à laquelle donnera lieu le travail des villes de Valenciennes et de Maubeuge atteindra 45,222 fr. 95 environ, si on admet pour ces villes les tarifs adoptés pour Roubaix et Tourcoing. Mais ces dépenses ne viendront à réalisation que successivement et en maintenant au budget l'allocation de 55,000 fr. votée depuis six ans déjà pour le renouvellement du cadastre, le Conseil général aura pourvu certainement aux besoins de l'année 1885. La part des villes de Lille, Roubaix et Tourcoing étant faite quant à présent, et les frais de leur cadastre ne devant pas dépasser sensiblement, s'ils les dépassent, les prévisions d'après lesquelles ils avaient été réglés, les villes nouvelles à cadastrer se trouveront ainsi dotées pour l'année prochaine sans que le département ait eu rien à changer aux dispositions générales de son budget. Le vote de

la subvention de 55,000 fr. me paraît être du reste la conséquence des délibérations des 2 septembre 1881 et 22 août 1883, prises en faveur des villes de Valenciennes et de Maubeuge, il se recommande de plus par l'intérêt du travail auquel il a pour objet de pourvoir, comme par celui du personnel si dévoué et si méritant du cadastre qui n'a jamais fait appel en vain à la bienveillance du Conseil général

Par ces diverses considérations j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien

1° inscrire au sous-chapitre 16, article 1er du budget de 1885. un crédit de 55 000 fr. pour le renouvellement du cadastre.

2° Décider que les opérations du renouvellement pour les cantons ruraux seront portées successivement, dès que le degré d'avancement des travaux en cours d'exécution le permettra, dans le canton de Saint-Amand (rive droite), auquel seront réunies pour ces opérations les communes contigues de Wallers et de Lecelles et dans le canton de Bergues :

3° Autoriser l'application à la dépense des travaux qui pourront être entrepris au cours de 1884, de la somme de 1,370 fr. 28 qui n'a pas été attribuée sur le crédit ouvert pour cette année, en vue d'éviter les complications de comptabilité qu'exigent les reversements quand les prévisions de dépenses ne se trouvent pas exactement atteintes.

DESIGNATION DES DEPENSES.		SOMMES allouées au budget de 1884	BUDGET de 1885. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFERENCE outre les allocations budgétaires de 1884 et celles proposees pour 1885 — en moins	DIFFERENCE — en plus	OBSERVATIONS.
BUDGET ORDINAIRE.						
RECAPITULATION DES DEPENSES.						
SOUS-CHAPITRES	I. Dépenses obligatoires	218,860 »	221,960 »	» »	3,100 »	
	II. Propriétés départementales immobilières	36,642 80	36,903 45	» »	260 65	
	III. Routes départementales	508,290 »	504,295 »	3,995 »	» »	
	IV. Chemins vicinaux.— Chemins de fer d'intérêt local	2,159,920 31	2,365,324 44	» »	205,404 13	
	V. Enfants assistés	230,000 »	230,000 »	» »	» »	
	VI Aliénés	530,000 »	530,000 »	» »	» »	
	VII Assistance publique	163.045 »	189,940 »	» »	26,925 »	
	VIII Cultes	» »	» »	» »	» »	
	IX Archives	16,950 »	17,150 »	» »	200 »	
	X. Encouragements aux Lettres, aux Sciences et aux Arts	71,350 »	73,050 »	» »	1,700 »	
	XI. Agriculture et Industrie	70,800 »	70,800 »	» »	» »	
	XII Subventions aux communes	41,500 »	41,500 »	» »	» »	
	XIII. Dépenses diverses	268,365 11	219,970 70	48,394 41	» »	
	XIV. Dettes départementales	» »	» »	» »	» »	
	XV Instruction publique	555,121 76	565,422 08	» »	10,300 32	
	XVI Cadastre	55,000 »	55,000 »	» »	» »	
	Total des dépenses ordinaires	4,925,814 98	5,121,315 67	52,389 41	247,890 10	
					195,500 69	
BALANCE.						
Total des depenses ordinaires		4,925,814 98	5,121,315 67	» »	» »	
Total des recettes ordinaires		4,927,362 34	5,139,931 10	» »	» »	
Reliquat		1,547 36	18,615 43	» »	» »	

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

1° Recettes.

	RECETTES INSCRITES au budget de 1884		RECETTES INSCRITES pour 1885	
Art. 1er. Centimes extraordinaires perçus en vertu de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes).....	1,665,365 28			1,696,266 24
2 centimes extraordinaires perçus en vertu de lois spéciales. (Inst. primaire)	277,560 88			282,711 04
Art. 2. Emprunts (Loi du 10 août 1871) ,	1,942,926 16		Total..	1,978,977 28
Emprunts à réaliser en vertu de lois spéciales (Loi du 30 juillet 1880).....	1,643,900 »		1,576,400	1.898,600 »
Id. (Loi du 17 juillet 1882).....			322,200 »	
Art. 3. Produits éventuels extraordinaires (Loi du 10 août 1871, art. 59).				
1° Produit des biens aliénés.				
Cession de terrains ou bâtiments	.....	600 »		
Vente de matériaux....	.....	100 »		
Remboursement par les communes de la portion d'emprunt mise à leur charge pour les travaux de restauration des chemins d'intérêt commun. (Loi du 30 juillet 1880)	24,002 05	12.467 07		29,135 39
Id. — Des chemins de grande communication et d'intérêt commun. (Loi du 17 juillet 1882)	.....	2,842 32		
Part contributive du budget de la guerre dans le même emprunt. (Loi du 30 juillet 1880).....	.....	13,120 »		
Total des recettes extraordinaires.....	3,610,828 21			3,906,712 67

Aucune ressource spéciale n'a été créée par le Conseil général pour le remboursement des annuités de l'emprunt de 15 millions contracté en 1870 pour la défense nationale ; il en est de même en ce qui touche les subventions allouées aux communes pour l'achèvement du réseau subventionné. Les ressources nécessaires pour faire face à ces charges qui s'élèveront en 1885 à 1.351,018 fr. 81 sont imputées sur le produit des 12 centimes extraordinaires, qui est ainsi presque absorbé par ces dépenses. J'ai également imputé sur le produit de ces 12 centimes extraordinaires le montant de la subvention totale de 231,000 fr. proposée en faveur des communes pour assurer l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires ; cette subvention dépasse de 14,000 fr. celle qui a été inscrite au budget de 1884.

Le produit de 12 centimes extraordinaires a donné sur les prévisions de 1883 une plus-value de 48,317 fr. 34.

Une loi du 5 août 1884 a autorisé le département, conformément au vote du Conseil général, à s'imposer extraordinairement, en 1885, deux centimes additionnels dont le produit sera consacré, tant au service de l'enseignement primaire qu'aux dépenses de l'instruction publique.

J'inscris, en conséquence, en recette la somme de 282,711,04 représentant le produit de cette imposition.

En ce qui touche les emprunts, j'inscris en recettes et en dépenses, les sommes d'ensemble 1,898,600 fr. à réaliser en vertu des lois des 30 juillet 1880 et 17 juillet 1882, qui ont utorisé la restauration du nouveau réseau de 1,400 kilomètres de chemins d'intérêt commun et celle de l'ancien réseau des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Enfin j'ai porté également en recette et en dépense la part contributive des communes et de l'Etat dans la restauration des chemins d'intérêt commun et des chemins stratégiques qui ont fait l'objet des emprunts de 6,287,600 fr. et 1,200,000 fr. autorisés par les lois du 30 juillet 1880 et 17 Juillet 1882.

J'ai prévu pour une somme de 700 fr. le montant des produits éventuels extraordinaires de 1885.

Cette recette est sensiblement égale à celle réalisée en 1883, elle est constituée par le produit de la vente de vieux matériaux et celle des terrains, par suite d'alignement le long des routes départementales.

Par ce qui précède, on peut constater que les seules ressources extraordinaires du département proviennent uniquement du produit des centimes additionnels votés par le Conseil général, en vertu de la loi du 10 août 1871 ou autorisées par des lois spéciales.

2° DEPENSES.

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit de centimes extraordinaires.

§ 1er.

Emploi de 12 centimes votés par le Conseil général en vertu de la loi du 10 août 1871 (maximum, 12 centimes)

CHEMINS VICINAUX. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

ÉDIFICES DÉPARTEMENTAUX.	Sommes allouées au budget de 1884	Sommes prévues pour 1885.
Art. 1er Construction d'un Quartier de correction paternelle avec addition d'un 2e étage à la Maison d'arrêt de Lille.....	»	10,951 50
Art. 2. Création d'un Internat à l'Institut industriel du Nord de la France.	»	16,500 »
Art. 3. Construction d'une caserne de gendarmerie à Valenciennes (Solde).	»	37,500 »
Art. 4. Institut industriel du Nord de la France. Construction de trottoirs.	»	6,000 »
Art. 5. Hôtel de la Préfecture. Eclairage de la Salle des Fêtes.....	»	31,500 »
Art. 6. Subvention pour les travaux des chemins ordinaires		
Réseau subventionné	217,000 »	231,000 »
Réseau non-subventionné		
Art. 7. Subvention aux communes pour le remboursement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.	931,375 55	(*a*)982,123 81
Art. 8. Réserve pour travaux imprévus.....	30,000 »	(*b*) 10,000 »
Articles non reproduits du Budget de 1884..	117,200 »	»
Total du § 1er.....	1,295,575 »	1,325,574 31
§ 2.....		
Emploi de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi spéciale du 5 août 1884		
Art. 1er Dépenses à ordonnancer par le Ministère de l'Instruction publique	277,560 88	282,711 04
Total du § 2.....	277,560 88	282,711 04

OBSERVATIONS.

(*a*) SERVICE DES EMPRUNTS

1° Chemins vicinaux ordinaires.

§ 1er. *Loi du 11 juillet 1868.*

Reseau de 2 300 kilometres
Emprunt realise 23 906 000.
Amortissement
Partie à la charge du departement :
$\frac{2\,207\,400 \times 4}{100} = 88\,296$ fr
Partie complémentaire dont l'amortissement est supporte pour les 4/5 par le departement .. .. 694 355 fr 20
Total..... .... 782 651 20

§ 2. *Loi du 10 avril 1879*

Réseau de 400 kilomètres
Realisations prevues au 31 decembre 1884 . ... .. 3 348 200 × 3,29 = 110 342 40
Total pour les chemins vicinaux ordinaires. .... 892 993 fr 60
Emprunt à d'autres caisses. . ... 6 400 »
Total général 899 393 60

2° Chemins d'interet commun

Réseau de 1.400 kilometres Emprunt de 6 287 600 autorisé par la loi du 30 juillet 1880
Réalisations au 31 decembre 1884 2 423 100 fr »
Amortissement .... 96 924 »
A deduire :
Part des communes :
1/5 de 1 6.8 423 54 × 4 / 100 = 12 467 07
et 2° Chemins stratégiques
Part du Ministere de la guerre sur 794 676 46..... 13 120 00
} 25 587 fr. 07
Reste au compte du departement .. 71 336 fr 93
Emprunt de 1 200 000 fr contracté pour la restauration des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Loi du 17 juillet 1882

Réalisation en 1884.. ..... 356 040 fr »
Amortissement en 1885 .. .. 14 241 60
1/5 a la charge des communes 2 848 32
Reste à la charge du departement 11 393 28

RECAPITULATION
des dépenses a la charge du departement.

Chemins vicinaux ordinaires . . 899 393 fr 60
Chemins d'interêt commun (Loi du 30 juillet 1880) 71 336 93
Chemins de grande communication et d'interêt commun (Loi du 17 juillet 1882) 11 393 28
Total général 982 123 81

(*b*) Chemins de grande communication.. »
(Voir 3, chap 4, art 335)
Chemins d'intérêt commun 10 000
Total..... 10 000

§ 3.

Service des emprunts départementaux.

		Sommes allouées au budget de 1884	Sommes prévues pour 1885	OBSERVATIONS.
Art 1er. Décret du 12 octobre 1870 et délibération du 5 février 1881.	Lots ..... 39 750 »			
	Remboursemt (5e annuité). 327 200 »	368.895 »	368.895 »	
	Timbre, enregistrem., etc. 1,945 »			
TOTAL du § 3.....		368 895 »	368.895 »	

RÉCAPITULATION.

§ 1er Loi du 10 Août 1871.....	1.295.575 55	1.325.574 31	
§ 2 Loi du 5 août 1884.....	257.560 88	282.711 04	
§ 3. Service des emprunts.....	388.895 »	368.895 »	
TOTAL du sous-chapitre XVII.....	1.942.031 43	1.977.180 35	

Art 1er. — **Maison d'arrêt de Lille. — Construction d'un quartier de correction paternelle avec addition d'un deuxième étage.** (1er B.)

Dans sa séance en date du 25 avril 1884, le Conseil général a renvoyé à la présente session l'examen du projet présenté par M. l'Architecte du département et montant à 10,951 fr. 50 c. pour l'établissement d'un quartier de correction paternelle à la maison d'arrêt de Lille.

Mon rapport à la session d'avril était ainsi conçu :

« J'ai l honneur de soumettre au Conseil général, revêtu du visa approbatif de deux de » ses membres, un projet présenté par M. l'Architecte du département et montant à » 10,951 fr. 50 c. pour l'établissement d'un quartier de correction paternelle à la maison » d'arrêt de Lille.

» J'y joins une lettre par laquelle M. le Directeur des prisons fait connaître les conditions tout à fait défavorables dans lesquelles se trouvent les enfants détenus à la prison de Lille par voie de correction paternelle. que le nombre des cellules mises à leur disposition est absolument insuffisant, et que cette insuffisance met souvent obstacle à l'exécution de la loi. Il insiste, d'accord avec la Commission de surveillance des prisons, sur la nécessité de créer à la prison des cellules pour des enfants qui sont dignes d'intérêt.

» Le projet de M. l'Architecte Marteau est bien établi. Il comprend six cellules d'une capacité chacune de 30 à 35 mètres cubes, convenablement ventilées et chauffées. L'emplacement est bien choisi ; il est à proximité des divers services, sur un point d'une surveillance facile, éloigné du quartier des hommes et séparé de celui des fem-

» mes, dans un endroit où l'on a les moyens d'empêcher tout rapport de s'établir entre » les enfants et les condamnés ou prévenus des deux sexes.

» Ce projet se recommande donc par une intelligence complète des exigences du ser- » vice, sécurité, hygiène, bon ordre et surveillance.

» Dans cette situation, je prie le Conseil général de vouloir bien m'autoriser à approu- » ver le projet ci-joint. »

Je ne puis que renouveler ma demande à l'Assemblée et la prier de vouloir bien inscrire à cet effet au budget extraordinaire de 1885 un crédit de 10,951 fr. 50 c. montant de la dépense.

Art 2 — Institut industriel du Nord de la France. — Création d'un internat. (2e B.)

Dans sa séance en date du 24 août 1883, le Conseil général a décidé la création d'un internat à l institut industriel et agronomique du Nord de la France, et a inscrit au budget rec ificatif de 1883, sous-chapitre 19, un premier à-compte de 60,000 fr. sur la somme de 85,000 fr. montant du projet des travaux.

Dans sa séance du 24 Avril 1884, le Conseil général a autorisé l'affectation, à des fournitures nécessaires au mobilier de l'internat, d'une somme de 8,500 fr. provenant du rabais de l'adjudication des travaux de construction dudit internat. Cette somme de 8,500 fr. est inscrite au budget rectificatif de 1884, sous-chapitre 2. art. 20,

Le montant total des travaux ainsi réduit s'élève à	76 500 fr.
Le crédit voté étant de	60 000 fr.
Il reste à inscrire au budget départemental une somme de	16 500 fr.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1885 un crédit de 16.500 fr. pour le sol le des travaux de construction d'un internat à l'Institut industriel du Nord de la France à Lille.

Art. 3. — Caserne de gendarmerie de Valenciennes (1er B).

Dans sa séance en date du 29 août 1883, le Conseil général a décidé la construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie à Valenciennes, et a voté à cet effet un premier crédit de 100.000 fr. dont 10,000 fr. au budget rectificatif de 1883 et 90,000 fr. au budget extraordinaire de 1884.

L'acte d'acquisition par le département de la propriété des héritiers Boca a été passé le 2 novembre 1883, en l'étude de Me Bultot, notaire à Valenciennes, moyennant le prix principal de 70,000 fr. qui a été mandaté.

La déclaration d'utilité publique demandée ayant été prononcée, le département a été déchargé de la somme de 4,959 fr. 52 c. réclamée tant au bureau des actes civils qu'au bureau des hypothèques à Valenciennes. Cette somme avancée par Me Namur, notaire à Valenciennes, lui a été restituée suivant avis qui m'a été donné par M. le Directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre, à la date du 11 avril 1884.

Il reste à remplir les formalités nécessaires pour la radiation de l'inscription d'office au moyen d'un acte de main-levée simple avec desistement de privilège et d'action résolutoire.

Quant aux travaux de construction, ils sont poussés avec activité et les brigades de gendarmerie pourront prendre possession de leur nouveau logement dans le courant de cette année.

Le projet des travaux s'élevait à 130,000 fr. dont :

Acquisition du terrain.....	70.000 fr.	130,000 fr.
Travaux.	60,000 fr.	

Mais ce devis ne porte pas de somme à valoir pour imprévus ni d'honoraires de l'architecte calculés à raison de 3 % sur le montant des travaux. Or, les fondations ont exigé une dépense supplémentaire de 3,500 fr. plus 650 fr. pour le béton des caves. Ce supplément de dépense pourra être prélevé sur le rabais de l'adjudication.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général. avec un rapport justificatif à l'appui, un devis dressé par M. Bernard, architecte départemental, et montant à 4,500 fr. pour l'ameublement de la caserne, l'installation d'eau et de gaz et une nouvelle sortie sur la rue Vauban.

Cette demande est bien établie et je prie l'assemblée de vouloir bien m'autoriser à approuver le devis supplémentaire produit à cet effet.

En tenant compte de cette somme de 4.500 fr. ainsi que des frais de passation de l'acte évalués à la somme de 3,000 fr. environ, il y a lieu d'inscrire au budget de 1885 un crédit complémentaire de 37,500 fr. pour le réglement des travaux, ainsi que le paiement des honoraires de l'architecte et des frais de l'acte d'acquisition de la propriété destinée à l'établissement de la nouvelle caserne de gendarmerie de Valenciennes.

Les deux maisons comprises dans la vente sont louées au profit du département moyennant un loyer annuel de 1,120 fr. Cette somme est versée au compte des produits éventuels départementaux par trimestre suivant les clauses du bail.

Je prie, en résumé, le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1885, le crédit de 37,500 fr. dont il s'agit.

Art. 4. — **Institut industriel. — Construction de trottoirs** (1er B.)

Par lettre du 27 juin dernier, M. le Maire de Lille, s'appuyant sur l'article 75 du réglement général de voirie, a demandé que le département fît exécuter les trottoirs qui entourent l'Institut industriel.

Cet article est ainsi conçu : « Conformément aux usages établis à Lille et maintenus » par l'article 4 de la loi du 7 juin 1845, les frais de construction des trottoirs sont à la » charge des propriétaires riverains. »

M. Marteau, architecte du département, chargé de dresser le projet des travaux, a présenté un devis dont la dépense s'élève à 11,550 fr. pour des trottoirs en grés et à 10,500 fr. pour des trottoirs en asphalte.

Je pense qu'il ne faut pas hésiter à admettre les grés dans l'intérêt de la conservation des trottoirs et pour éviter les frais d'entretien que l'asphalte occasionnerait au bout de quelques années.

Le projet produit a été soumis à l'avis de deux conseillers généraux conformément au désir exprimé par le Conseil général, et a donné lieu à diverses observations. Sur ma demande, la ville de Lille a consenti à maintenir les bordures qu'elle avait posées à ses

frais, et le département n'aura dans ce cas qu'à remplacer celles qui paraissent défectueuses, d'où une réduction de 1,550 fr. dans la dépense.

Ce dernier devis s'élevant à 10,000 fr. est proposé par les deux conseillers généraux qui ont examiné le projet.

Dans ces conditions et la dépense incombant au département me paraissant bien établie, j'ai l'honneur de demander au Conseil général de vouloir bien approuver en principe le devis de 10,000 fr. dont il s'agit et à inscrire au budget de 1885 un premier crédit de 6,000 fr. Le complément pourra être inscrit au budget départemental dans la session d'août 1885.

Art. 5. — Hôtel de la Préfecture — Eclairage de la salle des fêtes. (1er B)

Dans sa séance du 25 avril dernier, le Conseil général m'a invité à faire étudier un devis s'appliquant strictement à l'acquisition d'appareils d'éclairage pour la salle des fêtes de l'hôtel de la Préfecture et aux travaux d'installation et de pose de ces appareils.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtu du visa de deux de ses membres, un projet dressé par M. Marteau, architecte départemental, s'élevant à 31,500 francs, pour l'acquisition et l'installation desdits appareils d'éclairage.

Conformément à la délibération du 25 avril, j'ai l'honneur de soumettre ce projet à l'assemblée départementale.

Emprunt départemental de 15 millions. (1er B.)

Dans sa séance du 5 février 1881, le Conseil général a approuvé le projet qui lui avait été présenté pour la prorogation du traité passé en 1870 avec le Crédit du Nord.

Ce traité a été approuvé par décision ministérielle du 1er avril suivant.

D'après l'article 2 de ce traité, le département doit, pour se libérer, verser 50 annuités de 327,200 francs, dont la première est échue le 1er mai 1881 et la dernière écherra le 1er mai 1930.

En outre, d'après l'article 1er, le département conserve le service en capital et accessoires, des titres à lots se trouvant entre les mains du public, et dont le montant est déterminé après chacun des tirages qui se font, comme par le passé, par les soins du département. Le montant des lots à distribuer jusqu'en 1905 est annuellement de 75,000 fr. Le département participant aux bénéfices du tirage dans la proportion des obligations restant à la souche, soit de 47 %, la dépense à prévoir annuellement pour les lots peut être fixée en moyenne à 39,750 fr.

Dans cette situation, la somme à inscrire en dépense au budget extraordinaire de 1885 serait la suivante :

1° 5me annuité de l'emprunt.....	327.200 fr.
2° Montant des lots à payer au public.....	39 750 »
3° Taxe 3 % sur les lots et primes (loi du 21 juin 1875).....	1.195 »
4° Frais d'impression relatifs aux tirages des obligations.....	750 »
Total.....	368.895 fr.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien voter au sous-chapitre 17, § 1er du budget de 1885, le crédit de 368,895 fr. pour assurer le service dont il s'agit.

	SOMMES allouées au budget de 1884.	SOMMES prévues pour 1885.	
SOUS-CHAPITRE XVIII.			
Dépenses imputables sur fonds d'emprunt			
§ 4er. — Loi du 30 juillet 1880.			
Emprunt départemental de 6,287,600 fr. contracté pour la construction et la transformation de chemins d'intérêt commun.			
SITUATION DE CET EMPRUNT.			
Le montant de l'emprunt autorisé est de		6,287,600 »	
1° Il a été ordonnancé sur les exercices antérieurs à 1884.. 1929,800 2° Il a été porté en crédit au budget départ. de 1884 494,300		2,423,100 »	
Le départ. peut donc disposer de		3,864,500 »	
Emploi détaillé de la portion d'emprunts pour 1885			
Art 1er (Même détail qu'au sous-chapitre XVII)			
1 Chem. d'int. com. N° 2 ter trav. d'empierr	»	1.782 »	*Situation de l'amortissement.*
2 — N° 10bis id. de pavage.	»	8.991 »	
3 — N° 11 bis —	»	11.178 »	
4 — N° 13 bis —	»	12.150 »	Il aura été remboursé au 31 décembre 1884 ..... 201 916 »
5 — N° 22 bis —	»	5.751 »	
6 — N° 23 bis trav. d'empierr	»	4 050 »	Il sera remboursé en 1885..... 96 924 »
7 — N° 24 bis id de pavage	»	6 318 »	
8 — N° 35 bis id d'emp.errr.	»	4.860 »	Total.... 298 840 »
9 — N° 55 bis —	»	4.536 »	
10 — N° 68 bis trav. de pavage	»	12.150 »	
11 — N° 72 bis id. d'empierr	»	10.206 »	
12 — N° 80 bis —	»	7 938 »	
13 — N° 88 bis —	»	20.574 »	
14 — N° 102 bis trav. de pavage	»	4.293 »	
15 — N° 106 bis id. d'emp err	»	5.670 »	
16 — N° 108 bis id de pave et d'emp	»	65 043 »	
17 — N° 115 bis trav. d'empierr	»	2 430 »	
18 — N° 120 bis id de pavage	»	22.680 »	
19 — N° 122 bis id d'empierr..	»	37.827 »	
20 — N° 126 bis id de pavage.	»	15.066 »	
21 — N° 127 id d'empierr	»	9.720 »	
22 — N° 128 bis id de pave et d'emp	»	13 770 »	
23 — N° 130 trav. d'emp err.	»	8.100 »	
A reporter.....	»	295.083 »	

				SOMMES allouees au budget de 1884.	SOMMES prevues pour 1885.	
			Report.....	»	295 083 »	
			SOUS-CHAPITRE XVIII. (*suite*).			
Art. 24	chem. d'int. com.	N° 132	Trav. d'empierrem	»	40.281 »	
25	—	N° 137	—	»	19.440 »	
26	—	N° 140	—	»	6 348 »	
27	—	N° 148	Trav. de pavage	»	24.300 »	
28	—	N° 154	—	»	15.876 »	
29	—	N° 156	—	»	4 860 »	
30	—	N° 157	—	»	8.829 »	
31	—	N° 160	—	»	34.590 »	
32	—	N° 162	—	»	34.749 »	
33	—	N° 163	—	»	21..03 »	
34	—	N° 1 0	—	»	9.882 »	
35	—	N° 171	—	»	7.452 »	
36	—	N° 173	—	»	28.917 »	
37	—	N° 175	—	»	21 060 »	
38	—	N° 176	—	»	17 577 »	
39	—	N° 183	tr de p et const d'un p	»	30 432 »	
40	—	N° 184	travaux de pavage	»	12.150 »	
41	—	N° 186	—	»	16.200 »	
42	—	N° 188	—	»	6 642 »	
43	—	N° 196	—	»	21 870 »	
44	—	N° 197	—	»	20.007 »	
45	—	N° 207	—	»	17.496 »	
46	—	N° 214	—	»	15 066 »	
47	—	N° 217	trav d'empierr. .	»	2.514 »	
48	—	N° 220	id et constr. d'un pav	»	13.284 »	
49	—	N° 221	trav. d empierr .	»	5 670 »	
50	—	N° 225	travaux de pavge	»	24 870 »	
51	—	N° 227	id. d empierr	»	19 764 »	
52	—	N° 229	—	»	23 571 »	
53	—	N° 235	—	»	4.050 »	
			Travaux de restauration des chemins stratégiques.			
Art. 54	chem. d'int. com.	N° 63*bis*-2	Construction.	»	60.200 »	
55	—	N° 143-3	—	»	110.470 »	
56	—	N° 190-12	—	»	332 500 »	
57	—	N° 193-18	—	»	26 000 »	
58	—	N° 230 13	—	»	43 000 »	
59	—	N° 231-14	—	»	191 500 »	
60	—	N° 232-15	—	»	25.000 »	
			Articles du budget de 1884.	1.384.800 »		
			Total du § 1er.....	1.384.800 »	1 576 400 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.			SOMMES allouées au budget de 1884.	SOMMES proposees pour 1885.	OBSERVATIONS.
§ 2.					
(Loi du 17 juillet 1882).					
Emprunt départemental de 1,200,000 fr., contracté pour la restauration des chemins de grande communication et de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun.					
SITUATION DE CET EMPRUNT.					
Le montant de l'emprunt demandé est de		1,200,000 »			*Situation de l'amortissement.*
1° Il a été ordonnancé sui les exercices antérieurs a 1884	90,000 »	356,000 »			Il aura été remboursé au 31 décembre 1884 . 3 600 »
2° Il a été porté en crédit au budget départemental de 1884	266,000 »				Il sera remboursé en 1885 ..... 14 240 »
Le Département peut donc encore disposer de.....		844.000 »			Total.. .. 17.840 »
On propose d'affecter aux besoins de l'exercice une somme de		322,200 »			
Emploi détaillé de la portion d'emprunt pour 1884.					
Art 1er — Chem. de gr. comm. n° 8 — Pavage à Phalempin.....			»	10,500 »	
2. — 17. — Rech. entre Wormhoudt et Esquelbecq			»	10,200 »	
3. — 21. — Pont de Millonfosse sur l'affl. du Décours			»	7,400 »	
4. — 31. — Pont du Moulin.....			»	16,000 »	
5. — 35. — Pont de l'Espret sur le Décours.....			»	5,700 »	
6 — 35. — Pont de l'Espret, courant de Coutiches			»	5,700 »	
7 — 45. — Reconstruction du pont de l'Enclos.			»	5,200 »	
8. — 58. — Rech. entre la Bouteillerie et Fromelles			»	10,400 »	
9. — 59. — Construction de zônes.....			»	8,100 »	
10. — 60. — Idem.			»	4,000 »	
11. — 69. — Rechargem. entre Wervicq et Halluin			»	10,500 »	
12. — 71. — Pavage a Jeumont.....			»	4,000 »	
13. — 72. — Recharg. entre l'origine et le kilom 6.			»	8,100 »	
14. — Chem d'int com. n° 3. — Travaux de pavage			»	1,993 »	
15. — 12. — Idem			»	8,100 »	
16. — 13 — Idem.			»	6,075 »	
17. — 16. — Idem.			»	6,561 »	
18. — 20 — Idem.			»	3,240 »	
19. — 22. — Idem.			»	11,178 »	
20. — 24. — Idem			»	7,290 »	
21. — 29. — Idem.			»	3.726 »	
22. — 31. — Idem.			»	8,910 »	
23. — 32. — Tr. de pavage et reconstr. d'un ponceau.			»	3,240 »	
24. — 33. — Construction d'un tablier métallique au pont de Neuville.....			»	6,885 »	
A reporter.....			»	172,998 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1884	SOMMES proposées pour 1885
Report.....	»	172.998 »
25. — Chem. d'int. com. n° 40. — Travaux de pavage	»	17.253 »
26. — 50. Idem.	»	11.150 »
27. — 54. Idem.	»	6.480 »
28. — 57. Idem.	»	11.340 »
29. — 58. Idem.	»	12 150 »
30. — 60. Idem.	»	6.480 »
31. — 64. Idem.	»	11.935 »
32. — 65. Idem.	»	7.290 »
33. — 71. — Restaur. aux abords du pont s. l'Escaut.	»	10.125 »
34. — 74. — Travaux de pavage	»	12.555 »
35. — 80. Id. d'empierrement	»	5.484 »
36. — 86. Id. Id.	»	2.049 »
37. — 88. Id. de pavage.....	»	14.580 »
38. — 90. Id. Id	»	3.645 »
39. — 106. — Construct. d'un garde-corps à un pont.	»	1.620 »
40. — 109. — Travaux de pavage..... ..	»	11.340 »
41. — 118. Id.	»	3.726 »
Articles du Budget de 1884.....	259.100 »	»
Total du § 2	259.100 »	322 200 »

RÉCAPITULATION.

§ 1er. — Loi du 30 juillet 1880	1,384,800 »	1,576,400
§ 2. — Loi du 17 juillet 1882	259,100 »	322,200
Total du sous-chapitre XVIII.....	1,643,900 »	1,898,600

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.

	Sommes allouées au budget de 1884.	Sommes prévues pour 1885
Art. 1er. Service de l'emprunt de 6,287,600 fr. autorisé par la loi du 30 juillet 1880 pour les travaux des chemins d'intérêt commun ..... (1/5 de l'amortissement à payer par les communes).	9,080 99	12,467 07
Art. 2. Service du même emprunt. — Emploi des versements à effectuer par le Ministère de la Guerre. (Chemins stratégiques).....	12,501 06	13,120 »
Art. 3. Service de l'emprunt de 1,200,000 fr. autorisé par la loi du 17 juillet 1882 pour la restauration des chemins de grande communication et d'intérêt commun..... .. (1/5 de l'amortissement à payer par les communes).	720 »	2,848 32
Art. 4. Chemin de fer du Câteau à Laon. — Part des communes du Câteau et de Saint-Souplet.....	» »	» »
Total du sous-chapitre XIX.....	22,302 05	28,435 39

RÉCAPITULATION.

Sous-Chapitres	17. Centimes extraordinaires	1,942,031 43	1,977,180 35
	18. Emprunts départementaux	1,643,900 »	1,898,600 »
	19. Produits éventuels extraordinaires.....	22,302 05	28,435 39
	Total des dépenses extra ordinaires.....	3,608,233 48	3,904,215 74

BALANCE.

Total des dépenses extraordinaires	3,904,215 74
— recettes —	3,906,712 67
Excédent	2,496 93

RÉCAPITULATION DES DEUX BUDGETS.

DÉPENSES.

	SOMMES allouées au budget de 1884.	SOMMES prevues pour 1885.
Dépenses ordinaires	4,925,814 98	5,121,315 67
— extraordinaires	3,608,233 48	3,904,215 74
Total général des dépenses	8,534,048 46	9,025,531 41

RECETTES.

Recettes ordinaires	4,927,362 34	5,139,931 10
— extraordinaires	3,610,828 21	3,906,712 67
Total général des recettes	8,538,190 55	9,046,643 77

BALANCE GÉNÉRALE.

Total des dépenses	8,534,048 46	9,025,531 41
Total des recettes	8,538,190 55	9,046,643 77
Excédent des recettes	4,142 09	21,112 36

SITUATION GÉNÉRALE.

Les ressources libres constatées s'élevent à la somme de	21,112 36

AINSI DÉCOMPOSÉE :

1° Budget ordinaire. — Centimes ordinaires		18,615 43
2° Budget extraordinaire :		
Centimes extraordinaires	1,796 93	2,496 93
Produits éventuels extraordinaires	700 »	
Total		21,112 36

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE 1er.

Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1881 et 1882. (1er B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général. avec le rapport de M. le Directeur des Contributions directes, le compte définitif de l'emploi du fonds de non-valeurs et de réimposition de l'exercice 1882. Ce compte se résume comme suit:

Les remises et modérations accordées sur les contributions foncières, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, se sont élevées à	113.328	12
Les crédits mis à ma disposition ont éte de	113.326	27
Différence.....	1	85
Les dégrèvements prononcés sur les patentes ont donné lieu à une dépense de.....	210.000	»
Les crédits ouverts sur le fonds de non-valeurs et sur le principal des rôles pour couvrir cette dépense,-se sont élevés à la somme de	210.000	»
Excédent de crédit.....	»	

Le produit des 8 centimes prélevés sur le principal du rôle des patentes, au profit des communes, conformément à l'article 32 de la loi du 25 avril 1844, s'est élevé en 1883, à la somme de 364.532,92.

Cette somme a été versée dans les caisses communales, au fur et à mesure des recouvrements.

Le montant des décharges et réductions prononcées sur l'exercice 1882, et qui ont été réimposées dans les rôles de l'exercice courant, s'élèvent, savoir :

Pour la contribution foncière	propriétés non bâties, à	23 23
	propriétés bâties, à	969 72
Id.	personnelle-mobilière, à	44.073 69
Id.	des portes et fenêtres, à.....	1.931 24
	Total....	46.997 88

Aux termes de l'articles 24 de la loi du 24 mai 1838, le Conseil général est appelé à prendre, sur le compte qui lui est soumis, une délibération qui en approuve, s'il y a lieu, les détails et les résultats. Je prie l'assemblée de vouloir bien se prononcer à cet égard.

Indépendamment de ces allocations qui sont acccordées sur les fonds de non-valeurs des secours d'une importance de 11.646,80 ont été alloués, sur le budget du Ministère de l'Agricultures. aux personnes nécessiteuses, pour le cas de pertes éprouvées par suite d'évènements malheureux.

Contributions directes. — Situation du recouvrement au 30 juin 1884. (1er B.)

Le Conseil général a exprimé le vœu, dans sa séance du 1er avril 1883, que Monsieur le Trésorier général produise chaque année un relevé général de la situation du recouvrement des contributions directes, dans le département, à l'époque du 30 juin. J'ai l'honneur de mettre cette situation sous les yeux du Conseil général. Voici les principales observations auxquelles l'examen de cette situation peut donner lieu :

Le montant des rôles émis était de 31,393,793 f., dont un douzième était de 2,616,146 f., ce qui portait le montant des 5 douzièmes échus à la somme de 13,080,732 fr. Les recouvrements effectués étaient de 16,143,331 fr. et représentaient 6 douzièmes 17 centièmes du montant total des rôles, soit une avance de 1 douzième 17 centièmes.

L'année dernière, à pareille époque, les recouvrements représentaient 6 douzièmes 33 centièmes. Cette année l'avance est donc moins élevée de 16 centièmes de douzième.

La situation n'en est pas moins des plus favorables eu égard aux circonstances.

La légère infériorité que je viens de signaler ne porte que sur les arrondissements de Lille et de Valenciennes.

Une difficulté relative dans le recouvrement s'est fait remarquer dans les villes de Lille et de Roubaix pendant le dernier semestre.

Ce sont principalement les petits commerçants qui ont payé moins facilement.

Dans l'arrondissent de Valenciennes, la grève des mineurs a pesé sur le recouvrement pendant deux mois.

Dans tout le département, l'agriculture se plaint d'être aux prises avec une gêne qui ne fait que s'accroître en se prolongeant.

Il a fallu tout le bon esprit des populations et tout le zèle des agents de l'Administration des finances pour obtenir d'aussi bons résultats.

Les poursuites qu'il a été nécessaire de faire pour assurer la rentrée des contributions arriérées ont été aussi modérées que possible.

Elles n'ont atteint que la proportion de 91 centimes pour 1,000 francs.

Au 30 juin 1884, il restait encore 86,557 fr. à recouvrer sur l'exercice 1883. Cette somme représentait 3 centièmes de douzième du montant total des rôles. Elle se composait presque uniquement de cotes irrécouvrables. ou pour lesquelles des réclamations avaient été presentées à la Préfecture.

Cote personnelle. — Fixations pour l'année 1885. (1er B.)

Aux termes des articles 28 de la loi du 23 juillet 1820, et 10 de la loi du 21 avril 1832, le Conseil général est appelé à fixer, chaque année, sur la proposition du Préfet, le taux de la taxe personnelle qui se compose de trois journées de travail.

Le Conseil général a toujours adopté pour prix de la journée de travail, dans la grande majorité des communes du département, le minimum de 0 fr. 50 fixé par la loi, et la taxe personnelle y est de 1 fr. 50.

Pour les autres, dont la population excède 5,000 âmes ou qui sont considérées comme se trouvant dans une position supérieure à celle des premières, le prix de la journée de travail a été fixé de manière à tenir compte des avantages plus ou moins grands dont elles jouissent.

Il a été gradué dans ces communes de la manière suivante :

	Prix de la journee de travail		Montant de la taxe personnelle	
Lille. intra-muros	1	30	3	90
Lille. extra-muros	0	70	2	10
Dunkerque	1	»	3	»
Douai	1	»	3	»
Cambrai	1	»	3	»
Valenciennes	1	»	3	»
Roubaix	1	»	3	»
Tourcoing	1	»	3	»
Avesnes	0	70	2	10
Hazebrouck	0	70	2	10
Bergues	0	70	2	10
Gravelines	0	70	2	10
Bailleul	0	70	2	10
Estaires	0	70	2	10
Merville	0	70	2	10

Armentières	0 70	2 10
Comines	0 70	2 10
Le Câteau	0 70	2 10
Maubeuge	0 70	2 10
Fourmies	0 70	2 10
St-Amand	0 70	2 10
Condé	0 70	2 10
Toutes les autres communes du département	0 50	1 50

J'ai l'honneur de proposer, pour 1885, le maintien de ces chiffres, qui n'ont soulevé aucune réclamation.

Tarif de rachat des journées de prestation pour 1885. (4e B)

Aux termes de l'article 4 de la loi du 31 mai 1836, le Conseil général doit attribuer annuellement, à chaque espèce de journées, la valeur destinée au recouvrement des prestations acquitables en argent, par suite de non option ou de non exécution.

Le tarif ci après existe depuis 1872. J'ai l'honneur de proposer le vote du même tarif pour 1885.

INDICATION DES ESPÈCES DE JOURNÉES.	PRIX DE CHAQUE JOURNÉE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE						
	Avesnes	Cambrai	Douai.	Dunkerque.	Hazebrouck.	Lille	Valenciennes
Homme	1 75	1 50	1 50	1 75	1 50	1 75	1 75
Cheval	3 50	3 50	3 50	4 »	4 »	4 50	3 50
Bœuf	3 »	2 50	2 50	3 50	3 50	3 50	3 »
Vache de trait	2 50	2 »	2 »	2 50	2 50	3 »	2 50
Mulet	1 50	1 50	1 50	1 75	1 75	1 70	1 50
Ane	1 50	1 50	1 50	1 50	1 50	1 70	1 50
Voiture à 4 roues	2 50	2 50	2 50	2 50	2 50	3 50	2 50
Voiture à 2 ou 3 roues	1 75	2 »	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75
Tombereau	1 75	1 75	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75

Impositions communales extraordinaires — Fixation du maximum des centimes (1er B)

Aux termes de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général arrête, chaque année, à la session d'août, dans les limites fixées annuellement par la loi de finances, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Le Conseil général a adopté, depuis plusieurs années, pour les centimes extraordinaires. le maximum de 20, fixé par la loi de finances. J'ai l'honneur de lui proposer, d'accord avec M. le Directeur des contributions directes, le maintien de ce maximum pour 1885.

La situation des communes au point de vue des impositions extraordinaires, se résume pour l'année 1883, conformément aux indications fournies par le Directeur des contributions, de la manière suivante :

Sur les 665 communes dont se compose le département, 176 n'ont pas voté d'impositions extraordinaires proprement dites. Celles qui y ont eu recours sont donc au nombre de 489 et la quotité des centimes supportés par elles varie :

de 01	centime	à 5	centimes,	pour	45	communes.
de 5	—	10	—	—	90	—
de 10	—	15	—	—	82	—
de 15	—	20	—	—	51	—
de 20	—	et au-dessus		—	221	—

553 Communes ont été imposées pour dépenses annuelles obligatoires, par suite d'insuffisance de revenus de 1 c. à 184 c. 7 ; et 580 communes pour dépenses annuelles facultatives de 2 c. 5 à 91 c.

Enfin 562 communes ont voté 3 centimes extraordinaires pour les chemins vicinaux, en conformité de l'art. 3 § 3 de la loi du 24 juillet 1867.

Les impositions qui excèdent le maximum de 20, fixé par le Conseil général, n ont été établies, bien entendu, que conformément à la loi, en vertu d'autorisations spéciales du Gouvernement.

Conformément aux instructions ministérielles, j'ai soumis à la Commission départementale, qui l'a présenté au Conseil général dans sa dernière session d'avril, le relevé général des emprunts et dettes des communes du département du Nord, ainsi que celui des impositions de toute nature grévant ces communes au 1er janvier 1884. L'Assemblée a pu apprécier l'importance des charges communales, tant pour le service ordinaire que pour celui des dépenses extraordinaires (remboursement d'emprunts), paiement des travaux, dettes, etc.,) ce qui justifie la proposition que je lui soumets. de maintenir à 20 c. le maximum des impositions à autoriser actuellement en exécution de la loi précitée.

Je terminerai le présent rapport en indiquant au Conseil général la moyenne par arrondissement des impositions communales, afin de lui permettre d'apprécier d'un coup d'œil l'importance des charges respectives de chacun des arrondissements :

Avesnes.....	90. 67
Cambrai	142. 13
Douai	60. 39
Dunkerque	80. 98
Hazekrouck	108. 14
Lille.....	108. 58
Valenciennes.....	65. 89

La moyenne générale est de 97 c. 55.

Impôts. — Vœux divers (1er B.)

Dans sa séance du 31 août 1883, le Conseil général a renouvelé les vœux par lesquels il demandait :

1° Le dégrèvement des sucres employés au sucrage des vins, bières, cidres, poirés et hydromels ;

2° Le dégrèvement des propriétés foncières non bâties ;

3° L'abolition du timbre des quittances ;

4° Que les inconvénients des droits sur le café fussent signalés à l'attention du Gouvernement ;

5° Que la bienveillante sollicitude du Gouvernement fût appelée sur les souffrances de l'agriculture ;

6° Qu'il fût créé une caisse nationale de retraites pour les invalides du travail ;

7° Qu'il fût présenté et voté une loi vraiment protectrice des incapables dans les opérations de ventes et partages judiciaires d'immeubles, par la réduction des formalités et des frais auxquels donne lieu la procédure actuelle.

J'ai transmis ces vœux à M. le Ministre des Finances. Je n'ai pas été informé de la suite qui y a été donnée.

Bouilleurs de crû. (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes tendant à ce que les bouilleurs de crû soient soumis à l'exercice de la régie.

Je prie le Conseil général de vouloir bien émettre son avis sur la suite à donner à ce vœu.

Vœux divers (2e B.).

J'ai transmis à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre du Commerce, les vœux émis par le Conseil général, dans sa session du mois d'avril dernier et tendant :

1° A la révision de la législation de 1816, sur la brasserie ;
2° Au retrait de la circulaire de M. le directeur général de l'Enregistrement, relative aux protêts des effets de commerce ;
3° A l'établissement d'un droit protecteur sur les cercles de provenance étrangère ;
4° A la participation des terresen friche à la remise ou à la modération d'impôt foncier dont bénéficient les maisons vacantes.

Je n'ai pas été informé de la suite qui a été donnée aux vœux repris sous les n^os 1, 2 et 4.

En ce qui touche les bois de cercle. M. le Ministre du Commerce, par une dépêche du 1^er août courant, me fait remarquer « que les bois de cercle sont rangés dans les bois » feuillards admissibles en franchise d'après le tarif général et le tarif conventionnel ; » qu'il n'est donc pas possible de donner suite au vœu exprimé par le Conseil général du » Nord. »

Législation commerciale. — Hypothèque fluviale. (2^e B.)

Le Conseil général a émis et renouvelé un vœu relativement à l'organisation d'un régime d'hypothèque fluviale.

Par dépêche du 30 juin dernier, M. le Ministre du Commerce m'a fait connaître que cette importante question est en ce moment l'objet d'une étude approfondie.

J'aurai l'honneur de faire connaître ultérieurement à l'assemblée le résultat de cette étude.

Compte d'emploi du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures en 1883. (1^er B)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le compte d'emploi. en 1883, du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures.

Je prie l'assemblée de vouloir bien me donner acte de cette commuication.

Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1883. (1^er B).

Conformément aux dispositions du Règlement sur les caisses départementale des retraites, j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la situation du compte à la caisse des dépôts et consignations à la date du 31 décembre 1883.

Il résulte de ce document que la caisse départementale possédait, à cette époque, 17,150 francs de rentes.

Les pensions servies pendant l'année 1883 ont donné lieu à une dépense de 62.432.01 et les recettes réalisées se sont élevées à 79,362.59.

L'excédent des recettes sur les dépenses a été placé en partie en rentes sur l'État pour faire face aux remboursements des retenues qui peuvent être réclamés par les départements, lors des changements de résidence assez fréquents des fonctionnaires attachés aux asiles d'aliénés. — Ces remboursements ont atteint en 1883, le chiffre de 593.39.

La différence a été réservée pour le paiement des pensions liquidées par le Conseil général dans la session d'avril et dont l'importance annuelle n'a pas été prévue au budget de 1884.

M. Plouvier, sous-chef de bureau à la Préfecture. — Liquidation de sa pension de retraite. (1er B)

J'ai l honneur de soumettre au Conseil général une demande par laquelle M. Plouvier, sous-chef de bureau à la Préfecture, sollicite la liquidation de sa pension de retraite

M. Plouvier, né le 31 août 1828. est entré à la Préfecture le 14 août 1849. Après avoir fourni cette longue carrière, au cours de laquelle il a fait preuve d'un zèle constant, M. Plouvier a vu sa santé s'altérer gravement ; le repos lui est actuellement d'une nécessité absolue, ainsi que le constate d'ailleurs un certificat médical joint au dossier. Pour ce motif, j'ai autorisé M. Plouvier à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 1er septembre prochain. A cette date il comptera 35 ans et 15 jours de services. Son traitement moyen pendant les trois dernières années ayant été de 2,866 fr. 66, sa pension, aux termes des art. 10 et 11 des Statuts, devrait être liquidée comme suit :

2/3 du traitement moyen pour 30 ans.....	$\frac{2.866\ 66 \times 2}{3} =$	1.911 10
1/20 de ces 2/3 pour 5 ans et 15 jours, soit pour 1815 jours.....	$\frac{1911.10 \times 1815}{20 \times 360} =$	481 75
TOTAL.....		2.392 85

Mais aux termes de l'art. 11 la pension ne pouvant excéder les 5 sixièmes du traitement moyen. il y a lieu de réduire la pension de M. Plouvier à $\frac{2866.66 \times 5}{6}$, soit à 2.388 fr.

En outre, suivant l'art. 26 des Statuts, M. Plouvier devra opérer, pour une période de 8 ans et 4 mois, un versement calculé à raison de 1% l'an sur le traitement des trois dernières années. soit $\frac{2866.66 \times 100}{100 \times 12} = 238.88$.

En conséquence de l'exposé qui précède, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien régler à 2,388 fr. la pension de retraite de M. Plouvier et fixer à 238 fr. 88 la somme à verser par lui à la caisse des retraites en exécution de l'art. 26 du règlement.

Caisse départementale des retraites. — Personnel des asiles d'Aliénés. Contribution des asiles au paiement des pensions (1er B).

En adoptant les statuts de la caisse départementale des retraites, le Conseil général a décidé que les fonctionnaires des asiles d'aliénés pourraient continuer à faire partie de l'Association sous la réserve de ne pas grever la caisse dans des proportions plus fortes que les agents des autres servicss, et à la condition que les établissements auxquels ils appartiennent verseraient annuellement à la caisse une somme représentative de la différence de leurs apports.

Le rapport moyen des pensions servies aux retenues exercées doit, aux termes de la délibération du 28 août 1882, être calculé d'après les résultats de la gestion de la caisse

des retraites, pendant l'année précédente. La somme qui en résulte doit être versée par les asiles en suite d'un vote du Conseil général.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée deux tableaux faisant ressortir d'une part le montant des pensions servies en 1883, aux fonctionnaires des asiles d'aliénés et aux autres agents départementaux ; et d'autre part, l'importance des retenues exercées sur le traitement des tributaires de la caisse pendant la même période.

Il résulte de ces documents et du décompte également ci-annexé que la contribution à imposer aux asiles pour leur participation à la caisse départementale des retraites s'élève à 918 fr. 13 c., se répartissant entre chacun des deux établissements de la manière suivante :

Asile d'aliénés d'Armentières	»
— d'aliénées de Bailleul.....	918 13
Total égal.....	918 13

C'est à ces chiffres que j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'arrêter le contingent à verser en 1884 par les asiles d'aliénés du département : cette somme sera versée au crédit du compte de la caisse des retraites des employés du département.

1° *Pensions servies pendant l'année* 1883.

	FONCTIONNAIRES RETRAITÉS de l'Asile d'Armentières		FONCTIONNAIRES RETRAITÉS de l Asile de Bailleul.			TOTAL des pensions ordonnancees par la Caisse des Depôts.
	Mme veuve Delair.	Mme veuve Mérier	M Longuespee	M. Desmyttère	Mme veuve Guilbert	
Pensions du 1er Trimestre 1883.....	223 »	242 50	426 »	391 50	163 »	11.947 »
— 2e —	223 »	242 50	426 »	391 50	163 »	13.622 08
— 3e —	223 »	242 50	426 »	391 50	163 »	18.321 25
— 4e —	223 11	242 50	426 »	391 50	163 »	13.665 75
Arrérages dûs aux héritiers de M. Bruyelle..	» »	» »	» »	» »	» »	473 75
Totaux..... ...	892 »	970 »	1.704 »	1.566 »	652 »	
	1862		3.922 »			52.699 83
A déduire .						
Arrérages restitués a la caisse de la pension de M Bruyelle.....					488 75	628 75
Dº Mme veuve Desmulliez					140 »	
Reste égal au montant total des pensions servies en 1883						52.074 08
Les fonctionnaires des asiles ont prélevé sur ce chiffre des pensions s'élevant à				Armentieres... 1.862 »		5.784 »
				Bailleul..... 3.922 »		
D'où il suit que les pensions servies aux autres tributaires de la Caisse se montent à..... .						46.287 08

2° *Retenues exercées pendant l'année* 1883.

	EMPLOYÉS DE LA PRÉFECTURE					Archives	Agents-Voyers	Sous-Préfectures.	Asile de Bailleul.	Asile d'Armentières.	TOTAL des retenues
	Abonnement	Service vicinal	Enfants assistés	Instruction publique	Gens de service						
Janvier	499 53	20 84	22 93	136 67	27 49	301 60	753 77	558 83	91 64	58 34	2.471 64
Février	531 27	20 84	22 93	41 67	23 74	48 35	730 02	197 29	91 64	58 34	1.766 09
Mars	379 33	20 82	22 93	41 67	23 77	48 35	725 35	197 29	91 72	58 32	1.609 55
Avril	378 33	20 84	22 93	41 67	23 74	48 35	1.096 07	197 29	91 64	58 34	1.979 20
Mai.....	610 91	20 84	22 93	41 67	23 74	48 35	759 60	197 29	91 64	58 34	1.875 31
Juin.....	370 41	20 82	22 93	41 67	23 77	48 25	759 56	197 29	82 82	58 32	1.625 94
Juillet	370 41	20 84	22 93	41 67	23 74	48 35	759 60	130 90	74 98	58 34	1.551 76
Août.....	1.421 11	20 84	22 93	41 67	23 74	48 35	720 02	130 90	74 98	58 34	2.562 88
Septembre... ..	439 60	39 16	41 10	142 54	23 77	48 35	719 98	130 90	87 82	58 32	1.731 54
Octobre	615 85	21 67	23 76	97 50	23 74	48 35	764 06	130 90	241 65	48 34	2.015 82
Novembre	417 93	21 67	23 76	48 75	23 74	48 35	725 85	130 90	241 64	39 59	1.722 18
Décembre	417 93	21 66	23 77	48 71	23 77	48 35	1.110 22	130 90	91 71	289 57	2.206 59
Total	6.452 61	270 84	295 83	765 86	288 75	833 45	9.624 10	2.330 68	1.353 88	902 50	23.118 50
									Totaux des retenues des asiles.....	2.256 38	2.256 38
									Montant des retenues versées par les autres tributaires de la Caisse		20.862 12

3° *Décompte proportionnel des pensions qui auraient dû revenir aux fonctionnaires des asiles en raison des retenues qu'ils ont subies comparées aux pensions servies et aux retenues exercées sur les autres agents départementaux.*

L'asile d'Armentières par suite du décès de M. Musin paie actuellement sa part contributive dans le service des retenues de la caisse. Aucun subside ne doit lui être réclamé pour 1884.

Rapport des pensions servies aux retenues 46,287 08

20.862 12

Et pour 1,353 88 de retenues la part proportionnelle de pensions doit être de .. .. $\frac{46,287,08 \times 1,353,88}{20,862,12}$ 3,003 87

Les pensions servies étant de..... .... 3.922 »

L'asile de Bailleul doit verser..... 918 13

CHAPITRE II.

Fourmies. — Caserne de gendarmerie. — Renouvellement de bail (1er B).

Le bail de la caserne de gendarmerie de Fourmies expire le 15 mars 1885.

La dame veuve Pinchard, propriétaire de l'immeuble consent à renouveler le bail pour une période de neuf années consécutives, moyennant un loyer annuel de 1,700 fr. soit une augmentation de 150 fr. sur le prix du bail en cours.

Par suite de cette augmentation, la propriétaire s'engage à faire exécuter les modifications et réparations nécessaires pour assurer d'une manière convenable le casernement de la brigade de gendarmerie à pied de Fourmies.

Ces modifications et réparations sont indispensables et le prix de 1,700 fr ne paraît pas exagéré.

Dans cette situation et d'accord avec M. le Commandant de gendarmerie et M. le Sous-Préfet d'Avesnes, je prie le Conseil général de vouloir bien, en exécution de l'art. 46 § 3 de la loi du 10 août 1871, donner son approbation au renouvellement du bail de la caserne de gendarmerie de Fourmies, avec la dame veuve Pinchard, propriétaire, d'après les bases mentionnées dans le projet de bail ci-joint et pour une période de neuf années consécutives, moyennant un loyer annuel de 1,700 francs.

Création de brigades de gendarmerie (1er B.).

Dans sa séance du 23 avril, le Conseil général a renouvelé le vœu qu'une brigade de gendarmerie soit établie à Sains.

Je profiterai de toutes les circonstances pour rappeler cette affaire aussi longtemps qu'elle n'aura pas été l'objet d'une solution favorable.

J'ai lieu de penser que la nouvelle brigade concédée en principe pour Wignehies-Fourmies pourra être installée dans un délai assez rapproché, ainsi qu'une brigade à La Madeleine et une troisième brigade à Valenciennes.

Chemins de grande communication et d'intérêt commun. — Situation de l'exercice 1883. (4e B.)

Conformément aux prescriptions de l'art. 66 de la loi du 10 août 1871, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les états modèles nos 33, 34, 35 et 36, établis par ligne vicinale, et présentant la situation des ressources et dépenses affectées aux chemins de grande communication et d'intérêt commun pour l'exercice 1883.

Chemins vicinaux — Loi du 12 mars 1880 — Travaux à exécuter en 1885 (4e B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les états des travaux à exécuter en 1885 en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'état n° 2 comprend les travaux à exécuter sur les chemins vicinaux ordinaires ;

L'état n° 3, ceux à exécuter sur les chemins de grande communication et d'intérêt commun ;

L'état n° 4, un ouvrage d'art à construire sur l'Helpe-Majeure à Saint-Hilaire.

En résumé, les travaux en vue desquels il y aurait lieu de demander des subventions de l'État, sont les suivants :

État N° 2. — Chemins vicinaux ordinaires :

Dépense prévue.....	73.400 fr.
Subvention demandée à l'État.....	5.485

État N° 3. — Chemins de grande communication et d'intérêt commun :

Dépense prévue.....	1.368.552 fr.
Subvention demandée à l'État.....	121.551

État N° 4. — Ouvrages d'art pour chemins vicinaux ordinaires :

Dépense prévue....	13.000 fr.
Subvention demandée à l'État	2.500

D'accord avec M. l'Agent-Voyer en chef, je prie le Conseil général de vouloir bien donner son approbation aux états dont il s'agit, et déléguer à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour autoriser les modifications qu'il pourrait être utile d'apporter aux dits états pour assurer l'emploi des crédits affectés à l'achèvement des chemins vicinaux en 1885.

Chemin de grande communication N° 10. Abaissement de la côte de l'Ermitage (4e B).

Dans sa séance du 25 août 1883, le Conseil général du Nord a émis un vœu tendant à ce qu'une étude complète de la question d'abaissement de la côte de l'Ermitage, sur le chemin de grande communication N° 10, lui soit présentée.

Cette côte étant située sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les Ingénieurs de ces deux départements ont ouvert une conférence.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une expédition de ce procès-verbal de conférence et le projet des travaux à faire.

L'écrêtement projeté réduirait au maximum de 0,03 par mètre les déclivités, qui

varient actuellement entre 0,003 et 0^{m}046 ; ce travail s'appliquerait à une longueur totale de 375 mètres, dont 205 mètres sur le Nord et 170 sur le Pas-de-Calais.

Les dépenses sont évaluées à 30,000 fr. établies comme suit :

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPARTEMENT DU NORD.	DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS.
Terrassements et pavages.....	22,114 f. 16 × 205/375 = 12,089 f. 07	22,114 f. 16 × 170/375 = 10,025 f. 09
Réquisitions de terrains.....	..... 1,125 f. »	..... 1,087 f. 80
Somme à valoir pour dépenses diverses et indemnités de dommages.....	5,673 f. 04 × 205/375 = 3,101 f, 27	5,673 f. 04 × 170/375 = 2,571 f. 77
TOTAUX par département	..... 16,315 f. 34	..... 13,684 f. 66
	30,000 fr.	

Il résulte du procès-verbal de conférence que M. l'Ingénieur en chef du Pas-de-Calais a adhéré à la répartition des dépenses ; mais il a fait observer que, suivant la jurisprudence constante du Conseil général du Pas-de-Calais, cette assemblée n'approuvera le projet que si les communes intéressées de ce département votent une part contributive de 5,100 fr.; les Conseils municipaux de ces communes ont été invités à se prononcer sur cette question.

Dans cette situation, j'estime qu'il y a lieu d'attendre la délibération du Conseil général du Pas--de-Calais, et que, si cette délibération est favorable, le projet ci-joint pourra être soumis à l'examen d'une Commission inter-départementale, conformément aux articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871.

En vue de ne pas retarder la solution de l'affaire, je prie l'assemblée de vouloir bien, en prévision d'une délibération favorable du Conseil général du Pas-de-Calais, nommer dès à présent trois de ses membres pour faire partie de la Commission inter-départementale. Le Conseil général serait appelé à statuer définitivement dans une prochaine session.

Chemin de grande communication N° 39
— Maison pontière de Bauvin. (4e B.)

Par suite de la suppression du bac de Bauvin, la maison du passeur, dite maison pontière de Bauvin, a été remise au Domaine le 30 août 1876 et le Conseil général du Nord a demandé que la jouissance gratuite en fût laissée au cantonnier chargé de la manœuvre du pont levis, sur lequel passe le chemin de grande communication N° 39.

A la date du 14 août 1880, M. le Ministre des Finances a reconnu qu'il n'était pas possible d'accueillir cette demande, mais il a décidé que la location de cette maison pourrait être consentie au profit du département du Nord et des communes intéressées, pour une durée de 9 années avec effet rétroactif au 1er janvier 1876 et moyennant un loyer annuel de 150 fr., conditions qui ont été acceptées par le Conseil général dans sa séance du 26 août 1880.

Le bail réalisé le 21 novembre 1880 doit expirer le 31 décembre prochain et, par lettre du 9 juillet 1884, j'en ai demandé la prolongation pour une nouvelle période de 3, 6 ou 9 années.

Par dépêche du 19 juillet, M. le Directeur général de l'enregistrement des Domaines et du Timbre a autorisé, sur la proposition conforme de M. le Directeur des Domaines à Lille, le renouvellement du bail dont il s'agit, pour 3, 6 ou 9 années au prix annuel de 150 francs, précédemment accepté par la décision ministérielle du 14 août 1880 et aux autres conditions de l'acte du 21 novembre 1880.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le bail passé le 21 novembre 1880 et de lui demander de vouloir bien m'autoriser à le renouveler au nom du département pour une nouvelle période de 3, 6 ou 9 années au prix annuel de 150 francs à partir du 1er janvier 1885.

Chemin de grande communication n° 47.
Demande de classement du chemin d'accès à la station de Monchecourt. (4e B.)

Dans sa séance du 28 août 1883, le Conseil général du Nord a pris en considération une délibération du Conseil municipal de Monchecourt qui demande le classement, comme annexe du chemin de grande communication n° 47, de la voie d'accès à la station établie au territoire de cette commune, sur la ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain.

Cette demande de classement a été transmise à M. le Ministre de l'Intérieur qui, par dépêche en date du 19 janvier 1884, a fait connaître que M. le Ministre des Travaux publics acquiesçait au projet, et m'a autorisé à lui adresser des propositions après l'accomplissement des formalités mentionnées dans la circulaire du 7 mars 1882.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les pièces de l'instruction à laquelle l'affaire a été soumise.

Il résulte des renseignements fournis que la longueur à classer, depuis le chemin n° 47 jusqu'à la cour des voyageurs de la station de Monchecourt, est de 223m avec une

largeur de 9^{m}, dont 5^{m}50 de chaussée pavée et 1^{m}75 pour chaque trottoir comme l'indique le profil en travers ci-annexé.

La voie d'accès, acceptée sans observation ni réserve par M. le Maire de Monchecourt auquel remise en a été faite par mon arrêté du 4 octobre 1882, est presque neuve, de sorte que son incorporation dans la grande vicinalité ne nécessitera ni travaux de parachèvement ni même de grosses réparations immédiates : seules les bordures de trottoirs devront être déplacees et reposées, mais ce travail pourra être exécuté sans difficulté sur les fonds d'entretien.

Cette incorporation ne donnera lieu non plus à aucune augmentation du crédit d'entretien du chemin n° 47, qui, en 1884, représente 0,84 par mètre courant. Le classement demandé réduira en effet cette moyenne à 0 f. 82, soit de 0 fr. 02 seulement, différence absolument insignifiante.

En vertu de l'article 7 de l'instruction ministérielle du 6 décembre 1870, les Conseils municipaux et d'arrondissement ont été consultés.

Les Conseils municipaux des communes de Monchecourt, Bugnicourt, Emerchicourt, Auberchicourt, Aniche et Villers-au Tertre ont émis des avis favorables au classement propose Seul, le Conseil municipal de Fressain a émis un avis défavorable par le seul motif que ce classement ne présente aucune utilité pour la commune.

Il semble qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette unique opposition par la raison que si le classement demandé n'est pas utile à la commune de Fressain, il ne lui sera pas non plus nuisible puisque son contingent d'entretien ne sera modifié en aucune manière.

Les Conseils d'arrondissement de Valenciennes et de Douai ont émis des avis favorables au projet de classement dont il s'agit.

Dans cette situation et d'accord avec MM. les Ingénieurs, je prie le Conseil général de vouloir bien décider le classement comme annexe du chemin de grande communication n° 47 de la voie d'accès à la station de Monchecourt (Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain) d'une longueur de 223 mètres et d'une largeur de 9 mètres.

Je transmettrai ensuite les pièces du dossier à M. le Ministre de l'Intérieur pour obtenir la déclaration d'utilité publique conformément à la circulaire ministérielle du 7 mars 1882.

Chemin vicinal ordinaire N° 42, dit des Fayts à Landrecies. (4° B)

Dans sa séance du 29 août 1883, le Conseil général a renvoyé à l'examen du service compétent un vœu tendant à ce que la commune de Maroilles fût mise en demeure de pourvoir, sans-retard, à la réparation et à l'entretien de son chemin vicinal ordinaire N° 42, dit des Fayts à Landrecies.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée les pièces de l'instruction à laquelle cette affaire a été soumise. Le rapport de M. l'Agent-Voyer principal, adopté par M. l'Agent-Voyer en chef. est ainsi conçu :

» Le service vicinal appelé à traiter la question proposa, dans un rapport des 24 octobre » et 15 novembre 1883, d'inviter le Conseil municipal de Maroilles à voter les ressources

» nécessaires pour remédier à la situation signalée. Par délibération du 14 février 1884, » le Conseil répondit que le chemin N° 42 était plutôt nuisible qu'utile aux intérêts de » Maroilles, que d'ailleurs, le classement et l'achèvement de ce chemin ayant eu lieu » sans le consentement et malgré l'opposition de la commune, une participation quel- » conque de celle-ci dans les dépenses d'entretien ou autres ne pouvait être consentie.

» Avant de passer à l'examen du point de principe que la question semble présenter, » il est bon de faire connaître les conditions dans lesquelles on se trouve placé au point » de vue des faits qui se rattachent au classement et à la construction du chemin.

» Antérieurement à son classement en vicinalité, le chemin fut admis au réseau » subventionné de Maroilles pour une longueur de 1,350 mètres Mais Maroilles n'ayant » pas consenti à voter les emprunts que nécessitaient ces travaux de construction, la » ville de Landrecies demanda, par délibération du 15 mai 1872, à être substituée à sa » voisine. Cette substitution fut autorisée par décision du Conseil général du 28 août » 1872. Peu de temps après, en novembre 1872, le chemin fut déclaré vicinal par la » Commission départementale sous le N° 42, avec une longueur de 1,933 mètres.

» Il faut noter que, pour le classement comme pour la construction, la commune de » Maroilles ne varia jamais dans son opposition. C'est ainsi que l'on trouve au procès- » verbal de reconnaissance une delibération du Conseil municipal portant :

« Considérant que la construction du chemin n'est pas utile pour la commune ;
» Estime qu'il y a lieu de ne pas classer.... »

» Les 1,350 mètres pris en charge par Landrecies furent terminés le 19 octobre 1875, » et la construction de 583 mètres formant le complément de la longueur sur Maroilles » eut lieu antérieurement au classement ou entre la date du classement et la date de la » réception des travaux faits par Landrecies ; les renseignements recueillis sur ce dernier » point manquent de précision. Mais une chose qui est incontestable, paraît-il, c'est que » ces 583 mètres ont été construits par les propriétaires riverains ou usagers du chemin, » à leurs frais exclusifs et sans participation aucune de la commune de Maroilles.

» Depuis octobre 1875, le chemin dont il s'agit est absolument délaissé, aussi bien » par Landrecies que par Maroilles ; aussi la circulation avec voitures y est-elle totale- » ment interdite, même en bonne saison. Cette situation lèse de nombreux intérêts vu » l'utilité de cette voie de communication pour un grand nombre de communes, notam- » ment pour Landrecies et Grand-Fayts. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux » sur l'extrait de carte joint au dossier.

» Le service vicinal a fait de nombreuses démarches pour arriver à une solution » amiable. La ville de Landrecies aurait, pensons-nous, consenti à prendre à sa charge » la moitié de la dépense qui est à faire immédiatement pour mettre le chemin en état de » viabilité et aussi la moitié de la dépense annuelle d'entretien ; mais Maroilles s'est » refusée obstinément à tout arrangement basé sur une intervention pécuniaire quel- » conque.

» D'un autre côté, le concours de la commune de Grand-Fayts a même été réclamé » officieusement, et, par délibération du 6 juillet 1884, le Conseil municipal a aussi » répondu par un refus.

» Toutes les tentatives de conciliation paraissent donc épuisées et il ne reste plus qu'à » passer à la discussion des principes.

» L'article 1^er^ de la loi du 21 mai 1836 dispose que les *chemins vicinaux légalement* » *reconnus sont à la charge des communes*. Il est à remarquer que cet article ne dit » pas, comme celui de la loi du 28 juillet 1824 : *les chemins vicinaux légalement re-* » *connus sont à la charge des communes sur le territoire desquelles ils sont situés.* » C'est que, sans doute, l'on a reconnu que des cas particuliers pouvaient se présenter et » nécessiter une dérogation à la jurisprudence antérieure.

» Or, il nous semble que cette dérogation doit trouver son application dans le cas » de Maroilles et Landrecies. Il s'agit en effet, dans ce cas, d'un chemin dont le classe- » ment comme vicinal a été obtenu à la demande Landrecies malgré Maroilles, ainsi que » le prouve le procès-verbal de reconnaissance, qui a été construit partie par Landre- » cies et partie par les propriétaires intéressés ; pour lequel la municipalité de Maroilles » n'a jamais voulu faire la moindre dépense ni pour construction ni pour entretien. » Peut-on, dans ces conditions, contraindre cette dernière municipalité à remettre » en état et à entretenir une chose qu'elle n'a jamais désirée ou mieux qu'elle a toujours » rejetée avec énergie ? Nous ne le pensons pas.

» Au surplus, l'équité veut que les travaux d'intérêt communal soient mis à la charge » des communes auxquelles ils profitent ; or, d'un côté, on a Landrecies qui, d'abord en » demandant le classement et ensuite en se substituant à Maroilles pour la construction » d'environ les trois quarts de la longueur du chemin, a prouvé suffisamment son inté- » rêt ; et de l'autre on a Maroilles qui, sans aucune variation, soit dans les idées, soit » dans les faits, a constamment soutenu que le chemin n'avait pour elle que les carac- » tères et l'utilité d'un chemin rural.

» Il résulte d'un arrêt du Conseil d'État en date du 5 décembre 1873 que lorqu'une » commune a intérêt à l'établissement d'un chemin sur le territoire d'une commune » voisine, la Commission départementale peut prononcer le classement de la nouvelle » voie comme chemin vicinal ordinaire de cette seconde commune, après l'avis et malgré » l'opposition de son Conseil municipal. Mais c'est à la commune qui a demandé le classe- » ment qu'il appartient de pourvoir à l'établissement et à l'entretien du chemin. La com- » mune de Maroilles refusant de voter les ressources nécessaires pour les réparations » à exécuter au chemin vicinal ordinaire dit des Fayts, l'administration ne peut la con- » traindre à intervenir dans les dépenses que ces travaux doivent occasionner. »

Il résulte des renseignements qui précèdent que la commune de Maroilles n'a jamais consenti à donner son adhésion au classement de la partie du chemin située sur son territoire.

Dans cette situation et d'accord avec M. Doniol, Agent-Voyer en chef du département, j'estime que la commune de Maroilles ne paraît devoir être appelée à contribuer aux dépenses de réparations du chemin vicinal dont il s'agit, qu'à la suite d'un vote favorable de son Conseil municipal.

Ghyvelde — Redressement et fixation des limites du chemin d'intérêt commun N° 130 (4e B)

En exécution de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et conformément à la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le projet présenté par MM. les agents voyers, pour le redressement et la fixation des limites, dans la traverse de Ghyvelde, du chemin d'intérêt commun n° 130, dit de Zuydcoote aux Sept Planètes.

J'y joins les pièces constatant que les formalités d'enquête et de publication ont été régulièrement remplies.

L'enquête n'a donné lieu à aucune observation, ni réclamation. Les avis tant de M. le Commissaire-enquêteur que du Conseil municipal de Ghyvelde sont favorables à l'exécution du projet présenté.

Dans cette situation et les dispositions proposées me paraissant convenablement établies, je prie le Conseil général de vouloir bien déclarer d'utilité publique le redressement du chemin d'intérêt commun N° 130, dit de Zuydcoote aux Sept Planètes, dans la traverse de la commune de Ghyvelde, et fixer les limites dudit chemin suivant les lignes rouges du plan ci-joint.

Chemin d'intérêt commun N° 165, de Bouvignies à Flines. — Répartition des dépenses d'entretien. (4e B)

Dans sa session d'avril 1884, le Conseil général a décidé que le chemin d'intérêt commun n° 165 serait admis à l'entretien à partir du 1er janvier 1885.

Le service vicinal a procédé aux études nécessaires pour la répartition de la portion des dépenses d'entretien mises à la charge des communes. Les propositions qu'il a présentées à cet effet se résument comme suit

Bouvignies	39 %
Coutiches	25 %
Flines-lez-Raches.....	36 %
Total	100 %

Les Conseils municipaux des communes intéressées, ainsi que le Conseil d'arrondissement, ont tous donné des avis favorables à l'adoption de cette répartition.

Dans cette situation, et d'accord avec M. l'Agent-Voyer en chef, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien décider, en exécution de l'article 46 § 7 de la loi du 10 août 1871, que les dépenses d'entretien du chemin d'intérêt commun n° 165, de Bouvignies à Flines, seront réparties comme suit :

Bouvignies.	39 %
Coutiches	25 %
Flines-lez-Raches...	36 %
Total	100 %

Chemin d'intérêt commun N° 183, de Valenciennes à Bruai. — Reconstruction du pont de Bruai. (4e B.)

Le pont en charpente établi sur l'Escaut près du village de Bruai pour le passage du chemin d'intérêt commun N° 183. menaçant ruine. MM. les Ingénieurs de la navigation ont proposé de le remplacer par un pont tournant à deux travées avec pile et culées en maçonnerie et tablier métallique. La dépense de reconstruction de cet ouvrage est évaluée à 40,000 fr. et MM les Ingénieurs proposent de répartir cette somme par moitié entre l'État et le chemin d intérêt commun N° 183

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le procès-verbal de la conférence ouverte à ce sujet entre les services intéressés ainsi qu'un rapport par lequel M l'Agent-voyer en chef propose d'augmenter en principe de 20,000 fr. le crédit prévu pour l'achèvement du chemin d'intérêt commun N° 183. de Valenciennes à Bruai, afin de permettre la reconstruction du pont de Bruai

Cette dépense de 20,000 fr. serait supportée par les communes intéressées dans les mêmes conditions que les dépenses d'achèvement des chemins d'intérêt commun, c'est-à-dire que les communes n'auraient à fournir que le 1/10e de la dépense, soit 2 000 fr., puis à payer pendant 30 ans le 1/5 de l'amortissement de l emprunt à contracter à la caisse des chemins vicinaux, les quatre autres cinquièmes é ant payés par le département.

Le concours financier du service vicinal ne dépasserait pas 20,000 fr. quelle que doive être la dépense de reconstruction du pont, et moyennant cette subvention le service de la navigation resterait chargé de l'exécution et de la manœuvre du dit pont

Ces propositions me paraissant bien établies. je prie le Conseil général de vouloir bien les accueillir favorablement. En cas d'approbation les travaux dont il s'agit seraient crédités ultérieurement par l'Assemblée lorsque les ressources de la caisse des chemins vicinaux le permettront.

Chemin d'intérêt commun n° 198, de Cambrai à Flesquières. — Répartition des dépenses d'entretien. (4e B.)

Dans sa session d'avril 1884, le Conseil général a décidé que le chemin d'intérêt commun n° 198 serait admis à l'entretien à partir du 1er janvier 1885.

Le service vicinal a procédé aux études nécessaires pour la répartition de la portion des dépenses d'entretien mise à la charge des communes. Les propositions qu'il a présentées à cet effet se résument comme suit :

Cambrai	6 p. 100.
Proville.....	25 —
Cantaing	47 —
Flesquières	22 —
	100 p. 100.

Les Conseils municipaux des communes intéressées ainsi que le Conseil d'arrondissement ont tous donné des avis favorables à l'adoption de cette répartition.

Le Conseil municipal de Cambrai a demandé, en outre, que le prolongement du chemin jusqu'à la route nationale n° 17 fût classé d'intérêt commun, mais cette demande est étrangère à l'objet de l'affaire qui ne se rapporte qu'à la répartition des dépenses d'entretien.

D'après les renseignements produits et d'accord avec M. l'Agent-Voyer en chef, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien décider, en exécution de l'article 46 § 7 de la loi du 10 août 1871, que les dépenses d'entretien du chemin d'intérêt commun n° 198 de Cambrai à Flesquières seront réparties comme suit :

Cambrai.....	6 p. 100.
Proville	25 —
Cantaing	47 —
Flesquières	22 —
	100 p. 100.

Chemin d'intérêt commun N° 169, de Masny à Fressies.
— Répartition des dépenses d'entretien. (4e B.)

Dans sa session d'avril 1884, le Conseil général a décidé que le chemin d'intérêt commun n° 169, serait admis à l'entretien à partir du 1er janvier 1885.

Le service vicinal a procédé aux études nécessaires pour la répartition de la partie des dépenses d'entretien mises à la charge des communes. Les propositions qu'il a présentées à cet effet, se résument comme suit :

Masny	51 %
Monchecourt	44 %
Féchain	5 %
Total	100 %

Les Conseils municipaux des communes intéressées, ainsi que les Conseils d'arrondissement, ont tous donné des avis favorables à l'adoption de cette répartition.

Dans cette situation, et d'accord avec M. l'Agent-Voyer en chef, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien décider, en exécution de l'article 46, § 7, de la loi du 10 août 1871, que les dépenses d'entretien du chemin d'intérêt commun n° 169, de Masny à Fressies seront réparties comme suit :

Masny	51 %
Monchecourt.....	44 %
Féchain..	5 %
Total	100 %

Chemin d'intérêt commun N° 228, de Taisnières-sur-Hon à la ferme Belle vue.— Elargissement. — Fixation des limites. (4e B).

En exécution de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et conformément à la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un projet présenté par MM. les Agents-voyers pour l'élargissement et la fixation des limites du chemin d'intérêt commun n° 228, de Taisnières sur-Hon, à la ferme Belle-vue, dont deux sections, l'une comprise entre le ruisseau de l'Erelle et le chemin vicinal ordinaire n° 2, l'autre entre le village de Taisnières et le chemin d'intérêt commun n° 84.

J'y joins les résultats de l'enquête à laquelle cette affaire a été soumise et les autres pièces du dossier.

Aucune observation ni réclamation n'a été présentée à l'enquête. M. le commissaire enquêteur. le Conseil municipal de Taisnières-sur-Hon, et M. le Sous-Préfet d'Avesnes ont émis des avis favorables à l'exécution du projet dont il s'agit. La somme de 1799 fr. 20 représentant les indemnités de terrains à payer, d'après les évaluations portées aux états parcellaires, a été votée par le Conseil municipal de Taisnières-sur-Hon.

Dans ces conditions et d'accord avec le service vicinal, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien fixer les limites du chemin d'intérêt commun n° 228, dans les deux sections dont il s'agit, conformément aux lignes rouges des plans ci-joints.

CHAPITRE III.

Maisons d'école (3e B.).

Projets anciens

Dans le courant de ses sessions d'avril et d'août 1883, le Conseil général a examiné 173 projets scolaires et les a classés en 3 séries :

1° Session d'avril, projets déjà classés une première fois en août 1882... 27
2° Même session, projets nouveaux..... 86
3° Session d'août..... 60

Ils ont été tous transmis aussitôt que possible à M. le Ministre de l'Instruction publique L'insuffisance des crédits dont il disposait ne lui a permis de me renvoyer, avec concession de secours et autorisation d'emprunt à la caisse des écoles, que 15 projets de la première série, 9 de la seconde, et 4 de la troisième, savoir :

1re Série.

Annappes, école au hameau des Marchenelles ;
Wattrelos, deux écoles au hameau du Touquet;
Hallennes-les-Haubourdin, école de garçons et école de filles ;
Lezennes, groupe scolaire ;
Beauvois, école de garçons et école de filles ;
Monchecourt, école de garçons ;
Steene, école de filles ;
Feignies, école de garçons;
Walincourt, école de garçons, salle d'asile et agrandissement de l'école de filles ;
Beugnies, école de filles ;
Arnèke, école maternelle et agrandissement de l'école de filles ;
Cantin, école de garçons ;
Radinghem, école de garçons, école de filles et école maternelle ;
Bouvines, école de garçons ;
Linselles, agrandissement de l'école de garçons ;

2e Série

Anhiers, école mixte ;
Ronchin, groupe scolaire au Petit-Ronchin ;
Wylder, école mixte ;
Houdain, école mixte au hameau d'Eugnies ;
Maubeuge, construction et agrandissement d'écoles ;
Vred, école de filles ;
Leers, école de garçons :
Loon, école au hameau des Dunes ;
Flines-les-Raches, travaux de réparation et mobilier ;

3e Série.

Le Cateau, travaux supplémentaires à l'école de filles ;
Sercus, école de filles ;
Steenwoorde, agrandissement de l'école de garçons ,
Camphin-en-Carembault, travaux supplémentaires à l'école de garçons

Les 391,000 fr. attribués au département du Nord, sur le dernier crédit de 28 000 000 fr. voté par les Chambres, sont entièrement épuisés

Ecole de Wez-Macquart. — Imposition d'office.

En avril dernier le Conseil général a classé 29 demandes de secours pour constructions scolaires. Une seule, celle de Wez-Macquart, qui figurait en tête de la liste, a reçu satisfaction vu son extrême degré d'urgence.

Ce hameau est situé sur le territoire des quatre communes de La Chapelle d'Armen-

tières, d'Houplines, d'Ennetières-en-Weppes et de Prémesques, et à une distance de 2 à 6 kilomètres des écoles des chefs-lieux. Une école de filles avec classe enfantine y a été reconnue nécessaire par le Conseil départemental de l'instruction publique et par M. le Ministre. Elle est appelée à desservir une population de 1,200 à 1,500 âmes.

Le 15 mai dernier, installée d'une manière très sommaire dans une maison achetée à cet effet et n'ayant pas encore reçu les appropriations commandées par sa destination, elle s'est ouverte avec 80 élèves et en compte aujourd'hui 120, ce qui montre combien était grand le besoin auquel elle répond.

La dépense se décompose ainsi :

Prix d'achat de la maison.....	15,000 fr.
Frais d'acte et travaux d'appropriation.....	13,300
Total..... .	28,300

Cette somme doit être couverte par les ressources ci-après :

Subvention accordée par le Conseil général sur les fonds départementaux.	4,000
Subvention de l'Etat.....	12,300
Part contributive des 4 communes.....	12,000
Total égal.....	28,300

M. le Ministre, en accordant la subvention de 12,300 fr., a autorisé l'emprunt des 12,000 fr. communaux à la Caisse des écoles.

Ces 12,000 fr. se répartissent comme suit entre les communes, proportionnellement à l'importance du nombre des habitants dépendant de chacune d'elles :

La Chapelle d'Armentières.....	6,175 fr.
Houplines.....	1,768
Ennetières-en-Weppes.....	2,440
Prémesques.....	1,617
Total	12,000

Les Conseils municipaux de La Chapelle et d'Houplines ont accepté le projet sans réserve.

Celui d'Ennetières l'a accepté aussi et voté les fonds qui lui ont été attribués, mais sous réserve expresse que les enfants de la commune ne pourraient être admis dans l'école de Wez-Macquart que jusqu'à l'âge de huit ans au plus. L'école existant officiellement dans les conditions ordinaires, doit recevoir les enfants jusqu'à 13 ans ; il est donc impossible à l'Administration de tenir compte de la réserve en question. Au surplus comme l'établissement comprend à sa base une école enfantine pour les enfants des deux sexes de 4 à 8 ans, ce que demandait le Conseil d'Ennetières, et que l'entretien de l'école ordinaire ne grève nullement les budgets communaux, puisqu'en réalité le traitement de l'institutrice est à la charge de l'État, je suis persuadé que cette Assemblée consentira, sans qu'on soit obligé de l'y contraindre, à réaliser l'emprunt que la commune est autorisée à contracter à la Caisse des écoles.

Quand au Conseil municipal de Prémesques, après avoir il y a deux ans accepté en principe, sous certaines réserves, le projet en question, il le repousse d'une manière absolue « attendu, dit-il, que le hameau n'est pas plus éloigné des écoles centrales que » d'autres plus importants ; — qu'il communique avec le centre par des voies plus » faciles. »

Les motifs invoqués me paraissent inadmissibles. L'école de Wez-Macquart étant publique doit recevoir les enfants sans distinction d'origine de communes, aux termes de l'art. 7 de la loi du 18 mars 1882. Ceux qui dépendent du territoire de Prémesques s'y rendent, en effet, comme ceux des autres communes. Leurs parents ne veulent pas leur imposer chaque jour 8 kilom. de marche, tant à l'aller qu'au retour, pour se rendre aux écoles du chef-lieu, alors qu'une école publique est à leurs portes. Il est donc de toute justice que Prémesques supporte comme les trois autres communes intéressées sa part proportionnelle du fardeau, part relativement légère du reste.

La résistance de Prémesques est d'autant plus incompréhensible que l'école de filles de cette commune est tout à fait insuffisante. Elle se compose de deux salles de classe mesurant ensemble 56 mètres carrés de superficie, soit place réglementaire pour 56 élèves, et elle en recevait l'an dernier 86. L'ouverture de l'école Wez-Macquart aura précisément pour effet de ramener l'effectif de la première à un chiffre plus normal.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général, conformément à l'art. 10 de la loi du 20 mars 1883, d'émettre un avis favorable à l'inscription d'office au budget de Prémesques de l'annuité trentenaire de 65 fr. nécessaire pour amortir un emprunt de 1,617 fr. à la caisse des écoles ; elle correspond à l'imposition d'un centime additionnel environ, le centime produisant 64 fr.

Je propose aussi d'émettre un avis semblable au sujet d'Ennetières-en-Weppes, pour le cas où le Conseil municipal de cette commune ne consentirait pas à l'emprunt de 2,440 fr. qui lui incombe. L'annuité de 98 fr. sera inférieure au produit d'une imposition d'un centime, laquelle donnerait 110 fr.

Projets nouveaux. Depuis la dernière session d'avril du Conseil général, six demandes de secours pour

travaux scolaires me sont parvenues. Quoique ces demandes ne me semblent pas devoir aboutir maintenant, j'ai l'honneur de les soumettre au Conseil général et de lui proposer:

1° De fixer le montant de chacune des subventions à attribuer sur les fonds du département;

2° De donner son avis sur la quotité des subventions à payer par l'État;

3° De classer les projets d'après le degré d'urgence des besoins auxquels ils doivent donner satisfaction.

M. le Directeur départemental de l'enseignement primaire, dont je partage l'avis, estime que ce classement pourrait être établi selon l'ordre du tableau ci-après :

J'ai consigné dans ce tableau les renseignements habituels. Le Conseil trouvera dans chacun des dossiers toutes les indications complémentaires désirables.

Numéros d'ordre.	COMMUNES	OBJET DE LA DÉPENSE	DÉPENSE TOTALE	RESSOURCES				NOMBRE DE CENTIMES	PRODUIT DU CENTIME
				CONTINGENT voté par la Commune	SECOURS sollicités	SECOURS proposés SUR LES FONDS du département	SECOURS proposés SUR LES FONDS de l'état		
1	Lecelles-Maulde	Construction d'une école mixte au hameau de Chorette....	20 000	6.666	13.334	1.334	12.000	27 17	194 62
2	Lecelles	Agrandiss. du logem. des instituteurs.	10 000	4 000	6.000	500	5.500	27	194
3	Monchaux (V)..	Construction d'une école de garçons	24.500	11 500	13.000	600	12.400	93	45
4	Cagnoncles . .	Construction d'une école de filles ..	19 403	9 403	10.000	500	9 500	115	61
5	Cambrai.	Acquisit, constr. et agrandiss des écoles et mobiliers	142 000	71 000	71 000	2.000	50.000	30	2.700
6	Estrées.	Appropriation des écoles...	1.000	400	600	100	500	60	65

Lecelles et Maulde — École du hameau de Chorette.

Je crois devoir attirer d'une manière particulière l'attention du Conseil général sur les projets de Lecelles et de Maulde, qui figurent en tête de la liste et dont il a eu à s'occuper précédemment. Dans l'origine l'affaire comprenait trois parties :

1° Agrandissement de l'école de filles de Lecelles ;
2° Réparation du logement des instituteurs ;
3° Construction d'une école mixte à Charette, hameau dépendant des deux communes.

Je ne parle que pour mémoire de la première partie, concernant exclusivement Lecelles, attendu qu'un accord donnant satisfaction aux besoins du service a eu lieu entre le Conseil municipal et l'Administration à la suite de l'enquête faite sur les lieux par une commission composée de trois conseillers généraux.

La deuxième partie, concernant aussi Lecelles seul, fait l'objet d'un projet spécial classé ci-dessus sous le n° 2, et voté par le Conseil municipal.

La troisième partie intéresse les deux communes.

La Commission a reconnu que l'école actuelle de Chorette est absolument insuffisante et que la construction d'une salle de classe et d'un logement est indispensable. D'après ses prévisions la dépense devait s'élever à 24,000 francs environ. Elle a émis l'avis que les 2/3 de cette charge fût supportée par l'État et le Département et l'autre tiers par les deux communes intéressées, dans la proportion de 2/3 pour Lecelles et d'un tiers pour Maulde, ces sommes devant être empruntées à la Caisse des écoles.

Le Conseil municipal de Lecelles, par délibération du 14 février dernier, et celui de Maulde, par délibération du 18 du même mois, ont adhéré à ces propositions et ont voté la part qui leur était attribuée dans la dépense.

Un projet vient d'être dressé par un architecte. D'après le devis la dépense s'elèverait à 22,000 francs, soit 2.000 francs de moins que les évaluations de la Commission.

Le Conseil de Lecelles accepte ce projet sans réserve.

Celui de Maulde le repousse parce que le montant de la dépense est trop élevé.

M. le Directeur départemental de l'enseignement primaire partage un peu cet avis. Il estime qu'une économie d'au moins 2,000 francs pourrait être obtenue sur la réduction des dimensions de la salle de classe et la construction des préaux.

Satisfaction pouvant être donnée sous ce rapport au Conseil municipal de Maulde, j'ai lieu d'espérer qu'il acceptera le projet modifié dans ce sens et que l'imposition d'office ne sera pas nécessaire. Il va être appelé à se prononcer définitivement; je communiquerai sa réponse au Conseil général en cours de session.

Bachant. — Restauration de la tour et du clocher de l'église — Demande de secours (3e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, en exécution de l'article 68 de la loi du 10 août 1871. les pièces relatives à une demande de secours, sur les fonds de l'État et du département, présentée par le Conseil municipal de Bachant, pour travaux à exécuter à l'église et au clocher de cette commune.

La dépense projetée est évaluée à 8.000 fr.

Les ressources destinées à faire face à la dépense sont les suivantes :

1° Délibération du Conseil munipal en date du 5 juin 1884.....	4 000 fr. »
2° Secours sollicités sur les fonds de l'Etat et du département.....	4.000 »
Total égal.....	8.000 fr. »

Les travaux dont il s'agit sont urgents et le projet présenté paraît bien établi.

La commune de Bachant et la fabrique de l'Eglise n'ont pas les ressources suffisantes pour faire face à la totalité de la dépense reconnue nécessaire.

Eu égard à la modicité des ressources de la commune et de la fabrique, je prie l'Assemblée de vouloir bien allouer à la commune de Bachant un secours de 1,000 fr. sur les fonds du département et émettre le vœu qu'un secours de 3,000 fr. soit accordé sur les fonds de l'Etat, en classant la demande suivant son ordre d'urgence au tableau des propositions que le Conseil général est appelé à dresser, en conformité de l'article 68 de la loi du 10 août 1871.

Établissements et Institutions de Bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'État pour 1885. (2e B.)

Aux termes de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général est appelé à dresser un tableau collectif de propositions, en les classant, par ordre d'urgence, pour la répartition des secours annuellement accordés, sur les fonds de l État, aux établissements et institutions de bienfaisance.

Je prie le Conseil général de vouloir bien s'occuper de ce travail pour la répartition, en 1885, du crédit de 10,500 fr. qui est ordinairement alloué par M. le Ministre de l'Intérieur. aux établissements et institutions dont il s'agit, appartenant au département du Nord.

Je mets, à cet effet, sous les yeux de l'assemblée départementale, les demandes de secours qui me sont parvenues, elles sont accompagnées des pièces à l'appui et d'états de renseignements sur les établissements intéressés. Ces derniers états ont été dressés, ainsi que le Conseil général le remarquera, conformément aux recommandations contenues dans sa délibération du 25 août 1875. L'un d'eux présente, dans l'ordre croissant de leurs ressources, les établissements de bienfaisance qui ont moins de 10 fr. de revenus par moyenne d'indigents secourus et à secourir.

Je crois devoir rappeler au Conseil général qu'aux termes des instructions ministérielles,les secours dont il s'agit ont un double objet : venir en aide aux établissements et aux œuvres absolument dénués de ressources; encourager les institutions publiques et privées qui, par les services rendus et à raison de leurs sacrifices et de leurs efforts, sont réellement dignes de la bienveillance du Gouvernement. Il importe aussi, pour rendre le secours de l'État réellement efficace, de ne pas comprendre un trop grand nombre d'établissements dans la répartition , enfin les sociétés de charité maternelle, celles de secours mutuels et les salles d'asiles ne doivent point y participer, des subventions spéciales étant affectées à ces institutions diverses.

Les instructions ministérielles rappellent, d'ailleurs, en s'appuyant sur un avis du Conseil d'État du 27 février 1875, que le Conseil général, seul compétent en la matière, ne saurait déléguer à la Commission départementale la mission qu'il tient de la loi du 10 août 1871, article 68, et que c'est au Conseil de dresser le tableau, par ordre d'urgence, des établissements les plus dignes de participer aux secours du Trésor.

Je joins au présent rapport, à titre de renseignements, l'état de répartition du fonds de 10,500 francs alloué pour l'année 1884, répartition arrêtée d'après les bases fixées par le Conseil général dans sa délibération du 25 août 1875.

CHAPITRE IV.

Chemins de fer d'intérêt général. — Service du contrôle de l'exploitation (5e B).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Duporcq, ingénieur en chef à Arras, chargé du service du contrôle de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt général dans le département du Nord.

Ce rapport contient des renseignements intéressants sur les travaux exécutés par la Compagnie du Nord ou en cours d'exécution, sur l'exploitation technique et le matériel, ainsi que sur l'exploitation commerciale.

Les terrassements, les voies, les chemins d'accès aux stations, les ouvrages d'art, les bâtiments divers, les signaux et les clôtures sont généralement en bon état.

La Compagnie a continué le remplacement du ballast de mauvaise qualité par du ballast en grès cailloux ou laitier ainsi que la substitution des rails en acier aux rails en fer.

Le pont tournant établi sur l'Aa près de la station de Gravelines, avait éprouvé plusieurs fois des tassements qui motivèrent des réparations assez importantes . Tout mouvement paraît avoir cessé et la manœuvre du pont s'effectue sans difficulté.

Le rapport de M. l'ingénieur en chef Duporcq donne la nomenclature des travaux terminés et des travaux en cours d'exécution aux haltes et stations.

Gare de Lille. — La Compagnie du Nord a été autorisée par décision ministérielle du 7 décembre 1883 à remplacer les voûtes établies à la traversée des fortifications par une tranchée à ciel ouvert. Les travaux sont en cours d'exécution.

La question des projets de suppression des passages à niveau situés à Fives-Lille et d'amélioration de la gare de Lille et de ses abords est toujours à l'étude.

Huit embranchements industriels ont été établis depuis la session d'août 1883.

Le développement des lignes exploitées du 1er juin 1883 au 1er juin 1884 s'est accru dans le département du Nord des lignes et sections nouvelles suivantes :

Orchies à Bachy.

Bauvin-Provin à Armentières.

Solesmes au Cateau.

Le vote de la loi portant approbation de la convention passée le 5 juin 1883 avec la Compagnie du Nord a eu pour effet de classer d'intérêt général les lignes désignées ci-après :

Valenciennes à Maubeuge.

Don-Sainghin à Hénin-Liétard.

Cambrai à Chaulnes.

Marcoing à Masnières.

Le service des trains n'a donné lieu à aucune observation.

Toutes les machines à voyageurs indistinctement sont maintenant munies de frein à vide.

Les produits des stations dans le département du Nord ont donné les résultats suivants impôt déduit) en 1882 et 1883.

CHEMIN DE FER DU NORD.

	PRODUITS (Impôt déduit.)	
	1882.	**1883.**
Ancien et nouveau réseau	40.580.614 16	41.036 780 72
Ceinture de Lille	56.698 30	65.836 10
Lille à Béthune	978.100 99	986.593 64
Lille à Valenciennes	1.597.472 99	1 646.315 03
Nord-Est	1.587.902 81	1.643.472 33
Total	44 800.789 25	45.378.997 82
Différence en faveur de 1883	578.208 fr. 57	

Lignes de l'État exploitées en régie

Dunkerque à la frontière vers Furnes	51.823 59	139.792 29
Différence en faveur de 1883	87.968 fr. 70	
Armentières à la frontière vers Comines (Station d'Houplines)	1.218 95	59.340 56
Différence en faveur de 1883	58.121 fr. 61	
Solesmes au Cateau (un mois d'exploitation)	»	2.391 69
Chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière Belge	3.294 787 85	3.284.249 76
Différence en faveur de 1882	10.538 fr. 09	
Ligne d'Hazebrouck à la frontière belge	99.939 65	102.256 05
Différence en faveur de 1882	2.316 fr. 40	
Chemins de fer de Picardie et Flandres	416 900 73	656.998 70
Différence en faveur de 1883	240.097 fr. 97	

VŒUX (suite donnée.)

J'ai rendu compte au Conseil général, en avril dernier, de la suite donnée aux vœux qu'il avait émis dans ses sessions précédentes ; les vœux formulés ou réitérés dans sa dernière session ont été instruits et ont donné lieu aux réponses suivantes :

1° *Chauffage des trains.* — A la date du 24 mai dernier, M. le Ministre des Travaux Publics a adressé aux Compagnies de chemins de fer une dépêche qui se termine ainsi : « Je me plais donc à penser, Messieurs, que, dès l'ouverture du prochain semestre d'hiver » vous réaliserez une amélioration depuis longtemps attendue en appliquant le chauffage » d'une manière générale dans toutes les voitures, sans limitation de parcours et sur » toutes les lignes. »

2° *Création d'un train supplémentaire dans chaque sens sur la ligne de Lille à Douai.* — Consultée à ce sujet, la Compagnie du Nord a répondu que les relations de Lille vers Douai sont actuellement assurées au moyen de 15 trains, dont 11 avec voitures de 2e et 3e classes ; que de Douai vers Lille il existe 16 trains dont 11 avec voitures de 2e et 3e classes ; qu'un pareil nombre de trains répond très largement aux besoins de la circulation et que la baisse actuelle du trafic rend complètement impossible l'organisation d'un nouveau train.

MM. les ingénieurs du contrôle ont fait remarquer de leur côté que la ligne de Lille à Douai est desservie par un grand nombre de trains, néanmoins leur répartition dans la journée est faite de telle façon qu'il existe, tant à Lille qu'à Douai, d'assez longs intervalles pendant lesquels il n'y a pas de départ. Le vœu du Conseil général a pour but de faire disparaître deux de ces intervalles. On ne saurait lui donner satisfaction en remaniant les horaires des trains existants, qui ont à assurer des correspondances importantes aux points extrêmes ou qui répondent à des besoins spéciaux. Il faudrait donc créer un train nouveau ; or, la Compagnie fait observer, à juste raison, que le moment serait mal choisi pour réaliser cette amélioration, attendu que la baisse du trafic et la nécessité de restreindre les dépenses tendraient plutôt à faire supprimer des trains qu'à en augmenter le nombre. Dans ces conditions, il paraît difficile d'exiger que la Compagnie satisfasse immédiatement au désir exprimé par le Conseil général.

M. le Ministre des Travaux Publics est actuellement saisi des pièces de l'affaire.

3° *Amélioration de l'éclairage des voitures circulant sur le réseau du Nord.* — Consultée à ce sujet, la Compagnie du Nord a déclaré qu'elle ne saurait examiner utilement ce vœu qu'autant qu'il lui serait cité des espèces. MM. les ingénieurs du contrôle estiment que le statuquo doit être maintenu. Ils font observer que les wagons de 1re classe sont éclairés d'une manière très satisfaisante, mieux certainement que sur les autres réseaux.

Quant à l'éclairage des voitures de 2e et de 3e classes, sans avoir l'éclat de celui des voitures de 1re, il leur paraît suffisant et ils ne pensent pas qu'il y ait lieu de le changer.

Sans doute, la lecture au-dessous même des lampes est impossible, mais on ne saurait véritablement demander que l'intensité des lampes soit augmentée au point qu'on puisse lire dans les wagons ; ce serait dépasser la limite de ce que l'on est raisonnablement en droit de réclamer.

M. le Ministre des Travaux Publics est actuellement appelé à prendre une décision à cet égard.

4° *Etablissement d'une voie de garage à la halte de Genech* (*Ligne de Somain à Tourcoing.*) — La Compagnie du Nord consultée a fait observer qu'une décision ministérielle du 20 mars 1879 a déjà repoussé une pétition des Conseils municipaux de Cobrieux, Genech, Bourghelles, Bachy et Mouchin, tendant à l'établissement d'une voie de garage à la halte de Genech ; que l'installation complémentaire sollicitée n'était pas justifiée par le faible trafic à desservir ; qu'un nouvel examen de la question l'a amenée à constater que la situation est loin de s'être modifiée dans un sens favorable aux pétitionnaires actuels, attendu que le village de Cobrieux, dont les habitants utilisaient la halte de Genech sont aujourd'hui plus directement desservis par la station de Bachy.

Dans ces conditions, la Compagnie déclare qu'elle ne saurait se montrer disposée à ouvrir la halte de Genech au service des marchandises par wagons complets.

MM. les ingénieurs du contrôle ont fait remarquer que depuis l'ouverture de la station de Bachy. la création d'une voie de garage à la halte de Genech paraît en effet répondre moins que jamais à l'intérêt général et qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de l'imposer à la Compagnie

Les pièces ont été transmises à la décision de M. le Ministre des Travaux Publics.

5° *Création d'un sixième train de voyageurs, dans chaque sens entre Lille et Comines.* — Consultée à ce sujet la Compagnie du Nord a répondu que le service de 5 trains dans chaque sens entre Lille et Comines paraît répondre suffisamment aux besoins du public et que le mouvement des voyageurs n'est pas de nature à necessiter la création d'un sixième train.

MM. les ingénieurs du contrôle rappellent qu'antérieurement au 15 mai 1880, la ligne de Lille à Comines n'était desservie que par 4 trains dans chaque sens ; à cette date un cinquième train a été organisé au départ de Lille et au départ de Comines, ce qui a notablement amélioré les relations entre ces deux villes.

Quant à la création d'un sixième train dans chaque sens, elle a été demandée à plusieurs reprises par le Conseil général qui a émis à ce sujet des vœux dans les sessions d'août 1880, avril 1881 et avril 1883. Chaque fois, la Compagnie a répondu que le trafic de la ligne ne comportait pas la mise en marche de ce train.

Aujourd'hui les conditions n'ont pas changé ; le trafic ne s'est pas augmenté et la situation financière de la Compagnie l'oblige à restreindre ses dépenses pour compenser la diminution générale de ses recettes.

Les pièces de cette affaire sont actuellement soumises à la décision de M. le Ministre des Travaux Publics.

6° *Admission des voyageurs dans un train partant d'Orchies vers Somain à 2 h. 15 du soir.* — Depuis le service d'été mis en vigueur le 5 juin dernier, le train de marchandises qui partait dans le service d'hiver à 2 h 15 d'Orchies pour Somain a été supprimé; le service d'été ayant été approuvé il n'est pas possible de donner suite au vœu du Conseil général.

7° *Prolongement jusqu'à Péronne du train mixte n° 12 partant de Douai à 7 h. 35 du soir pour Cambrai (par le chemin de Picardie-Flandres.)* — En réponse à cette demande la Compagnie du chemin de fer du Nord fait observer que le prolongement du train précité nécessiterait un parcours journalier supplémentaire de 46 k. (aller et retour) et nécessiterait l'organisation d'un service de nuit entre Péronne et Cambrai.

Dans le service actuel mis en vigueur le 5 juin dernier, il existe trois trains par jour entre Douai et Péronne (1 train mixte et 2 trains de marchandises-voyageurs) : le dernier train quitte Douai à 4 h. 10 du soir pour arriver à Péronne à 7 h. 40.

Il est évident qu'il serait très commode pour les voyageurs d'obtenir le prolongement jusqu'à Péronne du train mixte n° 12 qui existe actuellement entre Douai et Cambrai, ce qui leur permettrait de partir de Douai à 7 h. 35 du soir au lieu de 4 h. 10, c'est-à-dire près de 3 h. 1/2 plus tard ; seulement le mouvement des voyageurs entre Douai et Péronne est faible. D'autre part, l'organisation d'un service de nuit entre Cambrai et Péronne entraînerait une assez forte dépense pour la Compagnie.

Dans ces conditions, MM. les ingénieurs estiment qu'il n'y a pas lieu pour le moment de donner suite au vœu du Conseil général.

8° *Création d'un train supplémentaire dans chaque sens sur la ligne de Lille à Béthune.* — Consultée à ce sujet, la Compagnie a répondu que les cinq trains qui desservent actuellement dans chaque sens la section de Lille à Béthune paraissent répondre largement au mouvement des voyageurs ; que la création d'un sixième train ne pourrait être justifiée que par une augmentation du trafic, et que précisément, la circulation des voyageurs est en diminution notable sur la ligne en question. En conséquence, la Compagnie déclare qu'il ne lui est pas possible de donner satisfaction à la demande du Conseil général.

Les gares, stations et haltes intermédiaires de la ligne de Lille à Béthune, ont distribué pendant les années 1880 à 1883, les nombres suivants de billets de voyageurs :

1880	172,721
1881	184,315
1882	188.901
1883	192,535

Les premiers résultats de l'année 1884 dénotent une certaine diminution sur le chiffre de 1883.

Le trafic des voyageurs peut donc être considéré comme à peu près stationnaire.

MM. les ingénieurs du contrôle estime que, dans ces conditions, la création d'un nou-

veau train semble d'autant plus inopportune que la Compagnie se voit obligée en ce moment de restreindre ses dépenses, par suite de la diminution générale de ses recettes.

9° *Vœu que le train n° 855 de Lille à Valenciennes s'arrête à Rosult ou, si cette demande est refusée, que les voyageurs soient admis dans le train de marchandises n° 1761 de Fives à Valenciennes et qui arrive à Rosult à 8 h. 39 du matin.* — La Compagnie du chemin de fer du Nord consultée sur cette modification a fait observer .

1° Que le train n° 855 est un train direct qui a de nombreuses correspondances ,

2° Que le train de marchandises n° 1761 actuellement régulier peut être rendu facultatif d'un moment à l'autre et que, dans ces conditions, elle ne peut l'affecter au service des voyageurs.

La question est actuellement soumise à la décision de M. le Ministre des Travaux Publics

10. *Création d'un nouveau train de Poperinghe à Hazebrouck.* — Le vœu tend à rétablir le train supprimé depuis quelques années, qui partait de Poperinghe vers 4 heures pour arriver à Hazebrouck vers 5 heures.

A cet égard, le Conseil général fait remarquer qu'il n'existe pas de train de Poperinghe à Hazebrouck entre midi et demie et 7 h. du soir et que des plaintes très vives sont constamment formulées contre cet état de choses par les communes intéressées, qui réclament le rétablissement de l'ancien train, lequel partirait de Poperinghe après l'arrivée du train venant de la direction de Bruxelles, c'est-à-dire vers 4 heures pour arriver à Hazebrouck à 5 heures.

M. Van den Bogaerde, directeur de la Compagnie de la Flandre Occidentale a répondu à ce vœu que le service actuel entre Poperinghe et Hazebrouck présente une lacune, l'intervalle entre les trains 21 et 29 étant assez long, mais que le mouvement des voyageurs ne justifie pas une extension du service, dans les conditions où il se fait actuellement : qu'avant 1877, il est vrai, le train partant de Bruxelles vers midi poursuivait sa marche de Poperinghe vers Hazebrouck et en repartait le lendemain à 9 heures 50, mais que cette organisation ne profitait qu'à un très petit nombre de voyageurs, tout en étant fort onéreuse pour la société ; que, dans cette situation, on a dû réduire le nombre des trains à trois dans chaque sens, et que l'importance du trafic n'a pas augmenté depuis cette époque. M. Van den Bogaerde reconnaît toutefois qu'il est désirable qu'un service supplémentaire soit organisé entre Poperinghe et Hazebrouck. Pour concilier les intérêts du public avec celui de la Compagnie, il se propose de l'établir au moyen de l'emploi de voitures à vapeur analogues à celles qui circulent actuellement entre Roulers et Ypres. Une nouvelle voiture de ce type va être commandée pour être livrée l'hiver prochain, et il est à présumer qu'à ce moment, le vœu du Conseil général pourra recevoir satisfaction.

La ligne d'Hazebrouck à Poperinghe était desservie autrefois par quatre trains de voyageurs dans chaque sens ; mais le trafic étant trop restreint pour qu'il fût possible de les conserver tous, leur nombre a été réduit à trois dans chaque sens à partir du 1er novem-

bre 1876. Dans le sens de Poperinghe à Hazebrouck, la suppression a porté sur le train dont le Conseil général demande le rétablissement, en sorte que dans l'après-midi, il n'existe plus de train entre le n° 21, qui part de Poperinghe à midi 25, et le n° 29, qui en part à 6 heures 42.

Des renseignements qui me sont fournis par MM. les ingénieurs du contrôle, il résulte que, depuis la fin de l'année 1876, l'exploitation a fait peu de progrès et que le mouvement des voyageurs est resté à peu près stationnaire, les motifs qui ont amené la suppression du quatrième train subsistent donc encore, et on ne saurait véritablement obliger la Compagnie à le rétablir. Il convient donc, d'après MM. les ingénieurs, de prendre acte purement et simplement de l'offre de M. Van den Bogaerde, qui paraît concilier heureusement les intérêts du public avec ceux de la Compagnie.

Elle consiste à organiser, dès l'hiver prochain, non plus un véritable train avec sa composition ordinaire, mais un service de voitures à vapeur analogues à celles qui circulent avec succès sur certaines lignes belges et sur les chemins de fer de l'Etat français. Un service de ce genre sera peu dispendieux et il permettra de réaliser, dans des conditions acceptables pour tous, l'amélioration réclamée par l'assemblée départementale.

Cette affaire et actuellement soumise à la décision de M. le Ministre des Travaux Publics.

11. *Etablissement d'un pont à bascule à la station de Blaringhem qui dessert cette localité.* — La Compagnie du Nord a fait connaître qu'elle ne pensait pas que l'installation d'un pont à bascule à la gare de Blaringhem puisse ramener sur ses rails, comme le croit le Conseil municipal, un trafic auquel la batellerie offre des prix de 40 % plus réduits que ceux du chemin de fer ; il ne lui paraît pas dès lors, possible d'accueillir le vœu dont il s'agit.

MM. les fonctionnaires du contrôle ont reconnu le bien fondé des observations de la Compagnie et ils ont, en conséquence, exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'insister auprès d'elle.

Par dépêche du 21 juillet 1884, M. le Ministre des Travaux Publics m'a informé qu'après examen il n'a pu qu'adopter cet avis.

12. *Etablissement d'une halte à Montay.* — Cette demande n'est que la reproduction d'un vœu émis pour le même objet par le Conseil général dans sa séance du 24 août 1882, et qui, à la suite d'une instruction complète, a donné lieu, de la part de l'administration à une décision du 12 février 1883, portant qu'il n'était pas possible de le prendre en considération.

Les nouvelles délibérations de l'Assemblée départementale n'invoquant aucun fait nouveau de nature à justifier la modification de la décision précitée qui a été mise sous les yeux du Conseil général dans la session d'avril 1883, M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître par dépêche du 1er mai 1884 qu'il ne pouvait que maintenir cette décision jusqu'au moment où l'exploitation de la ligne de Valenciennes au Cateau permettra d'apprécier si l'importance du trafic nécessite l'établissement d'une halte à Montay.

13. *Vœu que le train mixte n° 2187, venant de Valenciennes, par Bavai, et arrivant à Maubeuge à 7 h. 13 du soir, soit avancé de manière à correspondre, dans cette dernière gare, avec le train* 1700, *qui en part pour Aulnoye à 7 h.* 3.

Le Comité consultatif des chemins de fer consulté à cet effet a présenté les observations suivantes :

« L'avance qu'il s'agirait de donner au train 2187 pour le mettre en concordance, à » Maubeuge, avec le train 1700, aurait pour effet de sacrifier sa double correspondance, » au départ de Valenciennes, avec les trains 859 et 17 *bis* arrivant, le premier de Lille à » 5 h. 52′ du soir, le second de Douai à 5 h. 55′. Il en résulterait certainement de vives » réclamations.

» Le résultat cherché ne saurait non plus être obtenu par une accélération de la marche » du train 2187, car il faudrait réduire la durée du parcours de ce train de 1 h. 13′ à 58 » minutes et porter sa vitesse. qui est déjà de 52 k. à l'heure, à plus de 70 k., chiffre beau- » coup trop élevé, eu égard au tracé et au profil de la ligne.

» La correspondance qu'il s'agirait d'établir aurait d'ailleurs peu d'utilité, puisque le » train 2187 coincide déjà, à Maubeuge, avec le train 2025 partant pour Aulnoye à 7 h. » 32′ du soir.

» Par ces motifs, le Comité a émis l'avis que le vœu du Conseil général du Nord n'était » pas susceptible d'être accueilli, quant à présent du moins. »

Cet avis a été adopté par décision de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 10 mai 1884.

14. *Vœu que le train n° 45, partant de Valenciennes à 5 h. 33′ du matin pour Aulnoye, soit avancé de façon à correspondre, dans cette dernière ville, avec le train express n°* 16, *à destination de Paris.* — Le Comité consultatif des chemins de fer consulté à ce sujet a présenté les observations suivantes :

« La mise en concordance, à Aulnoye, du train 45 avec le train 16 aurait pour résultat » de permettre aux habitants de Valenciennes d'arriver à Paris à 9 h. 43′ du matin, » c'est-à-dire 1 heure 1/2 environ plus tôt qu'en passant par Douai ; mais ce léger avan- » tage n'est pas de nature à compenser les inconvénients qui résulteraient de la mesure » réclamée. En effet, pour avoir la correspondance du train 16 à Anlnoye, il faudrait » fixer le départ de Valenciennes du train 45 à 4 h 35′ du matin, heure bien incommode, » surtout en hiver, et organiser un service de nuit aux gares d'Artres et du Quesnoy, ce » qui occasionnerait un notable surcroit de dépenses. D'un autre côté, le train 45 assure, » au Quesnoy et à Aulnoye, de nombreuses correspondances qui seraient compromises » si son départ de Valenciennes était avancé.

» Par ces motifs, et les communications de Valenciennes avec Paris dans la matinée » étant convenablement établies par la voie de Douai, le Comité a émis l'avis que le vœu » du Conseil général du Nord n'était pas susceptible d'être accueilli. quant à présent du » moins. »

Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 10 mai 1884.

15. *Vœu que les voyageurs soient admis dans le train de marchandises 1782, dont le départ d'Aulnoye pour Valenciennes a lieu à 9 h. 30 du soir, afin de relever la correspondance du train express 25 bis quittant Paris à 5 h. du soir et des trains partant de Bruxelles et de Charleroi à 7 heures.* — Le Comité consultatif des chemins de fer, consulté à ce sujet, a fait observer que le train de marchandises nº 1782, d'Aulnoye à Valenciennes, a été rendu facultatif par suite de la suppression du service de nuit sur cette section, et le trafic lui a paru trop peu important pour justifier le rétablissement du service de nuit et la mise en marche régulière du train 1782. Il a d'ailleurs constaté que l'organisation de la marche des trains de la ligne de Maubeuge a subi diverses modifications parmi lesquelles figure la suppression du train exprees 25 *bis*, qui partait de Paris à 5 h. du soir et dont il s'agissait de donner la correspondance au train 1782.

Dans ces conditions, et eu égard aux grandes facilités que procurent à la ville de Valenciennes pour ses relations avec Paris ou avec la Belgique, les nombreuses lignes qui la desservent, le Comité a émis l'avis que le vœu du Conseil général n'etait pas susceptible d'être accueilli.

Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 31 mai 1884.

16. *Etablissement d'une halte à Sous-le-Bois.* — La dépense à laquelle doit donner lieu l'exécution dudit projet est évaluée à la somme de 35,168 fr., sur lesquels 20,168 fr. seraient à la charge de la Compagnie et 15,000 fr. fournis par la commune de Maubeuge et plusieurs industriels intéressés. Un de ces derniers livrerait, en outre, gratuitement, les terrains nécessaires.

Le Conseil général des ponts et chaussées a été d'avis d'approuver le projet dont il s'agit et d'autoriser l'imputation de la somme de 20,168 fr. représentant la partie de la dépense incombant à la Compagnie sur le compte de prémier établissement, par application des articles 11 et 13 de la Convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.

Cet avis a été approuvé par décision ministérielle du 19 juin 1884.

17. *Vœu que, dans les modifications de tarifs à intervenir, les prix actuels de transport entre les deux gares constituent des minima qui, en aucun cas, ne puissent être relevés.*

Par dépêche du 25 juin 1884, M le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître que son administration a pris note de ce vœu et en tiendra compte, autant que possible, dans l'examen des tarifs projetés par la Compagnie du Nord.

18. *Rétablissement de l'ancienne gare de St-Saulve, près Valenciennes.*

Le Comité consultatif des chemins de fer consulté à ce sujet :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que la station demandée aurait un trafic » s'élevant à peine à un ou deux wagons par jour, et serait, par suite, loin d'être suffisant » pour justifier les dépenses qu'entrainerait l'établissement de cette station.

» Considérant que les installations du service local à Valenciennes répondent d'une » manière satisfaisante aux besoins du commerce ; que la création de la gare de Saint-

» Saulve ne déchargerait la gare de Valenciennes que de quelques wagons ; que d'ailleurs
» cette dernière gare sera prochainement dégagée par l'ouverture de la ligne de Valen-
» ciennes au Cateau, dont les gares recevront une partie du trafic qui se rend aujourd hui
» à Valenciennes ;

» Qu'enfin les besoins du trafic ne rendent pas actuellement nécessaire l'agrandissement
» de la gare de triage de Valenciennes et justifieraient encore moins, par suite, la création
» d'une seconde gare de cette nature, à St-Saulve ;

» A été d'avis :

» Qu'il n'y avait pas lieu de donner une suite favorable au vœu précité. »

Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 19 juin 1884.

19. *Vœu tendant à obtenir : 1° La transformation en trains express de deux trains omnibus entre Valenciennes et Douai ; 2° L'admission des voyageurs de 2 classe dans tous les trains express.* — L'affaire a été examiné par les fonctionnaires du contrôle du réseau du Nord ; les résultats de l'instruction ont été ensuite soumis au Comité consultatif des chemins de fer.

En ce qui concerne le premier point, le Comité a constaté qu'entre Douai et Valenciennes, il existe 4 gares seulement, dont l'une, celle de Somain, gare d'embranchement, est un point d'arrêt nécessaire et dont une autre, celle de Raismes, présente une assez grande importance. Il a dès lors fait remarquer que les arrêts des trains omnibus qu'il s'agirait de transformer en trains express ne pourraient être supprimés que dans deux stations, ce qui abrègerait le parcours de quelques minutes à peine et susciterait sans doute de vives réclamations de la part des habitants des localités dépossedees. Il a d'ailleurs ajouté que la Ville de Valenciennes, à raison de sa situation entre les deux grandes lignes de Paris à Lille et de Paris à Bruxelles, est desservie dans des conditions qui rendent très faciles ses communications avec Paris.

En ce qui touche le deuxième point, le Comité a fait observer qu'aujourd'hui les trains express, à l'exception du train n° 30, prennent les voyageurs de 2e classe pour Paris en provenance des stations situées au-delà d'Amiens et que, si une exception a été faite en faveur du train 30, elle est justifiée par la charge et la vitesse de ce train, ainsi que par les nombreuses correspondances qu'il reçoit.

D'après ces diverses considérations, le Comité a émis l'avis que le vœu du Conseil général n'était pas susceptible d être accueilli, quant à présent, du moins.

Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 14 juin 1884.

20. *Vœu pour la délivrance de cartes de circulation permettant aux instituteurs et institutrices, ainsi qu'aux femmes et enfants d instituteurs de voyager à demi-tarif à l'époque des vacances.* — Les Compagnies de chemins de fer ont bien voulu tout récemment, grâce à l'intervention de M. le Ministre des Travaux publics, consentir à étendre la faveur concédée en 1879 aux instituteurs et aux institutrices.

Par dépêches des 27 mai et 12 juillet 1884, MM les Ministres de l'Instruction Publique et des Travaux Publics m'ont fait connaître qu'il leur paraît absolument impossible de

demander actuellement aux Compagnies de faire une nouvelle et plus large concession qu'elles refuseraient infailliblement.

Je demande au Conseil général de vouloir bien ne plus renouveler, pour le moment du moins, le vœu dont il s'agit.

21. *Vœu tendant au rétablissement, par la porte de Bierne, du chemin de Bergues à Bierne, intercepté par l'emplacement de la station de Bergues.* (*Ligne de Lille à Calais et à Dunkerque.*)

La réponse à ce vœu de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 11 juillet 1884 est ainsi conçue :

« La question soulevée par cette nouvelle réclamation est résolue depuis longtemps.
» Un arrêt du Conseil d'État, en date du 10 août 1858, a, en effet, déclaré mal fondées les
» réclamations de la ville au sujet du chemin précité, et depuis, toutes les demandes
» présentées pour son rétablissement soit par la municipalité, soit par le Conseil général
» du Nord, ont été rejetées, après instruction, par l'Administration supérieure.

» M. le Maire de Bergues estime que le Conseil d'État a été mal édifié et que c'est
» ainsi qu'il a été conduit à prendre une décision contraire au droit de la ville et à l'intérêt
» de la circulation publique. Il reconnaît, toutefois, qu'aucune réclamation n'a été pro-
» duite lors des enquêtes et que la Commission d'enquête s'est montrée, mais, à son
» avis, sans droit, favorable à la suppression des communications par la porte de Bierne.

» De l'examen auquel la nouvelle réclamation de la commune a été l'objet de la part du
» service du contrôle, il résulte que lorsque MM. les Ingénieurs de l'État firent l'étude
» du chemin de fer de Lille à Dunkerque, ils proposèrent de l'établir à un kilomètre
» environ de Bergues, mais que, sollicitée par les habitants de cette localité, la Compa-
» gnie consentit à le faire passer dans les fortifications qui ont été reconstruites ensuite
» en avant de la station. Ce changement, qui entraînait pour la Compagnie un accroisse-
» ment de dépenses et de parcours, trouva une approbation unanime à Bergues et les
» habitants consentirent à ce que la porte de Bierne ne servit plus qu'à communiquer
» avec la station, les portes de Cassel et de Dunkerque suffisant pour les communica-
» tions avec les communes voisines.

» D'autre part, dans un rapport du 14 décembre 1846 sur les résultats des enquêtes,
» MM. les Ingénieurs du contrôle ont fait remarquer qu'aucune réclamation n'a été pro-
» duite de la part de la commune et des habitants et que la Commission d'enquête, consi-
» dérant que la porte de Bierne ne pourra plus servir de communication avec le dehors
» de la ville, ne s'est pas opposée à cette interruption, les communes voisines de Bergues
» pouvant se servir aussi avantageusement des portes de Cassel et de Dunkerque.

» S'appuyant sur ces faits, M l'Inspecteur général du contrôle du Nord fait remarquer
» qu'en dehors du fait acquis et de la chose jugée, il convient de reconnaître que tout le
» monde a été d'accord, à l'époque de la construction, pour consentir à la suppression de
» la communication dont il s'agit. Il ajoute que ce passage ne pourrait être rétabli qu'à
» titre gracieux si la Compagnie y consentait et si la disposition des lieux le permettait ;
» mais que la Compagnie s'y refuse absolument et qu'il n'est pas possible d'ailleurs d'ad-

» mettre une traversée à niveau dans les dépendances de la gare même, en raison des dan-
» g rs et de la gêne qui en résulteraient.

» Dans ces conditions, M l'Inspecteur général, d'accord avec MM. les Ingénieurs de
» son service, propose de rejeter la nouvelle demande de la municipalité de Bergues.

» Saisi de l'examen de l'affaire, le Conseil général des Ponts et Chaussées (3e section)
» a fait observer que la nouvelle demande de la ville de Bergues n'est que la reproduc-
» tion de réclamations déjà plusieurs fois écartées par le Conseil d'État ou par l'Admi-
» nistration supérieure. Il a, en conséquence, été d'avis de rejeter définitivement cette
» demande à l'appui de laquelle il n'est d'ailleurs invoqué aucun fait nouveau.

» J'ai approuvé cet avis par décision du 8 juillet courant. »

22. *Etablissement d'une halte à Renescure.* — La Compagnie du Chemin de fer du Nord, consultée, s'oppose à l'établissement de cette halte par la raison qu'il existe un point d'arrêt à 2,500 mètres (station d'Eblinghem).

D'après la jurisprudence actuelle du Conseil d'État (arrêt du 28 juin 1878), l'Administration n'a pas le droit d'imposer aux Compagnies de Chemins de fer l'ouverture de nouvelles gares sur les lignes en exploitation. Dans cette situation, il n'est pas possible d'accueillir le vœu du Conseil général qui, dans sa séance du 26 avril dernier, a ajourné l'examen de cette affaire à la présente session.

23. *Agrandissement de la gare de Roubaix.* — Le projet de construction d'une gare annexe à Roubaix a été présenté, le 31 mai dernier, par la Compagnie du Nord.

Ce projet est actuellement soumis à l'examen de MM. les Ingénieurs du contrôle.

24 *Service des trains 46 et 1708.* — Le vœu du Conseil général tend à obtenir :

1° Que le train express N° 46, partant de Valenciennes pour Douai à 6 heures 35 minutes du soir, soit mis en concordance, à Somain, avec le train 1708 à destination de Busigny ;

2° Que les voyageurs de 2e et de 3e classes soient admis dans le train 46, au moins entre Valenciennes et Somain.

La correspondance a été établie, à Somain, entre les trains 46 et 1708, à dater du 5 juin dernier, date de l'ouverture du service d été sur le réseau du Nord.

D'un autre côté, depuis le 15 juillet 1884, les voyageurs de 2e et de 3e classes pour les au-delà de Somain, vers Cambrai, sont admis dans le train 46, au départ de Valenciennes.

Satisfaction a donc été donnée à ce vœu.

25. *Ligne de Dunkerque à Gravelines. Service des passages à niveau* — Le vœu du Conseil général tend à laisser ouvertes, pendant la nuit, les barrières des passages à niveau de la ligne de Dunkerque à Gravelines.

Ce vœu a fait l objet d'une double instruction.

Au cours de la première instruction, MM. les Ingénieurs du contrôle ont rappelé que les conditions de service des passages à niveau de ladite ligne étaient réglées par un ar-

rêté préfectoral du 1er mars 1878, lequel n'autorise l'ouverture permanente des barrières, en dehors de la période de jour, que sur les lignes où il n'existe pas de service de nuit. Or, la période de jour, sur le réseau du Nord, allant de 7 heures du matin à 9 heures du soir et la ligne de Dunkerque à Gravelines étant actuellement parcourue, à partir de 5 heures 50 minutes du matin jusqu'à 10 heures 22 minutes du soir, la Compagnie a dû, conformément aux dispositions réglementaires, faire fermer à 9 heures du soir les barrières qui ne sont plus ouvertes ensuite que sur la demande des passants par le garde-barrière qui se lève à cet effet.

MM. les Ingénieurs du contrôle ont ajouté que, si l'on dérogeait à cette réglementation en suite du vœu exprimé, on serait amené à imposer aux agents chargés de la manœuvre des barrières, une présence excessive de 17 heures par jour ou à exiger de la Compagnie des frais de gardiennage supplémentaires auxquels elle consentirait difficilement.

M. le Ministre des Travaux Publics a chargé néanmoins M. l'Inspecteur Général du contrôle Luuyt de procéder à un nouvel examen de l'affaire et notamment d'appeler l'attention de la Compagnie sur la question de savoir s'il ne serait pas possible d'appliquer, sur la ligne dont il s'agit, la décision ministérielle du 23 Juin 1879.

Par cette décision, la Compagnie du Nord a été autorisée, sur sa demande, à laisser ouvertes et non gardées, entre le passage du dernier train du matin, les barrières des passages à niveau de 1re et de 2e catégorie établis sur les lignes de son réseau où la circulation des trains est suspendue pendant tout ou partie de la nuit.

La Compagnie, consultée à nouveau, a fait tout d'abord observer qu'elle n'avait sollicité cette autorisation que parce que l'arrêté ministériel du 29 Mars 1862, qui règle la classification et la réglementation des P. N. situés sur son réseau, ne prévoit pas le cas où la circulation serait ainsi suspendue pendant la nuit. Elle a donc voulu se mettre en régle, afin de laisser ouvertes les barrières qu'il était évidemment inutiles de tenir fermées, mais elle a toujours considéré l'autorisation qui lui était accordée à cet égard comme une simple faculté, dont elle pourrait user ou s'abstenir suivant l'intérêt du service, et non comme une prescription obligatoire pour elle.

Toutefois, la Compagnie a fait connaître qu'il lui avait paru possible de donner une satisfaction partielle à la réclamation du Conseil Général en laissant ouvertes les barrières des passages à niveau servant à la traversée du chemin vicinal de grande communication n° 218, de Tournchem à Gravelines, contigu à la rivière de l'Aa, et du chemin vicinal n° 2 dit de Coxfort-Straète, contigu à la halte de Petite-Synthe.

M. l'Inspecteur Général du Contrôle a émis l'avis que cette solution pouvait répondre, dans une certaine mesure, au désir des intéressés et qu'il ne paraissait pas possible de donner d'autre suite à l'affaire.

Cet avis a été adopté par décision de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 26 Juillet 1884.

26° *Etablissement d'une halte sur le territoire de la commune de Jenlain.* — M. le Ministre des Travaux Publics a chargé MM. les fonctionnaires du contrôle d'examiner

la question, après en avoir entretenu la Compagnie du Nord, et il a soumis ensuite le dossier de l'instruction au Comité consultatif des chemins de fer.

Le Comité,

« Considérant que l'établissement de l'arrêt réclamé présenterait de sérieux inconvé-
» nients au point de vue technique ; qu'il obligerait, en effet, pour compenser le temps
» perdu, à augmenter encore la vitesse, déjà considérable, des trains dont la marche
» est très serrée en raison des nombreuses correspondances à assurer dans une région
» où les embranchements sont très-multipliés ;
» Que, d'ailleurs, l'ouverture d'une halte à 1800 mètres seulement de la station de
» Wargnies d'un côté et à 2 kilomètres de celle de Curgies de l autre côté, ne présen-
» terait pas un intérêt suffisant pour justifier les sujétions et les dépenses qui en résul-
» teraient, même en tenant compte des offres de concours de la commune de
» Jenlain ; »

A émis l'avis :

« Qu'il n'y avait pas lieu de donner une suite favorable à la demande précitée. »
Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 13 Juin 1884.

27° *Vœu que le train 16 bis qui part de Bruxelles à 7 heures 30 du matin pour arriver à Paris à midi 33' s'arrête à Busigny pour prendre les voyageurs à destination de Paris.* — La Compagnie du Nord a donné satisfaction à ce vœu dans son service d'été mis en vigueur le 5 Juin dernier et le train 16 bis prend à Busigny des voyageurs de 1re et de 2e classes pour St-Quentin, Tergnier, Compiègne et Paris.

28° *Etablissement d'une halte à Hem (Ligne de Somain à Tourcoing).* — La Compagnie du Nord consultée a fait observer que la création de cette halte a déjà été demandée à plusieurs rerpises, que satisfaction n'a pu être donnée à cette demande parce que le point d'arrêt devrait, d'après les indications des pétitionnaires, être placé au pied d'une rampe de 0,015, situation défavorable à la remise en marche des trains vers Tourcoing, et que, de plus, la commune d'Hem et les autres communes voisines se trouvaient desservies par les quatres stations de Croix, Lannoy, Ascq et Tressin.

L'instruction pour le service technique a confirmé cette déclaration quant à la disposition des lieux et MM. les Ingénieurs ont reconnu que l'emplacement désigné ne saurait être admis pour l'installation d'une halte, mais ils sont d'avis qu'elle pourrait être placée à 150m en deça du P. N. de la route départementale n° 19, où la rampe n'est que de 0,01, et où il serait de plus très facile de se mettre en communication avec cette route qui longe le chemin de fer à une faible distance et sur une grande longueur.

Ils font d'ailleurs remarquer que les communes, dont les habitants réclament, ne sont pas desservies aussi avantageusement que pourrait le faire supposer la lettre de la Compagnie. et ils proposent, en ce qui les concerne, de donner satisfaction au Con-

seil Général en fixant l'arrêt des trains au point désigné par eux après que les intéressés se seront mis d accord avec la Compagnie au sujet des dépenses à faire.

Le trafic probable à desservir étant un élément important de la ques'ion, MM. les Inspecteurs du service commercial ont été appelés à formuler leur avis.

Or. d'après les observations du service commercial, l'emplacement choisi par le service technique ne procurerait pas à tous les intéressés les avantages qu'ils recherchent. La commune d Hem, centre le plus important, est moins éloignée de la station de Lannoy qu'elle ne le serait de la halte. De même pour Sailly qui n'aurait du reste aucun moyen de communication directe. Il n'y aurait satisfaction que pour la petite commune de Forest et le hameau de Marchenelle dont la population peu importante et surtout agricole, fournirait peu de trafic.

M le Maire d Hem aurait déclaré de son côté ne vouloir consentir à aucun concours financier si l'arrêt était réalisé en dehors de ses prévisions.

Dans ces conditions, et eu égard surtout au refus de la Compagnie, M. l'Inspecteur Général du contrôle a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à cette affaire.

Les pièces du dossier sont actuellement soumises à la décision de M. le Ministre des Travaux publics.

29. *Ligne de Valenciennes à Aulnoye. Création d'une halte à Berlaimont.* — Le Conseil municipal de Berlaimont a été appelé à donner son avis sur les pièces qui lui ont été communiquées. Sa réponse n'est pas encore parvenue.

30° *Billets d'aller et de retour entre Bourbourg et St-Pierre les-Calais et entre Bourbourg et Lille.* — La Compagnie du Nord a rappelé qu'elle avait pris pour règle de ne créer des billets d'aller et de retour qu'entre les points où le mouvement des voyageurs atteint le chiffre de 10,000 voyageurs par an dans les deux sens.

Par dépêche du 16 février 1884, M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître que les Compagnies de chemins de fer, s'occupent de la révision de leurs tarifs de billets d'aller et de retour et qu'il espère les amener, sinon à la généralisation, du moins à l'extension progressive de ces billets.

Je ne perds pas de vue cette affaire et je continuerai à faire tous mes efforts pour que les vœux réitérés à ce sujet reçoivent satisfaction.

31° *Etablissement d'une halte à Avesnes-les-Aubert.* — La Compagnie du Nord a soumis le projet de cette halte à l'approbation ministérielle, le 9 mai dernier.

L exécution de ce projet sera entreprise aussitôt après que l'administration supérieure aura notifié sa décision approbative et que la commune intéressée aura livré les terrains et versé sa subvention de 17,000 fr. ;

32° *Suppression de la clôture qui sépare, à la gare d'Aulnoye, la cour des voyageurs du chemin latéral.* — Cette affaire a été examinée par les fonctionnaires du contrôle du réseau du Nord, les résultats de l'instruction ont été ensuite soumis au Comité de l'exploitation technique des chemins de fer.

Le Comité a fait observer que la clôture en question est tout entière sur le domaine du chemin de fer et que sa suppression ne pourrait faciliter la circulation sur le chemin latéral qu'en permettant à ce chemin de s'élargir au dépens du domaine public. Il a ajouté que cette clôture est la seule garantie sérieuse contre de semblables empiètements et que dès lors, son maintien présente un intérêt majeur, qui ne saurait être sacrifié aux convenances de quelques personnes auxquelles la mesure réclamée profiterait.

Par ces motifs, le comité a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'insister auprès de la Compagnie du Nord, dans le sens du vœu dont il s'agit. Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 16 juin 1883.

Dans sa séance du 26 avril 1884, le Conseil général a donné acte de cette communication et a ajourné la question à la présente session.

33° *Chemin de fer de Lens à Armentières. Agrandissement de la gare d'Armentières* — Le projet d'agrandissement de la gare d'Armentières a été soumis à l'enquête parcellaire, suivant mon arrêté du 10 janvier 1884. Les résultats de l'enquête sont actuellement entre les mains de MM. les Ingénieurs du contrôle de l'exploitation et de la Compagnie du Nord pour avoir leur avis définitif. Les pièces du dossier seront transmises incessamment à M. le Ministre des Travaux Publics.

34° *Déviation de la route nationale n° 42 et substitution d'un passage supérieur à un passage à niveau à Armentières.* — En exécution de la décision ministérielle du 9 juillet 1883, MM. les Ingénieurs ont révisé soigneusement les estimations du projet de déviation de la route nationale n° 42 aux abords de la gare d'Armentières et ont dressé le projet des travaux.

Le détail estimatif de la dépense s'élève à 370,000 fr., savoir :

Acquisitions de terrains.....	48.000 fr.	»
Terrassements, chaussée et ouvrages d'art.....	322.000	»
Total.....	370.000 fr.	»

Ce projet a été soumis par le service du contrôle de l'exploitation à l'examen de la Compagnie du chemin de fer du Nord, qui a declaré à la date du 16 juillet 1884, qu'elle n'avait pas d'objection à présenter au sujet des dispositions étudiées et de l'évaluation des dépenses. De leur côté, MM. les Ingénieurs du contrôle ont fait connaître qu'ils partageaient entièrement l'avis de la Compagnie.

Avant d'ouvrir les conférences réglementaires auxquelles ce projet doit être soumis, les pièces de l'affaire ont été communiquées au Conseil municipal d'Armentières, à l'effet de délibérer sur l'offre de concours de 50.000 francs réclamée par la décision de M. le Ministre des Travaux Publics du 9 juillet 1883.

La délibération ne m'est pas encore parvenue ;

35° *Etablissement de stations à Sin-le-Noble, Aubencheul au-Bac et Fressies.* — Les Conseils municipaux de Fressies, Aubencheul-au-Bac et Sin-le-Noble ont demandé

que des stations fussent établies sur le territoire de ces localités (ligne de Cambrai à Douai).

MM. les fonctionnaires du contrôle ont été chargés d'examiner cette demande et le dossier de l'instruction a été soumis au Comité consultatif des chemins de fer.

Après avoir constaté que la ligne de Cambrai à Douai, dont la longueur ne dépasse pas 29 kilomètres, compte déjà 4 stations intermédiaires, ce qui donne un espacement moyen de 6 kilomètres environ, le comité a émis l'opinion que l'établissement de trois nouvelles *stations avec service complet* ne serait pas justifié : tout au plus pourrait-il être question de créer de simples *haltes*.

Or, en ce qui concerne Sin-le-Noble, le comité,

Considérant « que la Compagnie a proposé d'établir une halte pour voyageurs avec » service de marchandises par wagons complets, si les intéressés lui fournissaient les » terrains et une somme de 10.000 fr., que cette proposition donnerait une satisfaction » suffisante aux intérêts en jeu en raison de la proximité de la gare de Douai, située à » moins de 2 kilomètres, et que la demande de subvention formulée n'est pas excessive, » eu égard aux charges qu'entraîne la création d'arrêts aussi rapprochés ».

A été d'avis qu'il y avait lieu de s'en tenir aux offres de la Compagnie, sauf à en poursuivre l'exécution lorsque les intéressés auront promis le concours qui leur est demandé.

En ce qui touche Aubencheul au-Bac et Fressies, le comité,

Considérant « que la création de deux arrêts entre les gares de Sancourt et d'Aubigny- » au-Bac, distantes de 6 kil. 855 m. seulement, ne serait pas justifiée : que la station » d'Aubencheul ne serait qu'a un kil. de celle d'Aubigny et que les intérêts en cause » peuvent être convenablement desservis au moyen de raccordements particuliers établis » aux frais des industriels ;

» Considérant, d'autre part, que la Compagnie s'est engagée à établir une halte à » Fressies moyennant une subvention de 5,000 francs, à condition que deux trains seu- » lement s'y arrêteraient par jour, et que les communes voisines se sont déclarées prêtes » à voter cette subvention si la Compagnie promettait de faire arrêter tous les trains à la » halte ; — que la subvention demandée n'est pas excessive, mais qu'il appartient à » l'Administration supérieure de régler la marche et les arrêts de trains, et que, dès lors, » le nombre de ces arrêts ne peut faire l'objet de conventions entre les Compagnies et » les intéressés. »

A émis l'avis :

1° Qu'il n'y avait pas lieu d'établir une halte à Aubencheul-au-Bac ;

2° Qu'il convenait, en ce qui concerne Fressies, de demander aux communes intéressées si elles sont disposées à voter la subvention de 5,000 fr. réclamée par la Compagnie pour l'établissement d'une halte en cet endroit, aucune condition n'étant d'ailleurs stipulée de part et d'autre pour le nombre des trains qui devront desservir ladite halte.

Cet avis du Comité a été adopté par dépêche de M. le Ministre des Travaux Publics en date du 27 mars 1884.

MM. les Maires de Sin-le-Noble, d'Aubencheul-au-Bac et de Fressies, ont été informés de cette décision,

En ce qui concerne la station de Fressies, seul le Conseil municipal de cette commune la maintenu sa subvention de 3,500 francs. Les Assemblées de Féchain et d'Hem-Lenglet ont refusé leur concours.

36. *Ligne de Saint-Quentin à Erquelines. — Etablissement d'une halte à Hachette.* — La Compagnie du Chemin de fer du Nord a présenté le projet d'établissement d'une halte pour voyageurs entre les stations de Landrecies et d'Aulnoye (ligne de Saint-Quentin à Erquelines), aux frais des communes de Maroilles et de Locquignol, au PN du chemin de Maroilles à Locquignol, en un point où la ligne est en alignement et en palier.

Le projet a été approuvé par décision ministérielle du 7 août 1884.

37. *Chemin de fer du Nord. — Transport du poisson de mer.* — Vœux : 1° que l'impôt de 23 % sur les expéditions de poisson par grande vitesse soit considèrablement réduit ;

2° Que l'État obtienne de la Compagnie du Nord un abaissement du tarif de petite vitesse ;

3° Que le poisson étranger ne puisse, à l'aide des tarifs de penétration, être mieux traité que celui de nos ports, au point de vue de la facilité et du prix des transports.

J ai recommandé ces vœux à la bienveillance de M. le Ministre des Travaux Publics qui, par dépêche du 2 juillet dernier, m'a fait observer que le premier de ces vœux ne peut être réalisé qu'au moyen d'une loi et que la question d'un dégrèvement d'impôt est subordonnée à l'état du Trésor. J'ai appelé à cet égard l'attention de M. le Ministre des Finances à qui il appartient d'apprécier quelle suite comporte la demande du Conseil général.

En ce qui concerne le second point, M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître que la Compagnie du Nord lui a soumis un projet de réforme de ses tarifs de petite vitesse et que son Administration, en examinant ce projet, aura à étudier la question soulevée par le Conseil général.

Quant au 3e point, concernant les tarifs dits de pénétration ou, pour parler plus exactement, les tarifs internationaux directs, il rentre évidemment dans l'ensemble des questions au sujet desquelles la circulaire ministérielle du 26 janvier dernier a provoqué les observations des Chambres de commerce et Chambres consultatives Il sera donc l'objet d'un sérieux examen.

Les vœux ci-après indiqués ont été soumis à l'instruction et aucune décision n'a encore été prise sur leur objet :

38. Vœu tendant à substituer le nom de Bray-Dunes au nom de Ghyvelde, donne à la station établie à Bray-Dunes sur la ligne du chemin de fer de Dunkerque à Furnes.

39. Vœu tendant à ce que l'État abolisse la surtaxe ajoutée par la loi du 16 septembre 1871 aux impôts de grande vitesse et applique l'article 15 des conventions passées en 1883 avec les grandes Compagnies.

40. Élargissement du quai, déplacement et amélioration du portique-abri de la gare de Bourbourg.

41. Établissement d'une halte pour voyageurs au garage de Bettrechies.

42. Établissement à Aniche, d'une passerelle au-dessus du chemin de fer de Somain à Aubigny-au-Bac, dans l'axe du chemin N° 7 de Marquette à Aniche.

43 Établissement de trains directs entre Tourcoing, Roubaix, Lille et Reims.

44. Vœu q'une voie de garage facilitant le chargement et le déchargement des marchandises soit établie à la station de La Gorgue-Estaires, et que cette station et celle de Merville soient pourvues de marquises et d'auvents.

45. Vœu qu'un agent spécial soit proposé au bureau de la gare des marchandises à Bœschèpe-Abeele. (Ligne dHazebrouck à Poperinghe).

46. Récépissés de chemins de fer. — Timbre.

47. Abaissement des tarifs pour le transport du bétail en abrégeant les délais de parcours.

48. Chemin de fer de Lens à Armentières et d'Hénin-Liétard à Don — Correspondance de trains.

Chemins de fer. — Contrôle des travaux. — Service de M. Cirodde, ingénieur en chef. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Cirodde, ingénieur en chef du contrôle des travaux exécutés par les Compagnies de chemins de fer dans le département du Nord.

J'appelle l'attention de l'Assemblée sur les renseignements intéressants qui sont fournis et je me bornerai à donner une courte analyse de ce rapport et à en signaler les points principaux.

RÉSEAU DU NORD.

Ligne de Cambrai à la frontière belge vers Dours. — Cette ligne est entièrement livree à l'exploitation. Le service du contrôle des travaux a été supprimé à partir du 1er octobre 1883 par un arrêté ministériel en date du 28 septembre précédent.

Ligne de Douai à Orchies et à la frontière belge vers Tournai. — La mise en exploitation de la 1re section de Douai à Orchies, d'une longueur de 15,942 m. 95, a eu heu le 11 décembre 1880. La mise en exploitation de la 2e section d'Orchies à la frontière a eu lieu le 1er décembre 1883, en vertu d'une autorisation ministérielle du 12 novembre précédent.

J'ai, par arrêté en date du 27 octobre 1883, ordonné le récolement des ouvrages accessoires à partir du 1er novembre suivant. Les procès-verbaux de cette opération ont été approuvés par mon arrêté du 4 de ce mois.

Ligne de Lille à Valenciennes. — Cette ligne concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes par une loi du 11 juillet 1864 a été rattachée au réseau de la Compagnie du chemin de fer du Nord par une loi du 20 novembre 1883. La 1re section, de Lille à la limite des arrondissements de Douai et de Valenciennes est en exploitation depuis le 1er juillet 1870.

Les travaux sont complètement terminés ; il a été procédé au récolement des ouvrages accessoires et les procès-verbaux de cette opération ont été homologués par mon arrêté du 11 janvier 1884.

La mise en exploitation de la 2e section, comprise dans l'arrondissement de Valenciennes a eu lieu en même temps que celle de la première section.

Les procès-verbaux de récolement des ouvrages accessoires ont été homologués par mon arrêté du 11 janvier 1884.

Une conférence a été ouverte avec le service militaire au sujet du niveau de la plate-forme de la station de St-Amand, déterminé par une décision ministérielle du 27 juin 1871 et à laquelle il n'a pas été donné satisfaction en cours d'exécution des travaux par l'ancienne Compagnie de Lille à Valenciennes.

Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain et à Abscon. — Cette ligne, concédée à la Compagnie de Picardie et Flandres par une loi du 6 juillet 1875, a été rattachée au réseau de la Compagnie du chemin de fer du Nord par une loi du 20 novembre 1883.

La ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain a été mise en exploitation le 15 juin 1882, en vertu d'une autorisation ministérielle du 9 du même mois. Les procès-verbaux de récolement des ouvrages accessoires ont été homologués par mon arrêté du 4 octobre 1882.

Les travaux de l'embranchement d'Aniches à Abscon ne sont pas commencés, la Compagnie étant en instance pour être dispensée de l'exécution de cet embranchement.

Une décision ministérielle du 28 juillet 1882 a ordonné que la demande de la Compagnie serait soumise à l'enquête prescrite par la loi du 18 février 1834. Cette enquête a eu lieu et la Commission a donné un avis favorable.

D'accord avec MM. les Ingénieurs du Contrôle, j'ai émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de s'opposer à la non exécution de l'embranchement d'Aniches à Abscon, sous la réserve expresse que voyageurs et marchandises jouiront des tarifs réduits dans les conditions mentionnées dans le traité intervenu entre la Compagnie de Picardie et Flandres et la Compagnie d'Anzin et dans le tarif commun N° 4 pour le transport des voyageurs et bagages, homologué par mon arrêté du 9e octobre 1882. Le dossier transmis à M. le Ministre des Travaux Publics à la date du 4 décembre 1882 n'a donné lieu jusqu'ici à aucune décision.

Réseau du Nord-Est.

Ligne de Calais à Dunkerque. — La ligne de Calais à Dunkerque concédée par une loi du 15 septembre 1871, a été livrée à l'exploitation en vertu d'une autorisation ministérielle du 19 août 1876 spécifiant l'exécution de quelques travaux de parachèvement peu importants au nombre desquels figure la construction d'un système d'alimentation définitif

à la gare de Gravelines. La Compagnie du Nord-Est a versé le montant de ce travail à la Compagnie du Nord exploitante qui ne l'a pas encore exécuté.

Les procès-verbaux de récolement des ouvrages accessoires ont été homologués par arrêté du 31 mars 1880.

Ligne de Maubeuge à Fourmies avec embranchement de Cousolre. — Dans son rapport, M. l'Ingénieur en chef Cirodde rend compte des décisions intervenues sur les projets présentés par la Compagnie du Nord-Est.

La construction du chemin de fer de Maubeuge à Fourmies fait l'objet des soins constants de l'Administration et les formalités nécessaires sont poursuivies avec la plus grande célérité possible.

Dans le but de me tenir constamment au courant de la marche des travaux, j'ai fait établir des profils sur lesquels on indique par des traits particuliers, la date à laquelle les travaux sont commencés et terminés.

Le Conseil général pourrra se rendre compte de l'état des travaux au 20 juillet 1884, par les profils que j'ai l'honneur de lui soumettre.

Dans sa séance du 26 avril 1884, le Conseil général a émis le vœu que l'Administration supérieure intervienne de nouveau auprès de la Compagnie du Nord-Est pour que chaque section de la ligne de Maubeuge à Fourmies soit mise en exploitation aussitôt que possible, sans attendre le parachèvement de la ligne.

Ce vœu a été communiqué à la Compagnie du Nord-Est qui a fait connaître, par lettre en date du 28 juin 1884, qu'elle ne verrait aucun inconvénient à ce qu'il y soit donné satisfaction, si la Compagnie du Nord y consentait.

Cette réponse est parfaitement justifiée si l'on considère que, par suite de son traité d'exploitation avec la Compagnie du Nord, celle du Nord-Est est devenue purement et simplement une société de construction n'ayant plus d'autre objet que l'exécution des travaux.

Toutefois, la Compagnie du Nord-Est fait remarquer que l'état actuel des travaux rend fort probable l'achèvement presque simultané des deux sections de Maubeuge à Solre-le-Château et de Solre-le-Château à Fourmies.

Dans cette dernière section, la partie comprise entre les gares de Liessies et de Fourmies, sur 12 kilomètres environ de longueur, pourrait être exploitable plusieurs mois avant le restant de la ligne, parce que la Compagnie duNord s'est engagée à fournir très rapidement le ballast nécessaire.

Il était nécessaire de compléter l'instruction de cette affaire en consultant la Compagnie du Nord, future exploitante; c'est ce qui a été fait, et par lettre en date du 3 juillet, cette société, reprenant les considérations émises par la Compagnie concessionnaire, en ce qui concerne l'achèvement pour ainsi dire simultané des deux sections dont l'ensemble ne représente pas plus de 38 kilomètres environ de longueur, conclut qu'il n'y a pas d'intérêt à exploiter l'une avant l'autre.

Quant à la sous-section de Liessies à Fourmies, la compagnie a déclaré qu'on ne

pourra commencer à la ballaster que vers le 1er septembre, c'est-à-dire aux approches de la mauvaise saison, et qu'il est, par suite, impossible, maintenant, de prévoir à quelle époque cette opération pourra être achevée.

La Compagnie fait, en outre, remarquer que l'exploitation d'un aussi petit tronçon serait fort onéreuse et qu'elle se trouve d'autant moins disposée à l'entreprendre que la gare de Fourmies. qui doit être commune aux deux réseaux, ne serait pas préparée pour recevoir de nouveaux trains.

La Compagnie du Nord-Est apporte en ce moment à l'exécution des travaux une activité qui ne peut être méconnue et son propre intérêt ne peut que l'engager à persister dans ses agissements actuels.

L'Assemblée peut être assurée que je négligerai rien pour que la ligne de Maubeuge à Fourmies, avec embranchement de Ferrière-la-Grande à Cousolre, puisse être livrée à l'exploitation le plus promptement possible.

Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'État. Etudes et travaux (5e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef des études et travaux des chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'État.

Les lignes classées par la loi du 17 Juillet 1879 dans le réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général sont :

1° Lens à Armentières ;
2° Valenciennes au Cateau ,
3° Thiant à Lourches ;
4° Armentières à Tourcoing et Roubaix ;
5° Don à Templeuve ;
6° Denain à Saint-Amand ;
7° Avesnes à Solre-le-Chateau ;
8° Roubaix à la frontière belge vers Audenaerde :
9° Lille-La-Madeleine à Lannoy.

Le service d'études et travaux des chemins de fer d'intérêt général, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, a été, par arrêté de M. le Ministre des Travaux publics en date du 4 février 1884, réorganisé comme il suit :

I. *Chemins de fer concédés à la Compagnie du Nord.*

1° *Etudes et travaux.*

Lignes de Lens à Armentières	Achèvement des travaux de construction et liquidation d'entreprises.
Valenciennes au Cateau	
Armentières à Tourcoing et Roubaix	Etudes
Roubaix à la frontière belge	
Solre-le-Château à Avesnes	

2° *Contrôle de travaux.*

Lignes de Thiant à Lourches.....	Infrastructure et superstructure à exécuter par la Compagnie du chemin de fer du Nord.
Denain à St-Amand	
Don à Templeuve	
Haubourdin à St-André	

II. *Chemins de fer non concédés*
Etudes.

Ligne de Lille-la-Madeleine à Lannoy.

Ligne de Lens à Armentières. — La ligne de Lens à Armentières a été concédée à la Compagnie du Nord par la loi du 20 novembre 1883 ; elle est ouverte à l'exploitation depuis le 1er Décembre 1882 pour la partie entre Lens et Bauvin-Provin, et depuis le 1er Février 1884 pour la partie comprise entre Bauvin-Provin et Armentières ; elle se trouve donc actuellement exploitée dans toute son étendue.

Ligne de Valenciennes au Cateau. — La ligne de Valenciennes au Cateau a été concédée à la Compagnie du Nord par la loi du 20 Novembre 1883, la partie de cette ligne comprise entre Valenciennes et Solesmes sera probablement ouverte à l'exploitation dans les premiers jours d'Octobre prochain ; l'ouverture à l'exploitation de la partie de Solesmes au Cateau a eu lieu le 1er Décembre 1883.

Ligne d'Armentières à Tourcoing et Roubaix. — Le chemin de fer d'Armentières à Tourcoing et Roubaix a été concédé par la loi du 20 Novembre 1883, à la Compagnie du Nord, à titre éventuel, et sous la réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir.

L'enquête d'utilité publique est terminée et l'avant-projet complètement instruit se trouve entre les mains de l'Administration supérieure.

La longueur à construire est d'environ 18 kilom. 825 m.

Ligne de Roubaix à la frontière belge. — Cette ligne a été concédée comme la précédente, par la loi du 20 Novembre 1883, à la Compagnie du chemin de fer du Nord, à titre éventuel et sous la réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir.

Les conférences mixtes avec le Service du Génie militaire ont eu lieu ; elles ont reçu l'adhésion de MM. les Ministres de la Guerre et des Travaux publics.

L'enquête d'utilité publique est terminée. Toutes les pièces du dossier sont au ministère des Travaux publics.

La longueur à contruire est d'environ 2 kilomètres 240 mètres.

Ligne de Solre-le-Château à Avesnes. — Comme les deux précédentes, la ligne de Solre-le-Château à Avesnes a été concédée, à la Compagnie du chemin de fer du Nord,

par la loi du 20 novembre 1883, à titre éventuel et sous la réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir.

L'avant-projet de cette ligne passant par Felleries et se raccordant à Sars-Poteries avec la ligne de Maubeuge à Fourmies a été transmis au ministère, le 10 avril 1883.

La longueur à construire est d'environ 10 kilomètres 610 mètres.

Ligne de Thiant à Lourches. — Le chemin de fer de Thiant à Lourches a été déclaré d'utilité publique par une loi du 3 Août 1881. Il a été concédé à titre définitif par la loi du 20 novembre 1883, à la Compagnie du chemin de fer du Nord qui doit en exécuter les travaux, d'après l'article 9 de la convention annexée à la loi précitée, dans un délai de quatre années.

Tous les dossiers relatifs à la ligne de Thiant à Lourches ont été communiqués à la Compagnie du Nord qui a promis de faire tout son possible pour donner une grande activité aux travaux de construction de cette ligne.

Les travaux de construction du nouveau chemin d'accès à la station de Prouvy-Thiant, exécutés par la Compagnie du Nord, comme conséquence de la construction de la nouvelle ligne et du déplacement de sa bifurcation avec la ligne de Valenciennes au Cateau sont commencés.

Ligne de Denain à St-Amand. — Le chemin de fer de Denain à St-Amand a été concédé à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, par la loi du 20 novembre 1883, à titre définitif.

L'article 9 de la convention annexée à la loi précitée dit:

« Les lignes désignées à l'article 1^er^ seront livrées à l'exploitation dans un délai de » quatre ans, ce délai courant à partir du jour où le Ministre des Travaux publics aura » approuvé l'ensemble des plans parcellaires.

« La Compagnie devra produire les plans parcellaires dans le délai de deux ans à partir » du 1^er^ janvier qui suivra la promulgation de la loi approuvant la présente convention.»

La Compagnie du Nord doit donc soumettre les plans parcellaires à l'approbation de l'administration supérieure avant le 1^er^ janvier 1886.

Le Comité des fortifications n'a pas encore donné son adhésion à l'exécution de ce chemin de fer.

Le dossier de l'avant-projet a été communiqué à la Compagnie concessionnaire.

Ligne de Don à Templeuve. — Le chemin de fer de Don à Templeuve est dans les mêmes conditions que celui de Denain à St-Amand.

Le Génie militaire n'a soulevé aucune objection contre la construction de cette ligne.

Le dossier de l'avant-projet a été communiqué à la Compagnie concessionnaire.

La longueur à construire est d'environ 20 k. 500 m.

Ligne d'Haubourdin à St-André. — Le chemin de fer d'Haubourdin à St-André est dans les mêmes conditions que le précédent.

Le dossier des pièces relatives à ce chemin de fer a été communiqué à la Compagnie du Nord qui, par lettre du 31 juillet dernier, a demandé l'autorisation de procéder à toutes les opérations de tracés, levés de plans, nivellements, sondages et autres que comportent les etudes définitives de la ligne dont il s'agit.

La longueur à construire est d'environ 7 k. 858 m.

Ligne de Lille la-Madeleine à Lannoy. — Cette ligne ne figure pas dans la convention passée entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du Nord et approuvée par la loi du 20 novembre 1883.

Chemin de fer du Cateau à Laon. (5e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en Chef Gérard, sur le chemin de fer du Cateau à Laon.

Ce rapport est ainsi conçu :

« Cette ligne a été déclarée d'utilité publique par une loi du 4 avril 1881. Les subventions des départements du Nord et de l'Aisne ont été fixées à la moitié du prix des terrains nécessaires.

» Le projet de tracé et de terrassements a été approuvé les 23 décembre 1881 (section de Laon à Flavigny-le-Grand) et 1er juin 1882 (section de Flavigny au Câteau.)

» Des décisions en date des 30 juin 1882 et janvier 1882 ont approuvé les emplacements des stations ou haltes prévues dans l'Aisne à : Mennevret, Tupigny, Verly, Lesquielles, Flavigny, Puisieux, Sains, Chevresis-Monceau, La Ferté Chevresis, Mesbrecourt, Chéry et Aulnois, non compris les stations communes avec les lignes de la Compagnie du Nord (Le Cateau et Laon), la ligne de Busigny à Hirson (Wassigny), les chemins de fer d'intérêt local de Saint-Quentin à Guise (Guise), de Crecy-Mortiers à La Fère (Pouilly-sur-Serre).

» L'emplacement de la station de Saint-Souplet (Nord) a été approuvé le 8 octobre 1883.

» Le projet d'exécution et les plans parcellaires de la section comprise entre Laon et Mesbrecourt ont été approuvés les 3 août et 29 novembre 1883.

» La ligne a été concédée à la Compagnie du Nord par une loi du 20 novembre 1883.

Les intentions de la Compagnie sont indiquées dans une lettre en date du 18 Juin dont ci-joint copie.

« Paris, le 18 juin 1884.

» Mon cher Camarade,

» En réponse à votre lettre du 13 de ce mois, me demandant quelques renseignements

» sur la marche probable de nos travaux des lignes de Laon à Liart et du Cateau à Laon,
» j'ai l'honneur de vous informer :

» 1° Que nous mettrons en adjudication, avant la fin de l'année, les travaux de la
» Souche à Montcornet et de Laon à Mesbrecourt, aussitôt que nous aurons obtenu des
» propriétaires et locataires intéressés la prise de possession ou la cession des terrains
» nécessaires à nos travaux ;

» 2° Que sur les autres points nous poursuivons les études, sans pouvoir fixer encore
» la date de l'envoi au Ministre des projets à proposer ;

» 3° Que nous comptons toujours pouvoir supprimer le passage à niveau de Vaux pour
» les lignes d'Hirson et de Liart ;

» 4° Que nous espérons pouvoir mettre en exploitation dans le courant de 1887 les
» portions de lignes de Laon à Montcornet et de Laon à Mesbrecourt ou à Sains. et atteindre
» Rozoy au printemps de 1888 :

» Et 5° qu'enfin nous ne pouvons, quant à present, préciser la date de la mise en exploitation
» des autres parties des deux lignes de Laon à Liart et du Cateau à Laon. »

« Votre dévoué camarade,
(Signé) : BOUCHER.

L'Ingénieur en Chef du Contrôle,
(Signé) : GÉRARD.

Ainsi qu'on le voit, la Compagnie du Chemin de fer du Nord déclare qu'elle ne peut préciser, quant à présent, la date de la mise en exploitation de toutes les parties de la ligne du Cateau à Laon. Je n'ignore pas l'intérêt qui s'attache à ce que cette ligne soit livrée à l'exploitation le plus promptement possible, et je continuerai à faire tous mes efforts, tant auprès de la Compagnie du Nord qu'auprès de M. le Ministre des Travaux Publics, pour que les travaux de construction soient poussés le plus activement possible.

Chemin de fer de Busigny à Hirson. (5° B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en Chef Gérard, sur le chemin de fer de Busigny à Hirson.

Je n'ai rien à ajouter aux renseignements fournis.

Ce rapport est ainsi conçu :

« Cette ligne, d'une longueur de 54 k. 477 m. 69, dont 2 k. 997 m. 90 dans le Nord, et
» 51 k. 479 m. 79 dans l'Aisne, a été déclarée d'utilité publique par une loi du 31 juillet
» 1879.

» Par une autre loi du 20 novembre 1883, elle a été concédée à la Compagnie du Nord
» à laquelle elle doit être remise en état de réception définitive. L'achèvement des tra-
» vaux se fera aux frais de l'Etat.

» Les indemnités de terrain restant à payer et non consenties à l'amiable, ont été

» réglées depuis la session d'août 1883, par les jurys de Saint-Quentin, Vervins et » Cambrai.

» Pendant le courant de l'hiver, les terrassements, particulièrement les remblais » du Nouvion et d'Ohis ont subi quelques mouvements. Actuellement leur tenue est rassu- » rante. Toutefois le service prépare un projet de la construction d'un aqueduc supplé- » mentaire sous le remblai de la Tatouillette, pour le cas d'une rupture éventuelle de » l'aqueduc en fonte existant.

» La ligne télégraphique va être prochainement construite. L'accord existe à ce sujet » entre les départements ministériels compétents.

» La Compagnie du Nord fournira les signaux, les appareils télégraphiques, etc.

» Il ne reste plus à poser que 10 kilomètres environ de clôtures sèches ; les barrières » roulantes et portillons sont en état de réception chez le constructeur. Les haies ne » seront plantées qu'à l'hiver prochain.

» La ballastière de Vénérolles ayant donné lieu à des mécomptes, l'entreprise a été » résiliée. La Compagnie du Nord continue les travaux à raison d'une fourniture de » 950^{m3} par jour. Elle doit les achever dans un délai de 12 mois à partir du 27 mai 1884, » date de l'approbation de la soumission consentie par elle. La voie de gauche est posée » sur toute sa longueur. Celle de droite l'est sur 20 k.

» Les travaux des maisons de garde sont poussés activement. Ces maisons seront habi- » tables pour le 1er novembre.

» Il en sera de même pour les bâtiments à voyageurs dans les stations ; celles-ci parais- » sent devoir être terminées entièrement avant la mauvaise saison.

» Les réservoirs d'alimentation et les distributions d'eau seront terminés avant le 15 » septembre ainsi que les travaux de dallages en ciment.

» Les travaux d'agrandissement de la gare d'Hirson vont être entrepris prochainement » Le projet d'agrandissement de celle de Busigny n'a pas encore été présenté à l'Admi- » nistration supérieure.

» Enfin, sauf cas de force majeure et moyennant l'allocation des crédits nécessaires, » la ligne pourra être ouverte à l'exploitation dans le 1er trimestre 1885, sinon plus tôt.

» Le 24 avril dernier. le Conseil général de l'Aisne a émis le vœu que le Gouverne- » ment et la Compagnie du Nord étudient les voies et moyens pour que, dans le plus » bref délai possible, la ligne soit exploitée à une voie, en attendant la pose de la seconde » voie.

» A ce sujet, la Compagnie du Nord, concessionnaire de la ligne, et entrepreneur des » travaux de ballastage et de pose de voie, dans les conditions indiquées aux §§ 2 et 8 » ci-dessus a fait savoir à l'Ingénieur en chef soussigné :

» Que les travaux de ballastage et de pose de voie deviennent très onéreux lorsqu'ils » doivent être faits au moyen d'une voie unique en exploitation, que le marché de la » Compagnie avec l'État n'a pas prévu cette éventualité, et que si elle avait dû être » imposée à la Compagnie, celle-ci eût renoncé à se charger des travaux ; que d'ailleurs » les stations disposées pour un service à double voie, ne se prêtent pas à un service sur » simple voie.

» En résumé, la Compagnie a un an pour exécuter les travaux de pose de voie et de

» ballastage, mais cette considération ne l'empêchera pas de continuer comme par le » passé à faire toute diligence pour chercher à abréger le délai d'exécution s'il est posible. » Elle fait enfin remarquer que la meilleure manière d'arriver à ce résultat. consiste à » écarter toute entrave à la marche des travaux.

» La réponse de la Compagnie a été adressée le 30 juin à M. le Ministre des Travaux » Publics.

L'Ingénieur en Chef des Études et Travaux,
(Signé) : GÉRARD.

Chemins de fer d'intérêt local. — Contrôle (5e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Doniol. ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer d'intérêt local dans ce département.

Par suite de la convention intervenue entre l'Etat et la Compagnie du Nord, et approuvée par la loi du 20 novembre 1883, les chemins de fer d'intérêt local de Cambrai à Epehy, de Don à Hénin-Liétard et de Valenciennes à Douzies ont été incorporés au réseau d'intérêt général et rattachés au réseau de la Compagnie du Nord, qui les exploite depuis le 1er janvier 1884. Il ne reste en exploitation qu'une seule ligne d'intérêt local du département du Nord : celle de Bapaume à Marcoing, concédée le 10 août 1874, pour une durée de 50 ans, à la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local d'Achiet à Bapaume, déclarée d'utilité publique le 20 janvier 1875, ouverte à l'exploitation le 10 mars 1878, et d'une longueur de 5,477m05 dans le département du Nord.

Il n'existe aucune station sur cette voie ferrée dans le département du Nord.

Chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique, mais non encore livrés à l'exploitation (5e B.).

Ligne de Denain au Câtelet. — Le chemin de fer d'intérêt local de Denain à la limite des départements du Nord et de l'Aisne, vers le Câtelet, a été déclaré d'utilité publique par la loi du 26 septembre 1882, il doit être exécuté et livré à l'exploitation dans un délai de 3 ans, à dater de l'approbation du projet du tracé. La Compagnie du Cambrésis a scindé son projet de tracé en deux sections, l'une comprise entre Denain et Caudry et l'autre entre Caudry et le département de l'Aisne. Le projet de la 1re section a été approuvé par décision de la Commission départementale du 10 janvier 1883. Le tracé n'est pas encore approuvé entre Quiévy et Caudry. Le projet de la 2e section a été approuvé par le Conseil général dans sa session d'août 1883.

Conformément à l'article 2 de leur cahier des charges, MM. Chevalier, Lambert et Rey, concessionnaires de la ligne de Denain au Câtelet auraient dû commencer les travaux le 28 septembre 1883. Ils auraient dû produire les projets de tracé et de stations, pour la totalité de la ligne concedée, avant la fin du mois de juillet 1883 (article 3 du

cahier des charges). Ces conditions n'ont pas été remplies et les concessionnaires ont encouru la déchéance qui peut être prononcée, après mise en demeure préalable, par M. le Ministre des Travaux Publics (art. 37 du cahier des charges).

Par lettre du 30 juillet parvenue le 31 à la Préfecture, M. le directeur de la Compagnie des chemins de fer du Cambrésis a soumis à mon approbation, les projets des gares, stations et haltes de la 2e section de la ligne de Denain au Câtelet, comprise entre Caudry et la limite du département de l'Aisne et dont les emplacements ont été approuvés par mon arrêté du 16 mai dernier.

Il me fait connaître en même temps qu'il me remettra, pour le 15 août prochain, les dossiers des enquêtes parcellaires d'une section dudit chemin de fer.

Lignes concédées mais non encore déclarées d'utilité publique.

En exécution de la délibération du Conseil général, en date du 30 août 1883, M. Fresson, administrateur délégué de la Société anonyme d'entreprises générales, agissant au nom de cette société, dont le siège social est à Paris, place Vendôme, 16, a versé dans les délais impartis une somme de 160,625 francs, à titre de cautionnement provisoire pour garantie d'exécution des obligations contractées par ladite société, comme concessionnaire des chemins de fer d'intérêt local de Dunkerque à Lille avec embranchement de Bergues à Hondschoote, de Lille à Solesmes, de La Bassée à la ligne de Dunkerque à Lille, de Valenciennes au Quesnoy et de Caudry à Fourmies.

Cette somme de 160,625 francs a été employée suivant le désir exprimé par M. Fresson en achat de bons du Trésor à six mois et au porteur. Ces bons du Trésor sont consignés à la caisse des dépôts et consignations.

Ligne de Dunkerque à Lille avec embranchement de Bergues à Hondschoote. — Les pièces relatives au chemin de fer d'intérêt local de Dunkerque à Lille, avec embranchement de Bergues à Hondschoote, pour la partie située dans le département du Nord, ont été transmises à M. le Ministre des Travaux Publics qui, par lettre du 8 novembre 1883, m'a fait connaître que M. l'inspecteur général Grégoire avait été invité à hâter l'instruction de l'affaire. Mon collègue du Pas-de-Calais a, par un arrêté du 22 mars 1884, prescrit une enquête supplémentaire pour la partie du chemin de fer d'intérêt local de Dunkerque à Lille, située dans ce département. Le projet de loi pour la déclaration d'utilité publique ne pourra être présenté aux Chambres que lorsque les formalités préalables auront été remplies dans les deux départements intéressés. Or, par lettre du 23 juin 1884, mon collègue du Pas-de-Calais m'a fait connaître qu'à la suite d'une enquête favorable l'acte de concession a été préparé, mais que la Société anonyme d'entreprises générales a refusé d'effectuer à la caisse des dépôts et consignations le cautionnement de 6,000 fr., prescrit par l'article 66 du cahier des charges du Pas-de-Calais. J'ai invité par lettre du 2 juillet M. Fresson à verser le cautionnement demandé. Sa réponse ne m'est pas encore parvenue.

Ligne de Lille à Solesmes. — Par dépêche du 25 janvier 1884, M. le Ministre des

Travaux Publics a réclamé les plans des traverses d'Aniches, Dechy et Denain et a ordonné une enquête pendant un mois, à la mairie de chacune de ces communes. M. Fresson a produit les plans demandés et l'enquête supplémentaire a été ordonnée par mon arrête du 27 juin 1884. La Commission d'enquête sera appelée à donner son avis après la clôture de l'enquête fixée au 5 août et les pièces seront ensuite soumises soit au Conseil général en cours de session, soit à la Commission départementale qui a reçu une délégation spéciale à cet effet, par délibération du Conseil général en date du 26 avril 1884.

Ligne de La Bassée à la ligne de Dunkerque à Lille. — Les pièces concernant le chemin de fer d'intérêt local de La Bassée à la ligne de Dunkerque à Lille ont été transmises à M. le Ministre des Travaux Publics. Par dépêche du 24 janvier 1884, M. le Ministre de la Guerre, conformément à l'avis du Comité des fortifications, a adhéré à l'exécution de l'avant-projet de ce chemin de fer, sous diverses réserves.

Ligne de Valenciennes au Quesnoy. — Par dépêche du 4 février 1884, M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître qu'il a transmis au Conseil d'État le projet de loi tendant à faire declarer d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Valenciennes au Quesnoy, dont la concession a été accordée à la Société anonyme d'entreprises générales. La loi n'a pas encore été votée. La Société anonyme d'entreprises générales a présenté le projet d'entrée dans Valenciennes par la porte de Mons, du chemin de fer de Valenciennes au Quesnoy.

Ce projet a été soumis à l'enquête d'utilité publique du 26 Juillet au 26 Août par mon arrêté du 19 Juillet 1884 rendu en exécution de la délibération du Conseil Général en date du 24 Avril précédent.

Ligne de Caudry à Fourmies. — Les pièces relatives au chemin de fer d'intérêt local de Caudry à Fourmies ont été transmises à M. le Ministre des Travaux Publics tant pour la partie située dans le département du Nord que pour celle située dans le département de l'Aisne

Ligne de Valenciennes à Denain (Longueur 11 kilm. 100). — Le tracé passe par ou près la Sentinelle, Rouvignies et Wavrechain. Cette ligne a été concédée à la société des chemins de fer économiques du Nord qui a versé le cautionnement. L'enquête a eu lieu ; le projet de convention a été signé et le dossier sera prochainement soumis à l'Administration supérieure, pour obtenir la déclaration d'utilité publique.

Chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandée. (5e B).

Ligne de St-Amand à Lens, par Orchies et Courrières. — Longueur 49 kilm. 350 m. dont 39 kilm. 758 sur le Nord et 9 kilm. 600 sur le Pas-de-Calais. — Les plans des traverses de Rosult, Sars et Rosières, Beuvry, Orchies et Auchy ont été soumis à l'enquête d'utilité publique du 5 Juillet au 5 Août par mon arrêté du 27 Juin 1884. Cette

affaire fera l'objet d'un rapport spécial qui sera présenté au Conseil général en cours de session.

Ligne de Valenciennes à Maubeuge par Taisnières sur Hon. Longueur 38 *kilom.* — La concession de cette ligne est demandée par la société d'entreprises générales. Le tracé passe par ou près Estreux, Bry, Bettrechies, Bellignies, Hon-Hergnies, Taisnières-sur-Hon et Feignies.

Les conférences mixtes ont déterminé l'adhésion du génie militaire au tracé.

La Compagnie demanderesse en concession prépare les dossiers à soumettre à l'enquête.

Ligne de Cambrai au Catelet par Masnières. — *Longueur* 31 *kilom.* 150 *dont* 26 *kilom.* 600 *sur le Nord. et* 4 *kilom.* 550 *sur l'Aisne.* — La Compagnie du Cambrésis a demandé la concession d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local de Cambrai à la limite du département du Nord vers le Catelet et Saint-Quentin. L'avant projet a été déposé le 19 Août 1882, il a été soumis aux conférences mixtes et a fait l'objet d'une adhésion du Ministre de la Guerre en date du 27 décembre 1882.

Le tracé de la ligne empruntant, sur une grande partie de son parcours, le domaine public du canal de St-Quentin, l'avant-projet a été soumis à l'examen du service de la navigation qui a réclamé plusieurs modifications du tracé.

La ligne aura dans le Nord un développement total d'environ 26 kilomètres 600 mètres.

L'avant-projet de cette ligne a été soumis à l'enquête d'utilité publique et le dossier a été communiqué à MM. les Ingénieurs du contrôle.

Ligne d'Hénin-Liétard à Vis en Artois, avec embranchement sur Dorignies. Longueur totale 29 *kilom.* 762 *m.* 18 *dont* 11 *kilom.* 460 *mètres dans le département du Nord.* — Le Conseil général du Nord, dans sa séance du 31 août 1882, a décidé que le chemin de fer d'Hénin-Liétard à Vis-en-Artois (partie comprise dans le département du Nord) pourrait être concédé sans subenton.

Dans sa séance du 25 août 1882, le Conseil Général du Pas-de-Calais a décidé qu'une subvention kilométrique serait allouée, sous certaines conditions, pour l'exécution de la partie de ce chemin de fer qui se trouve sur le Pas-de-Calais, mais il n'a pas encore été fait choix d'un concessionnaire.

Je ne serai en mesure de passer le traité de concession pour la partie de la ligne située sur le territoire du Nord, qu'après que mon collègue du Pas-de-Calais m'aura fait connaître qu'il a concédé la partie située sur le territoire de ce département.

Ligne d'Etrœnngt à Landrecies. — MM. Godfernaux et Van den Bogaerd ont demandé, par lettre en date du 3 mai 1881, à être auiorisés à étudier un chemin de fer d'intérêt local entre Etrœungt et Landrecies Ils n'ont produit jusqu'à ce jour aucun avant-projet. Cette demande peut-être considérée comme non avenue, puisque la section de Landrecies à Etrœungt se trouve comprise dans le chemin de fer d'intérêt local de Caudry à Fourmies, concédé à la Compagnie d'entreprises générales.

Chemin de fer d'intérêt local d'Armentières à Halluin et de Roncq à la Madeleine. — Aucune demande de concession pour l'établissement de ces lignes n'a été produite jusqu'à ce jour.

Chemin de fer projeté de Lens à Estaires par La Bassée, — MM. Guinet et Evrard, demeurant à La Bassée ont adressé, en octobre 1882, une demande en concession d'un chemin de fer de Lens à Estaires. Les pièces réglementaires n'ont pas encore été produites.

Tramways (4e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef du département, sur les entreprises de tramways en exploitation, en construction ou en projet existant dans le département du Nord.

La longueur totale des tramways ou chemins de fer sur voies publiques est de 242k705m 15 répartie comme suit :

Lignes en exploitation	121k190m 10
Lignes en construction.....	31k135m 85
Lignes concédées, mais dont la construction n'est pas commencée	90k379m 20
Longueur totale.....	242k705m 15

On n'a pas compris, dans cette énumération, divers tramways pour lesquels les demandeurs en concession n'ont pas produit les projets et pièces nécessaires pour que l'enquête d'utilité publique puisse être ouverte suivant les formalités prescrites par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881.

Les renseignements fournis sur la situation des tramways de Lille, de Roubaix et Tourcoing, de Dunkerque, de Valenciennes, de Fourmies à Wignehies et de Cambrai à Catillon sont précis et intéressants et je ne puis que les signaler à l'attention du Conseil général.

Le réseau dont la concession est demandée comprend :

1° *Lignes de Lille à Menin par Bondues et Roncq* (*route nationale n°* 42). — La concession a été demandée en août 1880 par M. le comte Delamarre. Le dossier de l'affaire est actuellement au Conseil d'État. La longueur de Lille (Pont-de-Marcq), à Menin sera d'environ 14,100 mètres.

2° *Ligne de Lille à Armentières et Houplines* (*route nationale n°* 42). — Longueur : 11,616 mètres. — La concession a été demandée par M. le comte Delamarre, le 29 novembre 1880. Par décision du 12 juin 1883, M. le Ministre des Travaux Publics a

prescrit une enquête complémentaire. Le demandeur en concession n'a pas encore produit les pièces nécessaires à cette enquête.

3° *Ligne de Roubaix à Linselles, Bousbecques, Wervicq et Comines.* — La concession de cette ligne a été demandée par M. le comte Delamarre qui a déclaré qu'il se chargeait de la construire et de l'exploiter sans subvention ni garantie d'intérêt, si les terrains nécessaires pour l'élargissement des chemins à emprunter lui étaient cédés gratuitement.

Dans sa séance du 26 avril 1884, le Conseil général a approuvé en principe une répartition des dépenses qui ne laisserait à la charge du concessionnaire du tramway qu'une somme d'environ 11,351 fr. savoir : environ 5,445 fr. pour le chemin de Linselles à Bondues et 5.906 fr. représentant le dixième de l'estimation des dépenses à faire pour le paiement des indemnités de terrains nécessitées pour l'élargissement des chemins de grande communication n^os^ 9 et 69 et du chemin d'intérêt commun n° 64.

Avant de demander aux Conseils municipaux des communes intéressées le vote de leurs contingents, j'ai, par lettre du 20 juin dernier, invité le demandeur en concession à faire connaître s'il accepte les conditions spécifiées par la délibération du Conseil général pour la répartition des dépenses d'indemnités de terrains à payer pour l'établissement du tramway de Roubaix à Comines, la réponse ne m'est pas encore parvenue.

4° *Ligne de Lille à Lens par Seclin et Carvin.* — La concession de cette ligne qui doit avoir la même largeur que les tramways de Lille, est demandée par MM. Dubar, Cazeneuve et Stiévenart. Les conférences avec le Génie militaire ont eu lieu. La longueur approximative serait de 15 kilomètres dans le Nord.

Par dépêche en date du 6 juin 1883, M. le Ministre des Travaux Publics a déclaré qu'avant de statuer sur la mise à l'enquête, il y avait lieu de réclamer aux demandeurs en concession, un engagement reconnu valable de fournir un cautionnement de 207,000 francs. Une décision ministérielle du 30 novembre suivant porte qu'il n'y a pas lieu de réduire ce cautionnement. Les demandeurs en concession ont été invités à fournir ce cautionnement.

5° *Réseau complémentaire de Lille.* — La ville de Lille a demandé, le 4 janvier 1883, la concession de deux nouvelles lignes, l'une par les rues St-André et la Monnaie, remplaçant la ligne n° 13 de la rue Négrier à la porte St-André, par la rue Royale, concédée le 12 mars 1875, l'autre de la porte de Gand à la Grand'Place, par la rue de Gand, destinée à former la première section de la ligne suburbaine n° 1, de Lille à Tourcoing par Marcq-en-Barœul et Mouveaux. Le projet n'a pas encore été produit.

6° *Tramway de Trélon.* — Les industriels de Trélon se sont réunis en société, sous la raison sociale Delattre et C^e^, pour obtenir la concession d'un tramway devant relier la future gare de Trélon-Glageon avec l'agglomération de Trélon et les diverses usines qui s'y trouvent. La Société a déposé le cautionnement de 2,000 francs, indiqué dans le cahier des charges.

Une question a été soulevee à l'occasion de l'avenue du chemin d'accès de la gare que la Société doit emprunter pour l'établissement de la voie. Cette question ne pourra être résolue que quand la ligne sera reprise par la Compagnie du Nord qui doit l'exploiter.

DEMANDES DIVERSES DE CONCESSION :

1° *Ligne de Cambrai à Arras.* — La Compagnie du Cambrésis a demandé au département du Nord une subvention pour une ligne de tramway qu'elle se propose de construire entre Cambrai et Arras, sur l'accotement de la route nationale n° 39, ayant une longueur de 9 kilomètres dans l'arrondissement de Cambrai.

La Compagnie n'a pas encore présenté l'avant-projet de cette ligne ni déposé sa demande en concession.

2° *Ligne de Condé, porte de Tournai à Bon-Secours.* — Les demandeurs en concession paraissent avoir renoncé à poursuivre l'étude de cette ligne, qui aurait une longueur d environ 4,857 mètres.

3° *Prolongement vers Hergnies et Bon-Secours.* — Par délibération en date du 25 avril dernier, le Conseil général a exprimé le vœu que la situation de ces prolongements fût élucidée et que, si possible, une demande ferme fût présentée pour la session d'août 1884.

M. Mestreit, directeur de la Société des chemins de fer économiques du Nord, consulté, a répondu que si la question actuellement pendante, au sujet de la durée de concession des lignes à concéder par l'État était résolue dans un sens favorable pour la Société des chemins de fer économique du Nord, cette dernière entrerait probablement en négociation pour obtenir la concession des prolongements vers Hergnies et Bon-Secours, et demanderait alors pour ces sections la même durée de concession que celle qui lui serait accordée pour la ligne de Valenciennes à Condé, dont elles sont les prolongements.

La Société des chemins de fer économiqnes désirerait obtenir une durée de concession de 99 ans pour les lignes à concéder par l'Etat, mais jusqu'à présent la durée de concession consentie n'est que de 50 ans.

Cette question est soumise à la décision de M. le Ministre des Travaux Publics.

4° *Tramway de Lille à Douai par Pont-à-Marcq.* — Cette ligne suivrait la route nationale n° 17 et passerait par Pont-à-Marcq, la longueur serait de 30,810 mètres. La concession a été demandée par M. le comte Delamarre qui a présenté un projet et a été invité à le compléter.

Le projet de ce tramway faisant double emploi, sur une grande partie de son tracé, avec le chemin d'intérêt local de Lille à Solesmes, concédé pendant la session d'avril 1883. M. le Comte Delamarre nous a fait connaître qu'il renonçait à sa demande de concession de la ligne de Lille à Douai par Pont-à-Marcq.

5° *Tramways à vapeur de Douai à Aniches.* — Deux demandes ayant pour objet la concession d'un tramway à vapeur entre Douai et Aniches ont été adressées à l'administration supérieure. Les projets complets n'ont pas encore été produits.

Le tramway de Douai à Aniches ferait double emploi, sur la totalité de son parcours,

avec le chemin de fer d'intérêt local concédé de Lille à Solesmes, pendant la session d'avril 1883.

6° *Tramway d'Armentières à Dunkerque, par Steenoorde.* — M. le comte Dela- a déclaré que cette ligne faisant double emploi, sur une grande partie de son parcours, avec le chemin de fer 'intérêt local concédé, en avril 1883, de Dunkerque à Lille, par Steenvoorde, il renonçait à sa demande de concession pour la partie d'Armentiéres à Dunkerque.

Routes Nationales (4e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'ingénieur en chef du département, sur la situation des routes nationales qui traversent le département du Nord.

Ces routes, au nombre du quinze, présentent un développement total de 588,640 mètres ainsi réparti :

Chaussées pavées 529,061 mètres ou 90 %.
Chaussées empierrées 59,579 mètres ou 10 %.
Les empierrements qui forment, comme on le voit, l'exception, se trouvent :
Sur la route n° 2, entre Avesnes et la limite de l'Aisne ;
Sur la route n° 39, entre le Cateau et la Groise ;
Sur la route n° 44, vers la limite de l'Aisne ;
Sur la route n° 45, entre le Quesnoy et Landrecies :
Et sur la route n° 49, entre Maubeuge et la frontière Belge.

La situation générale des routes nationales, dans le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière ; elle reste médiocre et périclitante et aucune des routes nationales ne se trouve, dans toute son étendue, à l'état normal d'entretien.

Un crédit de 539,069 fr., a été alloué pour l'entretien des routes nationales en 1884. Le département du Nord n'a pas obtenu une part proportionnelle à ses besoins dans la distribution des augmentations de crédit accordées aux routes nationales de France, et M. l'ingénieur en chef Doniol considère qu'il faudra porter la dotation de l'entretien à 600,000 fr., chiffre que M. Kolb, ancien inspecteur général, indiquait déjà en 1866, si l'on veut arrêter le mouvement de diminution de la valeur capitale des chaussées.

De plus, il sera nécessaire que des allocations de deuxième catégorie soient mises à la disposition du service des ponts et chaussées, afin d'exécuter les projets approuvés ou d'achever ceux en cours d'exécution qui se rapportent à des travaux de réparation d'une extrême urgence.

L'ensemble des crédits ouverts sur le budget de 1884 pour travaux neufs, de grosses réparations et d'amélioration est de 170,685 fr. 65 c. dont.

1re Section. — Travaux ordinaires.....	22,165 fr. »
2e Section. — Travaux extraordinaires.....	120,520 fr. 65
Amélioration des routes à la traversée des fortifications.....	28,000 fr. »
Total égal.....	170,685 fr. 65

Les crédits portés au budget de 1883, s'élevaient à 155,017 fr. 72. Il y a donc une diminution de crédit de 15,667 fr. 93 c. pour les travaux neufs et de grosses réparations en 1884.

VŒUX (Suite donnée).

1° *Route n° 2. — Etargissement des ponts et passages militaires de la porte de Mons à Maubeuge.* — Le projet d'élargissement des ponts et passages militaires de la porte de Mons à Maubeuge figure pour une somme de 40,000 fr. dans les projets approuvés en principe par M. le Ministre des Travaux Publics à la date du 11 novembre 1879, pour l'amélioration des routes nationales.

Ce projet a besoin d'être révisé ; les prix portés au détail estimatif n'étant plus en rapport avec les prix courants d'aujourd'hui.

Ce travail a été fait et les bordereaux de prix révisés sont soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

2° *Route n° 25, du Hâvre à Li le. — Demande d'un crédit suffisant pour mettre cette route en bon état d'entretien.* — Un projet d'amélioration de la route nationale n° 25 entre l'Amiteuse et Seclin et entre le faubourg d'Arras et l'Arbrisseau sera prochainement soumis à l'examen de M. le Ministre des Travaux Publics.

3° *Route n° 45. — Elargissement du passage de la porte Ferrand à Valenciennes.* — Les travaux dont il s'agit sont sur le point d'être terminés, il ne reste plus à faire que quelques parachèvements qui ne sont point de nature à gêner la circulation ; le double passage est ouvert et le pont dormant est élargi. La circulation est donc tout à fait libre et satisfaction est dès à présent donnée aux intéressés.

4° *Route n° 45. — Travaux d'amélioration dans la traversée du Quesnoy.* — Le projet dressé par le génie militaire pour l'amélioration de la route nationale n° 45, dans la traversée du Quesnoy, monte à 261,000 fr. il a fait l'objet d'une conférence mixte sur laquelle l'administration supérieure n'a pas encore statué.

5° *Route n° 48, de Valenciennes à Gand. — Elargissement de la porte de Tournai à Condé.* — Le projet d'élargissement de la porte de Tournai à Condé fait actuellement

l'objet de conférences entre le service du génie et celui des ponts et chaussées. L'élargissement projeté a fait l'objet d'un projet qui a été approuvé par décision ministérielle du 10 novembre 1882.

6° *Elargissement de la route nationale n° 40, dans la traversée de la demi-lune n° 16 à Gravelines.* — J'ai appuyé le vœu du Conseil général auprès de M. le Ministre des Travaux Publics qui, par arrêté du 12 juillet dernier, m'a accordé un crédit de 4,000 fr. sur le budget de l'exercice 1884, pour assurer l'exécution des travaux dont il s'agit. Ces travaux seront entrepris très prochainement.

7° *Route n° 42. — Remaniement de la chaussée pavée entre le chemin de fer du Nord et Bavinchove sur 700 mètres.* — J'ai appuyé auprès de M. le Ministre des Travaux Publics le vœu du Conseil général tendant à la prompte exécution des travaux de remaniement de la chaussée pavée de la route nationale n° 42, entre le passage à niveau du chemin de fer du Nord à Bavinchove et le point 52 k. 400, projet approuvé par décision ministérielle du 8 novembre 1880. M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître par dépêche du 27 juin 1884 que cette entreprise sera créditée en 1885.

Routes nationales. Recensement de la circulation en 1882. (4e B.)

L'Administration vient de publier le compte-rendu général (texte et atlas) des opérations relatives au recensement de la circulation sur les routes nationales.

J'ai l'honneur de mettre deux exemplaires de ce document sous les yeux du Conseil général.

Ports maritimes. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef des ports, phares et balises du département sur la situation de son service pendant l'année 1883-1884.

Ce document contient des renseignements fort intéressants sur toutes les parties du service, et je les signale tout particulièrement à l'attention du Conseil général.

Phares et Balises. — L'éclairage des phares n'a pas subi de modifications cette année. Toutefois, l'éclairage du phare de Dunkerque par l'électricité est actuellement en voie de réalisation. Le bâtiment des machines et les logements des agents préposés à leur conduite sont en construction. On peut espérer que le grand phare sera éclairé électriquement en 1885.

Pour répondre à un vœu formulé par une commission nautique et tendant à voir augmenter la portée des feux qui jalonnent l'entrée de la rade, le service du Port a présenté des propositions ayant pour but d'essayer la substitution de l'éclairage par le gaz riche à l'éclairage par l'huile de schiste pour le « Dyck. »

Le balisage de la rade et des bancs extérieurs n'a pas été modifié depuis l'an dernier.

Les études, demandées par un vœu du Conseil général dans le but de rendre lumineuses les bouées et de leur permettre de continuer pendant la nuit les services qu'elles rendent pendant le jour, sont terminées.

Des propositions ont été présentées en vue d'obtenir l'autorisation de faire construire et de mettre en service, à titre d'essai, des bouées lumineuses de deux types : les unes, plus fortes, seraient employées au balisage de jour et de nuit des bancs du large ; les autres, plus petites, seraient employées en rade.

Le crédit d'entretien ouvert en 1884 pour les phares et balises est de 147,436 fr. 15 c., supérieur de 17,576 fr. 15 c. au crédit de même nature ouvert en 1883.

Ces ressources sont suffisantes pour maintenir en bon état le matériel et assurer le service.

Port de Dunkerque.

Entretien. — L'entretien des ouvrages du port est fait avec tout le soin possible, malgré l'insuffisance notoire des sommes qui peuvent lui être affectées annuellement.

Indépendamment de l'entretien simple, il a été procédé en 1883, à l'exécution ou au commencement d'exécution d'un certain nombre de travaux de grosses réparations dont les principaux sont énumérés dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef.

Je ne manquerai pas, lors des propositions budgétaires de 1885, d'appeler de nouveau la bienveillante attention de M. le Ministre des Travaux Publics sur la nécessité d'augmenter les crédits d'entretien du port de Dunkerque.

Travaux de restauration. — Loi du 14 décembre 1875. — M. l'Ingénieur en chef passe en revue les travaux importants de restauration qui ont été décidés le 14 décembre 1875, par une loi commune aux ports de Dunkerque et de Gravelines. Je n'ai rien à ajouter aux renseignements produits.

L'ensemble de ces travaux avait été estimé à 5,900,000 fr., l'expérience a montré que cette évaluation était insuffisante et que le total des dépenses à faire pour réaliser les intentions de la loi s'élèverait à 7,103,069 fr. 79 c.

Les sommes dépensées au 1er janvier 1884 s'élevaient au total de 5,985,903 fr. 28 ; il restait donc à dépenser au 1er janvier 1884, 1,117,166 fr. 51 c.

Travaux d'amélioration. — Les travaux d'amélioration, autorisés par la loi du 14 décembre 1875, qui a autorisé la ville de Dunkerque à faire l'avance à l'Etat d'une somme de 12,600,000 francs, sont la continuation du programme arrêté par le décret du 14 uillet 1861.

Cette somme a été reconnue insuffisante et il faudra atteindre une dépense de 15,700,000 fr. pour réaliser le programme de la loi.

Les dépenses faites au 1er janvier 1884 s'élevaient au total de 14,321,780 fr. 34 c., dont 13,402 268 fr. 05 ont été consacrés à des travaux utiles à l'amélioration du port et 919,512 fr. 29 ont été absorbés par les travaux du génie militaire. Il resterait donc à

dépenser pour achever le programme de la loi du 15 décembre 1875 une somme de 1,378,219 fr. 66 c.

Travaux d'extension. — Les travaux d'extension du port de Dunkerque ont été déclarés d'utilité publique par la loi du 31 juillet 1879, qui leur a affecté une somme de 50,000,000 fr., ainsi répartie :

1° Amélioration de l'entrée du port.....	4,000,000 fr.	» c.
2° Expropriations de terrains à l'Ouest.....	1,200.000	»
3° Bassins de Freycinet, canal de l'Ile Jeanty et formes de radoub à l'ouest.....	26,100,000	»
4° Achèvement de l'arrière-port.....	2,200,000	»
5° Achèvement du bassin du commerce.....	1,500 000	»
6° Elargissement du port d'échouage et de l'avant-port.....	2,100,000	»
7° Bassins de l'Est.....	7,700,000	»
8° Somme à valoir générale.....	5,200,000	»
Total.....	50,000,000 fr.	»

L'estimation ci-dessus a dû être rectifiée par suite des allocations accordées par le jury d'expropriation qui ont dépassé les prévisions, cependant larges, de 1.214,603 fr. 90 Elle se trouve arrêtée aujourd'hui au chiffre total de 51,214,603 fr. 90 c.

Sur ce chiffre total, il avait été dépensé, au 1er janvier 1884, une somme de 13,210,530 francs 36 cent. et il restait à dépenser une somme de 38,004,073 fr., 54 c.

M. Eyriaud des Vergnes, Ingénieur en chef, expose dans son rapport avec détail, la situation des travaux de la loi du 31 juillet 1879.

En présence des réductions considérables qu'ont dû subir les ressources affectées à l'exécution des grands travaux publics, la Chambre de commerce de Dunkerque ainsi que le Conseil municipal de cette ville se sont préoccupés des moyens d'assurer la continuation et l'achèvement rapide des travaux d'amélioration de leur port

Pour atteindre ce résultat, la Ville et la Chambre de commerce ont offert de fournir à l'État, les fonds nécessaires pour terminer les travaux dans une période de six ans, à partir de 1884.

En tenant compte des allocations budgétaires qui pourront être prélevées sur les exercices 1884 et de celles qui sont inscrites au projet de budget de 1885, il resterait à pourvoir à une dépense de 31,000,000 fr.

Je suis heureux de porter à la connaissance du Conseil général que la Chambre des Députés, dans sa séance en date du 26 juillet dernier, et le Sénat dans sa séance du 2 août courant, ont adopté le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, une avance de 31,000,000 francs offerte par la ville et la Chambre de Commerce de Dunkerque pour l'achèvement des travaux du port de Dunkerque, autorisés par la loi du 31 juillet 1879.

La loi votée est ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER.

« Le Ministre des Travaux publics est autorisé à accepter au nom de l'État, les offres » faites :

» 1° Par la ville de Dunkerque ainsi qu'il résulte de la delibération de son Conseil » municipal, en date du 23 avril 1884;

» 2° Par la Chambre de Commerce, ainsi qu'il résulte de sa délibération du 22 avril » 1884;

» D'avancer solidairement à l'État la somme de trente et un millions de francs » (31,000,000 fr.) pour la continuation des travaux autorisés dans le port de Dunkerque, » par la loi du 31 juillet 1879.

ARTICLE DEUXIÈME.

» Cette avance sera remboursée, sans intérêts, par l'État à la ville de Dunkerque, en » 20 annuités de 1,550,000 francs chacune, payables par termes semestriels de 775,000 fr., » à partir de l'année 1887.

ARTICLE TROISIÈME

» La ville de Dunkerque est autorisée à emprunter à un taux qui n'excède pas cinq » pour cent (5 p°/₀), la somme de 31,000,000, montant de l'avance faite à l'État, soit au « Crédit foncier, à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à tout autre établissement » de crédit, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré avec faculté d'émettre » des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

» Si l'emprunt est contracté auprès d'un établissement public de crédit, la ville de Dun- » kerque devra se conformer aux conditions statutaires de cet établissement, sans toutefois » que la commission perçue en sus de l'intérêt. puisse dépasser quarante-cinq centimes » pour cent francs (0 fr. 45 °/₀).

» Cet emprunt sera remboursable dans une période de 60 années au maximum.

» La Chambre de commerce de Dunkerque est solidaire des engagements de la ville, » tant en principal qu'en intérêts.

» Les conditions des traités à passer par la ville seront préalablement soumises à l'ap- » probation du Ministre de l'Intérieur.

» ARTICLE QUATRE.

» Seront affectés au remboursement de l'emprunt de 31.000.000 francs à contracter » par la ville de Dunkerque.

1° Les versements que l'État effectuera semestriellement, à partir de 1887, dans les » conditions indiquées à l'article 2 de la présente loi.

» 2° Le produit du droit de tonnage perçu au port de Dunkerque en vertu du décret du » 5 février 1882, lequel droit sera porté de 0 fr. 40 à 0 fr. 70 par tonneau de jauge, à » partir de la promulgation de la présente loi.

» Le produit de ce droit sera exclusivement affecté au remboursement en capital et » intérêts, de l'emprunt contracté par la ville de Dunkerque, en vertu de la loi du » 7 avril 1880 et de celui à conclure, en vertu de la présente loi pour la continuation et » l'achèvement des travaux d'amélioration et d'extension du port de Dunkerque.

» La perception du droit de tonnage cessera immédiatement après l'entier accomplisse- » ment des obligations contractées solidairement par la Ville et la Chambre de com- » merce. »

Port de Gravelines.

Entretien. — L'entretien des ouvrages du port de Gravelines est, comme celui de Dunkerque, et dans la même proportion, insuffisamment doté. Il est fait avec tout le soin possible.

Travaux de restauration (*Loi du 14 décembre* 1875). — Les travaux de restauration compris. pour Gravelines, dans le programme de la loi du 14 décembre 1875 sont terminés. L'administration a rattaché à ce programme des dragages indispensables à faire dans le bassin Vauban et dans le port d'échouage. Le projet de ces dragages a été adjugé le 31 mai 1884 et les travaux seront en très grande partie exécutés cette année.

Travaux d'amélioration. — Les travaux d'amélioration qui ont été ordonnés à Gravelines par les décrets du 5 juin 1861, du 16 septembre 1867 et du 18 janvier 1871 ainsi que ceux dont le rattachement à ces décrets a été opéré par diverses décisions ministérielles, ont été terminés en 1883-1884 et seront soldés cette année.

Les travaux d'amélioration déclarés d'utilité publique par la loi du 14 juillet 1875, c'est-à-dire la création de nouvelles voies d'écoulement pour le grand Drack et le Schelfvliet sont en cours d'exécution et seront achevés cette année.

Renseignements statistiques. — Les renseignements statistiques fournis sur les résultats de l'exploitation des ports de Dunkerque et de Gravelines ainsi que sur les projets à l'étude sont fort intéressants et je les signale à l'attention particulière du Conseil général.

Vœux (Suite donnée).

J'ai fait connaître au Conseil général, dans sa session d'avril, la suite donnée aux vœux qu'il avait émis dans ses sessions précédentes. Les renseignements produits à cet égard par M. l'Ingénieur en chef Eyriaud des Vergnes sont complets et je n'ai rien à y ajouter.

Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. Gruson, Ingénieur en chef du service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, sur la situation et les besoins de son service dans ce département.

J'appelle l'attention de l'Assemblée sur les renseignements intéressants qui sont fournis, et je me bornerai à donner une analyse succincte et à mentionner les points principaux de ce rapport.

Mouvement de la navigation. — Sur presque toutes les lignes, le trafic est resté pour ainsi dire stationnaire en 1883.

Les voies les plus importantes, le canal de la Haute-Deûle, la Scarpe Moyenne et le canal de la Sensée n'ont pas continué leur mouvement de progression. Mais c'est là un fait purement accidentel provenant de ce que les crues de l'Oise ont occasionné de longues interruptions de la navigation sur la ligne du Nord à Paris pendant l'hiver de 1882-1883.

L'augmentation du tonnage s'élève déjà à plus de 90,000 tonnes pour les cinq premiers mois de 1884.

Sur le canal de Bourbourg, l'on a constaté en 1883 une notable augmentation.

Les trois canaux qui aboutissent à Dunkerque ont transporté ensemble en 1883 : 1,065 242 tonnes de marchandises, contre 930.639 tonnes en 1882. soit une augmentation de 134,603 tonnes ; ce qui prouve que les voies navigables profitent pour une bonne part du développement du trafic maritime.

Prix du frêt. — Le frêt diminue d'une manière sensible. Cette réduction doit être attribuée en partie à la crise industrielle ; elle est due aussi aux améliorations que l'on réalise sur toutes les lignes et qui ont permis d'augmenter la rapidité et la régularité des transports par eau.

De Lens à Paris (La Vilette), le frêt de la houille se maintient depuis le 1er mars 1884, à 5 fr.25 par tonne, pour une distance de 344 kilomètres, soit 0 fr. 015 par tonne et par kilomètre.

Halage. — Quatre systèmes de halage fonctionnent en ce moment sur le réseau du Nord et du Pas-de-Calais :

1° Le halage aux longs jours, opéré par des chevaux qui prennent les bateaux à Dunkerque et les conduisent jusqu'à Douai sans relais ;

2° Le halage par chevaux et par relais, organisé par le décret du 19 juin 1875 et qui fonctionne sur la Scarpe-Moyenne, le canal de la Sensée et sur une petite partie du canal de la Deûle :

3° Le remorquage par locomotives circulant sur des rails posés sur les digues. Il a été installé sur les canaux de Neuffossé, d'Aire et de la Deûle, depuis les Fontinettes jusqu'à Dorignies, par la Société générale de halage à vapeur ;

4° Le remorquage sur chaîne noyée pratiqué sur la Deûle et sur la Scarpe-Moyenne.

Chômage. — Le gouvernement belge, avant de se prononcer d'une manière définitive sur le système de la simultanéité, a demandé que, pendant deux chômages consécutifs, on fît l'expérimentation de ce système, à partir de 1884 et à la date initiale du 15 juin.

Les chômages de 1884 ont été fixés en conséquence et il est permis d'espérer que ces dispositions provisoires deviendront définitives.

La question des chômages, capitale au point de vue des transports par eau, a donc fait un grand pas et tout porte à croire qu'elle ne tardera pas à être résolue définitivement d'une manière conforme aux vœux du commerce et de l'industrie.

Travaux des lois des 14 juillet 1875 et 22 mars 1880. — La loi du 14 juillet 1875 a affecté une somme de 5,900,000 fr. à l'amélioration des voies navigables du bassin de l'Aa, de manière à porter leur mouillage à 2 mètres et à permettre la circulation des bateaux de 1m80 d'enfoncement. Les ressources étant devenues insuffisantes par suite des travaux complémentaires, une loi du 22 mars 1880 a autorisé un supplément de dépense de 2,748 000 francs.

Cette grande entreprise est terminée depuis un an. Les bateaux allant de Paris et de Lille à Dunkerque et à Calais peuvent aujourd'hui prendre le maximum d'enfoncement.

Il ne restera plus dans cette direction qu'un seul passage difficile, c'est celui de l'écluse des Fontinettes, sur le canal de Neuffossé.

Les travaux destinés à le faire disparaître sont en cours d'exécution. Une décision ministérielle du 26 avril 1881 a autorisé l'adjonction aux sas actuels d'un ascenseur hydraulique, suivant le projet présenté par M. Clarck, ingénieur anglais. Il est permis d'espérer que cet ascenseur sera mis en service dans le courant de l'année prochaine.

Les bateaux montants mettent aujourd'hui 2 heures pour traverser l'écluse. L'ascenseur leur permettra de franchir la chûte en 15 minutes, y compris le temps des manœuvres d'entree et de sortie.

Programme de la loi du 5 *août* 1879. — La loi du 5 août 1879 a approuvé le programme présenté par le Gouvernement pour l'extension du réseau des voies navigables de la France et l'amélioration des lignes déjà existantes. Ce programme comprend, pour le service de la navigation du Nord et du Pas-de-Calais, la construction :

1° *D'un embranchement du canal de Roubaix sur Tourcoing.* — La dépense de l'avant-projet est évaluée à 900,000 fr. Les travaux ont été déclarés d'utilité publique par le décret du 14 décembre 1882. Le projet définitif comportait quelques modifications aux dispositions de l avant-projet, modifications ayant pour objet de ne pas dépasser la dépense prévue. Ce projet modifié a été approuvé par une décision ministérielle du 9 février 1884 qui prescrit en même temps de le soumettre au Conseil municipal, en lui demandant s'il y adhère et s'il maintient ses engagements antérieurs. La réponse de la ville ne m'est pas encore parvenue.

2° *D'un embranchement du canal de la Deûle vers Lens.* — La Compagnie houillère de Liévin a offert d'avancer à l'État la somme de un million nécessaire pour assurer l'exécution des travaux. En attendant que cette offre ait été acceptée définitivement par le Parlement, une décision ministérielle du 29 février 1884 a approuvé le projet définitif de construction du canal et autorisé l'ouverture des enquêtes parcellaires qui viennent d'être achevées.

Travaux d'amélioration — Les avant-projets d'amélioration complémentaire des voies déjà existantes, sont indiqués dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef Gruson qui donne un exposé de la situation de chacune de ces lignes. J'appelle l'attention particulière du Conseil général sur les renseignements intéressants qui sont fournis à cet égard et auxquels je n'ai rien à ajouter.

Vœux.

Dans la session d'Avril 1884, il a été rendu compte au Conseil général de la suite donnée aux vœux qu'il avait émis, dans sa session d'Août 1883, en ce qui concerne le service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais. Dans sa séance du 25 avril 1884, le Conseil a renouvelé ou exprimé les vœux ci-après indiqués :

Canal de la Deule. — Amélioration entre Haubourdin et Lille et entre Lille et le canal de Roubaix. — Le projet d'amélioration entre Haubourdin et Lille a été presenté le 30 novembre 1883. Il avait reçu l'adhésion du service hydraulique. Mais, à la suite de difficultés soulevées par le syndicat de dessèchement des marais de la Deûle et de la dépêche de M le Ministre de l'Agriculture en date du 2 février 1884, ce service a cru devoir formuler diverses réserves et demander quelques modifications.

M le Ministre des Travaux Publics vient, sur la demande des Ingénieurs, d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle conférence.

Le projet prévoit de grandes rectifications, au lieu d'améliorations sur places, conformément au vœu du Conseil général, et la largeur de 12^{m} en plafond admise par l'Administration suffira pour permettre aux plus grands bateaux d'arriver jusqu'à Lille.

Amélioration entre Lille et le canal de Roubaix. — Le projet définitif de la rectification du Petit Paradis vient d'être approuvé par la décision ministérielle du 15 mai 1884 qui a autorisé l'ouverture des enquêtes parcellaires.

On prépare activement les dossiers de ces enquêtes et on négocie l'acquisition amiable de divers terrains afin que les travaux puissent être entrepris à bref délai.

La reconstruction du pont fixe de l'Abbaye de Marquette est aujourd'hui en pleine exécution.

Gare d'eau de Flers-en-Escrebieux. — Le Conseil général a émis le vœu qu'il soit procédé à l'établissement de cette gare d'eau.

Il s'agit du rivage public de Dorignies. Les travaux ont été adjugés le 30 juin 1884 et ils vont être entrepris immédiatement.

Canal de Bourbourg. — Insalubrité des eaux. — La Commission, instituée pour étudier cette question par un arrêté préfectoral du 16 février 1882,a terminé ses travaux. Il en est rendu compte dans un rapport special.

Rétablissement des banquettes et garde-corps aux abords de Watten, ainsi que sur l'Aa et le long du canal de Bourbourg — M l'Ingénieur en chef Gruson, consulté à ce sujet fait remarquer que le service de la navigation n'est en aucune manière chargé de

l'établissement et de l'entretien des garde-corps ou banquettes destinés à assurer la sécurité de la circulation sur les digues des canaux ou rivières classés comme voies publiques, que ces ouvrages sont plutôt nuisibles qu'utiles pour le halage et que c'est aux services chargés de l'entretien des voies publiques qu'il appartient de les construire, de les rétablir et de les entretenir. Il ajoute que c'est ainsi qu'à Watten même, le service vicinal du Pas-de Calais vient de faire rétablir un garde-corps le long de la partie du chemin de grande communication N° 213 qui emprunte le chemin de halage de l'Aa.

Sur le canal de Bourbourg, il existe partout des banquettes ; mais en beaucoup de points, elles ne sont pas assez élevées, pour garantir la circulation le long du chemin de grande communication N° 2 qui emprunte le chemin de halage.

Des instructions ont été données pour que, partout où il sera possible de disposer des terres provenant de curages ou d'autres travaux, il en soit déposé à l'emplacement des banquettes à établir ou à relever. Les services intéressés exécuteront le travail de règlement de ces terres.

La Lys. — Les travaux d'élargissement et d'approfondissement à exécuter en aval de Merville sont fort avancés et ils seront terminés cette année.

Mais la dérivation de Merville ne pourra être entreprise en 1884, faute de crédits suffisants.

Le projet a été approuvé par décision ministérielle du 25 septembre 1882, les expropriations se poursuivent et le jury ne tardera pas à se réunir. Les travaux seront poussés aussi activement que le permettront les crédits mis à notre disposition. En attendant, on a fait exécuter, dans la traversée de Merville, des dragages qui permettront aux bateaux de prendre un enfoncement de $1^{m}70$ environ.

La reconstruction et l'agrandissement de la décharge du Bac St-Maur sont en cours d'exécution et seront achevés avant l'hiver.

Quant aux travaux d'Houplines, ils ne pourront être entrepris que quand les deux gouvernements français et belge se seront mis d'accord.

Digues et chemins de halage. — Circulation. — La question relative aux circulations avec chevaux et voitures sur les digues et chemins de halage n'a pas changé depuis la session d'Avril. C'est aux communes qu'il appartient de provoquer les classements dans la vicinalité, en sollicitant une subvention sur les fonds du Trésor. Les demandes présentées en ce qui concerne les chemins de halage de l'Aa et de la Lys, à St-Pierrebrouck, Merville et Haverskerque ont été favorablement accueillies.

Quant à la substitution de redevances en argent aux fournitures de matériaux réclamées des particuliers, la décision de M. le Ministre des Finances n'a pas encore été rendue. J'ai insisté encore tout récemment pour obtenir une solution conforme au vœu du Conseil général.

Scarpe-Inférieure. — Le Conseil général a insisté au sujet de la circulation sur les digues dont les riverains jouissaient gratuitement avant le rachat par l'État.

L'Administration a fait connaître à plusieurs reprises qu'elle ne pouvait autoriser à titre

gratuit la circulation sur les digues de la Scarpe-Inférieure et que les riverains de cette rivière ne pouvaient être traités autrement que ceux des autres voies navigables.

Canaux de Bergues et de la Haute Colme. — Les travaux du canal de la Haute-Colme sont poussés très activement et ils seront achevés en 1885.

Le projet définitif d'amélioration du canal de Bergues a été approuvé par décision ministérielle du 15 mai 1884. Malheureusement, aucun crédit n'a pu être alloué cette année et les travaux ne pourront être entrepris qu'en 1885.

Plantations le long des rivières et canaux. — Saisi d'un vœu relatif à la suppression ou au moins à la diminution de ces plantations, le Conseil a reconnu que l'on ne pouvait prescrire de règle générale ; que c'est aux communes ou aux représentants des intérêts lésés à faire entendre leurs plaintes qui seront écoutées avec la plus vive sollicitude.

J'ai recommandé à MM. les Ingénieurs de la navigation d'examiner avec le plus grand soin les plaintes qui pourraient se produire au sujet des plantations et de chercher à concilier les intérêts des riverains avec ceux du Trésor public.

Service spécial de la Navigation entre la Belgique et Paris (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. Derôme, Ingénieur en chef du service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris, sur la situation de son service dans ce département.

J'appelle l'attention de l'assemblée sur les renseignements intéressants qui sont fournis, et je me bornerai à donner une analyse succincte et à mentionner les points principaux de ce rapport.

Le service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris comprend dans le département du Nord les voies navigables ci-après, savoir :

1° Canal de Mons à Condé.....	5k 058m
2° Rivière de l'Escaut...	63.065
3° Canal de Saint-Quentin.....	26 048
4° Sambre canalisée.....	54 446
5° Canal de jonction de la Sambre à l'Oise.....	13 202
Longueur totale	161k 819m

Le canal de Mons à Condé, la rivière de l'Escaut et le canal de Saint-Quentin sont entre les mains de l'État.

La Sambre canalisée et le canal de jonction de la Sambre à l'Oise ont été concédés à deux Compagnies qui les exploitent.

Travaux d'entretien. — Le canal de Mons à Condé est en assez bon état d'entretien.

L'état d'entretien de l'Escaut laisse à désirer.

Le canal de Saint-Quentin se trouve dans un état d'entretien à peu près satisfaisant.

Les crédits d'entretien sont généralement insuffisants pour faire face aux besoins les

plus indispensables. Je ne manquerai pas de renouveler mes instances auprès de l'Administration supérieure pour obtenir des augmentations de crédits lors des propositions budgétaires pour l'exercice 1885.

Travaux d'amélioration. — Les travaux déclarés d'utilité publique par la loi du 27 juillet 1880 pour l'amélioration de la ligne de la Belgique vers Paris sont entrepris sur toute l'étendue de cette voie navigable.

Les bateaux de 38m50 de longueur peuvent dès à présent circuler entre Mons et Paris avec un chargement de 300 tonnes.

Le crédit alloué en 1884 pour la continuation des travaux projetés dans la traversée du département du Nord s'élève à la somme de 1,012,000 fr.

M. l'Ingénieur en chef Derôme donne l'analyse des travaux auxquels ce crédit sera employé.

Chômages. — Le système de la simultanéité pour les chômages de 1884 et de 1885 a été adopté à titre d'essai. La ligne de la Belgique vers Paris a chômé dans ces conditions du 15 juin au 15 juillet 1884. Les bateaux chargés ont pu se garer, durant cette période, dans les biefs maintenus en eau à cet effet de distance en distance sur toute l'étendue de la voie navigable.

Mouvement commercial. — Sur le canal de Mons à Condé, le tonnage réduit au parcours total s'est élevé en 1883 à 776,186 tonnes, chiffre inférieur de 18,815 tonnes à celui de 1882. Sur la rivière du Bas-Escaut (de Condé à la frontière belge et vice-versâ), le mouvement a été, en 1883, de 285,669 tonnes, chiffre inférieur de 39.384 tonnes à celui de 1882. Sur la rivière du Haut-Escaut (de Condé à Cambrai et vice-versâ), le mouvement a été de 1,368,670 tonnes, chiffre inférieur de 15,532 tonnes à celui de 1882. Sur le canal de Saint-Quentin (de Cambrai à Chauny et vice-versâ); le mouvement de 1883 a été de 2,066,357 tonnes, chiffre supérieur de 153,897 tonnes à celui de 1882.

Halage. — Le service du halage sur le canal de Saint-Quentin a été mis en adjudication dans le courant de 1876 et fonctionne depuis cette époque d'une manière généralement satisfaisante.

Cette organisation, qui s'étend de Condé à Chauny sur 141 kilomètres, assure la régularité des transports et met la batellerie à l'abri des exigences que lui imposaient autrefois les charretiers.

Les baux de halage ont été renouvelés pour six ans dans des conditions avantageuses pour la batellerie.

Le service du halage n'est pas organisé administrativement entre l'écluse de Chauny et la Seine; les bateaux disposent sur ce parcours de deux systèmes de traction :

Le halage aux longs jours opéré par des chevaux qui prennent les bateaux à Chauny et les conduisent sans relais jusqu'à Conflans-Sainte-Honorine ou vice-versâ;

Et le halage par chevaux avec relais organisé par la Société Pavot.

Par décision du 29 juin 1883, M. le Ministre des Travaux publics a autorisé MM. Oriolle et Pouchet, Ingénieurs des Arts et Manufactures, à procéder sur le canal de Saint-Quentin, entre le pont de Quessy et l'écluse de Tergnier, à des essais de traction des bateaux et de manœuvre mécanique des écluses au moyen d'un câble sans fin actionné par un moteur fixe.

Ces essais, commencés au mois d'octobre dernier, ont conduit MM. Oriolle et Pouchet à perfectionner successivement leurs appareils qui paraissent devoir fonctionner à bref délai dans des conditions satisfaisantes.

Sambre française canalisée. Travaux d'entretien. — La Sambre est entretenue assez convenablement. Les dépenses pour 1883 ont coûté 111.246 fr. 73 soit 2 fr. 05 par mètre courant.

La Compagnie n'a fait en 1883 aucune dépense pour travaux neufs. Il importerait cependant d'exécuter d'urgence la rectification des courbes à faibles rayons dans les biefs de Berlaimont, de Sassegnies et d'Hachette ainsi que l'amélioration de l'entrée et de la sortie de Maubeuge.

Le pont d'Assevent, à construire sur la Sambre canalisée, est destiné au passage du chemin stratégique N° 14 (intérêt commun N° 231), du fort de Cerfontaine au fort Leveau. M. Derôme, ingénieur en chef, est chargé de dresser le projet des travaux dont l'exécution est assurée par l'inscription d'un credit au budget départemental.

Le pont de Bousssières doit liver passage au chemin d'intérêt commun N° 219, d'Hargnies à Saint-Remy-mal-Bâti. Le génie militaire exige que l'emplacement de ce pont réponde à certaines conditions imposées ; l'accord n'a pu encore s'établir entre les deux services intéressés.

Quant aux ponts de Quartes et de Bachant qui menacent ruine, des propositions sont présentées dans le rapport sur les chemins vicinaux en vue d'assurer la réalisation des ressources en 1885.

Chômages. — La durée totale des chômages de la Sambre canalisée a été de 124 jours soit plus du tiers de l'année.

Mouvement commercial. — Le mouvement de 1883 a été de 482,610 tonnes chiffre supérieur de 78,301 tonnes à celui de 1882.

Halage. — La Société de la Sambre effectue gratuitement le halage des bateaux moyennant la suppression de la remise qu'elle accordait précédemment sur les droits de navigation en faveur des bateaux chargés circulant en transit.

Les frais de traction se sont élevés en 1883 à 175,559 fr. 44 ; ils ressortent à 0 fr. 0065 par tonne kilométrique.

Situation financière. — Les recettes de la Compagnie de la Sambre se sont élevées en 1883 à 584,823 77

Les dépenses ont atteint..... 286,806 17

soit un excédent de recettes de 298,017 60

Le dividende distribué en 1883 correspond à 8 p. % du capital social.

Canal de jonction de la Sambre à l'Oise. — Le canal de jonction de la Sambre à l'Oise n'a qu'une étendue de 13 k.l. 202 dans le département du Nord. La concession de la ligne totale doit expirer le 30 octobre 1937.

Travaux d'entretien. — L'entretien du canal de jonction de la Sambre à l'Oise est très défectueux. La dépense est insuffisante pour maintenir le canal eu bon état.

Travaux neufs. — Les dépenses faites pour travaux neufs en 1883 ne s'élèvent qu'à 52,440 fr. 63. Ces dépenses ne sont pas en rapport avec les travaux que rèclame l'état actuel de la voie navigable.

Chômages. — Il y a eu en 1883, sur le canal de la Sambre à l'Oise un chômage normal de 30 jours.

La navigation a été d'autre part presque complètement interrompue à différentes reprises par suite de l'arrêt des bateaux sur la Sambre pendant les crues de cette rivière.

Mouvement commercial. — Le mouvement de 1883 a été de 455,846 tonnes, chiffre supérieur de 73,654 tonnes à celui de 1882.

Halage. — La Compagnie effectue le halage dans les conditions indiquées ci-dessus pour la Sambre.

Les frais de traction se sont élevées en 1883 à 163,089 fr. 48. ils ressortent à 0fr,0054 par tonne kilométrique.

Situation financière. — Les recettes se sont élevées en 1883 à.....	873.244 47
Les dépenses ont atteint	494,755 82
soit un excédent de recettes de.....	578.488 65

Un dividende de 3 p. °/₀ soit 346,500 fr. a été distribué aux actionnaires. Le surplus a été reporté sur l'exercice 1884, déduction faite de l'impôt mobilier. La Compagnie est encore grévée de charges au sujet d'indemnités dues à des usiniers de l'Oise et du Noirrieu pour prises d'eau.

Vœux (suite donnée).

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil général la suite donnée aux vœux qu'il a émis ou renouvelés dans ses sessions d'Août 1883 et d'Avril 1884 concernant le service de la navigation de la Belgique vers Paris.

1° *Reconstruction du pont de Bellevue sur l'Escaut.* — Une décision ministérielle du 26 mai 1884 a approuvé le projet présenté par MM. les Ingénieurs pour la tranformation du pont fixe de Bellevue en pont mobile, conformément au vœu du Conseil général.

Les travaux ont été adjugés le 13 juin dernier et entrepris dès l'origine du chômage.

Le nouveau pont sera livré à la circulation dans le courant du mois d'octobre prochain.

2° *Dérivation de la Hayne à Condé.* — L'avant-projet des travaux à exécuter pour améliorer la navigation de l'Escaut à son confluent avec la Hayne, dans la traversée de la ville de Condé, a été approuvé par décision ministérielle du 8 avril 1884.

Le projet définitif de ces travaux est terminé; il sera adressé à l'Administration aussitôt après la clôture des conférences ouvertes avec les différents services intéressés.

Il est à espérer que ce projet sera approuvé en temps utile pour que les dits travaux puissent être entrepris dès le mois d'octobre prochain.

3° *Amélioration de la ligne navigable de Mons à Paris.* — L'Administration poursuit activement l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique par la loi du 27 juillet 1880 pour l'amélioration de la ligne navigable de Mons à Paris.

Satisfaction est donc donnée à ce sujet.

La situation des dits travaux, à la date du 1er août 1834, se résume comme il suit :

(A) TRAVAUX TERMINÉS.

Canal de Mons à Condé. — Allongement de l'écluse Gœulzin.

— Construction de ponts métalliques en remplacement des ponts-levis en charpente de Gœulzin et de Saint-Aybert.

Rivière de l'Escaut. — Allongement des écluses de Fresnes, de Notre-Dame et d'Iwuy.

— Exhaussement des bajoyers de l'écluse de Thun-Lévêque.

— Construction de passerelles de halage avec tablier metallique dans la traversée aval des fortifications de Condé, au confluent de la Hayne et de l'Escaut, et à l aval de l'écluse de la Folie.

— Restauration de la passerelle de halage de la citadelle, à Valenciennes.

— Déplacement du batardeau militaire N° 129 pour l'amélioration du passage de la citadelle.

— Construction d'une maison éclusière à Pont-Malin et d'une maison pontière à Bouchain.

— Consolidation et défense des rives de différents biefs de l'Escaut.

— Régularisation de la digue de halage du bief de Pont-Malin.

— Curage des biefs d'Erre, de Thun-Lévêque et d Iwuy.

— Curage général de l'Escaut entre l écluse de Denain et la frontière belge.

Canal de Saint Quentin. — Allongement de 34 écluses du canal de Saint-Quentin.

— Reconstruction du radier de l écluse de Fontaine et des bajoyers de l écluse du Pont-Tugny.

— Reconstruction de 32 vantaux de portes d'écluse.

— Démolition de 6 ponts à simple voie et reconstruction de ces ponts avec double passage pour les bateaux.

— Revêtement de la voûte du grand souterrain sur une longueur de 500 mètres.

— Établissement d'une gare d'eau à Lesdins pour le service du touage.

— Approfondissement du souterrain de la rigole du Noirrieu sur une longueur de

7,900 mètres, à l'effet d'augmenter les ressources alimentaires du canal de Saint-Quentin.

— Établissement de ports à Bellenglise et à Serancourt.

— Restauration du pont Gayant à Saint-Quentin.

— Remplacement de la bure d'Artemps par un aqueduc en maçonnerie.

— Exhaussement et consolidation des digues de la Somme en amont du barrage de la Mère-Nourrice.

— Consolidation, exhaussement et défense des berges de différents biefs du canal de Saint-Quentin.

Canal latéral à l'Oise. — Allongement de 4 écluses. Construction d'aqueducs pour le remplissage et la vidange de ces ouvrages.

— Démolition de 9 ponts à simple voie et reconstruction de ces ponts avec double passage pour les bateaux.

— Construction d'un déversoir régulateur dans le bief de Manicamp.

— Curage des biefs de Saint-Hubert, de Sempigny et de Bellerive.

Rivière d'Oise canalisée. — Amélioration du chenal de l'île d'Armancourt.

— Exhaussement des bajoyers et reconstruction des portes de l'écluse de Creil.

— Reconstruction des passerelles des pertuis de Sarron et de l'Isle-Adam.

(B) TRAVAUX EN COURS D'EXÉCUTION.

Escaut. — Substitution d'un pont tournant à deux travées au pont fixe de Bellevue à Fresnes.

— Établissement d'un port à Valenciennes.

— Amélioration du confluent de l'Escaut et du canal de la Sensée.

— Curage général de l'Escaut, de Cambrai à la frontiere belge.

Canal de Saint Quentin. — Exhaussement des bajoyers de 22 écluses de Cambrai à Saint-Quentin et construction d'aqueducs pour le remplissage et la vidange de ces ouvrages.

— Elargissement de l'étroit du bief de Noyelles et complément du bétonnage de la cuvette sur une longueur de 1,700 mètres.

— Défense des berges de la rigole du Noirrieu.

— Elargissement et défense des berges des courbes du versant sud du canal de Saint-Quentin.

— Curage général du dit canal sur le même versant.

Canal latéral à l'Oise. — Elargissement et défense des berges des courbes du canal latéral à l'Oise.

— Démolition du pont à simple voie de Sempigny et reconstruction de ce pont avec double passage pour les bateaux.

Rivière d'Oise canalisée. — Rectification du cours de l'Oise au confluent de l'Aisne.

Ligne navigable de la frontière belge à la Seine. — Établissement d'une ligne télégraphique entre Condé et Conflans-Ste-Honorine.

Les travaux exécutés permettent aux bateaux de 38^{m}50 de longueur de circuler librement entre les charbonnages de Mons, les houillères du Nord et la Seine avec un chargement de 300 tonnes.

C. TRAVAUX DONT LES PROJETS DÉFINITIFS SONT ADRESSÉS A L'ADMINISTRATION SUPÉRIEURE.

Canal de Mons à Condé. — Élargissement du port de Condé aux abords de l'écluse Gœulzin.

Escaut. — Amélioration du confluent de la Hayne et de l'Escaut.

— Substitution d'un pont tournant métallique à deux travées au pont-levis de Bruai.

— Redressement des courbes de Prouvy-Thiant.

— Établissement d'un port à Denain.

— Restauration de la passerelle de halage de Bouchain.

Canal de Saint-Quentin. — Élargissement de la cunette des ponts-canaux de Noyelles et de Saint Waast.

— Élargissement et défense des berges des courbes du versant Nord du canal de St-Quentin.

— Curage général du dit canal sur le même versant.

Canal latéral à l'Oise. — Établissement de garages aux abords des écluses.

— Substitution d'un pont fixe au pont tournant de Pimprez.

— Reconstruction de la passerelle du Pont-à-la-Fosse,

Rivière d'Oise canalisée. — Dérivation de la petite Oise sur une longueur de 1,900^{m} à Janville.

— Établissement d'estacades de 50^{m} de longueur en aval de la pile du pertuis des barrages de l'Oise

— Amélioration du chemin de halage au passage du Gord de l'Etroit.

4° *Amélioration de la navigation de l'Oise.* — L'avant-projet des travaux d'amélioration de la navigation de l'Oise a été présenté le 15 mai 1883 et a reçu le 19 juillet suivant l'adhésion du Conseil général des Ponts et chaussées.

Le dossier de l'enquête à ouvrir sur cet avant-projet a été adressé à M. le Ministre des Travaux publics.

5° *Amelioration de l'entrée du port de Condé.* — Un projet a été présenté pour l'amélioration de l'entrée du port de Condé du côté de l'écluse Gœulzin.

MM. les Ingénieurs de la navigation étudient d'autre part l'élargissement du passage de la porte du Marais qui faciliterait l'entrée de ce port du côté de la Belgique.

6° *Amélioration de la navigation aux abords de l'écluse de Fresnes.* — L'étude des travaux à exécuter pour l'amélioration de la navigation aux abords de l'écluse de Fresnes est terminée.

L'avant-projet en sera soumis à bref délai à l'approbation de l'Administration supérieure.

7° *Amélioration du passage de la citadelle, à Valenciennes.* — MM. les Ingénieurs poursuivent l'étude des travaux d'amélioration du passage de la citadelle à Valenciennes.

L'avant-projet du bras de décharge à établir, pour l'écoulement des eaux de l'Escaut, entre le gouffre des Moulins de la porte de Paris et l'aval de l'écluse de la Folie est entièrement achevé et sera adressé à l'Administration aussitôt après la clôture des conférences ouvertes avec le service militaire.

Cet avant-projet présente un haut intérêt pour la ville de Valenciennes dont les parties basses se trouveraient complètement assainies du fait de l'exécution des travaux qu'il comporte.

On continue d'ailleurs les pourparlers engagés avec le service du Génie au sujet de l'élargissement et de la rectification des passages étroits et sinueux du fossé de la citadelle.

On espère arriver à bref délai à une solution conforme aux intérêts de la batellerie.

8° *Amélioration du passage du Bassin-Rond.* — Le projet des travaux à exécuter pour l'amélioration de la navigation au confluent de l'Escaut et du canal de la Sensée a été approuvée par décision ministérielle du 15 avril 1884.

Lesdits travaux, adjugés le 2 mai, sont poussés aussi activement que possible.

Le Bassin-Rond a été démoli pendant le chômage, et le pont de 6^{m} établi sur l'Escaut en tête de ce bassin a été reconstruit en amont avec une ouverture de 24 mètres.

On achève actuellement à la drague le nouveau bassin d'évolution projeté au confluent des deux voies navigables.

9° *Amélioration de la Sambre.* — Conformément au vœu émis par le Conseil général, MM. les Ingénieurs ont fait lever de nombreux profils sur toute l'étendue du cours de la Sambre française canalisée de Landrecies à la frontière belge, et ils ont invité la Compagnie concessionnaire à draguer le lit de cette rivière sur tous les points où n'offrait pas la largeur ou la profondeur réglementaires.

Une drague à vapeur fonctionne à cet effet depuis le mois de septembre dernier.

Cette drague a curé la partie inférieure du bief des Etoquies ainsi que la totalité des biefs de Sassegnies, d'Hachette et de Berlaimont.

Il lui reste actuellement à curer la partie supérieure du bief des Etoquies, sur une étendue de 2,400 mètres, ainsi qu'une longueur totale de 3,800 mètres dans les biefs de Quartes, de Pont-sur-Sambre, d'Hautmont et de Marpent.

Ce travail paraît devoir être terminé avant la fin de la présente campagne.

10° *Amélioration du régime des crues du Bas-Escaut.* — Le projet d'ensemble demandé par l'Administration supérieure et comprenant la totalité des travaux néces-

saires pour garantir des inondations la partie inférieure de la vallée de l'Escaut a eté produit le 21 avril dernier.

Les conférences ouvertes sur ce projet avec les différents services intéressés seront entièrement achevées prochainement.

Canal du Nord sur Paris. (5e B.).

Dans sa séance du 24 avril 1884, le Conseil général du Nord a insisté pour que les travaux de construction du grand canal du Nord soient entrepris à bref delai, et il a renouvelé le vœu qu'il avait émis le 29 août 1883, relativement aux difficultés que rencontre la batellerie dans la traversée de Douai.

Le projet de loi relatif à la construction du canal du Nord sur Paris a été retiré, par le Sénat, de son ordre du jour où il avait d'abord figuré. Je continuerai à faire mes efforts pour qu'il y soit rétabli le plus tôt possible.

En ce qui concerne la traversée de Douai, de grandes améliorations ont été réalisées à cet égard depuis quelques années. On a exécuté d'importants travaux de curage et d'élargissement; on a reconstruit les ponts Rouge et de la Massue qui présentaient des débouchés insuffisants; on a, à l'aide d'un second toueur acquis aux frais de l'Etat, augmenté les moyens de traction mis à la disposition de la batellerie; enfin, on a installé, dans la traversée de Douai, un éclairage électrique qui permet, pendant l'hiver, de faire un service de nuit.

Grâce à ces mesures, la situation est aujourd'hui moins mauvaise qu'il y a quatre ans. Les encombrements et les retards ont diminué dans de notables proportions, quoi que le trafic continue son mouvement de progression, à tel point que pendant les cinq premiers mois de 1884, on a constaté une augmentation de 95,000 tonnes sur le tonnage de la période correspondante de 1883.

On a donc accru la capacité de fréquentation de la Scarpe-Moyenne; mais l'on est bien près, à certaines époques de l année, de dépasser la limite de cette capacité. D'un autre côté, quelques-uns des obstacles que l'on rencontre, comme les ponts tournants du chemin de fer du Nord, sont sans remède et la navigation reste difficile, lente et coûteuse.

Il n'y a qu'un moyen de remédier à cette situation et d'assurer, dans de bonnes conditions, une navigation qui se traduit par un mouvement annuel de plus de 1,600,000 tonnes, c'est de construire une dérivation extérieure, afin d éviter aux bateaux la traversée de Douai et de ses abords.

Cette dérivation, dont la nécessité et l'urgence sont reconnues depuis longtemps, constitue la première section du canal du Nord sur Paris.

Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse (5e B).

Les travaux du canal de jonction de l'Escaut à la Meuse ont été déclarés d'utilité publique par la loi du 8 juillet 1882.

M. le Ministre des Travaux publics, saisi des vœux du Conseil général en vue de la prompte exécution de ce canal, m'a fait connaître par sa dépêche du 31 octobre 1883 que la situation financière impose à l'administration le devoir rigoureux de réserver toutes ses ressources pour la continuation des entreprises en cours d'exécution, et d'ajourner momentanément celles qui ne sont pas encore commencées et au nombre desquelles figure le canal dont il s'agit.

M. le Ministre ajoute que je puis, du reste, donner au Conseil général l'assurance que l'administration ne perdra pas de vue, en temps opportun, l'intérêt qui s'attache à la réalisation de cette entreprise.

Service hydraulique. — Cours d'eau (5e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. l'Ingénieur en chef du département sur la situation du service hydraulique.

Le service hydraulique, dans le département du Nord, comprend les dessèchements et les améliorations agricoles, les curages, les irrigations, les usines à eau établies sur les cours d'eau non navigables, la pêche fluviale pour les cours d'eau, le drainage et le service hydrométrique et d'annonce des crues.

Les associations syndicales de dessèchement établies dans le département sont au nombre de 15, embrassant une étendue de 59,627 hectares. Les dépenses faites en 1884 se sont élevées à 246,759 fr. 80, savoir :

Entretien pour 59,298 hectares.....	187,205 80	246,759 fr. 80
soit par hectare 3 fr. 06.		
Travaux neufs pour 20,789 hectares.....	59,554 »	

Les renseignements détaillés contenus dans ce travail pourraient me dispenser d'entrer dans le développement des diverses parties du service; toutefois, comme les travaux qui se rapportent aux dessèchements ont une grande importance dans ce département, je crois utile de les passer successivement en revue.

1° *Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — 120 hectares de superficie. Ce dessèchement est dans une situation satisfaisante.

2° *Vallées de la Hayne et de l'Escaut.* — Le syndicat de dessèchement des vallées de la Hayne et de l'Escaut a présenté un projet ayant pour objet de dessécher, au moyen de deux systèmes de pompes à vapeur, une certaine étendue de terrains situés au territoire de Bruay, St-Saulve et Escaupont. Ce projet a été approuvé par mon arrêté du 14 novembre 1883, sous la condition que tous les frais quelconques résultant de l'exécution et de l'entretien des travaux en question seront supportés exclusivement par la Compagnie d'Anzin qui prend, en outre, à sa charge, l'entretien des digues et le curage du canal de Bruay depuis l'aqueduc de la route n° 48 jusqu'au contre-fossé de l'Escaut. Ces travaux sont en cours d'exécution.

3° *Marais de l'Epaix et de Bruay.* — 340 hectares de superficie. Les terrains dans le périmètre du dessèchement sont à l'abri des inondations en exceptant toutefois les parties où des tassements ont été occasionnés par les travaux d'extraction de la houille et pour lesquelles une machine d'épuisement sera installée par le syndicat aux frais de la Compagnie d'Anzin.

4° *Prairies de Flines-les-Mortagne.* — 140 hectares de superficie. Ce dessèchement est dans un état satisfaisant en temps ordinaire, mais au moment des grandes crues la situation est désastreuse. Par arrêté du 22 avril 1884, j'ai ordonné le curage de la Calonne. L'exécution de ce travail était rendue nécessaire par l'état complet d'abandon dans lequel le cours d'eau avait été laissé depuis longtemps. Les travaux ont été terminés en juin dernier.

5° *Marais de la Vergne.* — 113 hectares de superficie. Le syndicat a été institué par mon arrêté du 15 septembre 1883. Le syndicat a exécuté en 1883 quelques travaux d'endiguement sur le ruisseau de la Vergne, des curages dans les artères secondaires et la réparation de plusieurs vannes de dessèchement et d'irrigation Le quartier bas de l'Ecouflère a été assaini par la création d'une artère principale.

6° *Vallée de la Naville.* — 416 hectares de superficie. Le dessèchement a été notablement amélioré par l'approfondissement du lit de la Naville et par l'abaissement des siphons de Denain situé à 1,200 mètres en aval de Lourches. L'amélioration qui s'est produite aussitôt après l'achèvement de ces travaux s'est maintenue depuis, et quand une grande partie de la vallée de l'Escaut était submergée, le village de Lourches a évité l'inondation. Le syndicat s'occupe de compléter l'amélioration par un élargissement de la Naville à l'aval du siphon de Denain et par la modification des têtes des siphons de Lourches et de Denain.

7° *Marais de Bourlain et Trith.* — 189 hectares de superficie. Le syndicat voudrait voir la situation des terres s'améliorer, mais sans faire de travail dispendieux Chaque année, on exécute le curage des fossés particuliers dont l'état laisse le plus à désirer. La suppression de la chute du moulin de la citadelle de Valenciennes, permettrait d'améliorer foncièrement la situation des marais de Bourlain et de Trith : on n'aurait qu'à faire passer les eaux de ce marais, en siphon sous l'Escaut navigable et à les jeter dans le bief abaissé du moulin de la citadelle.

8° *Vallée de la Scarpe.* — 10,792 hectares de superficie. Le syndicat de dessèchement profite des curages et des reconstructions d'ouvrages pour augmenter la section des artères de dessèchement et en relever les digues ; il a fait exécuter divers projets en vue de réparer les dégradations ou d'atténuer les inondations sur les points avariés ou menacés pendant les crues.

La subvention de 135,000 fr. accordée au syndicat de dessèchement de la vallée

de la Scarpe par décret du 14 novembre 1881, et imputable sur les fonds des travaux d'amélioration de la Scarpe inférieure, s'applique aux travaux ci-après :

Dessèchement mécanique de Roost-Warendin ;
Dérivation de la Rache ;
Dérivation du courant de Coutiches ;
Dérivation de la grande Traitoire ;
Dérivation du Bouchard.

Le dessèchement mécanique de Roost-Warendin fonctionne depuis 1882 et donne d'excellents résultats.

L'avant-projet de dérivation de la Rache dans le Godion a été soumis à une enquête d'utilité publique du 24 juillet au 14 août en exécution de la décision ministérielle du 24 mai 1884. Cette même décision prescrit l'ouverture d'une conference avec le Génie militaire.

L'instruction de l'affaire suit son cours.

MM les Ingénieurs du service hydraulique ont été invités à compléter l'avant-projet de la dérivation de Coutiches dans les conditions déterminées par la dépêche ministérielle du 26 mars 1884. Aussitôt que les renseignements complémentaires demandés auront été produits, le dossier de l'affaire sera soumis à l'avis de la Commission d'enquête, puis transmis à M. le Ministre de l'Agriculture pour décision définitive. La dérivation du courant de Coutiches ne pourra être exécutée qu'après que la Rache aura été dérivée dans le Godion.

Par décision du 3 août 1882, M. le Ministre de l'Agriculture a accordé au syndicat de la Scarpe une subvention de 13,000 fr. pour l'exécution du projet de rehaussement des digues de la grande Traitoire et du Décours. C'est au syndicat qu'il appartient d'exécuter ces travaux.

Avant de prononcer la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation du Bonchard, M. le Ministre de l'Agriculture a fait connaître, par dépêche du 31 mai 1883, qu'il y avait lieu d'attendre que l'exécution de la dérivation de la Rache dans le Godion permette d'apprécier le régime qui en résultera pour ce cours d'eau et l'avantage qu'il pourra y avoir, pour le syndicat, à modifier quelques unes des dispositions de son avant-projet.

9° *Vallée de la Sambre.* — La vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontiere belge, a été divisée en quatre syndicats, savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles. — 723 hectares de superficie. Le syndicat fonctionne bien et les résultats obtenus sont satisfaisants. Des ouvrages seront établis en 1885 pour l'amélioration des prairies situées entre Landrecies et l'Helpe mineure.

Haute-Sambre, rive gauche, siégeant à Hachette. — 64 hectares de superficie. Le syndicat a remis en état tous les fossés de l'association négligés depuis plusieurs années. Leur entretien courant sera effectué en temps utile.

Moyenne-Sambre, siégeant à Berlaimont. — 434 hectares de superficie. Le syndicat fonctionne dans de bonnes conditions.

Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge. — Il résulte d'une étude sommaire que tous les terrains qui forment le périmètre de ce syndicat peuvent déverser directement leurs eaux dans la Sambre ou dans le contre-fossé du chemin de halage. On doit inférer de cette disposition des lieux, que chaque propriétaire peut exécuter les travaux nécessaires à sa propriété et qu'il y a lieu de laisser l'exécution de ces travaux à l'initiative individuelle.

L'action du syndicat n'étant nécessaire que pour l'exécution des travaux communs à plusieurs propriétés, on comprend qu'aucun travail n'ait été exécuté par lui jusqu'ici. Son rôle doit se borner à inviter les propriétaires à exécuter les travaux qui sont utiles à leurs propriétés et à veiller sur les agissements de la Compagnie de la Sambre en ce qui concerne la tenue des eaux et les contrefossés. L'état de ces derniers est l'objet de soins constants du service du contrôle, qui a prescrit à la Compagnie concessionnaire de la Sambre l'établissement des buses sous le chemin de halage, partout où cela était nécessaire au dessèchement.

10° *Prairies de Landrecies.* — 87 hectares de superficie. Les syndics ont été nommés par un arrêté du 22 juin 1883 et le directeur par ma décision du 5 décembre suivant. Le projet de budget, le rôle de cotisation et l'état de répartition des dépenses à faire en 1884 ont été approuvés le 28 avril dernier.

11° *Association des Wateringues du Nord.* — L'association, divisée en quatre sections qui sont dirigées chacune par un Conseil d'administration séparé, comprend une superficie totale de 38,880 hectares.

1re Section. — 9,203 hectares de superficie. L'administration supérieure a reconnu la nécessité de restituer à l'écoulement du Schelvliet, son ancienne indépendance, et elle a décidé qu'un débouché spécial à la mer serait créé à cet effet aux frais de l'État, à l'est du port de Gravelines. Ce travail, dont l'exécution a été confiée au service maritime, a été terminé en 1883.

La Commission administrative de la 1re Section s'est occupée de son côté de rechercher les moyens de tirer tout le parti possible de cette nouvelle voie d'évacuation; elle a présenté un avant-projet d'élargissement et de rectification du Schelvliet, s'élevant à 300,000 fr.

Elle demande le concours de l'État pour moitié dans la dépense. Le Conseil général a appuyé cette demande sur laquelle l'Administration supérieure n'a pas encore statué.

2e *Section.* — 10,189 hectares de superficie. La deuxième section est circonscrite par la rivière de l'Aa et par les canaux de la Haute-Colme, de Bourbourg et de Bergues à Dunkerque.

Les travaux en cours d'exécution ou à l'étude sont indiqués dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef.

3e *Section.* — 8,509 hectares de superficie. La troisième section est limitée par la route nationale n° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten et de Quaëdypre.

L'amélioration de la Haute-Colme autorisée par décret du 26 juillet 1881 et dont la réalisation est poursuivie avec la plus grande activité, diminuera la hauteur et la durée des crues.

Le service des voies navigables du Nord a présenté un avant-projet d'amélioration du canal de Bergues dont la réalisation intéresse à un haut degré la troisième section des Waeteringues. Cet avant-projet est actuellement soumis à l'enquête d'utilité publique.

En vue de cette réalisation, la troisième section a étudié pour l'amélioration de son territoire un projet qui monte à 300,000 fr.

4e *Section.* — 10,884 hectares de superficie. La quatrième section, comprise entre les dunes du littoral à l'est de Dunkerque, le canal de Bergues à Dunkerque, la route nationale n° 40 et le versant nord du bassin de l'Yser, est celle qui laisse le plus à désirer sous le rapport du dessèchement. Les améliorations indiquées par M. l'Ingénieur en chef seront, pour la plupart, poursuivies aussitôt qu'on sera fixé sur la question de l'agrandissement de la ville de Dunkerque.

L'amélioration du bassin connu sous le nom de *Moëres* d'Hondschoote dépend surtout de l'augmentation de section du canal de Bergues ; elle dépend aussi de l'augmentation de section des ponts de la Basse-Colme, la reconstruction de ces ponts a été approuvée par l'administration supérieure et leur exécution sera prochaine.

12° *Grandes-Moeres.* — 2,091 hectares de superficie. La situation des Moeres est toujours assez bonne.

13° *Marais de Lauwin-Planque.* — 250 hectares de superficie. L'entretien de ce petit dessèchement est nul ou à peu près.

14° *Près Duhem.* — 76 hectares de superficie. Ce dessèchement, à l'état complet d'entretien depuis 1856, se trouve dans une situation satisfaisante.

15° *Marais de la Haute-Deûle.* — 1,223 hectares de superficie. L'agence du syndicat des marais de la Haute-Deûle ne fonctionne plus depuis la mort de son président et la démission de plusieurs de ses membres.

Plusieurs tentatives de reconstitution n'ayant eu aucun résultat, quelques sociétaires, représentés par Me Courmont, notaire honoraire à Lille, se sont mis en instance pour obtenir la liquidation de la société. M. le Ministre de l'Agriculture a, le 1er août 1882, rejeté une demande tendant à ce que l'Administration nommât un liquidateur d'office. Cette dé-

cision du 1er août 1882 n'est plus susceptible d'appel, et rien ne s'oppose à ce que Me Courmont obtienne du Tribunal civil de Lille la solution qui intéresse l'agence du dessèchement.

Curages : Les associations syndicales de dessèchement font curer les cours d'eau compris dans leur périmètre ; il existe, en outre, des associations syndicales qui ont été organisées spécialement pour le curage de certains cours d'eau du département et qui sont indiquées ci-après :

Syndicat de l'Espierre et du Trichon. — Ce syndicat organisé pour le curage de l'Espierre et du Trichon, sur le territoire de Roubaix, marche d'une manière satisfaisante.

Syndicat de la rivière des Laies. — Le syndicat a été invité à créer les ressources nécessaires pour l'exécution des travaux les plus urgents.

Syndicat de Solre-le-Château. — Ce syndicat qui ne comprend que le curage de la Solre, dans la traversée de Solre-le-Château, ainsi que la répartition des eaux entre la partie haute et la partie basse de la ville, n'a fait exécuter aucun travail en 1883.

Curage des cours d'eau servant de frontière. — La Commission internationale, chargée d'étudier les mesures à proposer pour l'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique, a soumis à l'examen de l'administration belge un projet de règlementation pour l'entretien et le curage des cours d'eau non navigables et mitoyens et leur rétablissement dans leur état normal. Ces propositions ont été approuvées par la convention internationale du 22 juin 1882 et par le décret du 23 août de la même année. Des mesures sont prises par les deux administrations pour faire procéder aux curages les plus urgents, et pour permettre l'exécution de la convention précitée en ce qui concerne les cours d'eau mitoyens entre le département du Nord et le Hainaut.

Curage de l'Helpe-Mineure. — Les dépenses exécutées pour le curage et le faucardement de l'Helpe-Mineure s'élèvent à 6,084 fr. 25, il reste à dépenser 2,077 fr. 60.

La Marque. — Le lit de la Marque est en bon état. Il convient d'augmenter le débouché des ouvrages d'art trop étroits ou mal établis.

Le pont de la route départementale n° 19, à Forest, a été reconstruit en 1883, et on lui a donné 6m 50 de largeur droite entre culées. La route a été relevée aux abords sur 900m environ. Le projet de reconstruction du pont de la route nationale n° 41 à Tressin, a été étudié et sera présenté incessamment. On ne pourra réunir les intéresses en syndicat que si cette proposition réunit les conditions de majorité prescrite par la loi de 1865.

Curage de l'ancienne rivière d'Aa et de ses affluents sur le territoire de Gravelines. — Les travaux s'exécutent dans de bonnes conditions.

Amélioration partielle des canaux d'Armentières. — Un arrêté préfectoral du 21 juillet 1881 a prescrit l'amélioration partielle des canaux d'Armentières. La ville

d'Armentières a réalisé cette amélioration pour la partie comprise entre l'aval du tissage Béghin et le confluent dans la Lys.

Amélioration de la Méteren-Becque. — Le projet d'amélioration de la Méteren Becque comprenant la reconstruction de plusieurs ponts et la réfection du barrage Blanquart, a été adressé à M. le Ministre qui a autorisé la mise à l'enquête d'utilité publique. Ce projet a été approuvé en principe par les Conseils municipaux et le Conseil général. Des propositions ont été soumises à M. le Ministre de l'Agriculture, en vue d'obtenir une subvention égale au tiers des dépenses à faire.

Dessèchement mécanique de Thun. — La commune de Thun a présenté un projet de dessèchement mécanique pour son territoire (310 hectares).

La dépense est évaluée à 8,000 fr. Elle sollicite une subvention de l'État et du syndicat de la vallée de la Scarpe, qui a cette affaire entre les mains.

Amélioration de la becque de Steenwerck. — Le curage des courants de la Philippoterie et du Kirlem a été prescrit par mon arrêté du 18 juillet 1883 ; il n'a pas été procédé immédiatement à ce curage parce qu'on attendait l'exécution des ouvrages d'art qu'on fait actuellement. Le curage de ces deux courants sera exécuté d'office s'il n'est pas fait par les riverains à la date du 1er septembre 1884.

Assainissement des terrains autour de la place de Condé. — Un certain nombre d'habitants du canton de Condé ont formulé une plainte au sujet d'affaissements considérables du sol autour de Condé. Ces affaissements sont dus à l'exploitation des mines d'Anzin. Une décision ministérielle du 20 juin 1884 prescrit des conférences afin de faire exécuter, par la compagnie, les travaux nécessaires à l'écoulement des eaux.

Amélioration de l'Hogneau. — La Commission administrative a été nommée par arrêté préfectoral du 27 octobre 1883.

Dessèchement du faubourg de Paris à Valenciennes, — Sur la demande d'un grand nombre d'habitants du faubourg de Paris à Valenciennes, M. le Ministre de l'Agriculture a prescrit l'étude d'un projet ayant pour but d'améliorer les conditions de l'écoulement des eaux dans ce faubourg. Cette étude a été faite. On attend pour la continuer que le service de la navigation ait pris une décision relativement à l'acquisition du moulin de la citadelle.

Assainissement des cours d'eau. — Les peigneurs de laines de l'arrondissement d'Avesnes ont été mis en demeure d'épurer les eaux qu'ils déversent dans les Helpes et leurs affluents ; des essais d'épuration se font actuellement dans diverses usines de Fourmies et de Wignehies.

MM. Delattre procèdent à l'épuration des eaux de leur usine de Dorignies, près Douai.

Par une décision en date du 2 juillet 1883, M. le Ministre des Travaux Publics a

prescrit de mettre en demeure les propriétaires des établissements industriels, déversant des eaux dans l'Espierre ou ses affluents, soit directement, soit par l'intermédiaire des égoûts ou fossés y aboutissant, de prendre les mesures nécessaires pour n'envoyer au-dehors de leur établissement que des résidus liquides, convenablement épurés et clarifiés, c'est-à-dire ne renfermant plus de matières graisseuses ou autres produits organiques fermentescibles et présentant d'ailleurs une réaction legèrement alcaline.

Cette mise en demeure a été faite. Les peigneurs de Roubaix, constitués en syndicat, se sont réunis le 19 juin et, à la date du 20, M. Amédée Prouvost fils, secrétaire de la Mutualité des peigneurs de laine, donnait connaissance que les peigneurs travaillaient activement la question de l'épuration des eaux grasses provenant du lavage des laines, que plusieurs établissements ont déjà commencé l installation du matériel destiné à ce travail, et que les autres ne tarderont pas à suivre cet exemple. Cette question me préoccupe beaucoup, et je fais tous mes efforts pour qu'une solution définitive soit rendue le plus promptement possible.

Des travaux destinés à permettre l'utilisation des huiles et graisses sont en cours d'exécution dans le peignage de laines appartenant à M. Vinchon, à Roubaix. Des fours à potasse fonctionnent dans plusieurs peignages.

M. l'Ingénieur en chef Doniol s'acquitte de ses fonctions délicates avez zèle, intelligence et activité.

VŒUX (SUITE DONNÉE) .

1° *Waeteringues. Amélioration des bassins du Schelfvliet, du Vliet et du Duyckergracht.* — M. le Ministre de l'Agriculture a accordé une subvention de 1/3 de la dépense aux première et deuxième sections des Waeteringues et a transmis l'affaire à son collègue des Travaux Publics pour examiner la question de subvention sur les fonds de ce ministère. L'instruction se poursuit.

2° *Amélioration de la Méteren-Becque.* — Une demande a été adressée à M. le Ministre de l'Agriculture en vue d'obtenir pour les travaux d amélioration projetés de la Méteren-Becque, une subvention égale au tiers de la dépense à faire : cette dépense est estimée à 13,500 fr., y compris l'achat de la retenue d'eau du moulin Viéren.

3° *Travaux d'amélioration à exécuter par le syndicat de dessèchement de la vallée de la Scarpe.* — La Commission syndicale vient d'être reconstituée, et elle sera ainsi en mesure de faire exécuter les travaux dès qu'ils auront été définitivement approuvés.

L'état de ces travaux est indiqué ci-dessus.

4° *Réparation des digues enlevées au marais de la Bruyère ainsi que de celles de la Traitoire et du Décours.* — Le procès verbal de réception définitive des travaux exécutés en aval de St-Amand, pour les digues de la Traitoire et du Décours, a été

approuvé. Le projet des travaux à faire en amont de St-Amand a été retourné au syndicat pour être complété.

5° *Endiguement et amélioration de la Riviérette qui est un agent d'inondation pour St-Amand et Nivelles.* — Les travaux de restauration des digues de la Riviérette sont compris au décret déclaratif d'utilité publique de l'amérioration de la Scarpe inférieure en date du 14 novembre 1881. Une décision du 3 décembre 1881 a mis à la charge de l'État ces travaux qui doivent être exécutés par le service des voies navigables.

La situation financière ne permet pas, quant à présent, de créditer les travaux repris au décret précité.

6° *Dessèchement des terrains de la vallée de la Sensée.* — A la suite de pétitions faites par divers habitants de Féchain, Hem-Lenglet, Paillencourt, Estrun, Marquette, Marcq, Wavrechain et Bouchain. relatives aux inondations auxquelles sont exposés les terrains situés le long de la rivière de la Sensée, j'ai. sur la proposition de MM. les Ingénieurs du service hydraulique et par un arrêté du 3 décembre 1883, soumis à une enquête de quinze jours dans toutes les communes intéressées, un arrêté de curage à effectuer par application des articles 1, 3 et 4 de la loi du 14 floréal an XI. Cette enquête a eu lieu du 16 au 27 décembre 1883, et a provoqué plusieurs observations ou réclamations qui ont été examinées par MM. les Ingénieurs.

Par arrêté du 25 juillet dernier, j'ai ordonné le curage, à vieux fonds vieux bords une fois par an au mois de février, de la rivière de la Sensée au territoire des communes comprises entre la limite des départements du Nord et du Pas-de-Calais et le confluent dans l'Escaut. Les barrages non autorisés et tous autres obstacles artificiels à l'écoulement des eaux seront enlevés par ceux qui les ont établis. Indépendamment des curages, un faucardement général sera fait dans les mois de mai et juillet ou plus souvent si cela est reconnu nécessaire.

La question relative à l'exécution des travaux destinés à protéger les terrains riverains contre les envahissements de la Sensée, a fait l'objet d'une étude dont les résultats sont ci-joints. Pour assainir les marais des Bezelles et de Mardîchon, il convient d'y faciliter l'écoulement des eaux et d'y maintenir les fossés en bon état de curage. L'administration tiendra la main à l'exécution de ce travail.

7° *Rivière des Laies.* — Le syndicat ne pourra exécuter des travaux que lorsqu'il aura créé les moyens de faire face aux dépenses qu'ils occasionneront. Il faut donc, avant tout, remplir les formalités nécessaires pour établir le périmètre de l'association syndicale, ce qui est indispensable pour déterminer les immeubles aux propriétaires desquels les cotisations doivent être demandées. J'ai invité le syndicat à préparer le plan périmétral; ce plan n'a pas encore été produit.

Industrie minérale (2° B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport de M. l'Ingénieur en chef des mines sur la situation de l'industrie minérale dans le département du Nord pendant l'année 1883.

Ce rapport contient des renseignements intéressants sur toutes les parties du service ; je les signale à l'attention de l'Assemblée.

Les résultats de l'année 1883 ont été aussi satisfaisants que ceux de l'année 1882 pour les exploitations houillères du département du Nord. Quoique les prix de vente aient peu varié, l'extraction a augmenté dans une proportion notable pour quatre compagnies sur sept. C'est la Compagnie d'Anzin qui a le plus réduit son extraction. La production totale des houillères du département s'est élevée en 1883 à 3,789,067 tonnes, chiffre supérieur de 11,437 tonnes à celui de 1882, ou environ 0,3 % de la production totale : c'est le 1/10 de l'accroissement obtenu l'année précédente.

L'extraction de 1883 est supérieure à toutes celles qui ont été atteintes jusqu'à ce jour.

Le nombre des ouvriers employés par les Compagnies houillères a été, en 1883, de 19,880. Il avait été, en 1882, de 20,056. Cette diminution a porté surtout sur le nombre des ouvriers du fond.

La production moyenne, par ouvrier du fond, s'est élevée à 244 tonnes. Elle avait été de 243 tonnes en 1882.

Le total des salaires, payés en 1883, a été de 21,593.952 fr., ce qui correspond à 1.086 fr. 21 de salaire moyen par ouvrier du fond et du jour. En 1882, le total des salaires a été de 20 832.725 fr., ce qui correspond à 1,033 fr. 72 de salaire moyen par ouvrier du fond et du jour. Il y a donc une augmentation sensible.

Il y a eu une certaine augmentation de la dépense en main-d'œuvre, de 1882 à 1883, pour les Compagnies d'Anzin, Aniche, Escarpelle, Vicoigne et Fresnes-midi ; les autres Compagnies ont au contraire été en diminution.

Les prix de vente moyens réalisés par les Compagnies ont été à peu près les mêmes que ceux de l'année 1882.

Le nombre de fosses en exploitation, pendant le cours de l'année 1883, a été de 42. Le nombre des fosses en creusement ou en préparation a été de 3, dont une à Anzin, une Aniche, une à Crespin.

Les fosses en exploitation, en 1883, sont réparties ainsi qu'il suit : *Anzin*, 17 fosses, soit 2 de moins qu'en 1882. L'extraction annuelle moyenne, par fosse, a été de 135,000 tonnes chiffre supérieur d'environ 10 % à celui de l'année précédente. — *Aniche*, 9 fosses. — *Escarpelle*, 5 fosses. — *Douchy*, 5 fosses, 3 ont été consacrées au service de l'aérage. — *Vicoigne*, 3 fosses. La 4e est restée en chômage d'une manière permanente. *Fresnes-Midi*. 2 fosses. — *Azincourt*, une fosse. — Depuis le rachat de la concession par la Compagnie des transports de Saint-Dizier la situation des travaux du fond a été sensiblement améliorée.— *Crespin*, les travaux de fonçement de l'avaleresse de Quiévrechain ont été poursuivis dans le courant de l'année dernière.

Les concessions de St-Aybert, de Bruille, de Château-l'Abbaye, d'Hasnon, d'Odomez et de Marly, sont restées inexploitées pendant tout le cours de 1883.

Aucune demande en concession ou extension du périmètre n'est en instance devant l'administration.

Les accidents survenus, en 1883, dans les mines de houille, ont occasionné la mort de 17 ouvriers, ce qui correspond à une victime pour 1.169 ouvriers. La proportion avait

été en 1882, de une victime pour 1,432 ouvriers, en 1881, d'une victime pour 1,889 ouvriers.

La consommation de la houille dans le département du Nord en 1883, a été de 5,274,815 tonnes dont :

Houille du Nord.....	2,254,239	tonnes.
— du Pas-de-Calais.....	1,715,118	
— de Mons et du Centre.....	833,179	
— de Charleroi	459,100	
— d'Angleterre	13,179	
— des bassins allemands.....	»	
Total égal.....	5,274,815	tonnes.

Il y a eu, en 1883, une augmentation de consommation de 21,716 tonnes, par rapport à 1882 soit 0,4 % environ.

Neuf tourbières situées dans l'arrondissement de Dunkerque (vallée de la Colme) ont été exploitées en 1883 ; elles ont produit 340 quintaux de tourbe d'une valeur totale de 476 fr.

Les mines de fer, concédées dans le département du Nord, sont au nombre de 6. Aucune n'a été exploitée en 1882.

Le nombre des carrières exploitées, en 1883, dans le département du Nord, est de 820, dont 36 carrières souterraines occupant 146 ouvriers, et 784 carrières à ciel ouvert occupant 2,013 ouvriers.

Les carrières souterraines sont situées principalement dans les environs de Lille, Fâches, Haubourdin, Hellemmes, Lesquin, Lezennes, Loos, Phalempin, Seclin et dans les environs de Valenciennes, Rubécourt, Vendegies-sur-Ecaillon, Petite-Forêt de Raismes, La Sentinelle, Saint-Saulve, Hordain et Avesnes-le-Sec.

La production des usines à fer a diminué dans une proportion notable pour tous les produits à l'exception de l'acier Bessemer. L'augmentation de la production en acier est due à la création d'une nouvelle usine située faubourg de Cambrai, à Valenciennes.

L'usine à zinc d'Auby les-Douai a produit, en 1883, 10,597 tonnes de zinc brut, vendues au prix moyen de 394 fr. La production, en 1882 avait été de 11.023 tonnes. 118 usines à vapeur nouvelles ont été mises en activité, en 1883, dans le département du Nord, 48 ont été supprimées. Le nombre total des usines du département renfermant des appareils à vapeur, s'élevait à 3,611 au 31 décembre 1883, y compris les usines en chômage.

4 explosions d'appareils à vapeur se sont produites en 1883. 4 personnes ont été tuées et 3 ont été plus ou moins grièvement blessées.

Affaissements résultant de l'exploitation des mines d'Anzin. (5° B.).

Dans sa séance en date du 24 avril 1884, le Conseil général a émis le vœu que des mesures préservatrices fussent prises au sujet des affaissements considérables du sol

résultant de l'exploitation des mines d'Anzin, et qui compromettraient la salubrité publique.

Cette question a fait l'objet d'une enquête à laquelle il a été procédé conformément aux instructions de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 29 mars dernier ; MM. les Ingénieurs des mines et du service hydraulique ont été consultés, et, après avoir pris l'avis du Conseil général des Mines, M. le Ministre des Travaux publics, par une dépêche en date du 20 juin 1884, m'a chargé d'inviter la Compagnie d'Anzin à dresser le plus promptement possible un projet des travaux à exécuter pour l'assèchement des marécages, produits par l'exploitation de la fosse Chabaud-Latour, au moyen de machines à vapeur élevant les eaux stagnantes, et les rejetant dans le canal du Jard ou ses affluents.

La Compagnie a été mise en demeure de produire le plus tôt possible le projet demandé qui sera ensuite soumis à une conférence entre les divers services intéressés. par application de la circulaire du 12 juin 1850.

Je ne négligerai rien pour que l'instruction de cette affaire soit poussée le plus activement possible.

Jury d'expropriation, (4e B.)

Aux termes de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, le Conseil général doit, dans sa session annuelle, désigner, pour chaque arrondissement de sous-préfecture, 36 personnes au moins et 72 au plus, ayant leur domicile réel dans l'arrondissement et parmi lesquelles seront choisis, jusqu'à la session suivante du Conseil général, les membres du jury spécial appelés, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique

Je prie l'Assemblée de vouloir bien procéder à la formation de ce travail. Je lui remets à cet effet un cadre préparé pour recevoir les noms des jurés à désigner pour le service de 1884-1885 et le tableau arrêté en 1883, sur lequel j'ai rayé le nom des jurés qui, ayant siégé pendant les années 1883-1884, doivent être éliminés de la nouvelle liste.

Il est très important que cette liste soit dressée avec un grand soin, et notamment que les noms et prénoms. qualités et domiciles des jurés y soient inscrits exactement sans lacune. J'ai l'espoir que MM. les membres de l'Assemblée voudront bien tenir compte de cette observation.

Pêche fluviale. — Interdiction. (2e B.)

En exécution de l'art. 2 du décret du 10 août 1875 et de l'art. 1er du décret du 18 mai 1878, portant règlement sur la pêche fluviale, les Préfets peuvent, chaque année, par des arrêtés rendus, après avis des Conseils généraux, interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre des périodes mentionnées dans le décret de 1878, lorsque cette interdiction est nécessaire pour protéger les espèces prédominantes.

Les époques pendant lesquelles la pêche est interdite sont fixées comme il suit :

« 1° Du 20 octobre au 31 janvier est interdite la pêche du saumon, de la truite et de » l'ombre-chevalier ;

» 2° Du 15 novembre au 31 décembre est interdite la pêche du lavaret ;

» 3° Du 15 avril au 15 juin est interdite la pêche de tous les autres poissons et de » l'écrevisse. »

Conformément à l'avis du Conseil général, un arrêté préfectoral du 23 férier 1884, a interdit, dans toute l'étendue du département du Nord, du 15 avril exclusivement au 15 juin 1884 inclusivement, la pêche de tous les poissons et de l'écrevisse, à l'exception du saumon, de la truite, de l'ombre-chevalier, du lavaret, des aloses, des éperlans et de l'anguille. La pêche de l'anguille a été autorisée sous la réserve que les dimensions des mailles des filets où l'espacement des verges auraient seize millimètres au moins, et à l'exclusion complète d'engins spéciaux.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport par lequel MM. les Ingénieurs en chef, réunis en conférence, proposent d'appliquer, en 1885, les mesures qui ont été arrêtées pour l'année 1884.

Je prie le Conseil général de vouloir bien exprimer son avis à cet égard.

Pêche fluviale. — Révision et renouvellement des réserves pour la reproduction du poisson (2e B.).

Un décret en date du 2 avril 1880, rendu en exécution de la loi du 31 mai 1865, a désigné les parties de fleuves, rivières et canaux navigables à réserver pour la reproduction du poisson, pendant 5 ans à partir du 1er janvier 1880. C'est donc le 31 décembre prochain qu'expire la période fixée par ce décret.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, par application de l'art. 1er de la loi précitée du 31 mai 1865, les propositions présentées par MM. les Ingénieurs pour la révision et le renouvellement des réserves de pêche dans les cours d'eau de ce département.

M. l'Ingénieur en chef Gruson, chargé du service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, expose que le décret du 2 avril 1880 n'a établi aucune réserve sur les voies navigables de son service et propose de n'en pas créer lors du renouvellement de ce décret, les dites voies étant placées dans des conditions telles que les réserves ne peuvent exercer une influence sérieuse sur le repeuplement.

M. l'Ingénieur en chef Derôme, chargé du service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris, propose : 1° d'adjoindre à la seule réserve du versant Nord du canal de St-Quentin, les parties de l'Escaut non navigable comprises dans les dépendances du canal et dans lesquelles sont pratiquées les principales prises d'eau d'alimentation; 2° de classer comme réserve, pour arrêter le dépeuplement de l'Escaut navigable, tous les emplacements favorables à la reproduction qu'il est possible de surveiller d'une manière efficace ; 3° d'étendre les réserves instituées sur la Sambre canalisée à l'amont et à l'aval de chaque barrage, de manière à y comprendre les différents bras de décharge qui for-

ment des emplacements très favorables pour la reproduction et qui peuvent être facilement surveillés avec tout le soin nécessaire.

M. l'Ingénieur en chef du service maritime expose qu'il n'a jamais été créé de réserves sur les canaux dépendant de son service et ne propose l'établissement d'aucune réserve.

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner son avis sur les propositions dont il s'agit.

Pêche et salaisons. — Opérations. (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec quatre relevés statistiques, copie de la dépêche en date du 16 juin dernier, par laquelle M. le Ministre des Finances a fourni à son collègue du Commerce les éléments qui permettront, sans doute, d'arriver prochainement à une solution sur la question relative au régime des ateliers de salaisons et à l'emploi des sels étrangers.

J'ai recommandé cette question à la bienveillante attention de M. le Ministre du Commerce.

Chasse. (2e B.)

Chaque année, le Conseil général est appelé, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 30 janvier 1874, à émettre son avis sur la question de savoir si la chasse à courre, à cor et à cris, doit être prolongée au-delà du terme fixé pour la clôture de la chasse.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien faire connaître si, comme les années précédentes, il y a lieu de fixer une seule date de fermeture.

Postes, télégraphes, téléphones (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, en ce qui concerne les postes les télégraphes et les téléphones :

1° Un rapport de M. le Directeur des postes et des télégraphes du Nord ;

2° Un rapport de M. le Directeur-Ingénieur, sur la situation du service technique.

Postes. — 168 bureaux sont en activité ; 4 le seront dans un délai rapproché. — 29 demandes de créations nouvelles sont en instance. — Il n'est toujours créé que 100 bureaux par an pour toute la France ; il en faudrait 500 pendant deux ou trois exercices pour donner satisfaction aux besoins constatés.

On compte 1,051 boîtes aux lettres dans le département. Pour 295, la levée n'a lieu qu'une fois par jour.

Le solde des dépôts à la caisse d'épargne postale s'élevait au 30 juin 1884 à 2,268,761 francs, répartis entre 14,619 livrets.

Télégraphes. — 166 bureaux sont en activité.

Le réseau comprend 2,155 kilomètres de lignes et 5,896 kilomètres de fils de toute nature.

Téléphones. — Le réseau de Roubaix-Tourcoing comprend aujourd'hui 222 abonnés, qui, moyennant un abonnement annuel de 200 fr. peuvent : 1° Correspondre gratuitement entre eux ; 2° Recevoir ou transmettre par le téléphone, sans augmentation de taxe, les dépêches privées destinées au réseau général.

Ces abonnés peuvent, en outre, communiquer directement par le téléphone, moyennant la taxe réglementaire de 0,50 par cinq minutes de conversation avec les abonnés d'autres réseaux exploités par l'état. Cette taxe peut être remplacée par un abonnement de 18 fr. par mois ou de 25 fr. pour deux bureaux de réseaux différents. La même faculté leur est donnée pour les relations avec les concessionnaires de lignes téléphoniques reliées à un bureau de l'administration, et notamment avec ceux desservis par les bureaux de Lille et d'Halluin.

Un réseau semblable ne tardera pas à être mis en activité à Dunkerque.

Le nombre des concessions privées était au 1er juillet 1884, de 226. — Celui des postes de toute nature desservis par le réseau d'intérêt privé s'élevait à 462.

M. le Directeur des postes et des télégraphes donne par arrondissement, le détail des améliorations réalisées depuis le 1er juillet 1883, et fait connaître la suite qui a pu être donnée aux vœux émis par le Conseil général dans sa dernière session d'avril. Son rapport ainsi que celui de M. le Directeur-Ingénieur sont imprimés ci-après avec les rapports des chefs de service. Je prie le Conseil général de vouloir bien s'y reporter pour ces renseignements.

Les recettes postales et télégraphiques effectuées dans le département du Nord pendant les années 1881, 1882, 1883. se chiffrent comme suit :

NATURE DES RECETTES	RECETTES DE L'EXERCICE			RESULTATS COMPARATIFS des deux derniers exercices	
	1881.	1882.	1883.	Augmentation.	Diminution
Produit net de la taxe des lettres.....	4.033.165	4.166.614	4.427 535	260.921	»
Droit perçu sur les envois d'argent.....	141.114	154 036	170 119	16.083	»
Recettes diverses et accidentelles des postes.....	1.722	2.583	2.651	68	»
Produit net des taxes de la télégraphie	908.299	867.370	851.658	»	15.712
Recettes diverses et accidentelles des télégraphes.	19.473	19.272	18.485	»	787
Totaux.....	5.103.773	5.209.875	5.470.448	277.072	16.499
			Augmentation.....	260.573	

Les produits réalisés accusent une augmentation comparativement à l'année 1882, malgré la diminution, d'ailleurs peu sensible, qui continue à affecter les recettes télégraphiques.

Sections électorales municipales (2e B)

Les dispositions de la loi du 5 avril 1884, concernant les Sections électorales municipales sont ainsi conçues :

« Article 11. — L'élection des membres du Conseil municipal a lieu au scrutin de liste pour toute la commune.

» Néanmoins, la commune peut être divisée en sections électorales, dont chacune élit un nombre de conseillers proprotionné au chiffre des électeurs inscrits, mais seulement dans les deux cas suivants :

» 1° Quand elle se compose de plusieurs agglomérations d'habitants distinctes et séparées ; dans ce cas. aucune section ne peut avoir moins de deux conseillers à élire :

» 2° Quand la population agglomérée de la commune est supérieure à 10,000 habitants; dans ce cas, la section ne peut être formée de fractions de territoire appartenant à des cantons ou à des arrondissements municipaux différents. Les fractions de territoire ayant des biens propres ne peuvent être divisées entre plusieurs sections électorales.

» Aucune de ces sections ne peut avoir moins de quatre conseillers à élire.

» Dans tous les cas où le sectionnement est autorisé, chaque section doit être composée de territoires contigus.

» Art. 12. — Le sectionnement est fait par le Conseil général, sur l'initiative soit d'un de ses membres, soit du préfet, soit du Conseil municipal ou d'électeurs de la commune intéressée.

» Aucune décision en matière de sectionnement ne peut être prise qu'après avoir été demandée avant la session d'avril ou au cours de cette session au plus tard. Dans l'intervalle entre la session d'avril et la session d'août, une enquête est ouverte à la mairie de la commune intéressée, et le Conseil municipal est consulté par les soins du préfet,

» Chaque année, ces formalités étant observées, le Conseil général, dans sa session d'août, prononce sur les projets dont il est saisi. Les sectionnements ainsi opérés subsistent jusqu'à une nouvelle décision. Le tableau de ces opérations est dressé chaque année par le Conseil général dans sa session d'août. Ce tableau sert pour les élections intégrales à faire dans l'année.

» Il est publié dans les communes intéressées avant la convocation des électeurs, par les soins du préfet, qui détermine d'après le chiffre des électeurs inscrits dans chaque session, le nombre de Conseiller que la loi lui attribue.

» Le sectionnement, adopté par le Conseil général, sera représenté par un plan déposé à la préfecture et à la mairie de la commune intéressée. Tout électeur pourra le consulter et en prendre copie.

» Avis de ce dernier dépôt sera donné aux intéressés par voie d'affiche à la porte de la mairie.

» Dans les colonies régies par la présente loi, toute demande ou proposition de sectionnement doit être faite trois mois au moins avant l'ouverture de la section ordinaire du Conseil général. Elle est instruite par les soins du directeur de l'intérieur dans les formes indiquées ci-dessus.

» Des demandes et propositions, délibérations de Conseils municipaux et procès-verbaux d'enquête sont remis au Conseil général à l'ouverture de la session. »

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, le tableau des sectionnements établis dans sa session d'août 1883 avec indication du chiffre des électeurs inscrits par section, et du nombre de conseillers que chaque section devrait actuellement élire.

COMMUNES	Nombre de sections	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE des électeurs inscrits par section.	NOMBRE de conseillers qui seraient à elir par section d'après le chiffre des électeurs
		Arrondissement d'AVESNES.		
GOMMEGNIES.....	1re	Électeurs du centre, comprenant le hameau de la Haute-Rue .	739	17
	2e	Hameau de Carnoye.....	273	6
VILLEREAU..... ..	1re	Le village de Villereau	104	4
	2e	Le hameau d Herbignies.....	205	8
		Arrondissement de CAMBRAI.		
CATILLON..... .	1re	La principale agglomeration, les fermes qui en dépendent, les hameaux du Bois de-l'Abbaye et du Petit-Cambresis	540	12
	2e	Les hameaux de La Laurette, de La Louviére et du Rejet de-Beaulieu, y compris le lieu dit Tassomez.....	204	4
RAILLENCOURT .. .	1re	Raillencourt, chef-lieu de la commune.....	132	5
	2e	Le hameau de Sainte-Olle	190	7
SAINT-SOUPLET....	1re	Le chef lieu de la commune formant la principale agglomeration	686	15
	2e	Le hameau de la Haie-Menneresse	55	1
		Arrondissement de DUNKERQUE.		
COUDEKERQUE-BR..	1re	Les sections B et C limitees par les canaux de Furnes et de Bergues.	160	5
	2e	Section D limitee par les canaux de Bergues et de Bourbourg..	309	11
		Arrondissement d'HAZEBROUCK.		
ESTAIRES.	1re	Comprenant l'agglomeration	1,429	18
	2e	Le hameau de Doulieu	449	5
MORBECQUE.....	1re	Morbecque	699	16
	2e	La Motte-aux Bois.	314	7
NIEPPE...	1re	Toute la commune à l'exception du hameau du Pont.....	658	16
	2e	Le hameau du Pont-de-Nieppe.....	315	7

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE des électeurs inscrits par section.	NOMBRE de conseillers qui seraient à elire par section d'après le chiffrer des électeurs
		Arrondissement de LILLE.		
CYSOING	1re	Toute la commune à l'exception du hameau de Quennaumont.	677	18
	2e	Le hameau de Quennaumont	132	3
FLERS	1re	Comprenant les hameaux du Bourg, Le Gringuier, Canteleu, La Cousinière et Le Recœil	374	11
	2e	Comprenant les hameaux de Babylone, du Sart, des 4 Ormeaux et d'Épinoy	326	10
LAMBERSART	1re	Section du Bourg	269	12
	2e	Section de Canteleu	219	9
LOMME	1re	Section du Bourg	437	12
	2e	Section de Mont-à-Camp	222	6
	3e	Section de Planche-à-Quesnoy et Marais	172	5
MARCQ-EN-BARŒUL	1re	Toute la commune, à l'exception des hameaux du Pont et du Plouich	977	16
	2e	Les hameaux du Pont-de Marcq et du Plouich	398	7
MARQUETTE	1re	Le Bourg.	243	10
		Hameau de l'Abbaye	115	4
	3e	Hameau de Lommelet	172	7
RONCQ	1re	Comprenant les habitants de Billemont et du Coulombier, formant la paroisse de Saint Piat	542	15
	2e	Comprenant les habitants du Blanc-Four, paroisse de St Roch	286	8
		Arrondissement de VALENCIENNES.		
BRUILLE-ST-AMAND	1re	Comprenant Bruille et le hameau d'Hauterive	239	7
	2e	Comprenant les hameaux de Notre-Dame et de Forêt	340	9

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE des électeurs inscrits par section	NOMBRE de conseillers qui seraient a élire par section d'après le chiffre des electeurs
		Canton rive Droite		
	1re	Rue du pont de la Scarpe, place de l Église, rue Nationale, rue de Conde, rue du Wacq, rue de Valenciennes.	410	4
	2e	Route de Valenciennes, Chêne de Saint-Amand, rivage Noir, Collinière, Croix du Petit-Dieu, Mont des-Bruyères	821	8
	3e	Thumelard, chemin de la Fontaine, rue de la Louvière, rue des Aulnois, route de Condé.	331	3
		Canton rive Gauche		
SAINT AMAND.	4e	Grand'Place, Abbaye, rue de Rivoli, rue des Anges, rue du Prevost, Grande Rue, rue du Petit Repos, rue du Grand Repos, rue des Murs, rue de Marillon (jusqu'aux fours au noir de M. Mottez), rue de Pain et rue Delsaux.	385	3
	5e	Rue d'Orchies, faubourg d'Orchies, faubourg de Roubaix, place d'Armes, rue de Guerre, rue du Bruille, rue de Tournai, rue des Feves	597	6
	6e	Route de Lille, rue de la Place au-Metz, rue Fourelaux, rue des Ormeaux, rue de Marillon (depuis les fours au noir de M. Mottez), Marlerie, rue des Cailloux rue de l'Epinoy, rue du Saubois, rue du Carne, rue Lotte Winberghe, rue des Drumez, rue de Vaucelles.....	304	3

Conformément à la loi et à la délibération du Conseil général en date du 24 avril dernier, il a été procédé à une enquête pour tous les sectionnements existant ainsi que sur la demande relative à Rosendaël. Je résume ci-après l'état de l'instruction pour chaque affaire.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Gommegnies. — Le dépôt de la demande à la mairie n'a donné lieu à aucune observation. — Les deux sections sont justifiées

Villereau. — Pas d'observations à l'enquête. — Avis favorable du Conseil municipal.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Catillon. — Un seul électeur non directement intéressé dans la question, s'est présenté à l'enquête pour demander que le hameau du Petit Cambrésis soit rattaché à la 2e section. Aucun électeur de ce hameau n'a réclamé. Le Conseil municipal est d'avis du maintien de l'ancien état de choses.

Raillencourt. — Pas d'observation à l'enquête. — Avis favorable du Conseil municipal.

St-Souplet. — L'enquête et le Conseil municipal sont favorables au sectionnement, mais il ne paraît pas pouvoir être maintenu à raison du peu d'importance du hameau de la Haie Mennerelsse, qui ne comporte pas l'attribution minimum de deux conseillers.

Arrondissement de Dunkerque.

Coudekerque-Branche. — Pas d'observations. — Instruction favorable au sectionnement établi.

Rosendaël. — Demande nouvelle. — Les déclarations à l'enquête se résument par 45 déclarations favorables et une contraire au sectionnement. Le Conseil municipal par 14 voix sur 17 votants s'est prononcé contre le sectionnement, tel que le demande la majorité des déposants. Je réclame un tableau des diverses propositions pour être mis sous les yeux du Conseil municipal.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Estaires. — Dépôt à l'enquête 1° d'une pétition demandant la division d'Estaires en trois sections Estaires-Ville ; Estaires-Campagne ; Estaires-Doulieu, — 2° de trois pétitions demandant le maintien du sectionnement actuel. — L'avis du Conseil municipal est pour le maintien de deux sections : 1° Estaires ; 2° hameau du Doulieu. Un rapport du commissaire-enquêteur est joint au dossier.

Morbecque. — Pas d'observations ni à l'enquête, ni du Conseil municipal contre le sectionnement existant.

Nieppe. — Pas d'observations à l'enquête. Avis favorable du Conseil municipal au sectionnement établi.

Arrondissement de Lille.

Cysoing. — Pas d'observations à l'enquête. — Le Conseil municipal demande le maintien des deux sections.

Flers. — Aucune réclamation contre le maintien des deux sections. — L'avis du Conseil municipal est favorable à la modification sans importance demandée à l'enquête.

Lambersart. — Les observations à l'enquête tendent au vote par scrutin de liste. L'avis du Conseil municipal n'est pas encore intervenu.

Lomme.. — Pas d'observations à l'enquête. Le Conseil municipal demande le maintien des trois sections existant.

Marcq-en-Barœul. — Pas d'observations. — Avis favorable du Conseil municipal.

Marquette. — Une seule déclaration à l'enquête contre le sectionnement; — deux pour —

Le Conseil municipal est favorable au maintien par huit voix contre quatre. — Le commissaire-enquêteur a également émis un avis favorable.

Roncq. — Pas d'observations. — Avis favorable du Conseil municipal.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Bruille-St-Amand. — Dépôt à l'enquête de deux réclamations relatives à l'inscription des électeurs-bâteliers, sur l'une ou l'autre des deux listes électorales, ces deux réclamations, opposées l'une à l'autre. — Le Conseil municipal s'est prononcé pour le maintien des deux sections établies.

St-Amand. — Le sectionnement actuel ne peut être maintenu, la population agglomérée de St-Amand étant inférieure à 10,000 habitants. La déclaration consignée à l'enquête et l'avis du Conseil municipal sont pour le vote au scrutin de liste, c'est-à-dire pour que St-Amand ne soit plus sectionné.

Chambres de Commerce et Chambres Consultatives des Arts et Manufactures. — Révision des listes d'Électeurs (2e B.)

Il y aura lieu de procéder, dans la première quinzaine du mois de décembre prochain, au renouvellement partiel des Chambres de Commerce et des Chambres Consultatives des Arts et Manufactures.

Les opérations électorales seront effectuées, comme les années précédentes, sur les bases établies par le décret du 22 janvier 1872. Jusqu'à la promulgation de la loi spéciale qui doit, en exécution de l'art. 20 de la loi du 8 décembre 1883, déterminer le mode d'élection des Chambres de Commerce, ces Chambres demeurent, en effet, placées sous le régime électoral institué par le décret précité.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de désigner ceux de ses membres qui sont appelés à faire partie des commissions spéciales chargées de cette opération.

Les membres qui ont été désignés pour 1883, sont :

Chambres de Commerce :

Lille..... ..	MM.	Desmoutiers, Mahieu, Albert Legrand.
Roubaix.....	»	Bouchery, Pierre Catteau, Bourgeois.
Cambrai.....	»	Macarez, Seydoux, Bisiaux.
Valenciennes..	»	Dervaux. Delcambre, de Carpentier.
Dunkerque	»	Gustave Lemaire, Trystram, Claeys.
Tourcoing.....	»	Charles Jonglez, Desmazières, Lehoucq.
Douai.	»	Fiévet, Mention, Baron de Bouteville.
Hazebrouck..	(formant la 2e section électorale de la Chambre de Commerce de Dunkerque) MM.	Duquenne, Outters, Bieswal.

Chambres consultatives des Arts et Manufactures.

Armentières... MM. Meurillon, Bieswal, Mahieu.

Caisses d'épargne — Situation en 1883. (2e B.)

Le nombre des caisses d'épargne et de leurs succursales, qui était, au 31 décembre 1882, de 69, n'est plus que de 68 au 31 décembre 1883, par suite de la suppression de la succursale du Quesnoy qui dépendait de la caisse de Valenciennes. Il se répartit comme suit :

	NOMBRE DE		NOMBRE
	CAISSES	SUCCURSALES	TOTAL
Arrondissement de Dunkerque.....	4	3	7
— Hazebrouck.....	6	3	9
— Lille.....	6	15	21
— Cambrai	5	3	8
— Avesnes	4	7	11
— Douai..... .. .	1	6	7
— Valenciennes	1	4	5
	27	41	68

Le capital des fonds de dotation et de réserve qui était, au 1er janvier 1883 de 1,869,707 fr. 70 c. s'élevait le 31 décembre 1883, à 2,013,654 fr. 75 c., soit une augmentation en faveur de 1883, de 143,947 fr. 05 c.

Les versements et remboursements se sont répartis comme suit :

	VERSEMENTS		REMBOURSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.
Année 1883.....	131.338	19.882.911 66	61 237	24.182 986 59
— 1882.....	163 901	24 465 783 74	48.755	14 035 158 54
Différence sur 1882.... En plus.	»	»	12.482	10 147.828 05
Différence sur 1882.... En moins	32 563	4 582.842 08	»	»

	1883.	1882.
La moyenne a été ainsi.....		
Pour les versements.....	151,38	149,27
— remboursements.....	391,10	288,92

Le nombre des livrets, au 1er janvier 1883, était de.....	188,935
Il ne s'élevait plus au 31 décembre 1883 qu'à.....	187,586
Diminution pendant l'année 1883.....	1,349

Le solde dû aux déposants, au 1er janvier 1883, était de	67,383.967 63
Diminution pendant l'année 1883.....	1,731.649 28
Total égal au solde dû aux déposants au 31 décembre 1883	65,652,318 35

Cette situation de l'épargne dans le département accuse, ainsi que le remarquera le Conseil général une diminution considérable sur les résultats constatés les années précédentes. Ce ralentissement des opérations des caisses d'épargne, occasionné par des causes multiples est dû cependant pour la plus grande partie à la panique inconsidérée qui s'est emparée des déposants, l'an dernier, à la suite des détournements opérés par plusieurs caissiers dans certaines villes de France.

Toutefois, le mouvement de défiance que le public a semblé éprouver un moment pour l'institution des caisses d'épargne est maintenant calmé et tout donne lieu de penser que les déposants qui se sont éloignés un instant de ces établissements de prévoyance reviendront leur confier les sommes qu'ils en avaient retirées.

Le Conseil d'arrondissement de Lille à qui j'avais communiqué le compte-rendu des opérations effectuées dans l'arrondissement pense que la crise commerciale et industrielle que nous traversons est la cause principale de la diminution de la fortune des déposants et il estime que la révision des traités de commerce serait le principal remède a apporter à la situation. Je prie le Conseil général de vouloir bien examiner dans quelle mesure il lui convient de s'associer à ce vœu.

Je joins au présent rapport, avec les états à l'appui, les tableaux résumant la situation et les opérations des diverses caisses d'épargne du département et de leurs succursales.

Hospices et Hôpitaux. — Situation en 1883. (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les documents à l'appui, le tableau de la situation générale des Hospices et Hôpitaux du département du Nord au 31 décembre 1883.

Ces établissements, au nombre de 84, sont situés dans 62 villes et communes.

Les ressources se sont élevées, pour l'année 1883, à.....	7.049 495 65

Savoir :

Recettes de toute nature propres à l'exercice 1883.....	5.781 018 75
Fonds disponibles de l'exercice 1882	1.268.476 90
Ensemble.....	7.049.495 65
Dépenses de toute nature propres à l'exercice 1883	5.852.567 65
Reliquat.....	1.196.928 »

Conformément à la demande exprimée par le Conseil général dans sa session d'août 1878, je joins au présent rapport les renseignements fournis par quelques administrations hospitalières sur les causes des différences que j'ai constatées entre les résultats de cette année et ceux de l'année 1882.

Le tableau ci-après donne par arrondissement les détails statistiques complets sur chacun des établissements hospitaliers, tant au point de vue des recettes et des dépenses, qu'en celui du nombre des lits occupés et du personnel affecté au service de ces établissements.

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature. 1883	DÉPENSES de toute nature 1883.	RELIQUAT de l'exercice 1882	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes	Infirmes, Vieillards et Incurables	Enfants	Personnel.
Arrondissement d'Avesnes.								
1 Avesnes	Hôpital Hospice	32 104 07	40 181 59	3.962 37	40	60	»	7
2 Bavai	Hospice	16 726 89	14 605 69	3 006 »	»	16	»	2
3 Landrecies	Hospice	25 547 21	23 183 49	9 989 08	»	60	»	4
4 Le Quesnoy	Hôpital Hospice	45.441 17	39.556 51	24 605 83	102	45	22	8
5 Maubeuge	Hôpital St Nicolas... / Hospice Gippus.*...	62 014 73	72.150 80	60.243 75	40	48	69	8
6 Solre-le-Château	Hospice S Roch	775 04	290 99	4.311 80	»	2	»	»
	Totaux	182 609 11	186 969 07	106.148 83	182	231	91	29
Arrondissement de Cambrai.								
7 Cambrai	Hôpital Saint Julien	111.810 79	136 221 80	25 994 61	107	»	»	27
	Hospice général	183 738 32	185 523 16	272 979 82	»	200	75	29
	Fondation Van der Burch	68.438 37	78 624 43	73 742 85	100	»	»	12
8 Le Cateau	Hopital Paturle	18 424 16	17 133 40	118 09	33	»	»	6
	Totaux	382 411 64	417.502 79	372 805 37	240	200	75	74
Arrondissement de Douai.								
9 Douai	Hospice général	336.387 65	349.113 73	205 414 31	»	500	20	30
	Hôtel-Dieu				128	»	»	40
10 Orchies	Hôpital-Hospice	43 000 »	42 500 »	1.200 »	20	48	46	11
	Totaux	399 387 65	391 913 73	206 644 31	148	548	66	81
Arrondissement de Dunkerque.								
11 Bergues	Hôpital Hosp St-Jean	54.334 15	70 707 07	25 960 09	28	72	50	19
12 Bollezeele	Hôpital-Hosp S Louis	18.756 82	20.245 40	5 477 82	6	39	»	5
13 Bourbourg	Hospice Saint-Jean	37 539 53	36 029 67	38 413 58	18	50	40	11
14 Bray-Dunes	Fondat. Bray (mais hop pit et scol mx des Dunes)	17 269 45	17 841 60	4.618 04	9	9	»	5
15 Dunkerque	Hôp Hosp -St-Julien	166 362 49	157 548 65	6.609 68	127	218	83	64
16 Esquelbecq	Hôpital-Hosp.-St-Jos	3 730 »	4 873 52	1.214 49	2	15	»	3
17 Gravelines	Hospice civil	9 481 21	9.660 62	1 808 43	4	38	»	3
18 Hondschoote	Hôpital-Hospice	7.030 38	6 661 41	923 43	6	38	4	4
	Totaux	314 504 03	323 567 94	84 725 56	200	479	177	114

* L'Hospice-Gippus, créé en 1562, reçoit dans la maison de son fondateur, le chanoine Gippus, des veuves âgées ou des vieilles filles infirmes pauvres, de bonnes mœurs et de famille honnêtes. On les a nommées *cantuaines*. Elles fournissent elles-mêmes leur lit ainsi que tout le reste de leur mobilier qui, à leur decès, retourne à leurs héritiers

NOMS des VILLES ET COMMUNES	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS	RECETTES de toute nature 1883	DEPENSES de toute nature. 1883.	RELIQUAT de l'exercice 1882	NOMBRE DE LITS			
					Malades des deux sexes	Infirmes, Vieillards et Incurables	Enfants.	Personnel
Arrondissement d'Hazebrouck.								
19 Bailleul	Hospice civil	29 601 82	31 528 57	» »	»	100	25	7
	Hôpital	15.961 30	10 324 51	1.079 39	46	»	»	5
20 Cassel	Hospice civil	15.908 42	15.621 50	390 83	»	36	»	3
	Petite École				»	»	36	3
21 Estaires	Hospice	62 338 37	66 004 15	2 191 86	»	100	»	11
22 Haverskerque	Hosp de Foucaucourt	4.412	4 412 »	232 74	»	12	»	3
23 Hazebrouck	Hôpital-Hospice	91.045 29	89 882 49	8.949 62	14	80	55	12
24 La Gorgue	Hospice	4 142 56	4 492 84	320 24	»	28	»	3
25 Merville	Hospice St-Pierre	14 065 97	15 083 60	4.064 03	»	40	»	4
26 Morbecque	Hospice	3 699 38	3 736 73	268 88	»	26	»	2
2 Nieppe	Hospice	12 104 48	10 251 66	6.990 30	»	30	»	4
28 Renescure	Hospice	2 000 »	2 000 »	58 25	»	9	»	»
29 Steenbecque	Hôpit-Hosp St Joseph	1 301 »	1 296 »	10 22	»	20	»	2
30 Steenvoorde	Hospice	12 735 99	12 017 63	3 824 35	»	14	»	4
3 Steenwerck	Hôpital Hospice	18 897 27	18 890 17	3 620 16	10	51	5	4
32 Vieux-Berquin	Hosp. Enfant Jésus	5 876 09	5 488 64	1 413 91	»	28	»	3
	Totaux	494 089 94	291 600 79	33 414 78	70	604	121	70
Arrondissement de Lille.								
33 Armentieres	Hôpital-Hospice	604 148 33	750.210 78	12 424 31	88	74	95	15
34 Bondues	Hospice du Bosquel	19 479 98	26 650 29	7 641 15	2	50	12	5
35 Bousbecque	Hospice	5 000 83	4.997 63	» »	»	24	»	»
36 Commines	Hôpital Hosp. N Dame	25 836 01	31.419 21	16 018 03	28	64	»	12
37 Cysoing	Hospice St Camille.	2 647 90	2 398 69	1.426 42	»	16	»	1
38 Erquinghem-Lys	Hôpital-Hosp. Edgar	3 609 24	4 650 44	» »	1	12	»	3
39 Haubourdin	Hospice	8 664 61	8 700 »	» »	»	36	»	2
40 Haubourdin	Hôpital Hospice	23 170 93	24 206 90	14.606 53	8	30	14	5
41 Herlies	Hospice	2 710 85	2 905 93	195 »	»	10	»	1
42 Houplines	Hospice	5 445 65	5 233 08	1.358 61	»	21	»	3
43 La Bassée	Hospice Saint Jean	27 022 96	27 421 83	6.298 60	»	30	25	5
44 La Chapelle d'Armentieres	Hôpital-Hospice	4 210 »	4.344 55	622 25	2	20	»	1
45 Lannoy	Hôpital-Hospice	16.570 80	17.322 44	6 084 69	»	20	»	4
46 Lille	Hôpital St Sauveur	2 250.634 96	2 184 868 85	» »	306	»	»	47
	Hôpital-Ste-Eugenie				388	»	»	63
	Maison de Santé				40	»	»	5
	Hospice général				»	1067	100	90
	Hospice Comtesse				»	94	56	24
	Hospice Gantbois.				»	179	»	21
	Hospice Stappaert				»	»	60	12
	Fondation Baes.				6	21	»	4
47 Linselles	Hospice	15 975 69	14 396 56	» »	»	10	»	3
48 Lomme	Hospice	8 972 55	10 315 19	1.564 22	»	24	»	4
49 Loos	Hôpital-Hospice	13 468 33	15 778 94	3.250 16	10	25	2	»
50 Marcq-en Barœul	Hosp St-Vinc.-de-P.	14 332 32	14 307 91	3 23	»	31	»	4
51 Quesnoy sur Deule	Hospice	14 914 28	16 517 13	1.992 73	»	32	»	3
52 Roncq	Hospice	4 350 13	4 654 16	450 »	»	24	»	2
53 Roubaix	Hôtel Dieu	325 081 50	316 067 53	12 154 87	200	»	»	54
	Hospice civil.				»	200	69	22
54 Seclin	Hôpital-Hospice	76 703 59	72 434 75	25.935 10	81	74	»	1
55 Templeuve	Hôpital-Hospice	7 690 »	7 609 »	565 »	2	24	»	3
56 Toufcoing	Hopital civil	33 307 04	33 307 04	» »	77	»	»	7
	Hospice général	174 882 57	133.733 32	46 106 82	»	145	»	18
57 Wambrechies	Hospice	8 524 »	8 504 40	253 38	»	44	»	4
58 Wattrelos	Hôpital	8 600 »	8.771 77	181 46	25	»	»	5
	Hospice	23 368 87	17 978 67	5 025 98	»	97	»	9
	Totaux	3 729 323 92	3 766.707 32	164 158 54	1264	2528	433	492

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature. 1883	DÉPENSES de toute nature. 1883	RELIQUAT de l'exercice 1882	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes	Infirmes, Vieillards et Incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement de Valenciennes.								
59 Bouchain	Hospice Dronsart	24.232 53	19.093 19	13.857 52	2	30	»	7
60 Condé	Hosp des Vieillards*	» »	» »	» »	»	»	»	»
	Hospice des Veuves	6 278 89	2 939 56	3.047 04	»	20	»	1
61 Saint-Amand	Hôpital-Hospice civil	30.127 10	30 129 30	8.284 12	10	70	18	5
	Hosp. des Orphelines (Ren.)	12.437 55	11.811 61	» »	»	»	25	3
62 Valenciennes	Hôtel Dieu	405.616 39	410.282 35	275.420 83	122	»	»	20
	Hotellerie **				»	9	»	2
	Hospice général				»	400	30	25
	Hosp des Chartriers				»	50	»	1
	Instit. des Orphelins				»	»	»	»
	Totaux	478 692 46	471 276 01	300 609 51	134	579	73	64

RÉCAPITULATION par arrondissement.

NOMS DES ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES ETABLISSEMENTS							
Avesnes	7	182 609 11	186 969 07	106 118 83	182	231	91	29
Cambrai	4	382 414 64	417.502 79	372 805 37	240	200	75	74
Douai	3	399 387 65	391 913 73	206 644 31	148	548	66	81
Dunkerque	8	314.504 03	323 567 94	84.725 56	200	479	177	114
Hazebrouck	16	294 089 94	291 630 79	33 414 78	70	604	121	70
Lille	36	3 729 323 92	3 766 707 32	164 158 54	1264	2528	433	492
Valenciennes	10	478.692 46	474.276 01	300 609 51	134	579	73	64
Totaux généraux	84	5 781 018 75	5 852 567 65	1 268 476 90	2238	5169	1036	924

* Cet hospice ne fonctionne pas encore. Les revenus de cette fondation doivent être cumulés jusqu'à ce qu'ils soient suffisants pour que l'établissement puisse entrer en exercice

** La population de l'Hôtellerie se compose de cinquante vieilles veuves, dont dix reçoivent, outre le logement, des effets de linge et de coucher Les quarante autres ne reçoivent que le logement

Bureaux de Bienfaisance. — Situation en 1883 (2e B.).

Le nombre de Bureaux de Bienfaisance du département est de 640, se répartissant entre les arrondissements ainsi qu'il suit :

	Arrondissement de Dunkerque	61
—	Hazebrouk	53
—	Lille	129
—	Cambrai	109
—	Avesnes	143 (1)
—	Douai	64
—	Valenciennes	81
	Total égal	640

(1) La commune de Colleret possède deux bureaux de bienfaisance, l'un à Colleret, l'autre au hameau d'Osiegnies.

24 communes seulement sont privées de Bureaux de Bienfaisance.
Dans ces 24 communes, les malheureux sont nécessairement aidés soit directement par l'Administration locale, soit par la charitée privée.

Les ressources des Bureaux de Bienfaisance se sont élevées, en 1883, ainsi que le constatent les relevés annexés au présent rapport, à la somme de 5,885,146 fr. 69, se répartissant de la manière suivante :

	RECETTES.	FONDS LIBRES.	TOTAUX.
Arrondissement de Dunkerque	375.487	122.435	497.922
— Hazebrouck	351.629 53	56.472 88	408 102 41
— Lille	1.912.852 51	183.741 59	2.096 594 10
— Cambrai	828.083 19	343.247 26	1.171.330 45
— Avesnes	462.626 89	219 195 15	681 822 04
— Douai	238.125 06	93.390 11	331 515 17
— Valenciennes	496 513 53	201.346 99	697.860 52
TOTAUX.	4.665.317 71	1.219.828 98	5.885.146 69

Les résultats correspondants de l'année 1882 étaient de :

SAVOIR :

Recettes	4.225 265 76	6.982.267 51
Fonds libres	2.737.001 75	

Les dépenses de l'année 1883 se sont élevées, savoir :

Arrondissement de Dunkerque	251.878	»
— Hazebrouck	317.203	12
— Lille	1.742.340	73
— Cambrai	474 193	27
— Avesnes	444.656	35
— Douai	233.747	43
— Valenciennes	492.162	38
Total	3.956.181	28
Elles s'étaient élevées, en 1882, à	4.002.929	38
Diminution pour 1883, de	0 046.748	10

Cette diminution doit être attribuée à la clémence de l'hiver que nous venons de passer.

Les placements faits en 1883 s'élèvent, savoir :

- Acquisitions d'immeubles	30.490	66
Sommes placées en rentes.....	849.772	93
Total.....	880.263	59

Le nombre des individus secourus à domicile en 1883 s'est élevé à..... 244 735
Il était en 1882 de..... 239.751

Augmentation pour 1883, de.. ... . 004.984

Ces résultats et les éléments dont ils se composent, détaillés aux états ci-joints, témoignent tout à la fois, comme les années précédentes, de l'importance considérable des besoins à satisfaire et des sacrifices faits pour y répondre

Monts-de-Piété. — Situation en 1883 (2e B).

Les opérations des six Monts-de-Piété du département, pendant l'année 1883, et la comparaison de ces opérations avec celles de l'année 1882 présentent les résultats suivants :

1° *Engagements.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		MONTANT DES SOMMES PRÊTEES.	
	1883	1882	1883.	1882.
Dunkerque	33 744	33.523	375 480	395.708
Lille { Mont-de-Piété	203 536	183 671	1 500 939	1.444 617
Lille { Fondation Masurel.....	2 693	2.838	51 653	52 550
Roubaix.....	45 050	45 571	341 010	358.489
Cambrai.....	10 356	10 837	46 690	48 853
Douai.....	21 827	22 240	116.537	121.773
Valenciennes	43 664	39 818	365 060	322 799
Totaux.....	360 870	338 498	2 797 369	2.714 789

Valeur moyenne par article :

Année 1883..... 7 fr. 75

Année 1882 ..... 8 fr. 02.

2° *Dégagements.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		MONTANT DES SOMMES PRÊTEES.	
	1883.	1882.	1883.	1882.
Dunkerque	32.331	31.895	367 241	365 933
Lille — Mont-de-Piété	187 693	174 086	1 379 471	1 302.947
Lille — Fondation Masurel	2.582	2.914	48.658	53.063
Roubaix	44 905	44.339	350.977	350.221
Cambrai	9 028	9 396	36.437	40 255
Douai	20 582	21.418	114 799	119.093
Valenciennes	39.687	35 682	317 918	281.456
Totaux	336 808	319.730	2 615 501	2.512.968

3° *Vente*

	NOMBRE DES ARTICLES VENDUS.		PRODUIT DE 1883.				PRODUIT de 1882.
	1883.	1882.	Montant des prêts	Intérêts et frais.	Bonis.	Total.	
Dunkerque	2 672	3 073	23 497	3.107	4.683	31.287	33.057
Lille — Mont-de-Piété	5.153	5 398	47 699	4.597	17 043	69.339	66.014
Lille — Fondation Masurel	160	191	2 578	»	887	3 465	4.108
Roubaix	1.991	2.715	21.131	2 980	5.173	29.284	44.193
Cambrai	347	346	1 539	702	1.389	6.630	7 003
Douai	1 024	1.182	5 581	1.098	2.605	9.284	10 923
Valenciennes	2.230	1 833	20.229	1.655	3.778	25.662	19 991
Totaux	13.577	14.738	125.254	14.139	35 558	174 951	185 289

La situation se traduit en résumé, pour l'année 1883, par un bénéfice, savoir :

Pour le Mont-de-Piété de Dunkerque		5 934 85
Id. de Lille	Mont-de-Piété	5.153 »
	Fondation Masurel.	» »
Id. de Roubaix		9.141 88
Id. de Cambrai		30 78
Id. de Douai		672 72
Total des bénéfices		20 933 23

Et par un déficit :

Pour le Mont-de-Piété de Valenciennes, de	3.677 99

Aliénés. — Statistique. — Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet (2e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général :

1° Le compte administratif et moral présenté pour chacun des Asiles publics d'aliénés d'Armentières et de Bailleul ;

2° Les tableaux statistiques indiquant le mouvement d'entrée et de sortie en 1883, et la situation de l'effectif au 1er janvier et au 31 décembre de la même année, dans les asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet.

Ces tableaux, donnent les résultats ci-après pour les trois asiles .

	ASILE D'ARMENTIÈRES. (HOMMES).					ASILE DE BAILLEUL (FEMMES).					ASILE DE LOMMELET. (HOMMES).					TOTAL GÉNÉRAL		
	Folie simple.	Folie compliquee d'épilepsie.	Folie paralytique	Demence sénile etdemence organique	Idiotie et crétinisme	Folie simple	Folie compliquée d'epilepsie.	Folie paralytique.	Demence senile etdémence organique	Idiotie et cretinisme	Folie simple	Folie compliquée d'epilepsie.	Folie paralytique	Demence senile etdémence organique	Idiotie et crétinisme.	Hommes.	Femmes	Les deux sexes.
Aliénés existant au 1er janvier 1883.....	337	85	42	49	121	901	79	35	36	77	367	63	22	19	100	1205	1128	2333
Aliénés admis dans l'année..	117	16	27	21	23	168	13	20	29	5	75	12	21	5	11	328	235	563
Total.....	454	101	69	70	144	1069	92	55	65	82	442	75	43	24	111	1533	1363	2896
Aliénés sortis ou décedés pendant l'annee	94	13	35	19	15	143	9	16	26	6	76	6	20	3	4	285	200	485
Aliénés restants au 31 décemcembre 1883.....	360	88	34	51	129	926	83	39	39	76	366	69	23	21	107	1248	1163	2411
Différence avec la situation au 31 décembre 1882 — En plus..	23	3	»	2	8	25	4	4	3	1	»	6	1	2	7	43	35	78
Différence avec la situation au 31 décembre 1882 — En moins	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»

La population d'aliénés se répartissait au 31 décembre 1883, ainsi qu'il suit entre les trois établissements :

Armentières.....	662	1.248 hommes.
Lommelet	586	
Bailleul.....		1.163 femmes.
Total.....		2.411
Elle était au 31 décembre 1882, de		2.333
Augmentation		78 (43 hommes et 35 femmes.)

Les trois rapports médicaux, pour l'année 1883, sont imprimés à la suite des rapports des chefs de service.

Colonie agricole de St-Bernard. -- Commission de Surveillance. (2e B.)

Aux termes de l'art. 8 de la loi du 5 août 1850, la Commission de surveillance de la Colonie de St-Bernard doit comprendre dans son sein deux membres du Conseil général.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien procéder à cette désignation pour l'année 1884-85.

Messieurs Albert Legrand et Chombart ont été désignés pour 1883-84.

Culture du Tabac. (2e B.)

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil général la situation de la culture du tabac dans le département.

Cette situation ressort du tableau suivant :

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE de planteurs.	SUPERFICIE cultivée. Hectares	Ares	Quantités payées.	VALEUR.	RENDEMENT à l'hectare. en poids.	en argent.	PRIX. moyen par % kil.
Lille.....	597	419	45	1.138.602	fr 967.527 50	2.724	2.306 65	FR 84 97
Hazebrouck.....	131	72	08	167.259	150.266 40	2.325	2.084 71	89 84
						.....	....	.....
Total pour 1883.....	728	491	53	1.305.861	1.117.793 90	2.665	2.274 10	85 57
Id. 1882... ...	726	466	36	1.315.240	1 158.141 60	2.830	2.483 35	88.05
Différences. en plus. .	2	25	17	»	»	»	»	»
Différences. en moins.	»	»	»	9.379	40.347 70	165	209 25	2 46

Le prix moyen par 100 Kos qui, pour la récolte de 1882, s'était élevé à 89 fr 84, a été de 85 fr. 57 pour celle de 1883. La différence en moins qui résulte, pour 1883, de la comparaison des deux moyennes, provient de ce que les tabacs de cette dernière année ont été endommagés par la tempête qui a sévi dans la région les 2 et 3 Septembre, alors que ceux de 1882 avaient pu être livrés indemnes de toute avarie.

Quant aux permis de culture délivrés pour 1884, ils ont atteint le nombre de 800 pour

597 hectares 50 ares, et se répartissent entre les deux arrondissements dans la proportion ci-après indiquée:

	NOMBRE DE PLANTEURS.	SUPERFICIE. Hectares	Ares
Lille.....	649	513	80
Hazebrouck.....	151	83	70
	800	597	150

La superficie autorisée, en 1884, pour la Régie, dépasse de 10 hectares 42 ares celle de 1883. Comme, d'autre part, on a planté en 1883, 25 hectares 17 ares de plus qu'en 1882, on est autorisé à dire que la culture du tabac paraît vouloir reprendre dans le Nord.

En ce qui concerne les tabacs sur pied, leur état actuel permet d'espérer qu'ils acquerront de la qualité et qu'ils fourniront un bon rendement. — Toutefois, les derniers orages paraissent avoir occasionné des dégats sérieux dans plusieurs communes.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 12 février 1835, le Conseil général doit désigner deux de ses membres pour faire partie des Commissions de délivrance des permis de culture, qui fonctionnent dans les arrondissements de Lille et d'Hazebrouck. Le Conseil a désigné, pour 1884, MM. Chombart et Degroote.

Je crois devoir reproduire les observations de M. le directeur des tabacs, en réponse aux vœux émis par le Conseil général, dans sa dernière session d'avril :

« Lille, le 25 juillet 1884.

» Monsieur le Préfet.

» Vous avez bien voulu me communiquer les extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil général, qui concernent la culture du tabac et vous m'avez fait l'honneur de me demander mon avis sur la suite qui peut être donnée aux vœux émis par cette assemblée; je crois traduire exactement les idées de mon administration en vous soumettant les considérations suivantes :

» Tout d'abord, le Conseil renouvelle le vœu, plusieurs fois émis antérieurement, *que le prix du tabac soit plus rémunérateur*. Je ne puis que répéter ce que j'ai eu déjà l'honneur de vous dire, Monsieur le Préfet, notamment dans ma lettre du 14 avril dernier, c'est qu'une Administration chargée de faire produire au monopol des tabacs tout ce qu'il peut donner doit certainement payer à leur juste valeur les matières dont elle a besoin; mais qu'elle trahirait les intérêts du trésor qui lui sont confiés, en propo-

sant à l'acceptation du Ministre des Finances des prix supérieurs à cette valeur *réelle*. Or, je crois avoir prouvé que le tarif actuel est suffisamment rémunérateur, en constatant simplement ce fait, que les planteurs du Nord, autorisés de tout temps à cultiver le tabac pour l'exportation, n'ont jamais usé de ce droit que dans une proportion tout à fait insignifiante.

» Dans ma lettre rappelée plus haut, je faisais remarquer que les cultivateurs du Nord, pouvant affecter 900 hectares à la production du tabac, restaient bien au-dessous de ce chiffre Monsieur le rapporteur du 2e bureau explique cette situation en disant que l'Administration *entrave* la culture du tabac ; a-t-il voulu faire allusion aux prescriptions qui la règlementent ? Je ne crois cependant pas nécessaire d'énumérer les fraudes de toute nature auxquelles les planteurs pourraient se livrer s'ils n'étaient pas astreints à une surveillance spéciale, il suffit de se rappeler, pour comprendre combien cette fraude peut être lucrative, que le tabac fabriqué se vend 12 fr. 50 le kil. en dehors des zones frontières ; je puis ajouter que, lorsqu'on autorise la culture dans de nouveaux départements, la vente des tabacs fabriqués y diminue immédiatement dans une énorme proportion La surveillance des plantations est donc absolument nécessaire ; bien que les agents de mon service aient ordre d'y apporter tous les ménagements compatibles avec le devoir de réprimer la fraude, elle constitue néanmoins pour les cultivateurs une certaine gêne ; mais je ne suppose pas que personne, au Conseil général, songe à les en affranchir.

» Je crois plutôt qu'en parlant des « entraves » que nous apportons au développement de la culture du tabac, on a surtout visé l'obligation d'employer les graines fournies par le service, qui a été vivement critiquée dans la séance du 26 avril.

» Il est bon de rappeler, à ce propos, que l'autorisation de cultiver le tabac, demandée maintenant encore par beaucoup de départements, n'est accordée qu'à quelques-uns et constitue pour ceux-ci un véritable privilège ; en concédant cette autorisation, l'administration, qui est l'*unique acheteur*, passe avec les cultivateurs de ces départements une sorte de contrat en vertu duquel elle a le droit d'exiger un produit qui lui convienne. Pour obtenir ce résultat, elle s'est réservé le choix et la surveillance de la culture des plantes-mères ; ce système a été appliqué pour la première fois, vers 1865, en Alsace, où l'on persistait à cultiver deux variétés, de qualité fort inégale, malgré tous les efforts tentés par le service pour éliminer celle qui ne nous convenait pas. Or, nous sommes aussi, dans le Nord, en présence de deux variétés, dont l'une offre sur l'autre une très grande supériorité au point de vue de la fabrication de la poudre. Il s'agit de propager l'une et de restreindre autant que possible la production de l'autre ; dans ces conditions, je crois pouvoir affirmer que mon administration ne consentira pas, pour le moment du moins, à rendre aux planteurs la culture des porte-graines ; ce serait renoncer au moyen le plus efficace d'obtenir le resultat qu'elle désire.

» L'honorable M. Trystram, a émis une idée qui paraît, au premier abord, concilier les intérêts en présence : le cultivateur aurait toute liberté pour le choix de sa graine, à la charge pour lui d'exporter les produits qui seraient rejetés comme ne convenant pas à la fabrication. Mais il ne faut pas oublier que l'administration a besoin de connaître *d'avance* les quantités à provenir de la culture indigène, afin de fixer en conséquence l'importance des marchés à passer pour la fourniture des tabacs étrangers ; or, avec le système

indiqué par M. Trystram, le total des achats à effectuer en France resterait soumis à un aléa trop considérable pour permettre de calculer, même approximativement, ce qu'on doit demander au dehors.

» Avant de passer à une autre question je dois encore, à propos de celle de la graine, réfuter en quelques mots une opinion qui parait admise par le Conseil général et que contredisent absolument les faits : On a cité la betterave, dont la qualité, au dire des personnes compétentes, ne dépend ni du sol, ni du climat, mais seulement de la graine, de l'engrais employé et des soins culturaux ; on en a conclu *qu'il en doit être de même* pour le tabac. Or, il résulte d'un nombre considérable d'essais de toute nature que le sol et le climat jouent ici un rôle extrêmement important. Chacun sait, par exemple, que le tabac de la Havane atteint des prix hors de toute comparaison avec ceux des tabacs des autres provenances ; il y aurait donc un intérêt énorme à acclimater une variété d'une valeur si exceptionnelle. On a multiplié dans tous les pays les essais entrepris dans ce but et l'on a été obligé de reconnaître que le tabac de la Havane ne peut être produit que sur un point *unique* du globe, dans une vallée de l'ile de Cuba appelée la « Vuelta Abajo ». Ce qui est vrai pour cette espèce de tabac l'est également pour toutes les autres : les graines, semées hors de leur pays d'origine, ne reproduisent pas la variété d'où elles proviennent. Ce n'est donc pas à la betterave qu'il faut comparer le tabac ; ce serait plutôt à la vigne ; on sait bien, en effet, que les cépages de la Bourgogne ou du Bordelais, par exemple, transplantés dans une autre région, y produiront un vin qui se rapprochera beaucoup plus de celui qu'on récolte dans ce nouveau pays que des crûs de Bordeaux ou de la Côte-d'Or.

» Enfin, Monsieur le Préfet, je ne puis laisser sans réponse les critiques relatives à la prétention qu'aurait mon administration d'imposer aux planteurs l'emploi exclusif du tourteau, comme engrais ; d'après le rapport de l'honorable M. Bergerot, nos employées « menaceraient » ceux qui utilisent d'autres substances et notamment les vinasses, du rejet des tabacs cultivés dans ces conditions. Voici, en réalité, comment les choses se passent : Il est reconnu depuis longtemps que le tourteau est l'engrais qui convient le mieux à l'espèce de tabac cultivée dans le Nord, en vue de la fabrication de la poudre à priser ; le tourteau lui donne de l'arôme, de la gomme et du poids. Nos agents doivent donc *engager* les cultivateurs à employer *autant que possible* cet engrais, soit pur, soit mélangé avec d'autres, en leur rappelant que le prix de leur récolte augmentera avec la qualité du produit ; il est assez naturel, en effet, qu'un tabac arômatique, gommeux, corsé, soit payé plus cher que celui qui n'a ni odeur, ni gomme. Mais les ordres les plus formels sont donnés pour que l'action des employés *se borne à ces conseils* ; il serait facile à l'honorable M. Bergerot de constater que nos principaux producteurs sont précisément des distillateurs, qui ne plantent du tabac que pour utiliser leurs résidus ; je me bornerai à citer un seul exemple : MM. Villers et Lutun, distillateurs, à Houplines, cultivent en tabac, chaque année, une superficie variant *de* 8 *à* 12 *hectares*, fumés *exclusivement* avec leurs vinasses.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mon respectueux dévouement.

Le Directeur,

GERBET.

Statistique agricole, industrielle et commerciale (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général des renseignements statistiques sur la situation agricole, commerciale et industrielle du Département.

Agriculture.

Le tableau ci-après donne des renseignements sur les récoltes de 1882 et 1883. L'année 1883 s'annonçait comme devant être véritablement extraordinaire ; par suite des intempéries, elle a été, en général, au-dessous de la moyenne.

DÉSIGNATION des RECOLTES.	NOMBRE d hectares cultivés en 1883	PRODUIT PAR HECTARE			PRODUIT TOTAL en 1883.	TOTAL des besoins annuels du département	COMPARAISON du produit de 1883 avec la consommation.	
		Année moyenne.	en 1883	en 1882			Excédent.	Déficit.
			h.	h				
Froment	149.761 »	23 20	24 53	24 38	3.452.867 33	4.094.868 75	«	642.001 42
Seigle	11.155 »	24 34	20 30	21 03	226.446 50	427.531 42	»	201.084 92
Orge	10. 254 »	36 22	38 26	39 36	392.318 04	993.049 10	»	601.731 10
Avoine	56.280 55	50 54	47 39	48 41	2.667.435 26	2.571.816 26	95.319 »	»
Pommes de terre.....	23.632 »	136 02	117 19	81 01	2.769.434 08	3.609.338.18	»	839.904 10

En outre, il a été cultivé en 1883 :

En Betteraves, 47,411 h. qui ont produit par hectare 44,871 k.
Houblon, 1,065 50 id. 1,325 k.
Lin, 5,999 50 id. 3,147 k. de filasse et 16 h. de graines.
Chanvre, 78 id. 1,128 k. de filasse et 25 h. de graines
Colza, 1,326 id. 1,478 k. de graines.

Les importations et les exportations de produits agricoles, par le port de Dunkerque et les bureaux de douanes du département, se chiffrent comme suit pour les années 1881-1882-1883 :

PRODUITS	ANNÉE 1881.		ANNÉE 1882.		ANNÉE 1883.	
	Importation.	Exportation.	Importation.	Exportation.	Importation.	Exportation.
	kil.	kil.	kil.	kil	kil.	kil.
Froment..... Grains	133.657 369	926 664	145.760.162	34.463 434	138.487.642	5 882 125
Froment..... Farines....	675.597	751.350	1.589.274	1.940.885	8.280 783	3 026.008
Seigle.....	716.754	45.731.039	862.980	5.327.903	1 195 910	20 578 119
Orge	78.177.042	24.055.262	89.167.358	12.737.611	82.887.486	24 816 621
Avoine.....	52.142.372	23.347.459	52.546.174	701.060	48.482.539	1 099 511
Maïs.....	118.044.974	1.563.415	48.736.212	1.996.445	71.908.002	907 209
Graines oléagineuses... ...	136 058 802	1.594.829	149.254 308	980 085	115.394.113	30 402 326
Pommes de terre.....	12.056 448	17.718 937	8.125 130	30.854.371	1.267.089	8.695 023
Houblon	883.023	102 834	856.672	412.440	1.057.912	306 804
Betteraves	28.185 125	36.819 540	15.981.811	17.152.907	30 070 492	33 847.968
Fourrages (foin, paille).....	5.390.604	11.060.814	3.839 310	7.880.275	4 949.928	10.609 120
Son	10.415 642	946.454	7.773.118	659.213	8 006 684	2 013 262
Légumes secs et leurs farines.	11.193.806	5.678 330	7.335.973	3 895.593	12 361 815	6 783 836
Viande de boucherie.....	1.483 674	515 432	1.363.741	377.973	1 515 975	332.988

Les animaux de ferme se décomposaient comme suit au 31 décembre 1883 :

Espèce chevaline.....			89.284
— Mulassière			2.210
— Asine.....			4.510
— Bovine	Bœufs et taureaux		14 212
	Vaches et génisses.....		203.975
	Veaux.....		43.400
— Ovine	Races du pays		115.385
	Races perfectionnées		10 976
— Porcine.....			85.382
— Caprine.....			22.915

Les importations de bestiaux sont très importantes ; elles s'élèvent à 303,780 têtes de betail pour l'année 1881, et à 217,673 têtes pour 1882 et à 449,695 pour 1883.

Pour la race chevaline les chiffres s'établissent comme suit :

IMPORTATION.		EXPORTATION.	
Année 1881..	58,369	Année 1881	4,885
1882	10,080	1882.....	2,331
1883...	10,305	1883.....	3,463

Appareils à vapeur.

118 Usines nouvelles ont été mises en activité en 1883 dans le département du Nord ; 48 ont été supprimées. Le nombre total des usines du département renfermant des appareils à vapeur s'élevait au 31 décembre au chiffre total de 3,511. Il était de 3,431 au 31 décembre 1882.

Production du sucre.

Il existait dans le département au 31 décembre 1883, 6 raffineries et 140 fabriques de sucre.

La production pour l'année	1881 a été de.....		66,984,384 k.
—	1882		90,669,366 k.
—	1883		90,431,140 k.

Voici pour les importations et les exportations :

	ANNÉE 1881.		ANNÉE 1882.		ANNÉE 1883.	
	Importations.	Exportations.	Importations.	Exportations.	Importations.	Exportations.
Sucres bruts	4.032.977	18.514.916	6 587 505	17.402.480	3 340.911	21.105 616
Sucres raffinés	1.191 316	826 588	1 371.335	1.299 591	1 873 052	630 340
Mélasses pour distilleries...	33 542 243	548 747	26 712 309	281.514	38.422 520	236.581
Glucose.		2.774 543		2 115.682		1.568 419

Contributions indirectes. — Droits perçus.

Le total des droits perçus au profit du Trésor, dans le département par l'administration des contributions indirectes, s'établit comme suit :

Années	1881.....	45,244,963 68
	1882.....	45,070,382 34
	1883	45,199,036 18

A l'appui de ces chiffres, je crois devoir faire connaître, pour certains produits, les quantités fabriquées :

PRODUITS.	1881	1882	1883
Alcools	706,656 h.	644,804 h.	710,708 h.
Bieres	3,783,647 h.	5,800,460 h.	3,891,399 h.
Vinaigres	28,186 h.	17,429 h.	29,775
Sucre indigene.....	66,984,384 k	90,669,366 k.	90,434,140 k.
Bougies.	164,441 k.	200,614 k.	165,700
Papiers	5,199,415 k.	7,237,602 k.	6,604,138 k

Les quantités d'alcools sorties du département se chiffrent comme suit :

	Année 1881.	Année 1882.	Année 1883.
Pour l'intérieur de la France....	627.363 h.	565.734 h.	607.041 h.
Pour l'étranger.....	4 292 h.	2.984 h.	16.071 h.
Totaux	631.655 h.	568.718 h.	623.112 h.

Mines de houille.

COMPAGNIES	FOSSES EN EXPLOITATION.			FOSSES EN CREUSEMENT OU EN PREPARATION.			EXTRACTION.		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883	1881.	1882	1883.
Anzin.....	19	19	19	1	1	»	2 284.158	2 241.992	2.182.475
Aniche.....	9	9	9	1	1	»	636 508	666.322	675 035
Douchy	5	5	5	»	»	»	296.638	218.028	243.342
Escarpelle ..	5	5	5	»	»	»	208.294	387 556	428 003
Vicoigne	3	3	3	»	»	»	135 471	149.610	132.452
Fresnes-Midi.	2	2	1	»	»	»	73.137	73.750	73.246
Azincourt....	2	1	1	»	»	»	37.299	40.334.	54.514
Marly	1	»	»	»	»	»	200	»	»
Crespin	»	»	»	1	1	1	»	»	»
Totaux...	46	44	42	3	3	1	3.671.702	3 777.592	3 789.067

Le tableau suivant donne des renseignements relatifs à l'exploitation des mines de houille dans le département du Nord, pendant les années 1881-1882-1883 :

	1881.	1882.	1883.
Concessions exploitées....	16	14	14
Concessions en chômage ..	5	7	7
Extraction	3,671,702 tonnes.	3,777,630 tonnes.	37,890 67
Fosses en activité	47	44	42
Fosses en préparation. ..	3	3	3
Nombre des ouvriers du fond	16.026	15,527	15,510
Nombre des ouvriers du jour	4.675	4,529	4,370
Nombre total des ouvriers	20,701	20,056	19,880
Production par ouv. du fond	229 tonnes	243 tonnes.	244
Salaires totaux	20,529,406 fr	20,832,725 fr. 00	21,593,952 fr. c.
Salaire moyen par ouvrier.	991 fr. 70	1,038 fr 75	1,086 fr. 21
Salaire par tonne de charbon	5 fr. 59	5 fr 51	5 fr. 69
Prix de vente par tonne...	11 fr. 34	11 fr 24	11 fr. 26

Pour compléter les renseignements ci-dessus, je mets sous les yeux du Conseil des chiffres faisant connaître la consommation de houille dans le département, en 1881, 1882 et 1883, chiffres qui, d'ailleurs, peuvent seuls donner une idée aussi exacte que possible de la situation industrielle.

PROVENANCES.	CONSOMMATION.		
	1881.	1882.	1883.
Houilles du Nord.....	2 293 689	2.332 330	2 254 239
— du Pas-de-Calais..... .	1.495.857	1.584.370	1 715 118
— de Mons et du Centre.....	865.335	868.777	833.179
— de Charleroi.	431.011	461.354	459 100
— d'Angleterre.....	14 068	8.988	13 179
— des Bassins allemands.	250	280	»
Totaux.....	5.100.210	5.253.099	5 274 845

Les importations et exportations de houille pour le département donnent les chiffres suivants :

	IMPORTATIONS.			EXPORTATIONS.		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883
	Tonnes	T.	T	T	T.	T
Houille crue.....	1.031.236	1.475 489	3.579 317	144.965	164.201	199.692
— carbonisée..	469.141	184 217	121.798	7 576	21 073	129.662

Métallurgie.

La métallurgie est prospère. Le tableau ci-après résume la production des usines à fer du département du Nord pour les années 1881, 1882 et 1883 :

DÉSIGNATION	QUANTITES,			PRIX EN		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883
Fonte d'affin. et de moul. ou 2e fusion.	239.419 tonn.	255 322	254.264	71	75	68
Fers marchands....	217.531	238.461	205.885	170	185	186
Rails.....	19.263	21.237	14.904	175	195	190
Fers spéciaux.....	62.257	51.070	64.469	165	180	181
Tôles	23 677	24.662	22.825.	260	270	260
Acier Bessemer.....	47.781	61.493	88.781	190	192	210

L'usine à zinc d'Auby-lez-Douai a produit, en :

1881	10,445 tonnes	de	zinc brut vendues au prix moyen de	387 fr.	50.
1882	11,423	d°	d°	395	50.
1883	10,597	d°	d°	394	»

Les mines de fer concédées dans le département sont au nombre de six.

Les importations et exportations s'établissent comme suit :

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	IMPORTATIONS.			EXPORTATIONS.		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Fers en barre. .	2.258.972	4.353.402	2.168.999	113.300	16.379	522.724
Aciers en barre ...	1.780.410	1.078.837	1.590.129	41.098	7.389	375.514
Fonte de fer brute..	1.636.284.085	50.658.294	65.432.097	325.467	299 498	308.547
Machines et mécaniq.	15 080 355	23.889 853	18.353.649	3.361.519	4 207 820	3.899 708
Tubes en fer.....	2.084.608	3.310.104	2.278.221	14.616	9.589	45.230
Rails	9.369 567	823.235	440.953	15.533	70	768.648
Tôles	1.364.772	2 660.901	726.427	52.026	11.030	172.802
Outils de toute sorte	163.579	149 987	192.390	53.119	22.644	77.546
Zinc brut	25.822.657	22.834.292	29.482.645	66.911	465 664	164 648
Ouvrages en métaux	6.205.865	15.217.724	7.983.421	1.395.550	1.564.119	4.786.694
Fils de fer	2.161 009	74.164	3.291.890	19.745	2.799	125.304

Industrie textile.

SITUATION au 31 décembre.	DÉSIGNATION des matieres employées	Filatures.	Filatures et tissages.	Retorderies.	Tissages.	NOMBRE des broches a filer.			NOMBRE des métiers mécaniques a tisser.			TISSAGE a bras. — Nombre approximatif de métiers en activité.
						Actives.	Inactives.	TOTAL.	Actifs	Inactifs.	TOTAL.	
1881	Coton.	46	10	98	131	1 281.406	60.412	1.341.818	1.507	140	1.647	1.113
	Laine..... .	122	39	»	105	1.311.118	51.300	1.362.418	14.651	1.408	16.059	8.990
	Chanvre, lin, jute.....	88	16	»	109	385.990	26.262	408.232	9 988	1.160	11 148	6.830
	Soie.....	1	»	»	7	3.500	»	3.500	650	»	270	70
	Mélanges....	»	»	»	57	»	»	»	9.974	2 058	12.032	6.417
1882	Coton.....	48	10	90	140	1.325.597	27.280	1.352.827	1.893	140	2.033	1.281
	Laine.....	192	25	»	159	1.343.440	33.022	1.376.462	22.619	1.567	24.186	9.983
	Chanvre, lin, jute	94	116	»	133	461.398	18.597	479.995	10 536	429	10.965	7.053
	Soie.....	1	»	»	7	5.400	»	5.400	»	»	»	182
	Mélanges.....	»	»	»	98	»	»	»	2.874	316	3.190	4.348
1883	Coton.....	53	10	82	141	1.370.366	13.958	1.384.324	1.769	118	1.887	1.200
	Laine	192	28	»	143	1.391.216	21.938	1.413.154	19.813	371	20.184	13.768
	Chanvre , lin, jute..	122	19	»	169	494.259	10.122	504.381	9.932	139	10 071	6.253
	Soie	1	»	»	4	7 441	»	7.441	»	»	»	»
	Mélanges. ...	»	»	»	105	»	»	»	10 465	106	10.271	5.172

Importations et exportations pour les années 1881, 1882 et 1883.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	IMPORTATIONS.			EXPORTATIONS.		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883
	K	K.		K.	K.	
Lins teillés	63.856.115	71 527 904	61.016.163	1.898 047	1 600.407	4.791.778
Chanvre teillé	2.837 166	2.509.998	2.966.432	174.379	134.104	107.640
Jute teillé.....	18 872 747	11 802.486	17.465.939	56.204	145.602	41.593
Laines brutes.....	36 021 522	37 994 143	57.734 714	2.298 913	1 399 218	2 402 123
Fils de lin	1.447.426	1 927.261	2 093.788	1.011.246	658 759	660.260
Fils de jute..... .	31 562	89.675	47.639	2.253.645	1.640 461	1.848 268
Fils de laine	644 024	974.228	1 054 349	3 340 379	2 988 727	2 881.641
Fils de coton	938 343	1 134.843	1.718 413	638 592	304.562	383.892
Coton en laine	6.055 535	9 101.982	11 469 072	2.357.010	2.227.808	3.017.249
Dentelle de coton a la valeur	64 366	5 122	6 622	5 795	101.358	3.207
Tissus de coton .. au poids	145.172	261.714	261.661	775.356	456 187	321 478
Tissus de coton .. à la valr.	1.415 298	780 371	»	779.268	10 930	»
Tissus de jute.... au poids..	399 680	305.710	310 982	78.230	457.789	242.753
Tissus de laine . au poids	1.601 »	157.519	337 923	2.132.278	1 493.712	1.627 176
Tissus de laine . à la valr	3.513.768	1 403.251	»	2 023.592	25 780	»
Tissus de lin .... au poids	387.164	473 493	390 515	102 723	91.205	118.690
Tissus de lin .... a la valr.	1.179 945	375 541	»	8.542	17.145	»
Déchets de laine ou drilles	606 338	397 107	626.051	2.655.543	2.209.282	4.135.493
Drilles de toute espece.....	5 861.522	5.008 723	3 253 368	6.959.412	9.893 653	10 604.152

Verreries.

On compte dans le département :

20 fabriques de verres à vitres ;

25 fabriques de bouteilles, cristaux, gobletterie, etc.

3 manufactures de glaces.

Les importations et exportations se sont chiffrées comme suit en 1881, 1882 et 1883 :

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883
	K.	K.	K.	K.	K.	K.
Verres à vitres ...	1 212.003	18.080	1.504 879	554 631	1.781.964	138.586
Gobletterie	1 928.766	1.032 006	1 352.415	2 484.233	59.584	1.013.180
Bouteilles	565.958	48 657	398 324	2 991.141	2.552.017	3.703.191
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Glaces	137.357	33 424	115 705	1.265.872	329.736	592.232

Importations et exportations diverses.

DESIGNATION DES PRODUITS.	IMPORTATIONS.			EXPORTATIONS.		
	1881	1882	1883	1881	1882	1883
	K.	K.	K.	K.	K.	K.
Cafés	1.607.754	5.645.774	10.349.450	627	524	11.291
Racines de chicorée.	25.739.392	18.206.457	27.915.720	234.853	83.190	215.892
Peaux brutes	2.229.766	986.695	3.591.549	2.065.140	2.336.074	1.811.971
Peaux préparées....	615.604	854.808	927.755	267.445	224.390	276.170
Goudron minéral...	38.384 457	30.207.574	36.732.672	8.172.264	9.902.990	8.653.238
Huiles fixes	8.754.535	6.486.575	11.766.108	2.214.525	4.394.310	5.505.617
Huiles lourdes	6.434.802	7.371.906	8.645.199	25.284	»	»
Huiles de pét. brutes	18.836.342	17.810.266	42.264.707	42.080	178.689	704.602
Huiles de pét. épurées	1.709.763 m c	1.143.890 m c	1.230.233 m c	2.093 m c	541 m c	52.542 m.c
Bois de construction.	187.249 pièces	9.894.476 pieces	8.260 663	981.262	433.151	479.480
Bois feuillard	4.981.130	8.060 946 k	5.750 301	516.251	34.252 k	84.567
Papiers de toute sorte	1.009.365	1.477.033	1.401 401	627.709	355.574	380.578

Recettes des chemins de fer.

Un autre élément est de nature à faire apprécier l'importance de plus en plus considérable du commerce et de l'industrie dans le département : ce sont les recettes des chemins de fer aux diverses gares et stations du département. En voici les chiffres pour plusieurs années :

Année 1876...	32 454.726
Année 1877.....	32.918.055
Année 1878.....	34.600.530
Année 1879.....	36.735.353
Année 1880.....	41.680.281
Année 1881, ...	43.180.000
Année 1882..... .	45.375.304
Année 1883	49.627.026

Enfin, pour terminer ce rapport, je crois devoir communiquer au Conseil général les résultats, pour 1883, des opérations des succursales de la Banque de France dans le département du Nord.

Opérations de la Banque de France dans le département du Nord.

SUCCURSALES	CHIFFRES des OPÉRATIONS.	PRODUIT. — BÉNÉFICE NET.	SOMME ESCOMPTÉE sur Paris, Place et Succursales.		AVANCES	VIREMENTS et DIVERS.	EFFETS remis PAR LA BANQUE.		EFFETS ENCAISSÉS dans chacune des Succursales.		OBSERVATIONS.
			EFFETS.	SOMMES.			EFFETS.	SOMMES.	EFFETS.	SOMMES.	
	Millions	Mille.		Millions	Millions	Millions		Millions		Millions	
Lille. .	431 690	935	453 037	371 000	9 100	51 400	140 934	194 200	272 928	317 300	Armentières ville rattachée
Cambrai	52 4	148	28 936	40 0	3 0	9 3	33 441	28 6	42 847	41.6	Le Cateau, d°
Douai . .	37 7	89	21 219	29 2	2 3	6 2	28 002	22 9	33 478	33 9	
Dunkerque	72.6	314	10 805	56 9	3 8	11.8	34 462	34 7	37 318	70.3	Saint-Omer, bureau auxiliaire
Roubaix-Tourcoing..	236 7	465	156 600	211 4	0 8	24 3	65.044	96.6	96.819	159'0	
Valenciennes	145 0	216	96 856	109 8	1 7	33 5	44 314	44 0	80 068	80 4	Denain, ville rattachée.
	976 000	2 167	767 453	818 800	20 700	136 500	346 197	421 000	563 458	702.500	

Service vétérinaire (2e B.)

Dans sa dernière session d'avril, le Conseil général a été saisi d'une proposition tendant à l'émission du vœu que nul ne puisse exercer la médecine vétérinaire en France, s'il n'est pourvu du diplôme de vétérinaire.

Le Conseil a ajourné l'examen de cette proposition, en me demandant de m'assurer si le nombre des vétérinaires diplômés actuellement en exercice dans le département, suffit aux besoins du service.

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée les réponses que j'ai reçues à cet égard de MM. les Sous-Préfets. Ces réponses sont affirmatives, sauf pour les deux cantons de Marchiennes et d'Orchies.

Pour l'arrondissement de Lille, les vétérinaires en exercice peuvent satisfaire à tous les besoins.

Je joins également au présent rapport la liste nominative des médecins vétérinaires diplômés, établie par arrondissement à la date du 25 Janvier 1884.

Bertincourt (Pas-de-Calais). — Marché mensuel aux bestiaux. (2e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le dossier d'une demande du Conseil municipal de Bertincourt (Pas-de-Calais) tendant à obtenir l'autorisation d'établir dans cette Commune un marché aux bestiaux qui se tiendrait le 1er mercredi de chaque mois.

Vingt Conseils municipaux du Département du Nord ont été consultés : onze ont émis un avis favorable, quatre (Flesquières, Honnecourt, Noyelles sur l'Escaut et Proville) un avis contraire motivé, sur le préjudice qui résulterait de la multiplicité des marchés; cinq conseils municipaux se sont abstenus.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, conformément aux instructions, émettre son avis sur la demande dont il s'agit.

Hermies (Pas-de-Calais). — Marché mensuel aux bestiaux. (2e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le dossier d'une demande du Conseil municipal de Hermies (Pas-de-Calais) tendant à obtenir l'autorisation d'établir dans cette Commune un marché aux bestiaux qui se tiendrait le 15 de chaque mois.

Trente conseils municipaux du Département du Nord ont été consultés. vingt-neuf ont émis un avis favorable ; *Proville* un avis contraire motivé sur le préjudice qui résulterait de la multiplicité des marchés.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, conformément aux instructions, émettre son avis sur la demande dont il s'agit.

Nordausques (Pas-de-Calais).
Franc-Marché aux bestiaux et denrées alimentaires (2e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le dossier d'une demande du Conseil municipal de Nordausques (Pas-de-Calais) tendant à obtenir l autorisation d'établir dans cette commune un franc-marché aux bestiaux et aux denrées alimentaires qui se tiendrait le quatrième lundi de chaque mois.

Quinze Conseils municipaux du département du Nord ont été consultés : Deux ont émis un avis favorable ; deux (Cappelbrouck et Bourbourg) un avis contraire motivé sur la trop grande multiplicité des marchés ; onze Conseils municipaux se sont abstenus.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, conformément aux instructions, émettre son avis sur la demande dont il s'agit.

Améliorations à apporter aux installations du champ de tir de l'Arbrisseau. (2e B).

J'ai de nouveau recommandé à la bienveillante attention de M. le Ministre de la Guerre le vœu du Conseil général, tendant à obtenir qu'il soit obvié au moyen d'un terrassement spécialement massé, dans ce but, à l'interruption que la circulation publique subit forcément sur le chemin vicinal d'intérêt commun n° 147 de Lille à Houplin, dit chemin des Postes, pendant la durée des exercices à feu que la garnison de Lille effectue au champ de tir de l'Arbrisseau.

Après avoir fait procéder à une nouvelle étude de la question par le service militaire local, M. le Ministre de la Guerre a pu se convaincre que la circulation sur le chemin des Postes pourrait être rétablie dans des conditions de sécurité tout à fait suffisantes, si l'on organisait des deux côtés de la butte du champ de tir, sur une longueur de 120 mètres environ pour chaque branche, un remblai d'une hauteur moyenne de 3 mètres qui serait installé sur deux bandes de terrain, acquises spécialement à cet effet.

Ce remblai devant, en outre, avoir pour effet d'isoler de la voie publique les terrains le long desquels il serait établi, il conviendrait de le border, vers le côté opposé au chemin vicinal n° 147, d'un chemin particulier donnant accès à toutes les propriétés voisines et se raccordant, par ses extrémités libres, avec le chemin public lui-même.

Dans sa dépêche du 10 octobre 1883, M. le Ministre de la Guerre s'exprime ainsi : « Je suis, en ce qui me concerne, tout disposé à réaliser les désirs exprimés par le Conseil général et à mettre, dans la mesure du possible, le chemin des Postes à l'abri des projectiles venant du champ de tir qui lui est contigu.

» Mais je crois devoir vous faire remarquer que le service militaire, qui n'a établi ce même champ de tir qu'à la suite d'un accord intervenu avec la ville de Lille et qui pouvait à bon droit, se considérer comme libre d'user de cet établissement dans les conditions prévues au régime approuvé par l'un de mes prédécesseurs, ne saurait assumer à lui seul la dépense à provenir d'un travail qui ne doit lui profiter en rien.

» Par suite, j'estime que les dépenses à provenir de ce travail devraient être supportées en partie par les services intéressés, notamment par la ville de Lille qui a fourni le champ de tir de l'Arbrisseau et qui en fait elle-même un usage constant pour ses sociétés de tir.

» Dans cet ordre d'idées, il me semblerait équitable que le terrain nécessaire fût acquis et livré sans frais au département de la Guerre par la Municipalité de Lille, cédée au besoin par le département ou par les communes voisines ; le service militaire se réservant de faire exécuter, avec les moyens dont il dispose, les terrassements dont l'utilité a été reconnue des deux côtés de la butte.

» J'attendrai donc pour donner suite à cette affaire que vous veuilliez bien me faire connaître, Monsieur le Préfet. si mes propositions ont des chances d'être acceptées par les intéressés ; mais je déclare dès à présent décliner toute responsabilité pour le cas où, nonobstant les précautions prises, il se produirait à l'avenir des accidents sur le chemin des Postes. »

J'ai fait connaître au Conseil général dans sa session d'avril que M. le Maire de Lille, invité à faire connaître si la ville est disposée à livrer le terrain nécessaire pour établir un remblai dans les conditions déterminées par M. le Ministre de la Guerre, a déclaré qu'il ne lui paraît pas possible de réclamer du Conseil municipal un nouveau crédit pour améliorer un tir qui, contrairement à ce que pense M. le Ministre, ne servirait en aucune façon à la ville.

La question est actuellement soumise à l'examen de M. le Ministre de la Guerre.

Il a été reconnu par tous les services intéressés qu'une amélioration du champ de tir de l'arbrisseau était nécessaire.

Le Conseil général peut être assuré que je ferai tous mes efforts pour que cette amélioration soit apportée le plus tôt possible.

Butte de tir du Roleur à Valenciennes (2° B).

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil général que, suivant le vœu qu'il a exprimé dans sa délibération du 24 avril dernier, des modifications ont été apportées au champ de tir du Roleur à Valenciennes en vue de remédier aux dangers que pouvaient présenter les balles franchissant la butte à la suite de ricochets.

De petites tranchées à parvis verticales ont été établies de 20^{m} en 20^{m} de manière à empêcher ces ricochets qui, d'ailleurs, n'avaient causé jusqu'ici aucun accident.

En ce qui concerne les heures d'exercice, elles ont été fixées conformément aux propositions des communes intéressées et le tir n'a lieu en temps ordinaire que de 11 heures à 2 1/2. Ce n'est que pendant les périodes d'instruction des réservistes ou des territoriaux que le tir a lieu pendant toute la journée, mais ces périodes ne sont pas de longue durée, et il paraît du reste impossible de changer cet état de choses sans compromettre cette instruction.

Travaux publics. Occupations temporaires.

Dans sa séance du 30 août 1883, le Conseil général du Nord a émis un vœu tendant à ce que les modifications suivantes soient apportées à la loi du 16 septembre 1807 :

1° La prise de possession des terrains à occuper temporairement, pour l'exécution des travaux publics, ne pourrait avoir lieu qu'après entente préalable avec le propriétaire ou fermier sur la somme à payer comme indemnité ;

2° Une garantie proportionnelle à l'importance de l'immeuble dont il s'agit de prendre possession, serait donnée avant toute occupation ;

3° Les propriétaires pourraient se pourvoir sans frais devant le Conseil d'État, de même que cela se pratique en matière de contributions directes et d'élections.

Ce vœu a été recommandé tout particulièrement à la bienveillante attention de MM. les Ministres de l'Intérieur, des Travaux Publics et de la Guerre.

Par dépêche du 28 avril dernier, M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connaître que son administration déposera prochainement à la Chambre des Députés un projet de loi adopté par le Conseil d'Etat. Ce projet de loi remanie entièrement la législation actuelle et donne satisfaction aux divers intéressés, dans la limite du possible.

Insalubrité des eaux des fossés des fortifications de la place de Bergues

Dans sa séance du 28 août 1883, le Conseil général a émis un vœu au sujet du faucardement et du curage d'une partie des fossés de la place de Bergues.

Dans la session d'avril, j'ai fait connaître à l'Assemblée que la question posée a une grande importance et que l'affaire était soumise à une conférence entre les divers services intéressés.

J'ai recommandé spécialement cette affaire à l'attention de M. l'Ingénieur en chef, Doniol, qui a pris l'initiative de la conférence dont les résultats ne me sont pas encore parvenus. L'instruction suit son cours et la question sera examinée avec tout l'intérêt qu'elle comporte.

Lille, le 8 Août 1884.

Le Préfet du Nord,

JULES CAMBON.

TROISIÈME PARTIE.

RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.

CHAPITRE PREMIER.

RAPPORT

SUR LA

SITUATION DU SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES

dans le département du Nord, au 30 Juin 1884.

Les recettes effectuées pendant les années 1882 1883 sont détaillées ci-après :

NATURE DES RECETTES.	RECETTES DE L'EXERCICE 1882.	RECETTES DE L'EXERCICE 1883.	Augmentation	Diminution
Produit net de la taxe des lettres	4.166.614	4.427.535	260 921	»
Droit perçu sur les envois d'argent..	154.036	170 119	16 083	»
Recettes diverses et accidentelles des Postes ...	2.583	2.651	68	»
Produit net des taxes de la Télégraphie.....	867 370	851.658	»	15.712
Recettes diverses et accidentelles des télégraphe-	19.272	18.485	»	787
	5.209 875	5.470 448	277.072	16 499
			AUGMENTATION.....	260.573 fr.

Les produits réalisés accusent une augmentation, comparativement à l'année 1882, malgré la diminution, d'ailleurs peu sensible, qui continue à affecter les recettes télégraphiques.

NOMBRE DES BUREAUX.

Le nombre des bureaux de poste en activité dans le département, qui était de 159 au 30 juin 1883, s'élevait au 30 juin 1884, à 168, par suite de l'ouverture des 9 bureaux de Bersée, Monchecourt, Gondecourt, Sebourg, Gommegnies, Louvroil, Pérenchies, Landas et Lille-Saint-Maurice,

L'Administration a décidé, en outre, la création de bureaux de poste à Douchy, Saint-André et Marquette, qui seront ouverts, aussitôt que les communes auront fourni les locaux nécessaires, et la conversion en recette à partir du 1er octobre prochain, de l'établissement de facteur-boîtier à Glageon.

La commune de Beauvois a été dispensée, à dater du 1er avril dernier, de payer les frais d'exploitation de la recette des postes dite municipale, établie dans cette localité.

Le nombre des bureaux télégraphiques en activité dans le département, qui était de 157 au 30 juin 1883, s'élevait au 30 juin 1884 à 164, par suite de l'ouverture des sept bureaux de Saint-Souplet, Bousies, Crèvecœur, Nieppe, Lécluse, Esquelbecq et Gondecourt.

Depuis lors, le télégraphe a été mis en activité le 21 juillet courant au bureau de poste de Vieux-Berquin, et il le sera au bureau de poste de Sebourg le 4 août prochain.

Le télégraphe a été réuni à la poste à Dompierre, Étrœungt et Louvroil.

M. le Ministre des Postes et des Télégraphes a exprimé le regret, dans son rapport adressé à M. le Président de la République le 4 mai dernier, d'avoir été obligé de limiter à 100 le nombre de créations des bureaux de poste en 1884, alors qu'il existe encore 1,600 demandes en instance. Dans ce dernier chiffre, se trouvent comprises 29 demandes émanant des communes du département du Nord et pour lesquelles des études ont été faites. Il serait à souhaiter, comme l'a fait remarquer lui-même M. le Ministre, que des crédits suffisants fussent alloués pour permettre de créer 500 bureaux par an pendant deux ou trois exercices. Il serait alors possible de donner satisfaction au vœu exprimé par M. le Préfet et par le Conseil général du Nord à l'effet d'obtenir que le nombre des bureaux de poste du département soit porté à 200

AMÉLIORATIONS RÉALISÉES.

Arrondissement de Lille.

Bersée..... 1er juillet 1883. — Ouverture d'un bureau de poste à Bersée, deuxième distribution à Bersée et Mons-en-Pévèle.

Gondecourt..... 1er juillet 1883. — Ouverture d'un bureau de poste à Gondecourt, deuxième distribution a Gondecourt, deuxième levée de boîte à Herrin.

Pont-à-Marcq..... 1er juillet 1883. — Deuxième distribution à Mérignies.
Annœullin..... 1er juillet 1883. — Deuxième distribution à Allennes-les-Marais
Seclin..... ..... 1er juillet 1883. — Deuxième distribution à Houplin.
Seclin..... 1er août 1883. — Boîte supplémentaire au hameau d'Anccisne, commune d'Houplin.
Wattrelos..... 14 août 1883. — Boîte supplémentaire à Wattrelos.
Bersée..... 13 octobre 1883. — Boîte supplémentaire au Vieux-Bourg, commune de Bersée.
Armentières..... 1er novembre 1883. — Création d'un emploi de facteur de ville.
Roubaix..... 1er novembre 1883. — Boîte supplémentaire à Roubaix.
Pérenchies..... 16 novembre 1883. — Ouverture d'un bureau de poste et 2me distribution à Pérenchies.
Lille..... 16 novembre 1883 — Deuxième distribution au Petit-Ronchin, commune de Rouchin
Deuxième distribution à Thumesnil, commune de Faches.
Lomme..... 16 novembre 1883. — Extension de la deuxième distribution à à Lomme.
Lille..... 4 janvier 1884. — Établissement d'un fil télégraphique entre Lille et Nancy.
Pérenchies..... 11 janvier 1884. — Boîte supplémentaire à la section de la Prévôté, commune de Pérenchies.
Halluin..... 4 février 1884. — Ouverture du réseau téléphonique de Halluin relié à Lille et au réseau de Roubaix-Tourcoing.
Lille..... 22 février 1884. — Boîte supplémentaire à Lille, rue du faubourg de Béthune.
Marcq-en-Barœul.... 25 mars 1884 — Boîte supplémentaire au hameau de Rouges-Barres, commune de Marcq en-Barœul.
Lille..... 1er mai 1884. — Ouverture d'un bureau de poste à Lille-Saint-Maurice.
Roubaix..... 16 mai 1884. — Rétablissement du service télégraphique jusqu'à minuit, à Roubaix.
Lille..... 26 mai 1884. — Établissement d'un fil télégraphique entre Lille et Laon.
Lille..... 10 juin 1884. — Cabines téléphoniques établies à la Bourse et à la gare de Lille.
Lille..... ..... 15 juin 1884. — Établissement d'un fil télégraphique direct entre Lille et le Hâvre.
Gondecourt..... 23 juin 1884. — Mise en activité du télégraphe au bureau de poste de Gondecourt.

Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe.

Dourlers..... 4 juillet 1883. — Boîte supplémentaire à la commune de St-Aubin.

Avesnes-sur-Helpe.... 23 juillet 1883. — Boîte supplémentaire aux Écossettes, commune de Haut-Lieu

Maubeuge..... 25 août 1883. — Mise en activité de fils télégraphiques entre Paris et Maubeuge et entre Lille et Maubeuge.

Le Quesnoy..... 16 septembre 1883. — Deux boites supplémentaires au Quesnoy.

Jenlain..... 1er octobre 1883. — Deuxième levée de boîte à Wargnies-le-Grand.

Dompierre..... 20 octobre 1883. — Boîte supplémentaire au chemin des Ardennes, commune de Dompierre.

Gommegnies..... 1er novembre 1883. — Ouverture d'un bureau de poste et 2me distribution à Gommegnies.

Louvroil..... 16 novembre 1883. — Ouverture d'un bureau de poste.

Maubeuge..... 16 novembre 1883. — Deuxième distribution au hameau de Sous-le-Bois et au faubourg de Mons.
Extension de la deuxième distribution à Montplaisir.

Hautmont..... 16 novembre 1883. — Création d'un emploi de facteur rural à Hautmont. — Deuxième distribution à Neuf-Mesnil.

Bousies..... 31 mars 1884. — Ouverture d'un bureau télégraphique.

Trélon..... 1er avril 1884. — Création d'un emploi de facteur local.

Maubeuge..... 26 mai 1884. — Mise en activité d'un fil télégraphique direct entre Maubeuge et St-Quentin.

Avesnes-sur-Helpe.... 26 mai 1884. — Pose d'un fil télégraphique direct d'Avesnes avec Paris.

Le courrier de Sars-Poteries à Felleries a été pourvu d'une sacoche-boîte pour recevoir les lettres en route.

Arrondissement de Cambrai.

Saint-Souplet..... 30 juillet 1883. — Ouverture du bureau télégraphique.

Viesly..... ..... 14 septembre 1883. — Boîte supplémentaire à la commune de Viesly.

Catillon..... 5 octobre 1883. — Boîte supplémentaire au Boyau-de-Leu, commune de La Groise.

Le Cateau..... .. 25 décembre 1883. — Boîte supplémentaire à la Sucrerie, commune de Montay.

Crèvecœur..... 31 mars 1884. — Ouverture du bureau télégraphique.

Le Cateau..... 26 mai 1884. — Le Câteau a été relié directement par de nouveaux fils télégraphiques à Lille, à Paris et à St-Quentin.

Les courriers de Caudry (gare) au bureau et de Busigny (gare) à Honnechy, ont été pourvus de sacoches-boîtes pour recevoir les lettres en route.

Arrondissement de Douai.

Orchies.....	1er juillet 1883. — Création d'un emploi de facteur pour améliorer le service de la distribution dans la commune et les écarts de Coutiches.
Flers-en-Escrebieux..	7 juillet 1883. — Concession d'une boîte supplémentaire au hameau de Dorignies, commune de Douai.
Monchecourt.....	1er août 1883. — Ouverture de bureau de poste. — Deuxième distribution à Monchecourt et Fressin. — Deuxième levée de boîte à Marcq-en-Ostrevent.
Douai.....	29 août 1883 — Mise en service d'un fil télégraphique souterrain entre Paris et Douai.
Douai.....	23 septembre 1883. — Mise en service d'un fil télégraphique souterrain entre Lille et Douai.
Landas.....	16 mars 1884. — Ouverture du bureau de poste. — Deuxième distribution à Landas et Saméon.
Lécluse.....	26 mai 1884. — Mise en activité du télégraphe

Arrondissement de Dunkerque.

Esquelbecq.....	29 juillet 1883. — Ouverture du bureau télégraphique.
Wormhoudt.....	29 septembre 1883. — Boîte supplémentaire à la commune de Wormhoudt.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Nieppe.....	31 mars 1884. — Mise en activité du service télégraphique au bureau de poste de Nieppe.
Hazebrouck.....	2 juin 1884. — Concession d'une boîte supplémentaire à la ville d'Hazebrouck.

Arrondissement de Valenciennes.

Anzin.....	12 juillet 1883. — Boîte supplémentaire au hameau de Thiers, commune de Bruai:
Maing.....	25 juillet 1883. — Boîte supplémentaire à Maing.
Condé.....	1er août 1883 — Troisième distribution à Condé.
Valenciennes.....	11 septembre 1883. — Mise en activité du nouveau fil télégraphique entre St-Quentin, Cambrai et Valenciennes.

Sebourg..... 1er octobre 1883. — Ouverture du bureau de poste à Sebourg. Deuxième distribution aux hameaux de Sebourgniaux et de Trieux.

Vieux-Condé..... 29 octobre 1883. — Boîte supplémentaire au hameau de Reugies, commune de Vieux-Condé.

Valenciennes..... 1er novembre 1883. — Création d'un emploi de facteur de ville.

Thiant..... 15 novembre 1883. — Boîte supplémentaire au hameau de la Pyramide. commune de Haulchin.

Lourches..... 30 décembre 1883. — Boîte supplémentaire au Vieux-Lourches, commune de Lourches.

Wallers..... 1er avril 1884. — Extension de la 2me distribution à Wallers. — 2me distribution à Bellaing.

Valenciennes..... 1er avril 1884. — Deuxième levée de boîte à Oisy.

Valenciennes..... 13 juin 1884 — Un appareil Hughes a été substitué à l'appareil Morse, pour accélérer la transmission des dépêches entre Valenciennes et Paris.

Les améliorations réalisées ci-dessus, se résument ainsi qu'il suit par arrondissement :

	Lille.	Avesnes.	Cambrai.	Douai.	Dunkerque.	Hazebrouck.	Valenciennes.	Totaux.
Bureaux de poste	4	2	»	2	»	»	1	9
Bureaux de télégraphe	1	1	2	1	1	1	»	7
Emplois de facteurs	1	2	»	1	»	»	1	5
Deuxieme distribution	10	3	»	2	»	»	4	19
Deuxième levée	1	1	»	1	»	»	1	4
Boîtes supplémentaires	7	5	3	1	1	1	5	23
Sacoches boîtes	4	1	2	»	»	»	»	7
Fils télégraphiques	3	2	3	2	»	»	1	11

BOITES AUX LETTRES.

Le nombre des boîtes aux lettres du département, qui était au 1er janvier 1883 de 1,019 dont 648 pourvues de l'indicateur des levées, s'élevait au 1er janvier 1884 à 1,051 dont 725 avec indicateurs des levées. A cette dernière époque, il restait 295 boîtes, dont la levée n'a lieu qu'une fois par jour.

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE.

Le montant des versements effectués à la Caisse d'épargne postale dan le département a été pendant l'année 1882, de..... .... " 1 191.607 fr.
Pendant l'année 1883, de..... ..... 1.557.735 »
Pendant le 1er semestre 1884, de..... 992.008 »

Total..... ..... 3.741 350 fr.

Les remboursements se sont élevés :
Pendant l année 1882, à..... 205.118 fr.
Pendant l'année 1883, à . ..... 762.757 » } 1.472.589 fr.
Pendant le 1er semestre 1884. à..... 504.714 »
D'où un solde au 30 juin 1884, de ..... 2.268.761 fr.

Le nombre de livrets délivrés dans le département, qui etait de 6.146 au 31 décembre 1882, s'élevait au 30 juin 1884 à 14,619, et le département du Nord qui, sous le rapport de la population, vient immédiatement après celui de la Seine, se trouve classé le troisième au point de vue du nombre de livrets délivrés pour le compte de la Caisse d'épargne postale, d'après le tableau comparatif des opérations faites dans chaque département.

TÉLÉPHONES.

Le réseau téléphonique établi par les soins de l'Administration à Roubaix, à la date du 1er avril 1883, a été successivement étendu depuis lors à Tourcoing et à Halluin, et il se trouve maintenant en communication avec le bureau téléphonique central de Lille, L'Administration a autorisé sous certaines conditions, qui n'ont pas toujours été remplies : 1° L'installation d'un réseau téléphonique à Armentières et la mise en communication de ce réseau avec le bureau téléphonique central de Lille ; 2° l'organisation d'un service téléphonique au Quesnoy et l'établissement d'une ligne spéciale entre cette ville et Lille. Elle s'occupe également d'installer un réseau téléphonique à Dunkerque. Un abonnement de 25 fr. par mois, destiné à remplacer les taxes de 25 centimes perçues pour les communications téléphoniques échangées entre Lille et Halluin a été mis en vigueur, à titre d'essai, à partir du 25 juillet courant pour les abonnés qui y ont donné leur adhésion. Le nombre des abonnés est actuellement de 250.

Suite donnée aux vœux exprimés par le Conseil général dans sa session du mois d'Avril 1884.

1° *Qu'une troisième distribution ait lieu de 5 à 6 heures du soir à Saint-Cloud-lès-Cambrai et que les deux autres distributions soient avancées.* — Une proposition dans

ce sens a été soumise à l'Administration le 1er juillet dernier. Mais elle n'a pu encore être adoptée en raison sans doute de l'augmentation de dépense qui en résulterait pour le Trésor ;

2° *Qu'un deuxième emploi de facteur soit créé à Hondschoote.* — D'après la statistique qui a été établie et envoyée à l'Administration, la tournée du facteur desservant Hondschoote n'atteint que 28 kilomètres. Dans ces conditions, la création d un second emploi de facteur ne paraîtrait pas suffisamment justifiée, surtout si l'on considère qu'il existe encore des touruées dépassant 32 kilomètres, que l'administration ne peut dédoubler en raison de l'insuffisance des crédits budgétaires ;

3° *Que des boîtes aux lettres soient établies au hameau de Pont-aux-Cerfs, commune d'Hondschoote, au hameau de Killem-Lynde, commune de Killem. et au hameau des Cinq-Chemins, d'Oost-Cappel.* — Des boîtes aux lettres viennent d'être concédées par l'Administration, aux frais des communes, pour les deux derniers de ces hameaux. Mais la levée, après-midi, de la boîte demandée pour le hameau de Pont-aux-Cerfs entraînerait pour le facteur, qui ne repasse pas par ce hameau à son retour, un surcroît de parcours et par conséquent une augmentation de dépense à laquelle l'Administration ne pourrait faire face actuellement, en raison de l'exiguité des crédits budgétaires. La concession de cette boîte doit donc être ajournée. Toutefois, la commune de Hondschoote pourrait, si elle le jugeait à propos, faire installer à ses frais, au hameau de Pont-aux-Cerfs, une boîte mobile, qui serait transportée par le courrier de Hondschoote à Bergues, moyennant une indemnité à régler avec ce dernier ;

4° *Que le service télégraphique de nuit soit rétabli de 9 heures du soir à minuit au bureau de Roubaix.* — Ce service a été rétabli à dater du 16 mai dernier ;

5° *Que l'Administration indique des délais maxima pour la remise à domicile des dépêches télégraphiques.* — Ce vœu a été transmis à l'Administration, qui appréciera s'il est possible de fixer les délais maxima ;

6° *Que partout où se trouve installé un service téléphonique, les dépêches puissent être expédiées et reçues par téléphone.* — Les abonnés ont maintenant la faculté d'expédier et de recevoir leurs dépêches par le fil téléphonique, et il est mis à la disposition du public dans les bureaux de Roubaix, de Tourcoing, de Lille-central, à la gare et à la Bourse de Lille des cabines téléphoniques, qui permettent de correspondre directement, moyennant la taxe réglementaire avec les abonnés ;

7° *Que l'installation du téléphone ait lieu dans les centres industriels et commerciaux, et que les conditions fixées pour cette installation soient restreintes, surtout celles qui consistent à fixer un maximum d'abonnés.* — Ce vœu a été transmis à l'Administration, qui, ainsi que je l'ai fait connaître plus haut, s'est attachée à développer dans le département du Nord, le réseau téléphonique.

Lille, le 29 juillet 1884.

Le Directeur des Postes et des Télégraphes du Nord,

GRÉTERIN.

RAPPORT

SUR LA SITUATION DU SERVICE TECHNIQUE

DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

dans le département du Nord, à la date du 1er juillet 1884.

Réseau général. Lignes. — Les communications nouvelles que mon précédent rapport annonçait devoir être créées dans le département du Nord ont été mises en service.

Les bureaux du département sont dès maintenant pourvus du nombre de fils nécessaires pour faire face, non seulement aux besoins actuels de l'exploitation, mais encore à l'augmentation continue des correspondances télégraphiques.

Le réseau aérien relie à Paris 8 bureaux du département, qui forment des centres de dépôts pour les postes secondaires voisins.

Le nombre des fils internationaux ou interdépartementaux est suffisant pour assurer les relations des divers bureaux du département avec les régions auxquelles ils sont reliés.

Le réseau aérien comprend aujourd'hui dans le département du Nord :

1.017 kil.	de ligne et	4.015 kil.	de fils	sur chemins de fer.
1.138	— et	1.881	—	sur routes diverses.

Soit un total de : 2.155 kil. de ligne et 5.896 kil. de fils de toutes natures.

Bureaux. — Un nouvel hôtel des postes et télégraphes a été inauguré à Armentières, le 14 juillet dernier. Un hôtel semblable est en construction à Hazebrouck. A Lille, l'ancien bâtiment de la Compagnie d'assurances, l'Union nationale, a été loué par l'Administration qui y installera tous ses services. Les travaux d'aménagement sont en cours d'exécution.

Sept bureaux municipaux ont été créés depuis le 1er juillet 1883 ; ce sont :

Nieppe	rélié à	Armentières.
Crèvecœur.....	—	Cambrai.
Bousies.....	—	Cateau.
Lécluse.....	—	Douai.
Vieux-Berquin	—	Hazebrouck.
Gondecourt..... ..	—	Lille.
Sebourg	—	Valenciennes.

Deux bureaux secondaires ont été réunis au service postal de leur localité ; ce sont :

Etrœungt.....	relié à	Avesnes.
Louvroil	—	Maubeuge.

Le réseau télégraphique du département du Nord dessert au 1er juillet 1884 :

21	bureaux	principaux.
124	—	secondaires.
3	—	sémaphoriques.
16	—	écluses.

Soit 164 bureaux divers ouverts au public.

Il dessert en outre 39 postes d'intérêt privé reliés à un bureau de l'Administration, pour le service particulier des concessionnaires.

Réseau de la navigation. — Depuis le 1er juillet 1883, des lignes téléphoniques ont été installées pour relier à Dunkerque les écluses de l'Aa, de la Colme, du canal de Bergues et du canal de Bourbourg.

Mon service installe en ce moment, de concert avec l'Administration belge, des lignes internationales destinées à relier les écluses de la Belgique aux postes-écluses du territoire français.

Des études sont faites en ce moment pour étendre le bénéfice des communications rapides aux rivières ou canaux de la Haute-Deûle, de la Scarpe moyenne, de la Scarpe supérieure et de la Sensée.

Le réseau spécial à la navigation sera complet dans le courant de cette année.

Réseaux téléphoniques. — Le réseau téléphonique de Roubaix-Tourcoing, commencé en 1883, comprend aujourd'hui 222 abonnés.

Ainsi que je vous le faisais connaître par mon dernier rapport, ces abonnés peuvent, moyennant un abonnement annuel de 200 francs :

1° Correspondre gratuitement entre eux ;

2° Recevoir ou transmettre par le téléphone, sans augmentation de taxe, les dépêches privées destinées au réseau général.

Satisfaction était donc, dès le début, donnée au vœu exprimé par M. Moreau, dans la séance du 21 avril dernier.

Les abonnés de Roubaix et Tourcoing peuvent en outre communiquer directement par le téléphone, moyennant la taxe réglementaire de 0 fr. 50 c. par 5 minutes de conversation, avec les abonnés d'autres réseaux exploités par l'État, et avec les cabines publiques installées à Roubaix, Tourcoing et Lille.

Cette taxe de 0 fr .50 c. par 5 minutes de conversation peut être remplacée par un abonnement de 18 francs par mois, ou de 25 francs pour deux bureaux de réseaux différents.

La même faculté leur est donnée pour les relations avec les concessionnaires de lignes téléphoniques reliées à un bureau de l'Administration, et notamment avec ceux desservis par les bureaux de Lille et d'Halluin.

L'Administration vient d'autoriser l'installation d'un réseau semblable à Dunkerque, ou ce nouveau service ne tardera pas à être mis en activité.

Réseaux d'intérêt privé. — Le nombre des concessions privées dans le département du Nord, est de 225 dont : 182 utilisant des fils appartenant à l'Administration et 43 autorisées à installer par leurs soins des lignes d'une faible étendue et n'ayant aucune importance au point de vue du réseau général.

Le nombre des postes d'intérêt privé, de toutes natures, desservis par ce réseau est de 462 au 1er juillet 1884.

Lille, le 2 août 1884.

Le Directeur-Ingénieur de la région de Lille,
BERTHOT.

CHAPITRE II.

SERVICE DU CONTROLE DE L'EXPLOITATION DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

RAPPORT ANNUEL

CHAPITRE I.

VOIES ET TRAVAUX.

§ I. Lignes exploitées par la Compagnie du Nord
Longueur : 1,065 k.

1° Entretien. La Compagnie du Nord continue à apporter à l'entretien de ses lignes tout le soin désirable.

Les terrassements, les voies et les chemins d'accès aux stations, sont en bon état.

Il en est de même des ouvrages d'art, des bâtiments divers, des signaux et des clôtures.

2° Grosses reparations et travaux neufs La Compagnie a continué le remplacement du ballast de mauvaise qualité par du ballast en grés, cailloux ou laitier, cette opération a été faite sur les lignes ci-après :

770^{m} de la ligne de St-Omer à Armentières ;
48 000^{m} de la ligne de Paris à la frontière ;
5.152^{m} de la ligne de Valenciennes à Quiévrain.

On a continué également la substitution des rails en acier aux rails en fer sur :

1.550^{m} de la ligne de St-Omer à Armentières ;
500^{m} de la ligne de Somain à Tourcoing ;
500^{m} de la ligne de Lille à Menin.

Le pont-tournant établi sur l'Aa près de la station de Gravelines, avait éprouvé plusieurs fois des tassements qui motivèrent des réparations assez importantes. Tout mouvement paraît avoir cessé et la manœuvre du pont s'effectue sans difficulté.

Quant aux travaux neufs, ils se divisent en deux parties, savoir :

1° Travaux terminés.

Gare de Lille. — Pose et démontage de voie à l'occasion des fêtes de la ville de Lille, les 3 et 4 juin derniers. Amélioration des locaux affectés à l'expédition des petits colis de messageries.

Gare de Fives. — Installation de six bornes-fontaines pour le personnel sédentaire du dépôt. Construction d'une clôture en planches destinée à empêcher les ouvriers employés à la descente des roues, de communiquer avec l'extrémité. Installation de deux nouvelles prises d'eau pour pompes à incendie.

Garage d'Ostricourt. — Application des appareils d'enclenchement aux aiguilles de soudure de la sablière.

Halte de Wattignies. — Établissement d'une guérite de 2^{m} sur 2^{m} à usage de consigne.

Gare de St-Sauveur. — Construction de deux magasins pour les objets de valeur.

Gare de La Madeleine. — Établissement d'une seconde porte d'entrée à l'extrémité vers Lille des cours du service local. Reconstruction du magasin des bancs militaires renversé par un ouragan. Etablissement d'un bout de voie contre le quai découvert pour le service la guerre.

Gare d'Armentières. — Pose d'une nouvelle voie et établissement d'un second réservoir d'eau. Construction d'un petit magasin pour le service du télégraphe. Installations destinées à permettre le ballastage de la section de Wavrin à Armentières.

Gare d'Hazebrouck — Installation complémentaire de signaux et enclenchements. Remplacement d'une plaque tournante. Pose d'une jonction de voies.

Gare de Dunkerque. — Construction d'un atelier pour la réparation des bâches avec séchoir. Pose d'une voie de garage. Pose et modification de voies dans la gare et sur le quai Est de la darse n° 1. Installation de gabarits de chargement. Construction de cabinets d'aisances.

Station de Merville. — Prolongement du quai à voyageurs de gauche.

Station de Bourbourg. — Établissement d'une citerne pour l'usage du chef de cette station.

Stations de Rosendeal et de Ghyvelde. — Pose de nouveaux changements de voie en remplacement des anciens.

Station de Ghyvelde. — Construction d'une guérite en bois pour servir d'abri aux conducteurs des trains. Établissement d'un second quai à voyageurs.

Station de Flines. — Raccordement de la sablière du sieur Fleury Tison.

Station de Roubaix-Wattrelos. — Agrandissement de la halle aux marchandises.

Ateliers d'Hellemmes. — Application des appareils d'enclenchement à l'aiguille de soudure.

Gare de Baisieux. — Pose et remaniement des voies de garage

Station de Fretin. — Remaniement des voies de garage.

Halte de Nomain. — Agrandissement du bâtiment de voyageurs.

Station de St-Amand. — Pose et modification de voies.

Station de la porte des Postes. — Établissement d'un service à voyageurs.

Station de Wavrin. — Agrandissement pour la réception de la ligne de Lens à Armentières.

Gare de Roubaix. — Renouvellement de vitrage et des fers à vitrage de la gare de Roubaix.

Gare de Tourcoing. — Établissement d'un plafond en tôle ondulée. Amélioration du service de l'eau.

Station d'Halluin. — Pose d'une horloge extérieure. Pose d'une porte roulante à la halle aux marchandises.

Station de Comines. — Établissement d'un châssis vitré à chacune des extrémités de la marquise du bâtiment principal.

Station de Caudry. — Allongement de la voie transversale desservant le quai à bestiaux.

Station d'Iwuy. — Modification des voies du service local.

Station de Blanc-Misseron. — Construction d'un hangar pour le service de la douane. Modification des voies par suite du raccordement des ateliers dn Nord de la France. Amélioration des installations du service d'alimentation d'eau. Installation d'un pont à bascule et d'une guérite pour la douane.

Gare du Quesnoy. — Pose d'une voie de garage. Allongement du dortoir des mécaniciens.

Station de Saultain. — Agrandissement général.

Station de Wargnies. — Exécution de travaux divers.

Remplacement de quatre barrières entre Lille et Eblinghem (Ligne de Lille à Calais). Construction de sept nouvelles maisons de gardes sémaphores dont quatre sur la ligne de Lille à Calais et trois sur la ligne de St-Omer à Armentières.

Sur cette dernière ligne neuf maisons de gardes-barrières ont été pourvues de puits, neuf barrières à vantail ont été remplacées par des barrières roulantes.

On a établi un passage à niveau pour piétons entre Zuydcoote et Ghyvelde (Ligne de Dunkerque à la frontière).

Le tablier métallique du Passage inférieur du chemin de Bouvines à Tournai (Ligne de Somain à Tourcoing) a été reconstruit.

2° Travaux en cours d'exécution .

Gare de Lille. — La Compagnie du Nord a été autorisée par décision ministérielle du 7 décembre 1883 à remplacer les voûtes établies à la traversée des fortifications par une tranchée à ciel ouvert et à agrandir la gare de cette ville. La Compagnie a présenté le 5 décembre 1883, un projet de suppression des passages à niveau situés à Lille-Fives, le dit projet comprenant le dédoublement des voies entre les bifurcations de Becquerel et du Lion-d'Or. Ce projet est soumis à l'examen des services intéressés.

Gare de Fives. — Construction de quatre maisons destinées au chef de district, aux chefs et sous-chefs de gare et à l'Inspecteur de l'exploitation commerciale.

Gare de Douai. — Agrandissement intérieur.

Station du Pont-de-la-Deûle. — Projet de déplacement de la bifurcation d'Auby et d'installation de deux postes d'enclenchement Saxby et exécution de travaux divers.

Sstion de Montigny. — Prolongement d'une voie de garage.

Halte de Beuvrages. — Départ de l'origine de la voie unique et de la bifurcation de Bruai à la halte de Beuvrages.

Gare de Don-Sainghin. — Agrandissement. Installation d'une jonction de voies.

Gare de Tourcoing. — Allongement du quai à voyageurs. Pose d'une marquise. Élargissement de l'auvent de la halle de la douane.

Halte de Nieppe. — Les bâtiments sont couverts.

Gare d'Hazebrouk. — Développement des installations affectées au service d'alimentation.

Siation de Bergues. — Extension du service local des marchandises.

Gare de Coudekerque. — Les déblais du fossé de ceinture sont faits. Les remblais de la gare sont faits en employant les sables des dunes qui envahissaient la station de Ghyvelde. On pose les voies de garage.

Station de Merville. — Prolongement de la voie de garage de droite de 80^{m} vers St-Venant. Construction d'un nouveau quai à voyageurs sur le côté droit de la station.

Halte d'Erquinghem-sur-la-Lys. — La couverture des bâtiments est achevée.

Station de Lourches. — Agrandissement général.

Station de Cambrai. — Agrandissement général.

Station de Wallers. — Développement des installations du service local et agrandissement du bâtiment des voyageurs.

Station d'Onnaing. — Amélioration des installations du service.

Enfin on exécute sur la ligne de Valenciennes à Aulnoye les travaux ci-après :

Raccordement direct de la ligne ee Valenciennes à Aulnoye avec celle d'Aulnoye à Hirson.

Établissement d'une halte de voyageurs au hameau de Poirrier.

Modification des garages de Trith.

Établissement d'un passage à niveau aux abords de Valenciennes.

Substitution d'un pont métallique au pont en maçonnerie de la rivière Balhaut.

Embranchements industriels

Les embranchements industriels suivants ont été établis depuis la session d'août 1883 du Conseil général du Nord.

Raccordement des carrières de M. Dubruille avec la station de Montigny.

Raccordement des fonderies et forges d'Onnaing à la station du même nom.

Raccordement de l'usine métallurgique de M. Vincent Legrain avec la gare de St-Amand.

Raccordement de la carrière de sable de M. Fleury-Tison avec la station de Flines.

Raccordement de la propriété de M. Vandenbrouque avec la station de Bourbourg.

Raccordement de la carrière de sable de M. Derome avec la station de Bavay.

Raccordment de la fabrique de carreaux céramiques de MM. Vaucamps et C^ie^ avec la station de Douzies.

Raccordement de la filature de MM. Masurel frères avec la station de Tourcoing-les Francs.

---

§ 2. — Ligne exploitée par un service belge

Longueur : 13 kil. 700,

Entretien

L'état d'entretien est satisfaisant.

Quelques éboulements peu importants se sont produits sur le côté gauche de la tranchée située en deçà de la station de Godewaersvelde, ils ont été réparés.

Les voies, les ouvrages d'art, les bâtiments des stations, les signaux et les clôtures ne donnent lieu à aucune observation.

CHAPITRE II.

EXPLOITATION TECHNIQUE ET MATÉRIEL.

1° Exploitation technique.

Situation des lignes

Le développement des lignes exploitées du 1er juin 1883 au 1er juin 1884 s'est accru dans le département du Nord des lignes et sections nouvelles suivantes :

Orchies à Bachy.
Bauvin-Provin à Armentières.
Solesmes au Cateau.

Le vote de la loi portant approbation de la convention passée le 5 juin 1883 avec la Compagnie du Nord a eu pour effet de classer d'intérêt général les lignes désignées ci-après :

Valenciennes à Maubeuge.
Don-Sainghin à Hénin-Liétard
Cambrai à Chaulnes.
Marcoing à Masnières.

La longueur des lignes en exploitation composant les deux arrondissements d'ingénieurs de Lille et de Valenciennes lesquels s'arrêtent à peu près à la limite du département du Nord est de 1,065 kil.

Marche des trains

Le service des trains n'a donné lieu à aucune observation.

Le service d'été 1883 inauguré le 1er juin a été approuvé par décision ministérielle du 7 juillet.

Un certain nombre de trains de voyageurs des diverses lignes traversant le département du Nord ont été remaniés et quelques nouveaux arrêts ont été créés, ce qui entraîne de légères modifications à d'autres trains dans le but d'établir ou de maintenir la correspondance entre eux à différents points.

Nous indiquons ci-après celles de ces modifications qui méritent d'être signalées :

A partir du 1er juin 1883. — Le train mixte n° 8 de Cambrai à St-Just s'arrête à la halte de Plouich

Depuis le 2 juin on a créé un train hebdomadaire de Marcoing à Achiet. le train a lieu le samedi, il porte le n° 3 bis et part de Marcoing à midi trois minutes pour arriver à 1 heure 20 minutes du soir. Il correspond avec le n° 148 vers Amiens et avec le train 3141 vers Douai.

Depuis le 1er juin, le train de marchandises-voyageurs n° 2441 de Valenciennes à Aulnoye qui partait de Valenciennes à 1 heure 30 minutes du soir a été rendu mixte et arrive à Maubeuge 28 minutes plus tôt.

Le train de marchandises-voyageurs n° 2444 de Maubeuge à Valenciennes qui partait de Maubeuge à 4 heures du soir a été également rendu mixte et arrive à Valenciennes 18 minutes plus tôt.

Depuis le 15 juillet un nouveau train de voyageurs (mixte) aller et retour a été mis en marche entre Dunkerque et Furnes.

A la date du 15 septembre, les trains 513 et 516 prolongés jusqu'à Mouscron pour y relever la correspondance d'un train venant d'Ostende ont repris leur ancien itinéraire par suite de la fin de la saison balnéaire.

Le service d'hiver 1883 inauguré le 1er novembre a été approuvé le 27 du même mois Les principales modifications apportées à l'occasion de ce service sont indiquées ci-après :

Le train mixte n° 2188 de Maubeuge à Valenciennes qui partait de Maubeuge à 7 h. 30 minutes du soir a été retardé de 8 minutes, il arrive à Valenciennes à 8 h. 50 minutes au lieu de 8 h. 44 minutes. Cette modification a été apportée pour établir la correspondance de ce train à Maubeuge avec le train omnibus n° 19. La Compagnie a donné satisfaction à ce vœu émis le 7 avril 1883 par le Conseil général du Nord.

Le train 183 qui partait de Lille pour Calais et Dunkepque à 10 h. 10 minutes a été dédoublé et remplacé par 2 autres l'un partant de Lille pour Dunkerque à 10 h. 10, l'autre partant de Lille pour Calais à 10 h. 25 minutes du matin.

Le train n° 1434 qui partait d'Armentières pour Lille à midi 10 minutes est expédié à 1 h 50 minutes du soir et arrive à Lille à 2 h. 15 minutes.

Le train 593 qui partait de Lille à 10 h. 07 minutes du soir est expédié à 9 h. 55 et modifié jusqu'à Tournai où il arrive à 10 h. 53 minutes.

Le train 507 qui partait de Lille pour Tourcoing à 6 h. 10 minutes du soir est expédié à 5 h. 51 minutes du soir et modifiée jusqu'à Tourcoing où il arrive à 6 h. 20 minutes.

Le train 498 qui partait de Tourcoing pour Lille à 1 h. du soir est avancé de 20 minutes au départ et jusqu'à Lille où il est en correspondance avec les trains 30 vers Paris et 187 vers Hazebrouck.

Le train n° 153 qui partait de Tourcoing à 10 h. 09 minutes du matin expédié à 9 h. 50 minutes et modifié jusqu'à Menin où il arrive à 10 h 17 minutes au lieu de 10 h. 40 minutes.

Le train n° 159 qui partait de Tourcoing pour Menin à 8 h. 25 minutes du soir est expédie a 7 h. 45 minutes et modifié jusqu'à Menin, où il arrive à 8 h. 14 minutes au lieu de 8 h. 44 minutes.

Le 20 décembre 1883, la section française de la ligne d'Orchies à Tournai par Bachy

a été livrée à l'exploitation pour le service des voyageurs et des marchandises à grande et à petite vitesse.

Le nombre des trains de voyageurs est de cinq dans chaque sens dont un mixte.

Le 20 décembre cinq trains dans chaque sens ont été organisés sur la ligne d'Orchies à Tournai par Bachy à l'occasion de la mise en exploitation de cette ligne.

Le tableau ci-dessous indique le parcours effectué dans le département du Nord par les diverses espèces de trains :

TRAINS.		PARCOURS. PAR JOUR (MOYENNE).	PARCOURS. PENDANT LE MOIS.
DE VOYAGEURS	Express	982 3	358.532
	Omnibus et autres	6.548 »	2.379.056
	Spéciaux et facultatifs	34 9	12.750
DE MARCHANDISES	Réguliers	4.530 9	1 653 783
	Spéciaux et facultatifs	440 1	160.645
DE BALLAST		239 4	87.395
TOTAUX ET MOYENNE		12.745 6	4.652.161

Mesures de sécurité.

La Compagnie du Nord en vue de se conformer aux prescriptions des décisions ministérielles des 13 septembre 1880, 2 novembre 1881 et 12 janvier 1882, continue à exécuter sur son réseau des travaux d'installation de signaux, comprenant notamment la construction de sept nouvelles maisons de gardes-sémaphores dont quatre sur la ligne de Lille à Calais et trois sur la ligne de St-Omer à Armentières.

La pose d'appareils d'enclenchement aux aiguilles de soudure de la traversée de Vicoigne au quai militaire de Douai.

L'établissement du Block-system entre les stations d'Audruick et de St-Pierre-lez-Calais.

Mise en service à partir du 30 mars 1884 des grosses sonneries d'annonce sur la ligne de Bauvin-Provin à Armentières.

Enfin la pose contre les passages à niveau des lignes à simple voie pourvues de bar-

rières à bascule restant ouvertes pendant l'intervalle du passage des trains, de poteaux avec la mention « Prenez garde aux trains. »

Toutes les machines à voyageurs indistinctement sont maintenant munies de frein à vide.

Le frein Westinghouse est appliqué aux machines des séries comprises entre 2,821 et 2,860, 2,861 et 2,911 destinées au service belge.

Retards. Correspondances.

La régularité de la marche des trains s'est accentuée de nouveau.

D'après le tableau ci-dessous fourni par M. l'Ingénieur des mines Olry le rapport % se serait abaissé de 1.7 à 1.3.

Le tableau dont il s'agit indique la répartion de ces retards d'après la durée et les causes qui les ont produits.

TRAINS	NOMBRE DE TRAINS	NOMBRE DE RETARDS	PROPORTION POUR %	IMPORTANCE DES RETARDS			CAUSES							
							STATIONNEMENTS prolonges			ACCIDENTS			Circonstances atmosphériques	AUTRES
				15 à 30 minutes	31 à 59 minutes	1 heure et au-dessus	Manœuvres de gare	Affluence de voyageurs	Attente du train en correspondance ou en croisement	Nature	Provenant des trains mêmes	Provenant d'autres trains		
EXPRESS.	5.708	285	5.»	187	71	27	2	4	264	Deraillements ..	1	4	»	Lenteur dans la maiche 1
										Detresses	7	»		Inst d'un pont. 1
										Collisions	»	1		
OMNIBUS ET AUTRES	73.824	773	1.»	623	117	33	97	85	444	Deraillements ..	3	34	1	Lenteur dans la maiche 43
										Detresses	28	18		Avaries de machines . .. 2
										Collisions . . .	1	8		Visite de douane 5
														Inst d'un pont 2
														Avaries a la voie 1
														Non justifie 1
TOTAUX ET MOYENNES..	79.532	1 058	1 3	810	188	60	99	89	708	»	40	65	1	» 56

Le nombre de correspondances manquées a été de 674.

Accidents.

Les personnes atteintes dans le département du Nord du 1er juin 1883 au 1er juin 1884 sont au nombre de 252 (19 voyageurs, 205 agents et 28 étrangers), dont 226 ont éprouvé des incapacités de travail de travail notablement inférieures à 20 jours.

En mettant de côté ces accidents sans importance il reste 38 plus graves se répartissant ainsi .

13 morts..... ..	1 voyageur.	
	5 agents.	
	7 étrangers	
25 blessures graves.....	1 voyageur.	
	19 agents.	
	5 étrangers.	

2° Matériel.

L'effectif des locomotives appartenant aux divers dépôts situés dans le département du Nord était au juin 1884 de 535.

Matériel roulant. Le tableau ci-dessous fait connaître le nombre de ces locomotives situées dans les divers dépôts du département

SECTION de	DÉPOT de	MACHINES					TOTAUX
		A ROUES libres.	A 2 ESSIEUX accouples.	A 3 ESSIEUX accouplés	A 4 ESSIEUX accouples	DE GARE	
FIVES .. .	Fives	12	10	37	91	15	245
	Hazebrouck ...	11	1	35	10	3	60
	Somain	15	»	26	30	5	76
	St-Pierre-lès-Calais	»	4		»	8	12
	Dunkerque ..	6	1	7	»	5	19
	Douai	»	2	»	»	2	4
	Valenciennes . .	»	»	12	»	3	15
	Aulnoye.	»	34	4	56	10	104
	TOTAUX	44	132	121	187	51	535

Depuis notre dernier rapport, 32 nouvelles locomotives ont été reçues par le dépôt de Fives.

Le chaudières de 58 locomotives ont été réprouvées aux ateliers d'Hellemmes, soit 2 neuves et 56 par suite de réparation.

Neuf ruptures de bandages et trois ruptures d'essieu ont été signalées.

Matériel roulant. L'état du matériel roulant n'a donné lieu à aucune observation.

Le tableau ci-dessous indique le mouvement des voitures en réparation dans les divers ateliers situés dans le département du Nord.

NATURE DES VÉHICULES.	NOMBRE DE VÉHICULES EN GRANDE RÉPARATION					NOMBRE DE VÉHICULES EN ENTRETIEN COURANT				
	Au 1er janvier	Entrees.	Sorties.	Au 31 decembre.	MOYENNE.	Au 1er janvier	Entrees	Sorties	Au 31 decembre.	MOYENNE
1re Classe et mixtes	»		»	»	»	»	»	»	»	»
2e Classe	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3e Classe	56	222	233	45	50 1/2	1	267	266	2	1 1/2
Fourgons à bagages	»	»	»	»	»	»	12	12	»	»
Trucks et écuries	»	»	»	»	»	»	2	2	»	»
Fourgons et wagons à marchandises	»	»	»	»	»	351	11.581	11.650	282	316 1/2
TOTAUX	56	222	233	45	50 1/2	352	11 862	11.930	284	318

CHAPITRE III.

Exploitation commerciale.

Tableau donnant les produits des stations du chemin de fer du Nord, dans le département de ce nom. pour les exercices 1882 et 1883.

Produits par station de provenance.

N[os] D'ORDRE 1883	N[os] D'ORDRE 1882	STATIONS par ordre d'importance des produits	PRODUITS (Impôt déduit.) 1883	PRODUITS (Impôt déduit.) 1882	OBSERVATIONS.
		Ancien et nouveau réseau.			
1	1	Dunkerque	6.470.781 65	6.561.014 11	
2	2	Lille.	3.689.013 03	3.663.046 73	
3	3	Somain	3.646.529 03	3.471.506 69	
4	4	Valenciennes	2.707.333 47	2.776.309 19	
5	5	Lille-St-Sauveur . ..	2.322.144 64	2.500.914 08	
6	6	Roubaix	1.728.543 10	1.635.663 57	
7	7	Douai.....	1.697.749 33	1.721.333 87	
8	8	Lourches....	1.580.938 30	1.503.660 62	
9	49	Frontière de Baisieux..	1.248.419 23	1 338.795 79	
10	2	Hautmont	1.244.049 63	1.032.680 31	
11	9	Pont-de-la-Deûle..	1.201.338 49	1.185.213 61	
12	11	Cambrai	1.109.092 38	1 044.040 24	
		A REPORTER. ...	00.000.000 00	00.000.000 00	

Nos D'ORDRE 1883	Nos D'ORDRE 1882	STATIONS par ordre d'importance des produits	PRODUITS (Impôt déduit.) 1883	PRODUITS (Impôt déduit.) 1882	OBSERVATIONS.
		REPORT.....	00.000.000 00	00.000.000 00	
13	10	Gare des Usines.....	942.523 61	1.052 192 50	
14	13	Armentieres.....	910.092 31	882 885 61	
15	14	Tourcoing.....	880.168 89	864.886 12	
16	15	Maubeuge.....	667.268 86	705.054 07	
17	16	Jeumont.....	587.030 29	561.015 65	
18	17	Fives.....	576.149 80	505.874 20	
19	18	La Madeleine.....	507.796 77	485.153 91	
20	19	Avesnes.....	478.657 68	472.650 28	
21	20	Fourmies.....	444.860 23	455.667 73	
22	50	Anor (frontiere).....	410.675 93	186.370 97	
23	21	Raismes.....	374.690 75	367.078 02	
24	22	Le Cateau.....	374.016 12	352.023 90	
25	23	Hazebrouck.....	348.023 03	349.277 50	
26	24	Blanc-Misseron.....	339.979 34	303.903 83	
27	25	Aulnoye.....	297.140 80	284.602 22	
28	26	Bergues.....	253.751 44	268.563 71	
29	28	Caudry.....	236.146 51	215.447 37	
30	29	Landrecies.....	231.915 97	213.041 51	
31	27	Seclin.....	227.057 68	215.851 51	
32	31	Anor.....	210.673 59	186.370 97	
33	33	Croix-Vasquehal.....	196.231 46	176.842 20	
34	30	Sains.....	193.913 80	191.870 18	
35	34	Busigny.....	193.298 80	163.324 86	
36	32	Bavai.....	172.552 95	178.802 39	
37	35	Le Quesnoy.....	162.465 32	156.508 22	
38	38	Bailleul.....	147.975 56	142.719 76	
39	37	Solesmes.....	135.878 37	147.671 11	
40	39	Bouchain.....	127.351 69	114.673 16	
41	40	Feignies.....	111.613 40	102.956 56	
42	41	Bertry.....	110.485 24	102.851 40	
43	36	Baisieux.....	105 177 51	152.449 10	
44	45	Iwuy.....	97.647 93	86.376 82	
45	43	Watten.....	96.051 53	102.053 10	
46	44	Cassel.....	95.133 34	98.914 52	
47	47	Onnaing.....	93.537 16	80.764 01	
48	42	Montigny.....	92.802 19	102.654 46	
49	46	Strazeele.....	89.852 70	85.197 07	
50	48	Esquelbecq.....	76.928 73	80.042 21	
51	51	Cattenieres.....	68.154 68	66.269 23	
52	53	Artres.....	59.993 81	61.092 14	
53	54	Steenwerck.....	58.562 03	53.680 01	
54	52	Raches.....	57.551 56	62.971 79	
55	58	Ascq.....	54.740 95	45.321 47	
56	55	Flines.....	54.065 01	52.202 21	
57	59	Salesches.....	50.803 88	44.570 29	
58	56	Arnêke.....	47.812 94	49.029 71	
		A REPORTER.....	00.000.000 00	00.000.000 00	

Nos D'ORDRE 1882	Nos D'ORDRE 1881	STATIONS par ordre d'importance des produits	PRODUITS (Impôt deduit.) 1882	PRODUITS (Impôt deduit.) 1881	OBSERVATIONS.
		REPORT.	00.000.000 00	00.060.000 00	
59	61	Wallers.....	46.907 09	48.110 61	
60	56	Gommegnies.....	42.693 29	25.697 74	
61	60	Dompierre..... ..	42.355 58	34.435 28	
62	62	Saint-Aubert..	42.250 73	42.405 72	
63	64	Pérenchies	36.863 21	39.655 74	
64	63	Phalempin.....	30.743 17	31.149 19	
65	72	Ebblinghem	25.775 49	30.583 55	
66	65	Steenbecque...	22.584 15	21.764 55	
67	66	Rieux..... .	20.422 69	18.478 12	
68	67	Thiennes..... ..	19.413 18	23.455 96	
69	73	Bettrechies (garage). .	19.225 25	11.728 15	
70	68	Wattignies	4.991 92	4.755 82	
71	71	Vendegies Neuville....	4.638 06	1.434 99	
72	69	Romeries	4.471 16	3.303 12	
73	70	Coutiches	3.244 59	2.906 05	(1) Ouverte a l'exploitation. le 20 décembre 1883.
74	»	Naves..	3.111 84	2.714 91	
		Bachy....	1.726 91	» (1)	
		TOTAUX. . ..	41.036.780 72	40.580.614 16	Différence en faveur en 1883 : 456166 56
		Ceinture de Lille.			
»	»	Lille, raccordements...	65.836 10	56.698 30	Id. Id..... 9 137 80
		Lille à Béthune.			
1	1	Haubourdin	316.637 76	272.898 34	
2	3	La Bassée..	211.096 76	216.440 07	
3	4	Loos...	152.628 30	100.235 17	
4	2	Don-Sainghin	144.273 45	258.161 44	
5	5	Wavrin	53.335 62	49.624 46	
6	6	Lille (porte d'Arras)...	37.743 46	24.019 54	
7	9	Lille porte des Postes).	31.833 17	15.399 63	
8	8	Marquillies..	20.660 32	17.152 70	
9	7	Santes..	18.384 80	23.169 64	
		TOTAUX.. . .	989.593 64	978.100 99	Id. Id..... 84.92 65
		Lille à Valenciennes.			
1	1	Fresnes	465.417 23	494.081 64	
2	2	St-Amand	333.993 71	332.741 86	
3	3	Bruai	228.033 10	222.841 40	
4	5	Orchies	170.255 99	160.627 04	
		A REPORTER. ..	0.000.000 60	0.006.000 00	

N^os D'ORDRE 1883	N^os D'ORDRE 1882	STATIONS par ordre d'importance des produits	PRODUITS (Impôt déduit.) 1883	PRODUITS (Impôt déduit.) 1882	OBSERVATIONS	
		REPORT ..	00.000.000 00	00.000.005 00		
5	4	Raismes-Vicoigne.....	140.857 69	172.849 68		
6	1	Maulde-Mortagne (fre)	99.042 22	25.789 92		
7	6	Templeuve	55.356 86	55.541 86		
8	8	Maulde-Mortagne .. .	39.683 30	23.177 93		
9	9	Rosult	21.239 19	19.335 39		
10	10	Fretin	20.016 57	18.857 54		
11	12	Nomain	17.514 81	15.459 46		
12	14	Fecelles. .. .	14.150 33	10.025 11		
13	11	Lesquin	13.450 57	17.238 83		
14	13	Odomez	12.605 47	15.011 46		
15	15	Landas	9.922 66	8.901 57		
16	16	Beuvrages	3.449 26	3.776 53		
17	17	Vicq	672 47	676 96		
18	18	La Fontaine-Bouillon. .	663 69	538 81		
		TOTAUX .	1.646.315 03	1.597.472 09	Différ en faveur de 1883 .	48.842 94
		Nord-Est.				
1	1	Gravelines	300.881 53	333.508 80		
2	2	Merville...	174.942 30	183.169 09		
3	3	La Gorgue...	173.376 39	155.598 58		
4	5	Roubaix-Wattrelos.....	161.347 »	122.225 31		
5	4	Bourbourg	141.513 88	139.084 93		
6	6	Comines-France.. .	119.369 90	116.015 66		
7	7	Halluin	110.791 51	98.363 30		
8	8	Quesnoy sur-Deûle .	100.615 57	92.711 70		
9	9	Marchiennes..... ..	77.027 52	62.010 59		
10	10	Lannoy	56.247 31	53.701 83		
11	13	Cysoing	32.716 95	30.299 53		
12	14	Roncq.	30.211 45	28.373 81		
13	11	Tourcoing lez-Francs ..	29.688 56	31.948 70		
14	15	Wambrechies.	27.851 56	25.410 12		
15	16	St-Pierre Brouck	18.578 38	21.492 02		
16	17	Tressin	18.153 84	17.787 84		
17	19	Bac St-Maur	21.748 26	12.808 52		
18	12	Fenain	14.595 84	30.725 60		
19	18	Loon....	14.406 90	13 260 74		
20	20	Blaringhem	6.115 14	7.451 17		
21	21	Beuvry les-Orchies ..	4.409 75	4.365 36		
22	22	Genech	4.333 92	4.139 04		
23	23	Petite Synthe..	2.667 95	2.448 23		
24	24	Nomain-Ouvignies	1.880 92	1.002 34		
		TOTAUX . .	1.643.472 33	1.587.902 81	Id	Id 55.569 52

N[os] D'ORDRE 1883	N[os] D'ORDRE 1882	STATIONS par ordre d'importance des produits.	PRODUITS (Impôt déduit) 1883	PRODUITS (Impôt déduit) 1882	OBSERVATIONS.

RÉCAPITULATION.

Ancien et nouveau réseau.....	41.036.780 72	40.580.614 16	
Ceinture de Lille.....	65.836 10	56.698 30	
Lille a Bet une	986 593 64	978.100 99	
Lille à Valenciennes.....	1.646.315 03	1.597.472 99	
Nord Est	1.643.472 33	1.587.902 81	
TOTAUX GÉNÉRAUX..	45.378.997 82	44.800.789 25	Différ. en faveur de 1883.... 578 208 57

LIGNES DE L'ÉTAT EXPLOITÉES EN RÉGIE.

Dunkerque à la Frontière vers Furnes.

1	1	Ghyvelde...	123.797 83	37.008 99	
2	2	La Tente-Verte..... .	10.342 99	9 890 49	
3	3	Rosendael.....	3.578 70	2.762 62	
4	4	Zuydcoote.	2.092 77	2.161 49	
		TOTAL	139.792 29	51.823 59	Différ. en faveur de 1883... 87.968 70

Armentières à la frontière vers Comines.

»	»	Houplines	59.340 56	1.218 95	Différ. en faveur de 1883.... 58.121 61

Solesmes au Cateau (1 mois d'exploitation.)

»	»	Neuvilly	2 391 69	»	

COMPAGNIES DIVERSES.

Chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière belge.

Nos D'ORDRE. 1883	Nos D'ORDRE. 1882	STATIONS par ordre d'importance des produits.	PRODUITS (Impôt déduit). 1883	PRODUITS (Impôt déduit). 1882	OBSERVATIONS.
	1	Denain.....	757.689 04	765 416 58	
2	2	Vieux-Condé.....	616.005 88	615.450 84	
3	3	Anzin..	376.509 48	421.789 30	
4	4	St-Vaast	329.589 17	367.903 68	
5	5	Abscon.....	264 065 29	290 699 20	
6	10	Escaudain..... ..	196.472 59	84.950 80	
7	7	Bruai.....	167.809 93	157.023 97	
9	8	Hér n.....	152.436 88	146.343 16	
9	6	Péruwelz.....	152.143 37	171.094 65	
10	9	Somain	114 995 26	115.636 17	
11	11	Fresnes.....	63 320 82	83.751 23	
12	12	Valenc.ennes	45 862 49	50.358 3	
13	13	Condé.....	15.949 14	19.736 03	
14	14	Escaupont.....	4.400 42	4.636 91	
		TOTAUX.....	3.284 249 76	3.294.787 83	Différence en faveur de 1882 : 10 538 09

Ligne d'Hazebrouck à la frontière belge.

Les recettes de cette ligne ont été, en 1883, de 102,256 fr. 05 (impôt non compris). Différence en faveur de 1882 : 2,316 fr. 40. Nous ne connaissons pas les produits par station.

Chemins de fer de Picardie et Flandres.

N°s D'ORDRE, 1883	N°s D'ORDRE, 1882	STATIONS par ordre d'importance des produits.	PRODUITS (Impôt déduit.) 1883	PRODUITS (Impôt déduit.) 1882	OBSERVATIONS.
2	1	Douai.....	201.582 19	171.113 20	
1	2	Somain	290 673 »	153 442 90	
3	»	Cambrai	40.207 80	» »	
4	5	Aniches	33 370 65	15.581 23	
5	3	Arleux	28 160 65	27 799 23	
6	4	Aubigny	21.359 85	17.111 77	
7	6	Cantin	19 950 15	14.984 64	
8	7	Monchecourt.....	12.856 80	7.707 27	
9	8	Sancourt.....-.	8 840 70	7.160 49	
		TOTAUX	656 998 70	416 900 73	Différence en faveur de 1883 : 240.097 67

Le chapitre III du présent rapport a été spécialement dressé par le service de l'inspection de l'exploitation commerciale.

Dressé par l'Ingénieur en Chef de la 2e section soussigné,

Arras, le 25 juillet 1884.

E. DUPORCQ.

ETUDES ET TRAVAUX DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Le service d'études et travaux des chemins de fer d'intérêt général, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais a été, par arrêté de M. le Ministre des Travaux publics en date du 4 février 1884, réorganisé comme il suit :

I. — CHEMINS DE FER CONCÉDÉS A LA COMPAGNIE DU NORD.

1° — *Études et travaux.*

Ligne de Lens à Armentières.....	Achèvement des travaux de construction et liquidation d'entreprises.	
— Valenciennes au Cateau.		
— Armentières à Tourcoing et Roubaix.	Études.	
— Roubaix à la frontière belge.....		
— Solre-le-Château à Avesnes		

2° — *Contrôle de travaux.*

— Thiant à Lourches	Infrastructure et superstructure à exécuter par la Compagnie du chemin de fer du Nord.
— Denain à Saint-Amand.....	
— Don à Templeuve.....	
— Haubourdin à Saint-André.	

II. — CHEMINS DE FER NON CONCÉDÉS.

Etudes

Ligne de Lille-La Madeleine à Lannoy.

Nous allons examiner la situation de chacune de ces lignes d'après l'ordre indiqué ci-dessus.

Ligne de Lens à Armentières.

La ligne de Lens à Armentières a été déclarée d'utilité publique le 7 avril 1879.

Une décision ministérielle du 29 juillet 1879, a approuvé les projets de tracé et de terrassements.

Deux autres décisions des 27 janvier 1880 (pour le Pas-de-Calais) et 8 décembre 1879 (pour le Nord) ont approuvé les emplacements des stations. Indépendamment des stations extrêmes (Lens et Armentières) et des stations intermédiaires empruntées (Bauvin-Provin, Don et Wavrin) il a été établi sur la ligne : une halte à voyageurs à Sallau et des stations à voyageurs et marchandises à Loison, Pont-à-Vendin, Meurchin, Beaucamps-Erquinghem et Ennetières-en-Weppes.

Le parcours total de la ligne est de 35,088 m. 40 c. dont 13,782 m. 60 c. dans le Pas-de-Calais et 21,305 m. 80 dans le Nord.

Il a été acquis pour l'établissement du chemin de fer, près de 100 hectares de terrain pour un prix total de environ 1,650,000 francs, locataires et tous dommages compris; toutes les indemnités sont payées.

Les travaux, commencés en 1880, sont aujourd'hui complétement terminés et on s'occupe de la liquidation déjà très avancée des décomptes des entrepreneurs.

La ligne de Lens à Armentières a été concédée à la Compagnie du Nord par la loi du 20 novembre 1883; elle est ouverte à l'exploitation depuis le 1er décembre 1882 pour la partie entre Lens et Bauvin-Provin, et depuis le 1er février 1884 pour la partie comprise entre Bauvin-Provin et Armentières; elle se trouve donc maintenant exploitée dans toute son étendue.

Ligne de Valenciennes au Cateau.

La ligne de Valenciennes au Cateau a été déclarée d'utilité publique le 7 Avril 1879.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministérielle du 24 juillet 1879.

Les projets d'emplacement des stations ont été approuvés par décision ministérielle du 13 décembre 1879. Ces stations sont, indépendamment des gares empruntées de Valenciennes, de Solesmes et du Cateau, au nombre de six, ce sont les stations de Trith-Saint-Léger, de Prouvy-Thiant, d'Haspres, de Saulzoir, d'Haussy et de Neuvilly.

Le parcours total de la ligne entre les axes des bâtiments de voyageurs de Valenciennes et du Cateau est de 38,083 m. 54. La longueur à construire est de 33,844 m. 75.

Les acquisitions de terrains sont toutes réglées, il a été acquis environ 120 hectares de terrain pour un prix total de 1,450,000 francs, toutes indemnités comprises.

Il ne reste à terminer, comme travaux, que la pose de voies et le ballastage entre Valenciennes et Solesmes et quelques travaux de parachèvement de peu d'importance.

La ligne de Valenciennes au Cateau a été concédée à la Compagnie du Nord par la loi du 20 novembre 1883; la partie de cette ligne comprise entre Valenciennes et Solesmes sera probablement ouverte à l'exploitation à la fin du 3e trimestre de l'année courante, l'ouverture à l'exploitation de la partie de Solesmes au Cateau a eu lieu le 1er décembre 1883.

Ligne d'Armentières à Tourcoing et Roubaix.

Le chemin de fer d'Armentières à Tourcoing et Roubaix a été concédé par la loi du 20 novembre 1883, à la Compagnie du Nord, à titre éventuel et sous réserve de la déclaration d'utilitée publique à intervenir.

L'enquête d'utilité publique est terminée et l'avant-projet complètement instruit est entre les mains de l'Administration supérieure.

La longueur à construire est d'environ 18 kilomètres 825 mètres.

Ligne de Roubaix à la frontière belge.

Ligne concédée comme la précédente, par la loi du 20 novembre 1883, à la Compagnie du chemin de fer du Nord, à titre éventuel et sous la réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir.

Le dossier de l'enquête d'utilité publique auquel a été soumis l'avant-projet de tracé de la ligne de Roubaix à la frontière belge a été transmis à l'Administration supérieure. Le procès-verbal de la conférence internationale qui a été tenue le 20 mai 1881, entre les représentants des deux pays limitrophes, à l'effet de déterminer le point et les conditions du passage à la frontière, a été également adressé à l'Administration supérieure. Les conférences mixtes avec le service du Génie militaire ont aussi eu lieu, elles ont reçu l'adhésion de MM. les Ministres de la Guerre et des Travaux publics.

La longueur à construire est d'environ 2 kilomètres 240 mètres.

Ligne de Solre-le-Château à Avesnes

Comme les deux précédentes, la ligne de Solre-le-Château à Avesnes a été concédée, à la Compagnie du chemin de fer du Nord, par la loi du 20 novembre 1883, à titre éventuel et sous la réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir.

Nous avons adressé le 10 avril 1883 à M. le Ministre des Travaux pnblics l'avant-projet de cette ligne passant par Felleries et se raccordant à Sars-Poteries avec la ligne de Maubeuge à Fourmies.

La longueur à construire est d'environ 10 kilomètres 610 mètres.

Ligne de Thiant a Lourches.

Le chemin de fer de Thiant à Lourches a été déclaré d'utilité publique par une loi du 3 Août 1881. Il a été concédé, à titre définitif par la loi du 20 novembre 1883, à la Compagnie du chemin de fer du Nord qui doit en exécuter les travaux, d'après l'article 9 de la convention annexée à la loi précitée, dans un délai de quatre années.

Les études définitives de la ligne ont été faites par les ingénieurs de l'État.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décisions ministérielles du 19 octobre 1881 et 24 juin 1882.

Le chemin de fer de Thiant à Lourches prend son point de départ à 340 mètres de l'axe du bâtiment des voyageurs de la station de Prouvy-Thiant, sur la ligne de Valenciennes au Cateau et à 7 kilomètres 417 mètres 60 centimètres de la station de Valenciennes. Il suit cette dernière ligne jusqu'au pont de l'Escaut et s'en détache sur la rive droite de la rivière, passe au sud du village d'Haulchin en laissant Thiant sur la gauche, cotoie le monticule sur lequel est placé la pyramide de Denain, franchit l'Escaut entre Wavrechain et Rouvignies, puis après avoir contourné la ville de Denain du côté nord et deux fois franchi le chemin de fer des mines d'Anzin, il se dirige vers Rœulx pour se raccorder à la station de Lourches au chemin de fer de Somain à Busigny.

Depuis la bifurcation établie sur la ligne de Valenciennes au Cateau, près de Thiant, jusqu'à l'axe du bâtiment des voyageurs de la station de Lourches, la longueur du tracé mesure 11 kilomètres 478 mètres 67 centimètres.

La longueur de voie à construire est de 10 kilomètres 748 mètres 67 centimètres.

Le rayon minimum des courbes est de 1,000 mètres et le maximum de déclivité de 0 m. 005 par mètre.

Les projets d'emplacement des stations ont été approuvés par décision ministérielle du 24 février 1882. Ces stations sont au nombre de deux ; indépendamment des gares extrêmes, Prouvy, Thiant et Lourches. Ce sont les stations d'Haulchin-Thiant et de Denain.

Les enquêtes parcellaires ont eu lieu et les plans et états des terrains à acquérir ont été approuvés par décision ministérielle du 8 juillet 1882.

Le jugement d'expropriation . en date du 6 octobre 1882, a été notifié , publié, affiché et transcrit.

Tous les dossiers relatifs à cette ligne ont été communiqués à la Compagnie du Nord.

Les travaux de construction du nouveau chemin d'accès a la station de Prouvy-Thiant, exécutés par la Compagnie du Nord , comme conséquence de la construction de la nouvelle ligne et du déplacement de sa bifurcation avec la ligne de Valenciennes au Cateau, sont commencés ; nous espérons qu'ils seront terminés en temps utile.

Ligne de Denain à Saint-Amand.

Le chemin de fer de Denain à Saint-Amand a été concédé à la Compagnie du chemin de fer du Nord , par la loi du 20 novembre 1883, à titre définitif.

L'articie 9 de la convention annexée à la loi précitée dit :

« Les lignes désignées à l'article 1^er^ seront livrées à l'exploitation dans un délai de » quatre ans , ce délai courant à partir du jour où le Ministre des Travaux publics aura » approuvé l'ensemble des plans parcellaires.

» La Compagnie devra produire les plans parcellaires dans le délai de deux ans à partir » du 1^er^ janvier qui suivra la promulgation de la loi approuvant la présente convention. »

La Compagnie du Nord doit donc soumettre les plans parcellaires à l'approbation de l'Administration supérieure avant le 1^er^ janvier 1886.

Mais nous devons faire observer que, malgré le résultat favorable des conférences au 1^er^ et au 2^e^ degré, le Comité des fortifications n'a pas encore donné son adhésion à l'exécution de ce chemin de fer. M. le Ministre des Travaux publics nous a informé qu'il a demandé à son collègue de la Guerre s'il ne croit pas devoir lever l'opposition mise à l'exécution de cette ligne.

Le dossier de l'avant-projet a été communiqué à la Compagnie concessionnaire.

La longueur à construire est d'environ 13 kilomètres 946 mètres.

Ligne de Don à Templeuve

Le chemin de fer de Don à Templeuve est dans les mêmes conditions que celui de Denain à Saint-Amand.

Le Génie militaire n'a soulevé aucune objection contre la constitution de cette ligne.

Le dossier de l'avant-projet a été communiqué à la Compagnie concessionnaire.

La longueur à construire est d'environ 20 kilomètres 500 mètres.

Ligne d'Haubourdin à Saint-André.

Le chemin de fer d'Haubourdin à Saint-André est dans les mêmes conditions que le précédent.

Le dossier des pièces relatives à ce chemin de fer a été communiqué à la Compagnie concessionnaire.

La longueur à construire est d'environ 7 kilomètres 858 mètres.

Ligne de Lille-La Madeleine à Lannoy

Cette ligne ne fignre pas dans la convention passée entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du Nord, et approuvée par la loi du 20 novembre 1883.

L'avant-projet a été adressé à l'Administration supérieure, le 5 août 1882.

M. le Ministre de la Guerre a ajourné son adhésion à la construction de cette ligne jusqu'à ce que les travaux du fort de la Lionderie permettent sa mise en état de défense.

La longueur à construire est d'environ 7 kilomètres 208 mètres.

Le Conseil général du Nord n'a pas encore statué définitivement sur la question des subventions à accorder par le département pour les chemins de fer projetés.

Lille, le 22 juillet 1884.

L'Ingénieur en chef,
DONIOL.

CHEMINS DE FER.

LIGNES NOUVELLES DU NORD.

RAPPORT

de l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Travaux sur la situation des lignes comprises dans ce service.

SESSION D'AOUT 1884.

RESEAU DU NORD.

Ligne de Cambrai à la frontière belge vers Dours.

Le service du Contrôle des Travaux a été supprimé à partir du 1er octobre 1883 par un arrêté ministériel en date du 28 septembre précédent.

Ligne de Douai à Orchies et à la frontière belge vers Tournai.

Concédée par une loi du 3 août 1875. Epoque d'achèvement d'après le cahier des charges, 3 août 1878.

Longueur : 20,936m05.

1° *Section de Douai à Orchies..*

Longueur : 15,942m05. La mise en exploitation a eu lieu le 11 décembre 1880 en vertu d'une autorisation ministérielle du 28 novembre précédent.

Les récolements des ouvrages accessoires ont été faits et les procès-verbaux de cette opération ont été homologués par arrêté préfectoral du 15 décembre 1881.

2° *Section d'Orchies à la frontière.*

La mise en exploitation a eu lieu le 1er décembre 1883, en vertu d'une autorisation ministérielle du 12 novembre précédent.

Un arrêté préfectoral en date du 27 octobre 1883 a ordonné le récolement des ouvrages accessoires à partir du 1er novembre suivant. Cette opération est en cours d'exécution.

Ligne de Lille à Valenciennes.

Concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes par une loi du 11 juillet 1864 Époque d'achèvement d'après le cahier des charges, 11 juillet 1870. Longueur : 47,323m00.

Cette ligne a été rattachée au réseau de la Compagnie du chemin de fer du Nord par une loi du 20 novembre 1883.

1° *Section de Lille à la limite des arrondissements de Douai et de Valenciennes.*

Cette section est en exploitation depuis le 1er juillet 1870.

Les travaux sont complètement terminés ; il a été procédé au récolement des ouvrages accessoires et les procès-verbaux de cette opération ont été homologués par un arrêté préfectoral du 11 janvier 1884.

2°. *Section comprise dans l'arrondissement de Valenciennes.*

La mise en exploitation a eu lieu en même temps que celle de la première section.

Les travaux de parachèvement, entre clôtures ordonnées par une décision ministérielle du 28 mai 1880 sont terminés.

Les procès-verbaux de récolement des ouvrages accessoires ont été homologués par arrêté préfectoral du 11 janvier 1884.

Une conférence a été ouverte avec le service militaire au sujet du niveau de la plateforme de la station de St-Amand, déterminé par une décision ministérielle du 27 juin 1871 et à laquelle il n'a pas été donné satisfaction en cours d'exécution des travaux par l'ancienne Compagnie de Lille à Valenciennes.

Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain et à Abscon.

Concédée a la Compagnie de Picardie et Flandres par une loi du 6 juillet 1875. Époque d'achèvement, d'après le cahier des charges, 6 juillet 1879. Cette ligne a été rattachée au réseau de la Compagnie du chemin de fer du Nord par une loi du 20 novembre 1883.

Longueur : 16,795m00, savoir :

D'Aubigny-au-Bac à Somain.....	13,470m00
D'Aniches à Abscon	3,325m00
Total égal.....	16,795m00

1e Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain.

La ligne dont les travaux sont complètement terminés a été mise en exploitation le 15 juin 1882, en vertu d'une autorisation ministérielle du 9 du même mois. Un arrêté

préfectoral du 4 octobre 1882 a homologué les procès-verbaux de récolement des ouvrages accessoires.

2° Embranchement d'Aniches à Abscon.

Les projets sont tous approuvés, mais les travaux ne sont pas commencés, la Compagnie étant en instance pour être dispensée de l'exécution de cet embranchement.

Une décision ministérielle du 28 juillet 1882 a ordonné que la demande de la Compagnie serait soumise à l'enquête prescrite par la loi du 18 février 1834.

Cette enquête a eu lieu et la Commission a donné un avis favorable.

Le dossier a été retourné à l'administration avec l'avis des Ingénieurs du service du Contrôle (24-28 novembre 1882). Aucune décision n'est encore intervenue.

RÉSEAU DU NORD-EST.

Ligne de Calais à Dunkerque.

Concédée par une loi du 15 septembre 1871. Époque d'achèvement d'après le cahier des charges, 15 septembre 1877.

Longueur : 37,400^{m}52.

L'exploitation a eu lieu en vertu d'une autorisation ministérielle du 19 août 1876, spécifiant l'exécution de quelques travaux de parachèvement peu importants au nombre desquels figure la construction d'un système d'alimentation définitif à la gare de Gravelines. La Compagnie du Nord-Est a versé le montant de ce travail à la Compagnie du Nord, exploitante, qui n'a pas encore jugé utile de l'exécuter.

Un arrêté préfectoral du 31 mars 1880 a homologué les procès-verbaux de récolement des ouvrages accessoires.

Ligne de Maubeuge à Fourmies.

Cette ligne a été concédée à la Compagnie des chemins du Nord-Est sous le nom de ligne de Jeumont à Anor par une loi du 15 septembre 1871, et l'époque d'achèvement, d'après le cahier des charges était fixée au 15 septembre 1877.

Une loi du 26 décembre 1878 a substitué à cette ligne une ligne nouvelle partant de Maubeuge, empruntant une partie de la voie industrielle des usines de Ferrière-la-Grande (chemin de fer Dumont) et aboutissant à Fourmies en passant par ou près Cousolre, Solre-le-Château et Trélon-Glageon.

Plus tard une nouvelle loi du 22 juillet 1881 a modifié ce tracé. Elle a adopté une ligne principale allant de Maubeuge à Fourmies en passant par ou près Ferrière-la-Grande, Sars Poteries et Solre-le-Château où elle rejoint l'ancien tracé La ville de Cousolre sera desservie par un embranchement en cul-de-sac.

Ligne principale.

Longueur · 37,633m27.

La cession du chemin de fer des usines Dumont à la Compagnie du Nord-Est a été autorisée par un décret du 21 octobre 1880. Cette ligne a été l'objet d'un projet de réfection, comprenant une branche de raccordement vers Maubeuge avec le réseau du Nord et qui a été approuvé par décision ministérielle du 1er mars 1882.

Section de Maubeuge à Solre-le-Château.

Cette section a été déclarée d'utilité publique par la loi du 22 juillet 1881.

Ont été approuvés :

Le projet de tracé et de terrassements par décision du 31 mai 1882.

Les projets de nombre et d'emplacement des stations par décision du 7 octobre 1882.

Les plans et états parcellaires par décisions des 23 mars et 28 septembre 1883 et du 8 avril 1882 en ce qui concerne la commune de Solre, (première partie.)

Les projets des ouvrages d'art par décisions des 23 juillet 1883 et 22 avril 1884.

Les projets de détail des stations par décision du 3 novembre 1883.

La décision du 7 octobre 1882, intervenue sur les projets concernant le nombre et l'emplacement des stations, n'a pas accueilli les demandes faites pour obtenir à Rousies un service de voyageurs et de marchandises. Elle a stipulé seulement que la demi-lune actuelle serait maintenue ou remplacée par une situation équivalente.

Des négociations sont pendantes entre la commune de Rousies et la Compagnie du Nord, future exploitante, pour déterminer l'emplacement et l'étendue des aménagements nécessaires à la construction d'une halte. La commune a offert une subvention, mais la Compagnie du Nord n'a pas encore fourni le projet avec devis estimatif qui vient de lui être demandé par M. le Maire de Rousies. La Compagnie Nord-Est, se renferme dans les termes de la décision du 17 octobre 1882, mais se déclare prête à exécuter tout projet qui aura été concerté par les parties intéressées.

Section de Solre le Château à Fourmies.

Le projet de tracé et de terrassements pour la partie comprise entre Solre-le-Château et la route départementale n° 5 qui n'a pas été modifiée par la loi du 26 octobre 1878, a été approuvé par décisions ministérielles des 15 janvier 1875 et 26 avril 1877.

Ont été approuvés ·

Le projet de tracé et de terrassements entre Trélon et Fourmies par décision du 21 mars 1882.

Les projets des ouvrages d'art par décision du 6 octobre 1880, 14 janvier 1882 (pont sur l'Helpe), 21 février 1883 (communes de Lez-Fontaine, Liessies et Trélon) et 19 mai 1882 (communes de Glageon et de Fourmies).

Les plans et états parcellaires par décisions des 8 avril 1882 (commune de Solre-le-Château, première partie), 23 février 1882 (communes de Glageon et de Fourmies), 21 mai 1882 pour les autres communes.

Les projets de détail des stations de Solre, Liessies et Trélon par décisions des 27 janvier et 12 mai 1882 et des 9 février et 17 juillet 1883.

Sur un fort grand nombre de points la Compagnie a pu occuper les terrains.

Le cube des terrassements exécutés est de 509,582 mètres entre Solre et Fourmies, et de 163,495 entre Maubeuge et Solre.

Les chantiers ont comporté pendant le dernier mois :

1° Entre Maubeuge et Solre. 183 terrassiers, 12 paveurs, 23 maçons, 14 manœuvres, 14 chevaux, 20 brouettes, 8 camions, 35 wagons et une locomotive.

2° Entre Solre et Fourmies, 300 terrassiers, 6 maçons, 6 manœuvres, 10 chevaux, 140 camions, 90 brouettes, 2 machines à vapeur et 90 wagons.

Les ouvrages d'art sont terminés sur la deuxième section et fort avancés sur la première Le pont sur l'Helpe est entièrement achevé.

Sur cette section la voie est posée sur une longueur de 2,496^{m}00.

Les projets types de clôtures et barrières pour passage à niveau en ce qui concerne la ligne principale et l'embranchement de Cousolre, ont été approuvés par deux décisions des 10 septembre et 22 octobre 1883.

Aux bâtiments des stations de la ligne principale, le gros œuvre est à peu près terminé,

Embranchement de Cousolre.

Longueur : 10,911^{m}20.

Le projet de tracé et de terrassement a été approuvé par décision ministérielle du 15 mai 1883.

L'enquête sur le nombre et l'emplacement des stations a été faite.

Le projet de la Compagnie n'a été pour la station de Cousolre l'objet d'aucune observation.

Il a été demandé l'établissement d'une halte pour desservir Colloret, Aibes, Quiévelon. Des délibérations contradictoires du Conseil municipal de Colleret ont amené dans l'instruction de cette affaire une certaine difficulté. Le dossier sera adressé à très bref délai à l'Administration supérieure.

Les travaux sont commencés. Le cube total des terrassements effectués à ce jour est de 27,751 mètres.

Il a été employé sur les chantiers pendant le mois dernier 60 terrassiers, 2 maçons, 1 manœuvre, 2 chevaux, 12 brouettes, 8 camions et 8 wagons.

Paris, le 27 juin 1884.

L'Ingénieur en Chef du contrôle des Travaux,

ERNEST CIRODDE.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Situation du service au 1er Juillet 1884

I. — Chemins de fer d'intérêt local en exploitation.

Par suite de la convention intervenue entre l'État et la Compagnie du Nord, et approuvée par la loi du 20 novembre 1883, les chemins de fer d'intérêt local de Cambrai à Epehy, de Don à Hénin Liétard et de Valenciennes à Douzies ont été incorporés au réseau d'intérêt général et rattachés au réseau de la Compagnie du Nord, qui les exploite, à partir du 1er janvier 1884. Il ne reste en exploitation qu'une seule ligne d'intérêt local du département du Nord : celle de Bapaume à Marcoing concédée le 10 août 1874, pour une durée de 50 ans, à la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local d'Achiet à Bapaume ; déclarée d'utilité publique le 20 janvier 1875 ; ouverte à l'exploitation le 10 mars 1878 ; longueur dans le département du Nord : 5.477m,05.

Cette voie ferrée pénètre dans le département du Nord près de Flesquières ; elle cons-

titue le prolongement jusqu'à la ligne d'Epehy à Cambrai, d'un chemin de fer d'intérêt local du département de la Somme, qui se détache de la ligne du Nord de Paris à Calais à la station d'Achiet et passe par Bapaume et Bertincourt.

La voie est bien entretenue.

Il n'existe aucune station sur cette voie ferrée dans le département du Nord. Une seule halte pour le service des voyageurs a été établie aux abords de Flesquières et de Ribécourt. Elle ne donne lieu à aucune observation.

Exploitation commerciale.

Un rapport ci-joint de M. l'Ingénieur des Mines Olry, indique en détail la situation des chemins de fer d'intérêt local du département du Nord, au point de vue du matériel, de l'exploitation technique et de l'exploitation commerciale.

Les accidents ont été peu nombreux et sans gravité.

III. — Chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique mais non encore livrés à l'exploitation.

Ligne de Denain au Catelet.

Le chemin de fer d'intérêt local de Denain à la limite des départements du Nord et de l'Aisne, vers le Catelet, a été déclaré d'utilité publique par la loi du 26 septembre 1882; il doit être exécuté et livré à l exploitation dans un délai de trois ans, à dater de l'approbation du projet de tracé. La Compagnie du Cambrésis a scindé son projet de tracé en deux sections, l'une comprise entre Denain et Caudry et l'autre entre Caudry et le Département de l'Aisne. Le projet de la 1re section a été approuvé par décision de la Commission départementale du 10 janvier 1883. Le tracé n'est pas encore approuvé entre Quiévy et Caudry. Le projet de la 2e section a été approuvé par le Conseil général du Nord, dans sa session d'août 1883.

La ligne a un développement total, dans le département du Nord, de 47.159m,66.

La longueur dans le département de l'Aisne est de 4,057 mètres. La distance de Denain au Catelet par voie ferrée sera donc de 51.216m,66.

Les enquêtes sur le nombre et l'emplacement des stations sont terminées. Un arrêté préfectoral du 16 mai 1884 a statué sous réserves. Le département du Nord a accordé une subvention de 7,000 francs par kilomètre à cette ligne, qui pourra être subventionnée par l'État, conformément à la loi du 11 juin 1880. La loi du 26 septembre 1882 fixe à 17,109 fr. le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor. La concession a été accordée à MM. Chevalier, Lambert et Rey agissant tant en leur nom personnel que comme mandataires de la Société Anonyme des chemins de fer du Cambrésis; ils ont cédé leur concession à cette société, suivant acte approuvé par l'assemblée générale des actionnaires.

Les concessionnaires auraient dû commencer leurs travaux le 28 septembre 1883 (art. 2 du cahier des charges). Ils auraient dû remettre au Préfet les projets de tracé et le stations, pour la totalité de la ligne concédée, avant la fin du mois de juillet 1883 (art. 3 du cahier des charges). Ces conditions n'ayant pas été remplies, les concessionnaires ont encouru la déchéance, qui est prononcée, s'il y a lieu, après mise en demeure, par M. le Ministre des Travaux publics (art. 37 du cahier des charges).

III. — Chemins de fer d'intérêt local concédés, mais non encore déclarés d'utilité publique.

1° *Chemin de fer d'intérêt local de Dunkerque à Lille, par Steenwoorde avec embranchement de Bergues à Hondschoote.*

Cette ligne, dont la longueur est de 90 kilomètres 315 sur le Nord et de 4 kil 965 sur le Pas-de-Calais a été concédée par le Conseil général du Nord, dans sa séance du 7 avril 1883. sans aucune subvention à la Société Anonyme d'entreprises générales à Paris, 16, place Vendôme. La ligne est projetée avec une voie de 1 mètre; elle doit partir de Dunkerque et arriver à la limite du Pas-de-Calais, en passant par ou près Bergues, Steenwoorde, Hazebrouck, Merville et Estaires; et répartir de la limite des départements du Nord et du Pas-de,Calais pour se diriger vers Englos et aboutir à Lille; elle doit comprendre, en outre, un embranchement de Bergues à Hondschoote. Le concessionnaire aura la faculté de relier ces lignes après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, aux gares du chemin de fer du Nord, à Dunkerque, Bergues, Hazebrouck, Merville, Laventie, Haubourdin, Loos, ainsi qu'à la gare d'Ennetières, sur le chemin de fer de Lens à Armentières et au chemin de fer de ceinture de Lille.

L'affaire est soumise à l'examen de l'Administration supérieure pour obtenir la déclaration d'utilité publique.

2° *Ligne de Lille à Solesmes, par Douai, Aniches et Denain.*

Cette ligne dont la longueur est de 82 kilomètres, a été concédée par le Conseil général du Nord, dans sa séance du 7 avril 1883, sans aucune subvention à la Société Anonnyme d'entreprises générales.

La ligne est projetée avec une voie de 1 mètre. Elle passera à ou près Pont à Marcq, Bersée, Roost-Warendin, Douai, Dechy, Lewarde, Aniches, Abscon, Rœulx, Lourches, Denain, Haulchin, Thiant, Moncheaux, Verchain, Vendegîes, Capelle, Escarmain, Vertin et aboutira à Solesmes. Le concessionnaire de ce chemin de fer aura la faculté de le relier après avoir obtenu l'autorisation nécessaire aux gares des lignes en exploitation à Dorignies, Douai, Aniches, Lourches, Abscon, Denain et Solesmes, ainsi qu'aux chemins de fer d'intérêt local projetés de Dunkerque à Lille et de Caudry à Fourmies.

Toutes les formalités locales ont été remplies, le dossier a été soumis à l'Administration supérieure, pour obtenir la déclaration d'utilité publique. Par une dépêche en date du 25

janvier 1884, M. le Ministre a réclamé la production de plusieurs plans de traverses et ordonné la mise à l'enquête de ces plans. La Société concessionnaire a produit le travail demandé, qui est actuellement soumis à l'enquête.

3° Ligne de Caudry à Fourmies, par Solesmes et Landrecies.

Cette ligne, dont la longueur est de 50 kilom. 706 mètres sur le Nord et 2 kilom. 500 mètres su l'Aisne, a été concedée par le Conseil général du Nord. dans sa séance du 7 avril 1883, sans aucune subvention à la Societé d'entreprises générales. La ligne est projetée avec une voie de 1 mètre. Elle doit partir de Quiévy, où elle se rattache à la ligne de Denain au Catelet, passe par ou près Viesly, St-Python, Solesmes, Bousies, Landrecies, Maroilles, Etrœungt ; quitte le département du Nord pour passer dans celui de l'Aisne, et repart de la limite du Nord et de l'Aisne pour aboutir à Wignehies.

La concession de ce chemin de fer a été faite le 7 avril 1883, par le Conseil général à la Société Anonyme d'entreprises générales.

Le concessionnaire a la faculté de relier, après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, la ligne d'intérêt local de Caudry à Fourmies, aux gares du chemin de fer du Nord, à Solesmes et Landrecies. Le dossier est soumis à l'Administration supérieure pour obtenir les déclarations d'utilité publique.

Les intéressés ont demandé que la ligne de Caudry à Fourmies soit prolongée jusqu'au tramway de Cambrai à Catillon, ce prolongement passerait par ou près Bévillers, Bous sières, Carnières et Estourmel. La Socié é concessionnaire du chemin de fer de Caudry à Fourmies a fait connaître à M. le Préfet qu'elle fera ultérieurement l'étude de ce prolongement, dont la longueur serait d'environ 8 kilomètres.

4° Ligne de Valenciennes au Quesnoy, par Préseau et la vallée de la Rhonelle.

Cette ligne, dont la longueur est de 17 kilomètres, a été concédée par le Conseil général du Nord, dans sa séance du 7 avril 1883, sans aucune subvention à la Société d'entreprises générales. La ligne est projetée avec une voie de 1 mètre. Elle partira de Valenciennes, passera par ou près Marly, Saultain, Préseau, Villers-Pol, Orsinval et aboutira au Quesnoy. Le concessionnaire aura la faculté de relier, après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, cette ligne avec les gares en exploitation de Marly, Saultain et le Quesnoy.

Le dossier est soumis à l'Administration supérieure pour obtenir la déclaration d'utilité publique ; il a été transmis au Conseil d'État par M. le Ministre des Travaux publics. La Société a présenté récemment le projet définitif de la partie du chemin de fer comprise entre l'origine projetée sur la place d'armes de Valenciennes et la sortie de la porte de Mons. Ce projet sera soumis à l'enquête.

5° Ligne de La Bassée à la ligne de Dunkerque à Lille.

Cette ligne, dont la longueur est de 17 kilomètres 130 mètres, a été concédée par le Con-

seil général du Nord, dans sa séance du 7 avril 1883, sans aucune subvention a la Société d'entreprises générales. Elle est projetée avec une voie de 1 mètre. Elle partira de la Bassée, passera par ou près Illies, entre Herlies et Aubers, par ou près Fromelles, le Maisnll et Radinghem, elle se raccordera près Ennetières-en-Weppes, avec le chemin de fer d'intérêt local de Dunkerque à Lille. Le concessionnaire aura la faculté de relier, après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, cette ligne avec la station du chemin de fer du Nord, à la Bassée.

Le dossier est soumis à l'Administration supérieure pour obtenir la déclaration d'utilité publique.

La Société concessionnaire a versé le cautionnement provisoire qui lui était demandé par la concession de ces cinq chemins de fer d'intérêt local.

6° *Ligne de Valenciennes à Denain.* — Longueur 11 kilom. 100.

Le tracé passe par ou près la Sentinelle, Rouvignies et Wavrechain. L'enqnête d'utilité publique a eu lieu, elle a donné uu résultat satisfaisant. Cette ligne a été concédée à la Société des chemins de fer économiques du Nord, qui a versé le cautionnement. Le dossier sera prochainement soumis à l'Administration supérieure, pour obtenir la déclaration d'utilité publique.

IV. — Chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandée.

1° *Ligne de St-Amand à Lens, par Orchies et Courrières.* — Longueur 49 kilom. 350 dont 39 kilom. 758 sur le Nord et 9 kilom. 600 sur le Pas-de-Calais.

Ce chemin de fer est situé, sur la plus grande partie de son parcours, dans le département du Nord, il pénètre dans le Pas-de-Calais dans la direction de Lens, qui est son point d'aboutissement. Il passe par ou près Beuvry, Orchies, Auchy, Bersée, Mons-en-Pévèle, Thumeries, Wahagnies et Carvin-Libercourt.

L'enquête d'utilité publique a été ouverte le 12 mai 1883.

La Commission inter-départementale a émis un avis favorable. On a procédé à l'enquête d'utilité publique dans le département du Nord.

Par un rapport en date du 11 février 1884, les ingénieurs ont réclamé, ponr être l'objet d'une enquête supplémentaire, les plans de traverse d Orchies et d'Auchy, communes sur le territo're desquelles le tracé a été modifié sur la demande des populations. La Société demanderesse a produit ces plans de traverse, qui sont actuellement soumis à l'enquête.

2° *Ligne de Valenciennes à Maubeuge par Taisnières-sur-Hon.* — Longueur 38 kilomètres.

La concession de cette ligne est demandée par la Société anonyme d'entreprises gé-

nérales. Le tracé passe par ou près Etrœux, Bry, Bettrechies, Bellignies, Hon, Hergies, Taisnières-sur-Hon et Feignies.

Les conférences mixtes ont déterminé l'adhésion du génie militaire au tracé.

La Compagnie demanderesse en concession prépare les dossiers à soumettre à l'enquête.

3° *Ligne de Cambrai au Catelet, par Masnières.* — Longueur 31 kilom. 150 dont 26 kilom. 600 sur le Nord, et 4 kilom. 550 sur l'Aisne.

La Compagnie du Cambrésis a demandé la concession d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local, de Cambrai à la limite du département du Nord vers le Catelet et St-Quentin. L'avant-projet a été déposé le 19 août 1882. il a été soumis aux conférences mixtes et a fait l'objet d'une adhésion du ministre de la guerre en date du 27 décembre 1882.

Le tracé de la ligne empruntant, sur une grande partie de son parcours, le domaine public du canal de St-Quentin, l'avant-projet a été soumis à l'examen du service de la Navigation qui a réclamé plusieurs modifications du tracé.

La ligne aura dans le Nord un développement total d'environ 26 kilomètres 600 mètres.

Le dossier de l'avant-projet de cette ligne a été soumis à l'enquête d'utilité publique. Le Conseil général du Nord a accordé en principe une subvention de 7,000 fr. par kilomètre, pour le chemin de fer de Cambrai au Catelet, sous la réserve que la subvention départementale ne pourra pas excéder 700,000 fr. pour l'ensemble des lignes de Cambrai à Catillon, Denain au Catelet et Cambrai au Catelet, quelle que soit la longueur effective de ces trois lignes et de leurs embranchements.

4° *Ligne d'Hénin-Liétard à Vis-en-Artois, avec embranchement sur Dorignies.* — Longueur totale 29.762 m. 18 dont 11.460 mètres dans le département du Nord.

On voit que la longueur à construire est plus considérable dans le Pas-de-Calais que dans le Nord.

La concession de la partie de cette ligne, située sur le territoire du Nord, est demandée sans subvention ni garantie d intérêt, par le Comité d'études de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite du bassin houiller du Pas-de-Calais (Demande en date du 10 mars 1881).

L'enquête d'utilité publique a eu lieu pour la partie comprise dans le département du Nord, et les résultats de cette enquête ont fait l'objet de rapport des Ingénieurs en date des 10-16 février 1882.

Le Conseil général du Nord, dans sa séance du 31 août 1882, a décidé que le chemin de fer d'Hénin-Liétard à Vis-en Artois (partie comprise dans le département du Nord) pourrait être concédé sans subvention par M. le Préfet qui a autorisé les demandeurs en concession à pénétrer dans les propriétés privées pour faire leurs études.

Dans sa séance du 25 août 1882, le Conseil général du Pas-de-Calais a décidé qu'une subvention kilométrique serait allouée, sous certaines conditions, pour l'exécution de la partie de ce chemin de fer qui se trouve sur le Pas-de-Calais, mais il n'a pas encore été fait choix d'un concessionnaire.

Enfin, dans la séance du Conseil général du Nord du 7 avril 1883, M. le Préfet a fait connaître qu'il ne sera en mesure de passer le traité de concession pour la partie de la ligne située sur le territoire du Nord, qu'après que son collègue du Pas-de-Calais lui aura fait connaître qu'il a concédé la partie située sur le territoire de ce département.

5° *Ligne d'Etrœungt à Landrecies.*

MM. Godfernaux et Van der Bogaerd ont demandé, par lettre en date du 3 mai 1881, à être autorisés à étudier un chemin de fer d'intérêt local entre Etrœungt et Landrecies. Les demandeurs ont été autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour faire les études, par arrêté du 11 juin 1883, mais n'ont produit jusqu'à ce jour aucun avant-projet. La demande de MM. Godfernaux et Van der Bogaerd peut être considérée comme non avenue, puisque la section de Landrecies à Etrœung se trouve comprise dans le chemin de fer d'intérêt local de Caudry à Fourmies, concédé à la Compagnie d'entreprises générales.

6° *Chemin de fer d'intérêt local d'Armentières* à *Halluin et de Roncq à la Madeleine.*

Le 25 août 1882, le Conseil général a, sur la proposition du rapporteur du 5e bureau, adopté un vœu formulé par M. Jonglez, conseiller général de Tourcoing, tendant à ce que les communes de Bousbecques et Linselles, soient desservies par les chemins de fer d'intérêt local d'Armentières à Halluin et de Roncq à la Madeleine.

Aucune Compagnie n'a demandé la concession de ces lignes, et dans sa séance du 7 avril 1883, le Conseil général a décidé qu'il n'y aurait lieu de donner suite à l'établissement de ces chemins de fer que dans le cas où la concession serait demandée.

7° *Chemin de fer projeté de Lens à Estaires par la Bassée.*

Les sieurs Guinet et Evrard, demeurant à La Bassée, ont adressé, en octobre 1882, à M. le Préfet du Nord, une demande en concession d'un chemin de fer de Lens à Estaires. A cette demande étaient joints un plan et les délibérations des Conseils municipaux.

Le dossier a dû être retourné aux demandeurs pour le compléter.

Lille, le 15 juillet 1884.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,

DONIOL.

TRAMWAYS.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

La longueur totale des tramways ou chemins de fer sur voies publiques exploités, en construction, ou dont la concession est en instance dans le département du Nord, est de 242.705^{m} 15 . comme l'indique le tableau suivant :

INDICATION DES LIGNES.	LONGUEURS en exploitation	LONGUEURS en construction	LONGUEURS dont la construction n'a pas été commencée	LONGUEURS TOTALES
1° *Tramways déclarés d'utilité publique*	k	k	k	k
Réseau de Lille . .. . Urbain...	19.445 05	1 692 85	8.944 80	30 082 70
Réseau de Lille . .. . Suburbain.. ..	18.767 05	»	11.437 40	30 204 45
Tramways de Roubaix.	11.844	»	7.109	18.953
Id Tourcoing...	3.511	»	4 512	8.023
Id. Dunkerque	2.296	»	850	3.446
Id Valenciennes....	9.802	»	133	9.935
Id Cambrai à Catillon	25.317	9.383	»	34.703
Id. Fourmies à Wignehies..	»	10.657	»	10.657
TOTAL pour les tramways déclarés d'utilité publique...	91.132 10	21.735 85	32.986 20	145.854 15
A REPORTER...	91.132 10	21 735 85	32.986 20	145 854 15

INDICATION DES LIGNES.	LONGUEURS en exploitation	en construction	dont la construction n'a pas été commencée	TOTALES
	k	k	k	k
REPORT	91 132 10	21.735 85	33.986 20	145 85415
2° Tramways en exploitation ou en construction, mais non encore declares d'utilité publique				
De Raismes à la place de St-Amand.	7.762	»	»	7.762
De Bruai a Condé gare	6 360	»	»	6.360
De Condé gare á Condé porte de Tournai	1 553	»	»	1.553
De Valenciennes à Blanc-Misseron.	12 200	»	»	12.200
De Condé porte de Tournai à Vieux Condé	2.000	»	»	2.000
De Blanc-Misseron à Condé.	»	9.400	»	9.400
TOTAUX pour les tramways exploités ou en construction . .	29 875	9.400	»	39 275
3° Tramways dont la concession est en instance				
De Lille a Menin	»	»	14 100	14.100
De Lille a Armentieres et Houplines . .	»	»	11.616	11 616
De Tourcoing à la route Nationale N° 17.	»	»	2.800	2 800
De la route Nationale N° 17, à Linselles, Bousbecques et Comines	»	»	18.777	18.777
De Lille vers Lens	»	»	14.700	14.700
Réseau complémentaire de Lille	»	»	1 800	1.800
De Trelon a la gare de Trélon-Glageon. . . .	»	»	2 000	2 000
Prolongement dans la ville de Valenciennes de la ligne de Valenciennes à Blanc-Misseron . . .	»	»	393	393
TOTAUX .	121.00710	31 135 85	99 172 20	251.31515

On n'a pas compris dans cette enumération divers tramways pour lesquels les demandeurs en concession n'ont pas produit les projets et pièces nécessaires pour que l'enquête d'utilité publique puisse être ouverte suivant les formalités prescrites par le Règlement d'Administration publique du 18 mai 1881.

La situation des divers réseaux se résume de la manière suivante :

I. — Réseaux en exploitation ou à construire.

1° *Tramways de Lille.* — L'État a concédé à la ville de Lille deux réseaux de tramways, savoir : le réseau urbain et le réseau suburbain, qui ont été fusionnés par le

décret du 27 novembre 1879, et ont été rétrocédés par la ville à la Compagnie des Tramways du Département du Nord qui les exploite.

Les lignes du réseau urbain ont été déclarées d'utilité publique par les décrets du 4 octobre 1873 et du 12 mars 1875.

La longueur concédée est de 30.082^{m} 70 non compris les voies de garage, dont 8.908^{m} sur les routes nationales, 2.510^{m} 20 sur les routes départementales et 18 664^{m} 05 sur les voies urbaines; la longueur des voies en exploitation est de 19.445^{m} 05.

La voie a une largeur de 1^{m} 44 à 1^{m} 45 comme celle des grands chemins de fer; la largeur de l'ornière, qui reçoit le mentonnet des véhicules est de 30 $^{m}/_{m}$. Les rayons de courbe ne descendent pas au-dessous de 15^{m} et les déclivités ne dépassent pas 2 centimètres par mètre

L'exploitation se fait généralement au moyen de chevaux, suivant des itinéraires désignés par des lettres

La seule ligne exploitée au moyen de locomotives est celle de Lille à Roubaix.

Le réseau suburbain a été concédé à la ville de Lille par décret du 12 octobre 1877 et rétrocédé à la Compagnie des Tramways du Département du Nord, suivant traité approuvé par le même décret. Cette concession constitue une extension de tramways urbains et renferme cinq lignes, prolongeant les lignes urbaines depuis Lille jusqu'à Marcq-en-Barœul, Roubaix, Hellemmes. Haubourdin et Lomme. La longueur concédée pour les tramways suburbains s'élève, non compris les voies de garage à 30 204^{m} 45 dont 15 609^{m} 15 sur les routes nationales et 14.595^{m} 30 sur les routes départementales, la longueur en exploitation est de 18.767^{m} 05

La Compagnie dispose actuellement de :

15 machines du système Francq ;

Une machine du système Carels ;

381 chevaux ; 156 conducteurs, postillons et inspecteurs en service ; 50 mécaniciens, chauffeurs et autres agents affectés au service des dépôts ; 94 palfreniers et relayeurs ; 80 cars de différents modèles.

La déchéance est encourue en vertu des articles 3 et 19 du cahier des charges, attendu qne les tramways de Lille devaient être entièrement terminés le 12 septembre 1882 et qu'il reste encore à construire 8.944^{m} 80 sur le réseau urbain et 11.437^{m} 40 sur le réseau suburbain. Le dossier concernant la demande de déchéance sera transmis à l'Administration supérieure, dès que le Conseil municipal de Lille aura fait connaître son avis définitif sur cette question.

La longueur des voies de garage établies sur les voies publiques, pour les tramways de Lille est de 3.144^{m} 35.

2° *Tramways de Roubaix et de Tourcoing.* — Les tramways urbains de Roubaix ont été concédés par décret du 3 décembre 1875; la concession des tramways suburbains de Roubaix et des tramways de Tourcoing a été decrétée le 26 avril 1880. Ces diverses

lignes, qui sont concédées par l'État, ont été retrocédées par les villes concessionnaires à la Compagnie des Tramways de Roubaix-Tourcoing qui les exploite.

Longueur concédée 26 976^{m} dont 18.953 pour Roubaix et 8.023 pour Tourcoing

Longueur en exploitation au 1er juillet 1884, 13.833^{m} non compris les voies de garage.

La longueur concédée comprend : 11.374 mètres sur les routes départementales, 6.224 mètres sur les chemins de grande communication et 9.378 mètres sur les voies urbaines

La voie est identique à celle de Lille, sauf quelques modifications dans la partie métallique. Le rayon minimum des courbes est de 18^{m} et les déclivités maxima ne s'élèvent pas au-dessus de 3 centimètres par mètre.

La Compagnie dispose de 41 voitures, la cavalerie comprend 104 chevaux. Le personnel d'exploitation compte 41 agents, y compris le personnel des bureaux, mais non celui du service des dépôts qui est de 19.

La Compagnie rétrocessionnaire a été, au mois de janvier 1882, déclarée en faillite Depuis cette époque, l'exploitation se fait sous la direction du syndic.

Ce dernier avait voulu procéder à l'adjudication, devant le Tribunal civil, des voies, dépôts, et du bénéfice de la concession. Les villes s'y sont opposées, ce syndic a demandé au Tribunal civil la main-levée de cette opposition et n'a pu l'obtenir. D'autre part, les villes de Roubaix et de Tourcoing ont demandé la déchéance de la Société. Le syndic de la faillite des tramways a offert aux villes de Roubaix et de Tourcoing l'abandon de toute l'entreprise, y compris immeubles et matériel de toute nature, moyennant la somme de 750.000 francs.

Les Conseils municipaux de Roubaix et de Tourcoing consultés, n'ont pas encore fait connaître leur avis.

3° *Tramways de Dunkerque.* — Concédés à la ville de Dunkerque par décret du 14 septembre 1875 et rétrocédés au sieur Spilliart, suivant traité approuvé par décret du 27 avril 1877. Les lignes concédées sont au nombre de deux, savoir :

1° Une ligne principale de 2.446^{m} de longueur, non compris 397 mètres de voies de garage, partant de la gare du chemin de fer du Nord, passant par les quais du port et aboutissant au Casino du Rosendael

2° Une ligne secondaire de 850^{m} de longueur, se détachant de la précédente, à la place Jean-Bart et se terminant à la place du Rosendael Cette voie ne doit être établie que dans le cas où elle pourra se souder à une ligne traversant le territoire de la commune de Rosendael pour aboutir au Casino des bains de mer.

Le tracé de la ligne principale a été approuvé, à titre définitif, par décision ministérielle du 12 avril 1879, pour la partie comprise entre la gare de Dunkerque et la rue de la Grille, et, à titre provisoire, entre cette rue et le Casino des bains de mer.

La Compagnie dispose actuellement de 15 voitures et de 60 chevaux ; la voie est en bon état, le service est fait convenablement.

Les plans définitifs de la ligne secondaire de 850^{m} de longueur n'ont pas encore été produits ; et ils ne sauraient l'être d'ailleurs qu'autant que la concession du prolongement des tramways aura été accordé a la commune de Rosendael. A cet effet, le Conseil municipal de Rosendael a pris, à la date du 25 avril 1883, une délibération pour l'obtention

de la concession d un réseau de tramways, composé : 1° d'une ligne sur le chemin d'intérêt commun N° 72, entre la porte de Rosendael, à Dunkerque et à la halte de la Tente-Verte sur le chemin de fer de Dunkerque à Furnes ; 2° d'une ligne s'embranchant sur la précéden e pour aboutir aux bains de mer, et à établir, soit sur l'Avenue Vallon (chemin d intérêt commun N° 88), soit sur l'Avenue du Casino (chemin communal)

Le premier dossier d'enquête, préparé par le commune de Rosendael, n'étant pas établi conformément aux dispositions de l'art. 2 du Règlement d'Administration publique du 18 mai 1881, a dû lui être retourné. La nouvelle municipalité n'a pas encore retourné ce dossier.

4° *Tramways de Valenciennes.* — Cette concession comprend les sections suivantes :

1° De Valenciennes (Marché aux Herbes) à l'avenue d'accès de la station de Raismes sur une longueur de	5.470m
2° De Valenciennes (Marché aux Herbes) jusqu'au cimetière de Bruai), distincte de la précédente, à partir de la Croix d'Anzin, sur une longueur de.....	4.142m
3° Voies de raccordement.....	323m
TOTAL.....	9.935m

dont 400 mètres sur voies urbaines, et le surplus sur les routes nationales N^os^ 45 et 48.

On n'a pas compris dans ce total 9^k^ ,935, les voies de garage ayant une longueur de 812m, ni les 45m formant le raccordement de la direction de Raismes avec celle de Bruai, ni les 70m formant les raccordements des voies du dépôt avec la ligne de Raismes, l'un de 35m se dirigeant vers Valenciennes et l'autre de même longueur vers Raismes.

Le réseau concédé à la ville de Valenciennes est entièrement en exploitation, sauf les raccordements avec les gares aux marchandises d'Anzin et de Raismes.

L'Etat a accordé la concession de ces tramways à la ville de Valenciennes par décret du 30 juin 1877 ; un autre décret, en date du 19 décembre 1882, a approuvé un nouveau cahier des charges conforme au type décrété par application de la loi du 11 juin 1880 ; en outre, il a modifié la consistance du réseau et autorisé la substitution de la traction mécanique à la traction par chevaux. ainsi que la rétrocession de la concession à la société anonyme des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin et extensions.

Cette société belge est maintenant transformée en société française, sous le nom de « Société des Chemins de fer économiques du Nord. »

Le réseau est exploité depuis le 1^er^ janvier 1881 jusqu'à la place d'Anzin ; depuis le 21 mars 1881 jusqu'à la place de Raismes, et depuis le 8 mai 1881 jusqu'à Bruai.

La Compagnie dispose de 14 machines Tubize. qui fonctionnent convenablement

5°. *Tramways de Fourmies à Wignehies.* — Les sieurs Tissot et Guillain ont obtenu la concession d'un réseau de tramways, par traction de chevaux ou de locomotives,

destiné au transport des marchandises et des voyageurs entre la station de Fourmies et les communes de Fourmies et de Wignehies

La concession comprend une ligne principale et plusieurs lignes secondaires ; dont la longueur totale est de 10.657 mètres.

Le décret déclarant l'utilité publique a été rendu le 2 août 1882. Une demande en rétrocession de la concession faite par une société anonyme est actuellement soumise à la sanction dn Conseil d'État. La plus grande partie du réseau concédé est construite.

La réception provisoire des travaux a été faite à la date du 20 mars 1884, par une Commission déléguée par M. le Préfet, qui a autorisé par arrêté du 5 avril 1884, sous certaines réserves, la mise en exploitation du réseau construit.

6° *Tramways de Cambrai à Catillon.* — Le tramway de Cambrai à Catillon a été concédé pour 90 ans, le 17 août 1880, à MM. Chevalier, Lambert et Rey, et rétrocédé par eux à la Compagnie du Cambrésis. Cette rétrocession a été approuvée par décret du 28 mars 1881. La longueur concédée est de 34.703 mètres.

Le département du Nord a accordé à cette ligne qui est à voie de $1^m,00$ une subvention de 7000 fr. par kilomètre.

La ligne doit être exécutée dans un délai de trois ans ; ce tramway est exploité à titre provisoire par locomotive, entre Cambrai et Le Cateau, sur une longueur de 24.317^m.

Le matériel se compose de quatre locomotives. Cette section n'est pas encore reçue, le projet des bâtiments de stations a été approuvé définitivement le 12 mars 1883. La voie doit être encore remaniée sur divers points. Un arrêté préfectoral du 1er juin 1882 a mis la Compagnie en demeure d'achever la section de Cambrai au Cateau dans le délai de six mois. La Compagnie ne s'est pas conformée à toutes les prescriptions de cette mise en demeure. En vue de régulariser sa situation, elle a produit un projet de modification du tracé approuvé près Beauvois. Ce projet a été soumis à l'examen de l'Administration supérieure qui l'a approuvé, mais les stations de Carnières, Beauvois et la gare aux marchandises de Cambrai sont à faire.

Pour la section de Cambrai au Cateau, le jugement d'expropriation a été rendu le 1er octobre 1882.

Pour ce qui est de la section comprise entre le Cateau et Catillon, sur une longueur de 15 500 mètres, le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministérielle du 8 décembre 1882

Le projet d'emplacement des stations a été approuvé par décision ministérielle du 3 mai 1882.

La voie est établie en général sur l'accotement de la route nationale N° 39, sauf aux abords du Cateau, Bazuel et Catillon. Les travaux ne sont pas encore commencés. Les arrêtés de cessibilité des terrains situés sur les communes du Cateau, Bazuel et Catillon ont été pris le 20 mai 1884

7°. *Tramways dont la concession est demandée* par la société anonyme des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin et extensions, et qui sont en

exploitation ou en construction, bien qu'ils n'aient pas encore été déclarés d'utilité publique Les longueurs de ces tramways sont indiquées ci-après .

De Raismes à la place de St. Amand (N^le 45).....	7.762^m
De Bruai à Condé gare (N^le 48).....	6.360
De Condé gare à Condé porte de Tournai (N^le 48).....	1.553
De Valenciennes à Blanc-Misseron (N^le 29)..... .	12 200
De Conde porte de Tournai à Vieux-Condé (Ch. d'int. com. 102).	2.000
De Blanc-Misseron à Condé (Dép^le 7)	9.400

Ces projets ont tous été soumis à l'enquête d'utilité publique.

C'est à l'État qu'il appartiendra de concéder les quatre premières lignes qui sont établies sur le sol des routes nationales.

Le Conseil général du Nord a concédé dans sa session d'août 1883 le tramway de Condé porte de Tournai à Vieux-Condé. établi sur le sol du chemin d'intérêt commun N° 102.

Le tramway de Blanc-Misseron à Condé . projeté sur le sol de la route départementale N° 7. devant établir une jonction entre le tramway de Valenciennes à Blanc-Misseron et celui de Bruai à Condé , le Conseil général du Nord a décidé de ne se prononcer définitivement sur la concession qu'il lui appartient d'accorder qu'après que l'État aura concédé les tramways de Valenciennes à Blanc-Misseron et de Bruai à Condé.

Ces six tramways constituent le prolongement de ceux qui ont été concédés par l'État à la ville de Valenciennes.

M. le Ministre des Travaux publics a autorisé la mise en exploitation des quatre premières lignes à titre provisoire et révocable, sans rien préjuger au sujet de l'approbation des projets , qui ont été soumis à l'enquête d'utilité publique.

Ces lignes sont maintenant exploitées à traction de locomotives , par la société des chemins de fer économiques du Nord. Le tramway de Condé (porte de Tournai) à Vieux-Condé , est exploité dans les mêmes conditions , en vertu d'un arrêté préfectoral en date du 21 septembre 1883.

Cette société a adressé à M. le Ministre des Travaux publics une demande tendant à obtenir la prolongation jusqu'au 1^er juillet 1982 de la durée de la concession des tramways de Valenciennes à Raismes et à Bruai

Cette demande a été rejetée par décision ministérielle , en date du 22 novembre 1883

Une demande de prolongement du tramway de Valenciennes à Blanc-Misseron . sur une longueur de 393^m pour permettre a ce tramway d'entrer en ville par la porte de Mons, a été présenté par la Société des Chemins de fer économiques du Nord. Ce dossier, complété conformément aux prescriptions du réglement d'administration publique du 18 mai 1881, est actuellement soumis à l'enquête d'utilité publique du 8 août au 8 septembre , suivant un arrêté préfectoral du 31 juillet 1884 L'entrée à Valenciennes par la porte de Mons est également sollicitée par la société concessionnaire du chemin de fer de Valenciennes à Anzin Le projet est également soumis à l'enquête d'utilité publique

II. — Réseaux dont la concession est en instance.

1°. *Ligne de Lille à Menin, par Bondues et Roncq* (*Route Nat. N°* 42). — La concession a été demandée en août 1880 par M. le comte Delamarre. Le Conseil général a émis un avis favorable. L'enquête d'utilité publique a eu lieu. Une décision ministérielle du 30 juin 1882 a fixé les termes définitifs du cahier des charges et de l'acte de concession à soumettre au Conseil d'État, préalablement à la déclaration d'utilité publique. Le dossier a été envoyé au Conseil d'État. La longueur de Lille (Pont-de-Marcq) à Menin sera d'environ 14.100 mètres.

2° *Ligne de Lille à Armentières et Houplines* (*Route Nat. N°* 42), *longueur* 11 616 *mètres*. — La concession a été demandée par M. le comte Delamarre, le 29 novembre 1880. Elle a été soumise à l'enquête d'utilité publique. M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion au projet. La Commission d'enquête a émis un avis favorable et les demandeurs en concession ayant adhéré à une modification du tracé dans la traverse d'Armentières. M. le Ministre des Travaux publics a, par décision du 12 juin 1883, prescrit une enquête complémentaire. La longueur de la ligne sera d'environ 11.616 mètres.

3°. *Ligne de Tourcoing à la route Nationale N°* 17, *et de cette route à Linselles, Bousbecques et Comines*. — La concession de ces lignes a été demandée par M. le comte Delamarre, qui a déclaré qu'il se chargeait de les construire et de les exploiter sans subvention ni garantie d'intérêt, si les terrains nécessaires pour l'élargissement des chemins à emprunter lui étaient cédés gratuitement

Le dossier a été adressé à M le Préfet le 16 août 1882. Il a été, depuis, retourné à M. Delamarre, avec invitation d'en modifier les plans suivant le profil type arrêté par M. le Préfet, et de compléter les indications des états parcellaires. Sur les instructions de M. le Préfet, les Conseils municipaux des communes intéressées ont été invités à faire connaître s'ils étaient dans l'intention de voter les contingents mis à leur charge pour participer à la dépense de l'établissement de la ligne.

Les Conseils municipaux de Bousbecques et de Linselles ont répondu à l'invitation. les autres ont refusé de voter les contingents qui leur étaient réclamés. A la suite de ce refus. M. le comte Delamarre a fait connaître qu'il serait obligé d'y renoncer, si le Département ne prenait à sa charge une partie notable de la dépense.

Dans sa session d'avril 1884, le Conseil général du Nord a fixé la quotité à payer, pour les indemnités de terrains par le demandeur en concession, qui a été invité à faire connaître s'il accepte cette décision; il n'a pas encore envoyé sa réponse

4°. *Ligne de Lille à Lens par Seclin et Carvin*. — La concession de cette ligne, qui doit avoir la même largeur que les tramways de Lille, est demandée par MM. Dubar, Cazeneuve et Stiévenart. Les conférences avec le génie militaire ont eu lieu. La longueur approximative serait de 15 kilomètres dans le Nord.

Le dossier de la demande avec les rapports des Ingénieurs du Pas-de-Calais, et l'avis

favorable du Préfet de ce département a été adressé à M. le Ministre des Travaux publics, à l'effet d'autoriser la mise à l'enquête d'utilité publique du tramway projeté.

Une décision ministérielle du 6 juin 1883 décide qu'avant de statuer sur la mise à l'enquête, il y a lieu de réclamer aux demandeurs en concession, un engagement reconnu valable, de fournir un cautionnement de 207.000 fr.

Les demandeurs en concession n'ont pas encore fait connaître leur réponse.

5°. *Réseau complémentaire de Lille.* — La ville de Lille a demandé, le 4 janvier 1883, la concession de deux nouvelles lignes, l'une par les rues de St-André et de la Monnaie, remplaçant la ligne N° 13 de la rue Négrier à la porte St,-André par la rue Royale, concédée le 12 mars 1875; l'autre, de la porte de Gand à la Grand'Place, par la rue de Gand, destinée à former la première section de la ligne suburbaine N° 1. de Lille à Tourcoing par Marcq-en-Barœul et Mouveaux.

Pour ce qui concerne la première de ces lignes, le Conseil général a déclaré, le 1er septembre 1881 qu'il y avait lieu d'en subordonner la concession à l'exécution de son prolongement jusqu'à Wambrechies. La ville de Lille n'a pas encore présenté le projet. La longueur approximative serait de 1.800 mètres

6°. *Tramways de Trélon.* — Les industriels de Trélon se sont réunis en société, sous la raison sociale Delattre et Cie, pour obtenir la concession d'un tramway devant relier la future gare de Trélon Glageon avec l'agglomération de Trélon et les diverses usines qui s'y trouvent

Ce tramway serait à traction de chevaux et ne desservirait que les marchandises. Il aurait 2 kilom de longueur sur l'Avenue de la Gare, la route départementale N° 6 et le chemin de grande communication N° 20.

Le Génie militaire a donné son adhésion à ce projet.

Il a été soumis à l'enquête, et le Conseil général a autorisé la concession sans aucune subvention Le gérant, M. Delattre, étant décédé, la Société a choisi pour la représenter, M. Clavon. maître de verreries à Trélon.

Par un rapport, en date du 12 juin 1883, les Ingénieurs ont demandé que M. Clavon soit invité à verser à la Caisse des Dépôts et Consignations, la somme de 2.000 fr., indiquée dans le cahier des charges pour le cautionnement; ils ont adressé toutes les pièces du dossier à l'Administration et demandent que l'utilité publique de ce tramway soit déclarée. M. Clavon a versé la somme de 2.000 fr. ci dessus indiquée, dans la caisse du Receveur des finances.

Les Ingénieurs ont demandé la déclaration d'utilité publique de ce tramway. Mais une question a été soulevée à l'occasion de l'avenue du chemin d'accès de la gare, que la Société doit emprunter pour l'établissement de la voie.

Elle ne pourra être résolue que quand la ligne sera reprise par la Compagnie du Nord qui doit l'exploiter et quand il aura été statué par l'Administration sur le classement de cette avenue.

III. — Demandes diverses de concession.

1° *Ligne de Cambrai à Arras.* — La Compagnie du Cambrésis a demandé au département du Nord une subvention pour une ligne de tramway qu'elle se propose de construire entre Cambrai et Arras, sur l'accotement de la route nationale N° 39, ayant une longueur de 9 kilomètres dans l'arrondissement de Cambrai. Le Conseil général a ajourné toute décision sur cette affaire, qui intéresse particulièrement le département du Pas-de-Calais.

M le Ministre de la Guerre a donné son adhésion au projet le 20 juillet 1881.

La Compagnie n'a pas encore présenté l'avant projet de cette ligne ni déposé sa demande de concession.

Cette concession sera donnée, s'il y a lieu, par l'État.

2° *Ligne de Condé, porte de Tournai à Bon-Secours.* — Les demandeurs en concession paraissent avoir renoncé à poursuivre l'étude de cette ligne qui aurait une longueur d'environ 4.857 mètres.

3° *Ligne d'Hergnies à Vieux-Condé.* — L'exécution de cette ligne a fait l'objet d'un vœu du Conseil général. La Société des chemins de fer économiques du Nord pourrait seule tirer profit de l'exploitation de cette ligne qui est le prolongement de la ligne de Condé à Vieux-Condé qu'elle exploite actuellement; elle n'a présenté jusqu'ici aucune demande pour la concession de la ligne d'Hergnies à Vieux-Condé,

4° *Tramway de Lille à Douai par Pont-à-Marcq.* — Cette ligne suivrait la route nationale N° 17 et passerait par Pont-à-Marcq, la longueur serait de 30.810 mètres.

La concession a été demandée par M. le comte Delamarre, qui a présenté un projet et a été invité à le compléter.

Le 21 avril 1882, le Conseil général a subordonné son avis favorable à la condition que le demandeur en concession déclarerait au préalable renoncer à réclamer, soit une subvention, soit une garantie d'intérêt.

M. Delamarre a accepté cette condition et a présenté un projet qui a été adressé à M. le Préfet, en juillet 1882. Par décision du 16 janvier 1882, M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion au projet qui a été retourné au demandeur en concession avec invitation de rectifier les inexactitudes y relevées et de le compléter par l'addition des plans de quelques traverses.

M. le comte Delamarre n'a pas encore complété le projet de ce tramway, qui ferait double emploi sur une grande partie de son tracé avec le chemin de fer d'intérêt local de Lille à Solesmes, concédé pendant la session d'avril 1883.

5° *Tramway à vapeur de Douai à Aniches.* — Deux demandes ayant pour objet la concession d'un tramway à vapeur entre Douai et Aniches, ont été adressées à l'Administration supérieure.

La première est présentée par MM. Dumont et Dorigny, demeurant à Paris ; la seconde par MM. Ridoux, à Douai, et Dumuis, à Lille.

MM. Dumont et Dorigny proposent d'adopter une voie étroite ayant $1^m\,00$ d'écartement. Leur ligne partirait de la gare aux marchandises de Douai et aboutirait sur la place Verte à Aniches. Elle aurait une longueur totale de 13.350^m, dont 12.260^m sur la route nationale N° 43.

MM. Ridoux et Dumuis demandent à établir un tramway à voie normale accessible, sur une grande partie de son parcours, aux wagons à marchandises de la Compagnie du Nord.

Leur ligne partirait de la place d'Armes à Douai, pour aboutir sur la place Verte à Aniches.

Sa longueur totale serait de 13.100^m, dont 12^k environ sur la route nationale N° 43. M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion.

Les deux avant-projets ont fait l'objet d'une décision ministérielle du 8 août 1882, qui décide : 1° qu'il y a lieu de réduire dans les traverses la largeur de l'ornière du rail de tramway à voie large, conformément aux prescriptions du décret du 6 août 1881 ; dans ces conditions, le tramway ne pourrait pas recevoir les wagons du chemin de fer du Nord, 2° qu'il convient de modifier et de compléter le projet de MM. Ridoux et Dumuis avant de soumettre simultanément les deux projets à l'enquête. La décision ministérielle a été notifiée le 23 août 1882 aux intéressés, qui n'ont adressé, depuis cette époque, aucune communication à l'Administration. Du reste, il y a lieu d'observer que le tramway de Douai à Aniches ferait double emploi, sur la totalité de son parcours, avec le chemin de fer d'intérêt local concédé de Lille à Solesmes, pendant la session d'avril 1883.

6° *Tramway d'Armentières à Dunkerque par Steenwoorde.* — M. le comte Delamarre a demandé la concession de cette ligne ; mais il n'a pas produit les pièces nécessaires pour obtenir l'autorisation de soumettre le projet à l'enquête: d'ailleurs, ce tramway ferait double emploi sur une grande partie de son parcours, avec le chemin de fer d'intérêt local concédé, en avril 1883, de Dunkerque à Lille par Steenwoorde.

Lille, le 11 juillet 1884.

L'Ingénieur en Chef,

DONIOL.

SERVICE MARITIME DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Compte-Rendu résumé du service pendant l'année 1883-1884.

Lettre de M. le Préfet du Nord du 19 Juin 1884.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Le service maritime du département du Nord n'a pas été modifié depuis l'année dernière Il comprend. comme les années précédentes, les Phares et Balises, les ports de Dunkerque et de Gravelines avec les plages du Nord, les canaux maritimes et les manœuvres d'eau qui s'opèrent dans les deux ports du Nord pour assurer l'asséchement du pays waeteringué.

Nous exposerons successivement, ci-dessous, la situation de chacune des branches du service, mais nous croyons inutile de reproduire cette année les renseignements rétrospectifs que nous avons donnés dans les rapports des années précédentes sur les parties terminées des divers programmes de travaux successivement adoptés par les pouvoirs publics. Il pourrait résulter des embarras pour la recherche d'un renseignement déterminé de la longueur même d'un rapport reprenant les faits de trop loin et nous nous bornerons à parler des changements survenus pendant l'année 1883-1884.

PHARES ET BALISES.

Phares.

L'éclairage des phares n'a pas subi de modifications cette année. Toutefois l'éclairage des phares de Dunkerque par l'électricité est actuellement en voie de réalisation. Le bâtiment des machines et les logements des agents préposés à leur conduite sont en

construction. Le projet présenté l'année dernière a été approuvé le 24 décembre 1883 et mis en adjudication le 13 février 1884. On peut espérer que, même en tenant compte des délais assez longs qu'impose l'obligation de prévenir les navigateurs longtemps à l'avance d'un changement dans le caractère d'un feu, le grand phare sera éclairé électriquement en 1885.

Feux flottants

L'éclairage des feux flottants a fonctionné dans les conditions anciennes.

Pour répondre à un vœu formulé par une commission nautique et tendant à voir augmenter la portée des feux qui jalonnent l'entrée de la rade, nous presenterons en juillet 1884 à l'examen de l'administration supérieure des propositions ayant pour but d'essayer la substitution de l'éclairage par le gaz riche à l'éclairage par l'huile de schiste pour le « Dyck ». Si l'administration accueille nos propositions et si l'essai réussit, la modification apportée dans l'éclairage du « Dyck » réalisera le vœu des marins qui fréquentent le port de Dunkerque, d'abord en augmentant la portée lumineuse du principal feu d'entrée de la rade, puis en rendant sa portée géographique constante par l'adoption d'un appareil léger, capable d'être maintenu à la tête du mât en tout temps. Aujourd'hui on est obligé de descendre les feux souvent à mi mât, à cause du poids des appareils qui ne pourraient être maintenus, par gros temps, à leur hauteur réglementaire.

Balisage.

Le balisage de la rade et des bancs extérieurs n'a pas été modifié depuis l'an dernier.

Les études demandées par un vœu du Conseil général du département du Nord, dans le but de rendre lumineuses nos bouées et de leur permettre de continuer pendant la nuit les services qu'elles rendent pendant le jour, sont terminées

Nous présenterons à l'administration supérieure dans le courant de juillet des propositions tendant à obtenir l'autorisation de faire construire et de mettre en service, à titre d'essai, des bouées lumineuses de deux types : les unes, plus fortes, seraient employées au balisage de jour et de nuit des bancs du large ; les autres, plus petites, seraient employées en rade. C'est seulement après un essai de quelque durée et après constatation de la constance des indications données par les bouées lumineuses que l'on pourra en généraliser l'emploi.

Il a été entrepris et exécuté en 1883-1884 une grosse réparation au Baliseur n° 2 dont la chaudière était hors de service et dont la machine avait besoin d'être revue dans tous ses détails. Ces travaux sont aujourd'hui terminés.

Port de Dunkerque.

Entretien

L'entretien des ouvrages du port est fait avec tout le soin possible malgré l'insuffisance notoire des sommes qui peuvent lui être affectées annuellement. Il porte principalement sur le maintien des profondeurs auquel il est nécessaire de sacrifier même l'entretien des ouvrages, parce que ceux-ci deviendraient inutiles s'ils n'étaient parfaitement accessibles.

Indépendamment de l'entretien simple, il a été procédé en 1883, à l'exécution ou au commencement d'exécution d'un certain nombre de travaux de grosses réparations dont les principaux sont : le renouvellement des planchers des ponts des écluses de barrage, de la citadelle et de la marine ; la réparation des avaries causées aux ouvrages du port par la marée extraordinaire du 19 février 1882 ; le coltarage et la peinture des jetées à claire-voie ; le remplacement des portes de l'écluse à sas du bassin du commerce ; la réparation des avaries de l'hiver 1881-1882 ; le coltarage et la peinture des jetées coffrées de l'Est et de l'Ouest et du quai du Risban : la réparation des avaries faites à l'estacade de l'Est par le vapeur « Columba ».

De même en 1884 des travaux de grosses réparations sont continués ou entrepris : en voici l'énumération : réparation des avaries survenues aux talus perreyés des fossés de l'Ouest ; réparation des avaries faites à la jetée de l'Ouest par le navire « Coréan » ; délimitation du rivage de la mer entre Dunkerque et la frontière belge (avance à rembourser par le département de la Marine) ; pavage du quai Est du bassin de la Marine ; réparation de l'estacade de l'Est : renouvellement et réparation des portes de l'écluse à sas octogonal ; réparation des avaries de l'hiver 1881-1882.

Travaux de restauration. — Loi du 14 decembre 1875

La loi du 14 décembre 1875 a approuvé un programme de travaux à exécuter tant à Dunkerque qu'à Gravelines que nous avons rappelé en grand détail dans nos précédents rapports annuels. L'ensemble de ces travaux avait été estimé à 5,900.000 francs, l'expérience a montré que cette évalution était insuffisante et que le total des dépenses à faire pour réaliser les intentions de la loi s'élèverait à 7,103,069 fr. 79.

Les sommes dépensées au 1er janvier 1884 s'élevaient au total de 5,985,903 fr. 28 se répartissant comme il suit :

Port de Dunkerque	5,488,248 f.	60
Port de Gravelines	388,569	79
Frais généraux	109,084	89
Total pareil.	5,985,903 f.	28

Il restait donc à dépenser au 1er janvier 1884 1,117,166 fr, 51.

Parmi les travaux de restauration compris dans la loi du 14 décembre 1875 comme spéciaux au port de Dunkerque. une très notable partie se trouve terminée. l'énumération peut s'en faire comme il suit :

Restauration des jetées à claire voie de l'Est et de l'Ouest ;

Restauration des jetées coffrées de l'Est et de l'Ouest, sur leur moitié aval seulement ;

Reconstruction de l'estacade de l'Ouest avec élargissement de l'avant-port ;

Dragages dans l'arrière port ;

Revêtement des talus du réservoir des chasses de la Cunette ;

Revêtement et aménagement des canaux de ceinture ;

Restauration des talus, quais et chaussées de rive Est du canal de Bergues. dans sa partie maritime et construction d'un pont sur le canal de jonction;

Reconstruction des talus. quais et chaussées de rive Ouest du canal de Bergaes, dans sa partie maritime;

Dévasement des bassins à flot du commerce et de la marine;

Quelques travaux sont devenus inutiles à exécuter par suite des modifications que des circonstances fortuites ou des projets correspondants à des lois postérieures ont apportées dans l'organisation du port. Ces travaux sont les suivants :

Renouvellement des portes de flot et du pont tournant de l'écluse de la Cunette;

Renouvellement des portes de l'écluse du bassin de la Marine;

Réparation des avant radiers de l'écluse de la Cunette;

Réparation des avant radiers de l'écluse du fort Revers;

Restauration de la moitié amont de la jetée coffrée de l'Ouest.

Pour ces deux catégories de travaux, au sujet desquelles nous n'aurions rien de nouveau à dire, nous renvoyons à nos précédents rapports annuels.

Les travaux de restauration de la loi du 14 décembre 1875 qui sont en cours d'exécution ou qui sont seulement ajournés sont en petit nombre ; ce sont :

1° *Restauration de la moitié amont de la jetée coffrée de l'Est.*

Ce travail sera peut-être abandonné si l'administration obtient des pouvoirs publics la création d'une nouvelle entrée pour le port de Dunkerque. Mais comme la jetée actuelle devra être conservée jusqu'à ce que les travaux de la nouvelle entrée soient très avancés, il est possible que l'on doive procéder à la restauration en question, au moins partiellement, pour maintenir les communications le long du chenal actuel, en sorte qu'on ne peut la considérer que comme ajournée.

2° *Construction de quais dans l'arrière-port.*

Ce travail fait partie d'un projet en cours d'exécution qui donnera 220 mètres de quais nouveaux dans l'arrière-port et dont nous parlerons à l'occasion des travaux de la loi du 31 juillet 1879.

3° *Dragages d'essai sur la passe d'entrée.*

Les dragages que nous exécutons depuis un peu plus de sept ans sur la passe d'entrée ont été entrepris à titre d'essais. Ces essais ont été dirigés de manière à permettre d'apprécier dans quelle mesure la passe d'entrée de Dunkerque pouvait être entretenue par des dragues et aussi à quel prix d'unité on pouvait espérer descendre pour les dragages. On conçoit en effet que la question de prix a une importance capitale dans l'appréciation d'un système d'entretien, parce que, si efficace qu'il puisse être, il deviendrait impraticable si son prix de revient était trop élevé.

Les dragages exécutés depuis l'origine des essais se résument comme il suit

En 1876 on a dragué		8,977^{m} 385		et dépensé	25,804 f.	79
1877	id	41,236	61	id.	126.298	61
1878	id	69,224	63	id.	189.796	49
1879	id.	85,518	»	id.	242,668	95
1880	id	154,910	73	id.	343,799	84
1881	id.	266,668	50	id.	390,992	71
1882	id.	429,195	50	id.	525,802	67
1883	id	516,831	11	id.	688,410	06
1884 jusqu'au 1er juin		218 755	89	id.	195.488	01

Les essais faits en 1883-1884 peuvent être considérés comme caractérisés par deux faits nouveaux.

Ayant reconnu que les difficultés de l'entrée. supprimées sur la passe du large, se reproduisaient soit dans le chenal intérieur lui-même sur la longueur des jetées à claire-voie, soit à la sortie du chenal intérieur et à l'origine de la passe extérieure, nous avons dirigé les dragages de manière à créer à l'Ouest de la jetée de l'Ouest, un faux chenal dans lequel les sables charriés à basse mer par les courants de vidange de la plage puissent être arrêtés. Ce moyen de protéger le chenal intérieur contre les envahissements de la plage Ouest a réussi jusqu'à présent et paraît devoir être efficace.

Nous avons d'autre part obtenu de l'administration l'autorisation d'acquérir deux dragues pour le compte du service maritime et de les faire fonctionner en régie. Une de ces dragues est déjà en service et son fonctionnement paraît prouver que, faits en régie, les dragages extérieurs ne chargeront pas nos budgets annuels d'une dépense supérieure à 0 fr. 50 par mètre cube et que cette dépense ne sera pas atteinte lorsque les circonstances de mer seront favorables. Cet essai est fort intéressant puisque les dragages à l'entreprise ont commencé par nous coûter 3 fr. le mètre cube, y compris les frais de surveillance, et que les négociations faites avec nos entrepreneurs n'ont pu abaisser le prix du mètre cube. y compris les frais de surveillance, au-dessous de 1 fr. 10.

On ne peut cependant se permettre de conclure trop hâtivement en ces matières et les essais continués en 1884 nous donneront vers la fin de l'année le moyen de présenter à l'administration supérieure notre avis définitif sur les résultats de ces essais.

Travaux d'amélioration — Loi du 14 décembre 1875

La loi du 14 décembre 1875 a approuvé l'exécution à Dunkerque d'un programme de travaux d'amélioration qu'une première évaluation avait estimé devoir conduire à une dépense totale de 12,600,000 francs. Cette évaluation a été reconnue insuffisante et il faudra atteindre une dépense de 15,700,000 francs pour réaliser le programme de la loi.

Les dépenses faites au 1er janvier 1884 s'élevaient au total de 14,321.780 fr. 34, dont 13 402 268 fr. 05 ont été consacrés à des travaux utiles à l'amélioration du port et 919,512 fr. 29 ont été absorbés par les travaux du génie militaire. Il resterait donc à dépenser, pour achever le programme de la loi du 14 décembre 1875, une somme de 1,378.219 fr. 66.

Les travaux dépendant de cette loi qui sont actuellement terminés sont les suivants :

Construction de l'écluse et creusement du bassin de l'Ouest, aménagement de son terre-plein de rive droite ;

Dégagement des abords de l'écluse du bassin de l'Ouest et construction de quais en bois à sa sortie ;

Construction des écluses du bastion 27 et du bastion 28, aménagement des fossés des fronts de mer de l'Est.

Construction de la forme de radoub N° 1 (comme gros œuvre) et de la tête de la forme N° 2.

Achèvement des fortifications.

Quelques travaux ónt été ajournés ou abandonnés soit parce que le programme de la loi du 31 juillet 1879 les avait rendus inutiles, soit parce que les études de projets d'avenir réclamées par les assemblées locales les avaient rendus nuisibles. Ce sont :

Le rempiètement et la réfection des estacades de l'Est ; travail abandonné à cause de la suppression complète de cette estacade, qui résulte du programme de la loi de 1879.

Elargissement et perreyage des fossés de l'Est ; travail momentanément abandonné pendant son exécution, par suite de la mise à l'étude de l'agrandissement de la ville.

Les travaux qui sont en cours d'exécution ou qui restent à entreprendre sont les suivants :

Construction d'un pertuis de communication entre le bassin de l'Ouest et le bassin de la marine. L'exécution de ce travail a été très retardée par le fait de l'entrepreneur de la construction des ponts tournants à établir sur ce pertuis. Son ouverture ne devait être commencée, d'après le projet approuvé. qu'après livraison du pont tournant à établir sur sa moitié Nord. En présence des lenteurs qui ont entravé cette livraison, nous avons dû modifier la marche prévue des travaux et exécuter les culées du second pont tournant au moyen de puits pour avancer un peu le travail sans couper les communications des quais en service avec la gare Nous comptons que le pertuis pourra être livré au commencement de l'année prochaine.

Construction des maisons éclusières de l'écluse de l'Ouest Le projet de ces bâtiments est terminé et nous espérons qu'il sera approuvé cette année pour être exécuté en 1885.

Construction des bateaux portes de la forme N° 1 et de la tête aval de la forme N° 2.

Les projets de ces ouvrages sont soumis depuis plusieurs mois à l'examen de l'administration supérieure qui n'a pas encore statué à leur sujet. Les formes ne pouvant être livrées que toutes ensemble et en même temps que les darses du bassin de Freycinet, il importe seulement que les projets dont nous parlons soient exécutés en 1885.

Travaux d'extension — Loi du 31 juillet 1879

Les travaux d'extension du port de Dunkerque. déclarés d'utilité publique par la loi du 31 juillet 1879, étaient estimés devoir coûter une somme totale de cinquante millions se décomposant comme suit :

Amélioration de l'entrée du port..... . . .	4,000,000 f.	»
Expropriations de terrains à l'Ouest	1,200,000	»
Bassin de Freycinet, canal de l'Ile Jeanty et formes de radoub à l'Ouest.....	26,100,000	»
Achèvement de l'arrière-port.....	2.200,000	»
Achèvement du bassin du commerce	1,500.000	»
Élargissement du port d'échouage et de l'avant-port.....	2,100,000	»
Bassins de l'Est.....	7,700,000	»
Somme à valoir générale	5,200,000	»
Total.....	50,000,000 f.	»

L'estimation ci-dessus a dû être rectifiée par suite des allocations accordées par le Jury d'expropriation qui ont dépassé nos prévisions, cependant larges, de 1,214,603 fr. 90. Elle se trouve arrêtée aujourd'hui au chiffre total de 51,214,603 fr. 90.

Sur ce chiffre total, il avait été dépensé, au 1er janvier 1884, une somme de 13,210,530 fr. 36 et il restait à dépenser une somme de 38,004,073 fr. 54.

Nous exposerons ci-dessous, avec détail, la situation des travaux de la loi du 31 juillet 1879

Amélioration de l'entrée du port. Cet article comprenait :

La construction d'une écluse d'écoulement à la mer, au Nord du phare:

Un allongement de 100 mètres de la jetée Ouest ;

Des dragages importants destinés à créer à l'Ouest de la passe extérieure un réservoir où les sables seraient dragués au fur et à mesure de leur arrivée.

L'écluse au Nord du phare est en construction. Son exécution a été retardée par la rupture du batardeau à la mer, enlevé deux fois par la mer avant sa fermeture ; puis par la rencontre dans les fouilles d'un ancien fort dont la position mal repérée par de vieux plans n'était pas exactement connue. Les travaux à faire à l'abri du batardeau seront probablement achevés cette année et il restera à enlever le batardeau au commencement de l'année prochaine.

Les autres travaux de l'article dont nous parlons ne sont pas encore définitivement projetés. Une décision ministérielle du 12 juillet 1883 nous a demandé d'étudier la création d'une nouvelle entrée qui constituera une réalisation beaucoup plus sûre de l'amélioration de l'entrée prévue à la loi du 31 juillet 1879 que les travaux énumérés ci-dessus n'auraient pu le permettre.

Nous présenterons ce projet à l'automne après l'achèvement des dragages d'essai à l'entreprise dont les résultats doivent servir de base à nos propositions.

Bassins de Freycinet, canal de l'Ile Jeanty et formes de radoub. Nous réunissons sous une même rubrique les bassins « de Freycinet » et les formes de radoub qui en dépendent parce que ces divers ouvrages ont été réunis dans les mêmes entreprises et qu'au point de vue de l'exécution, ils étaient inséparables.

Les gros travaux ont été partagés en deux entreprises, celle des terrassements et celle des maçonneries. L'entreprise des terrassements a presque terminé son œuvre : il ne lui reste plus qu'à combler le canal de dérivation et à exécuter les approfondissements des darses 3 et 4 qui pourront devenir nécessaires si le projet d'écluse Nord dont nous parlerons plus loin est approuvé par l'administration supérieure. L'entreprise des maçonneries, après des vicissitudes dont nous avons rendu compte dans nos précédents rapports, a marché d'une manière satisfaisante depuis le 1er juillet 1883, et pourra développer toute l'activité voulue si les ressources financières indispensables à son fonctionnement ne font pas défaut.

Aujourd'hui, la darse N° 1 est complètement terminée, sauf le raccord de ses quais de rive droite avec les quais de l'écluse d'amont. Le canal de l'Ile Jeanty est achevé jusqu'à l'écluse de batellerie de la darse n° 1. Cette écluse est terminée, ainsi que ses portes. Les ponts jetés sur le goulet de cette écluse sont livrés. Enfin le pavage du quai de rive droite est presque achevé et on procède à l'enlèvement du batardeau qui, l'année dernière, séparait la darse en creusement du bassin de l'Ouest. On peut être assuré que les quais de rive droite avec leurs terre-pleins pourront être mis définitivement en service, sauf les trente mètres de raccordement avec l'écluse d'amont, à la fin de septembre; que les quais de rive gauche seront accostables sur toute leur longueur à la fin de l'année. Quant aux terre-pleins de ces derniers quais, l'exécution de leurs pavages est subordonnée à la réalisation des ressources qui font actuellement défaut.

La darse n° 2 est creusée ; ses quais de rive droite sont montés à hauteur de tablette ; les quais de rive gauche seront terminés ainsi que l'écluse de batellerie avant la fin de l'année. Les deux ponts, un pont route à deux voies et un pont de chemin de fer à trois voies qui passent sur le goulet de cette écluse, seront achevés au commencement de 1885. La darse ne pourra d'ailleurs être mise en service qu'après l'exécution des formes n°s 3 et 4.

L'écluse de communication entre la darse n° 2 et la darse n° 3 est en cours d'exécution: ses battages sont achevés et on va commencer les maçonneries proprement dites.

La forme n° 4 a ses terrassements et ses battages terminés. La table de béton sur laquelle le radier et les bajoyers doivent être élevés est coulée sur toute son étendue et on va commencer les maçonneries.

La forme n° 3 est plus avancée, le radier est termine et on commence l'implantation des bajoyers et de la tête.

Les darses n°s 3 et 4 sont creusées à la cote prévue aux projets primitifs et pourront être rapidement garnies de leurs quais.

Les travaux approuvés sont en résumé en bonne voie de rapide exécution.

Nous étudions en outre un projet d'écluse Nord qui aura, d'après les indications de l'administration, ses seuils à 4 mètres au-dessous du zéro des cartes et permettra par suite l'entrée à toutes les pleines mers de navires calant huit mètres d'eau. Son sas sera

assez long pour recevoir des navires de 185 mètres de longueur. Ces navires exceptionnels de tirant d'eau et de longueur ne fréquenteront évidemment le port qu'en petit nombre. Pour les recevoir, il sera nécessaire d'abaisser de deux mètres le plafond des darses 3 et 4 ou au moins la darse n° 3 Cet abaissement sera compris dans le projet que nous espérons pouvoir exécuter sur la somme à valoir de la loi du 31 juillet 1879 et sur les économies déjà réalisées sur le reste du bassin.

Achèvement de l'arrière port. Un projet de construction de 220 mètres de quais sur la rive droite de l'arrière-port est en cours d'exécution. Son achèvement permettra de recevoir de la Marine le quai de rive droite du bassin de la Marine qui lui est actuellement réservé.

Le reste des quais de l'arrière-port ne pourra être entrepris qu'après l'exécution des bassins de l'Est.

Achèvement du bassin du commerce. Les projets définitifs ne sont pas encore étudiés. Les travaux ne pourront d'ailleurs être entrepris qu'après l'exécution des bassins de l'Est

Elargissement de l'avant-port et du port d'échouage. L'élargissement en question était prévu, pour l'avant-port, par le dégagement de l'entrée de l'écluse des bassins de l'Est; pour le port d'échouage, par le recul du quai du gril. Le projet du premier de ces élargissements est évidemment subordonné à la présentation du projet des bassins de l'Est. Le projet de reculement du quai du gril est étudié et sera soumis cette année a l'examen de l'administration supérieure.

Bassins de l'Est. Cet article comprend le dérasement des anciennes fortifications et la création de deux bassins destinés aux pétroliers et aux constructions navales.

Le dérasement des anciennes fortifications a été exécuté en partie par le lestage, en grande partie par notre service.

L'étude du projet définitif des bassins de l'Est est arrêtée par l'incertitude qui existe encore sur la solution qui sera donnée par l'administration à la question de déplacement de l'enceinte, aujourd'hui en cours d'instruction C'est seulement quand le tracé d'une nouvelle enceinte sera accepté en principe par tous les services intéressés qu'il sera possible de dresser utilement le projet définitif des bassins.

Renseignements statistiques

Les résultats de l'exploitation du port de Dunkerque peuvent se résumer comme il suit pour l'année 1883.

Droits de douane. Les perceptions ont donné les produits détaillés ci-dessous :

Droits de douane. — Importation.....	4,777,275 f.	»
Droits de navigation..	564,663	»
Droits sur les sels.....	94,012	»
Droits de statistique.....	237,398	»
Droits accessoires.....	26,558	»
Total.....	5,699,906 f.	»

Ce total est supérieur de 206,236 fr., soit 3 fr. 75 % au total des droits perçus en 1882

Mouvement général. Le mouvement général du commerce maritime a donné lieu, en 1883. aux constatations suivantes :

Entrées 2,610 navires, jaugeant		963,158 tonnes	et portant	1,470,805 tonnes.
Sorties 2,624	id.	971,595	id.	252,474
Totaux 5.234	id.	1,934,753	id.	1,723.279

Ces résultats, comparés à ceux de 1882, donnent :

445 navires en moins, 48,422 tonneaux de jauge en plus et 5,253 tonnes de marchandises en moins qu'en 1882. entrées et sorties réunies.

Pavillons français et étrangers.— Dans les totaux de 1883, le pavillon français figure pour un nombre de navires entrés et sortis de 1874; un tonnage de jauge, entrées et sorties réunies, de 491,458; un tonnage de marchandises, entrées et sorties réunies de 495,274.

Les pavillons étrangers correspondent par suite à : 3.360 bâtiments entrés et sortis; 1.443.295 tonnes de jauge et 1,228,005 tonnes de marchandises, entrées et sorties réunies.

Le commerce sous pavillon français représente donc, dans la fréquentation totale du port de Dunkerque :

36 % du nombre total des navires entrés et sortis ;
25 % du tonnage de jauge. à l'entrée et à la sortie ;
29 % du tonnage de marchandises, à l'entrée et à la sortie ;

Ces chiffres constatent une légère augmentation de la navigation sous pavillon français qui, en 1882, formait ·

34 % du nombre total des navires entrés et sortis ;
23 % du tonnage de jauge, à l'entrée et à la sortie ;
25 % du tonnage de marchandises, à l'entrée et à la sortie.

Tonnages moyens. Les navires français sont malheureusement toujours d'un tonnage moyen très faible. 262 tonneaux. Le tonnage moyen des bâtiments étrangers, sans être considérable, est de 430 tonneaux. Enfin, le tonnage moyen de la fréquentation du port est de 370 tonneaux.

Relaches. Le nombre des navires qui sont entrés en relâche à Dunkerque en 1883 est de 6. Ils jaugeaient ensemble 1,888 tonneaux.

Pêche à la morue. La pêche à la morue a employé en 1883 :

122 navires qui jaugeaient ensemble 11,243 tonnes ;
Leurs équipages comptaient en tout 1,799 hommes ;
Leurs produits ont été de 67,261 quintaux métriques, représentant une valeur de 4.600 000 francs environ

Peche côtière. La pêche côtière a été faite en 1883 par 86 navires, ayant ensemble un

tonnage de jauge 1,869 tonnes et des équipages qui comptaient en tout 446 hommes ; elle a produit 5,593 quintaux métriques, valant environ 559,400 francs.

Constructions navales Le nombre de navires existant ou mis en chantier dans l'arrière-port en 1883 a été de 4, jaugeant ensemble 773 tonneaux. Il en a été lancé 3, jaugeant ensemble 623 tonneaux.

Naufrages et échouements. Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1883 a été de 5 ; ils jaugeaient ensemble 1,596 tonnes.

On n'a eu à déplorer la mort d'aucun des hommes des équipages des navires naufragés; la perte en valeur est estimée 92,500 francs.

Comparaison entre 1883 *et* 1882 *au point de vue des résultats de l'exploitation.* La comparaison de l'ensemble des résultats de 1883 avec l'ensemble des résultats de 1882 conduit aux conclusions suivantes :

1° Les droits de douane proprement dits ont été supérieurs de 178,289 fr, soit 4 %. Cette augmentation est attribuée à l'accroissement des introductions d'huiles de palme et de coco venues de la côte occidentale d'Afrique, de fonte brute, d'huiles de pétrole, d'huiles lourdes et de houille.

Les droits de navigation ont augmenté de 24,067 francs, soit 4,5 %. Cet accroissement a été déterminé par l'arrivée de navires d'un fort tonnage venus de l'Inde et des États-Unis d'Amérique, ainsi que par l'extension d'un service régulier établi en 1883 entre Buénos-Ayres et Dunkerque.

Les droits de consommation sur les sels accusent une faible augmentation de 1,403 fr. soit 1,5 %.

Les droits de statistique ont augmenté de 2,184 fr. soit de 1 % environ. Cette augmentation est attribuée aux introductions plus importantes de laines, de nitrate de soude, de mais, de fonte, d'huiles de pétrole, d'huiles lourdes, de bois du Nord, de houille crue, de minerais. Ces droits accessoires ont gagné 293 fr. soit 1 %.

La plus value sur l'ensemble des perceptions est de 206,236 fr. soit 3,75 %.

2° Le nombre des navires qui sont entrés ou sortis en 1883 est inférieur de 445 (8 %) au nombre semblable de 1882 ; par contre le tonnage de jauge a augmenté de 48.422 tonneaux, soit 2,5 %.

Le tonnage des marchandises entrées ou sorties a diminué de 5,253 tonnes, soit de 3 millièmes.

3° Le commerce sous pavillon français a augmenté de 67,744 tonnes, soit de 16 % et le commerce sous pavillon étranger a diminué de 72,997 tonnes, soit de 6 %, le tout en marchandises.

4° Le tonnage moyen des bâtiments qui fréquentent le port a augmenté de 11.5 %. Celui des bâtiments étrangers s'est accru de 10,8 % et celui des bâtiments français de 16 %.

5° La pêche à la morue a employé le même nombre de navires qu'en 1882, mais ils jaugeaient 2,5 % en plus et portaient 2,6 % d'hommes en plus. Le produit de la pêche a augmenté de 35 % en quantité et de 12 % environ en valeur.

6° La pêche côtière a employé un nombre de navires inférieur de 3 %, jaugeant ensemble 5 % de moins et portant 2 % d'hommes en plus qu'en 1882. Les produits, ont été supérieurs de 5 % en quantité et de 5 % en valeur à ce qu'ils étaient en 1882.

7° L'activité des chantiers de construction a perdu 14 % sur 1882.

La construction semble condamnée à périr à Dunkerque où, depuis longtemps, elle ne produit que de très petits navires, si on ne lui donne pas de chantiers mieux installés. Elle ne se relèvera que le jour où il sera possible de constituer de grands établissements pour construction de navires en fer de fort tonnage. Il importe de poursuivre ce but avec énergie, car un grand port a essentiellement besoin d'offrir aux navires qui le fréquentent des moyens sérieux de réparation; et des ateliers importants de réparation doivent nécessairement faire de la construction neuve.

Navigation fluviale. Les chiffres que nous avons donnés jusqu'à présent sont relatifs seulement aux bâtiments de mer. Les relations du port avec les canaux ont donné lieu en 1883 aux constatations suivantes :

Sont entrés dans le bassin ou dans le port 5,208 bateaux; jaugeant 768,898 tonnes et portant 121.162 tonnes de marchandises;

Sont sortis des bassins ou du port 5,009 bateaux. jaugeant 771,006 tonnes et portant 417,139 tonnes de marchandises;

Ont passé les écluses de batellerie dans les deux sens : 10 217 bateaux, jaugeant 1,539.904 tonnes et portant 538,301 tonnes de marchandises.

Comparaison avec 1882. — On a en résumé constaté en 1883 :

A l'entrée :

Une augmentation du nombre des bateaux de 37 % par rapport à 1882; une augmentation du tonnage de jauge de 16 %; mais une diminution du tonnage de marchandises de 8 %.

A la sortie :

Une augmentation du nombre des bateaux de 27 % par rapport à 1882; une augmentation du tonnage de jauge de 12 %; une augmentation de tonnage de marchandises de 18 %.

Pour l'ensemble :

Une augmentation du nombre des bateaux de 32 %; du tonnage de jauge de 14 % et du tonnage de marchandises de 11 %.

Si l'on remarque que nous constatons seulement les mouvements aux écluses, sans pouvoir tenir compte des marchandises qui sont entreposées en bélandres mais sont ensuite reprises par le chemin de fer du Nord, on reconnaîtra que les chiffres ci-dessus sont des maximums.

On peut donc dire que :

Sur les 252,474 tonnes de marchandises exportées par Dunkerque en 1883, 121,162 tonnes, soit 48 % arrivent par canaux;

Sur 1,470,805 tonnes de marchandises importées par Dunkerque en 1883, 417,139 tonnes au plus, soit seulement 28 % sortent par les canaux.

Ces résultats, qui varient peu d'année en année, ne s'accordent guère avec les idées généralement admises en ce qui concerne l'utilité des canaux et la concurrence qu'ils font anx chemins de fer. Ce désaccord paraîtra s'accentuer encore si on considère que Dunkerque importe une grande quantité de matières encombrantes d'un prix relativement peu élevé, telles que minerais, grains et graines de toute nature, pour lesquelles l'emploi des canaux semblerait indiqué tout particulièrement; si l'on considère en outre que les importations destinées aux usines établies sur nos canaux et non reliées aux chemins de fer sont comprises dans les 28 % donnés plus haut. En fait le chemin de fer profite à peu près seul du développement du port, malgré les tarifs peu favorables à Dunkerque

Nous pensons que l'écart entre les faits et la théorie peut s'expliquer en partie par les sujétions spéciales que les écoulements des eaux du pays waeteringué viennent ajouter aux sujétions ordinaires auxquelles les chômages en été, les glaces en hiver soumettent la batellerie, mais il tient surtout à ce que pour les usines ou les centres de consommation qui ne sont pas sur le bord même du canal, les chemins de fer desservent mieux les besoins que ne peut le faire la batellerie. Le chemin de fer a sur la batellerie l'avantage de pouvoir mieux garantir les arrivages à date fixe, de diminuer par suite les approvisionnement de prévoyance à constituer. Il a en outre l'avantage de pouvoir, sans frais supplémentaires appréciables, porter la marchandise au point même où on en a besoin, d'éviter des chargements et déchargements, des camionnages onéreux que la batellerie ne peut éviter à la marchandise. Celle-ci peut dans ces conditions supporter un prix de transport par chemin de fer supérieur au prix de la batellerie, sans être finalement grevée davantage.

Port de Gravelines.

Entretien

L'entretien des ouvrages du port de Gravelines est, comme celui de Dunkerque et dans la même proportion, insuffisamment doté. Il est fait avec tout le soin possible.

Les grosses réparations qui ont été entreprises ou continuées en 1883-1884 sont :

La construction d'un égout en remplacement du pont de la Gérance en ruines;

La réparation des avaries survenues aux digues de protection des Hems St-Pol;

La réparation d'une avarie faite à la jetée de l'Ouest par un bateau de pêche de Gravelines.

Travaux de restauration. — Loi du 14 décembre 1875

Les travaux de restauration compris, pour Gravelines, dans le programme de la loi du 14 décembre 1875 sont terminés. L'administration a rattaché à ce programme des dragages indispensables à faire dans le bassin Vauban et dans le port d'échouage Le projet

de ces dragages, après plusieurs insuccès, a été approuvé par l'administration supérieure le 24 décembre 1883 et adjugé le 31 mai 1884. Il sera en très grande partie exécuté cette année.

Travaux d'amélioration

Les travaux d amélioration qui ont été ordonnés à Gravelines par les décrets du 5 juin 1861, du 16 septembre 1867 et du 18 janvier 1871, ainsi que ceux dont le rattachement à ces décrets a été opéré par diverses décisions ministérielles, ont été terminés en 1883-1884 et seront soldés cette année.

Les travaux d'amélioration déclarés d'utilité publique par la loi du 14 juillet 1875, c'est-à-dire la création de nouvelles voies d'écoulement pour le grand Drack et Schelfvliet sont en cours d'exécution et seront achevés cette année.

Renseignements statistiques

L'exploitation du port de Gravelines a donné lieu, pour 1883, aux constatations suivantes :

Droits de douane. — L'administration des Douanes a effectué, en 1883 les perceptions résumées ci-dessous :

Droits de douane. — Importations.....	17,564 f.	»
Droits de navigation.....	13,144	»
Droits sur les sels	»	»
Droits de statistique.....	3,324	»
Droits accessoires.....	240	»
Total.	34,272 f.	»

Mouvement général. — Le mouvement du commerce maritime a été le suivant :

Entrées : 159 navires, jaugeant 26,141 tonnes et portant 29,940 tonnes.

Sorties . 158	id.	26,450	id.	68
Totaux.. 317	id.	52,591	id.	30,008

Pavillons français et étrangers. — Dans ces totaux, le pavillon français figure pour un nombre de navires, entrés et sortis, de 141 ; un tonnage de jauge, entrées et sorties réunies, de 13 839 tonneaux ; un tonnage de marchandises. entrées et sorties réunies de 6,604 tonneaux.

Les pavillons étrangers représentent, par suite, entrées et sorties réunies : 176 navires; 38,752 tonneaux de jauge et 23,336 tonnes de marchandises.

Le commerce sous pavillon français figure donc, dans la fréquentation du port de Gravelines, pour :

44 % du nombre total des bâtiments entrés et sortis ;
26 % du tonnage de jauge à l'entrée et à la sortie ;
22 % du tonnage de marchandises, à l'entrée et à la sortie.

Tonnages moyens. — Les navires français sont d'un tonnage moyen de plus en plus faible, seulement 98 tonneaux. Le tonnage moyen des navires étrangers est de 220 tonneaux. Le tonnage moyen de l'ensemble des navires qui fréquentent le port est de 166 tonneaux.

Relâches. — Il est entré trois navires en relâche dans le port de Gravelines pendant l'année 1883. Ces navires jaugeaient ensemble 199 tonneaux.

Pêche à la morue.— La pêche à la morue a employé, pendant l'année 1883, 17 navires; leur tonnage de jauge était en total de 1,116 tonneaux; leurs équipages comptaient en tout 130 hommes; leurs produits ont été de 3,850 quintaux, représentant une valeur de 264,000 francs.

Pêche cotière. — La pêche cotière a été faite en 1883 par 94 navires, ayant un tonnage de jauge total de 2,250 tonneaux, des équipages qui comptaient en tout 846 hommes Elle a produit 24 599 quintaux valant ensemble 1,072,750 francs.

Constructions navales. — Le nombre des navires construits dans le port de Gravelines et lancés en 1883 a été de 6. Ils jaugeaient ensemble 166 tonneaux.

Naufrages et échouements. — Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1883 a été de 2. Ils jaugeaient ensemble 473 tonneaux. Un des hommes composant les équipages s'est noyé. La perte en valeur a été de 34,000 francs.

Comparaison des résultats de 1882 *et de* 1883. — Si on compare les résultats de l'exploitation de 1883 avec ceux de 1882, on trouvera :

1° Que les droits de douane à l'entrée ont diminué de 7,631 fr., soit de 30 %.

Que le produit des droits de navigation a diminué de 1,855 fr., soit de 12 % ;

Que la perception des droits de statistique a donné une moins value de 2,271 fr.. soit de 40 % ;

Que les droits accessoires ont diminué de 61 fr., soit de 20 % ;

Que, par suite de l'absence de toute perception de droits sur les sels, l'ensemble des perceptions faites par la douane en 1883 est inférieur à celui de 1882 de 24,130 fr., soit de 41 % ;

2° Que la fréquentation du port a diminué, entrées et sorties réunies, de 66 navires, de 9,236 tonnes de jauge et de 4,744 tonnes de marchandises. Ce qui représente une perte générale de 14 % ;

3° Que l'importance relative du commerce sous pavillon français par rapport au commerce total, si elle n'a pas varié en ce qui concerne le nombre des bâtiments entrés et sortis, a perdu 7 % tant sur le tonnage de jauge que sur le tonnage de marchandises, entrées et sorties réunies ;

4° Que le tonnage moyen de l'ensemble des navires qui fréquentent le port a augmenté de 3 % ; que le tonnage moyen des navires français a diminué de 20 % tandis que celui des navires étrangers a augmenté de 15 % ;

5° Que le nombre des bâtiments employés à la pêche à la morue a augmenté de 112 % et leur tonnage de jauge de 22 % par rapport à 1882 ; que leurs produits ont augmenté de 16 % en poids mais perdu 3,5 % en valeur ;

6° Que le nombre des navires employés à la pêche côtière a augmenté de 2 %, leur tonnage total de 2 %; mais que leurs produits ont diminué de 3 % en quantité et de 14 % en valeur;

7° Que l'activité des chantiers de construction a perdu 14 % sur le nombre et 13 % sur le tonnage des navires lancés.

Canaux Maritimes.

Les canaux dépendant du service maritime n'ont donné lieu en 1883-1884 à aucun travail neuf et sont actuellement à l'état d'entretien.

Ecoulement des eaux des waeteringues á la mer.

Nous avons continué pendant l'hiver dernier le système des écoulements préventifs qui avait réussi pendant l'hiver de 1882-1883 et nous avons constaté de nouveau le bon effet de ce système, ainsi que de l'application des règles autrefois posées par M. l'Ingénieur en chef Bosquillon. Il nous paraît certain que si les abaissemements du plan d'eau faits avant l'hiver peuvent quelquefois gêner la navigation, ils sont la garantie la plus efficace, si non la seule efficace des intérêts de l'agriculture dans les waeteringues.

Vœux émis par le Conseil général dans les sessions d'Août 1883 *et d'Avril* 1884.

Le Conseil général du département du Nord a émis, dans ses sessions d'août 1883 et d'avril 1884, une série de vœux relatifs aux ports de Dunkerque et de Gravelines. Nous les reproduisons ci-dessous, en indiquant pour chacun d'eux la suite qui a pu lui être donnée.

Vœux relatifs à Dunkerque.

Vœu pour que le phare soit éclairé le plus tôt possible à la lumière électrique.

L'administration s'occupe de donner satisfaction à ce vœu. Le projet de construction des bâtiments destinés à recevoir les machines et à loger les mécaniciens a été adjugé le 13 février 1884. On terminera les bâtiments cette année et l'allumage à l'électricité pourra avoir lieu en 1885.

2° *Vœu pour que l'essai des appareils pouvant toujours être maintenus en tête de mât des feux flottants soit fait promptement*

Des propositions en vue de la réalisation de ce vœu sont étudiées et l'essai désiré pourra être tenté dès que ces propositions auront été accueillies par la commission des phares.

3° *Vœu pour que la nécessité d'éclairer les bouées de la rade ne soit pas perdue de vue.*

Des propositions pour essais de bouées lumineuses sont étudiées : les essais ne pourront être commencés que lorsque ces propositions auront été accueillies par la commission des phares. Il ne faut pas méconnaître que l'emploi des bouées lumineuses, excellent en théorie, n'est pas encore passé dans la pratique ; que s'il a été l'objet de quelques essais au Hâvre et en Angleterre, ces essais n'ont pas encore donné de résultats jugés satisfaisants par la commission des phares en France, par la corporation de Trinity house en Angleterre. On ne peut pas s'étonner, dans ces conditions, que l'on doive proposer, seulement à titre d'expérience, la mise en place de quelques bouées lumineuses sur les accores des bancs de Flandre. Si les expériences réussissent, il sera possible de proposer définitivement l'adoption de ces bouées.

4° *Vœu pour que les crédits d'entretien soient portés à* 450,000 *francs.*

es exigences du budget n'ont pas encore permis de donner satisfaction à ce vœu.

5° *Vœu pour que les projets d'outillage du port soient expédiés sans retard.*

D'après la jurisprudence actuelle de l'administration, l'outillage des ports est œuvre privée qui peut être entreprise, suivant les cas, soit par des industriels, soit par des villes, soit par des chambres de commerce, concessionnaires de l'État. Rien ne s'opposerait cependant à ce que certaines installations complémentaires des quais fussent

exécutées par l'Etat, avec le concours financier des ports, pour être mises gratuitement à la disposition du commerce, sans charges spéciales pour la marchandise.

En ce qui concerne Dunkerque, M. le Ministre des Travaux publics nous a demandé un plan d'ensemble des ouvrages à ajouter aux travaux de la loi du 31 juillet 1879 pour l'organisation d'une exploitation perfectionnée des bassins de Freycinet. Nous avions déjà étudié cette question et nous pourrons mettre, en septembre. l'administration supérieure en mesure de décider quelle est la solution qu'il conviendra d'adopter pour donner au commerce toutes les satisfactions désirables, en lui imposant le moins de charges possible.

6° *Vœu pour que les projets relatifs à la nouvelle entrée soient soumis à l'administration cette année.*

Les projets relatifs à une nouvelle entrée du port de Dunkerque ne pourront être présentés à l'administration supérieure, avec les documents nécessaires à l'examen de cette grave question, qu'après l'achèvement des expériences de dragage sur la passe extérieure qui sont actuellement en cours. Ces expériences s'achèveront en septembre et les projets pourront en conséquence être présentés à la fin de 1884.

7° *Vœu pour que les études du département de la Guerre sur l'agrandissement de la ville soient achevées rapidement, afin de permettre de prendre des décisions à l'égard de l'achèvement des travaux maritimes à faire à l'Est du port.*

Nous n'avons pas été informé jusqu'à ce jour que les études préalables auxquelles le service du Génie doit se livrer, avant l'ouverture des conférences avec les services civils intéressés, soient terminées.

8° *Vœu pour que, dans les études sur l'agrandissement de la ville, on ne perde pas de vue la possibilité de rendre indépendants les services des waeteringues et ceux de la navigation.*

Nous avons toujours pensé que l'indépendance des écoulements du pays waeteringué et de la navigation devait être réalisée autant que possible et nous n'oublierons pas ce desideratum, lors des conférences.

9° *Vœu pour que l'administration des ponts et chaussées continue á exercer un contrôle sévère pour empêcher le déversement à proximité de la plage des vases qui proviennent du dragage du port.*

Nous continuerons certainement à faire exécuter strictement les conditions de nos marchés, en vertu desquelles les vases doivent être versées au-delà du Breack-Banck.

10° *Vœu pour que les études de l'agrandissement de la ville de Dunkerque soient poussées avec la plus grande activité.*

Ce vœu formulé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque et adopté par le Conseil général du département du Nord ne fait qu'un avec le vœu n° 7 dont nous avons déjà parlé.

11° *Vœu pour que l'approfondissement du canal de Mardyck soit continué jusqu'au pont du Curé.*

Nous pensons qu'il conviendra d'approfondir le canal de Mardyck dans toute la partie qui deviendra intra-muros, par suite du déplacement de l'enceinte, s'il est réalisé. Pour le moment, l'incertitude qui règne encore sur la continuation des travaux de la loi du 31 juillet 1879 et sur la création des ressources correspondantes, ne permet guère de proposer des travaux nouveaux.

Vœux relatifs à Gravelines

1° *Vœu pour que les crédits d'entretien soient augmentés.*

Les exigences budgétaires n'ont pas encore permis de donner satisfaction à ce vœu.

2° *Vœu pour que les dragages du port et du bassin soient entrepris sans retard.*

Les travaux visés par ce vœu sont adjugés et seront en grande partie exécutés en 1884.

3° *Vœu pour que les projets de nouveau bassin soient promptement soumis à l'autorité supérieure.*

L'administration supérieure ne pourrait accueillir en ce moment aucun projet nouveau : elle consacre toutes ses forces à la continuation des travaux déjà approuvés et votés par les chambres.

4° *Vœu pour que les travaux de raccordement de la gare au port de Gravelines soient terminés immédiatement.*

Les travaux visés par ce vœu sont terminés et nous avons proposé, par rapport du 10 mai 1884, la réception et l'ouverture au trafic général de l'embranchement reliant la gare à la ville de Gravelines.

5° *Vœu pour qu'un quai en bois, de 40 à 50 mètres de longueur, soit construit à l'Ouest du port de Gravelines, en face de la nouvelle commune du grand fort Philippe.*

Nous avons mis à l'étude le projet du travail demandé par le vœu ci-dessus; aussitôt que le projet sera terminé nous le soumettrons à l'examen de l'autorité supérieure.

Dunkerque, le 10 juillet 1884.

L'Ingénieur en chef du service maritime du département du Nord,

EYRIAUD DES VERGNES.

SERVICE SPÉCIAL DES VOIES NAVIGABLES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Sur la situation et les besoins du service des voies navigables du Nord au 1er Juillet 1884.

Le service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais comprend dans le département du Nord :

Le canal de Bergues, d'une longueur de.....	8k 091
Le canal de Bourbourg	20.929
Le canal de la Colme	38.289
Le canal de la Deûle	65.087
Le canal de Furnes.....	13.210
Les canaux d'Hazebrouck.....	24.454
La Lys.....	71.902
Le canal de Roubaix.....	23.280
La Scarpe-Moyenne..... ...	6.906
La Scarpe-Inférieure.....	36.152
Le canal de Seclin.....	4.506
Le canal de la Sensée	25.044
Longueur totale.....	337k 850

Mouvement de la navigation

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation, en remonte et en descente. pendant les trois dernières années. Le tonnage absolu indique la somme des marchandises chargées sur les bateaux Le tonnage moyen, qui permet une appréciation plus exacte de l'utilité respective des différentes lignes, est un chiffre fictif qui s'obstient en multipliant le tonnage réel de chaque bateau par la distance qu'il a parcourue et en divisant la somme de ces produits par la longueur totale du canal.

DESIGNATION DES CANAUX.	TONNAGES ABSOLUS			TONNAGES MOYENS		
	1881.	1882.	1883.	1881.	1882.	1883.
Canal de Bergues . . .	118 417	86.254	83 994	413.817	84.022	82.327
Canal de Bourbourg	757.520	756 485	900 481	625 496	659.575	762.042
Canal de la Haute-Colme . .	199 492	114.242	135.122	441.453	73 347	74 889
Canal de la Basse-Colme.. .	61.496	73.452	64.488	23.301	31.917	34.806
Canal de la Haute-Deûle ...	2 514 721	2 862 230	2.908 561	1 221.557	1 384 247	1 344.529
Canal de la Basse-Deûle	787.603	757 927	748 358	355 484	379.434	350 454
Canal de Furnes .	69 597	87.898	80 770	51.384	70 014	63 188
Canaux d'Hazebrouck . .	44 809	45.659	49.109	13.404	14.441	15 459
La Lys	347 047	374 063	384 994	157.371	159.603	154 939
Canal de Roubaix .	232 089	252 923	245 202	120.941	133.966	130.849
Scarpe-Moyenne	1.456.094	1 673 555	1.664.044	1.339.758	1 546 390	1.527.672
Scarpe-Inférieure .	321.949	423 500	378.428	236 057	316.749	284.036
Canal de la Sensée.	1.350 259	1 555.722	1.555.413	1.252 930	1 461.517	1.441.849

Ce tableau montre que. sur presque toutes les lignes, le trafic est resté pour ainsi dire stationnaire en 1883.

Les voies les plus importantes, le canal de la Haute-Deûle. la Scarpe-Moyenne et le canal de la Sensée n'ont pas continué leur mouvement de progression. Mais c'est là un fait purement accidentel provenant de ce que les crues de l'Oise ont occasionné de longues interruptions de la navigation sur la ligne du Nord à Paris pendant l'hiver de 1882-83.

Il est probable que l'augmentation du tonnage sur ces lignes sera considérable cette année. elle s'élève déjà à plus de 90,000 tonnes pour les cinq premiers mois de 1884.

Sur le canal de Bourbourg, l'on a constaté en 1883 une notable augmentation. Elle provient de ce que cette ligne, depuis l'achèvement des grands travaux exécutés en vertu de la loi du 14 juillet 1875, se trouve dans de bonnes conditions de navigabilité et permet la circulation des grands bateaux tirant $1^{m}80$.

Les trois canaux qui aboutissent à Dunkerque ont transporté ensemble en 1883, 1.065,242 tonnes de marchandises, contre 930 639 tonnes en 1882. soit une augmentation de 134,603 tonnes ; ce qui prouve en passant que les voies navigables profitent pour une bonne part du développement du trafic maritime

Prix du frêt. La suppression des droits de navigation, prononcée par la loi du 19 février 1880, n'avait, jusque dans ces derniers temps, amené à peu près aucune diminution sur le prix du frêt La batellerie seule en avait profité et elle avait ainsi pu sortir de la situation malheureuse dans laquelle elle se trouvait.

Mais, depuis quelques mois, le frêt diminue d'une manière sensible. Cette réduction doit être attribuée en partie à la crise industrielle ; elle est due aussi aux améliorations que l'on réalise sur toutes les lignes et qui ont permis d'augmenter la rapidité et la régularité des transports par eau.

De Lens à Paris (La Villette), le frêt de la houille se maintient depuis le 1er mars 1884, à 5 fr. 25 par tonne, pour une distance de 344 kilomètres, soit 0 fr. 015 par tonne et par kilomètre.

Il était de 6 fr. 25 l'année dernière à pareille époque.

Il descendrait à moins de 0 fr 01 si le canal du Nord était construit.

Halage. Quatre systèmes de halage fonctionnent en ce moment sur le réseau du Nord et du Pas-de-Calais :

1° Le halage aux *Longs jours*, opéré par des chevaux qui prennent les bateaux à Dunkerque et les conduisent jusqu'à Douai sans relai ;

2° Le halage par chevaux et par relais, organisé par le décret du 19 juin 1875 et qui fonctionne sur la Scarpe-Moyenne, le canal de la Sensée et sur une petite partie du canal de la Deûle ;

3° Le remorquage par locomotives circulant sur des rails posés sur les digues. Il a été installé sur les canaux de Neuffossé, d'Aire et de la Deûle, depuis les Fontinettes jusqu'à Dorignies, par la Société générale de halage à vapeur ;

4° Le remorquage sur chaîne noyée pratiqué sur la Deûle et sur la Scarpe-Moyenne.

Le halage par chevaux sur la Scarpe Moyenne et sur le canal de la Sensée a été réadjugé en 1881 avec des rabais considérables correspondant à une réduction de 25 % sur les prix payés avant le 1er janvier 1882.

Sur les canaux de Neuffossé, d'Aire et de la Deûle, la concurrence a fait tomber les prix de traction à 0 fr. 004 environ par tonne kilométrique, prix excessivement avantageux pour la batellerie.

Chômages. Depuis longtemps, les Conseils généraux, les Chambres de commerce de la région, le Syndicat de la marine du Nord, le Comité des houillères demandent que le chômage ait lieu simultanément sur toutes les voies navigables, en Mai ou au plus tard en Juin.

Il n'avait pu jusqu'a présent être donné satisfaction à ces vœux, parce que l'Administration française était liée par une convention conclue avec la Belgique et révisée en 1868.

Monsieur le Ministre des Travaux publics avait pris ses dispositions pour faire dénoncer cette convention. Le Gouvernement belge, avant de se prononcer d'une manière définitive sur le système de la simultanéité, a demandé que, pendant deux chômages consécutifs, on fît l'expérimentation de ce système, à partir de 1884 et à la date initiale du 15 juin.

Les chômages de 1884 ont été fixés en conséquence et il est permis d'espérer que ces dispositions provisoires deviendront définitives

D'ailleurs, après l'achèvement des grands travaux en cours d'exécution, il sera possible de réduire très-notablement la durée des interruptions de navigation, en généralisant l'adoption de procédés et d'engins perfectionnés (*batardeaux*, *dragages*, *scaphandres*, *etc*).

La question des chômages, capitale au point de vue des transports par eau, a donc fait un grand pas et tout porte à croire qu'elle ne tardera pas à être résolue définitivement d'une manière conforme aux vœux du commerce et de l'industrie.

Travaux de la loi du 14 juillet 1875

La loi du 14 juillet 1875 a affecté une somme de 5,900,000 francs à l'amélioration des voies navigables du bassin de l'Aa, de manière à porter leur mouillage à 2^m et à permettre la circulation des bateaux de 1^m80 d'enfoncement.

Par suite de travaux complémentaires proposés par les Ingénieurs et que l'Administration supérieure a reconnus nécessaires, ces ressources étaient devenues insuffisantes.

Une loi du 22 mars 1880 a autorisé un supplément de dépenses de 2,748,000 francs, imputable sur les fonds de la troisième section du budget.

Cette grande entreprise est terminée depuis un an, les bateaux allant de Paris et de Lille à Dunkerque et à Calais peuvent prendre le maximum d'enfoncement.

Il ne reste plus dans cette direction qu'un seul passage difficile. C'est celui de l'écluse des Fontinettes, sur le canal de Neuffossé.

Les travaux destinés à le faire disparaître sont en cours d'exécution. Une décision ministérielle du 26 avril 1881 a autorisé l'adjonction aux sas actuels d'un ascenseur hydraulique, suivant le projet présenté par M. Clarck, ingénieur anglais.

La dépense autorisée s'élève à 1,649.049 fr. 25

La maison Cail et C^ie^ est chargée de la construction de la partie métallique.

Les travaux de terrassements et de maçonneries ont été adjugés le 18 août 1883.

Il est permis d'espérer que l'ascenseur sera mis en service dans le courant de l'année prochaine.

Les bateaux montants mettent aujourd'hui plus de 2 heures pour traverser l'écluse

L'ascenseur leur permettra de franchir la chute en 15 minutes, y compris le temps des manœuvres d'entrée et de sortie

Programme de la loi du 5 août 1879.

Une loi du 5 août 1879 a approuvé le programme présenté par le Gouvernement pour l'extension des voies navigables de la France et l'amélioration des lignes déjà existantes.

Ce programme comprend la construction, dans la région du Nord, d'un canal de jonction de l'Oise à l'Aisne, d'un canal de jonction de la Meuse a l'Escaut, d'un grand canal

du Nord vers Paris, d'un embranchement du canal de Roubaix sur Tourcoing, enfin d'un embranchement du canal de la Deûle vers Lens.

Ces deux dernières lignes sont seules comprises dans le service de l'Ingénieur en chef soussigné.

La dépense de construction du canal de Tourcoing est évaluée à 900,000 francs dont le tiers sera payé par la ville. Les travaux ont été déclarés d'utilité publique par le décret du 14 décembre 1882.

Le projet définitif a été présenté. Il comportait quelques modifications aux dispositions de l'avant-projet, modifications ayant pour objet de ne pas dépasser la dépense prévue. Ce projet modifié a été approuvé par une décision ministérielle du 9 février 1884 qui prescrit en même temps de le soumettre au Conseil municipal, en lui demandant s'il y adhère et s'il maintient ses engagements antérieurs.

On attend la réponse de la ville.

En ce qui concerne le canal de Lens, les travaux ont été déclarés d'utilité publique par le décret du 28 mars 1881 qui fixait la dépense à 1.500,000 francs et acceptait la subvention de 500,000 francs promise par la Compagnie houillère de Liévin et par la ville de Lens.

Depuis lors, la Compagnie a offert d'avancer à l'Etat la somme de un million nécessaire pour assurer l'exécution des travaux En attendant que cette offre ait été acceptée définitivement par le Parlement, une décision ministérielle du 29 février 1884 a approuvé le projet définitif de construction du canal et autorisé l'ouverture des enquêtes parcellaires qui viennent d'être achevées.

Indépendamment de la création de nouvelles lignes, la loi du 5 août 1879 a prévu l'amélioration des voies déjà existantes. L'exposé de la situation de chacune de ces lignes fournira l'occasion de faire connaître les perfectionnements qui y sont apportés.

Canal de Bergues.

Le canal de Bergues forme la principale artère du dessèchement du pays Wateringué.

Les manœuvres opérées pour l'écoulement des eaux gênent assez peu la marche des bateaux, parce qu'il a un mouillage de 2^m et que les bateaux ne prennent actuellement qu'un enfoncement de 1^m50 au plus.

Lorsque la transformation de la Haute-Colme en ligne de grande navigation, qui est en pleine exécution, aura été opéré conformément au décret d'utilité publique du 26 juillet 1881, la hauteur des crues augmentera considérablement et pourra être dangereuse pour les 2e, 3e, 4e sections des Wateringues.

Il est indispensable, dans cette prévision, d'approfondir le lit du canal, comme le prévoit le programme qui a fait l'objet de la loi du 5 août 1879.

Ce travail a été déclaré d'utilité publique par le décret du 3 décembre 1883 et le projet définitif a été approuvé par la décision ministérielle du 15 mai 1884.

Malheureusement aucun crédit n'a pu être inscrit au budget de 1884 et les travaux ne pourront être entrepris qu'en 1885.

Canal de Bourbourg.

Les travaux d'amélioration compris au programme de la loi du 14 juillet 1875 sont terminés et les bateaux peuvent depuis l'année dernière prendre sur ce canal un enfoncement de 1^{m}80.

Les doubles portes posées aux écluses du Guindal permettent de soustraire complètement le bief supérieur aux abaissements causés par les tirages de l'Aa. Il en est résulté une grande amélioration pour la navigation.

Par suite des travaux exécutés sur l'Aa, les bateaux trouvent toujours un mouillage suffisant à l'origine du canal. La navigation est seulement, lors des grands tirages de Gravelines, gênée par la violence des courants. Mais dans l'intervalle de deux marées, ils s'affaiblissent assez pour que les bateaux puissent s'échapper.

Un décret du 15 avril 1879 a déclaré d'utilité publique les travaux à entreprendre pour améliorer les communications du canal avec les bassins du port de Dunkerque. La dépense est évaluée à 1,040,000 francs. Le projet définitif était sur le point d'être terminé lorsqu'a surgi la proposition de déplacer les fortifications de la ville.

L'enceinte serait considérablement agrandie, et tous les écoulements d'eau pour les besoins du dessèchement seraient reportés à l'extérieur, afin de ne pas couper les divers quartiers de la ville par de larges artères qui nécessiteraient la construction d'un grand nombre de ponts et rendraient, quoi qu'on fasse, les communications peu commodes.

On attend que cette question soit résolue pour donner suite à l'avant-projet du décret précité. Toutefois, il est nécessaire de reconstruire, sans plus tarder, l'écluse du Jeu-de-Mail qui n'a actuellement que 1^{m}90 de mouillage sur son busc aval, et qui est pourvue d'un grand sas dont le remplissage demande beaucoup de temps.

Le projet définitif de reconstruction de cette écluse est à l'étude.

Quand cette reconstruction et l'amélioration du canal de Bergues seront achevées, on pourra, au grand avantage du dessèchement, abaisser de 0^{m}30 le niveau du canal de jonction et supprimer les réductions de mouillage occasionnées par les tirages.

Le canal de Bourbourg est compris pour une somme de 480,000 francs dans le programme de travaux qui a fait l'objet de la loi du 5 août 1879.

L'amélioration comprend le perreyage des berges et la création de rivages publics qui font aujourd'hui défaut.

Les travaux ont été déclarés d'utilité publique par le décret du 27 novembre 1882.

Les perreyages, qui sont très urgents, en raison des éboulements survenus après l'approfondissement, sont en cours d'exécution.

Le projet définitif des rivages est à l'étude.

Un avant-projet d'élargissement du canal aux abords de Dunkerque a été étudié, conformément aux décisions ministérielles des 7 décembre 1882 et 26 février 1883.

Cet avant-projet a été soumis à l'enquête prescrite par le titre I^{er} de la loi du 3 mai 1841 et il est actuellement entre les mains de l'Administration supérieure.

La dépense est évaluée à 450,000 francs.

La nécessité d'établir un garage aux abords de Dunkerque est bien démontrée et il serait très regrettable que l'exécution de ce travail fût ajournée. car la valeur des terrains va s'augmenter très notablement, s'il est donné suite au projet d'agrandissement de l'enceinte de Dunkerque.

Canal de la Haute-Colme.

Le canal de la Haute-Colme était ouvert sur une petite section. Il avait été spécialement créé pour assurer le dessèchement du pays, son alimentation en eaux douces et une navigation locale. Il fut cependant emprunté de tout temps par la grande navigation, parce que son mouillage n'était pas affecté, comme celui du canal de Bourbourg, par les profondes irrégularités du régime de l'Aa.

Son entretien est rendu difficile par la nature sablonneuse et la faible inclinaison des berges, ainsi que par les courants limoneux dont il est l'émissaire.

La rectification du canal dans la traversée de Bergues, autorisée par le décret du 6 mars 1880, a été terminée en 1882.

La transformation du canal de la Haute-Colme en ligne de grande navigation, décidée en principe par la loi du 5 août 1879, a été déclarée d'utilité publique par le décret du 26 juillet 1881, qui fixe la dépense à 2,450,000 francs. Les projets définitifs ont été approuvés par la décision ministérielle du 25 septembre 1882

La largeur en plafond doit être portée de 6^{m} à 10^{m}, avec un mouillage minimum de 2^{m}20. Les travaux, qui comportent d'importants terrassements et dragages, la reconstruction des écluses, l'établissement de murs de soutènement, la création de rivages publics ont été entrepris en 1883 et sont en pleine exécution. Ils seront achevés vraisemblablement en 1885.

Alors, les bateaux du plus fort tonnage pourront indistinctement emprunter le canal de Bourbourg ou la Haute-Colme, pour se rendre de Saint-Omer à Dunkerque. Le doublement des grandes lignes est la meilleure de toutes les améliorations qu'on puisse apporter au réseau des voies navigables, parce qu'on affranchira de la sorte les transports par eau des interruptions qu'ils ont à subir pendant les chômages.

La navigation a peu souffert des tirages effectués en 1883 sur la Haute-Colme. Il n'y a eu que quelques journées d'interruption.

Canal de la Basse-Colme

Son état d'entretien laisse à désirer.

Tous les ponts sont en ruines.

Ce canal sert, comme le précédent, au dessèchement du pays, à son alimentation en eaux douces et à la navigation.

Cette dernière est fort restreinte, attendu que le canal de Dunkerque à Furnes, qui prolonge la ligne de Paris à la mer du Nord, forme la voie la plus rationnelle des échanges entre la France et la Belgique, échanges peu importants d'ailleurs.

La Basse-Colme n'aura jamais vraisemblablement qu'une utilité locale et presqu'exclusivement agricole.

L'amélioration de cette ligne était cependant comprise pour une somme de 580,000 fr. dans le programme des travaux faisant l'objet de la loi du 5 août 1879.

Elle devait être affectée, jusqu'à concurrence de 224,000 francs, à la reconstruction des ponts et, pour le surplus, à l'approfondissement du lit, de manière à obtenir un mouillage de 2 mètres pour faciliter l'écoulement des eaux qui s'opère en temps de crue de la Belgique vers la France.

L'avant-projet de cette amélioration a été présenté. Mais la décision ministérielle du 26 novembre 1881 a fait connaître qu'il ne pourrait être donné suite aux propositions présentées, en ce qui concerne l'approfondissement, qu'après entente avec le Gouvernement belge, à moins que la 4e section des Wateringues ou le département du Nord ne fasse des offres de concours. En même temps, les Ingénieurs ont été invités à présenter séparément des projets de reconstruction des ponts qui sont en trop mauvais état pour être réparés.

Aucune offre de concours n'ayant pu être obtenue, il convient de provoquer une entente avec le Gouvernement belge. Les Ingénieurs attendent des instructions à cet égard.

En ce qui concerne les ponts, un projet définitif, comprenant la reconstruction de ceux d'Hoymille et de Pauw-Kons-Werf a été approuvé par décision ministérielle du 15 janvier 1883, sous réserve que le département et les communes concourraient à la dépense pour une somme de 2,000 francs Ces subventions ont été versées au Trésor et les travaux sont en cours d'exécution.

Le projet de reconstruction des trois autres ponts en mauvais état est à l'étude,

Canaux de la Deûle et de Seclin.

Le canal de la Deûle, dont le tonnage moyen atteint près de 1,350,000 tonnes, réclamait d'importantes améliorations qui ont fait l'objet d'un décret déclaratif d'utilité publique en date du 3 août 1880.

Les dépenses autorisées s'élèvent à 3,418,000 francs.

Elles comprennent :

1° La rectification du tracé entre Haubourdin et la sortie de Lille et l'adoucissement des principaux coudes entre Lille et le confluent du canal de Roubaix ;

2° Le curage général du lit ;

3° La construction de perrés de flottaison pour la défense des berges ;

4° L'établissement de rivages publics partout où s'opèrent des chargements et déchargements.

Un autre décret du 18 octobre 1880 a déclaré d'utilité publique l'approfondissement du canal de Seclin, de manière à porter son mouillage à 2 mètres.

Les dépenses autorisées s'élèvent à 315,000 francs.

Enfin un troisième décret du 28 mars 1881 a déclaré d'utilité publique, sous le nom de canal de Lens à la Deûle, le prolongement du canal de la Souchez jusqu'à la route nationale N° 25 au-delà de Lens,

Les dépenses autorisées s'élèvent à 1,500,000 francs dont 500,000 francs seront payés par la Compagnie des mines de Liévin.

Les travaux à faire sur la Deûle et ses annexes s'élèvent donc en totalité à 5,233,000 fr.

La situation des travaux à exécuter sur la voie principale est la suivante :

On a achevé en 1883 la rectification de St-André en amont de l'abbaye de Marquette.

Les travaux de curage et de perreyage entre la Scarpe et Haubourdin sont en cours d'exécution et seront terminés en 1884.

Le curage de la Basse-Deûle entre Marquette et la Lys, vivement réclamé par le Conseil général du Nord, vient d'être entrepris.

On achèvera en 1884 le rivage public de Dourges et la reconstruction du pont de l'Abbaye de Marquette.

On commencera cette année les rivages de Dorignies et d'Auby.

Les projets définitifs d'établissement de cinq autres rivages et de larectification du Petit-Paradis, entre Lille et Saint-André, ont été approuvés et les travaux seront entrepris dès que l'on sera en possession des terrains nécessaires

Le projet définitif d'amélioration entre Haubourdin et Lille et entre Lille et le confluent du canal de Roubaix a été présenté le 30 novembre 1883; mais l'approbation en est retardée, par suite de difficultés soulevées par le Syndicat de dessèchement des marais de la Deûle.

Il ne reste plus à présenter que le projet d'établissement des rivages publics à créer en aval de Bauvin.

Sur le canal de Seclin, les travaux d'approfondissement sont achevés ; les perreyages sont en cours d'exécution. On va entreprendre l'empierrement du chemin de halage et le pavage du port de Seclin.

Le projet définitif de construction du canal de Lens à la Deûle a été approuvé par la décision ministérielle du 29 février 1884 et il a été procédé aux enquêtes parcellaires.

Les travaux seront entrepris dès que les pouvoirs publics auront définitivement accepté l'offre faite par la Compagnie houillère de Liévin d'avancer à l'État une somme de un million.

En dehors de ces grands travaux, on a, en 1883, reconstruit sur le canal de la Deûle le pont du Ramponneau à Lille, les portes aval de l'écluse de Wambrechies et construit une maison éclusière à Canteleu.

En 1884, on exécute les travaux de reconstruction du pont tournant d'Haubourdin.

En outre, une décision ministérielle du 15 mai 1884 a accordé au département du Nord une subvention de 12,000 francs qui doit être affectée à la reconstruction d'un mur de soutènement longeant la décharge de Quesnoy et dépendant de la route départementale N° 2.

Canal de Furnes. Ce canal est concédé. La concession expire le 16 août 1896.

La Compagnie concessionnaire avait commence le dévasement du canal sur la promesse qui avait été faite par le Gouvernement belge d'exécuter un travail analogue sur son territoire. Mais cette promesse n'ayant pas été tenue, elle a suspendu le creusement. Il est terminé sur une longueur de 7 kilomètres seulement.

Il est effectivement sans utilité de le poursuivre tant que la mesure ne sera pas appliquée à toute l'étendue de la ligne.

Sur l invitation de M. le Ministre des Travaux publics, les Ingénieurs ont présenté des propositions pour le rachat de la concession et pour l'amélioration du canal.

Ils demandaient que des pourparlers fussent engagés avec la Compagnie concessionnaire, en ce qui concerne le rachat, et qu'une conférence fût ouverte avec la Belgique, en ce qui concerne l'amélioration.

Le Gouvernement belge a fait connaître qu'il est disposé à commencer sur son territoire les travaux nécessaires pour donner au canal 10^m en plafond et 2^m20 de mouillage, pourvu que des travaux analogues soient entrepris sur la section française.

Les Ingénieurs attendent l'autorisation ministérielle pour ouvrir sur ces bases une conférence internationale

Canaux d'Hazebrouck. Il n'ont qu'un intérêt local et restreint auquel ils suffisent. Leur mouvement commercial reste stationnaire.

Ils étaient envasés par suite des crûes de ces dernières années.

Un projet général de curage s'élevant à 48,000 francs a été approuvé par la décision ministérielle du 5 octobre 1883 et il est actuellement en cours d'exécution.

L'amélioration de la Bourre dans la traversée de Merville est comprise dans le programme des travaux qui ont fait l'objet de la loi du 5 août 1879.

L'avant-projet est à l'étude.

On a reconstruit en 1884 le pont du Parc sur le canal de la Nieppe et ouvert, à l'écluse du Grand-Dam, une dérivation destinée à faciliter l'écoulement des eaux de Borre-Becque.

La Lys. La Lys, sous le rapport du régime des eaux, doit être divisée en trois parties :

La première, située dans le Pas-de-Calais, en amont d'Aire, n'est pas navigable. Elle coule dans une vallée étroite avec une pente rapide. On s'efforce continuellement de l'améliorer, de manière à accélérer l'écoulement des eaux. Dans ce même but, la municipalité d'Aire réclame l'agrandissement du siphon construit sous le canal d'Aire. Ce travail, qui ne fera que rétablir l'état des choses créé par la nature et altéré par la main des hommes, ne pourra malheureusement que précipiter l'arrivée des eaux sur le territoire du Nord.

La seconde partie de la rivière porte le nom de Haute-Lys et s'étend depuis Aire jusqu'à Merville. Elle est endiguée et présente une pente assez forte pour évacuer les eaux rapidement.

Les travaux d élargissement et d'approfondissement et l'amélioration de la traversée de Saint-Venant qui viennent d'être exécutés en vertu du décret du 17 août 1880 ont encore facilité cet écoulement.

La troisième partie, qui comprend la Moyenne et la Basse-Lys, s'étend depuis Merville jusqu'à Menin, C'est celle qui laisse et qui laissera toujours, quoi qu'on fasse. le plus à désirer, parce qu'elle forme un bassin à peu près horizontal d'où les eaux ne peuvent s'écouler qu'avec lenteur.

La création d'arches de décharge aux abords de divers ponts et surtout l'ouverture de la dérivation d'Armentières, exécuté en vertu du décret du 1er avril 1873, ont déjà fait disparaître quelques-uns des principaux obstacles que rencontrait l'écoulement des eaux en temps de crues.

L'ouverture d'une dérivation à Merville, dont le projet définitif a été approuvé et qu sera vraisemblablement entreprise en 1885 ; la reconstruction et l'agrandissement de la décharge du Bac Saint-Maur qui sont en cours d'exécution ; la reconstruction de la décharge d'Houplines, comprise parmi les travaux déclarés d'utilité publique par le décret du 17 août 1880, amélioreront encore la situation.

Mais il restera beaucoup à faire.

On avait proposé de créer, à partir d'Armentières, un canal jetant directement à la mer les eaux des crues. Mais la dépense serait si élevée que ce projet doit être considéré comme irréalisable.

Il importe d'améliorer la traversee d'Houplines dont la largeur est insuffisante.

Le service vicinal se préoccupe de remplacer la passerelle tournante qui tombait en ruines par un pont pour voitures. En combinant ce projet avec les travaux à faire pour la reconstruction de la décharge, il est facile de réaliser une amélioration complète, avantageuse à la fois pour le dessèchement, pour la navigation et pour la circulation

Un avant-projet a été étudié à cet effet et il est actuellement soumis à une conférence entre les services intéressés.

La Commission internationale, qui avait été instituée pour étudier l'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique, a terminé ses travaux, en ce qui concerne la Lys. Elle a proposé d'augmenter les débouchés de divers ponts et passages trop étroits existant sur la Lys mitoyenne : Pont-Rouge, pont de Frélinghien, pont de Warneton ; pont et traversée de Wervicq.

Ses conclusions ont été prises en considération par les deux gouvernements. Il reste à étudier les projets de détail et à régler la répartition des dépenses.

L'Administration française a désigné les fonctionnaires qui doivent prendre part aux conférences internationales à ouvrir à cet effet.

Les Ingénieurs français ont préparé les projets relatifs au Pont-Rouge et au pont de Frélinghien.

L'Administration belge n'a encore désigné ses délégués qu'en ce qui concerne le Pont-Rouge.

Il y a lieu d'espérer qu'elle ne tardera pas à compléter cette désignation et que l'on pourra alors se mettre promptement d'accord.

Les Ingénieurs belges ont exécuté en 1882 et 1883 d'importants travaux pour agrandir les débouchés de Menin L'on ne pourra en apprécier les résultats que lors des prochaines crues.

Malheureusement, tout ce que fait l'Administration française ou belge pour faciliter l'évacuation des eaux, est en partie paralysé par les obstacles que les riverains y apportent en vue de leurs propres intérêts. Ainsi, en amont du pont du chemin de fer de Tourcoing à Menin, un particulier a établi sur la rive française un chemin qui forme digue et arrête l'écoulement des eaux Il est regrettable que la législation ne permette pas d'empêcher de pareilles entreprises

Un avant-projet d'amélioration destiné spécialement à porter à 2^m le mouillage de la Lys entre Aire et Sailly, a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en date du 17 août 1880.

La dépense autorisée est fixée à 1,077,000 francs.

Elle comprend :

1° Des travaux d'élargissement et d'approfondissement qui sont en cours d'exécution depuis 1881 et qui seront terminés cette année;

2° L'amélioration des traversées de Saint-Venant et de Merville dont le projet définitif a été approuvé par décision ministérielle du 25 septembre 1882. Les travaux sont achevés à Saint-Venant; ils seront entrepris à Merville en 1885, si les crédits qui seront alloués le permettent;

3° La reconstruction de la décharge d'Houplines dont le projet est à l'étude.

Un nouvel avant projet, comprenant les travaux complémentaires prévus au programme de la loi du 5 août 1879, a été déclaré d'utilité publique par le décret du 6 août 1883. Il comprend le perreyage des berges entre Aire et la Gorgue et la création de rivages publics. La dépense est évaluée à 600,000 francs.

Les projets définitifs sont à l'étude et ils seront présentés dès que les travaux compris au décret du 17 août 1880 seront sur le point d'être achevés.

Canal de Roubaix

Cette voie navigable ne rend pas encore tous les services qu'on est en droit d'en attendre, bien qu elle présente un mouillage de 2 mètres.

C'est que les bateaux du plus fort tonnage ne peuvent y arriver, à cause des imperfections de la Deûle dans les fortifications de Lille, qu'ils doivent traverser. Il a été dit précédemment que le projet définitif des travaux destinés à remédier à cette situation, a été approuvé.

Les parties neuves du canal de Roubaix sont en excellent état et ne réclament aucune amélioration quelconque.

L'amélioration du vieux canal a fait l'objet d'un décret déclaratif d'utilité publique en date du 3 août 1880.

Les dépenses autorisées s'élèvent à 720,000 francs.

Elles comprennent :

1° La construction de perrés de flottaison pour prévenir l'éboulement des berges du vieux canal ;

2° L'élargissement du bief de Leers de manière à permettre le croisement des bateaux ;

3° L'allongement des écluses de Wasquehal et du Sartel pour porter leur longueur utile à $38^{m}50$.

4° La reconstruction des ponts de Marcq et de l'Epinette, arrivés au dernier terme de leur durée ;

5° Le renforcement de la digue Nord entre la distillerie Droulers et l'ecluse du Sartel pour arrêter les infiltrations ;

6° La création de rivages publics à Marcq, à Wasquehal et à Croix ;

7° L'assainissement du bief de Wasquehal dont l'état d'infection donne lieu dans les chaleurs à des émanations miasmatiques compromettantes pour la salubrité publique ;

8° La construction d'un mur de quai dans le port de Dunkerque à Roubaix, à frais communs avec la ville de Roubaix ;

9° Le pavage du terre-plein de ce port dans les mêmes conditions.

Les améliorations reprises sous les N^{os} 1°, 2°, 3°, 4° et 5° sont aujourd'hui achevées ou sur le point de l'être.

On s'occupe de la rédaction des projets définitifs des autres travaux.

La loi du 5 août 1879 a en outre admis en principe la construction d'un embranchement sur Tourcoing.

Les travaux ont été déclarés d'utilité publique par décret du 14 décembre 1882.

La dépense est évaluée à 900,000 francs dont 300,000 doivent être payés par la ville de Tourcoing.

Le projet définitif a été présenté le 9 janvier 1884. Il a été approuvé par la décision ministerielle du 9 février 1884 qui prescrit en même temps, en raison des modifications apportées à l'avant-projet, de soumettre le projet à la ville de Tourcoing, en lui demandant si elle y adhère et si elle maintient ses engagements antérieurs.

On attend la réponse du Conseil municipal.

L'alimentation du bief de Leers donnait lieu à des contestations avec le Gouvernement belge et avec la Compagnie belge du canal de l'Espierre.

Une convention mettant fin à ces difficultés a été concertée entre la Compagnie et l'Administration française et elle a reçu l'adhésion du Gouvernement belge.

On attend les ratifications définitives.

Scarpe-Moyenne. On donne le nom de Scarpe-Moyenne à la partie de cette rivière qui est comprise entre les canaux de la Sensée et de la Deûle.

Elle forme un tronçon de la grande ligne de Paris à la mer et le débouché des houillères du Pas-de-Calais.

Aussi est elle devenue une ligne navigable de premier ordre, dont le trafic s'est élevé à plus de 1,500,000 tonnes en 1883.

Les obstacles de toute nature accumulés dans la traversée de Douai et aux abords et les crues de la Scarpe-Moyenne rendent la navigation très difficile et très lente.

Quelques-uns de ces obstacles sont sans remèdes, et ce sont les plus sérieux. Le parti le plus sage serait de construire une dérivation extérieure, afin d'éviter aux bateaux la traversée de Douai.

Cette dérivation forme la première section du canal du Nord sur Paris dont l'avant-projet, actuellement soumis au Sénat, paraît avoir peu de chance d'être définitivement déclaré d'utilité publique.

D'un autre côté, même après qu'elle aura été ouverte, la Scarpe-Moyenne conservera un mouvement d'environ 300,000 tonnes.

Aussi a-t-il paru indispensable de poursuivre l'amélioration de cette rivière. Cette amélioration, dont la dépense était évaluée à 557,000 francs, a fait l'objet d'un décret déclaratif d'utilité publique en date du 9 décembre 1880.

Elle comportait : un curage général; l'allongement de toutes les écluses ; la reconstruction du pont de la Massue et du Pont-Rouge dont le débouche était insuffisant; la construction d'un grand garage vis-à-vis le rivage des mines d'Aniche ; la construction d'un mur de quai à Douai. entre les ponts du Rivage et de Tournai, destiné à élargir le lit trop étroit ; la construction de perrés de flottaison : enfin l'établissement d'un rivage public à Lambres.

Le mur de quai du rivage a été construit en 1881.

On a reconstruit en 1882 les ponts Rouge et de la Massue.

Les travaux de curage et d'élargissement viennent d'être terminés.

Le perreyage des berges et l'allongement des écluses sont en cours d'exécution.

Il ne reste plus qu'à entreprendre la création d'un rivage public à Lambres. Le projet définitif est en voie de préparation.

Pour rendre plus rapide le passage des bateaux, en attendant la construction du canal du Nord, l'Administration a approuvé deux projets ayant pour objet : l'un, l'éclairage électrique de la traversée de Douai ; l'autre, la construction d'un toueur à vapeur destiné à doubler celui qui fait actuellement le service.

Ces travaux ont été achevés en 1883.

Toutes ces améliorations ont notablement augmenté la capacité de fréquentation de la Scarpe-Moyenne ; les encombrements et les retards qui étaient à l'état permanent ne se

produisent plus qu'accidentellement. Mais si, comme tout le fait supposer, le trafic continue à augmenter, il deviendra bientôt impossible d'assurer le passage de tous les bateaux et, dans cette prévision, il est urgent d'entreprendre les travaux de la dérivation de Douai.

Scarpe Inférieure

On donne le nom de Scarpe-Inférieure à la partie de cette rivière qui s'étend depuis le Fort de Scarpe jusqu'au confluent dans l'Escaut à Mortagne.

Cette voie navigable est rentrée dans les mains de l'État par l'effet de la loi du 8 avril 1879 qui a prononcé le rachat de la concession.

Une indemnité de 5,300,000 francs a été allouée au concessionnaire.

Elle doit être l'objet d'améliorations importantes destinées à porter son mouillage à 2 mètres.

L'avant-projet présenté par les Ingénieurs a été déclaré d'utilité publique par le décret du 14 novembre 1881.

La dépense est évaluée à 2,560,000 francs.

Elle comprend une subvention de 135,000 francs accordée au Syndicat de la vallée de la Scarpe pour l'exécution de divers travaux intéressant le dessèchement. En échange, le Syndicat a donné son adhésion à une modification dans le mode de réglementation du niveau des biefs.

Cette transaction, très avantageuse pour la Vallée de la Scarpe, met fin aux difficultés auxquelles donnait lieu depuis longtemps la tenue des eaux de la Scarpe-Inférieure.

Deux projets définitifs ont déjà été présentés et l'un d'eux a été approuvé par l'Administration supérieure.

Mais, en raison de la situation financière, l'exécution des travaux a dû être ajournée.

Cet ajournement est très regrettable, car la Scarpe-Inférieure est la seule des lignes principales de la région dont le mouillage est inférieur à 2 mètres et ses ouvrages sont dans un état tel qu'il va falloir, en entendant la reconstruction déclarée d'utilité publique, dépenser des sommes considérables pour en assurer la conservation.

Canal de la Sensée.

C'est une des principales lignes du réseau et son trafic a plus que doublé pendant les dix dernières années.

Son amélioration a été déclarée d'utilité publique par le décret du 9 décembre 1880.

Les dépenses autorisées s'élèvent à 1,425,000 francs.

Elles comprennent :

Le curage général du lit ;

L'allongement des écluses pour porter à $38^{m}50$ leur longueur utile ;

Le relèvement des digues du bief inférieur du versant de l'Escaut qui ont subi de forts tassements ;

La reconstruction des ponts où la traction des bateaux est interrompue,

Le perreyage général des berges;

L'établissement de rivages publics;

L'amélioration du Bassin-Rond, au confluent avec l'Escaut.

Les travaux de curage et de relèvement des digues, de perreyage, d'allongement des écluses et d'amélioration du Bassin-Rond sont achevés ou en cours d'exécution.

On s'occupe de la rédaction des autres projets définitifs.

Vœux du Conseil général

Les différents vœux émis par le Conseil général, dans ses deux dernières sessions ont donné lieu à des rapports spéciaux qui seront mis sous ses yeux.

Douai, le 1er Juillet 1884.

L'Ingénieur en Chef,

GRUSON.

SERVICE SPÉCIAL DE LA NAVIGATION ENTRE LA BELGIQUE ET PARIS.

Canal de Mons à Condé, Rivière de l'Escaut, Canal de Saint-Quentin, Sambre française canalisée et Canal de jonction de la Sambre à l'Oise.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

CHAPITRE Ier.

INDICATIONS SOMMAIRES.

Le service spécial de la Navigation entre la Belgique et Paris comprend dans le département du Nord les voies navigables ci-après, savoir :

Le canal de Mons à Condé sur une longueur de.....	5k	058m
La rivière de l'Escaut.....	63	065
Le canal de Saint-Quentin.....	26	048
La Sambre canalisée.....	54	446
Le canal de jonction de la Sambre à l'Oise.....	13	202
Longueur totale...	161k	819m

Ces voies navigables offrent un mouillage de 2m 00 et permettent le passage de bateaux chargés à 1m 80 d'enfoncement.

Elles se répartissent comme il suit entre les quatre grandes lignes de navigation du Nord de la France :

1° Ligne de Mons et des houillères du Nord à Paris.

Canal de Mons à Condé	5k 058m
Rivière de l'Escaut, de Condé à Cambrai	48 »
Canal de Saint-Quentin	26 048
	79k 106m

2° Ligne de Mons à Lille.

Canal de Mons à Condé	5k 058m
Rivière de l'Escaut, de Condé à la frontière belge	15 065
	20k 123m

3° Ligne de Dunkerque et des houillères du Pas-de-Calais à Paris.

Rivière de l'Escaut, du Bassin-Rond à Cambrai	12k 217m
Canal de Saint-Quentin	26 048
	38k 265m

4° Ligne de Charleroi à Paris.

Sambre canalisée	54k 446m
Canal de jonction de la Sambre à l'Oise	13 202
	67k 648m

Le canal de Mons à Condé, la rivière de l'Escaut et le canal de Saint-Quentin sont entre les mains de l'État.

La Sambre canalisée et le canal de jonction de la Sambre à l'Oise ont été concédés à deux Compagnies qui les exploitent.

CHAPITRE II.

TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Canal de Mons à Condé.

Le canal de Mons à Condé est en assez bon état d'entretien.
Le crédit dépensé en 1883 a été de 10,519 fr. 70 soit 2 fr. 08 par mètre courant.
Le crédit alloué pour 1884 est de 10,700 fr. soit 2 fr. 11 par mètre courant.

Ce crédit est insuffisant en raison des apports considérables que les eaux de la Hayne effectuent dans le canal au moment des crues.

Rivière de l'Escaut.

L'état d'entretien de l'Escaut laisse à désirer
Le crédit dépensé en 1883 a été de 105,000 fr., soit 1 fr 66 par mètre courant.
Le crédit alloué pour 1884 est également de 105,000 fr.

Ce crédit est tout à fait insuffisant, en raison des envasements produits par les affluents de cette rivière, notamment par la Hayne grossie de l'Hogneau ainsi que par la Selle et l'Ecaillon.

La libre circulation des bateaux ne peût être assurée sur l'Escaut qu'au moyen de travaux de curage onéreux qui absorbent la plus grande partie du crédit alloué, et forcent à restreindre les dépenses d'entretien des berges et des ouvrages d'art.

Les berges formées d'une terre friable, exposées au frottement des bateaux vides, corrodées par le batillage incessant qu'occasionne une circulation exceptionnellement active, réclament d'importants travaux de réparation, et les ouvrages d'art eux-mêmes ne peuvent être maintenus en bon état.

Dans ces conditions, il paraîtrait indispensable de porter le crédit d'entretien de l'Escaut à 126,000 fr. soit 2 fr. par mètre courant.

Canal de Saint-Quentin.

Le canal de Saint-Quentin se trouve dans un état d'entretien à peu près satisfaisant.

Il exige cependant de nombreux travaux de curage et de défense de berges qu'il est impossible d'entreprendre avec les ressources dont on dispose.
Le crédit dépensé en 1883 a été de 54,564 fr. 24, soit 2 fr. 09 par mètre courant.
Le crédit alloué pour 1884 est de 52,800 fr., soit 2 fr. 03 par mètre courant.

CHAPITRE III.

TRAVAUX D'AMÉLIORATION.

Les travaux déclarés d'utilité publique par la loi du 27 juillet 1880 pour l'amélioration de la ligne de la Belgique vers Paris sont entrepris sur toute l'étendue de cette voie navigable.

Les bateaux de 38^{m}50 *de longueur peuvent, dès à présent, circuler entre Mons et Paris avec un chargement de* 300 *tonnes.*

Le créait alloué en 1884 pour la continuation des travaux projetés dans la traversée du département du Nord s'élève à la somme de.... .. .. 1.012 000 fr.

Ce crédit sera employé à l'exécution des travaux ci-après :

(*a*) Canal de Mons à Condé.

Élargissement du port de Condé aux abords de l'écluse de Gœulzin ;

(*b*) Rivière de l'Escaut.

Curage entre Cambrai et Neuville et entre Neuville et la frontière belge ;
Reconstruction du pont de Fresnes ;
Reconstruction du pont de Bruai ;
Reconstruction de la passerelle de halage de Bouchain ;
Rectification du batardeau militaire n° 129 à Valenciennes ;
Établissement d'un port public à Valenciennes ;
Établissement d'un port public à Denain ;
Établissement d'un port public à Cambrai ;
Dérivation de la Hayne à Condé ;
Redressement des courbes de Prouvy-Thiant ;
Redressement du coude de Mortagne.

(*c*) Canal de Saint-Quentin

Allongement et exhaussement des écluses de Cambrai au Bosquet ·
Élargissement du bief de Noyelles ;
Élargissement des ponts canaux de Noyelles et de Saint-Waast ;
Curage et élargissement des courbes du versant de l'Escaut.

Le service de la navigation de l'Escaut fait exécuter d'autre part, sur les fonds affectés à l'amélioration du canal de la Sensée par le décret du 9 décembre 1880, les travaux nécessaires pour améliorer le confluent de ces deux voix navigables et éviter les encombrements qui se produisent fréquemment sur ce point.

Le montant des dépenses autorisées pour l'exécution de ces travaux s'élève à la somme de..... .... 144.594 fr. 72

CHAPITRE IV.

CHOMAGES.

Les chômages qui se sont produits en 1883 font l'objet du tableau suivant :

NATURE DES CHÔMAGES.	DURÉE DES CHOMAGES du Canal de Mons a Condé	du Bas-Escaut.	du Haut-Escaut	du Canal de St-Quentin.	OBSERVATIONS
Chômage normal	30 jours	30 jours	30 jours	30 jours	
Chômage occasionné par les crues	» »	5 »	» »	» »	
Chômages accidentels.....	» »	» »	1 » (a)	3 » (a)	(a) Échouage de bateaux
Totaux.... .	30 jours	35 jours	31 jours	33 jours	

Le chômage normal de 1883 a commencé le 1er juillet et a été échelonné de la Belgique vers Paris, conformément à la convention internationale de 1868.

Le système de l'échelonnement, réglé par cette convention, a soulevé depuis plusieurs années, de la part des représentants autorisés de la batellerie et de commerce, de vives réclamations qui ont été appuyées par les Conseils généraux du Nord et de l'Aisne.

D'après l'avis des ingénieurs et sur la proposition d'une Commission d'Inspecteurs généraux des ponts et chaussées, l'Administration française, d'accord avec le gouvernement belge, a adopté, à titre d'essai, le système de la simultanéité pour les chômages de 1884 et 1885.

La ligne de la Belgique vers Paris a chômé dans ces conditions du 15 juin au 15 juillet 1884,

Les bateaux chargés ont pu se garer, durant cette période, dans les biefs maintenus en eau à cet effet de distance en distance sur toute l'étendue de la voie navigable.

CHAPITRE V.

MOUVEMENT COMMERCIAL.

Les tableaux suivants font connaître le mouvement comparatif de la Navigation, tant à la descente qu'à la remonte, pendant les dix dernières années.

Le tonnage absolu s'applique à la totalité des marchandises chargées sur les bateaux.

Le tonnage réduit au parcours total est un chiffre fictif qu'on obtient en multipliant le tonnage réel de chaque bateau par la distance qu'il a parcourue et en divisant la somme de ces produits par la longueur totale de la voie navigable.

Canal de Mons à Condé.

ANNEES.	DE MONS A CONDÉ — TONNAGE		DE CONDÉ A MONS — TONNAGE		DANS LES DEUXSENS. — TONNAGE	
	Absolu	Reduit au parcours total	Absolu	Reduit au parcours total	Absolu	Réduit au parcours total
1874	759,156	755,833	37 966	33,712	797,122	789,545
1875	792,578	787,923	65,242	62,248	857,820	858,171
1876	724,630	720,852	59,083	56,403	780,713	777,255
1877	781,798	781,776	57,304	54 603	839,102	836,379
1878	728,104	727,398	41,451	38,891	769,555	766,289
1879	764,346	762,577	34,689	33.073	799,035	795,650
1880	740,437	736,446	44,564	36,723	782,001	773,169
1881	724,323	724,323	62,373	60,736	786,696	785,059
1882	736,714	731,805	65,233	63,196	801,947	795,001
1883	753,032	728,484	48,960	47,702	801,992	776,186

Bas-Escaut.

(de Condé à la frontière belge et vice-versa.)

ANNEES.	DE CONDE A LA FRONTIÈRE. — TONNAGE		DE LA FRONTIÈRE A CONDE. — TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. — TONNAGE	
	Absolu	Reduit au parcours total	Absolu.	Reduit au parcours total.	Absolu	Réduit au parcours total.
1874	270,280	231,545	124,199	55,018	394,479	286,563
1875	293.640	245,402	94,101	53,929	387,741	299,331
1876	277,411	232,389	96,593	58,518	374,004	290,907
1877	304,189	230,495	128,487	56,883	432,676	287,378
1878	244,603	195,552	119,147	57,728	363,750	253,280
1879	254,263	200,998	126,457	61,996	380,720	262,994
1880	283,450	219,632	132,658	68,722	416,108	288,354
1881	220,668	194,573	114,688	71,138	335,356	265,711
1882	372,467	236,855	134,543	88,198	507,010	325,053
1883	232,963	203.079	120,071	82,590	353,034	285,669

Haut-Escaut.

(de Condé à Cambrai et vice-versa).

ANNÉES.	DE CAMBRAI A CONDÉ — TONNAGE		DE CONDE A CAMBRAI. — TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. — TONNAGE	
	Absolu.	Reduit au parcours total	Absolu	Reduit au parcours total	Absolu	Reduit au parcours total
1874	659,519	275,064	1,960,125	1,085,675	2,619,644	1,360,739
1875	722,989	309,519	2,169,698	1,123,808	2,892,687	1,433,327
1876	638,640	285,155	1,972,854	1,064,769	2,611,494	1,349,924
1877	621,659	288,295	2,090,155	1,125,605	2,711,814	1,413,900
1878	625,772	272,760	2,007,909	1,091,391	2,633,681	1,364,151
1879	549,634	236,314	1,991,741	1,066,715	2,541,375	1,303,029
1880	650,723	280,223	2,165,905	1,109,616	2,816,628	1,389,339
1881	635,242	296,421	2,218,372	1,062,715	2,853,614	1,359,136
1882	723,354	344,517	1,970,383	1.039,691	2,693,737	1,384,208
1883	660,231	309,754	2,106,894	1,058,916	2,767,125	1,368.670

Canal de St-Quentin.

(De Cambrai à Chauny et vice-versa).

ANNÉES.	DE CHAUNY A CAMBRAI — TONNAGE.		DE CAMBRAI A CHAUNY — TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. — TONNAGE.	
	Absolu	Reduit au parcours total.	Absolu.	Reduit au parcours total.	Absolu	Reduit au parcours total
1874	760,210	448,316	1,792,412	1,262,613	2,552,622	1,710,929
1875	809,456	470,292	1,959,508	1,370,516	2,768,964	1,840,808
1876	735,091	449,362	1,853,832	1,329,638	2,588,923	1,779,000
1877	774,187	451,363	1,904,296	1,419,842	2,678,483	1,871,203
1878	751,699	427,403	1,958,996	1,434,238	2,710,695	1,861,641
1879	659,022	389,479	1,931,462	1,413,314	2,590,484	1,802,793
1880	692 890	431,776	2,160,495	1,609,893	2 853 385	2,041,669
1881	737,376	440.088	2,007,882	1,506,928	2,745,258	1,947,016
1882	914,352	487,695	2,200,572	1,424,765	3,114,924	1,912,460
1883	767,243	460,283	2,134,387	1,606,074	2,901,630	2,066,357

Il résulte des tableaux qui précèdent que le mouvement de la navigation est resté à peu près stationnaire pendant les dix dernières années sur l'Escaut et sur le canal de Mons à Condé.

Le tonnage du canal de St-Quentin a progressé au contraire de 150,000 tonnes depuis 1880 par suite de la suppression des droits de navigation.

Les houilles de Mons, du Nord et du Pas-de-Calais forment la plus grande masse des marchandises transportées en 1883.

Le tonnage absolu de ces combustibles a été en effet de. .. ... 1.814 885 tonnes.

Savoir :

Charbons belges de Mons et de Charleroi.....	417.702 tonnes
Charbons français du Nord	532.412
Charbons français du Pas-de-Calais	864.771
Total égal..	1 814.885 tonnes

Les autres marchandises consistent principalement en matériaux de construction, produits industriels, bois de service, betteraves, céréales, etc.

CHAPITRE VI.

HALAGE.

Le service du halage sur l'Escaut et le canal de Saint-Quentin a été mis en adjudication dans le courant de 1876 et fonctionne depuis cette époque d'une manière généralement très satisfaisante.

Cette organisation, qui s'étend de Condé à Chauny sur un parcours de 141 kilomètres, assure la régularité des transports et met la batellerie à l'abri des exigences que lui imposaient autrefois les charretiers.

Les encombrements qui se produisaient fréquemment lors de la liberté absolue du halage ont disparu et la vitesse moyenne des bateaux est supérieure à celle qui était constatée avant la nouvelle organisation.

Les baux du halage ont eté renouvelés pour six ans, les uns au mois de novembre 1881, les autres au mois de décembre 1883, dans des conditions très avantageuses pour la batellerie.

Il a été apporté au cahier des charges de l'adjudication différentes améliorations qui étaient vivement réclamées par les mariniers.

Le service du halage n'est pas organisé administrativement entre l'écluse de Chauny et la Seine ; les bateaux disposent sur ce parcours de deux systèmes de traction.

Le halage aux longs jours opéré par les chevaux qui prennent les bateaux à Chauny et les conduisent sans relais jusqu'à Conflans Ste-Honorine ou vice-versâ ;

Et le halage par chevaux avec relais organisé par la Société Pavot.

Un service régulier de remorquage à vapeur a été établi au mois de mai 1882 entre Chauny et Conflans par la Société F. Williams et Cie, en vertu d'une autorisation ministérielle du 23 janvier 1882.

Ce service a fonctionné dans d'excellentes conditions pendant six mois.

Il a été suspendu au mois de novembre 1882 en raison des difficultés que présente durant les hautes eaux, le passage des écluses et des ponts de l'Oise canalisée.

Ces difficultés disparaîtront dès l'achèvement des travaux projetés pour l'amélioration de la navigation de cette rivière.

L'exécution de ces travaux permettra par suite l'établissement de services de remorquage et de touage à vapeur sur l'Oise canalisée.

Ce mode de traction est seul capable d'assurer la continuité de la navigation sur cette rivière en temps de hautes eaux, le chemin de halage étant alors submergé et impraticable.

Le système de halage par chevaux qui fonctionne entre Condé et Chauny doit dès lors être modifié pour la rivière d'Oise.

Nous avons préparé à cet effet un projet de décret et de cahier des charges qui s'applique également au pilotage et qui prévoit les mesures transitoires nécessaires pour assurer le service du halage jusqu'à l'achèvement des travaux.

Ce projet sera adressé à l'administration dès qu'elle aura autorisé la mise à l'enquête de l'avant-projet d'amélioration de l'Oise.

Essais de traction des bateaux et de manœuvre mécanique des écluses.

Par décision du 29 juin 1883, M. le Ministre des Travaux publics a autorisé MM, Oriolle et Pouchet, Ingénieurs des Arts et Manufactures, à procéder sur le canal de Saint-Quentin, entre le pont de Quessy et l'écluse de Tergnier à des essais de traction des bateaux et de manœuvre mécanique des écluses au moyen d'un câble sans fin actionné par un moteur fixe.

Ces essais, commencés au mois d'octobre dernier, ont conduit MM. Oriolle et Pouchet à perfectionner successivement leurs appareils qui paraissent devoir fonctionner à bref délai dans des conditions satisfaisantes.

Ils ont pour but d'appliquer la vapeur à la traction des bateaux marchant isolément et d'accélérer le passage de ces bateaux aux écluses.

Ils tendent à réduire la durée des voyages ainsi que le prix du frêt sur les canaux les plus fréquentés et présentent par suite un grand intérêt pour la batellerie et le commerce.

CHAPITRE VII.

SAMBRE FRANÇAISE CANALISÉE.

I. Travaux d'entretien.

La Sambre canalisée est assez convenablement entretenue.

Les travaux consistent principalement en dragages, défenses de berges, réparations d'ouvrages d'art, curage des contrefossés et empierrement du chemin de halage.

Le cube des dragages exécutés en 1883 a été de 7,950 mètres.

La Compagnie a entrepris dans les biefs d'Hachette et des Etoquies les travaux nécessaires pour donner au lit de la Sambre la largeur et la profondeur règlementaires.

Ces travaux doivent être continués dans les autres biefs.

Les dépenses d'entretien se sont élevées en 1883 à 111,246 fr. 73 soit à 2 fr. 05 par mètre courant.

II. Travaux neufs.

La Compagnie n'a fait en 1883 aucune dépense pour travaux neufs.

Il importerait cependant d'exécuter d'urgence la rectification des courbes à faibles rayons dans les biefs de Berlaimont, de Sassegnies et d'Hachette ainsi que l'amélioration de l'entrée et de la sortie de Maubeuge.

Indépendamment des travaux qui concernent spécialement la navigation, il en est d'autres qui intéressent à un haut degré les populations riveraines, notamment la reconstruction des ponts de Quartes et de Bachant qui manacent ruine ; l'établissement de ponts à Assevent et à Boussières pour le passage de chemins stratégiques et d'intérêt commun, les travaux de défense de la ville de Maubeuge contre les inondations ainsi que l'élargissement général du lit de la rivière qui aurait pour résultat de diminuer la fréquence des inondations d'été dont les effets sont désastreux pour l'agriculture.

III. Chômages.

Il y a eu, en 1883, 28 jours de chômage normal pour l'entretien et la réparation des ouvrages et 10 jours de chômage accidentel par suite de l'échouage d'un bateau

D'autre part, la navigation a été interrompue pendant 86 jours du fait des crues, soit par suite de débordements, soit en raison de l'insuffisance du débouché des voûtes d'entrée et de sortie de la place de Maubeuge.

La durée totale des chômages a été par suite de 124 jours soit plus du tiers de l'année.

IV. Mouvement commercial.

La Sambre sert surtout au transport des houilles de Charleroi vers Paris et la région de l'Est.

D'autres marchandises, notamment les pierres pour l'entretien des routes, les pavés et

les briques viennent depuis quelque temps accroître le trafic, mais leur ensemble n'apporte encore qu'un contingent d'environ 20 p. % dans le tonnage total.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation pendant les dix dernières années.

ANNÉES	TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total
1874	651,426	550,993
1875	731,775	623 035
1876	648,849	546.022
1877	598,950	495,139
1878	610,332	503,689
1879	604,808	512,138
1880	620,313	521,885
1881	547,500	453,014
1882	490,695	404 309
1883	575,822	482,610

Il résulte du tableau qui précède que le tonnage de 1883 est supérieur à celui des deux années précédentes, mais que la fréquentation de la Sambre suit une progression décroissante si l'on considère l'ensemble des dix dernières années.

Ce fait tient à l'élévation des droits perçus par la société concessionnaire.

Ces droits sont en nombre rond de 0 fr. 014 par tonne de houille et par kilomètre, déduction faite des frais de traction ; ils sont six fois plus forts que ceux précédemment perçus sur le canal de Saint-Quentin.

Ils augmentent dès lors le prix du frêt dans une notable proportion et pèsent lourdement sur l'industrie.

V. Halage.

La société effectue gratuitement le halage des bateaux moyennant la suppression de la remise qu'elle accordait précédemment sur les droits de navigation en faveur des bateaux chargés circulant en transit.

Les frais de traction se sont élevés en 1883 à 175,559 fr. 44 ; ils ressortent à 0 fr. 0065 par tonne kilométrique.

VI. Situation financière.

Les recettes totales de la Compagnie se sont élevées en 1883 au chifre de	584.823 fr.	77 c.
Les dépenses ont atteint le chiffre de	286.806	17
L'excédent des recettes sur les dépenses a été par suite de	298.017	60

sur lesquels 247,422 fr 70 (déduction faite des impôts) ont été distribués aux 6,000 actions, Le surplus a été mis à la réserve pour l'amortissement ou reporté sur l'exercice 1884.

La situation financière de la Compagnie est excellente ; le dividende distribué en 1883 correspond à 8 p. % du capital social.

CHAPITRE VIII.

CANAL DE JONCTION DE LA SAMBRE A L'OISE.

Ainsi qu'il a été dit à l'origine de ce rapport, le canal de jonction de la Sambre à l'Oise n'a qu'une étendue de 13k202 dans le département du Nord.

La concession de cette voie navigable doit expirer le 30 octobre 1937.

I. Travaux d'entretien.

Les ouvrages d'arts construits dans le principe avec des matériaux de qualité inférieure offrent toujours un médiocre aspect ; mais leur solidité ne paraît pas compromise.

Les maçonneries exigent toutefois de nombreuses réparations, et l'on doit renouveler successivement les tabliers des ponts en charpente ainsi que les portes d'écluse.

La plupart des biefs sont envasés et doivent être curés à bref délai.

Sur un grand nombre de points, les digues sont à exhausser, à élargir et à défendre contre l'action des eaux et le frottement des bateaux vides.

Les chemins de halage sont à recharger en bons matériaux et à régler suivant une pente opposée au canal.

Les travaux d'entretien exécutés en 1883 ont donné lieu, pour l'ensemble du canal, à une dépense de 1 fr. 50 par mètre courant.

Cette dépense est tout à fait insuffisante pour maintenir le canal en bon état,

II. Travaux neufs et grosses réparations.

Les dépenses faites en 1883 pour travaux neufs et grosses réparations se montent à 52,440 fr. 63. Elles s'appliquent principalement à la réparation des maçonneries des uvrages d'art ainsi qu à la reconstruction de portes d'écluses et de grosses charpentes.

Ces dépenses sont hors de proportion avec l'importance des travaux que réclame l'état actuel de la voie navigable.

III. Chômages.

Il y a eu, en 1883, sur le canal de la Sambre à l'Oise un chômage normal de 30 jours.

La navigation a été d'autre part presque complètement interrompue à différentes reprises par suite de l'arrêt des bateaux sur la Sambre pendant les crues de cette rivière.

IV. Mouvement commercial.

Le canal de jonction faisant suite à la Sambre a la même destination commerciale que cette rivière.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif du canal pendant les dix dernières années.

ANNÉES.	TONNAGE	
	Absolu	Réduit au parcours total.
1874	608,612	509,990
1875	702,942	598,160
1876	624,095	525,079
1877	582,511	492,713
1878	596,140	488,930
1879	596,000	500,593
1880	577,135	485,269
1881	520,297	435,047
1882	485,867	382,192
1883	572,118	455,846

Il résulte du tableau qui précède que le tonnage de 1883 est supérieur à celui des deux années précédentes, mais que la fréquentation du canal suit une progression décroissante si l'on considère l'ensemble des dix dernières années.

Ce résultat doit être attribué, pour le canal de jonction comme pour la Sambre, à l'élévation des droits perçus par la société concessionnaire.

V. Halage.

La Compagnie effectue le halage dans les conditions indiquées ci-dessus pour la Sambre.

Les frais de traction se sont élevés en 1883 à 163.089 fr. 48 ; ils ressortent à 0 fr. 0054 par tonne kilométrique.

VI. Situation financière.

Les recettes de la Compagnie se sont élevées en 1883 à la somme de...	873.244 fr. 47
Les dépenses ont atteint.....	494.755 82
L'excédant des recettes sur les dépenses a été par suite de.....	378.488 fr. 65

Sur cette somme un dividende de 3 p. % soit 346,500 fr. a été distribué aux actionnaires ; le surplus a été reporté sur l'exercice 1884, déduction faite de l'impôt mobilier.

La Compagnie est encore grevée d'assez lourdes charges du fait des indemnités dues pour prises d'eau à divers usiniers de l'Oise et du Noirrieu.

Compiègne le 29 juillet 1884.

L'Ingénieur en Chef,
DEROME.

ROUTES NATIONALES.

SITUATION DU SERVICE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. Ensemble du service et crédit d'entretien.

Les routes nationales qui traversent le département du Nord sont au nombre de quinze et présentent un développement total de 588,640 mètres ainsi répartis :

Chaussées pavées.....	529,061	ou 90 %
Chaussées empierrées.....	59.579	ou 10 %

Les empierrements forment comme on le voit l'exception. Ils se trouvent sur la route N° 2, entre Avesnes et la limite de l'Aisne, sur la route N° 39 entre le Cateau et la Groise, sur la route N° 44, sur la limite de l'Aisne, sur la route N° 45 entre Le Quesnoy et Landrecies, et sur la route N° 49 entre Maubeuge et la frontière belge.

La situation générale des routes nationales, dans le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière; elle reste médiocre et périclitante. Le

département du Nord, où les routes subissent une circulation très importante, n'a pas encore obtenu une part proportionnelle à ses besoins dans la distribution du crédit accordé à l'ensemble des routes nationales de la France.

Si l'on veut arrêter le mouvement de la diminution de la valeur capitale des chaussées, il faudra porter la dotation de l'entretien à 600.000 fr. au moins, chiffre que M. l'Inspecteur général Kolb indiquait déjà en 1866, comme indispensable pour empêcher la viabilité de se trouver compromise, et, de plus, il sera nécessaire, par des allocations de deuxième catégorie, de mettre le service en état d'achever les travaux approuvés ou en cours d'exécution qui se rapportent à des travaux de réparation d'une extrême urgence, et qui se chiffrent par une dépense de plus d'un million restant à faire, non compris celle des travaux d'amélioration des routes dans la traversée des fortifications

La construction des zones empierrées, qui embrasse aujourd'hui une longueur de 215 kil. 745 de chaussées et un développement linéaire de 319 kil. 530, constitue une précieuse amélioration.

Elle a permis de consolider les chaussées, de les élargir sur une foule de points, où leur largeur était insuffisante pour la circulation et de prévenir les débords qui, autrefois, se manifestaient dans des proportions assez considérables pour compromettre le roulage. Mais il en est résulté un surcroit de dépenses d'entretien, qui a réduit encore le prix moyen à appliquer aux chaussées pavées.

Dans les arrondissements de Lille et d'Hazebrouck, les chaussées reposent en général sur un sous-sol d'argile glaiseuse et le dégel a une action des plus célèbres sur leur stabilité.

Dans les autres arrondissements, les pavages sont presque tous séculaires, la couche de sable est devenu insuffisante et les parties non remaniées dans ces dernières années ne présentent plus que des matériaux usés, informes. arrondis, et dont les joints sont totalement dégarnis. Les seules réparations efficaces consistent en relevés à bout que l'on exécute chaque année dans les limites restreintes du crédit d'entretien, ainsi qu'au moyen des allocations de deuxième catégorie. Mais les autres travaux d'entretien que l'on ne saurait se dispenser d'effectuer, pour assurer la continuité de la circulation, ne laissent aucune trace dans la constitution des chaussées, de sorte que l'on y consacre chaque année des sommes relativement considérables sans reconstituer le capital de la voie publique.

En somme, aucune des routes nationales du Nord ne se trouve dans toute son étendue à l'état normal d'entretien, et il résulte nécessairement de ce fait une perturbation notable dans la répartition du crédit total de ces routes. Dans l'impossibilité de faire face partout aux besoins les plus pressants, il faut chercher à assurer au moins la continuité de la circulation. On est ainsi conduit fatalement à forcer les ressources dans les parties où le capital est consommé ; et à vivre sur le capital, là où il est encore possible de le faire. On a soin, d'ailleurs, de se ménager toujours quelques réserves au commencement de l'année, pour parer aux besoins imprévus et pour venir aux secours de la circulation dans les endroits où elle est mauvaise et la plus compromise.

Le tableau ci-après donne la longueur de chaque route, la circulation qu'elle subit et

le chiffre de la répartition du crédit d'entretien de la somme de 539,069 fr. affectee à l'exercice 1884.

Il en résulte que le prix d'entretien par kilomètre a été comme il suit :

Maximum : 1269 fr 11 pour la route n° 39, très fréquentée et qui offre 10 kilomètres d'empierrement.

Minimum : 632 fr. 39 pour la route n° 49 peu fréquentée.

Moyenne : 858 fr. 77 pour les routes nationales du réseau qui supportent une circulation moyenne de 537 colliers par jour.

DÉSIGNATION DES ROUTES NATIONALES	LONGUEURS. Empierrees	Pavees	TOTALES	CIRCULATION. Nombre reduit de colliers quotidiens	Crédits d'entretien en 1884 par route	par kilomètre
	m	m	m		Fr. C.	Fr C.
N^{os} 2, de Paris a Mons. . .	9.763	27.147	36.910	322.9	32000 »	866 97
16, de Paris a Dunkerque .	»	54.386	54 386	220.7	35100 »	645 38
17, de Paris a Lille	»	96.550	96.550	778. »	71000 »	735 37
25, du Hâvre a Lille.	»	15 595	15 595	715.1	11500 »	737 40
29, de Rouen a Valenciennes et a Mons	»	56.107	56.107	671.8	50800 »	905 41
39, de Montreuil-sur Mer à Mezieres . . .	10 292	30 051	40.343	678.5	51200 »	1269 11
40, de Paris à Dunkerque et a Menin . .	3 762	30.506	34.268	273.7	21850 »	637 62
41, de Saint-Pol a Lille et à Tournai	»	40.154	40.154	844.5	41700 »	1038 50
42, de Lille a Boulogne.	2.444	51 605	54 049	369.4	43950 »	813 60
43, de Bouchain a Calais.	»	27 911	27.911	296 7	24000 »	859 87
44, de Châlons sur Marne à Cambrai	2.391	4.298	6.689	759. »	5000 »	747 50
45, de Marles a Valenciennes et à Tournai	13.879	46.821	60.700	722.8	66500 »	1095 55
48, de Valenciennes a Condé et a Gand. .	»	18 230	18.230	1184 1	20000 »	1097 08
49, de Valenciennes a Luxembourg	17 078	25.754	42.832	341.1	26500 »	618 69
50, de Douai a Arras.	»	3.946	3.946	345.5	2900 »	734 92
	m	m	m		Fr C	Fr. C
TOTAUX. .	59 579	529.061	588.640	»	504000 »	»
MOYENNES . . .	»	»	»	537 1	»	856 21
A ajouter pour dépenses diverses et réserves, frais de déplacements, impressions, etc. . .					35069 »	
Crédit total d'entretien en 1884 . .					539069 »	

III. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les projets approuvés pour travaux de grosses réparations et travaux neufs, sur les routes nationales du Nord sont présentés en détail dans les deux tableaux composant l'état récapitulatif ci-après :

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses	CRÉDITS antérieurs à 1884	CRÉDITS de 1884	CRÉDITS Totaux
					1re Section.
29	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Quarouble	45 928 64	44 958 70	955 »	45.913 70
29	Amélioration de cette route a la porte de Cantimpré	34.088 45	»	20 000 »	20.000 »
29	Construction d'un aqueduc dans la traverse de Valenciennes	600 »	600 »	»	600 »
16	Réparation d'avaries	1.550 »	1 440 »	110 »	1 550 »
41	Réparation de trottoirs dans la traversée des fortifications porte de Tournai	1.100 »	»	1.100 »	1.100 »
	Totaux pour travaux neufs et de grosses réparations à exécuter sur les fonds du budget ordinaire 2e catégorie 1re Section	83.267 09	46.998 70	22.165 »	69 163.70
	2e Section. —				
	Élargissement de la rue Normerie a Avesnes	30.000 »	»	»	»
2	Restauration du pavage entre Avesnes et Maubeuge	30 000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée entre 39 k 526 et 40k500 sur 975 metres de longueur	36 000 »	»	»	»
16	Remaniement de la chaussée pavée entre la Bréarde et 17 k. 4 sur 1800 mètres	26 758 52	8.000 »	8.000 »	16 000 »
	Construction et rechargement des bandes empierrées entre l'Hazewinde et Dunkerque	70 000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée dans la traverse du hameau de la Payelle, commune de Bondues	54.287 42	12 000 »	12 000 »	24.000 »
	Remaniement de la chaussée pavée entre la Payelle et le Blanc-Four	141.564 49	15 000 »	15.000 »	30.000 »
17	Remaniement de la chaussée dans la traverse de Roncq	27.566 68	7.000 »	7.000 »	14.000 »
	Remaniement de la chaussée entre Douai et Bugnicourt	40.000 »	»	»	»
	Pavage dans la traverse des fortifications de Douai	17.395 65	12.000 »	5.395 65 (1)	17.395 65
	A REPORTER	473.572 76	54 000 »	47 395 65	101.395 65

(1) Le credit est de 5,400, il restera sans emploi 4 fr. 35.

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant a allouer	OBSERVATIONS.
	TRAVAUX ORDINAIRES.
14 94	Travaux adjuges le 19 mars 1879
14 088 45	id 18 avril 1884.
»	Travaux termines
»	id
»	id
14 103 39	
	TRAVAUX EXTRAODINAIRES.
30 000 »	Projet approuve le 29 septembre 1881 — Le projet est evalue à 65,000 fr La somme de 30,000 fr représente le maximum de la part contributive de l'Etat
30 000 »	Projet approuvé le 12 décembre 1863 — Cette partie de la route nationale n° 2 offre une suite non interrompue de pentes et rampes dont les déclivités sont très fortes, le bombement transversal du pavage presente en outre une exageration dangereuse Le projet ci-contre a pour but de remedier à ces inconvenients et à ces dangers par le relèvement des côtés de la chaussée et l'établissement de zones latérales empierrées de 1m de largeur
36 000 »	Projet approuve le 27 juin 1882 — Chaussee devenue tres mauvaise — Les paves se desagrègent et l'entretien ne suffit plus pour assurer la circulation.
10.758 52	Projet approuve le 3 janvier 1880.
70 000 »	Projet approuve le 22 Novembre 1881.
30 287 42	Travaux adjuges le 14 février 1883.
111 564 49	Travaux adjuges le 14 fevrier 1883.
13 566 68	Travaux adjugés le 14 fevrier 1883
40 000 »	Projet approuve le 9 novembre 1882.
»	Travaux termines.
372.177 11	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS

N°s des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des depenses	CRÉDITS antérieurs à 1884	CRÉDITS de 1884	CRÉDITS Totaux
	REPORT....	473 572 76	54.000 »	47.395 65	101.395 65
29	Remaniement de la chaussée pavée entre Rouvignies et le petit couvent	42 000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse d'Onnaing	37.265 67	8.000 »	8 000 »	16.000 »
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Cambrai	30.000 »	»	»	»
39	Construction de caniveaux pavés dans la traverse de la Groise	12 000 »	»	»	»
40	Remaniement de la chaussée pavée entre les points 56 k et 63 k 1.	38 000 »	»	»	»
	Convertissement et remaniement de la chaussée entre Gravelines et Loon	70 894 01	39.000 »	10.000 »	49.000 »
41	Remaniement dans la traverse d'Hellemmes-Lille	21.124 99	16.000 »	»	16.000 »
	Construction d'un aqueduc dans la traverse de Loos	35.000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse d'Hellemmes, sur une longueur de 460 metres.	33 876 59	»	10.000 »	10.000 »
42	Remaniement de la chaussée pavée entre 33k 800 et Fletre, sur 1200 metres de longueur	30.500 »	»	»	»
	Plantations entre Bailleul et le Pas-de-Calais	5 100 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée entre Méteren et Fletre, sur 2 k. de longueur	31.000 »	»	»	»
	Relevé a bout entre Lille et Armentières	42.659 06	12 000 »	12.000 »	24.000 »
	Remaniement de la chaussée pavée entre le passage a niveau du chemin de fer du Nord et le point 52,400...	17.000 »	»	»	»
	A REPORTER.....	919.993 08	129.000 »	87.395 65	216.395 65

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS

CRÉDITS restant à allouer	OBSERVATIONS.
372 177 11	
42 000 »	Projet approuve le 3 novembre 1879. — La frequentation de cette partie de route cause des dégradations que les ressources de l'entretien ne permettent pas de réparer Des joints isolant les paves rendent la circulation difficile et fatigante
21.265 67	Travaux adjuges le 14 fevrier 1883.
30.000 »	Projet approuve le 19 novembre 1879. — Chaussée en mauvais état
12 000 »	Projet approuve le 4 juillet 1863 — La traverse de la Groise ne presente aucune pente Les eaux y restent stagnantes et compromettent la conservation de la chaussee en même temps qu'elles sont une cause permanente d'insalubrité.
38 000 »	Projet approuvé le 14 juin 1882. — Chaussée établie sur un mauvais sol et dont les paves ont besoin d'être retailles
21.894 04	Travaux adjuges le 6 février 1880
5 124 99	Travaux adjugés le 5 juin 1880
35 000 »	Projet approuvé par décision ministerielle du 12 juin 1884. — La subvention du tresor est fixee à 9000 fr.
23.876 59	Projet approuve le 24 avril 1883.
30 500 »	Projet approuve le 1er juillet 1882
5 100 »	Projet approuve le 28 juillet 1856.
34.000 »	Projet approuve le 30 décembre 1879 — La portion de chaussee pavee dont la refection fait l objet de ce projet est depuis longtemps en voie de dépérissement et il y a urgence a la remettre en etat
18 659 06	Travaux adjugés le 14 fevrier 1883
17.000 »	Projet approuve le 9 novembre 1880
703.597 43	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des depenses.	CRÉDITS anterieurs à 1884	CRÉDITS de 1884.	CRÉDITS Totaux.
	REPORT.... . ..	919.993 08	129.000 00	87 395 65	216.395 65
43	Remaniement du passage entre Dechy et le faubourg Notre-Dame	50.000 »	»	»	»
45	Rechargement de la chaussée empierrée entre les bornes kilométriques 10 et 14	40.723 20	39.596 79	1 125 »	40 721 79
	Remaniement de la chaussée pavée sur 800 m de longueur dans la traverse d'Anzin	47.033 90	10 000 »	10.000 »	20 000 »
	Remaniement de la chaussée pavée entre Saultain et Marly	67 000 »	»	»	»
	Rechargement de la chaussée empierrée entre les points kilométriques 20 et 22.....	42.000 »	»	»	»
48	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Bruay, sur une longueur de 710 m., entre les points kilométriques 3360 et 6070.	41 343 36	12.000 »	12 000 »	24.000 »
	Consolidation dans la traverse de Bruay . . .	4.500 »	»	»	»
49	Rechargement de la chaussée entre Ferrière-la-Grande et Cerfontaine et entre Colleret et Cousolre .	32 512 43	»	10.000 »	10 000 »
	Restauration du pavage de la traverse de Ferrière-la-Grande	9.500 »	»	»	»
	TOTAUX pour les travaux neufs et de grosses reparations à exécuter sur les fonds du budget ordinaire (2e catégorie).	1.254 605 97	190.596 79	120.920 65	311 117 44

2e *section.* — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES

2	Elargissement des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge, a la porte de Mons	35 000 »	»	»	»
	Amélioration de la porte Saint-Sepulcre, a Cambrai...	80.000 »	»	»	»
	Amélioration de la porte de Selles a Cambrai	240 000 »	»	»	»
	A REPORTER....	355.000 »	»	»	»

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant à allouer	OBSERVATIONS.
703 597 47	
50 000 »	Travaux adjugés le 26 octobre 1882.
1 41 »	Travaux adjugés le 7 septembre 1881
27 033 90	Travaux adjuges le 14 fevrier 1883.
67 000 »	Projet approuve le 28 juin 1882
42 000 »	Projet approuvé le 14 février 1884.
17.343 36	Travaux adjugés le 14 février 1883.
4 500 »	Projet approuve le 16 novembre 1866 — Consolidation à faire au dessus d'anciennes carrières abandonnées.
22 512 43	Projet adjugé le 5 mars 1884
9.500 »	Projet approuvé le 19 juin 1873 — Ce pavage se trouve en assez mauvais etat, et cette situation a soulevé des reclamations de la part du Conseil municipal de Ferrière la-Grande, mais, comme urgence, cette amelioration doit passer apres un grand nombre de celles qui précèdent.
943.488 53	

(Amélioration des routes à la traversée des fortifications).

35.000 »	Projet approuvé en principe le 23 mai 1865 Le projet d'exécution, dont les détails etaient à régler de concert par le Directeur des fortifications et l'Ingénieur en chef, a éte approuve par l'Administration supérieure le 19 juin 1871
80 000 »	L'avant projet d'amélioration de ces portes a eté approuvé par decision ministérielle du 13 février 1882.
240.000 »	Les Ingénieurs ont été autorisés à ouvrir les conferences avec le service militaire
355 000 »	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1884.	CRÉDITS de 1884	CRÉDITS Totaux.
	A REPORTER..	355.000 »	»	»	»
29	Amélioration de la porte Notre-Dame	95 000 »	»	»	»
	Amélioration des passages militaires dans la traversée de la porte Catimpré, a Cambrai	85 000 »	»	20 000 »	20.000 »
40	Élargiss-ment du passage de la demi-lune 16, a Gravelines	5.000 »	»	4.000 »	4.000 »
43	Ouverture d'un double passage à travers le corps de place, a la porte de Bethune a Douai	100.000 »	»	»	»
	Amélioration dans la traversée des fortications de Bouchain	190 000 »	»	»	»
	Élargissement de la porte du Quesnoy, à Valenciennes..	90.000 »	»	»	»
45	Élargissement à la porte de Lille, a Valenciennes.. . .	105.000 »	»	»	»
	Élargissement de la porte Ferrand, a Valenciennes	60.000 »	»	»	»
50	Élargissement dans la traversée des fortifications de Douai à la porte d'Arras.....	14.000 »	10.000 »	40.000 »	14 000 »
	Totaux pour les travaux de rectifications à exécuter sur les fonds de la 2e section (travaux extraordinaires)..	1.099.000 »	10.000 »	28.000 »	38.000 »

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant à allouer	OBSERVATIONS.
355 000 »	
95 000 »	Projet approuvé le 13 fevrier 1882
65 000 »	Le projet d'amelioration de la route nationale n° 29, dans la traversée des fortifications de Cambrai à la porte Cantinpré a fait l'objet d'une adhesion du Ministre de la Guerre. La première partie du projet montant à 40,000 francs a été approuvee par decision ministérielle du 4 decembre 1882 La ville de Cambrai a contribué pour 10,000 francs et le service civil pour 30,000 francs — Les travaux ont eté adjugés le 18 avril 1884
1.000 »	Projet approuvé le 10 novembre 1882
100 000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 27 novembre 1879 La somme de 100,000 francs comprend une subvention de 10,000 francs à payer par la ville de Douai
190.000 »	Projet approuvé en principe par décision ministérielle du 27 février 1884 — La depense de 190.000 fr. se répartit de la m nière suivante : Departement de la Guerre ..... 75 000 / id. des Travaux ..... 115.000 } 190.000 dont 75.000 fr. pour le service des routes et 40.000 pour la navigation de l'Escaut.
90 000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 2 avril 1870.— Le Géme étudie actuellement la modification de ce projet qui sera établi sur des bases entièrement nouvelles.
105 000 »	Projet approuvé en principe par décision du 4 juin 1883 — Les deux tiers de la depense sont à la charge du service militaire.
60.000 »	Projet approuve par décision ministérielle du 4 juin 1883 — La ville de Valenciennes et la Compagnie des tramways fournissent 10,000 francs à titre de concours
»	Travaux terminés.
1.061.000 »	

III. — Objets divers.

Le recensement opéré en 1882 sur les routes nationales du département du Nord accuse une augmentation moyenne de 137 colliers, par rapport au recensement de 1876. L'augmentation porte principalement sur les routes nationales Nos 2, 16, 17, 25, 39, 40, 41, 42 44, 45, 48 et 50.

Il existe sur les routes nationales du Nord 151 traverses proprement dites de villages dont les plans d'alignement se trouvaient au 31 décembre 1883 dans la situation suivante :

Nombre de plans homologués		143
Projets étudiés entre les mains	de l'Administration	1
	des Ingénieurs	»
Projets à l'étude		7
TOTAL		151

Lille, le 11 juillet 1884,

L'Ingénieur en Chef,

DONIOL.

Lille Imp. L. Danel.

DÉPARTEMENT DU NORD.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

SITUATION DU SERVICE AU 1er JUILLET 1884.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

I. — Situation Générale.

Exposé de l'ensemble du service.

Les routes départementales du Nord sont au nombre de 26, et à la fin de 1883, elles présentaient un développement de 515 kilomètres 284 mètres, ainsi répartis :

Chaussées pavées	350 kil. 392m ou 69 %
Chaussées empierrées	156 kil. 892m ou 31 %

Sur ces 26 routes, il en est 7 qui sont d'anciennes routes nationales de 3e classe, et qui ont reçu leur caractère actuel, sans qu'il en ait été réclamé aucun sacrifice aux localités intéressées.

6 autres construites à neuf ou constituant d'anciens chemins vicinaux, paraissent également avoir été classées sans aucune participation pécuniaire spéciale des intéressés.

Mais les 13 routes restantes (N^os 8. 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 21, 23, 24 et 26), qui développent ensemble un parcours de 304 kilomètres, c'est-à-dire près des deux tiers de l'étendue totale du réseau départemental, n'ont été admises dans ce réseau qu'après que les arrondissements, les communes et les particuliers intéressés ont eu acheté l'usage gratuit de ces voies, en payant, pour leur construction et leur mise en état, les subventions spéciales qui se sont élevées à la somme totale de 2,270,000 francs.

Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille. Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que les chaussées empierrées sont situées principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes.

Le recensement de la circulation opéré en 1882, a permis de constater que la circulation augmente depuis 1876 sur les routes départementales N^os 6, 7, 9, 12, 13, 17, 18, 22, 25 et 26.

L'inégale répartition des pavages et des empierrements, ainsi que les différences de la nature du sous-sol et de la circulation expliquent les anomalies que semblent présenter les écarts assez considérables qui existent entre les dépenses d'entretien par kilomètre.

III. — Entretien.

Entretien 1885

Le crédit demandé par l'Ingénieur en chef pour l'entretien des routes départementale du Nord, pendant l'exercice 1885, est de 402,400 fr.. non compris une réserve de 10,000 fr., de sorte que l'ensemble des prévisions atteint, pour 1885, le chiffre total de 412,400 fr.

Le crédit de 402,400 fr. fait ressortir le prix moyen de l'entretien à 781 fr. par kilomètre, pour les 26 routes du réseau départemental.

Quant aux propositions par routes, elles se résument de la manière suivante :

Propositions pour l'entretien en 1885.

DESIGNATION DES ROUTES.	Longueurs totales.	Circulation.	Crédits proposés pour 1885	Dépense totale par kilometre en 1883
	m		fr	fr.
N° 1, de Lille a Valenciennes	25 980	180 6	11.500	423 40
2, de Lille a Ypres	15 322	745.3	19.000	1.240 04
3, de Douai a Tournai	16.038	157.2	6.800	423 99
4, de Cambrai a Tournai	18 624	241.5	12.900	692 65
5, d'Avesnes à Philippeville	16 060	262 1	15.400	958 89
6, de Landrecies a Chimay	11 507	261·3	32.700	785 77
7, de Condé a Mons	9 025	529.7	7.400	819 94
8, de Condé a St-Amand	12 210	266.3	8.800	720 72
9, de Lille a St-Omer	16 507	191.5	37.600	808 48
10, de Valenciennes a Bohain	12 135	801.5	34.600	802 10
11, de Cambrai a Guise	18 663	191.8	14.000	750 14
12, d Avesnes au Quesnoy	27 651	340.5	15.400	556 95
13, de Maubeuge a Maroilles	20 176	180.4	13 300	559 20
14, de Lille a la frontière belge	22.302	910 1	26.900	1.206 17
15, de Dunkerque a Furnes	13.610	120.1	8 700	637 23
16, de Lens a Estaires	5.290	257.6	4 500	850 66
17, de Morbecque a Aire.....	7.086	170 0	5.000	705 62
18, de Béthune a Armentières.	4 880	236.1	4.500	922 13
19, de Roubaix a Tournai et a St-Amand	13 567	380.3	29 600	677 11
20, de Cassel a la frontiere belge	11.323	95.3	7.600	671 20
21, de Bergues a Saint Momelin.....	21.911	67.1	15.000	686 27
22, de Lille à Tourcoing	9 112	669.6	8 900	976 73
23, de Cambrai a Malplaquet.	51.812	590.7	50 300	735 24
24, d'Hélesmes a la pyramide de Denain.	7 118	703.0	6 800	955 32
25, Ceinture de Maubeuge	1 805	366.3	2 400	1.329 64
26 Ceinture de Cambrai	2 507	116.1	3 300	1.316 31
TOTAUX.....	515.284	»	402 100	
Moyenne.....		101 9		781 »
Réserves pour besoins imprévus.....			10.000	
Ensemble			112 100	

Dans les rapports qu'ils ont présentés pour les délibérations des Commissions de surveillance, MM. les Ingénieurs d'arrondissement ont exposé avec des développements étendus pour chaque route en particulier tout ce qui se rattache à leur service et justifié l'emploi des crédits dépensés en 1883 et à dépenser en 1884.

Des instructions ont été données pour réduire la main-d'œuvre au strict nécessaire, étendre l'usage des porphyres et des grès durs pour la couche supérieure des chaussées d'empierrement les plus fréquentées et consacrer la plus forte partie des crédits disponibles à l'achat et à l'emploi des matériaux.

Il est très-important de vérifier si les dépenses ne sont pas exagerées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les routes dont la circulation est très-importante et qui ont à souffrir un excés d'humidité, et si on n'a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissements n'ayant pas été autorisés par une décision spéciale. En vue de faciliter ce contrôle, il a été opéré un dépouillement général de la comptabilité de 1883; les résultats de ce travail sont consignés dans les deux tableaux ci-joints dont le premier s'applique aux pavages et le second aux empierrements.

Ils ont été dressés conformément aux prescriptions de la dépêche préfectorale, en date du 29 avril 1879, et indiquent la décomposition des dépenses de l'année précédente, et e calcul de l'entretien normal, c'est-à-dire du crédit jugé actuellement nécessaire pour assurer la conservation des chaussées.

Le crédit d'entretien des routes départementales non compris la réserve a été fixé pour 1884, à 409,400 francs. Le crédit demandé pour 1885 est de 402,400 francs, conformément aux propositions que le Conseil général a approuvées dans sa séance du 25 avril 1884. Ce chiffre est inférieur de 7000 fr. à celui du crédit alloué sur l'exercice 1884.

Les crédits demandés pour l'entretien des chaussées en 1885, paraissent indipensables pour compenser l'usure annuelle et faire face à l'augmentation du prix des matériaux et de la main-d'œuvre. On verra ci-après, dans le résumé des propositions budgétaires, que le crédit demandé pour le service des routes départementales en 1885, est notablement inférieur à la dépense moyenne des années précédentes.

IIII. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les crédits demandés pour l'exercice 1885, montent en totalité à 83,000 francs.

Le tableau ci-après reproduit la liste des projets, et indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement, ainsi que ceux qui sont demandés sur l'exercice 1885, tant pour continuer les travaux de cette catégorie que pour entreprendre ceux de nouveaux projets.

Propositions pour les travaux de

Nos des articles	No de la route	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets ou des dépenses autorisées.	CRÉDITS alloues antérieurement.
1	2	Reconstrnction du mur de souteuement le long de la charge de la Deûle a Quesnoy-sur-Deûle	12.000 »	»
2	5	Rechargement de la chaussée entre l'origine et le point kilométrique 3	29.186 65	4.000 »
3	5	Construction d'un corps-de-garde au pont d'Hestrud	650	»
4	6	Rechargement de la chaussée entre Glageon et Trélon	8 030 62	8.000 »
5	6	Rechaigement de la chaussée entre Sains et la borne kilométrique 27 5e	13 000 »	»
6	9	Remaniement de la chaussée entre Armentièreo et Merville	12.746 29	5.000 »
7	11	Construction de zônes empierrées latérales au pavage sur une longueur de 3,695 metres	24 250 »	»
8	14	Construction d'un aqueduc à Mons-en-Barœul	3.000 »	»
9	19	Remaniement de la chaussée entre le pont de Forest et le passage a niveau du chemin de fer de Tourcoing à Somain et reconstruction du pont sur la Marque.	38.791 12	34.525 »
10	22	Remaniement entre Marcq-en-Barœul et Mouveaux	76.092 45	50.512 84
11	23	Construction de pavage dans Frasnoy et rechargement de la chaussée empierrée entre Frasnoy et Amfroipret	49.349 72	39.000 »
12	23	Substitution d'un pavage à l'empierrement aux abords de Bavay	60.338 45	13.500 »
13	24	Élargissement de la chaussée et construction d'un trottoir entre la Belle-Vue et Denain	26.039 82	19.000 »
14	25	Construction d'un mur de soulènement et d'un aqueduc	5.250 72	5 000 »
		TOTAUX	358 725 84	178.537 81

TOTAL des crédits demandés pour travaux de grosses réparations en 1885

grosses réparations en 1885.

DÉPENSES restant à faire	CRÉDITS demandés pour 1885	OBSERVATIONS.
12.000 »	12.000 »	Travail adjugé.
25 486 65	11.000 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1885.
650 »	650 »	Voir le projet ci-joint.
30 62	30 62	Travail à terminer en 1855
13.500 »	9.000 »	Voir le projet ci-joint, montant à 13.000 fr.
74716 29	4 000 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1885.
24.250 »	12 500 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1885.
3 000 »	3 000 »	Voir le projet ci-joint, montant à 3,000 fr.
4.266 12	4.266 12	Travail en cours d'execution, à terminer en 1885.
25.579 64	4.500 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1885.
10.349 72	6.349 72	Travail en cours d'exécution, à terminer en 1885.
46 838 45	10 443 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1885.
7.039 82	7.039 82	Travail en cours d'exécution, à terminer en 1885
5 000 »	250 72	Solde de l'entreprise
180 188 03	83 000 »	
.. ..	83 000 »	

Résumé des propositions budgétaires.

Les crédits demandés pour l'entretien, en 1885, des routes départementales, ont été énummérés au § II du présent rapport.

Le montant total de ces crédits s'élève à	402,400 fr.	«
Les crédits demandés pour travaux de grosses réparations ont été énumérés par entreprise dont le tableau ci-dessus et montent en totalité à...	83,000	»
Total pour l'entretien et les grosses réparations des routes departementales pour 1885, ...	485,400	»

Les crédits demandés pour les frais généraux, en 1885, correspondent aux dépenses suivantes :

1° Traitemeut et frais fixes de residence des conducteurs et agents secondaires	71,725 fr.	»

Cette dépense se trouve détaillée dans l'état ci-annexè, pièce N° 2, elle est basée sur l'application des décisions ministérielles qui ont fixé le traitement, l'avancement et les indemnités de résidence des conducteurs et agents secondaires des Pnots et Chaussées Il importe de remarquer qu'elle concerne non seulement le service des routes départementales mais encore celui des chemins vicinaux de grande communication. En fait, le nombre des agents n'a pas augmenté depuis 23 ans malgré l'extension du réseau ; le développement donné aux travaux, la multiplicité et l'importance infiniment plus grande des affaires·

2° Frais de découchers et de déplacements (comme en 1884)....	5,100	»
3° Frais d'impression (comme en 1884).....	2,570	»
4° Traitement des Ingénieurs (comme en 1884)	8.000	»
5° Gratification de fin d'année pour les conducteurs et agents secondaires (comme en 1884).....	3,500	»

Cette dépense a exclusivement pour but de récompenser, chez les conducteurs et agents les plus méritants, le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés dans des services difficiles, pénibles et onéreux.

Somme à valoir ponr réserve nécessitée par les avancements qui pourront être accordcs en 1885	1,000	»
Total des frais généruax.....	91,895 fr.	»

La somme de 91,895 francs, est sensiblement la même que celle des crédits alloués en 1883, augmentée des suppléments nécessaires par suite de l'augmentation de traitement de 200 francs alloués aux conducteurs des Ponts-et-Chaussées, à partir du 1er janvier 1884.

La moyenne des dépenses faites pendant les dix dernières années pour l'entretieu de les grosses réparations des routes departementales du Nord, s'élève à..... 571,473 fr comme l'indique la récapitulation suivante :

Dépense faites en	1875.....	691,114 fr.	28
Id.	1876.....	584.400	»
Id.	1877.....	599,491	44
Id.	1878.....	592,875	57
Id.	1879.....	557,485	73
Id.	1880.	633,349	14
Id.	1881.....	533,618	13
Id.	1882.....	506,200	»
Id.	1883.....	506,800	»
Id.	1884.....	509,400	»
	Total.....	5,714,734	29

Les prévisions des dépenses pour 1885, montent à 485,400 fr., soit une différence de 86,073 fr., ou une réduction de 13 pour cent sar la dépense moyenne des dix dernières années.

IV. — Objets divers.

Classements. Ancune route départementale n'est en construction, toutes les routes classées sont à l'état d'entretien.

Comptabilité. Le service de la comptabilité continue à s'opérer scrupuleusement dans tous ses détails suivant les règles prescrites par l'Administration superieure. Il ne soulève jamais de difficultés de la part des Administrations appelées à y participer et à le contrôler.

Le mode de paiement par voie de régie est supprimé dans tout le service. Tout fait de dépense est l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant-droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques. Cet excellent système fonctionne sans aucune espèce de difficultés.

Personnel des cantonniers

Le service des cantonniers est l'objet d'une attention particulière de la part des Ingénieurs et des agents sous leurs ordres. Aucune mesure n'est négligée pour assurer leur exactitude, stimuler leur zèle et imprimer à leurs travaux une bonne direction. Les bons ouvriers paveurs se recrutent très difficilement. Des propositions ont été soumises à l'Admistration pour que les cantonniers des routes départementales soient autorisés à faire partie de la Société de secours mutuels des Cantonniers du département du Nord, à partir du 1er janvier 1884.

Plantations.

Aucun crédit n'a été alloué, en 1884, pour plantations nouvelles, aucun crédit n'est demandé pour 1885.

Fréqnentation.

D'après le recensement opéré en 1882, la fréquentaîion des 26 routes départementales du Nore se répartit comme suit :

Inférieures à 200	colliers : 7	routes développant	ensemble 142 k.	soit 29 %
de 200 à 400	9	id.	171	33
de 400 à 600	5	id.	85	17
de 600 à 800	3	id.	32	7
de 800 à 900	1	id.	42	9
Au-dessus de 900	1	id.	22	5

Plan d'alignement.

Il existe sur les routes départementales du Nord, 110 traverses proprement dites de villes et de villages, dont les plans d'alignement se trouvaient au 1er mai 1884, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	Traverses homologuées.	PROJETS ÉTUDIES et entre les mains de l'Administration.	PROJETS ÉTUDIES et entre les mains des Ingénieurs	Projets à l'étude.	Projets à étudier.	TOTAUX.
Dunkerque	8	»	»	»	»	8
Lille	31	3	»	2	»	36
Douai	17	»	»	»	»	17
Valenciennes	17	»	»	»	1	18
Cambrai	12	»	»	1	»	13
Avesnes	12	»	»	2	4	18
TOTAUX	97	3	»	5	5	110

Ce travail se poursuit conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 16 novembre 1869, avec antant d'activité que le permettent les exigences du service.

Police de la voirie.

La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses. L'intervention toujours conciliante des agents , a pour résultat de satisfaire les besoins et les exigences légitimes du public, sans porter atteinte au respect dû aux règlements.

Les agents des Ponts et Chaussées obtiennent généralement de MM. les Maires, un concours actif pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté et en rapport avec les travaux d'assainissement exécutés depuis plusieurs années.

Il serait désirable qu'ils puissent trouver partout cette utile intervention.

V. — Annexes.

Au présent rapport sont annexés :

1° Un état des sommes à allouer pour traitements et indemnité de résidence des conducteurs et agents secondaires à employer en 1885.

2° Un projet de construction de garde-corps au pont d'Hestrud. (Route départementale N° 5).

3° Un projet de rchargement de la route départementale N° 6, entre Sains et la borne kilométrique 27.5.

4° Un projet de reconstruction d'un aqueduc à Mons-en-Barœul. (Route départementale N° 14).

Lille, le 1er juillet 1885.

L'Ingénieur en Chef du département du Nord,

DONIOL.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION.

Situation du service au 1er Juillet 1881.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

1° Situation générale.

Les chemins vicinaux de grande communication du département du Nord sont au nombre de 78 et présentent un développement total de 910,827 mètres, dont la moitié environ, revêtue de chaussées pavées, prédomine dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que l'autre moitié, avec chaussées empierrées, est située principalement dans les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes.

Parmi les chaussées pavées, un certain nombre, de construction relativement récente, n'ont besoin que d'être élargies et consolidées pour l'établissement de zones latérales d'empierrement. Mais il existe encore quelques vieilles chaussées, et celles-ci, construites primitivement avec des matériaux informes, que l'usure a achevé de dénaturer, et dont les joints sont presque complètement dégarnis, demandent un remaniement complet.

Quant aux chaussées empierrées, elles ont été originairement établies avec des matériaux de qualité médiocre, sur des faibles épaisseurs, presque partout sans fondation, même sur les terrains les plus fluides et avec une largeur tout-à-fait insuffisante. Aussi,

réclament-elles des soins infinis de la part du service d'entretien, dans les régions plates et ombragées des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, dans les terrains glaiseux de l'arrondissement d'Avesnes, et dans l'arrondissement de Lille, Douai et Valenciennes où la circulation est très considérable et les chargements généralement très lourds.

La situation de ces lignes au 31 décembre 1883, était la suivante :

Longueur à l'état d'entretien		792,752m
id.	de viabilité	57,703m
id.	en construction	»
id.	en lacune (chaussées à construire)	60,372m
	Total	910,827m

II. — Entretien.

Exercice 1883. Le crédit total dépensé en 1883, pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication du Nord, a été de 762,722 fr. 06 c., somme qui se décompose comme suit :

Travaux de toute nature	Chaussées, ouvrages d'art, etc.	757.693 23
Frais généraux proprement dits	Indemnités de terrain, dommages et dépenses diverses	5.028 83
	Total pareil	762.722 06

Ce qui fait ressortir la dépense kilométrique moyenne pour travaux proprement dits, à 832 fr. pour une longueur de 910,827 mètres entretenue en 1883.

Circulation. La comparaison entre les deux recensements de 1876 et de 1882, s'établit comme il suit :

Nombre de colliers par jour, sur l'ensemble du réseau :

d'après le recensement en	
1876	**1882**
247	313

Le recensement de la circulation opéré en 1882-83 sur les chemins de grande communication a donc constaté une augmentation moyenne de 66 colliers, sur l'ensemble du réseau comparé au recensement de 1876.

Exercice 1884. Le budget d'entretien pour l'exercice 1884, s'élève au chiffre total de 754,340 fr., en outre, une réserve de 15,000 fr. est inscrite au budget pour besoins imprévus. La somme de 754,340 fr. sera régulièrement et utilement dépensée ; on y ajoutera sur la réserve des crédits qu'exigeront les besoins qui se révèleront avant la fin de l'exercice.

Le crédit de 754,340 fr. appliqué à une longueur de 910,827^{m} correspond à un prix moyen de 828 fr. par kilom.

Exercice 1885. Le crédit total demandé par l'Ingénieur en chef, pour l'entretien de l'exercice 1885, est de 751.540 fr. 00 c., non compris la réserve qui s'élève à 10.000 fr. Ce crédit est inférieur à celui qui a été accordé en 1884 ; il a été établi suivant les chiffres admis en principe par le Conseil général dans sa session d'avril 1884 pour la révision des crédits d'entretien.

Le crédit demandé pour 1885, fait ressortir le prix du mètre courant d'entretien comme il suit :

Maximum : 1 fr 82 pour le chemin n° 48, de Lomme à Loos, situé dans la banlieue de Lille et qui comprend plusieurs ouvrages d'art, et notamment un pont-tournant sur la Deûle dont l'entretien est à la charge du chemin.

Minimum : 0 fr. 43 pour le chemin n° 3, d'Hondschoote à Watten, latéral à un canal et d'un approvisionnement peu coûteux.

Moyenne : 0 fr. 82 pour les 78 chemins de grande communication du département. Quant aux propositions par chemin, elles se résument de la manière suivante :

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS. 1	LONGUEUR Totale. 2	Credits demandes pour 1885. 3	Ressources propres au chemin y compris les subventions industrielles et de l'Etat. 4	Difference à demander à la subvention departementale 5	Dépense d'entretien simple par metre courant en 1885. 6	Montant des subventions presumees pour 1885 et applicables aux travaux de l'exercice 1885. 7
	m.	fr.	fr	fr.	fr.	fr.
1 De Dunkerque a St-Omer.....	19578	10300 »	3500 »	6800 »	0 526	100
2 De Dunkerque a Bourbourg	12080	7500 »	2833 » (1)	4667 »	0 620	500
3 D'Hondschoote a Watten.	38072	16500 »	5700 »	10800 »	0 433	300 »
4 De Bergues a Furnes.....	12012	6050 »	2070 »	3980 »	0 514	80 »
5 De Bergues au pont St-Folquin.	13653	8500 »	2966 »	5534 »	0 622	200
6 De Lille a Lannoy.....	8040	7900 »	2853 »	5047 »	0 982	330 »
7 De Lomme a Fournes	9558	8400 »	3073 »	5327 »	0 878	410 »
8 De Douai à Seclin.....	29496	20800 »	7963 »	12837 »	0 705	1545 »
9 De Bondues à la frontière.....	11513	16800 »	5779 »	11021 »	1 459	268 »
10 De Douai a Bapaume....	6546	5950 »	2850 »	3100 »	0 908	1300 »
11 De Cassel a Gravelines.....	34402	22500 »	7600 »	14900 »	0 654	150
12 De Quesnoy a Linselles.....	6334	5000 »	2031 »	2969 »	0 789	547 »
13 De Valenciennes a Somain.....	19373	15900 »	6387 »	9513 »	0 820	1630 »
14 D'Armentières à Ypres.....	7143	9000 »	4936 95	4063 »	1 265	2901 95
15 D'Esnes à Busigny	16085	13000 »	4540 »	8460 »	0 808	310 »
16 De Solesmes à Caudry.	9734	8400 »	3693 »	4407 »	0 832	1190 »
17 D'Hondschoote a Zeggers-Cappel	23976	20200 »	6734 »	13466 »	0 855	»
18 De Bailleul a Ypres.....	4106	3500 »	1167 »	2333 »	0 852	»
19 De Sainghin a Pont a Marcq.....	9252	4950 »	1786 »	3164 »	0 535	205 »
20 De Solre-le-Château à Trélon, Rond-Buisson et Hirson.....	36404	38000 »	14899 »	23101 »	1 043	3318 »
21 De Saint-Amand à Hellesmes....	9455	8700 »	3126 »	5574 »	0 920	340 »
22 D Englos à Haubourdin.....	1890	2600 »	1097 »	1503 »	1 375	345 »
23 De Bailleul à Merville et a Estaires	21540	19000 »	6333 »	12667 »	0 882	»
24 D'Avesnes a Gussignies	22072	16000 »	5934 »	10066 »	0 724	901 »
25 D'Arleux a Orchies	20018	16500 »	7020 »	9480 »	0 824	2280 »
26 De Merville a Béthune.	1770	1500 »	500 »	1000 »	0 847	»
27 De Maubeuge à Solre-le-Château	13381	8300 »	3087 »	5513 »	0 642	330 »
28 De Maubeuge à Binche	8665	6200 »	2383 »	3817 »	0 715	474 »
29 De Berlaimont à la gare d'Aulnoy	1682	1350 »	544 »	806 »	0 802	140 »
30 De Carvin a Orchies	9101	6400 »	2253 »	4147 »	0 703	180 »
31 De Gognies-Chaussée à Aulnois	1476	650 »	217 »	433 »	0 440	»
32 D'Etricœungt à Landrecies	13515	7500 »	2550 »	4950 »	0 554	75 »
33 D'Hazebrouck a Merris.....	10656	7000 »	2333 »	4667 »	0 656	»
34 D'Auberchicourt a Abscon	5114	5100 »	2220 »	2880 »	0 997	780 »
35 De Douai a St-Amand..... ..	27492	16000 »	6740 »	9260 »	0 581	2110 »
36 De Tourcoing a Quesnoy-s-Deûle	20186	13800 »	6095 68	7704 32	0 683	2243 68
37 De Lannoy à Néchin.	580	500 »	167 »	333 »	0 862	»
38 De Bailleul a Estaires.....	17138	14000 »	4667 »	9333 »	0 816	»
39 De Seclin à La Bassée.....	11932	9900 »	3817 »	6083 »	0 827	775 »
40 De Neuf-Berquin a Haverskerque	10348	7000 »	2333 »	4667 »	0 676	»
41 D'Haubourdin à Carvin	10395	9900 »	3733 »	6167 »	0 952	650 »

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS. 1	LONGUEUR Totale. 2	Crédits demandés pour 1885 3	Ressources propres au chemin (y compris les subventions industrielles et de l'Etat). 4	Différence à demander à la subvention départementale 5	Dépense d'entretien simple par mètre courant en 1885. 6	Montant des subventions présumées pour 1883 et applicables aux travaux de l'entretien 1885. 7
	m	fr	fr	fr	fr	fr
42 De Solre-le-Château a Jeumont	16714	17500 »	7509 »	9991 »	1 047	2513 »
43 De Landrecies a Solesmes.	15566	11900 »	4557 »	7343 »	0 764	885 »
44 De Ghyvelde a Hondschoote....	7834	4400 »	1560 »	2840 »	0 561	150 »
45 De Denain a Saint-Waast	16812	15800 »	6897 »	8903 »	0 939	2445 »
46 De Millam a Lederzeele.....	17447	9600 »	3200 »	6400 »	0 555	»
47 D'Auberchicourt a Bugnicourt	11810	10000 »	4120 »	5880 »	0 846	1180 »
48 De Lomme à Loos	3831	7000 »	2333 »	4667 »	1 827	»
49 De Denain à Mastaing.	9030	7800 »	3793 »	4007 »	0 863	1790 »
50 De Fresnes à Jenlain	18710	19350 »	7987 »	11363 »	1 034	2305 »
51 De Seclin a Pont-a Marcq.....	5475	4500 »	1687 »	2813 »	0 821	280 »
52 Du Câteau a l'Arbre de-Guise...	6295	11100 »	4780 »	6320 »	1 763	1620 »
53 Dit de Courchelettes.....	4118	3000 »	1263 »	1737 »	0 728	395 »
54 D Etrœungt au Nouvion	4876	4000 »	1513 »	2487 »	0 820	269 »
55 De Bailleul a l'Abeele.....	12356	11000 »	3667 »	7333 »	0 890	»
56 De Béthune a Estaires..	1105	1200 »	400 »	800 »	1 085	»
57 De Caestre a Vieux-Berquin..	7816	7800 »	2600 »	5200 »	0 997	»
58 D'Armentières à la Bassée ...	16058	14000 »	5667 »	8333 »	0 871	1500 »
59 De Caudry à Aubencheul-au-Bois	16556	176 0 »	6500 »	11100 »	1 063	950 »
60 De Marquette a Neuville St-Rémy	15138	8900 »	3253 »	5647 »	0 587	430 »
61 De Cassel a Lederzeele	11095	6600 »	2200 »	4400 »	0 594	»
62 D'Estaires a Don	12499	13500 »	5053 »	8447 »	1 080	830 »
63 De Cambrai a Metz-en-Couture.	12834	12800 »	4670 »	8130 »	0 997	605 »
64 D'Arras a Saint Quentin	8209	7800 »	2720 »	5080 »	0 950	180 »
65 D'Etrœungt à Anor	12316	15600 »	6412 »	9188 »	1 266	1817 »
66 De Fourmies a la Gare.....	430	2000 »	667 »	1333 »	0 465	»
67 De Steenwoorde a l'Hazewinde	4395	2700 »	900 »	1800	0 614	»
68 De Lomme a Quesnoy-sur-Deûle.	7289	7800 »	3048 12	4751 88	1 070	672 12
69 D'Armentieres a Halluin	13040	13900 »	5957 81	7942 19	1 065	1956 81
70 De Verdeg es à la Pyramide de Denain	10213	9950 »	4680 »	5270 »	0 974	2045 »
71 De Maubeuge à Erquelines . .	10207	10090 »	4238 »	5852 »	0 988	1312 »
72 De Prisches au Nouvion	10144	13000 »	4788 »	8212 »	1 330	692 »
73 De Trélon a la Capelle	5821	2800 »	984 »	1816 »	0 481	75 »
74 De Solre-le Château a Sivry	4192	2200 »	755 »	1445 »	0 524	32 »
76 De Saint- Waast a la Guizette. ..	7375	8000 »	2777 »	5223 »	1 084	165 »
77 D'Oisy a Metz-en-Couture.... .	2380	2900 »	1050 »	1850 »	1 218	125 »
78 Chemin de ceinture de Valenc .	3842	5600 »	2091 »	3509 »	1 457	337 »
79 Chemin de ceinture de Bergues	1236	800 »	267 »	533 »	0 647	»
TOTAUX.....	910827 »	751540 »	287054 56	464485 44	»	54807 56
MOYENNES.....	»	»	»	»	0 822	»
L'Ingénieur en chef demande, comme les années précédentes, l'inscription au budget d'un crédit de... a titre de réserve pour travaux imprévus.....	10000 »					
	»	10000 »	»	10000 »	»	»

(1) Y compris 1,210 fr. subvention de l'Etat. { Chemin N° 2, 680 — N° 5, 520 } 1200 fr. 00

Le montant total des crédits demandés paur l'entretien s'élève à 761,540 francs ; si on retranche de cette somme le montant des subventions industrielles, et celui de la réserve pour travaux imprévus, il reste à répartir entre le département et les communes une somme de 696,732 fr. 44 c. dont les 2/3 représentent, à trois francs près, le total de 464,485 fr. 44 c. demandés sur les fonds départementaux, attendu que le département du Nord ne demande aux communes que le tiers des frais d'entretien des chemins de grande communication. Il a été ajouté à la colonne 5 la subvention de l'État accordée pour les chemins 2 et 5 ; cette subvention est répartie comme suit :

Chemin 2.....	680 00
id. 5.....	520 00
Total.....	1,200 00

Des instructions ont été données pour réduire la main-d'œuvre au strict nécessaire, étendre l'usage des porphyres et des grés durs pour la couche supérieure des chaussées d'empierrement les plus fréquentées, et consacrer la plus forte partie des crédits disponibles à l'achat et à l'emploi des matériaux. Le maintien des crédits demandés pour l'entretien est indispensable pour mettre le service en mesure d'assurer uno circulation facile, de réparer les dégradations occasionnées par les dégels et par les pluies persistantes du dernier hiver et de compenser, autant que possible, l'usure annuelle occasionné par la circulation et les intempéries, afin de ne pas laisser s'amoindrir le capital des chaussées.

Quand on maintient l'épaisseur et l'uni de la chaussée au moyen de réparations faites annuellement, on satisfait mieux aux besoins de la circulation publique et on dépense moins que lorsque l'insuffisance des crédits d'entretien oblige à laisser les dégradations s'aggraver au point de nécessiter la réfection complète d'un empierrement ou d'un pavage, il est logique d'imputer sur l'entretien les dépenses qu'impose la conservation des chaussées ; ce système est conforme à l'intérêt financier du département qui prend à sa charge les deux tiers des dépenses d'entretien. Les propositions présentées par les Ingénieurs, constituent l'application des principes établis par M. le Rapporteur du 5e bureau du Conseil général, dans la séance du 27 août 1878.

Il est très important de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les chemins dont la circulation est très importante et qui ont à souffrir d'un excès d'humidité, et si on n'a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement n'ayant pas été autorisés par une décision spéciale. En vue de faciliter ce contrôle, il a été opéré un dépouillement général de la comptabilité de 1883 ; les résultats de ce travail sont consignés dans les deux tableaux ci-joints, dont le premier s'applique aux empierrements et le second aux pavages

Ils ont été dressés conformément aux instructions de la dépêche préfectorale en date du 20 avril 1879, et indiquant en détail la décomposition des dépenses de l'année précédente, et le calcul de l'entretien normal, c'est-à-dire du crédit jugé actuellement nécessaire pour assurer la conservation des chaussées.

La répartition des crédits d'entretien exige une étude approfondie de la question sur les lieux, ainsi, par exemple, le cube des matériaux d'empierrement nécessaire pour assurer la conservation d'une chaussée ne dépend pas seulement de la longueur du chemin et du nombre de colliers qui y passent, il est subordonné à diverses circonstances très variables, telles que la qualité du sous sol, l'exposition des chemins, la nature de la circulation, la saison pendant laquelle s'opèrent les charrois et le plus ou moins de solidité de la chaussée.

Il faut surtout que l'entretien soit dirigé par un personnel actif, intelligent et dévoué, il ne suffit pas d'avoir de bons matériaux, il faut en surveiller l'emploi : on imposerait au département et aux communes des dépenses inutiles, si on laissait les matériaux porphyriques se noyer dans la boue et s'engager en pure perte dans le sous-sol.

III. — Travaux neufs.

Le Conseil général a admis en principe dans la session d'avril 1884, le programme des travaux neufs et de grosses réparations à faire en 1885 sur les chemins vicinaux de grande communication, ainsi que l'ordre de priorité de ces travaux, dont la dépense est imputable sur l'emprunt pouvant être contracté à la caisse des chemins vicinaux ; le montant de cet emprunt est fixé à 1,200,000 fr. par la loi du 17 juillet 1882 pour les chemins de grande communication et l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun.

Le tableau suivant indique les travaux neufs des chemins vicinaux de grande communication qui pourront être crédités, l'année prochaine, au moyen d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux ; ce tableau comprend toutes les entreprises inscrites au programme approuvé en principe pour 1885, par le Conseil général du Nord, dans sa dernière session, sauf le projet d'adoucissement du chemin 30 (rampe de Deux Villes) pour lequel deux Conseils municipaux ont refusé leur adhésion.

Travaux neufs dont la dépense est imputable sur l'emprunt de 1,200,000 fr., autorisé par la loi du 17 juillet 1882.

Nos des CHEMINS.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX	COMMUNES TRAVERSÉES.	REPARTITION PROPOSEE POUR LES DEPENSES. Emprunts	Contingents communaux	Subvention de l'Etat	Total de la dépense proposée pour 1885
8	Pavage à Phalempin.....	Phalempin.....	10500 »	1334 »	1666 »	13000 »
17	Rechargement entre Wormhoudt et Esquelbecq.....	Wormhoudt ..... Esquelbecq	10200 »	1267 »	1133 »	12600 »
21	Pont de Millonfosse sur affluent du Decours	Millonfosse	7400 »	878 »	822 »	9100 »
31	Pont du Moulin.....	Gognies Chaussée	16000 »	1800 »	»	17800 »
35	Pont de l'Elpret sur le Decours....	Marchiennes..	5700 »	667 »	633 »	7000 »
35	Pont de l'Elpret courant de Coutiches	Marchiennes.....	5700 »	667 »	633 »	7000 »
45	Reconstruction du pont de l Enclos.	Denain.....	5200 »	623 »	577 »	6400 »
58	Rechargement entre la Boutillerie et Fromelles.....	Fromelles.....	10400 »	1314 »	1156 »	12900 »
59	Construction de zones.....	Ligny, Caullery, Selvigny.....	8100 »	1000 »	900 »	10000 »
60	Construction de zones.....	Bantigny, Blécourt	4000 «	556 »	444 »	5000 »
69	Rechargement entre Wervicq et Halluin	Wervicq, Bousbecques, Halluin.	10500 »	1334 »	1166 »	13000 »
71	Pavage a Jeumont.....	Jeumont.....	4000 «	556 »	444 »	5000 »
72	Rechargement entre l'origine et le kilometre 6.....	Landrecies	8100 «	1000 »	900 »	10000 »
		TOTAUX	105800 »	13026 »	9974 »	128800 »

En résumé, l'Ingénieur en chef a l'honneur de proposer :

1° De fixer à 128,800 fr. la dépense à faire en 1885 pour les travaux dont il s'agit ;

2° D'imputer cette dépense jusqu'à concurrence de 105,800 fr. sur les fonds d'emprun autorisé par la loi du 17 juillet 1882 ;

3° De fixer à 13,026 francs la part contributive des communes, pouvant être libérée en nature ;

4° De demander à l'État, une subvention de 9,974 fr. en exécution de la loi du 12 mars 1880 et d'inscrire cette somme en recette et en dépense au budget de 1885 pour l'exécution des travaux repris dans le tableau ci-dessus.

IV. — Service de l'amortissement des emprunts contractés à la Caisse des chemins vicinaux.

(*Loi du 17 Juillet* 1882.)

Les emprunts réalisés ou à réaliser au 31 décembre 1884 pour les besoins des chemins vicinaux de grande communication, s'élèvent à la somme de		115.480 fr. 00
Qui exigeront en 1885 une annuité de ....,		4.619 fr. 20
Dont :		
4/5 à la charge du département.....	3.695 fr. 36	
et 1/5 à la charge des communes..	923 84	
Total pareil..	4.619 fr. 20	

En conséquence, l'Ingénieur en chef demande pour ce service l'inscription, au budget de 1885, d'un crédit de pareille somme, ainsi réparti :

Centimes extraordinaires, sous-chapitre 17.	3.695 fr. 36
Produits éventuels extraordinaires.....	923 84
Total égal	4.619 fr. 20

La somme de 923 francs 84 devra être inscrite en recette au budget extraordinaire . compte des produits éventuels.

V. — Résumé des propositions budgétaires.

Les crédits demandés pour l'entretien, en 1885, des chemins de grande communication ont été indiqués au § II du présent rapport ; le montant total de ces crédits s'élève, y compris une réserve de 10,000 fr. pour dépenses imprévues, à..	761.540 fr. 00
Les crédits demandés pour les travaux neufs à entreprendre en 1885 et dont la dépense est imputable sur les fonds de l'emprunt de 1,200,000 fr., autorisé par la loi du 17 juillet 1882, ont été énumérés, par entreprise, dans le tableau ci-dessus, et montent au total de.....	128.800 00
Total pour l'entretien et les travaux neufs des chemins de grande communication	890.340 fr. 00

Le crédit demandé pour les frais généraux, en 1885, correspond aux dépenses suivantes ;

Indemnités aux Ingénieurs, comme en 1884.....	16.000	»
Frais de déplacements des Agents, comme en 1884....	7.200	»
Indemnités aux Agents, comme en 1884.....	5.500	»
Impressions, comme en 1884.	4.000	»
Total	32.700	»

Divers conducteurs des ponts et chaussées, dont le traitement est payé sur les crédits des routes départementales, surveillent non seulement ces routes, mais encore des chemins de grande communication ; il convient donc de considérer l'ensemble de ces deux réseaux, dont le développement total dépasse 1,426 kilom., pour se rendre compte de la totalité des sacrifices que le département du Nord s'impose en faveur du personnel des ponts et chaussés, le tableau ci-après indique toutes les dépenses du personnel, qui pourront être imputées sur le budget départemental en 1885, si les propositions de l'Ingénieur en chef sont adoptées.

NATURE DES DÉPENSES.	ROUTES départementales	CHEMINS de grande communication.	TOTAL pour les deux réseaux.
	fr.	fr.	fr
Indemnités des ingénieurs	8 000	16.000	24 000
Traitement des agents, y compris les indemnités de résidence	71 725	»	71.725
Frais de déplacements des agents	5 100	7 200	12 300
Indemnités aux agents	3.500	5.500	9 000
TOTAUX	88 325	28 700	117 025

VI. — Objets divers.

Classements.

Le Conseil général dans sa séance du 28 août 1883, a pris en considération une demande de classement, comme annexe du chemin de grande communication n° 47, du chemin d'accès à la station établie dans la commune de Monchecourt, sur la ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain. L'Ingénieur en chef du contrôle des travaux des nouvelles lignes du Nord

a émis un avis favorable à ce classement. auquel M le Ministre des Travaux publics a adhéré.

L'affaire est en ce moment soumise au Conseil d'arrondissement de Douai.

Comptabilité

Le service de la comptabilité continue à s'opérer scrupuleusement dans tous ses détails, d'après les règles, par le titre IV du règlement annexé à la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 6 décembre 1870. Il se fait de la manière la plus régulière et ne soulève jamais de difficulté de la part des Administrations appelées à y concourir et à le contrôler.

Le mode de paiement par voie de régie est supprimé dans tout le service. Tout fait de dépenses est l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant-droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques.

Subventions industrielles

On continue d'apporter, dans l'opération si délicate du règlement des subventions industrielles, la prudence et l'esprit d'équité nécessaires pour prévenir les conflits. Les subventions industrielles de 1883 ont été presque toutes réglées à l'amiable.

Plan d'alignement des traverses.

La réglementation des plans d'alignement des traverses est en bonne voie.

Il existe sur les chemins de grande communication du département, 236 traverses de villes et de villages, dont les plans se trouvaient, au 31 décembre 1883, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	Traverses homologuées	PROJETS ETUDIÉS et entre les mains de l'Administration.	PROJETS ETUDIÉS et entre les mains des Ingénieurs.	Projets a l'étude.	Projets. a étudier	TOTAUX
Dunkerque	26	1	»	6	3	36
Lille	41	3	»	15	14	73
Douai	27	»	»	3	2	32
Valenciennes	31	»	»	»	1	32
Cambrai	30	»	»	»	»	30
Avesnes	31	»	»	»	2	33
TOTAUX	186	4	»	24	22	236

Le travail d'achèvement des plans de traverses se poursuit, conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre de l'intérieur, en date du 12 mai 1869, avec autant d'activité que le permettent les exigences du service.

Voirie.

La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses ; l'intervention, toujours conciliante, des Agents, a pour résultat, de satisfaire aux besoins et aux exigences légitimes du public sans porter atteinte au respect qui est dû aux règlements.

Les Agents des ponts et chaussées obtiennent assez généralement de MM. les Maires, un concours suffisant pour entretenir les traverses dans un etat convenable de propreté. Il serait désirable qu'ils puissent trouver partout cette utile intervention.

VII. — Annexes.

Au présent rapport, sont annexés plusieurs projets, savoir :

1° Projet de remaniement de la chaussée pavée du chemin de grande communication n° 8 ;

2° Projet de reconstruction du pont de Millonfosse sur le chemin n° 21 ;

3° Projet de reconstruction du pont d'Elpret, sur le Décours, à Marchiennes (chemin n° 35),

4° Projet de reconstruction du pont d'Elpret, sur le courant de Coutiches, à Marchiennes (chemin n° 35) ;

5° Projet de rechargement du chemin de grande communication n° 58, entre la Boutillerie et Fromelles ;

6° Projet de construction de zônes empierrées sur le chemin n° 59 ;

7° Projet de construction de zônes empierrées sur le chemin n° 60 ;

8° Projet de rechargement du chemin n° 69, entre Wervicq et Halluin.

Lille, le 6 juillet 1884.

L'Ingénieur en Chef du département,

DONIOL.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMINS VICINAUX D'INTÉRÊT COMMUN.

RAPPORT DE L'AGENT-VOYER EN CHEF.

I. — Situation générale.

Les chemins classés dans la moyenne vicinalité avant la promulgation de la loi du 10 avril 1879, constituent l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun du département du Nord. Le Conseil général, en prononçant le classement du nouveau réseau de chemins d'intérêt commun, parmi lesquels figurent certaines voies dénommées stratégiques, a décidé que ce classement deviendrait effectif d'une manière successive en plusieurs annuités, à partir de 1880 inclusivement. Les chemins d'intérêt commun du département du Nord, peuvent donc être divisés en trois catégories distinctes, savoir : l'ancien réseau, le nouveau réseau et les chemins stratégiques, L'état d'avancement des travaux de ces chemins est donné dans le tableau suivant :

	ANCIEN réseau.	NOUVEAU réseau.	CHEMINS Stratégiques.	TOTAL.
	K M.	K. M	K M	K M
Longueur à l'état d'entretien..	629 848	396 982	79 770	1.106 600
— de viabilité.....	146 916	33.131	»	180.047
Longueur totale a entretenir	776.764	430.113	79.770	1.286 647
— en construction	»	7 138	12.018	19.156
— en lacune	146	415	6.130	6.691
Longueur totale du réseau, au 31 décembre 1883 .	776.910	437 666	97 918	1.312.494
La longueur de ce réseau, au 31 décembre 1882, était de	776 910	403 535	89.569	1 270 014
Augmentations.....	»	34 131	8.349	42.480

Les augmentations de longueur constatées pour le nouveau réseau, proviennent des travaux exécutés en 1883.

Les longueurs des chemins d'intérêt commun classés postérieurement au 10 avril 1879. et dont l'entretien est subventionné en 1884 par le département, sont les suivantes .

Nouveau réseau		517 k. 564 m.
Chemins stratégiques, y compris deux chemins provenant de l'ancien réseau		92 946
Total		610 k. 510 m.

Le tableau n° 36, donnant divers renseignements statistiques pour chacune des lignes d'intérêt commun. fournit, pour l'année 1883. les indications résumées ci-après :

Cantonniers.	Nombre		274
	Dépenses		219 492 fr.
Nombre des ouvrages d'art existants	Au-dessous de 5 m. d'ouverture		1,143
	De 5 à 15 mètres d'ouverture		63
	Au-dessus de 15 mètres d'ouverture		7
Prix de revient par mètre courant pour	Entretien		0.749
	Constructions ..	Travaux 30.01	30. 32
		Indemnités de terrains .. 0 31	

II. — Ressources de l'exercice 1883.

Les ressources applicables aux chemins d'intérêt commun, en 1883, d'après le tableau n° 33, dressé par ligne et annexé à ce rapport, sont résumées comme suit :

	ANCIEN réseau.	NOUVEAU réseau.	CHEMINS stratégiques	TOTAL.
Ressources communales	305.905 61	156.375 13	15.326 »	477 606 74
Subventions industrielles	17 753 76	3.590 47	»	21 344 23
Souscriptions particulières	3 690 54	8.059 25	»	11 749 79
Subventions de l'État	19 524 »	39.129 »	19.220 »	77.873 »
Id. du Département.	459.363 66	207.301 91	45 109 »	711 774 57
Emprunts à la caisse des chemins vicinaux . .	65.000 »	151.500 »	205.500 »	422 000 »
Ressources propres à l'exercice 1883	871 237 57	565.955 76	285 155 »	1.722.348 33
A la clôture de l'exercice 1882, il y avait un excédent des ressources sur les dépenses faites de	59 552 43	40 329 02	42.909 07	142 790 52
Et un déficit des ressources sur les dépenses faites de.....	2.866 21	41.428 69	»	44.294 90
Non-valeurs	160 90	1.470 »	»	1.630 90
De sorte que les ressources définitives de l'exercice 1883, se sont élevées à.	927 762 89	563 386 09	328 064 07	1.819.213 05

III. — Dépenses de l'exercice 1883.

Les dépenses faites sur les chemins d'intérêt commun, en 1883. sont détaillées au tableau n° 34 ci-annexé. Elles sont résumées ci-après :

	ANCIEN réseau	NOUVEAU réseau	CHEMINS stratégiques.	TOTAUX.
	FR	FR	FR	R
Entretien	568.391 54	314 724 58	80.215 10	963.331 22
Grosses réparations.	175.657 05	52.503 41	13.999 »	242.159 46
Construction	9.252 53	229.540 37	160 663 87	399.456 77
Indemnités de terrain, dommages et dépenses diverses	11.028 18	7.479 38	6 969 84	25.477 37
Remboursement d'emprunts. Intérêts.	»	63 261 75	»	63.261 75
Frais généraux.	151.181 02	»	»	151.181 02
Ensemble.	915 510 32	667 509 49	261.847 78	1.844.867 59
Les ressources applicables aux dépenses faites étant de	927.762 89	563.386 09	328 064 07	1.819.213 05
Il en résulte à la clôture de l'exercice 1883, un excédent de ressources sur les dépenses faites, de	22 762 96	66.853 81	74 054 78	163.671 55
Et un excédent des dépenses faites sur les ressources de	10.510 39	170.977 21	7.838 49	189.326 09

IV. — Entretien des chaussées.

Les matériaux d'entretien des chaussées empierrées varient suivant les localités. toutefois l'usage du porphyre tend à se généraliser de plus en plus pour les matériaux de la couche supérieure de la chaussée.

Les fournitures sont effectuées au moyen de baux passés pour plusieurs années, après adjudication publique, aussi bien pour les matériaux d'empierrement que pour ceux de pavage.

La main-d'œuvre se fait au moyen d'un personnel de cantonniers auquel on adjoint des auxiliaires en cas de besoin.

Les prix de l'entretien des chemins d'intérêt commun en 1883, ont varié entre 0 fr. 10 et 2 fr. 326 par mètre courant; le prix de revient minimum a été obtenu au chemin n° 99 bis. de Wandignies à Marchiennes (arrondissement de Douai), et le prix maximum au chemin n° 43 bis, d'accès à la gare de Bourbourg (arrondissement de Dunkerque).

Ainsi que nous l'avons fait ressortir au paragraphe premier, le prix moyen de l'entretien a été de 0 fr. 749 par mètre courant.

V. — Travaux en cours d'exécution.

Dans ses sessions d'août 1883 et d'avril 1884, le Conseil général a autorisé l'exécution en 1884 des travaux d'achèvement de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun pour une dépense de 224,372 francs devant nécessiter un emprunt à la caisse des chemins vicinaux s'élevant à 175,560 francs.

Le Conseil général a en outre décidé qu'en ce qui concerne le nouveau réseau d'intérêt commun les travaux à entreprendre en 1884 comprendraient l'achèvement des lacunes faisant partie du programme arrêté primitivement pour les trois premières annuités ainsi que les grosses réparations restant à exécuter pour les deux premières annuités; ces travaux sont en cours d'exécution, ainsi que ceux des chemins stratégiques dont la construction a été autorisée par le Conseil général et pour lesquels les formalités d'ouverture ont été remplies.

VI. — Budget rectificatif de 1884.

Un crédit de 12,000 francs est demandé sur le budget rectificatif de 1884 pour permettre l'achèvement du pavage du chemin d'intérêt commun n° 57, sur le territoire de Saint-André.

VII — Budget de 1885.

Les propositions buégétaires pour l'exercice 1885, présentées par l'Agent-Voyer en Chef soussigné, pour les dépenses des chemins d'intérêt commun et les frais généraux dépendant directement ou indirectement de son service, sont résumées, suivant la forme règlementaire, dans le projet de budget (mod. n° 12) joint à ce rapport.

1° Entretien.

Ancien et nouveau réseau. — La dépense d'entretien de ces chemins est évaluée à..... 1.007.649 fr.

dont à la charge du département	493.162
à la charge des communes.....	493.162
et sur le produit présumé des subventions industrielles.....	21.325
Total égal.....	1.007.649 fr.

Le montant total des dépenses d'entretien demandées en 1885, pour l'ancien et le nouveau réseau, s'élèverait ainsi à 1,007,649 francs ; les dépenses créditées en 1884, pour cette nature de travaux, montaient à 974,352 francs ; la différence provient de l'admission à l'entretien à partir de 1885, d'un certain nombre de chemins d'intérêt commun du nouveau réseau, conformément à la décision du Conseil général du 24 avril 1884.

	1re Catégorie.	2e Catégorie.
Chemins strategiques. — Les crédits d'entretien des chemins stratégiques sont évalués à	39.190 »	46.640 »
dont a la charge de l'Etat...	4.519 »	19.531 »
a la charge du Département.....	19.295 »	27 109 »
à la charge des Communes.....	15.376 »	»
Total egal	39.190 »	46.640 »

Il a été porté au budget de 1884, en outre des crédits prévus pour entretien, un crédit de réserve pour travaux imprévus de 15 000 francs. Il paraît nécessaire de prévoir un crédit de 10,000 francs au budget de 1885.

2° Travaux neufs.

Le Conseil général a admis en principe, dans sa session d'avril 1884, le programme des travaux neufs et de grosses réparations à faire en 1885 sur les chemins d'intérêt commun de l'ancien et du nouveau réseau, ainsi que l'ordre de priorité de ces travaux, dont la dépense est imputable sur l'emprunt à la caisse des chemins vicinaux autorisé par les lois du 30 juillet 1880 et du 17 juillet 1882. Des propositions seront faites au Conseil général pour l'exécution de ces travaux, dès que M. le Ministre de l'Intérieur aura fait connaître le crédit qui pourra être réalisé en 1885 à la caisse des chemins vicinaux par le département et les communes du Nord, ainsi que le montant des nouveaux emprunts que les communes seront autorisées à contracter pour l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires.

3° Amortissement d'emprunts vicinaux.

Les emprunts réalisés à la caisse des chemins vicinaux au 31 décembre 1884 pour le service des chemins d'intérêt commun de l'ancien et du nouveau réseau, en vertu des lois du 30 juillet 1880 et 17 juillet 1882. s'élèveront à .... 1 798 943 fr. 54

L'amortissement en 1885 de ces emprunts, à raison de 4 % donnera lieu à une annuité de.....	71 957	74
Dont 1/5 à la charge des communes	14 391	55
Et 4/5 à la charge du département, ci	57.566	19
Ponr les chemins stratégiques, les emprunts réalisés au 31 décembre 1884, s'élèveront à.....	864.716	46
Et donneront lieu en 1885, à une annuité de	34.588	66

La quote-part à la charge de l'Etat et du département dans l'amortissement de ces emprunts d'après les prévisions du projet de budget pour 1885 est, savoir :

Etat.....	13.120	»
Département.....	21.468	66
Total égal....	34.588	66

VIII. — Personnel, frais généraux et dépenses diverses.

Personnel et frais généraux.

Les propositions du soussigné, en ce qui concerne le personnel des Agents-Voyers en 1885, sont conformes à celles qui ont été adoptées par le Conseil général pour l'année 1884. Elles sont résumées dans le tableau ci-après :

OBJET DE LA DÉPENSE.	ALLOCATION SUR FONDS		TOTAL.
	Départementaux	Communaux.	
Traitement des Agents-Voyers.....	128.600 f.	62.300 f.	190.900 f.
Gratifications des Agents-Voyers	12.000	»	12.000
Traitement de trois commis attachés au bureau de la Préfecture	5.200	»	5.200
Frais d'imprimés et dépenses diverses	7.400	»	7.400
TOTAUX.....	153.200 f.	62.300 f.	215.500 f.

Rouleaux compresseurs.

Dans sa séance du 28 août 1883, le Conseil général a renvoyé à l'examen du service vicinal un vœu tendant à l'acquisition, aux frais du département, de rouleaux compresseurs pour le cylindrage des chaussées empierrées.

Depuis quelques années, le service vicinal du Nord fait emploi de rouleaux compresseurs et l'expérience qu'il en a faite a produit de bons résultats. Il n'existe actuellement que 5 rouleaux pour le département ; ce nombre devrait être augmenté, afin d'éviter des transports fort onéreux et devant lesquels les communes ont déjà reculé.

L'Agent-Voyer en chef soussigné est d'avis qu'il y aurait lieu d'acquérir en 1885 deux nouveaux rouleaux, et il propose d'inscrire à cet effet au budget départemental de 1885 un crédit de 5,000 francs.

Plans d'alignements.

La plupart des traverses des communes ne sont pas encore pourvues de plans d'alignement. En présence de la jurisprudence admise en matière d'alignement, ces plans dont la confection exigera plusieurs années sont cependant indispensables pour permettre à l'administration de régulariser les alignements ou de procurer aux chemins une largeur suffisante pour la circulation. Le soussigné est d'avis qu'il y aurait lieu d'allouer aux communes qui demanderaient l'établissement du plan d'alignement de leur traverse une subvention égale à la moitié de la dépense que ce travail occasionnerait, à la condition qu'elles voteront elles-mêmes le complément de la dépense. Il y aurait lieu, à cet effet, de proposer au Conseil général d'inscrire au budget dépertemental de 1885, un crédit de 2,500 francs, qui permettrait de donner un commencement d'exécution à la mesure dont il s'agit. Les plans d'alignement des traverses seraient établis par les agents-voyers, moyennant une rémunération qui pourrait être fixée à 250 francs par kilomètre. Le crédit demandé permettrait donc d'établir en 1885 une longueur de plans d'alignement de vingt kilomètres

IX. — Résumé des propositions budgétaires.

Le montant total des dépenses prévues, sur l'exercice 1885, pour les travaux des chemins d'intérêt commun s'élèverait, non compris les travaux neufs imputables sur les

fonds d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux, à 1,423,025 fr. 40. Ces dépenses sont récapitulées dans le tableau suivant :

INDICATION DES TRAVAUX	DÉPENSES A LA CHARGE de l'État	du département	des communes	des subventions industrielles.	DÉPENSE totale.
	fr	fr.	fr	fr	fr.
Entretien — Ancien et Nouveau réseau	»	493.162 »	493.162 »	21 325 »	1.007.649 »
Entretien — Stratégiq. 1re catégorie	4.519 »	19 295 »	15.376 »	»	39 190 »
Entretien — Stratégiq. 2e catégorie	19.531 »	27 109 »	»	»	46 640 »
Dépense totale d'entretien.	24.050 »	539.566 »	508.538 »	21 325 »	1.093 479 »
Crédit de réserve pour dépenses imprévues	»	10 000 »	»	»	10 000 »
Personnel, frais généraux et dépenses diverses	»	160.700 »	62.300 »	»	223.000 »
Amortissement d'emprunts.	13.120 »	79.034 85	14.391 55	»	106.546 40
Total	37.170 »	789.300 85	585.229.55	21.325 »	1.433.025 40

Lille, le 15 Juillet 1884.

L'Agent-Voyer en chef,
DONIOL.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMINS VICINAUX ORDINAIRES.

RAPPORT DE L'AGENT-VOYER EN CHEF.

I. — Situation générale.

Les chemins vicinaux ordinaires sont divisés en trois catégories distinctes : le réseau subventionné proprement dit, le réseau annexe et le réseau non subventionné.

Le réseau subventionné du département, constitué en vertu de la loi du 11 juillet 1868, a été porté, par diverses décisions ministérielles, dont la dernière est en date du 15 avril 1882, à 2,700 kilomètres. Le réseau annexe comprend les longueurs construites avant la promulgation de la loi du 11 juillet 1868, dans les communes ayant des chemins admis au réseau subventionné. Les autres chemins vicinaux ordinaires forment le réseau non subventionné.

Une certaine longueur de chemins vicinaux ordinaires a été admise chaque année, depuis 1880, dans le nouveau réseau d'intérêt commun, arrêté par le Conseil général et dont le classement ne doit devenir effectif, d'une manière successive, qu'en un certain nombre d'annuités.

En résumé, la situation des chemins vicinaux ordinaires accusée par les comptes-rendus de l'exercice 1883, est la suivante :

	RÉSEAU subventionné	RÉSEAU non subventionné	RÉSEAU annexe.	TOTAUX.
	M	M.	M	M.
Longueur à l'état d'entretien ou de viabilité....	2 201.590	336.685	1.935.193	4.473.468
Longueur en construction	75 811	6 650	»	82.461
Longueur en lacune.....	145.747	1.233.423	»	1.379 170
Longueur totale au 31 décembre 1883	2 423.148	1.576.758	1.935 193	5 935.099
La longueur au 31 décembre 1882 était de	2.447.928	1.539.919	1.966 820	5.974.697
Différences en augmentation	»	16.809	»	»
Différences en diminution	24.780	»	31 627	39.598

La longueur totale du réseau subventionné, qui s'élève à 2,700 kilomètres, est entièrement répartie. Au 31 décembre 1883, une longueur de 276^{k},852^{m} avait été classée parmi les voies d'un ordre supérieur.

Au point de vue de la comptabilité, et conformément aux instructions ministérielles, le réseau annexe a toujours été réuni au réseau subventionné.

Le tableau N° 36, donnant divers renseignements statistiques par commune, pour 1882, fournit les indications ci-après :

Cantonniers.	Nombre		285
	Dépense		201.384 32
Nombre des ouvrages d'art existants.	Au-dessous de 5 m. d'ouverture.....		5.858 »
	De 5 à 15 m. d'ouverture.....		58 »
	Au-dessus de 15 m. d'ouverture.....		8 »
Prix de revient au mètre courant pour	Entretien en 1883.....		0.584 »
	Constructions. Travaux.....	17.02	17.37
	Constructions. Terrains	0.35	

II. — Ressources de l'exercice 1883.

Les ressources applicables aux chemins vicinaux ordinaires en 1883, d'après le tableau N° 33, dressé par commune et annexé à ce rapport, sont résumées comme suit :

	RÉSEAU subventionné et annexe	RÉSEAU non subventionné	TOTAL.
Ressources communales..	3.366.219 10	213 006 63	3.579.226 03
Subventions industrielles	9 845 »	» »	9.845 »
Souscriptions particulieres	28 839 97	3.971 80	32 811 77
Subventions de l'État	105 891 »	» »	105 891 »
— du département	1.030 989 60	8.640 60	1.039 630 20
Totaux.....	4 541 784 97	225 619 03	4.767.404 »
A déduire les dégrèvements, non-valeurs, etc.....	32.735 57	960 91	33 696 48
Ressources propres à l'exercice 1883	4 509 049.40	224.658 12	4.733 707 52
Excedent des ressources sur les dépenses faites à la clôture de l'exercice 1882.....	2 831 811 76	712 112 76	3.543.924 52
Ressources définitives applicables aux dépenses faites	7.340.831 16	936 770 88	8.277 632 04

III. — Dépenses de l'exercice 1883.

Les dépenses faites sur les chemins vicinaux ordinaires, en 1883, sont détaillées au tableau N° 34, ci-annexé. Elles sont résumées ci-après :

	RÉSEAU subventionné et annexe.	RÉSEAU non subventionné.	TOTAL.
Entretien.....	2.453 916 46	161.535 01	2.615.451 47
Grosses réparations.....	62 050 21	2 145 46	64.195 67
Constructions	1.818 644 53	38.346 54	1.856.992 07
Indemnités de terrains.....	40.314 06	»	40 314 06
Dommages et dépenses diverses.....	10.065 79	832 81	10.898 60
Frais généraux.....	64.362 56	3.882 21	68 244 77
Remboursements d'emprunts, intérêts..... .	1.053.059 63	1.577 90	1.054.617 53
Montant des dépenses faites	5.532.414 24	208.299 93	5.740.714 17
Les ressources applicables aux dépenses faites s'étant élevées a	7.340.861 16	936 770 88	8.277.632 04
Il en est résulté à la clôture de l'exercice 1883 un excédent de ressources sur les dépenses faites de	1.808.446 92	728 470 95	2.536 917 87

IV. — Tarif de rachat de journées de prestation.

Le service vicinal ne propose aucune modification pour les prix du rachat des journées de prestation, qui sont fixés, depuis plusieurs années, dans le département du Nord, ainsi qu'il suit :

INDICATION DES ESPÈCES DE JOURNÉES.	PRIX DE CHAQUE JOURNÉE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE						
	Avesnes	Cambrai	Douai	Dunkerque.	Hazebrouck	Lille.	Valenciennes
Homme	1 75	1 50	1 50	1 75	1 75	1 75	1 75
Cheval	3 50	3 50	3 50	4 »	4 »	4 50	3 50
Bœuf	3 »	2 50	2 50	3 50	3 50	3 50	3 »
Vache de trait	2 50	2 »	2 »	2 50	2 50	3 »	2 50
Mulet	1 50	1 50	1 50	1 75	1 75	1 70	1 50
Ane	1 50	1 50	1 50	1 50	1 50	1 70	1 50
Voiture a 4 roues	2 50	2 50	2 50	2 50	2 50	3 50	2 50
Voiture à 2 ou 3 roues	1 75	2 »	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75
Tombereau	1 75	1 75	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75

V. — Budget rectificatif de 1884.

Il n'y a rien à prévoir au budget rectificatif de 1884, pour le service des chemins vicinaux ordinaires.

VI. — Budget départemental de 1884.

Les crédits dont on propose l'inscription sur le budget départemental de 1885, pour le service des chemins vicinaux ordinaires, s'appliquent aux objets ci-après :

1° Subventions aux communes pour entretien ;

2° Subventions aux communes pour amortissement des emprunts contractés à la Caisse des chemins vicinaux ;

3° Secours exceptionnels aux communes nécessiteuses qui, avec leurs propres ressources, sont dans l'impuissance de pourvoir, soit à des travaux indispensables et urgents sur leurs voies vicinales ordinaires, soit à l'acquittement de leurs contingents dans les dépenses des chemins d'intérêt commun.

1° Subventions pour entretien.

L'Agent-Voyer en chef soussigné prépare, en ce moment, les éléments de répartition, pour 1885, des subventions que le département accorde aux communes, depuis 1878, en vue d'assurer l'entretien des chemins vicinaux ordinaires. La faculté accordée aux communes, par la loi du 11 juillet 1868, de substituer une 4me journée de prestation aux trois centimes spéciaux extraordinaires autorisés par la loi du 24 juillet 1867, ayant expiré au 31 décembre 1882, les communes devront, pour participer aux subventions départementales de 1885, voter, outre les trois journées de prestation et les cinq centimes spéciaux ordinaires, les trois centimes extraordinaires. Les délibérations des Conseils municipaux relatives au vote des ressources vicinales pour 1885, ne sont pas toutes parvenues, et le soussigné ne peut s'assurer que toutes les communes remplissent les conditions exigées ; il propose de fixer les subventions à allouer aux communes, pour entretien des chemins vicinaux ordinaires en 1885, conformément aux indications des tableaux Nos 3, mais sous la réserve que les communes, dont les votes ne seraient pas connus et qui ne se seraient pas mises en mesure de profiter des subventions, devraient se conformer aux conditions prescrites, préalablement au versement de ces subventions, et qu'elles en seraient privées au cas où elles n'auraient pas régularisé leur situation en temps utile en votant les ressources ci-dessus indiquées, conformément aux prescriptions du Conseil général.

La répartition entre les communes sera faite suivant les règles admises pour les années précédentes, en prenant pour base quatre éléments distincts :

1° La pauvreté des communes ;

2° Les avantages retirés des voies d'un ordre supérieur ;

3° Les sacrifices faits par les communes ;

4° La circulation.

2° Subventions pour amortissement à la Caisse des chemins vicinaux.

Les emprunts à la Caisse des chemins vicinaux réalisés au 31 décembre 1884, pour l'achèvement du réseau subventionné des chemins vicicinaux ordinaires, s'élèveront à ..... 27.554.200 fr.

L'amortissement de ces emprunts en 1885, à raison de 4 %, donnera une annuité de..... 1.102.168 fr.

Une partie de ces emprunts, dite emprunts primitifs, est remboursable par le département pour 4/5 et par les communes pour 1/5 ; une autre partie, dite emprunts supplémentaires, a été prise en charge par le département.

Les emprunts primitifs réalisés au 31 décembre 1884, s'élèveront à 25,346,800 francs et donneront lieu à un amortissement à la charge du département des

4/5 de $\frac{25\ 346\ 800 \text{ fr.} \times 4}{100}$, ci.. .. .. 811.097 60

Les emprunts supplémentaires réalisés à la même date, s'élèveront à. ..... 2 207.400 fr.

et donneront lieu à un amortissement à la charge du département,

de $\frac{2\ 207.400 \times 4}{100}$, ci ..... 88.296 »

Montant du crédit à inscrire au budget départemental..... 899.393 60

3° Secours aux communes nécessiteuses.

Le crédit inscrit à cet effet au budget de 1884 est de 10,000 fr. Le soussigné est d'avis qu'il y a lieu de maintenir un credit d'égale somme au budget de 1885.

En résumé, les dépenses à la charge du département, en 1885, en faveur des chemins vicinaux ordinaires, seraient les suivantes :

Subvention pour entretien des chemins vicinaux ordinaires.....	231.000 »
Subvention pour amortissement des emprunts à la Caisse des chemins vicinaux.....	899 393 60
Secours aux communes nécessiteuses.....	10.000 »
Ensemble.....	1 140 393 60

VII — Compte rendu de l'emploi des crédits alloués au département du Nord sur les dotations de la Caisse des chemins vicinaux instituées par les lois des 11 Juillet 1868 et 10 avril 1879.

Les communes ont réalisé à la Caisse des chemins vicinaux au 31 décembre 1883, pour l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné, les emprunts ci-après :

Sur la dotation de 1868.....	23.906 000 »
Sur la dotation de 1879.....	2 046 000 »
Total.....	25.952.000 »
Les subventions de l'État accordées en vertu de la loi du 11 juillet 1868, se sont élevées, pour les 14 annuités de la période d'exécution du réseau subventionné, à.....	2 461.085 »
Les subventions départementales affectées aux dits travaux, sont de	5.260.735 81
De sorte que les ressources spéciales affectées à l'achèvement du réseau subventionné, indépendamment des ressources communales et particulières se sont élevées, au 31 décembre 1883. à.....	33.673.820 81

VIII.— Application de la loi du 12 mars 1880.

La loi du 12 mars 1880 a affecté une subvention de 80 millions sur les fonds de l'État, à l'achèvement des chemins vicinaux. Des propositions seront faites pour l'exercice 1885, à l'effet d'obtenir des subventions de l'État, proportionnées au montant des travaux neufs à exécuter sur les chemins vicinaux ordinaires. Ces propositions ont été établies dans la forme prescrite par les instructions ministérielles et sont ci-jointes.

IX. — Classification des chemins vicinaux ordinaires en trois catégories.

Conformément à la circulaire ministérielle du 31 mars 1883, le service vicinal a présenté des propositions pour la classification en trois catégories des chemins vicinaux ordinaires restant à construire Ces propositions ont été soumises aux Conseils municipaux et ont été admises en principe par le Conseil général, dans sa session d'août 1883 ; elles sont actuellement soumises à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur.

Lille, le 15 juillet 1884.

L'Agent-Voyer en Chef,

DONIOL.

CHAPITRE III.

RAPPORT

SUR LA

SITUATION DU SERVICE DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD,

pendant l'année scolaire 1883-1884.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter l'exposé de la situation de l'enseignement primaire, dans le département du Nord, pendant le cours de l'année 1883.

PREMIÈRE PARTIE.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES.

(L'Administration centrale, ayant publié un résumé général des états de situation de l'enseignement primaire pour l'année scolaire 1880-1881, nous avons cru ne pouvoir mieux faire que de suivre pas à pas, pour cette partie statistique, le cadre qu'elle s'est elle-même tracé.)

§ 1er

Superficie, population, etc. — Situation des communes.

Pour une superficie de 5,681 kilomètres carrés et une population de 1,603,259 habitants, le département du Nord compte sept arrondissements, soixante-un cantons et six cent soixante-cinq communes.

Toutes ces communes, sauf 15 (1) ont au moins une école publique.

Le nombre des communes de 500 habitants, non pourvues d'une école publique de filles est de 36 (2) ; 11 (3) d'entre elles parmi lesquelles 4 (4) n'ont 500 habitants que depuis le recensement de 1881 possèdent seulement une école mixte; 23 (5) ont une école libre de filles tenant lieu en fait d'école publique, et deux, celles de Sailly (Cambrai) et Hallennes-lez-Haubourdin, pourvues d'une ecole spéciale de garçons n'entretiennent pas d'école pour leurs petites filles qui sont admises aux écoles publiques des communes voisines.

---

(1) *Circonscription de Quesnoy :* Audigny (203 habitants), réunie à Mecquignies ; Potelle (213 habitants) réunie a Jolimetz.

Circonscription de Cambrai : Morenchies (108 habitants), réunie à Neuville-St-Rémy ; Déhéries (100 habitants), réunie à Malincourt : Forenville (97 habitants), réunie a Séranvillers.

Circonscription de Douai : Anhiers (418 habitants) ; Villers-Campeau (208 habitants).

3e *Circonscription de Lille :* Ligny (107 habitants), réunie a Beaucamps ; Erquinghem-le-Sec (264 habitants), réunie à Hallennes lez Haubourdin ; Warnêton-Sud (127 habitants) et Warnèton-Bas (233 habitants), réunies a Deûlémont.

Arrondissement de Valenciennes : Emerchicourt (336 habitants) ; Oisy (298 habitants), réunie à Hérin ; Rouvignies (308 habitants), réunie à Prouvy ; Wavrechain-sous-Denain (492 habitants).

(2) *Circonscription de Cambrai :* Abancourt, Haucourt, Hem-Lenglet, Neuville-St-Rémy, Paillencourt, Sailly.

Circonscription de Douai : Alnes, Auberchicourt, Bouvignies, Ecaillon, Fressain, Hornaing, Lécluse.

Circonscription de Dunkerque : Bierne, Bray-Dunes, Coudekerque-Village, Craywick, Crochte, Eringhem, Holque.

Circonscription de Le Quesnoy : Bellignies, Frasnoy, Gussignies, Hecq, Maresches, Montay, St-Waast-Solesmes, Sommaing, Wargnies-le-Petit.

3e *Circonscription de Lille:* Hallennes-lez-Haubourdin, Lompret.

4e *Circonscription de Lille :* Tourmignies.

Circonscription de Valenciennes : Douchy, La Sentinelle, Odomez, Rumegies.

(3) *Circonscription de Cambrai :* Haucourt.

Circonscription de Dunkerque : Bierne, Coudekerque-Village, Craywick, Crochte, Eringhem, Holque.

Circonscription du Quesnoy : Gussignies, Montay.

Circonscription de Valenciennes : Odomez, Rumegies.

(4) *Circonscription de Dunkerque :* Bierne, Craywick.

Id. *de Quesnoy :* Gussignies.

Id. *de Valenciennes :* Odomez.

(5) *Circonscription de Cambrai :* Abancourt. Hem-Lenglet, Neuville-St-Rémy et Paillencourt.

Id. *de Douai :* Alnes, Auberchicourt, Bouvignies, Ecaillon, Fressain, Hornaing et Lécluse.

Circonscription de Dunkerque : Bray-Dunes.

Id. *de Le Quesnoy :* Bellignies, Frasnoy, Hecq, Maresches, St-Waast-Solesmes et Wargnies-le-Petit.

3e *Circonscription de Lille :* Lompret.

4e *Id.* *Id.* Tourmignies.

Circonscription de Valenciennes : La Sentinelle, Douchy et Rumegies.

D'autre part, 20 (1) écoles publiques, spéciales aux filles, existent dans des communes d'une population inférieure à 500 habitants.

Depuis le 1er octobre 1883, 3 (2) communes de 500 habitants ont dédoublé leur école mixte.

§ II.

Écoles.

A la fin de l'année scolaire 1881-1882, il y avait dans le département 1718 écoles de toute nature ; les états de situation pour 1882-1883 en donnent 1758 (3). Différence en faveur de 1882-1883 : 40 écoles.

---

(1) *Circonscription d'Avesnes :* Boulogne, Cerfontaine, Elesmes, Haut-Lieu et Maurieux.
Id. *de Cambrai :* Eswars, Sancourt et Séranvillers.
Id. *de Douai :* Brunémont.
Id. *de Dunkerque :* Uxem.
Id. *de Le Quesnoy :* Ruesnes et Croix.
3e Circonscription de Lille : Englos.
4e Circonscription de Lille : Carnin, Chemy, Cobrieux, Herrin, La Neuville et Vendeville.
Circonscription de Valenciennes : Bellaing.

(2) *Circonscription d'Hazebrouck :* Berthen.
Id. *de Le Quesnoy :* Neuville et Villereau.

(3) Dans ce nombre se trouvent comprises 6 écoles primaires supérieures pour les garçons et 2 pour les filles, savoir :

1° Garçons :

1° Lille, rue du Lombard, sans internat.
2° Roubaix, Institut Turgot.
3° Douai.
4° Fourmies.
5° Haubourdin
6° Fournes.

} Écoles complètes avec internat et ateliers, recevant des boursiers de l'État.

2° Filles :

1° Lille, boulevard de la Liberté.
2° Roubaix, Institut Sévigné.

En outre des cours complémentaires d'un an existent :

1° Pour les Garçons :

A Dunkerque, rue de l'Abreuvoir.
A Douai, école annexe.
A Anzin.
A Bouchain.
A Lomme.
A Valenciennes, rue des Chartreux.
A Somain.
A Tourcoing, rue de Gand.
A Orchies.
A Cambrai, rue du Temple.
A La Madeleine.
A Bondues.
A Bavai.
A Solesmes.

2° Pour les Filles :

A Dunkerque, rue Faulconnier.
A Cambrai, rue St-Julien.
A Anzin.

Cette augmentation se décompose comme suit :
Écoles publiques : 22 en plus :
Écoles libres : 18 en plus.

Le nombre des écoles publiques laïques s'est accru de 29 (de 1,086 à 1,115) ; cette augmentation s'est faite en partie au détriment des congréganistes, qui ont perdu 7 établissements (de 299 à 292).

Le nombre des écoles libres congréganistes est de 269, soit une augmentation de 19 écoles sur l'année précédente ; celui des écoles libres laïques est tombé de 83 à 82.

Une 3e catégorie d'écoles (écoles libres tenant lieu, en fait, d'écoles publiques) reste stationnaire : elle comprend 23 écoles (22 congréganistes, 1 laïque).

§ III.

Maîtres et classes.

MAITRES. — Le mouvement général du personnel se résume par une augmentation totale de 249 instituteurs et institutrices libres savoir :

1° ENSEIGNEMENT PUBLIC.

Laïques.

Instituteurs :	6 titulaires et 86 adjoints *en plus*	= 92	172
Institutrices :	24 id. 56 adjointes *en plus*	= 80	

Congréganistes.

Instituteurs :	1 titulaire *en moins* et 7 adjoints *en plus, soit en plus*	= 6	52
Institutrices :	6 id. *en moins* et 52 adjointes *en moins, soit en moins*	= 58	
	Soit, en définitive, une augmentation de.		120 m.

2° ENSEIGMEMENT LIBRE.

Laïques.

Instituteurs :	4 titulaires *en plus* et 7 adjoints *en plus, soit en plus.*	= 11	2
Insttutrices :	5 id. *en moins* et 8 adjointes *en moins, soit en moins*	= 13	

Congréganistes.

Instituteurs :	7 titulaires et 45 adjoints *en plus*.....	= 52	131
Institutrices :	12 id. et 67 adjointes *en plus*	= 79	
	Soit, en définitive, une augmentation de.....		129 m.

CLASSES. — Le nombre des classes est de 4,376, soit une classe pour 366 habitants. Il s'est accru en 1882-1883 de 209 : 90 dans les écoles publiques et 119 dans les écoles libres. Il est à remarquer que l'accroissemnnt du nombre de classes publiques (2,81 %) est supérieur à celui des écoles qui est de 1,56 %. On voit là un acheminement vers la réduction si considérable de l'effectif scolaire qui excède encore si souvent les forces du maître.

§ IV.

Élèves des écoles.

Total général : 255,106.

De 1881-1882 sur 1880-1881, l'augmentation du nombre des élèves avait été de 13,180, de 1882-1883 sur 1881-1882 elle est de 7,167, soit un accroissement de 2,80 p. %.

§ V.

Enfants d'âge scolaire.

D'après le recensement de 1881, le nombre d'enfants d'âge scolaire (6 à 13 ans) est de 241,101. Le nombre des enfants du même âge inscrits dans une école primaire quelconque en 1882-1883 est de 220,058 auxquels il faut ajouter les enfants de 6 ans et au-dessus inscrits dans les écoles maternelles, soit 11,575. La différence entre les enfants recensés et ceux inscrits dans un établissement quelconque d'enseignement primaire est donc de 9,467.

Toutefois, il y a lieu de retrancher de ce nombre :

1° Les enfants reçus dans les établissements publics d'enseignement secondaire ;

2° Les élèves des établissements secondaires libres :

3° Les enfants recevant l'instruction dans leurs familles,

§ VI.

Écoles de hameau.

Un décret du 10 octobre 1881, rendu sur la proposition de M. le Ministre de l'Instruction publique, dispose que : « Toute école établie dans une section de commune qui aura

reçu, pendant l'année, au moins 25 élèves de cinq à treize ans, sera considérée comme école ordinaire, et l'instituteur adjoint ou l'institutrice adjointe qui la dirige sera élevé au rang d'instituteur ou d'institutrice pour jouir des avantages attachés à ce titre. » Mais cette disposition ne concerne pas le département, où toutes les écoles ouvertes dans des sections de commune reçoivent plus de 25 élèves. Il n'y a, dans le Nord, aucune école de hameau proprement dite.

§ VII.

Élèves des écoles mixtes publiques.

7,806 élèves sont encore reçus dans des écoles mixtes publiques, soit 3,54 p. % de la population totale des écoles publiques.

Sur ces 7.806 élèves, 6,993 fréquentent des écoles dirigées par des instituteurs et 813 des écoles dirigées par des institutrices (sur ce nombre 589 appartiennent à des congréganistes).

On peut encore décomposer les 7,806 élèves des écoles mixtes publiques en 4,087 garçons et 3,719 filles. Et si l'on veut rechercher quel est dans cette population scolaire des écoles mixtes, le nombre d'élèves afférent à chaque catégorie de maîtres, on est amené à reconnaître que l'instruction de 3.231 filles est confiée à des instituteurs, et que celle de 325 garçons est confiée à des institutrices.

§ VIII.

Écoles maternelles (Salles d'asile) et Personnel dirigeant.

ÉCOLES MATERNELLES. — Les écoles maternelles, tant publiques que libres, sont au nombre de 388, en augmentation de 26 sur l'année précédente. Cette augmentation se répartit comme suit : 2 aux écoles maternelles publiques (224 au lieu de 222 et de 24 aux écoles maternelles libres (164 au lieu de 140).

Le progrès des écoles maternelles publiques est sensible ; elles gagnent 11 établissements (102 au lieu de 91) Cette augmentation se produit en partie au détriment des congréganistes qui en perdent 9 (122 au lieu de 131).

Le progrès des écoles maternelles libres s'est fait surtout en faveur des congréganistes qui gagnent 20 établissements (147 au lieu de 127) ; les laïques en gagnent 4 (17 au lieu de 13).

PERSONNEL DIRIGEANT. — Le total général des directrices et sous-directrices des écoles maternelles est de 682 (58 de plus que l'année précédente), dont 408 publiques et 274 libres.

Cette augmentation se répartit comme suit :

1° ÉCOLES MATERNELLES PUBLIQUES.

Laïques ...	Directrices : 11 *en plus*.....	(102 au lieu de 91).	39 *en plus*.
	Sous-directrices : 28 *en plus*.....	(105 au lieu de 77).	
Congréganistes.	Directrices : 9 *en moins*.....	(122 au lieu de 131).	**12** *en moins*.
	Sous-directrices : 3 *en moins*.....	(79 au lieu de 82).	

2° ÉCOLES MATERNELLES LIBRES.

Laïques ..	Directrices : 4 *en plus*	(17 au lieu de 13).	Soit 3 *en plus*.
	Sous-directrices : 1 *en moins*	(5 au lieu de 6).	
Congréganistes.	Directrices : 20 *en plus*.....	(147 au lieu de 127).	Soit 28 *en plus*.
	Sous-directrices : 8 *en plus*	(105 au lieu de 97)	

§ X.

Élèves des écoles maternelles.

Le nombre des enfants reçus dans les écoles maternelles est de 2,716 plus élevé que celui de l'année précédente (75,015 au lieu de 72,299), soit une augmentation de 3.62 p %.

Cette augmentation est supérieure de 1.35 p. % à celle que l'on constate dans les écoles primaires de toute nature. Mais il est à noter que le progrès des écoles maternelles publiques est sensiblement inférieur à celui des écoles maternelles libres. L'augmentation p. % du nombre des élèves reçus dans les premières est de 0.86 ; elle est de 10.24 pour les autres.

§ XI, XII, XIII.

Titres de capacité du personnel enseignant

Il y avait dans les écoles publiques en 1881-1882 :

Sur 1,509	instituteurs	laïques,	8 non brevetés	soit 0,53 p. %
187	id.	cong.,	89 non brevetés	soit 47.59 p. %
737	institutrices	laïques,	3 non brevetées.....	soit 0 40 p. %
739	id.	cong.,	451 non brevetées.....	soit 61.04 p. %

En 1882-1883, il y a :

Sur 1,601 instituteurs laïques, aucun non breveté.

193	id.	cong.,	86 non brevetés	soit	44.56 p. %
817	institutrices laïques,		3 non brevetées.....	soit	0.36 p. %
681	id.	cong.,	347 non brevetées.....	soit	50.95 p. %

Voici les chiffres correspondants pour les écoles libres en 1881-82 :

47	instituteurs laïques,	dont	5 non brevetés.....	soit	10.63 p. %
254	id.	cong., dont	100 non brevetés.....	soit	39.37 p. %
148	institutrices laïques,	dont	28 non brevetées	soit	19.17 p. %
771	id.	cong., dont	363 non brevetées	soit	47.08 p. %

En 1882-1883 :

58	instituteurs laïques,	dont	4 non brevetés	soit	6.89 p. %
306	id.	cong., dont	98 non brevetés	soit	32.03 p. %
133	institutrices laïques,	dont	14 non brevetées	soit	10.52 p. %
850	id.	cong., dont	294 non brevetées.....	soit	34-58 p. %

En somme, il y avait en 1881-1882, 44 non brevetés sur 2,439 maîtres et maîtresses laïques, soit 1.80 p. % et 1,003 non brevetés sur 1,951 maîtres et maîtresses congréganistes, soit 51.40 p. %. Il n'y a plus en 1882-1883 que 21 non brevetés sur 2,609 instituteurs et institutrices laïques (0.80 p. %) et 825 non brevetés sur 2,039 instituteurs et institutrices congréganistes (40.64 p. %). C'est donc une diminution totale de 1 p. % sur les laïques et 3,79 % sur les congréganistes non brevetés des deux sexes, qui peut être portée à l'actif de la loi du 16 juin 1881 sur les titres de capacité.

§ XIV.

Titres de capacité des adjoints et adjointes de hameau.

Il n'y a, dans le Nord, aucune école de hameau. Voir ci-dessus § 7.

§ XV.

Titres de capacité des directrices et sous-directrices d'écoles maternelles.

En 1881-1882, il y avait :

Sur 104	Directrices laïques,		6 non brevetées	soit	5.76 p. %
258	id.	congréganistes,	140 non brevetées	soit	54.27 p. %
83	Sous-directrices laïques.		10 non brevetées.....	soit	12.04 p. %
179	id.	congréganistes,	103 non brevetées.....	soit	57.54 p. %

En 1882-1883 :

Sur 119 Directrices laïques, 5 non brevetées.....	soit	4.20	p. %
269 id. congréganistes, 112 non brevetées	soit	41.63	p. %
105 Sous-directrices laïques, 8 non brevetées	soit	7.61	p. %
184 id. congréganistes, 74 non brevetées.....	soit	40.21	p. %

Il y a donc un peu progrès partout.

§ XVI.

Bibliothèques scolaires et bibliothèque pédagogiques. — Caisses d'épargne scolaires et caisses des écoles

Bibliothèques scolaires. — Le nombre des bibliothèques scolaires, qui était en 1882, de 656 est actuellement de 701 ; augmentation : 45. Elles renferment 86,380 livres de lecture à prêter aux familles, au lieu de 83,980, soit 2,400 livres de plus qu'en 1882.

Le nombre des prêts augmente progressivement ; il atteint cette année le chiffre de 124,648, soit une différence de 10,346 prêts de plus en faveur de l'année qui vient de s'écouler.

Le montant des dons faits en faveur de cette institution pendant l'année 1883, est de 17,264 fr. 58 ; il était de 14,585 fr. 70 l'année précédente.

Bibliothèques pédagogiques. — Le département du Nord compte, à l'usage des instituteurs et institutrices, 34 bibliothèques pédagogiques (1), qui renferment 10,288 volumes. Le nombre des prêts pendant l'année 1882 s'est élevé à 2,505.

Caisses d'épargne scolaires. — Leur nombre est de 868 ; 24,603 enfants ont chacun un livret de grande caisse d'épargne et possèdent ensemble 735,340 fr. 16.

Caisses des écoles. — Les caisses des écoles n'existaient pas dans le Nord avant 1881, il en a été créé 287 dans le courant de l'année 1881, 55 pendant l'année 1882, et 104 pendant l'année 1883, ce qui porte leur nombre au 1er janvier 1884 à 442. Les recettes pour l'année 1883 se sont élevées à 243,643 fr. 23 et les dépenses pendant ce même temps à 149,845 fr. 87.

---

(1) *Circonscription d'Avesnes* : Avesnes, Berlaimont, Maubeuge-Centre, Solre-le-Château, Trélon.
Circonscription du Quesnoy : Bavai, Landrecies, Le Cateau, Le Quesnoy, Solesmes.
Circonscription de Cambrai :Cambrai (rue du Temple), Carnières, Clary, Marcoing.
Arrondissement de Douai : Douai (école Saint-Nicolas).
Arrondissement de Dunkerque : Dunkerque (rue du Lion-d'Or), Bourbourg-Campagne, Esquelbecq, Rexpoède, Socx.
Arrondissement d'Hazebrouck : Hazebrouck (rue du Clocher-Saint-Éloi).
1re *Circonscription de Lille* : Lille (rue du Lombard), et Lille (boulevard de la Liberté).
2e *Circonscription de Lille :* Roubaix (rue Brézin),et Roubaix (rue des Anges),Tourcoing, (rue de Gand)
3e *Circonscription de Lille* : Armentières (rue Nationale), La Bassée, Haubourdin.
4e *Circonscription de Lille :* Cysoing, Lannoy, Pont-à Marcq, Seclin.
Arrondissement de Valenciennes : Valenciennes
(rue des Chartreux.

§ XVII.

Société de Secours mutuels. — Certificat d'études primaires.

Société de secours mutuels. — Il existe dans le département, depuis 1865, une Société de secours mutuels des instituteurs, des institutrices et des directrices d'écoles maternelles du Nord. — Elle comptait, au 1er janvier 1884, 954 membres participants (754 hommes et 200 femmes) et 16 membres honoraires. Depuis cette époque une augmentation considérable s'est produite dans le nombre des sociétaires qui s'élève aujourd'hui à plus de 2,000.

L'avoir de la Société, à la même époque, était de 110,924 fr. 90, dont 76,653 fr. 51 à la caisse des dépôts et consignations.

Les recettes, pour l'année 1883, se sont élevées à 8,521 fr. 51. Pendant cette même année, 60 secours, montant ensemble à 6,002 fr. ont été distribués à des sociétaires malades.

72 membres participants reçoivent, sur les fonds de la Société, une pension viagère de 40 fr.

La cotisation annuelle est de 8 fr. pour les membres participants et de 10 fr. pour les membres honoraires.

Certificats d'études primaires. — 3,701 aspirants au lieu de 3,316, se sont présentés, en 1883, pour l'obtention du certificat d'études primaires, soit une augmentation de 385 candidats en faveur de 1883 — 2,903, au lieu de 2208 ont été reçus, soit 695 de plus que l'année précédente.

2,740 aspirantes, au lieu de 2,458 ont concouru pour l'obtention du certificat d'études; 2,154 au lieu de 1,640 ont été admises, soit une augmentation de 514.

Le nombre total des certificats délivrés en 1883 a été de 5,057.

La proportion générale des certificats obtenus par 100 élèves inscrits dans les écoles. est de 1,98. Elle était de 1,55 l'année précédente.

§ XVIII à XXI.

Cours d'adultes et cours d'apprentis.

Cours d'adultes. — Pendant l'hiver 1883-1884. il a été ouvert 474 cours d'adultes, dont 376 pour les hommes (369 publics, 7 libres) et 98 pour les femmes (tous publics.)

Les premiers ont réuni 11,610 hommes (10,919 dans les cours publics, 691 dans les cours libres) ; les seconds, 2.414 jeunes filles ; en résumé, 14,204 auditeurs.

Le nombre de cours avait été, pendant l'hiver précédent, de 583 et le chiffre des auditeurs de 13,564, soit 109 cours de moins et une augmentation de 460 dans le nombre des élèves, pour l'année courante.

Cours d'apprentis. — 216 cours d'apprentis (166 dirigés par des instituteurs ou institutrices publics. 50 par des maîtres et maîtresses de l'enseignement libre) ont reçu 6,331

élèves, dont 5,227 (4,059 garçons et 1,168 filles) dans les cours publics et 1,104 (494 garçons et 000 filles) dans les autres. Ces cours sont inexactement suivis et donnent assez peu de résultats.

§ XXII.

Instruction des conscrits.

La classe de 1882 comprend 12,670 conscrits. Sur 12,355 dont on a pu vérifier l'instruction, 1,380 ne savaient pas lire ; la proportion pour % des illettrés est de 13,38 ; elle était de 14,1 l'année précédente. Différence en faveur de 1883 : 0,72.

§ XXIV.

Brevets de capacité.

Brevet élémentaire. — 1037 aspirants et 1,087 aspirantes se sont présentés en 1883, dans le Nord, aux examens pour l'obtention du brevet élémentaire ; 385 aspirants et 617 aspirantes l'ont obtenu. Le nombre des brevets élémentaires délivrés en 1882 avait été de 852 dont 298 aux aspirants et 554 aux aspirantes.

Les brevets obtenus en 1883 se décomposent comme suit :

Aspirants	laïques.	361 brevetés sur 938, soit 38,48 %.
	congréganistes :	24 brevetés sur 99, soit 24,24 %.
Aspirantes	laïques :	601 brevetées sur 1027, soit 58,52 %.
	congréganistes :	16 brevetées sur 60, soit 26,66 %.

La moyenne générale des brevetés est pour les aspirants de 37,12 p. % et 56,76 p. % pour les aspirantes.

Aux termes des décret et arrêté ministériel des 4 et 5 janvier 1881, relatifs aux brevets de capacité l'Administration centrale détermine le programme des examens à subir, et les sujets de composition sont envoyés sous pli cacheté par le Ministre. Le pli est ouvert séance tenante, en présence des candidats, par le Président de la commission d'examen. Les compositions ont lieu le même jour et à la même heure dans tous les départements.

Brevet supérieur. — La réglementation relative au brevet supérieur ayant été modifiée, il serait difficile d'établir une comparaison entre les résultats de l'année 1883 et ceux des années précédentes.

Le brevet supérieur, qui remplace actuellement les brevets complet et facultatif, a été obtenu en 1883 par 53 aspirants sur 197, soit 26,20 p. %, et par 82 aspirantes sur 270, soit 30,37 p. %.

Certificat d'aptitude à la direction des écoles maternelles.

Aspirantes	laïques :	43 reçues sur 63, soit 68,25 %.
	congréganistes :	3 reçues sur 8, soit 37,50 %.

§ XXV et XXVI.

Situation matérielle. — Ressources et dépenses générales

Les améliorations matérielles ont continué pendant 1883; 146 projets de construction, de réparation, d'agrandissement de maisons d'école ont été présentés au Conseil départemental.

Pour ces 146 projets, la dépense est évaluée à 9,716,611 fr. répartie ainsi qu'il suit d'après les propositions soumises à M. le Ministre de l'Instruction publique :

Sur les fonds des communes.....	5,040,071 fr.
Sur ceux du département	90,624
Sur ceux de l'État	4,584,916
Total égal.....	9,716,611 fr.

L'État a, de plus, contribué pour une somme de 18,840 fr. à l'acquisition de 60 mobiliers personnels ayant coûté 39,549 fr.

La somme totale payée pour le traitement des instituteurs et des institutrices, titulaires et adjoints, a été, en 1883, de 3,918,690 fr. 78, dépassant de 231,858 fr. 08 la somme payée en 1882.

Les ressources destinées à faire face à cette dépense ont été :

Part des communes.....	1,218,227 fr. 25
Subvention du département.....	399,991 09
Subvention de l'État.....	2,300,472 44
Total égal	3,918,690 fr. 78

DEUXIÈME PARTIE.

RENSEIGNEMENTS PÉDAGOGIQUES.

A la statistique qui précède s'ajoutent naturellement quelques renseignements destinés à y introduire un peu de vie et de lumière. Mais d'une année à l'autre il ne faut pas s'attendre à des nouveautés incessantes. L'année dernière a été une époque de création; celle-ci n'offre que le développement de l'œuvre commencée avec les récents programmes. Toutefois, même à ce point de vue plus tranquille. elle présente quelque intérêt. Au trouble et à l'appréhension de la première heure ont succédé le calme et la confiance résultant de l'examen froid et réfléchi des choses. Nos maîtres ont fini par comprendre, à force, il faut bien le dire, de se l'entendre répéter, qu'en leur donnant une direction et des indications précises, nous avons laissé à leur initiative un droit immense, celui d'approprier l'enseignement à l'esprit, à la culture intellectuelle de leurs élèves. Qu'on me passe cette comparaison qui explique ma pensée : on leur a fourni les aliments, à eux d'en mesurer la dose à la capacité et aux besoins de leurs élèves. Hé bien, nous avons la satisfaction de déclarer que partout à peu près on a suivi nos instructions, que partout on est entré dans la voie que nous avons tracée, que partout enfin on marche au but, sinon d'un pas uniforme, du moins avec quelque assurance et fermeté.

A l'enseignement intellectuel s'est joint, dans quelques écoles élémentaires, le travail manuel. Des ateliers pour le travail du bois ou du fer et pour le modelage sont devenus des annexes de l'école. Là les élèves s'exercent plusieurs fois par semaine à l'éducation de la main et de l'œil et acquièrent cette habileté générale qui facilitera plus tard leur études professionnelles. Ils y trouvent encore une gymnastique profitable à leur santé et à leur développement physique et une distraction qui les repose de leurs fatigues intellectuelles Il convient d'encourager la création des ateliers scolaires

Je n'ai pas à dire que je ne trace pas un tableau méthodique et complet de notre enseignement primaire. Mon cadre ne le comporte pas : d'ailleurs, j'en serais réduit à me copier moi-même chaque année. Pour éviter la monotonie je me borne à mettre en relief certains faits qui me paraissent dignes attention. C'est ainsi que nous regrettons l'arrêt que subissent en ce moment les constructions scolaires, car il en reste beaucoup à faire dans le département pour que nous soyons logés, non en grands seigneurs, ce qu'il faut éviter, mais d'une manière convenable, c'est-à-dire simple et hygiénique. Notre matériel scolaire est aussi bien incomplet encore dans beaucoup d'écoles ; les cartes, collections les plus élémentaires, livres font souvent défaut, ou sont vieux, hors d'usage ; et cependant ce sont là les outils de l'école ! Il appartient au département et aux communes, qui, nous le savons bien, prodiguent leurs ressources à l'instruction publique, de redoubler de générosité pour meubler nos écoles de cartes

globes, tableaux, musées, etc . matériel intellectuel dont le besoin se fait sentir au moins aussi vivement que celui des tables à deux places et a dossiers et des parquets en bois.

Il faut aussi amener à l'école tous les enfants que l'ignorance, l'indifférence et la misère tiennent encore éloignés. Le rôle des Commissions scolaires n'est qu'un rôle de civilisation. Elles tiennent dans leurs mains les progrès intellectuels et moraux de l'avenir. C'est bien moins à réprimer certaines contraventions qu'à les prévenir par une influence constante formée de conseils, de directions, d'encouragements bienveillants que consiste leur mission. J'en connais qui s'efforcent de la remplir; mais malheureusement il en est d'autres qui s'en désintéressent volontiers Cependant l'obligation ne portera ses fruits que lorsqu'elle aura, de la loi, passé dans les mœurs. Quand l'obligation légale aura été remplacée, qu'on me pardonne cette expression, par l'obligation volontaire, nos écoles n'auront plus de réfractaires. Il dépend des commissions scolaires de hâter ce moment!

Du reste, nos écoles sont dans un mouvement bien réglé, elles accomplissent leur évolution sans précipitation mais aussi sans accidents graves. Bien des faits témoignent de leurs succès. L'année dernière c'était l'Exposition d'Amsterdam. Cette année, sur le désir exprimé par M. le Ministre de l'Instruction publique, nous sommes allés à Londres et avons exhibé les produits des écoles du Nord dans la section française d'éducation à South-Kensington. Je crois que nous y faisons bonne figure, du moins à ce qu'on m'a dit. Nous allons retourner à Amsterdam et prendre part à l'exposition agricole par les travaux des élèves et des maîtres. Nous pouvons y tenir une place convenable, car nos écoles sont les auxiliaires modestes mais utiles de l'Agriculture.

Les examens du certificat d'études primaires attirent un bien plus grand nombre d'élèves et les élèves sont de mieux en mieux préparés, ce qui diminue les échecs. Le goût de la lecture gagne de plus en plus, si l'on en juge par l accroissement des livres des bibliothèques populaires des écoles et le nombre des prêts. Il n'est pas jusqu'aux sociétés protectrices des animaux et oiseaux utiles, dont le chiffre s'élève à 384, et aux promenades scolaires de plus en plus fréquentes et dirigées méthodiquement, qui ne témoignent de l'animation féconde et du mouvement de nos écoles.

Si des écoles élémentaires nous passons aux écoles primaires supérieures, nous trouvons une situation non moins bonne.

Il existe dans le Nord six écoles primaires supérieures de garçons et deux de filles ; nous avons en outre quatorze cours complémentaires de garçons et deux de filles, qui sont comme des écoles supérieures d'un an. La sanction des études est le certificat d'études primaires supérieures qui contient une épreuve fort sérieuse du travail manuel. Ces écoles forment des candidats bien préparés aux écoles d'arts et métiers, aux diverses administrations qui n'exigent pas des études classiques, aux écoles normales, aux emplois du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Elles sont très peuplées, bien dirigées et prospères. L'enseignement intellectuel s'y perfectionnera encore à mesure que le recrutement des maîtres s'élèvera ; l'enseignement manuel plus compliqué et plus délicat que dans les écoles élémentaires, sans cesser de rester dans les généralités, donne des produits

excellents et mérite une mention spéciale. Les succès des élèves ne se comptent plus Mais après ces éloges mérités qu'on me permette quelques réserves. D'abord d'une façon générale il ne faut pas multiplier les écoles supérieures de peur de dépasser les besoins. Ainsi il y a une tendance à créer un peu partout des cours complémentaires, sous prétexte qu'ils peuvent facilement se recruter depuis que les élèves pourvus du certificat d'études primaires sont plus abondants : c'est une erreur. La loi, en abaissant à 11 ans l'âge légal pour obtenir ce certificat d'études, nous a obligé à abaisser aussi le niveau à la hauteur du *cours moyen.* Mais entre le cours moyen et le cours complémentaire, il reste le *cours supérieur*. Or, c'est à franchir, sans s'y arrêter, cette étape importante qu'aspirent les impatients. Dès lors, ou les études manquent de suite et deviennent forcées et par conséquent stériles, ou, sous le couvert du cours complémentaire, enseigne trompeuse. on reste dans l'enseignement du cours supérieur. Dans les deux cas on a le nom, on n'a pas la chose, ce qui est le pire des malheurs en matière d instruction. Nous n'hésitons pas à nous opposer à ces éclosions hâtives où l'amour-propre des maîtres et des administrations communales a plus de part que le véritable intérêt des enfants et de l'instruction publique.

D'un autre côté, c'est une règle élémentaire en pédagogie qu'il ne faut jamais forcer l'aptitude des enfants. Un choix discret doit présider au recrutement des écoles supérieures. Nous ne devons pas oublier qu'elles ont à fournir une sorte d'aristocratie intellectuelle pour l'atelier, l'usine, le négoce, l'administration. Gardons-nous des incapables dont le mérite ne servirait pas l'ambition. Nous avons les déclassés de l'enseignement secondaire, gardons-nous d'avoir les déclassés de l'enseignement primaire. Ce serait pis encore ! Et sans insister autrement, y a-t-il une véritable utilité à créer des talents sans emploi ? D'où je conclus que l'établissement des écoles primaires supérieures doit être toujours subordonné aux besoins du pays. On peut désirer qu'elles ne reçoivent que des jeunes gens d'une réelle valeur intellectuelle et en état de répondre par des succès aux soins intelligents et minutieux dont ils sont l'objet.

Il est à souhaiter aussi que nos écoles primaires supérieures préparent de moins en moins directement aux fonctions de l'enseignement public. Jusqu'à ce jour, je l'avoue, elles nou sont rendu quelques services à cet égard, en nous fournissant des candidats instruits. Mais ce n'est point assez. Les jeunes maîtres ou maîtresses sortis des écoles supérieures n'ont et n'auront jamais les connaissances pédagogiques nécessaires et encore moins la pratique de l'école. Ils sont à façonner entièrement et ne valent pas mieux que leurs camarades d'autre provenance. Il n'appartient qu'aux écoles normales de former de toutes pièces les instituteurs et les institutrices destinés à l'enseignement public. D'ailleurs la concurrence qu'elles feraient aux écoles normales se retourneraient contre elles-mêmes. Aussi bien le temps n'est pas éloigné où les écoles normales de Douai et celle que Lille possèdera, je l'espère, un jour, suffiront au recrutement du personnel. Alors, je le demande, que deviendront ces jeunes gens, ces jeunes filles qui se seront destinés à l'enseignement sans passer par l'école normale ? Il m'a paru utile d'attirer l'attention sur un danger qui pourrait menacer une partie de la population de nos écoles supérieures, si les écoles supérieures négligeaient de modérer les vocations qui entraînent beaucoup de leurs élèves vers l'enseignement. Qu'on prépare des candidats à l'école normale,

rien de mieux, mais qu'on ne prétende pas remplacer l'école normale, ou en être une sorte de succursale. Je ne ferai pas qu'on recherche moins le brevet supérieur ; mais je tiens à répéter que le certificat d'études primaires supérieures, est avant tout la sanction des études des écoles supérieures. et le brevet supérieur la sanction des études de l'école normale.

Et j'espère bien à ce propos que les réformes projetées dans l'examen du brevet supérieur en feront de plus en plus un diplôme professionnel.

J'ajoute pour terminer ce qui concerne les écoles supérieures que dans toutes les expositions elles se sont particulièrement distinguées, qu'elles ont en toutes circonstances mérité les encouragements et les félicitations de l'Administration et de l'Inspection, et qu'elles obtiennent généralement les meilleurs succès dans les examens.

Afin de parcourir le cercle de nos institutions primaires, il me resterait à parler de nos écoles maternelles. Mais elles offrent peu de changements : et il n'y a à signaler que quelques créations nouvelles. Les écoles et classes enfantines sont en voie de progrès comme nombre. Elles suivent au point de vue pédagogique le mouvement ascendant des écoles primaires élémentaires. On ne pourrait que répéter ici ce qui a été dit plus haut.

Les cours d'adultes prospèrent dans certaines villes où ils rendent d'incontestables services. Il n'en n'est pas de même dans les campagnes où, malgré des chiffres séduisants, ils sont en décadence. Cela tient à différentes causes. D'abord le nombre des illettrés diminuant de jour en jour, il s'y présente moins d'auditeurs. Puis les instituteurs n'étant pas ou étant mal rémunérés y apportent nécessairement moins d'ardeur. Je ne sais si la nouvelle réglementation y ramènera la vie qui s'échappe. A ces services supplémentaires qu'est appelé à rendre l'instituteur déjà surmené par son travail quotidien, il faudrait la rémunération légitime. Et c'est là ce qui manque le plus !

TROISIÈME PARTIE.

RENSEIGNEMENTS SUR LE PERSONNEL.

La première question qui se présente est celle du recrutement. Je dois dire que les sujets ne nous ont pas manqué. Nous avons de quoi nous suffire. Et pour les institutrices les demandes l'emportent de beaucoup sur les vacances d'emploi. Mais la qualité laisse à désirer. La plupart de nos adjoints et adjointes débutent sans préparation pédagogique. Leurs essais sont une série d'experiences dont l'école est la matière au grand détriment des bonnes études. C'est déplorable ! Seuls les élèves des écoles normales arrivent avec une aptitude constatée et rarement ils trompent nos espérances. Il me paraît de toute nécessité de nous recruter exclusivement tôt ou tard dans ces pépinières de choix. L'école normale

de filles nous donnera dans deux ans 50 jeunes institutrices chaque année. Nous n'aurons presque plns besoin de recourir à l'industrie privée. L'école normale de garçons nous fournit annuellement 60 instituteurs. Pour le moment à cause de la création incessante d'emplois, ce chiffre est insuffisant. Il le serait encore lorsque nous aurons atteint un état parfaiement régulier. Mais alors, j'espère qu'une deuxième école normale établie à Lille comblera la lacune. Le terrain est choisi et le Conseil municipal de Lille en a voté l'acquisition pour l'offrir au département. Si les circonstances avaient été favorables pour de nouvelles et grosses dépenses, nous aurions, dès cette année, présenté un avant-projet à l'examen du Conseil général. Une prudence discrète nous a déterminé à différer d'une année la production de nos projets. Au moment propice nous n'hésiterons pas à solliciter la bienveillance et la libéralité de l'Assemblée départementale en faveur de ce complément nécessaire à nptre instruction primaire.

Je tiens à donner ici un témoignage mérité de satisfaction à nos deux écoles normales de Douai : il y règne une bonne discipline, sans contrainte comme sans relâchement. Les études y sont régulières et fécrndes. C'est de tradition à l'école normale d'instituteurs. Quant à l'école normale d'institutrices elle a débuté avec un rare bonheur, sous la direction d'une femme supérieure, M^me^ Granet, qui avait fait de tout son personnel, élèves et maîtresses, comme une famille animée des meilleurs sentiments. Une mort prématurée l'a enlevée au moment où elle allait jouir des fruits de son labeur. Son influence, du moins, a persisté dans l'école, et sous l'impulsion qu'elle avait imprimée, grâce au concours de professeurs et maîtresses adjointes intelligentes et dévouées qui s'inspiraient de son esprit, l'école a dignement traversé la crise et couronné sa première année par des succès éclatants : 32 élèves sur 34 ont obtenu le brevet élémentaire en 1^re^ année et 12 sur 18 le brevet supérieur en 3^e^ année ; 2 élèves enfin ont été admises à l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses.

Notre personnel d'instituteurs et d'institutrices, comme on le sait, est fort nombreux. Il ne nous cause pas plus d'embarras pour cela parce que, s'il a, avec juste raison, le sentiment de ses droits, il a bien plus encore le sentiment de ses devoirs.

Habitué à enseigner la discipline à une foule d'enfants, il en donne lui-même l'exemple. Le respect du règlement et de l'autorité fait partie de sa dignité. Nous l'avons sollicité de toutes nos forces au travail personnel qui élève l'homme et les fonctions à la fois. Beaucoup de maîtres ont répondu avec empressement à notre appel :

Nous en avons pour preuve les conférences pédagogiques pratiques inaugurées il y a un an, tout le monde en avait prévu les heureuses conséquences. Reprises cette année, comme elles le seront tous les ans à l'avenir, elles ont révélé de sérieux efforts, de réels progrès. C'est l'école périodique des maîtres. On y puise la meilleure instruction. Je pense bien que la faveur toute nouvelle qu'obtient le certificat d'études pédagogiques est dû en grande partie à ces conférences. Aussi bien l'année dernière nous n'avions que 32 candidats ; cette année ils sont venus 39 et 18 ont mérité ce diplôme qui est la mesure la plus exacte de la capacité des maîtres.

Puis nos jeunes instituteurs et institutrices ont été invités à sortir du repos intellectuel où ils se plaisaient trop autrefois. Grâce à la libéralité du Conseil général, nous avons pu établir des cours gratuits préparatoires au brevet supérieur, distincts pour les femmes et

pour les hommes, à Lille, Douai, Cambrai, Avesnes, Valenciennes, Le Quesnoy, Hazebrouck, Dunkerque. Plus de 600 jeunes gens des deux sexes suivent les cours que des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur font avec une compétence et un dévouement au-dessus de tout éloge. Un système de contrôle rigoureux a assuré l'assiduité des auditeurs. L'administration qui a tracé les programmes a été tenue au courant chaque semaine de la marche des études. Déjà un certain nombre de maîtres ont pu affronter les épreuves du brevet supérieur au bout de l'année : *37* hommes, *16* femmes, se sont présentes à ces examens : *13* ont été reçus. Le nombre en sera bien plus grand l'année prochaine. J'estime que dans quelques années notre jeune personnel aura beaucoup gagné en savoir. C'est ainsi qu'il se mettra à la hauteur des exigences de l'instruction nationale.

Je ne parle pas de ces maîtres noblement ambitieux qui préparent les examens du professorat. A chaque session, il s'en présente quelques-uns, et s'il y a des échecs, il y a aussi des succès.

Mais il est regrettable qu'on ne puisse payer les services de nos instituteurs comme ils le méritent ; d'autant plus qu'ils ont su se tenir dans la plus sage réserve et montrer la plus digne résignation quand on leur a demandé de nouveaux délais pour la réalisation de leurs espérances les plus chères. Il est certain que dans le Nord, où la vie est généralement dispendieuse, le traitement est trop modeste et au-dessous des besoins, surtout pour les adjoints et adjointes. Avec 6 ou 700 francs par an, on n'évite pas les privations. Pour remédier à cet état de choses, et en attendant que l'Etat puisse s'occuper utilement de l'augmentation des traitements, plusieurs groupes d'instituteurs ont demandé le retour au classement départemental qui existait il y a quelques années et qui a disparu devant la nouvelle législation. Mais convient-il de soulever cette question ? Est-ce à nous à en prendre l'initiative ? Peut-être nous répondra-t-on que l'État interviendra utilement d'un moment à l'autre de façon à donner satisfaction aux instituteurs et qu'ainsi le département ferait une œuvre inutile. On se demande ensuite si les ressources départementales permettent un surcroît de dépenses qui serait considérable. D'ún autre côté ne vaudrait-il pas mieux que la proposition vînt du Conseil général lui-même, qui se règle dans son action bienfaisante sur la situation financière du département ?

Il y a une certaine délicatesse pour l'Administration à se borner à poser la question sans en chercher la solution. Nous sommes prêt d'ailleurs à fournir tous les renseignements qui nous seraient demandés et à prêter notre concours très zélé et très réel au Conseil général s'il lui plaît d'entrer dans cette voie. Pour nous, si nous avons à émettre une opinion, nous dirons résolument qu'il y a quelque chose à faire. Qui le fera ? l'État ou le département. Nous ne pouvons aller au-delà de cette simple insinuation.

Je tiens encore à montrer l'esprit de bonne confraternité qui règne parmi nos instituteurs. Je les ai vus avec joie, soulager spontanément de leurs sympathies et de leurs bourses, et dans une mesure très large. des veuves et des orphelins de collègues qui ne laissaient de leurs travaux que la misère à une nombreuse famille.—Quand, pour relever leur société de secours mutuels depuis trop longtemps stationnaire, j'ai fait appel aux sentiments des jeunes instituteurs et institutrices, me bornant à leur montrer les avantages moraux et matériels de leur association fraternelle et les laissant absolument libres dans

leur action, j'ai reçu plus de onze cents adhésions, ce qui a plus que doublé tout de snite l'effectif de la société et assuré à jamais sa prospérité.

En résumé, la situaiion scolaire du département, déjà bonne, ne cesse de s'améliorer. Et nos progrès deviendront d'autant plus rapides que nos instituteurs et institutrices, au sentiment du devoir dont ils sont pénétrés, uniront le savoir et le talent pédagogiques. L'enseignement est organisé d'une manière méthodique, rationnelle et précise. Nous ne craignons ni qu'on s'égare, ni qu'on s'attarde en route, ni qu'on précipite la marche. Il nous reste à obtenir un personnel qui soit à la hauteur de la tâche proposée. C'est à cette œuvre que nous employons nos efforts. Déjà beaucoup de maîtres et de maîtresses nous secondent. Et si parmi les anciens il en est un trop grand nombre qui ne peuvent s'améliorer, ils feront tôt ou tard place aux jeunes. Pour ceux-ci, nos exigences ne souffrent pas de transaction. Nous leur demandons des efforts, qu'ils ne nous refusent pas d'ailleurs, pour acquérir les connaissances et les méthodes nécessaires. Enfin le recrutement par l'École normale nous fournira de plus en plus des sujets de choix. Nous avons l'unité dans l'enseignement, nous aurons bien, un jour, j'espère, l'unité dans le personnel au point de vue de la valeur intellectuelle et pédagogique. La réalisation de notre modeste mais suffisant idéal est à ce prix.

L'Inspecteur d'Académie,

Directeur départemental de l'enseignement primaire du Nord,

BRUNEL.

CHAPITRE IV.

ENFANTS ASSISTÉS.

RAPPORT SUR LA SITUATION DU SERVICE.

ANNÉE 1883.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Conformément aux prescriptions réglementaires, j'ai i'honneur de vous adresser un rapport sur la situation du service des enfants-assistés, pendant l'année 1883.

Ce rapport est divisé en deux parties : la première se rapporte aux enfants de 1 jour à 12 ans, et aux enfants secourus temporairement, la deuxième concerne les élèves de 12 à 21 ans.

PREMIÈRE PARTIE.

1° Enfants de 1 jour à 12 ans.

Mouvement de 1883.

Au 1er janvier 1883, les enfants de 1 jour à 12 ans, au nombre de 583, se répartissaient comme suit :

Enfants trouvés.....	8	
Enfants abandonnés.....	466	
Orphelins pauvres.....	109	
Total.....	583	Ci..... 583

(1) Le présent rapport ne comprend qu'en bloc les chiffres du mouvement des enfants-assistés. Le travail statistique qui y est joint fournis des renseignements détaillés par catégories d'enfants.

Report..... 583

Pendant l'aunée 1883, les cinq hospices dépositaires de Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes en ont reçu..... 409

Total 992

Dans la même année, ont été rayés des contrôles pour les causes ci-après, savoir :

Par l'effet de l'âge.....	83		
Remis à leurs parents ou à des bienfaiteurs...	270		
Décédés.....	42		
	395	ci.....	395

Les enfants restant s'élevaient, en conséquence, au 31 décembre 1883 à..... 597
et se répartissaient de la manière suivante :

Enfants trouvés	6
Enfants abandonnés.....	473
Orphelins pauvres.....	118
Total égal.....	597

soit une augmentation de 14 enfants sur l'année précédente.

2° Enfants secourus temporairement.

Les enfants secourus temporairement au 1er janvier 1883, étaient au nombre de 688
Les admissions pendant l'année 1883 ayant atteint le chiffre de..... 427

Le nombre des enfants secourus pendant ladite année s'est par suite élevé à... 1,115

En déduisant de ce chiffre :

195 enfants rayés des contrôles.		
91 décédés.		
286	ci	286

Les restants au 31 décembre 1883 s'élevaient à 829
soit une augmentation de 141 enfants sur l'époque correspondante de 1882.

DEUXIÈME PARTIE.

Pupilles de l'assistance.

Les pupilles de l'assistance, c'est-à-dire les enfants âgés de 12 à 21 ans, étaient au 1er janvier 1883, au nombre de..... 660

Report 660

Les enfants, qui ont atteint l'âge de 12 ans dans le courant de l'année 1883, étaient au nombre de..... 106

Le nombre de pupilles en 1883, était donc de..... 766

132 pupilles oot été affranchis de la tutelle administrative, pour les causes ci-après :

Ayant atteint leur majorité	73	
Remis des parents ou à des bienfaiteurs	46	
Entrés au service militaire.....	1	
Mariés.....	4	
Fugitifs.....	5	
Décédés	3	
	132	ci.... 132

Les pupilles restant au 31 décembre 1883 s'élevaient, en conséquence, au nombre de..... 634

soit une diminution de 26 enfants sur la période correspondante de 1882.

En récapitulant les 3 catégories d'enfants ci-après, savoir :

1°	Enfants de 1 jour à 12 ans	597
2°	» de 12 à 21 ans.....	634
3°	» secourus temporairement..... ..	829
	On obtient un total d'enfants de	2,060

c'est-à-dire 129 enfants de plus qu'en 1882.

Situation des enfants —

La situation des enfants est, en général, bonne. Rien ne manque à leurs besoins tant sous le rapport matériel que moral.

Dans ces dernières années, les placements présentaient assez de difficultés, surtout pour les enfants de 6 à 13 ans. Les nourriciers se plaignaient de la faiblesse de la pension qui leur était accordée pour les enfants de cet âge,

A la suite d'une enquête que vous avez prescrite, et d'un rapport que vous a adressé le service de l'Inspection, le prix de pension a été élevé à partir du 1er Janvier 1884.

Aussi, depuis cette époque, les difficultés signalées ont disparu, et les placements se font plus facilement. Les frais de séjour à l'hospice, qui sont plus élevés que le prix de pension, diminueraient dans de notables proportions.

Enfants places dans des etablis sements speciaux. —

Les enfants placés par mesure disciplinaire, soit à la colonie agricole de Saint-Bernard soit aux maisons du Bon-Pasteur de Lille et de Marcq-en-Barœul, se trouvaient au nombre de 14 au 1er janvier 1883.

Depuis lors, 8 nouveaux enfants ont dû être renfermés dans ces différents établissements ; mais d'un autre côté, la conduite de 8 d'entre eux s'étant modifiée, on les a fait sortir.

De sorte qu'il y a actuellement 14 enfants du département dans ces établissements ; dont 6 à la colonie de Saint Bernard, et 8 à la maison du Bon-Pasteur : l'une de ces dernières atteindra sa majorité dans le courant de l'année.

Enfin il faut ajouter 3 enfants maintenues gratuitement à la maison du Bon-Pasteur.

Je veille, Monsieur le Préfet, d'une manière toute particulière à ce que le séjour de ces enfants dans ces établissements soit abrégé le plus possible.

Enfants d'origine etrangère — Rapatriem nts

D'après vos instructions, l'Inspection est chargée de prendre toutes les dispositions pour opérer le rapatriement des enfants étrangers au département, et admis, à titre provisoire, dans les hospices dépositaires.

Par ses soins, dans le cours de l'année 1883, 4 enfants ont été renvoyés dans les départements de leur domicile de secours, Seine, Seine-et-Oise, Pas-de-Calais et Tarn.

41 enfants originaires de la Belgique ont été dirigés sur l'hospice de Tournai, spécialement désigné pour les recevoir.

De plus l'Inspection a fait remettre à leurs parents domiciliés dans le département, un enfant à Paris, et un qui était à l'hospice de Lille.

La dépense occasionnée par la conduite de ces enfants s'est élevé à 1,400 fr. 20.

Mortalité. —

Une diminution assez sensible a été constatée, pendant l'année 1883, dans la mortalité des enfants assistés.

La moyenne des décès qui avait été en 1882 de 5,28 % sur la population totale des enfants, ne s'est éleve en 1883, qu'à 4.73 % et elle se répartit de la manière suivante :

4,23 %	pour les enfants	de 1 jour à 12 ans	en nombre de	992, soit 42 décès.
0,39 %	—	de 12 à 21 ans	—	766, soit 3 décès.
8,16 %	—	secourus temporairement		1,115, soit 91 décès.
				2,873 136

Infanticides. — Avortements. —

Pendant l'année 1883, 3 affaires d'infanticides ont été portées devant la Cour d'assises de Douai : 2 ont été suivies d'une condamnation à 5 ans de travaux forcés, une a 3 mois d'emprisonnement pour homicide involontaire, question subsidiaire résolue affirmativement par le jury.

La connaissance de ces 3 crimes a été due chaque fois à la rumeur publique.

Deux affaires d'avortement ont aussi été portées devant la Cour d'assises. Dans la

première affaire où il y avait trois personnes accusées, une a été acquittée, et deux condamnées à un an d'emprisonnement. Dans la deuxième affaire, l'accusée a été acquittée. La connaissance de ces 2 affaires d'avortement n'était pas due à la rumeur publique.

Soins medicaux.

Les enfants assistés, par suite de leur assimilation aux indigents profitent des bienfaits de la médecine gratuite, et sont dès lors soignés par MM. les médecins du bureau de bienfaisance, qui délivrent eux-mêmes ou font délivrer moyennant remboursement de leur valeur par le département, tous les médicaments qu'ils ont prescrits.

J'ui pu constater que cet état de choses non seulement ne donnait lieu à aucune observation, mais que MM. les médecins s'acquittaient convenablement de leurs devoirs.

Je dois ajouter en outre que, lorsqu'un enfant est atteint d'une maladie par trop grave ou de longue durée, il est ramené à l'hospice, où il est l'objet des soins les plus assidus de la part de MM. les médecins de l'établissement.

Fréquentation des ecoles.

Aux termes des instructions, les nourriciers sont tenus d'envoyer régulièrement en classe les enfants âgés de 6 à 13 ans : peu d'entre'eux cherchent à se soustraire à cette obligation.

D'un autre côté, les enfants de l'assistance sont l'objet de la part des instituteurs et institutrices des mêmes soins et des mêmes attentions que les autres élèves placés sous leur direction.

L'Inspectton départementale continuera à faire tous ses efforts pour seconder les vues de l'Administration, afin de répandre de plus en plus les bienfaits de l'instruction parmi nos enfants assistés. et n'hésitera pas à vous proposer le réintégration à l'hospice des enfants qui, sans motif plsusible, et après avertissement donné aux gardiens, continueraient à ne pas fréquenter les classes.

Comités de patronage.

C'est avec un véritable sentiment de regret que je suis obligé de dire que, malgré tous les efforts de l'Administration supérieure et de l'Inspection, les comités de patronage pour les enfants assistés ne fonctionnant pas dans le département, A part quelques communes qui en sont dotées. partout ailleurs, ils font complétement défaut.

C'est assurément regrettable, car l'action de ces comités serait un puissant auxiliaire pour notre tâche difficile et ardue, et il serait désirable non seulement de les voir se développer, mais aussi fonctionner d'une manière régulière.

Aussi, Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien rappeler de nouveau à MM. les Maires du département, les prescriptions des articles 87 à 92 du règlement général du 21 mars 1870 relatif au service des enfants assistés.

Secours temporaires.

La partie du service de l'Inspection qui prend le plus de développement est celle des secours temporaires accordés aux enfants nouveaux-nés *pour prévenir ou faire cesser l'abandon.*

Le tableau ci-joint donne une idée exacte de la marche toujours croissante du nombre des secours, et de la dépense depuis l'année 1872 .

ANNÉES.	NOMBRE de secours accordés.	TOTAL DES DÉPENSES.
1872	301	32.767 19
1873	324	29 856 30
1874	404	35.137 84
1875	376	38 041 01
1876	371	34.013 43
1877	423	37.207 68
1878	474	42 979 95
1879	627	53.413 45
1880	671	60 217 96
1881	637	58.891 88
1882	688	59 539 98
1883	829	64.514 70

Ainsi qu'on peut le constater, de 688 qu'ils étaient au 1er janvier 1883, on arrive au chiffre de 829 au 31 décembre de lâ même année, soit une augmentation de 141 secours.

Le nombre des demandes de secours qui ont été repoussées en 1883 est de 187.

Toutes les demandes qui vous sont adressées, Monsieur le Préfet, sont examinées avec le plus grand soin, et le secours n'est accordé qu'après avoir reçu tous les renseignements nécessaires. Le secours temporaire est un grand bienfait, car comme il sera indiqué ci-eprès, il facilite souvent à la fille-mère le moyen de se réhabiliter en remplissant ses devoirs de mère. d'être retenue et moralisée par la présence de son enfant, et par suite d'arriver à le faire légitimer.

Quant aux enfants, ces secours sauvegardant la vie et la santé d'un grand nombre d'entr'eux, non seulement en empêchant les infanticides, mais en sauvant de la mort de jeunes êtres qui y étaient pour ainsi dire voués par la misère de leurs mères.

Au reste toutes les personnes qui ont vu fonctionner de près cette partie du service des enfants assistés sont unanimes à en reconnaître les bons résultats.

Ce mode d'assistance a toujours été préconisé par le Conseil général du Nord, car il constitue l'un des éléments du problème social à résoudre pour la France, l'augmentation de la population.

Légitimation des enfants

Le règlement général prévoit en faveur de la mère qui légitime son enfant pendant la durée du secours accordé à ce dernier, une allocation de 60 fr.

77 allocations de cette nature ont été accordées pendant l'année 1872, et le nombre des enfants légitimés s'est élevé à 90, c'est-à dire 17 de plus qu'en 1882.

Préposés des hospices.

Les préposés des hospices de Lille et de Dunkerque rendent des services au département, le premier en aidant l'Inspection dans le rapatriement des enfants étrangers, le

dernier en visitant les enfants placés. A ce titre, le Conseil général alloue à chacun d'eux une indemnité de 200 fr.

Ces agents continuant à mériter la bienveillance de l'Administration, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Préfet; de vouloir bien proposer en leur faveur le maintien des allocations dont il s'agit pour l'année 1884.

Dépenses en 1883

Les dépenses du service des enfants assistés se sont élevées en 1883, à la somme de 219,324 fr. 44, qui se répartit de la manière suivante :

I. — Dépenses intérieures.

1° Frais de séjour dans les hospices	41,478	30
2° Frais de layettes	2,007	56
3° Remboursements à d'autres départements pour avances de frais de séjour et de layettes	616	79
	44,102	65

II. — Dépenses extérieures.

1° Secours temporaires	64,514	70
2° Allocations pour mariages aux mères	4,600	»
3° Frais de vêtures	25,332	09
4° Frais de pension à la campagne	63,036	25
5° Frais relatifs à la protection des enfants du premier âge	561	25
6° Frais de rapatriements	1,400	20
7° Frais de pension dans des établissements spéciaux	5,191	30
8° Remboursement d'avances aux départements étrangers	1,648	60
9° Traitements et indemnités des employés	7,300	»
10° Frais divers	1,633	40
	175,221	79

Récapitulation.

I. — Dépenses intérieures	44,102	65
II. — Dépenses extérieures	175.221	79
Total général	219,324	44

Le crédit voté par le Conseil général pour les dépenses de l'exercice 1883 ayant été de 230,000 fr., il reste disponible uue somme de 10,675 fr. 56.

Ce reliquat semblerait indiquer que le crédit est trop élevé. Mais je ferai remarquer que le budget de 1884 est comme celui de 1883, de 230,000 fr., et qu'en 1884 nous aurons plus de dépenses. En effet par suite des difficultés que les commissions administratives des hospices éprouvaient à placer les enfants de l'âge de 6 à 12 ans, en raison du taux peu élevé de la pension accordée aux nourriciers, les tarifs des prix de pension ont été modifiés et augmentés à partir du 1er janvier 1884. On a compris dans ce nouveau tarif les enfants de 12 à 13 ans, parce que, d'après la nouvelle loi sur l'instruction primaire, les enfants doivent fréquenter les classes jusqu'à l'âge de 13 ans, à moins qu'ils aient obtenu le certificat d'études primaires avant cette époque, ce qui constitue une rare exception. La dépense annuelle résultant de cette modification s'élèvera approximativement à 14.000 fr

D'un autre côté, la présence à Cambrai d'un sous-inspecteur du service des enfants assistés, chargé au nom de l'hospice dépositaire, de placer les enfants, amènera une diminution dans les frais de séjour, comme a pu le constater déjà dans les six premiers mois de l'année courante.

En outre, les secours temporaires augment toujours, et quand il s'agit d'assistance publique, il est bien difficile pour ne pas dire impossible, de prévoir d'une manière bien exacte les dépenses qui peuvent se produire dans le cours d'une année.

J'espère toutefois qu'un crédit de 230,000 fr. suffira en 1885, comme en 1884, et j'ai l'honneur de vous proposer, Monsieur le Préfet, l'inscription au budget départemental de 1885, d'un crédit de 230,000 fr. pour le service des enfants assistés.

Je termine ce rapport, Monsieur le Préfet, en vous renouvelant la demande d'une augmentation de personnel, afin que le service de l'Inspection puisse faire plus de visites, et en vous déclarant que le personnel sous mes ordres mérite des éloges pour le dévouement qu'il apporte dans l'accomplissement de ses fonctions.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

L'Inspecteur du service des enfants assistés,

Léon DUCROCQ.

Lille, le 26 Juillet 1884.

RÉSUMÉ DU LIVRE-JOURNAL (N° 1) ANNÉE 1883.

MOIS de L'ADMISSION	NOMBRE DES ADMISSIONS PAR CATEGORIE.									TOTAL GENERAL par mois	OBSERVATIONS (Indiquer dans cette colonne les faits principaux ou exceptionnels et la serie des numéros matricules)
	ENFANTS TROUVES.			ENFANTS ABANDONNES.			ORPHELINS PAUVRES.				
	Garçons	Filles	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL		
Janvier	1	»	1	16	17	33	»	1	1	35	
Fevrier	»	»	»	9	6	15	1	2	3	18	
Mars	»	»	»	22	13	35	»	»	»	35	
Avril	»	»	»	13	15	28	5	5	10	38	
Mai	»	»	»	16	11	27	»	5	5	32	
Juin	»	»	»	26	19	45	4	2	6	51	
Juillet	»	»	»	6	5	11	1	2	3	14	
Aout	»	»	»	17	11	28	1	»	1	29	
Septembre	»	»	»	12	16	28	1	4	5	33	
Octobre	»	»	»	16	10	26	»	2	2	28	
Novembre	»	1	1	15	19	34	4	»	4	39	
Décembre	»	»	»	26	27	53	2	2	4	57	
TOTAL par SEXE Garçons	1	»	»	194	»	»	19	»	»	214	409
TOTAL par SEXE Filles	»	1	»	»	169	»	»	25	»	195	

Hospices dépositaires de LILLE, CAMBRAI, DOUAI, DUNKERQUE et VALENCIENNES.

RÉSUMÉ DES REGISTRES MATRICULES (2, 2 bis et 2 ter).

ENFANTS ASSISTES. — CLASSEMENT PAR CATEGORIES.	RESTANT AU 31 DECEMBRE 1882					ADMIS EN 1883					RAYES DES CONTROLES								RESTANT AU 31 DECEMBRE 1883					
	a la campagne		a l'hospice		TOTAL.	placés en nourrice		conserves a l'hospice		TOTAL GÉNÉRAL	Remis a des parents ou bienfaiteurs		ayant atteint l'âge de 12 ans.		decedes		TOTAL DES RADIATIONS		a la campagne		a l'hospice		TOTAL général	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles.		Garçons	Filles	Garçons	Filles		Garçons	Filles	Garçons	Filles.	Garçons	Filles			Garçons	Filles.	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Enfants trouves	4	2	»	2	8	1	1	»	»	10	»	»	1	1	1	1	4		3	3	»	»	3	3
																							6	
Enfants abandonnés — des la naissance	24	27	»	»	51	14	6	»	»	71	2	1	5	4	7	4	23		24	24	»	»	24	24
																							48	
Enfants abandonnés — dans la 1re année de la naissance	49	37	2	2	90	13	10	7	1	121	10	8	4	2	8	4	36		48	34	2	1	50	35
																							85	
Enfants abandonnés — postérieurement a la 1re année	110	89	33	39	271	74	75	72	43	535	104	87	24	26	4	2	247		128	106	31	23	159	129
																							288	
Enfants de détenus	31	14	5	4	54	5	18	9	13	99	17	21	7	1	»	1	47		24	17	4	7	28	24
																							52	
Orphelins pauvres	39	59	10	1	109	14	20	7	6	106	8	12	3	5	6	4	38		44	63	7	4	51	67
																							118	
TOTAL GÉNÉRAL	257	228	50	48	583	121	130	95	63	992	141	129	44	39	26	16	395		271	247	44	35	315	282
																							597	

DÉPENSES																								
EXTERIEURES.																						INTERIEURES.		
PENSIONS.					FRAIS DIVERS.			INDEMNITES			Frais divers et depenses de voyage des nourrices et patrons	Subventions pour enfants infirmes ou placés dans des établissements spéciaux	Frais de vêtures.	TOTAL										
1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	École	Médecine	Inhumation	du 1er âge	de 50 fr	de trousseau a 12 ans													Layettes	Frais de séjour a l'hospice	TOTAL
fr c	fr. c	fr c	fr. c	fr. c	fr c	fr c.	fr c.	fr	fr c	fr c	fr c	fr. c.	fr. c.									fr c	fr c	fr. c.
496	166 »	459 »	177 33	14 50	48 45	5 »	5 20	50	89 09	2 50	» »	210 02	1 122 79									53 94	65 55	119 49
1 616 41	1 694 13	1 685 34	1 557 14	83 25	63 70	45 »	200 39	450	289 18	7 80	» »	1 089 05	8.781 39									637 50	96 90	734 40
2 601 67	2 579 91	2 520 56	2 531 50	110 10	333 05	35 »	128 84	100	415 15	30 90	31 »	2 242 25	13 659 93									505 21	469 65	974 86
5 503 62	5 590 59	5 679 50	6 048 65	753 60	155 55	15 »	»	»	1 156 48	168 05	648 »	14 590 43	37 279 47									» »	19 869 20	19869 20
1 257 55	1 112 98	1 011 70	965 07	107 10	4 30	5 »	2 86	»	232 74	40 10	» »	2 089 61	6 829 01									26 97	2 541 45	2.548 62
1 724 6	2 796 15	2 867 94	2 936 79	359 85	158 10	35 »	90 69	50	420 92	18 40	» »	4 545 56	17 004 05									208 86	3.964 10	4.172 96
13 899 90	13 939 76	13 924 04	14 216 48	1 428 40	762 85	140 »	427 98	650	2 603 56	267 75	649	24 766 92	84 676 64									1 432 48	27 006 85	28439 93

RÉSUMÉ DU LIVRE DE TUTELLE (N° 3).

PUPILLES ayant atteint leur 12e année			PUPILLES DE 12 A 21 ANS.																			
			PLACES EN APPRENTISSAGE				Maintenus ou rentrés a l'hospice dépositaire		Remis a la famille ou a des bienfaiteurs		Entrés au service militaire	Mariés		Ayant atteint leur majorité dans le courant de l'annee.		Elèves fugitifs		Décedés dans le courant de l'annee		Restant au 31 décembre 1883	
			chez leurs nourriciers		chez des patrons																	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
Antérieurement a 1883	343	317	158	139	167	152	18	26	13	19	1	1	3	40	33	5	»	2	1	284	261	
En 1883	57	49	25	28	22	12	10	9	9	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	49	43	
	100	366	183	167	189	164	28	35	22	24	1	1	3	40	33	5	»	2	1	329	305	
	766		Garçons . 400 Filles . 366		766							71 61	132									

RÉSUMÉ DU REGISTRE RÉCAPITULATIF (N° 5)

DIVISION PAR CATEGORIE	ENFANTS																							
	SOUMIS A LA TUTELLE HOSPITALIERE, PLACES :												AFFRANCHIS DE LA TUTELLE HOSPITALIERE PAR :										decedés dans le courant de l'année		Restant au 31 decembre 1883	
	a l'hospice		en nourrice		EN APPRENTISSAGE chez des cultivateurs		EN APPRENTISSAGE chez des artisans		comme domestiques		TOTAL		reclamation des familles ou des bienfaiteurs		mariage		Engagement militaire	ayant atteint leur majorité dans le courant de l'annee		eleves fugitifs		TOTAL				
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons.	Filles.	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Garçons	Filles.	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Pupilles immatricules anterieurement au 1er janvier 1883 .	58	76	272	241	109	71	179	118	32	87	650	593	64	71	1	3	1	40	33	5		141	107	13	7	526	479
Enfants trouvés .	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1		»	1
Enfants abandonnes .	95	67	106	107	»	1	5	3	»	1	206	173	93	75	»	»	»	»	»	»	»	93	75	11	7	102	91
Orphelins pauvres	7	7	14	20	»	»	2	1	»	»	23	28	6	7	»	»	»	»	»	»	»	6	7	3	3	14	18
TOTAUX . . .	160	144	393	369	109	72	186	122	32	88	880	795	163	153	1	3	1	40	33	5	»	240	189	28	17	642+589 1231	

ANNÉES.		1° ENFANTS TROUVES ADMIS.	1° ENFANTS TROUVES décédés à l'hospice	1° ENFANTS TROUVES décedes à la campagne	2° ENFANTS ABANDONNS ADMIS	2° ENFANTS ABANDONNS décedes à l'hospice	2° ENFANTS ABANDONNS décedes à la campagne	3° ORPHELINS PAUVRES ADMIS	3° ORPHELINS PAUVRES décédés à l'hospice	3° ORPHELINS PAUVRES décédés a la campagne	ADMISSIONS par années Garçons	Filles	Total	DECES par années Garçons	Filles	Total	Proportion de la mortalité par années	4° ENFANTS SECOURUS TEMPORAIREMENT ADMISSIONS par années Garçons	Filles	Total.	DECES par années Garçons	Filles.	Total	Proportion de la mortalité par années
1870	Garçons	1	»	»	28	6	6	3	2	»	32		84	14	»	32	38 %	65	»	139	10	»	24	17.25 %
	Filles	1	»	1	48	8	9	3	»	»	»	52		»	18				74		»	14		
1871	Garçons	3	»	2	43	8	13	7	3	2	53	»	93	29	»	52	55.91 %	94	»	172	23	»	42	24.41 %
	Filles .	1	»	»	35	9	12	4	1	1	»	40		»	23			»	78		»	19		
1872	Garçons	»	»	»	33	9	9	12	2	3	45	»	77	23	»	37	48 %	42	»	86	4	»	14	16.27 %
	Filles .	1	»	»	22	4	6	9	1	3	»	32		»	14			»	44		»	10		
1873	Garçons	1	»	»	32	5	10	4	»	1	37	»	73	16	»	30	41 %	63	»	149	14	»	31	20 80 %
	Filles . .	»	»	»	31	3	8	5	1	2	»	36		»	14			»	86		»	17		
1874	Garçons .	»	»	»	20	1	8	4	»	3	24	»	46	12	»	23	50 %	93	»	171	22	»	40	23.39 %
	Filles .	»	»	»	18	2	7	4	»	2	»	22		»	11			»	78		»	18		
1875	Garçons	»	»	»	30	7	9	4	1	2	34	»	64	19	»	30	49.48 %	88	»	159	29	»	47	29 55 %
	Filles .	2	»	1	21	3	5	4	1	1	»	27		»	11			»	71		»	18		
1876	Garçons.	3	1	»	23	7	5	2	»	2	28	»	50	15	»	23	46. %	62	»	137	18	»	35	25.54 %
	Filles. . .	1	»	»	19	3	5	2	»	»	»	22		»	8			»	75		»	17		
1877	Garçons . .	1	»	»	27	6	5	3	2	»	31	»	69	13	»	28	40 57 %	73		156	15	»	35	22 43 %
	Filles	1	»	1	33	4	8	4	»	1	»	38		»	15			»	83		»	20		
1878	Garçons . .	»	»	»	45	4	12	1	»	»	46	»	85	16	»	35	41 17 %	96	»	177	19	»	28	15.80 %
	Filles . . .	2	»	»	36	5	14	1	»	»	»	39		»	19			»	84		»	9		
1879	Garçons . .	1	1	»	51	5	13	6	»	3	58	»	109	22	»	43	39.44 %	133	»	288	17	»	44	15.25 %
	Filles....	»	»	»	41	2	15	10	»	4	»	51		»	21			»	155		»	27		
1880	Garçons . .	»	»	»	30	6	15	3	1	»	33	»	75	22	»	42	56 %	139	»	264	36	»	76	29 11 %
	Filles	»	»	»	38	9	10	4	»	1	»	42		»	20			»	122		»	40		
1881	Garçons .	1	»	»	27	7	8	3	1	1	31	»	70	17	»	29	41 42 %	151	»	277	29	»	50	18 05 %
	Filles .	»	»	»	36	6	5	3	1	»	»	39		»	12			»	126		»	21		
1882	Garçons . .	»	»	»	28	8	8	5	1	»	33	»	83	17	»	44	53.01 %	141	»	285	32	»	64	21 40 %
	Filles . . .	1	»	»	41	7	17	8	1	2	»	50		»	27			»	144		»	29		
1883	Garçons .	1	»	1	34	6	6	3	2	4	38	»	61	19	»	32	52 45 %	178	»	350	32	»	72	20.57 %
	Filles . .	1	1	»	15	1	7	7	1	3	»	23		»	13			»	172		»	40		
											523	513	1036	254	226	448		1418	1439	2807	300	199	599	

Moyenne de la mortalité des trois categories . TROUVÉS, ABANDONNES et ORPHELINS pour les quatorze dernieres annees :

$$\frac{652.15}{14} = 46.58$$

Moyenne des enfants SECOURUS TEMPORAIREMENT pendant les quatorze dernières années :

$$\frac{399\ 80}{14} = 28\ 55$$

RÉSUMÉ DU REGISTRE DES DÉCÈS (N° 4)

DECÈS PAR CATEGORIE.

DÉCÈS PAR AGE	1° ENFANTS TROUVES — décédés à l'hospice par suite : de maladie	d'accident	d'épidémie	1° ENFANTS TROUVES — décédés à la campagne par suite : de maladie	d'accident	d'épidémie	2° ENFANTS ABANDONNES — décédés à l'hospice par suite : de maladie	d'accident	d'épidémie	2° ENFANTS ABANDONNES — décédés à la campagne par suite : de maladie	d'accident	d'épidémie	3° ORPHELINS PAUVRES — décédés à l'hospice par suite : de maladie	d'accident	d épidémie	3° ORPHELINS PAUVRES — décédés à la campagne par suite : de maladie	d'accident	d'épidémie
GARÇONS																		
Dans le premier mois	»	»	»	»	»	»	6 (2, 2, 3, 12, 13, 20)	»	»	»	»	»	2 (7, 15)	»	»	4 (3, 14, 17, 19)	»	»
D'un mois à 1 an	»	»	»	1 (2)	»	»		»	»	6 (2, 2, 7, 9, 11, 16)	»	»	»	»	»	»	»	»
De 1 à 2 ans	»	»	»	»	»	»		»	»	2 (10, 7)	»	»	»	»	»	»	»	»
2 à 3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 (4, 16)	»	»	»	»	»	»	»	»
3 à 4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
4 à 5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5 à 6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6 à 7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7 à 8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8 à 9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (18)	»	»	»	»	»	»	»	»
9 à 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
10 à 11	»	»	»	»	»	»	1 (5)	»	»	1 (5)	»	»	»	»	»	»	»	»
11 à 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAL	»	»	»	1	»	»	7	»	»	12	»	»	2	»	»	4	»	»
FILLES																		
Dans le premier mois	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
D'un mois à 1 an	1 (6)	»	»	»	»	»	1 (21)	»	»	7 (2, 3, 6, 6, 7, 14, 19)	»	»	1 (6)	»	»	3 (3, 8, 11)	»	»
De 1 à 2 ans	»	»	»	»	»	»	1 (3)	»	»	1	»	»	»	»	»		»	»
2 à 3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3 à 4	»	»	»	»	»	»	1 (1)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
4 à 5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5 à 6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6 à 7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7 à 8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8 à 9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9 à 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
10 à 11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
11 à 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAL	1	»	»	»	»	»	3	»	»	8	»	»	1	»	»	3	»	»
RECAPITULATION																		
Garçons	»	»	»	1	»	»	7	»	»	12	»	»	2	»	»	4	»	»
Filles	1	»	»	»	»	»	3	»	»	8	»	»	1	»	»	3	»	»

OBSERVATIONS	
1 Anemie	1
2 Athrepsie	5
3 Bronchite	5
4 Brulure	1
5 Cachexie	2
6 Cholérine	4
7 Convulsions	4
8 Coqueluche	2
9 Croup	1
10 Eclampsie	1
11 Entérite	4
12 Erytheme	1
13 Faiblesse extrême	1
14 Fievre cérébrale	1
15 Miliaire	1
16 Muguet	2
17 Nephrite	1
18 Névralgie	1
19 Tuberculose	2
20 Phthisie	1
21 Pneumonie	1
TOTAL	42

RÉSUMÉ DU REGISTRE DES SECOURS TEMPORAIRES (N° 6).

ADMIS.	MOUVEMENT. ENFANTS SECOURUS. élevés a la maison maternelle		élevés en nourrice.		TOTAL		RAYÉS des contrôles		DÉCÉDÉS dans le courant de l'année. chez leurs meres.		en nourrice.		TOTAL		RESTANT au 31 décembre 1874		ENFANTS LÉGITIMES postérieurement a l'allocation du secours temporaire.			DEPENSES. FRAIS ORDINAIRES. 1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	FRAIS ACCESSOIRES. Layettes et vetures	Assistance medicale	Frais d'inhumation	Legitimation de l'enfant Indemnité reglementaire	Frais divers	TOTAL
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	TOTAL									
(De 1863 a 1882 inclus).	1850		»	»	1850		1080		428		»	»	1508		312		311											(A) 577009 10
		1894	»	»		1894		1130		418	»	»		1548		346		327										
			»	»							»	»							648	1280375(	130197 »	12946266	13256390	24908 04	»		31840 »	»	
En 1883 .	1850	1891	»	»	1850	1894	1080	1130	428	418	»	»	1508	1548	342	316	311	337	618	12808750	130197 »	12946266	13256390	249(8 04	»	»	31840 »	»	577009 10
	215		»	»	215		98		42		»	»	140		75		48								»	»		»	
		212	»	»		212		97		49	»	»		146		66		42							»	»		»	
																			90	14846 »	15768 »	13646 »	17158 »	980 84			(B) 4604 »		70002 84
	2065	2106	»	»	2065	2106	1178	1227	470	467	»	»	1648	1694	417	412	359	379	738	14288350	145965 »	14610866	1 972190	25888 88	»	»	36444 »	»	647011 94
															829														

(A) Ce total ne comprend que les résultats des années 1869 a 1882 inclus. | (B) Cette somme représente 76 allocations a 60 fr. et une de 44.

PROTECTION DES ENFANTS DU 1er AGE.

Rapport général de l'Inspecteur des Enfants asssistés

POUR L'ANNEE 1883.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement d'administration publique du 27 février 1877, j'ai l'honneur de vous adresser le rapport d'ensemble sur l'exécution dans le département, pendant l'année 1883, de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du 1er âge.

Je commencerai par quelques renseignements statistiques, j'examinerai ensuite les travaux du Comité départemental, les rapports de MM. les Juges-de-Paix, ceux de MM. les Maires, des Commissions locales, le service médical, et je terminerai par le Concours de l'inspection des enfants assistés à l'exécution de la loi, et par les propositions de récompenses.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

Mouvement général des enfants soumis à surveillance.

	Au 31 décembre 1882, les enfants restant étaient au nombre de.....	2,315
	Le nombre des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde pendant le cours de 1883 a été de.....	3,628
	Total.....	5,943
	Sur ce nombre de 5,943,	
2,118	ont été retirés de leur placement par les familles ;	
531	sont décédés ;	
953	ont été affranchis de la surveillance par suite de leur âge ;	
3,602	....	3,602
	De sorte qu'au 31 décembre 1883, il n'en restait plus que	2,341

qui se trouvaient répartis de la manière suivante :

81	dans	20	communes	de l'arondissement	d'Avesnes ;
315	—	60	—	—	de Cambrai ;
56	—	20	—	—	de Douai ;
113	—	32	—	—	de Dunkerque ;
110	—	26	—	—	d'Hazebrouck ;
1,626	—	83	—	—	de Lille ;
40	—	17	—	—	de Valenciennes.
2,341	—	258			

Ainsi, au 31 décembre 1883, le nombre des enfants soumis à la surveillance était supérieur de 76 à celui du 31 décembre 1882, et le nombre total des enfants surveillés en 1883 a dépassé de 739 le chiffre de 1882.

Au point de vue de l'état-civil, sur les 3.628 enfants admis à la surveillance en 1883, il y avait 2,129 enfants légitimes, et 1,499 enfants naturels.

Au point de vue du mode de placement, sur les 2,341 enfants restant au 31 décembre 1883, il y en avait :

1,554 placés en nourrice ;
35 en sevrage ;
752 en garde.

Mortalité.

La moyenne de la mortalité a été en 1883 :

Pour les enfants placés en nourrice.. ..... de 10,27 % ;
— — en sevrage ..... de 7,79 % ;
— — en garde..... de 6,70 %.

La moyenne générale de la mortalité pour tous les enfants surveillés a été de 8,93 %.

Elle avait été en 1882 de 8,78 %.

Le tableau ci-dessous indique la nature des différentes maladies auxquelles ont succombé les enfants.

Statistique de 1883. — *Enfants du* 1er *âge.* — *Causes de décès.*

MALADIES.	Nombre des décès.	MALADIES.	Nombre des décès	MALADIES.	Nombre des décès
		REPORT.....	281	REPORT.. .	475
Abces multiples.....	2	Eclampsie	4	Misère physiologique ...	2
Affection cardiaque.....	2	Entéro colite..	1	Muguet	6
Anémie.	3	Entérite	112	Néphrite scarlatineuse ..	1
Angine couenneuse.... .	2	Entérite choléiiforme ..	2	Paralysie pulmonaire.. .	1
Athrepsie	35	Entérite tube culeuse...	2	Phthisie pulmonaire .	3
Bronchite.	32	Entéiite aigue.	8	Pleuro-pneumonie	1
Bronchite tuberculeuse ..	1	Enteiite scrofuleuse	1	Pneumonie	5
Bronchite capillaire... ..	19	Encéphalite	1	Pneumonie catarrhale . .	1
Broncho-pneumonie. . ..	6	Faiblesse congénitale . .	3	Pneumonie lobaire .	1
Carreau	3	Faiblesse générale.. ...	8	Pneumonie tubulaire . .	1
Catarrhe pulmonaire. . .	1	Fievre typhoide.... .	2	Pneumophymie	1
Cholérine	47	Fievre muqueuse	1	Rachitisme	3
Congestion pulmonaire .	2	Fluxion de poitrine	2	Rougeole	16
Cyanode	1	Gastrite	2	Scrofules ..	2
Convulsions	63	Gastro-entérite..... .	18	Tuberculisation du Mésentere	1
Convulsions éclamptiques	1	Gastio bronchite . ..	1	Tuberculose	1
Coqueluche.	11	Inflammation d'intestins	1	Tuberculose intestinale ..	1
Croup	4	Ictere	1	Tumeur blanche	1
Débilité.	8	Méningite	22	Variole.	3
Diarrhée.	33	Méningite cérébrale aigue	1	Causes inconnues	5
Diarrhée choléiiforme. .	5	Méningite tuberculeuse .	1		
A REPORTER..	281	A REPORTER	475	TOTAL	531

Si on additionne les décès survenus par suite des maladies des organes digestifs, ou occasionnés par une mauvaise alimentation, l'anémie, l'athrepsie, la cholérine, la diarrhée, la diarrhée chloréiiforme, l'entéro colite, l'entérite, l'entérite choléiiforme, l'entérite tuberculeuse, l'entérite aigue, l'entérite scrofuleuse, la faiblesse générale, la gastro-entérite, la gastrite, l'inflammation d'intestins, la misère phisiologique et le muguet, on en trouve 286, et si, d'autre part, comme il est probable, sur les 64 décès portés comme ayant pour cause les convulsions, il y a encore quelques uns qui peuvent être attribués à des maladies des organes digestifs, on voit que plus de la moitié des décès proviennent de maladies des organes digestifs, et l'on comprend ainsi toute l'importance de la loi 1874 qui permettra, dans un temps donné, de diminuer les abus de certaines éleveuses, qui donnent à leurs enfants une trop grande quantité de nourriture, en leur indiquant la véritable manière d'elever les enfants.

Au reste, selon le vœu exprimé l'année dernière par le Comité départemental, « les Conseils de l'Académie de médecine » sont actuellement à l'impression sous forme d'un tableau en gros caractères, et un exemplaire qu'ils pourront afficher dans leur demeure sera bientôt remis à chaque nourrice.

Enfants étrangers au département.

Le nombre des enfants étrangers au département qui ont été admis à la surveillance en 1883 a été de 345.

Sur ce nombre 283 étaient originaires de la la Seine
18 — du Pas-de-Calais
14 — de l'Aisne
4 — de la Marne
4 — de Seine-et-Oise
1 — de la Cote d'or
1 — de la Seine Inférieure
1 — de Seine-et Marne
17 étaient originaires de la Belgique
1 — de la Hollande
1 — de l'Amérique

345

Comité départemental.

Le Comité départemental a tenu six séances dans le courant de l'année 1883, le 15 et le 22 mars : 17 mai; 9 août, 20 septembre et 15 novembre.

Les travaux se résument de la manière suivante :

Dans chacune de ses réunions, le Comité a pris connaissance à tour de rôle et par arrondissement des listes nommatives des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde, et il a été amené à la suite de cet examen, à donner un avis favorable à la création de commissions locales dans 10 communes du département, et à demander que des observations soient adressées à qui de droit, pour amener un certain nombre de commissions à mieux remplir leur mission.

Dans la séance du 15 mars. le Comité donne un avis favorable aux demandes de la dame Célina Lebrun, sage-femme à Lille, et de la Dame Brabant, sage-femme à Sin-le-Noble, qui solicitent, la première, l'autorisation de recruter et de placer des nourrices dans tout le département du Nord ; la seconde, l'autorisation de placer des enfants en nourrice et en garde, et de recruter des nourrices dans les 21 communes de l'arrondissement de Douai qu'elle a désignées.

Le Comité prend ensuite communication du rapport annuel, présenté par M. l'Inspecteur départemental des enfants assistés.

Résumant l'impression produite par ce rapport, établi d'après les documents provenant des autorités locales, le Comité pense pouvoir affirmer que l'œuvre de la protection se vulgarise. Ce résultat doit être sans doute attribué en partie aux nombreuses tournées faites par l'inspection départementale dans un grand nombre de communes où les prescriptions de la loi ont été appliquées. Comme il serait à désirer que ces tournées puissent

se répéter chaque année, le Comité renouvelle le vœu qu'un 3e poste de sous-inspecteur soit créé à Lille.

Le Comité, dans le but de simplifier les écritures, demande qu'on signale à l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur, le vœu de M. le Maire de Lille, tendant à la suppression du registre aux déclarations des parents, qui reproduit les renseignements contenus dans celui des nourrices, sauf en ce qui concerne la signature des parents ou ayant-droit.

Il s'ossocie également au vœu de M. le docteur Werthemer, médecin-inspecteur à Lille, demandant que le certificat médical constate l'état du nourrisson, au même titre que celui de la nourrice ou gardeuse, et que la sécurité de l'un et de l'autre soit entourée des mêmes garanties.

Dans la séance du 22 mars, le Comité prend connaissance des propositions de récompenses honorifiques et pécuniaires. Il émet le vœu qu'une mention honorable soit accordée à Madame Bave-Coget, membre de la Commission locale d'Hellemmes-Lille, et à M. Planquelle, chef de bureau à la mairie de Lille.

Il émet également le vœu, sur la proposition de M. le Président, qu'il soit accordé une médaille d'argent à M. Bernard, inspecteur départemental des enfants assistés pour services rendus depuis la mise à exécution da la loi de protection.

Dans la séance du 17 mai, le Comité prend communication de l'itinéraire à suivre en 1883, par les fonctionnaires de l'inpection des enfants assistés, qui lui paraît de nature à accentuer les bons résultats déjà obtenus dans le Nord, en ce qui concerne l'application exacte des diverses prescriptions de la loi.

Le Comité fait choix d'un des spécimens qui lui sont soumis par M. le Préfet, reproduisant les « Conseils de l'academie de médecine » qui doivent être distribués aux nourrices. Il espère que l'exemple donné par la ville de Tourcoing, en ce qui concerne l'insertion de ces recommandations dans les livrets de famille, trouvera de nombreux imitateurs.

Le Comité examine ensuite avec intérêt le rapport adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, sur les résultats généraux du service de la protection pendant l'année 1882.

Dans la séance du 15 novembre, M. le Président du Comité donne lecture de la lettre suivante, que lui a adressée M. Bernard, inspecteur des enfants assistés, récemment admis à faire valoir ses droits à la retraite :

Monsieur le Président,

« Je tenais, en quittant mes fonctions d'inspecteur de service des enfants assistés, à » témoigner à MM. les membres du Comité départemental de protection des enfants du » premier âge, le vif regret que j'éprouvais de me séparer forcément d'eux et à leur » adresser en même temps mes plus sincères remerciements pour le précieux et dévoué » concours qu'ils n'ont jamais cessé de me prêter dans l'accomplissement de ma mission.

» N'ayant pu le faire dans la dernière réunion du Comité, je prends la respectueuse

» liberté de vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien être l'interprête de mes » sentiments auprès de MM. vos collègues, et leur donner en même temps l'assurance » que j'emporte d'eux, dans ma retraite, le meilleur et le plus reconnaissant souvenir.

» En ce qui vous touche personnellement, Monsieur le Président, je n'oublierai jamais » non plus, soyez en bien convaincu, ni votre esprit de droiture et d'équité, ni l'estime » dont vous avez daigné m'honorer. »

Monsieur le Président a répondu en ces termes :

« Monsieur, je ne manquerai pas de donner connaissance au Comité départemental de » protection des enfants de premier âge, lors de sa prochaine réunion, de la lettre que » vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 courant.

» Le Comité sera sensible à vos adieux et au regret que vous voulez bien exprimer de » devoir vous séparer de lui ; ce regret, soyez en bien sûr, sera partagé par tous vos » anciens collègues ; car tous ont pu, comme moi, apprécier votre généreux zèle pour » notre œuvre philanthropique et le précieux concours apporté si régulièrement à nos » travaux par vos capacités, votre expérience et votre honorabilité.

» Il serait certainement désirable que la loi permit à M. le Préfet d'adjoindre un » deuxième membre au Comité départemental. »

Le Comité s'associe unanimement au témoignage de sympathie et de regret donné par M. le President à M. Bernard.

M. Ducrocq, le nouvel inspecteur des enfants assistés, est élu secrétaire. M. Coupey, chef de bureau à la Préfecture, conservera ses fonctions de secrétaire adjoint.

Le Comité, en examinant les feuilles de placement, remarque que malheureusement les commissions locales ne fonctionnent pas dans la plupart des communes où elles ont été organisées. Dans ces conditions il y a lieu de faire un appel plus pressant au zèle des maires, des médecins inspecteurs et du personnel de l'inspection départementale. M. le docteur Hallez pense que l'on obtiendrait une surveillance de tous les instants si l'on parvenait à organiser dans le Nord « la Société protectrice de l'enfance. » Cette société doit sa création à l'initiative privée, elle n'a pas de caractère officiel, et elle déploie une grande activité dans plusieurs départements où elle est organisée : on trouverait certainement parmi des membres ses éléments sérieux pour la constitution des commissions locales.

Le Comité est d'avis d'étudier les moyens qu'il y aurait lieu d'employer pour créer dans le Nord une société de ce genre.

Rapports de MM. les Juges-de-Paix.

D'après les rapports de MM. lesjuges-de-paix parvenus à l'inspection, il a été relevé sur les registres ouverts dans les mairies, en exécution de l'art. 10 de la loi, 4656 déclarations.

Il résulte encore de ces documents, que les régistres étaient bien tenus dans les cantons d'Avesnes Nord et Sud, Bavai, Berlaimont, Landrecies, Le Quesnoy-Est et Ouest, Manbeuge, Solre-le-Château, Trelon, Cambrai Est et Ouest, Clary, Le Cateau, Marcoing, Solesmes, Arleux, Douai Nord, Ouest et Sud, Marchiennes, Orchies, Armentières, Cysoing, La Bassée, Lannoy, la ville de Lille et ses 5 cantons, Pont-à-Marcq, Quesnoy-sur-Deûle, Roubaix Est et Ouest, Tourcoing Nord et Sud, Bergues, Bourbourg, Dunkerque Est et Ouest, Gravelines, Hondschoote, Wormhoudt, Bouchain, St-Amand (rive gauche, Valenciennes Nord, Est et Sud.

MM. les juges-de-paix ont constaté une ou plusieurs irrégularités ou omissions dans les communes de Frasnoy, Sepmeries, Béthencourt, Cattenières, Seranvillers, Lomme, Loos, Santes, Sequedin, Tressin, Willems, Avelin, Bersée, Annœullin, Houplin.

A Frelinghien la loi n'est pas encore comprise. A Escaudœuvres, la tenue des registres laisse à désirer. A Clary, il manque le registre de déclaration des parents.

Dans le canton de Marcoing, quoique les registres soient généralement tenus avec beaucoup de soin, M. le Juge de paix signale une omission assez fréquente, celle de l'autorisation donnée à la mère de nourrir au sein deux enfants en même temps.

M. le juge de paix de Cambrai-Est signale que les registres de la commune de Niergnies n'ont pu lui être présentés.

Rapports de MM. les Maires.

MM. les Maires des communes dans lesquelles il n'a point encore été créé de Commission locale de surveillance et ceux des localités où cette institution existe, mais n'a pas fonctionné ont montré, je dois vous l'avouer, Monsieur le Préfet, moins d'empressement que par le passé à transmettre le rapport annuel que, conformément aux dispositions du § 3 de l'article 7 du règlement d'administration publique du 27 février 1877, vous leur avez demandé sur l'ensemble du service pendant l'année 1883.

262 rapports seulement sont parvenus et sur ce chiffre (139) plus de la moitie par conséquent sont négatifs.

De la lecture attentive de ces documents il résulte que :

Dans les communes de Boussières, Fressies, Rumilly et Troisvilles quelques nourrices n'ont pas été régulièrement payées ; l'une d'elles a même dû faire enterrer son nourrisson à ses frais.

Dans celle de Mœuvres le Maire signale un enfant dont le placement laisse à désirer sous le rapport de la propreté et de la nourriture.

Par contre les Maires de Rumilly, de Fressies, Troisvilles et Hondeghem sont heureux, disent-ils, de pouvoir faire l'éloge de quelques femmes dévouées à qui on avait confié des enfants chétifs, dont l'état était alarmant et qui sont maintenant en bonne santé, grâce aux soins assidus dont ils ont été l'objet et au zèle déployé par leurs nourrices.

A Bois Grenier, le Maire, pour expliquer le nombre relativement élevé des décès sur-

venus dans sa commune, fait remarquer que les enfants qui ont succombé, avaient des maladies résultant de la mauvaise constitution qu'ils apportent en naissant, car tous appartenaient à des ouvriers employés dans les manufactures.

Les Maires de Lille, Lys-lez-Lannoy et Houplines se louent du succès obtenu relativement à l'application de la loi dans leur commune. L'accroissement du chiffre des déclarations provient, disent-ils, de ce que la loi est plus connue et mieux observée et M. le Maire d'Houplines ajoute : « Aujourd'hui les parents se font un plaisir de venir faire régu- » lièrement les déclarations. Les nourrices de leur côté, se conforment très exactement » aux prescriptions réglementaires. Tous comprennent les excellents résultats que cette » loi toute de progrès doit produire, affirmés d'ailleurs chaque jour par un nombre » moindre de décès. »

M. le Maire de Lomme, au contraire, se plaint de ce que certaines personnes ne remplissent pas les formalités exigées. Selon lui, c'est cependant plutôt par ignorance que volontairement que ces irrigularités se produisent. Ce magistrat se plaint aussi de la lenteur que mettent certains de ses collègues ou ont été faites des déclarations, à lui adresser les avis de placement, du sorte qu'il arrive que des nourrissons sont dans sa commune depuis quelque temps déjà, sans qu'il en sache rien. Il se trouve ainsi dans l'impossibilité de pouvoir prévenir le médecin-inspecteur en temps utile

Les Maires des communes qui les années précédentes n'avaient pu arriver à constituer de Commission locale, parce qu'aucune dame ne voulait consentir à en faire partie, déclarent n'avoir pas été plus heureux cette année dans les nouvelles et les nombreuses démarches qu'ils ont faites dans ce but. Il est difficile, dit M. le Maire d'Hallennes-lez-Haubourdin, de faire accepter la mission de pénétrer dans le domicile d'autrui pour un service de surveillance et d'inspection.

Dans un assez grand nombre d'autres communes où la Commission locale est constituée les Maires, pour la plupart n'arrivent que très difficilement à réunir les membres qui la composent.

M. le Maire de Pérenchies, après avoir exposé qu'une Commission existe dans sa commune, mais ne fonctionne pas, exprime la crainte qu'elle ne puisse même jamais fonctionner, parce que les charges afférentes à chacun des membres sont trop multiples pour qu'aucun d'eux puisse trouver le temps nécessaire pour les remplir, et il est d'avis qu'il doit en être de même un peu partout, car ajoute-t-il : « Les membres de ces assem- » blées sont généralement en même temps, membres du Conseil municipal, et, si l'on » ajoutait aux réunions mensuelles celle de la Commission scolaire, qui sont aussi men- » suelles, celles du Conseil municipal et celles du bureau de bienfaisance, bientôt, tout » ce personnel, au lieu de se livrer aux travaux urgents de la campagne, se verrait » obligé d'élire domicile à la Mairie. »

D'après ce magistrat. la Commission, pour fonctionner selon l'esprit de la loi, doit être composée de membres entièrement dévoués, attendu que leurs fonctions sont gratuites. Pour lui il n'est pas douteux que sans dévouement ces commissions ne sauraient fonctionner, et il est d'avis que du dévouement qui nuit aux intérêts ne doit pas exister.

Après avoir mûrement réfléchi sur la constitution des Commissions, il se demande si

l'on ne pourrait pas confier cette tâche aux membres du bureau de bienfaisance. qui préalablement et volontairement chargés de visiter les pauvres. pourraient. le cas échéant, visiter les nourrissons sans une grande surcharge de travail

Ces membres pour remplir leurs fonctions qui sont entièrement honorifiques doivent, eux, être dévoués, et, comme la Commission locale est mixte, il serait facile de leur adjoindre quelques veuves ou célibataires d'un âge mûr, qui seraient très honorés de la confiance dont elles seraient l'objet.

A Wattignies et à Lille, il en est tout autrement. les Maires de ces localités sont heureux de pouvoir rendre hommage à l'empressement que tous les membres mettent à remplir leur mission. et à la part que chacun d'eux a prise à cet œuvre si humanitaire

Je ne crois pouvoir mieux faire que de reproduire ici les passages les plus importants de leur rapport.

Le premier s'exprime en ces termes :

« La Commission locale a parfaitement compris l'importance de son rôle dans cette » grave question de l'enfance, et si ses réunions n'ont pas en toute la fréquence désira- » ble, il n'en est pas moins vrai que les dames patronesses de l'œuvre. se rendent assi- » dûment et à certaines heures imprévues au domicile des nourrices, soit pour stimuler » le zèle. soit pour récompenser les soins et tout cela d'une façon désintéressée. qui » mérite une récompense. L'œuvre de la protection des enfants du premier âge est suivie » dans la commune de Wattignies, aussi bien qu'on peut le désirer dans une commune » populeuse et considérablement sectionnée. »

M. le Maire de Lille de son côté s'exprime de la manière suivante .

« Les dames du Comité se sont particulièrement distinguées, et nous ne saurions trop » les louer du zèle que toutes ont montré dans l'accomplissement de leurs délicates fonc- » tions Nous tenons à leur témoigner l'expression de la vive reconnaissance de l'Admi- » nistration municipale, pour leur dévouement à la cause de l'enfance. Grâce à leur sur- » veillance assidue. les enfants en général. ont reçu des soins mieux entendus et une » alimentation plus appropriée à leur âge. Généralement leurs avis ont été bien reçus et » leurs conseils suivis, mais il reste encore bien des préjugés à combattre, bien des abus » à déraciner Il y a lieu surtout de réagir contre cette tendance malheureuse, qu'ont » les éleveuses de donner aux enfants une trop grande quantité d'aliments. Toutefois il » faut rendre cette justice aux nourrices que pour la plupart elles entourent les enfants » qui leur sont confiés d'une sollicitude toute maternelle Il n'est pas rare de rencontrer » des dévouements poussés jusqu'au sacrifice. Certaines nourrices bien que chargées de » famille, pauvres elles-mêmes, n'hésitent pas à conserver des enfants. pour lesquels » elles ne reçoivent aucune rémunération et refusent de s'en séparer si les parents » viennent à mourir ou à les abandonner, ajoutant ainsi une nouvelle charge à celle parfois » déjà bien lourde de leur propre famille. »

« Comme l'année dernière. le Conseil municipal a voté une subside de 1.500 francs. » Cette somme a été employée à l'achat de vêtements et d'objets indispensables pour la » première enfance La distribution en a été faite par les soins du Comité aux enfants

» pauvres, des médicaments ont été également fournis gratuitement dans les dispensai-
» res du bureau de bienfaisance et payés sur les fonds alloués par le Conseil. »

« La publicité donnée à la distribution des récompenses a produit le meilleur effet et
» toutes les nourrices ont été flattées de savoir que leur nom a été mentionné dans les
» journaux et les actes administratifs. Il serait très utile d'ajouter aux gratifications une
» récompense honorifique, sorte de diplôme de satisfaction. Ces encouragements sont
» appelés à rendre les plus grands services à la propagation de la loi de 1874, et sont un
» puissant stimulant pour les nourrices qui attachent le plus grand prix à ces sortes de
» récompenses. »

« Le Comité regrette que les grands parents soient dispensés de déclaration lorsqu'ils
» soignent leurs petits enfants ; à deux reprises différentes, il a émis le vœu de voir sup-
» primer cette tolérance, se fondant sur ce que la loi n'a pas été faite seulement pour
» prévenir les services et les mauvais traitements ; mais surtout. pour diminuer les abus
» les préjugés et donner sur l'hygiène et sur l'alimentation, des conseils dont les aieuls
» ont tout autant besoin que les autres nourrices. Aucune plainte n'a jamais été formulée
» par les grands parents soumis à cette obligation, et plusieurs surtout parmi la classe
» pauvre, demandent à rentrer dans la loi commune, ce qui leur permettrait de concou-
» rir pour les primes et de partiriper aux distributions de secours du Comité. »

Commissions locales.

Le nombre des Commisslons locales de surveillance constituées s'élève aujourd'hui à 192, en augmentation de 10 sur l'année précédente.

Il est regrettable d'avoir à constater que plus des deux tiers de ces assemblées aient cru ne pas devoir adresser le compte-rendu de leurs opérations et que, parmi les 62 qui ont transmis copie des délibérations qu'elles ont prises, 12 seulement se soient réunies plus d'une fois dans le courant de l'année.

Bien que la plupart de ces Commissions n'aient point tenu de séances aussi fréquemment que le prescrivent les instructions. il est au moins juste de signaler d'une manière toute particulière, celles qui se sont fait remarquer par leur zèle et leur dévouement et méritent à ce titre une mention spéciale. Je citerais d'abord et en première ligne les Commissions de Cambrai, Bourbourg-Campagne, Hellemmes. Dunkerque, Lille et Fourmies, puis celles de Bailleul, Bierne. Petite-Synthe et St-André. et enfin celles de Brunemont et Masnières.

Est-ce à dire pour cela que les 130 autres qui n'ont fourni aucun rapport soient restées inactives ? Évidemment non. Un grand nombre d'entre elles ont fonctionné et rendu de fréquentes visites aux nourrissons placés sous leur surveillance.

L'examen des rapports fournis par lesdites Commissions m'a donné l'occasion de relever les faits suivants qui m'ont paru les plus intéressants au point de vue du service de la protection.

A Cambrai une nourrice à qui un livret avait été refusé a cause de sa conduite peu

régulière et de la mauvaise tenue de sa maison, était en possession de son nourrisson avant de se présenter à la Mairie.

La police après lui avoir accordé le délai nécessaire pour remettre l'enfant à ses parents, voyant qu'elle ne s'exécutait pas et se montrait en outre rebelle et arrogante, lui dressa procès-verbal. Il en est résulté une condamnation en simple police à un franc d'amende et aux frais.

A Dunkerque et à Bailleul. il a été décidé, que deux nourrices ne pourraient plus être chargées d'autres enfants. L'une, pour que la mort du nourrisson qui lui était confié est due en grande partie à la mauvaise alimentation qui lui a été donnée. Cette femme ne s'est pas conformée aux prescriptions du médecin : elle a même laissé succomber l'enfant sans informer ce praticien que son état s'était aggravé. L'autre à cause de l'état de malpropreté de sa maison.

A Bourbourg-Campagne. Marcq-en-Barœul, Dunkerque et Cambrai, on a constaté l'irrégularité ou le défaut de paiement des mois de nourrice. Pour ce dernier motif certaines nourrices ont remis les enfants à leurs parents. D'autres au contraire, quoique ne recevant plus aucun gage depuis assez longtemps déjà, ont conservé leurs nourrissons et continuent à les élever comme s'ils étaient leurs propres enfants.

A Cambrai, sur la proposition de la Commission. le bureau de bienfaissance de cette ville a accordé une indemnité à une nourrice qui ne recevait plus des gages depuis plusieurs mois.

A Escaudœuvres on a déplacé d'office un enfant dont la nourrice était décédée subitement et deux autres qu'on laissait manquer du nécessaire.

A Fontaine-au-Pire. des plaintes ont été faites sur les agissements du meneur qui ne paie pas régulièrement les nourrices. et leur retient à chaque paiement un franc sur leur modique salaire.

A Marquette, la Commission pense que la négligence et le peu de propreté que l'on rencontre quelquefois doivent être attribués à la modicité des prix de pension. A Bourbourg-Campagne, cette assemblée s'étonne de ce qu'une nourrice élève un enfant pour un prix peu rémunérateur (15 francs par mois).

A Fourmies quelques nourrices n'avaient pas de garde-feu. elles ont été invitées à s'en procurer ce qu'elles ont d'ailleurs fait sans retard.

A Cambrai et à Dunkerque on a remarqué que les déclarations se font plus régulièrement que par le passé ce qui prouve que tout le monde maintenant se conforme à la loi.

De ce qui précède, on peut conclure que si certaines nourrices peu consciencieuses, ont dû être rappelées à l'accomplissement de leurs devoirs, elles font exception, car toutes les autres à peu près méritent des éloges. En effet, presque toutes les Commissions sont unanimes à reconnaître qu'en général les enfants sont bien nourris, tenus avec une grande propreté et reçoivent des soins assidus, dévoués et vraiment maternels.

Vœux émis par les Commissions.

La Commission de Cambrai exprime le vœu que l'Administration Supérieure. adresse chaque annee une quantité suffisante d'exemplaires du rapport présenté à M. le Président de la République par M le Ministre de l'Intérieur, pour que chacun des membres puisse en être pourvu.

Exprime aussi le vœu qu'un exemplaire de toutes les brochures publiées sur le service soit remis personnellement et d'une manière définitive à chacun des membres.

Celle de Bailleul exprime le vœu qu'une disposition législative oblige les parents à consulter la Commission, au sujet du choix des nourrices, auxquelles ils désirent confier leurs enfants et ce préalablement au placement des nourrissons

La Commission de Bourbourg-Campagne, sur la proposition du Médecin-Inspecteur. après avoir émis l'avis que, pour les enfants placés chez leurs grands parents, la surveillance est au moins aussi nécessaire que pour les autres, exprime le vœu que les Commissions soient laissées juges de décider, s'il y a lieu ou non à surveiller cette catégorie d'enfants.

Serviée médical.

Le service de la protection du 1er âge comprend 207 circonscriptions médicales visités par 193 médecins-inspecteurs. — Sur ce nombre 100 seulement on fourni des rapports sur la situation de leurs circonscriptions respectives.

L'abstention des 93 autres médecins provient probablement de ce que les uns ont eu une nombre très limité d'enfants à surveiller, et les autres par suite d'une négligence impardonnable, n'ont pas même pris la peine de renseigner l'Administration sur leur visites obligatoires.

Le tableau ci-dessous donne le résumé des rapports par circonscription des médecins-inspecteurs.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
		ARRONDISSEMENT D'AVESNES.	
1re	M. Fosse	Frasnoy	Rapport non produit.
2e et 8e	M. Monneret.	Au Quesnoy..	Rapport non produit.
3e et 4e	M. Lenglet	Englefontaine	Rapport non produit
5e	M. Cauchy	Bousies	Rapport non produit
6e	M. Demoulin	Landrecies	Trois enfants seulement sont placés dans sa circonscription Les enfants reçoivent tous les soins désirables Le pays est excessivement bon pour les nourrissons et les mères de famille désirent en avoir davantage à élever.
7e	M. Bevierre, pere	Maroilles	Rapport négatif.
9e	M. Malard	Bavai	Rapport non produit
10e	M. Lecomte	Bavai	Rapport non produit.
11e	M. Crasquin	La Flamengrie	Rapport non produit

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RESUMÉ DES RAPPORTS
12e et 13e	M Malard.	Bavai	Rapport non produit.
14e	M. Cartier	Feignies	Rapport non produit
15e	M Cathelotte, père	Pont-sur-Sambre	Rapport non produit.
16e	M Banteignies	Berlaimont	Rapport non produit.
17e	M Cathelotte, fils..	Berlaimont	Rapport non produit.
18e	M Bevieire, fils.....	Maroilles. .. .	Rapport non produit
19e	M Mary,....	Cartignies	Rapport non produit.
20e	M Fourdrignier .	Etrœungt	Expose qu'il n'a eu que trois enfants à visiter dans le 2e semestre de l'année 1883 et qu'ils recevaient d'excellents soins.
21e	M. Mouronval.....	Avesnes	N'a eu que neuf enfants à visiter pendant l'année 1883. Ce praticien dit que la loi est peu connue daus sa circonscription et n'est guère appliquée le plus souvent par négligence.
22e	M. Herbecq....	Avesnes	Rapport non produit.
23e	M. Marquis	Avesnes	Rapport non produit.
24e	M Desmasures	Dourlers	Rapport négatif.
25e	M. Leblon	Felleries	Rapport non produit.
26e	M Goulard	Sars-Poteries	Rapport non produit.
27e	M. Arciaux	Sars-Poteries	Rapport non produit.
28e	M. Massot	Beaufort.	Rapport non produit.
29e	M. Autier	Maubeuge	Rapport négatif.
30e	M Bocquet	Maubeuge	Rapport non produit.
31e	M. Leniez.....	Maubeuge	Rapport non produit.
32e	M. Riche.....	Jeumont..	Ce praticien expose que n'ayant eu qu'un seul enfant placé dans sa circonscription il ne peut fournir un rapport.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RESUME DES RAPPORTS.
33e	M Deltour	Cousolre.	Rapport non produit.
34e	M Culot	Solre le Château	Rapport non produit.
35e	M Marlier	Sains.	Rapport non produit
36e	M Ringuer	Trélon	Rapport non produit.
37e	M Huart.	Trélon.	Rapport non produit.
38e	M. Dupuis	Anor	Rapport non produit.
39e	M. Bessac.	Anor	Rapport non produit.
40e	M. Colhard	Fourmies	Rapport non produit.
41e	M Drapier	Fourmies.	Rapport non produit.
42e	M Mora	Fourmies	A eu 42 enfants à visiter dans le cours de l'année, dont la plupart étaient placés en garde, quelques-uns élevés au biberon ou au petit pot, mais pas un au sein. Termine en disant que dans sa circonscription les femmes soignent généralement bien les enfants qui leur sont confiés, mais il n'a obtenu ce résultat qu'à force de surveillance et de remontrances aux gardeuses
43e	M. Debouzy	Wignehies	N'a eu qu'à se louer cette année de la régularité avec laquelle sont faites les déclarations à la mairie et les soins avec lesquels les enfants ont été soignés, a trouvé partout de la bonne volonté et ses conseils ont été généralement suivis
44e	M. Carret	Hautmont	Rapport non produit.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

1re	M. Leclercq.	Paillencourt...	Expose qu'il n'a eu que quatre enfants soumis à sa surveillance en 1883, un enfant de la Seine est arrivé mourant et a succombé peu de temps après, un autre a été remis à sa famille en très bonne santé et les deux autres sont en bon état, les nourrices méritent des éloges. Termine en disant qu'un certain nombre d'enfants échappent à la loi du 23 décembre 1874 et celà le plus souvent par ignorance.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RESUME DES RAPPORTS.
2e	M. Charlet..	Iwuy	Fait connaître qu'il n'a eu pendant l'année que huit enfants soumis à ses inspections. Sur ce nombre l'un d'eux n'a vécu qu'un mois, dans un état de débilité complet, deux autres sont rentrés en très bonne santé dans leurs familles et les cinq derniers sont dans d'excellentes conditions et reçoivent de très bons soins de leurs nourrices, se plait à reconnaître qu'il y a une grande amélioration dans le service en général.
3e et 32e	M. Timal	Cambrai	Rapport non produit.
4e et 7e	M Ronnaux	Cambrai	Expose qu'il a eu la satisfaction d'avoir pu abaisser encore le chiffre des décès. En effet, sur 112 enfants soumis à sa surveillance, huit seulement sont décédés; il déclare avoir obtenu cet heureux résultat en restreignant de plus en plus l'usage du biberon et à quelques déplacements opérés assez tôt pour sauvegarder la vie de certains nourissons en mauvais état. Ces déplacements toutefois ne se font pas sans difficultés; l'enfant qui souffre est le plus souvent élevé au biberon, et cet élevage est moins rétribué que l'allaitement au sein. Termine en disant que les enfants de la Seine qui sont en majorité dans sa circonscription sont souvent négligés par leurs familles. — En effet, les parisiens donnent généralement aux nourrices le triste et coupable spectacle de la plus grande indifférence en ne payant que très irrégulièrement le salaire, ajoute encore que la loi tutélaire de 1874 ne sera complète, que le jour où l'on réglera le placement des enfants avec le même soin qu'on règle leur surveillance.
5e	M. Coulon.....	Cambrai.....	Rapport non produit.
6e	M. Sergent	Fontaine-Notre-Dame.	59 enfants ont été soumis à sa surveillance dans le cours de l'année. — Sur ce nombre neuf sont décédés; se plait à reconnaître que les nourrices en général entourent les enfants de soins intelligents et dévoués. — Termine en demandant que la rémunération soit calculée par kilomètre et par visite, car la visite n'étant pas plus rémunérée pour un kilomètre que pour plusieurs et les communes étant à douze kilomètres de sa circonscription, conclut que les visites faites aux enfants de ces communes sont onéreuses pour lui.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
8e	M Carpentier	Marcoing	Déclare que les enfants de sa circonscription continuent à recevoir de très bons soins de leurs nourrices et qu'ils sont de ce fait rarement malades. — Fait l'éloge des dames patronesses des communes de Marcoing et Ribécourt, qui visitent souvent les nourrissons avec un dévouement qui leur fait honneur.
9e	M Mignot.	Gouzeaucourt	Rapport non produit
10e	M Thobois	Masnières.	N'a eu que huit enfants à surveiller qui sont tous dans un état de santé excellent
11e	M. Loubry..... ...	Villers-Guislain	Dis que les quelques enfants de son inspection sont tous dans un bon état de santé. Fait valoir que ceux venant de Paris et autres localités éloignées seraient encore dans de meilleures conditions s'ils étaient sevrés avant de faire le voyage qui est toujours trop long pour les enfants en bas âge. Termine en disant qu'il est médecien de bienfaisance des commune de Banteux et Gonnelieu où il est souvent appelé, qu'il voit régulièrement les gardeuses et se rend compte de la santé des enfants de ces communes sans recevoir de rétribution pécuniaire.
12e	M Coursier-Passet	Honnecourt	Expose qu'il a eu 22 enfants à surveiller cette année, dont un à Honnecourt, douze a Banteux et neuf à Bantouzelle, n'a que trois décès à signaler. Termine en disant que beaucoup de mères nourrices qui vont à Paris chercher des nourrissons sont souvent dupes des filles mères de la capitale qui ne paient pas régulièrement les mois de nourrice et ne donnent ni linge, ni argent, de sorte que ces pauvres femmes qui se dévouent au service de l'humanité sont encore quelquefois obligées de reconduire, à leurs frais, ces enfants à Paris.
13e	M. Descamps.	Saulzoir	Déclare n'avoir eu que cinq enfants soumis à son inspection, sur ce nombre deux qui étaient arrivés dans un état de santé déplorable dû à la diarrhée et au muguet sont décédés, les autres se portent bien.
14e	M. Tramblin	Bermerain	Rapport non produit
15e	M Guyot	Solesmes	Rapport non produit.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
16e	M. Wagon.....	Solesmes.....	Rapport non produit.
17e	M. Lanciaux	Saint-Hilaire.	N'a que peu d'enfants sous sa surveillance, dit que la propreté laisse toujours à désirer, propose pour y remédier d accorder annuellement une petite récompense aux nourrices les plus méritantes, surtout celles qu'ils n'ont pas été payées des parents de leurs nourrissons, ce qui arrive quelquefois.
18e	M. Belière	Beauvois.....	Se plait à reconnaître que la loi du 23 décembre 1874 améliore considérablement la condition des jeunes enfants placés en nourrice et qu'elle est parfaitement exécutée dans sa circonscription, sur quinze enfants soumis à sa surveillances deux seulement sont décédés, un par méningite et l'autre par entérite, mais que ces deux décès ne lui paraissent pas être imputables aux nourrices. Celles-ci, du reste, en général, se sentant surveillées tiennent leurs nourrissons beaucoup mieux qu'autrefois.
19e	M. Rossigneux.....	Neuvilly.....	Rapport non produit.
20e	M. Cardon	Caudry	Dit qu'il n'existe pas de commission locale à Caudry. Prétend que les parents mettent une certaine négligence à déclarer leurs enfants parce que la loi du 23 décembre 1874 n'est pas assez connue.
21e et 30e	M. Richez	Bertry	Rapport non produit.
22e et 23	M. Talfer.....	Crèvecœur..	A eu dans le courant de l'année, 76 enfants à surveiller, sur ce nombre onze sont décédés, soit une moyenne de 14,47 p. % alors que l'année dernière les décès s'étaient élevés à 24,6 p. %, soit une différence de 10 p. % en faveur de 1883. Dit que les nourrices font leur devoir, mais ont besoin néanmoins d'être surveillées.
24e	M. Nicolas	Busigny	Expose que le nombre des enfants de sa circonscription est trop restreint pour qu'il puisse faire un rapport détaillé sur la loi de la protection.
25e	M. Rametto	Walincourt	Sur 16 enfants soumis à sa surveillance un seul est décédé, l'état de santé des quinze autres est assez satisfaisant, les nourrices font généralement leur devoir.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
26e	M. Robert.....	Ligny.....	Rapport non produit.
27e	M. Cassine.....	Le Cateau.....	Rapport non produit.
28e	M. Camus.....	Le Cateau.....	Rapport non produit.
29e	M. Pottier.....	Catillon.....	Dit n'avoir sous sa surveillance que trois enfants qui ont toujours été entourés des meilleurs soins. — Déclare que les secrétaires de mairie et les nourrices négligent l'inscription et déclarations des enfants, mais ces dernières sont moins coupables que les secrétaires, parce qu'elles pèchent généralement par ignorance, cite à ce sujet un enfant qui n'a été déclaré qu'un mois après son arrivée sur sa demande. Désire que les gardes champêtres soient chargés d'indiquer leurs devoirs aux nourrices et que la loi soit publiée tous les dimanches jusqu'à ce qu'elle soit connue.
31e	M. Delay.....	St-Souplet.....	Expose qu'il n'a eu que trois enfants sous sa surveillence et que les soins que leur donnent les nourrices sont satisfaisants.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

1re	M. Wartel.....	Nomain.....	Expose que le nombre restreint d'enfants confiés à son inspection ne lui permet guère de faire un rapport détaillé sur les bienfaits de la loi de la protection. Termine en disant que malgré l'ancienneté de cette loi, elle est très peu connue dans sa circonscription, cite un fait arrivé à Aix ou il n'a connu le placement d'un enfant que sept mois après son arrivée.
2e	M. Sturne.....	Orchies.....	Rapport non produit.
3e	M. Tribolet.....	Landas.....	Rapport non produit.
4e	M. Deletombe.....	Flines-lez-Raches.....	Rapport non produit.
5e	M. Dupuis.....	Raimbeaucourt.....	Rapport non produit.
7e	M. Lacment.....	Marchiennes.....	Rapport non produit.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
8e	M. Ceuly.....	Marchiennes	Dit que le nombre très restreint d'enfants confiés à sa surveillance, ne lui permet pas de s'étendre autant qu'il le voudrait sur les bons résultats de la loi du 23 décembre 1874, cependant il constate que tous les nourrissons de sa circonscription reçoivent des soins maternels de la part de leurs nourrices, n'a eu à déplorer qu'un seul décès.
9e	M. Vallée.....	Pecquencourt.....	Rapport non produit.
10e	M. Lorthioir	Lallaing.....	Constate que tous les enfants de sa circonscription sont dans un état de santé très satisfaisant.
11e	M. Selle.....	Raches	A eu dix-sept enfants confiés à ses soins pendant l'année 1883, deux nés de parents phthisiques sont décédés quelques mois après leur arrivée, tous les autres sont dans un état de santé satisfaisant.
12e	M. Sockeel.....	Douai.....	Expose qu'il a eu 22 enfants à visiter, sur ce nombre quatre sont décédés, dont deux par des méningites tuberculeuses et les deux autres par athrépsie, l'un de ces derniers a subi trois placements en moins de trois mois, il était nourri au biberon, les trois autres avaient été éleves au sein. Déclare que le nombre d'enfants a diminué beaucoup dans le 2e semestre de l'année, celà tient, dit-il, à l'indifférence des parents et au défaut de recherches et de poursuites contre ceux qui négligent de faire les déclarations exigées par la loi de 1874.
13e et 17	M. Blanquart.....	Flers	Rapport non produit.
14e	M. Dransart.....	Flers	Rapport non produit.
15e	M. Lenne, Pierre	Sin-le-Noble.....	A eu sous son inspection neuf enfants dont quatre soumis à l'allaitement naturel et cinq elevé au biberon, nombre assez restreint comparativement au chiffre de la population (5602 habitants) et aux avantages multiples qu'offre cette commune placée à proximité d'une ville assez importante. N'a qu'un décès à déplorer d'une gastro-entérite ; a la satisfaction de reconnaître la bonne tenue des enfants de sa circonscription. Ils jouissent d'une santé parfaite et se trouvent dans de bonnes conditions hygiéniques et reçoivent généralement

N°s des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			des mères-nourrices des soins assidus et mieux raisonnés qu'autrefois. Signale le dévouement vraiment maternel de la nourrice Ducatilon, Virginie, qui a arraché à une mort certaine un pauvre enfant chétif qu'elle a rendu à ses parents dans un état de santé florissant. Constate les bienfaits de la loi Roussel qui commence à porter ses fruits. — Termine en regrettant que les enfants naturels, placés par les filles-mères chez leurs grands parents, échappent à la surveillance du médecin-inspecteur.
16e	M. Duflos.....	Sin-le-Noble	Rapport non produit.
18e	M. Cuisinier	Cantin.	Constate que peu d'enfants sont placés dans sa circonscription, déclare que toutes les nourrices ont rempli leur mission avec zèle et dévouement.
19e	M. Bouly	Arleux	Rapport non produit.
20e	M. Dhouailly	Lewarde.	N'a eu qu'un seul enfant à inspecter dans la commune de Montigny, la nourrice lui donne tous les soins nécessaires.
21e	M. Dransart.....	Somain	Rapport non produit.
22e	M. Martin.....	Somain.	Rapport non produit.
23e	M. Defouilloy	Lécluse	Rapport non produit.
24e	M. Hérin	Féchain	Rapport négatif.
25e	M. Degremont	Fressain	Rapport non produit.
26e et 27e	M. Buisson	Auberchicourt	Rapport non produit.
28e	M. Pollet	Douai.....	Rapport non produit.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTUERS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.
1re	M. Herbart..... ...	Dunkerque	Déclare avoir eu sous sa surveillance 56 enfants, dont 4 étaient nourris au sein, 51 au biberon et 1 à l'allaitement mixte, sein et biberon, sur ce nombre huit sont décédés de différentes maladies. Ce praticien se plait à reconnaître la décroissance de la mortalité sur les années précédentes, elle n'est que de 17,85 p % chiffre le plus bas qui ait été obtenu depuis l'organisation du service. En effet elle était en 1878 de 33 p. %. Cet heureux résultat est dû aux meilleurs soins donnés aux nourrissons, grâce à la surveillance exercée sur les gardeuses. Termine en disant que toutes les parties du service de l'inspection ont fonctionné régulièrement et toutes les prescriptions de la loi du 23 décembre 1874 ont été fidèlement exécutées
2e	M. Lefebvre.	Dunkerque.....	Rapport non produit.
3e	M. Villette.....	Dunkerque	Expose que le nombre très restreint des enfant placés en nourrice, ne lui permet pas de produire un rapport.
4e	M. Bury.....	Loon	N'a eu que neuf enfants à visiter en 1883, dont un seul est décédé. — Ce dernier était arrivé dans sa circonscription presque mourant, se plait à reconnaître les heureux résultats obtenus par la loi de 1874. Déplore que les enfants de filles-mères placés chez leurs grands-parents ne soient pas soumis à l'inspection, dit qu'un enfant qui était dans ces conditions est mort, décès qui n'aurait pas eu lieu si la nourrice avait eu à craindre la visite du médecin-inspecteur.
5e	M. Hautefeuille	Gravelines	Rapport non produit.
6e	M. Vandercolme	Bourbourg.....	Ce praticien commence par déplorer que les enfants des filles-mères placés chez leurs aïeuls ne soient pas soumis à la surveillance médicale, il cite à l'appui le décès d'un enfant, décès qui n'aurait pas eu lieu si le médecin-inspecteur avait eu à le surveiller.

N^s des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			A eu 18 enfants à inspecter dans l'année, sur ce nombre 7 sont décédés, le médecin attribue ces décès en partie à l'ignorance des nourrices sur l'alimentation et les soins à donner à ces jeunes êtres ; ces femmes au lieu d'écouter ses conseils, voudraient au contraire faire des remontrances au médecin, cependant sur 19 nourrices, il se plaît à signaler le zèle et le dévouement de quatre d'entre elles qui ont toutes les quatre bien rempli leur devoir. Il déplore aussi le manque d'établissements charitables tels que crèches, établissements cantonaux prêts à recevoir les enfants pauvres après leur retrait d'office. Des cas analogues se présenteront encore où la commission restera impuissante faute de bonnes nourrices. Cite encore le zèle qu'a toujours déployé M. le Secrétaire de la mairie de Bourbourg-Campagne.
7^e et 8^e	M. Lenancker.....	Armboust-Cappel.....	Rapport non produit.
9^e 11^e et 19^e	M. Wemaere.....	Wormhoudt	Rapport non produit.
10^e	M. Desmoudt	Watten,.....	N'a rien de particulier à signaler, sauf une tendance notable à annoncer avec plus de régularité et de promptitude les enfants du 1^er âge soumis à la loi du 23 décembre 1874.
12^e	M. Ryckelynck.....	Rosendael	Expose que dans sa circonscription en recherchant les causes des maladies des enfants élevés au biberon, il a constaté que ces maladies provenaient généralement de lait frelaté que des marchands peu scrupuleux ne craignent pas de livrer à la consommation. Termine en disant que l'Administration devrait surveiller la vente du lait qui se débite parfois dans des conditions nuisibles.
13^e	M. Baeckeroodt.....	Ghyvelde	Expose que trois enfants seulement dans sa circonscription, tombent sous l'application de la loi, qu'ils sont bien entretenus et, après maintes observations, se trouvent dans de bonnes conditions hygiéniques.
14^e	M. Vermullen.....	Bergues	Dit avoir eu 26 enfants soumis à son inspection dans le courant de l'année 1883, quatre seulement sont décédés et tous les quatre ont succombé indistinctement victimes de leur débilité congénitale ou de mauvais traitements qu'ils avaient essuyés avant leur placement.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Se plaît à reconnaître que le service de surveillance fonctionne régulièrement dans la commune de Bergues et que les gardeuses s'acquittent en général de leurs fonctions de la façon la plus consciencieuse.
16e	M. Leys.....	Rexpoède.....	Dans l'année 1883 n'a eu que sept enfants à visiter, tous bien portants et bien soignés.
17e	M. Coppens.	Hondschoote	Expose qu'il a eu neuf enfants à visiter cette année dans sa circonscription, tous élevés au biberon avec beaucoup de soins. Un dixième enfant, venu de Dunkerque, est mort ici, chez sa gardeuse, sans que la déclaration de placement ait été faite. — La rougeole qui a été des plus meurtrières, a sévi à Hondschoote dans les mois d'avril et de mai. N'a cependant eu qu'un seul décès à déplorer. tous les autres enfants ont été guéris et sont dans un état de santé satisfaisant.
18e et 15e	M. Haemers	Bergues	Déclare que l'état général de sa circonscription médicale a été excellent au point de vue hygiénique, et se plaît à constater les bons résultats obtenus par l application de la loi du 23 décembre 1874.
		ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.	
1re	M. Freydier.....	Cassel	Constate que les déclarations de placements et de retrait se font très irrégulièrement, d'un côté par la mairie qui est très lente à faire exécuter la loi et cette même lenteur se retrouve pour délivrer les livrets aux nourrices, ces dernières pour la plupart ignorent la loi, et, par suite, négligent de faire les déclarations prescrites par la loi de 1874. Il trouve également trop forte l'application de la peine à six jours de prison et 16 fr. d'amende et qui pour ce motif n'est pas appliquée. — Termine en demandant la publicité à quelques audiences de la Justice de Paix et une amende de 2 fr. aux délinquants suffirait pour la faire connaître dans tout le canton.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
2e	M. Denys.....	Steenvoorde....	Fait connaître que la loi sur la protection n'est pas bien connue dans sa circonscription. Il regrette que bien des enfants soient privés de surveillance, la cause principale en est dans l'insouciance ou l'ignorance des parents et des nourrices, ces dernières ignorent l'obligation de faire la déclaration ou, la connaissant, elles ne se donnent pas la peine de la remplir. Pour y remédier il faudrait, dit-il, faire fonctionner les commissions locales, stimuler de plus en plus les secrétaires de ces commissions et intéresser les gardes-champêtres qui peuvent plus facilement que personne découvrir et signaler les enfants placés sans déclaration. Termine en disant que tous les enfants qui ont été soumis à son inspection sont dans des conditions satisfaisantes.
3e	M. Lemaître.....	Renescure.	Déclare n'avoir eu qu'un nombre très restreint d'enfants à visiter cette année, constate qu'il y avait progrès dans les soins donnés aux nourrissons par les gardeuses.
4e	M. Decool.....	Hazebrouck	Donne le mouvement des enfants placés dans sa circonscription et fournit sur chacun d'eux des renseignements sur la manière dont ils ont été élevés. Il fait connaître que sur 43 enfants qu'il a eu à surveiller, 6 sont décédés, chiffre relativement considérable qui constitue une moyenne de 13,95 % alors que l'année dernière la mortalité n'avait été que de 7,69 %. Cette différence s'explique par diverses causes et surtout par l'épidémie de Rougeole et de Coqueluche qui a régné à Hazebrouck pendant plusieurs mois et a fait de nombreuses victimes. Dit avoir relevé la moyenne des décès de la ville d'Hazebrouck qui était de 20,56 %; il y a donc une différence de 6,27 % en faveur des enfants surveillés, ce qui prouve une fois de plus les avantages de la loi Roussel et la nécessité de la faire appliquer sérieusement. Le service s'est mieux fait cette année et rencontre moins d'opposition dans les communes. Relève un fait grave en disant que le 5 juillet l'enfant Liévin Arthur est décédé, cette mort a été pour lui une surprise, il avait vu l'enfant le 4 juillet, il était assez bien portant, mais il avait dû adresser plusieurs observations à la nourrice, femme peu soigneuse et d'une propreté douteuse — n'a reçu le bulletin de décès que lorsque l'enfant était inhumé, la nourrice lui a dit que l'enfant était mort subite-

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			ment de convulsions, Il regrette vivement de n'avoir pas été prévenu à temps pour visiter l'enfant et peut-être pour en réclamer l'autopsie. — Une autre avait un enfant qu'elle soignait mal et qui dépérissait, elle ne tenait aucun compte de ses observations, il avertit la famille et l'enfant fut placé ailleurs, c'est aujourd'hui un de ses plus beaux nourrissons. Cite un fait encore plus grave : Une jeune fraudeuse, malgré ses habitudes bien connues avait obtenu du maire de sa commune un certificat de moralité et s'était ainsi procuré un nourrisson, quelques temps après il retrouvait cette femme à la maison d'arrêt d'Hazebrouck qui avait été incarcérée pour fraude et le maire qui connaissait le fait ne se préoccupait pas de l'enfant, il dut le mettre en demeure de le faire placer chez une autre femme. Se plaint de ce que le Maire de cette commune ne lui envoie les avis de placement que tardivement et aussi que les Maires délivrent avec une facilité extrême les certificats qui leur sont demandés, sans s'enquérir des moyens d'existence de la nourrice, de ses habitudes et surtout de sa moralité. — Il serait bon, dit-il, que l'autorité supérieure appelât l'attention des Maires à ce sujet. — Il ajoute que, sauf les quelques observations ci-dessus, les prescriptions de la loi Roussel s'accomplissent généralement bien, et qu'avant peu elle sera connue de tous et aura pénétré dans les habitudes des populations.
5e	M Decanter	Boeschepe.	Expose qu'il n'a eu que deux enfants seulement à visiter. Regrette qu'ils soient placés chez des ouvriers dont les maisont malsaines et manquent totalement d'air, aussi il y fait suppléer par des nettoyages fréquents et par le blanchiment à la chaux. La loi du 23 décembre 1874 est maintenant, dit-il, rigoureusement observée, toutes les déclarations sont exactement faites et aucun enfant n'échappe plus aux bienfaits des visites du Médecin-Inspecteur.
6e	M. Debusscher.....	Bailleul	A eu 39 enfants à inspecter, sur ce nombre quatre seulement sont décédés, les autres sont dans un état de santé excellent. — Termine en disant qu'il n'a aucune plainte sérieuse à signaler contre les nourrices et que les membres de la Commission locale sont très satisfaits de leurs visites. Constate de nouveaux les heureux résultats produits par la loi de 1874.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
7e	M. Binaut	Merville.	Ce praticien commence par se plaindre de son désaccord avec ses confrères sur l'alimentation des enfants du 1er âge. — Il conseille le lait pur alors que ses collègues préferent *le lait coupé d'eau ;* ceux nourris de cette manière devien nent pâles, maigres et le regard languissant, alors que ceux qui prennent du lait pur et d'autres nourritures substantielles telles que les panades au lait, et au pain de farine de blé ou d'avoine, sont vifs, gais, et renaissent à la vie. Pour prouver la véracité de son opinion, il donne les détails sur la manière dont sont nourris les 45 enfants qu'il a visités et les décès survenus selon le mode d'alimentation.
8	M. Vanuxeem	Steenwerck.....	Expose qu'il a visité 33 enfants dont 4 sont décédés.— Termine en disant que par l'application de la loi du 23 décembre 1874 les enfants sont tenus plus proprement, ils ont une nourriture plus appropriée à leur âge, et la nourrice appelle plus tôt le médecin lorsqu'ils tombent malades.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

1ere	M. Dubar	Armentières	Expose que comme les années précédentes il croit devoir signaler deux écueils ; la tendance fâcheuse qu'ont en général les pharmaciens à délivrer pour les nouveau-nés des capsules de pavot et autres médicaments sans ordonnance du médecin. — A la décoction des pavots on peut joindre le sirop Lamouroux qui contient de fortes doses d'opium et que des parents ignorants font prendre à de très jeunes enfants. Le lait aussi est toujours de médiocre qualité. Se plaint que ses ordonnances ne sont pas régulièrement suivies et la cause de cette négligence vient de ce que les ouvriers fréquentent trop assidûment le cabaret plutôt que de donner à ces jeunes êtres les choses indispensables à la vie.
2e	M. Dujardin	Armentières	Déclare que l'ensemble de son inspection est satisfaisant. Les nourrices, sevreuses et gardeuses qui se chargent de la délicate mission de soigner les enfants, s'acquittent bien de leur tâche. — L'alimentation est bien comprise, on a suivi les conseils du médecin-inspecteur.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Sur 60 enfants qu'il a eu à visiter dans le cours de l'année ,15 sont décédés. Cette mortalité est fort grande. Il l'attribue en partie aux gardeuses qui oublient d'appeler le médecin en dehors de la visite mensuelle, surtout dans des cas urgents, tels que rougeole, l'érésypèle etc. Il semble à leurs yeux que ces maladies qui attaquent si souvent les jeunes enfants ne sont pas assez sérieuses pour mériter la consultation d'un homme de l'art. Cite des exemples à l'appui. Termine en disant que dans les villes manufacturières on trouve peu de femmes pour allaiter ; la plupart perdent leur lait après deux ou trois mois, il en attribue la cause au manque de nourritures fortifiantes.
3e	M. Traisnel	Armentières	L'application de la loi du 23 décembre 1874 a incontestablement produit de bons résultats dans sa circonscription, une surveillance assidue, des conseils donnés à chaque visite, la menace même de faire retirer les enfants aux nourrices qui ne tiendraient pas compte des avertissements, ont amené celles-ci à prendre un plus grand soin des nourrissons. Espère qu'à l'avenir l'application sévère de la loi amènera de meilleurs résultats. Sur 70 enfants visités dans l'année 1883, huit sont morts. Donne le détail de cette mortalité, mais il dit qu'il ne faut pas l'attribuer aux nourrices, ces cinq enfants étaient gravement malades au moment de leur placement.
4e	M. Logie	Comines	Fait observer qu'à Comines nombre d'enfants appartenant à des filles-mères et femmes qui vont du matin au soir travailler en fabrique sont placés chez des gardeuses moyennant un salaire, souvent même chez des vieilles femmes infirmes qui sont incapables d'élever un enfant dans les conditions hygiéniques nécessaire à leur santé, il faudrait qu'ils soient placés dans les conditions des enfants en sevrage afin de les surveiller. Remarque l'absence complète de la Commission locale qui, par sa présence, exercerait une influence morale, favorable pour la nourrice. Dit avoir eu quinze enfants à visiter, n'a eu qu'un seul décès à déplorer. Fait l'éloge des nourrices et gardeuses de la manière dont elles ont soigné leurs enfants.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
5e	M. Toffart.	Frelingh·en	Constate que sur 229 enfants qu'il a inspectés pendant l'année 1883, 8 seulement sont décédés, chiffre réellement minime. N'a eu qu'à se féliciter de la façon dont ces petits êtres ont été soignés par leurs nourrices, ces dernières se plient beaucoup plus facilement aux exigences de la loi Il est du reste second'é par les secrétaires de mairie, les formalités ont été remplies plus régulièrement, cependant il constate une rebellion de la part de la femme Leclercq qui résistait, malgré instances, à ne pas déclarer un nourrisson qu'elle avait depuis cinq mois. Il a été obligé de la signaler à M. In Commissaire d'Armentières qui l'a fait condamner à quinze francs d'amende. Cette punition a eu un effet magique sur les autres nourrices qui, à la moindre réclamation vont chercher leur livret.
6e	M. Cuisinier.....	Roncq.	Rapport non produit.
7e	M. Dron	Tourcoing	Rapport non produit.
8e	M. Fichaux	Tourcoing	Ce praticien a eu sous sa surveillance 126 enfants, sur ce nombre 9 sont décédés, un de la coqueluche, cinq d'entérite et muguet et trois de convulsions et méningite. Fait l'éloge de la loi de protection et constate que ses conseils sont généralement suivis par les nourrices et gardes et que la vie des enfants est sauvegardée par l'efficacité de cette loi.
9e	M. Dewyn.....	Tourcoing	Expose qu'il a inspecté 106 enfants dont dix sont décédés, les décès ont tous été le résultat de la maladie qu'on résume sous les divers noms d'entérite, diarrhée, athrepsie, épuisement général. — Tous les enfants décédés avaient de 2 à 3 mois et la plupart d'eux étaient faibles et maigres à leur entrée en nourrice. — Constate également que la plupart des nourrices ont été à la hauteur de leur mission; beaucoup même ont fait preuve d'un véritable dévouement maternel. Termine en disant que la loi Roussel a produit de bons résultats, et que les nourrices sont tenus sous la crainte de ses visites.
10e	M. Vincent	Mouveaux	Dit avoir eu 25 enfants soumis à son inspection, sur ce nombre trois sont morts: deux de coqueluche et un de convulsions éclamptiques. Ils ont tous reçu les soins em-

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RESIDENCE.	RESUME DES RAPPORTS.
			pressés du médecin et les mères nourrices se sont acquitées convenablement de leurs devoirs. Fait remarquer que les enfants arrivant de l'Hospice général de Lille sont généralement moins bien soignés que les autres, ce qui devrait être le contraire, car ces pauvres petits étant toujours remis au nourrices dans un état déplorable, réclament des soins en conséquence; celà tient à la rémunération qui n'est que de treize francs par mois. Cite des exemples à l'appui. Appelle l'attention de l'Administration préfectorale sur un point de la loi qui, à son avis, est contraire à son bon fonctionnement : le certificat médical devant suivre celui du maire, c'est le contraire qui devrait avoir lieu.
11e et 29e	M Ellart	Saint-André.	A eu 136 enfants à surveiller dans ses deux circonscriptions, sur ce nombre 19 ont succombé de différentes maladies qu'il relève, la mortalité a donc été cette année de 14 %, chiffre énorme qui n'avait pas été a teint depuis l'application de la loi, si ce n'est les deux premières années. — Constate que ces décès ne sont dûs, en partie, qu'à l'entérite cholériforme ainsi qu'à des causes inconnues, sous cette rubrique il range les enfants qui n'ont pas reçu de soins médicaux. — Tous ces enfants étaient dans un tel état de délabrement que les nourrices ne les avaient pris que par pitié et à force de supplications de la part des parents. — La misère de ceux-ci explique souvent la débilité des enfants, et pour éviter des frais qu'on juge inutiles, on n'appelle pas le médecin, ce dont il a blâmé les nourrices. — Cependant les nourrissons sont généralement bien traités et si l'on ne rencontre pas partout les conditions d'hygiène, il faut avouer qu'à la campagne, surtout pendant la bonne saison, les enfants se portent généralement bien. Constate aussi quelques irrégularités de la part des nourrices qui ne déclarent que 15 ou 20 jours après leur arrivée les enfants qu'elles ont à élever.
12e	M. Pruvost.....	Quesnoy-sur-Deûle ...	Dit avoir visité pendant l'année 25 enfants, sur ce nombre il y a eu 4 décès, dûs à diverses maladies qu'il énumère. Les soins des nourrices et gardeuses continuent d'être satisfaisants. Signale la nommée Lefebvre qui a pris un nourrisson excessivement chétif, voué à une mort presque certaine et que des soins assidus sont parvenus à sauver.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
12e bis	M. Dubois	Verlinghem.....	Ce praticien n'a rien de particulier à signaler dans sa petite circonscription, il n'a eu que deux enfants à visiter dont l'un est décédé et l'autre jouit actuellement d'une bonne santé.
13e	M. Descarpentries..	Pérenchies.....	Quarante-sept enfants ont été soumis à son inspection pendant l'année 1883 — sur ce nombre sept sont décédés, dont deux par bronchite capillaire, un du croup, un par gastro-entérite, un de convulsions survenues par la dentition et un par coqueluche, et le dernier de muguet et entérite consécutive. — Toutefois ce médecin dit que sur les sept décès cinq furent occasionnés par des maladies régnantes dans la localité, et contre lesquelles la nourrice n'avait aucune action, et deux de maladies qui, sans mettre directement la nourrice en jeu, ont pu être déterminées par le genre de nourriture, si ces deux enfants avaient été nourris au sein au lieu du biberon ils auraient pu échapper à la mort. — Pendant la durée de leurs maladies les sept enfants reçurent tous les soins désirables, il en a d'autant mieux la conviction qu'il était le médecin d'une famille de l'un d'eux et a pu juger du zèle et du dévouement de la nourrice. Ce chiffre est plus élevé que l'année dernière où il n'y a eu qu'un seul décès sur 32 enfants. — On ne peut cependant pas conclure que la mortalité a été plus considérable cette année et que la loi sur la protection n'a pas été suivie. Ceci est affaire de hasard, ce praticien affirme que la loi est entrée dans nos mœurs. Elle est respectée dans sa circonscription, et si elle n'a pas encore toute la vigueur qu'elle pourrait attendre, tout donne à croire que d'ici quelques années, elle portera tous les fruits désirés. — En effet, les avertissements se font très bien, les avis de placements et de retraits sont plus exacts que précédemment : L'existence de la loi étant plus connue. — Désire cependant pour les hameaux éloignés des grands centres, que l'autorité locale délègue le garde-champêtre quelques fois par ans pour assurer l'inscription des enfants. Les nourrices ont été remarquables par leur zèle et leur soumission aux observations qu'il a eu à leur faire, elles n'ont plus montré ce caractère mercenaire d'autrefois, et l'appétit du gain n'est plus le mobile de leur dévouement. Cependant à toutes on peut leur adresser le même repro-

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			che : *la malpropreté*, les récriminations ne font rien, les menaces n'effrayent pas, et ce n'est qu'à grand'peine que l'on peut obtenir une propreté passagère. Il est juste, toutefois d'ajouter que les parents sont souvent aussi coupables que les nourrices par leur incurie et leur négligence. Termine en affirmant que les enfants assistés ne reçoivent pas tous les soins désirables, il lui est arrivé de rencontrer de ces pauvres petits êtres abandonnés dans un état maladif assez grave, qui ne pouvaient recevoir des soins convenables à cause d'un malentendu de la part de l'Administration, les communes refusent de payer les médicaments et s'il est vrai que les hospices s'engagent au remboursement, il est arrivé à plusieurs médecins de ne pouvoir toucher leurs honoraires, cite l'exemple d'un enfant à ce sujet. Pendant l'année 1883 les Commissions locales des trois communes n'ont tenu aucune réunion. Cite cependant le dévouement et le zèle tout particulier qu'a montré le secrétaire de la mairie de Pérenchies, lui seul a fait plus que les commissions locales.
14e	M. Foucaut.....	Lomme	Constate que la nouvelle législation des enfants du premier âge est certainement un des meilleurs moyens de combattre la mortalité si fréquente à cet âge. S'étend longuement sur cette mortalité qui est due particulièrement au genre d'alimentation exagéré et mal compris par les nourrices et amène ces entérites chroniques avec tout le cortège de l'athrepsie, maladie qui prend dans sa circonscription un développement qu'on ne saurait supposer. La loi de la protection, ajoute-t-il, est complètement inconnue dans sa région ; pour y remédier il propose que la plus grande publicité soit faite par les maires de sa région et appellerait ainsi l'attention des nourrices sur les mesures de rigueur qu'elles encourent par ignorence ou par négligence.
15e	M. Cottigny.....	Haubourdin.....	Ce praticien partage les regrets exprimés l'année dernière par ses confrères concernant la décision ministérielle qui enlève à l'inspection les enfants placés chez leurs grands parents, cette inspection est à son avis de première nécessité surtout pour les enfants naturels.
16e	M. Dupuis	Radinghem.	Rapport négatif.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
17e	M. Carpentier	Aubers	Les enfants placés dans sa circonscription sont bien soignés ; aucun d'eux n'a été malade.
18e	M. Courtois	La Bassée	Rapport non produit.
19e	M. Pollet	La Bassée..	Rapport non produit.
20e	M. Legrand.	La Bassée	Rapport non produit.
21e	M. Pinteaux	Wavrin.....	Rapport non produit.
22e	M. Desfontaines	Haubourdin	Constate que le service de la protection s'est effectué cette année avec plus d'exactitude et de bon vouloir que les années précédentes. — Les nourrices et gardeuses commencent à comprendre la nécessité de faire leur déclaration en temps utile, et appliquent plus volontiers et plus intelligemment les prescriptions hygiéniques qui leur sont faites D'un autre côté les secrétaires de mairie apportent plus de bonne volonté à notifier les déclarations qui leur sont faites. — Bref la loi du 23 décembre 1874 entre décidémentdans nos mœurs et il croit sincèrement que son application rigoureuse est appele à rendreé d'importants services.
23e	M. Bécour.....	Lille.....	145 enfants ont été soumis à sa surveillance, sur ce nombre 8 sont décédés de différentes maladies qu'il relève. Son attention s'est dirigée principalement sur la qualité de l'aliment délivré aux enfants : la salubrité du logis de la gardienne et sur le régime diététique et thérapeutique que celle-ci fait suivre au nouveau-né confié à ses soins. La vitalité d'un enfant est mobile, il suffit de peu pour rompre cet équilibre instable par nature et la formation, en d'autres termes la nutrition, toute active qu'elle soit, peut s'arrêter brusquement et faire place à la dénutrition. Les enfants protégés par la loi sont dans l'immense majorité des cas, menacés par ce seul fait que le lait qu'ils reçoivent est hétérogène, impur et falsifié.— Ces menaces sont le muguet, l'érythème, les ulcérations des fesses , les aptes, l'otite, la sclerine, la diarrhée incurable, les convulsions,etc Le neuveau né, nourri au sein par sa mère, quelles que soient les misères de sa condition, a toute chance de vivre, et de guérir quand il est malade. — Tout au contraire un enfant élevé au biberon, dans les meilleures conditions, guérit difficilement des maladies qui l'atteignent et finit misérablement d'entero-colite. Le lait seul en est cause parce que ce lait vendu dans la ville de Lille, et servant à

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.

l'alimentation des enfants n'est plus valable ni nutritif et lorsque le vendeur affirme qu'il n'est pas falsifié et qu'il a son poids, il peut avoir raison, mais ce lait est écrêmé, les deux tiers de sa valeur nutritive sont enlevés. L'impunité dont ces marchands bénéficient largement est véritablement un fléau public Cite divers condamnationses à ce sujet. La tromperie en langage judiciaire s'étend à toute falsification sans désignation d'objet, donc dans ces chiffres il y a un grand nombre d'épiciers mêlés aux vendeurs de lait qui apportent en ville journellement 200 hectolitres de breuvage impur, Le public ne se doute pas que la falsification soit si générale parceque pour l'adulte le lait n'est qu'un appoint.

Le lait est le liquide tel qu'il sort du pis de la vache, a dit un de nos confrères. Nous le concédons jusqu'à un certain point. Le fermier aussi répète l'axiome devant le juge et les gendarmes stupéfaits. En effet, si la bête vient de mettre bas, qu'elle soit atteinte du foie (engorgement mammaire) qu'elle soit surtreite au point de rencontrer du sang sur le plateau du microscope, qu'elle soit atteinte d'une maladie quelconque transmissible; phtisie, aphtes, ect, ect, le lait sort du pis de la vache bon à vendre en ville mais *nuisibles anx jeunes veaux !* Ces laits de mauvaises qualités intrinsèques mais d'apparence grasses sont mélangés au lait écrémé. En attendant il propose quelques palliatifs. — Il est urgent de créer un bureau permanant de vérification des denrées qui en peu de temps et rien que par son existence inspirerait une salutaire terreur aux marchands et aux vendeurs de lait particulièrement. Comme le lait écrémé est de valeur vénale et est utile en somme à la consommation, il suffirait pour sauvegarder tous les intérêts, que le débitant indiquât la qualité, lait pur, ou lait écrêmé. — Il est utile également d'appliquer plus sévèrement la loi en cas de récidive de tromperie. La justice ne voit que le fait en lui-même et ne s'inquiète pas des conséquences éloignées ou directes du mauvais lait sur la mortalité infantile dont on ne peut donner la preuve par témoin, et cependant combien de médecins pourraient témoigner; un moyen plus sûr encore c'est la création d'une laiterie servant uniquement pour les enfants et les malades

Cette laiterie ou ferme modèle serait exploitée pour le compte de la ville, du bureau de bienfaisance et des hospices

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			et par extension servirait de maison de convalescence. Donne la statistique des naissances et décès de la ville de Lille et dit que mille litres de lait à fournir par jour suffiraient largement pour élever les enfants au biberon, une ferme contenant 60 vaches répondrait à tous les besoins. Malgré tout le bien que fait la loi de protection, nous n'hésitons pas à déclarer qu'elle ne fera que pallier toujours si l'Administration mieux armée ne s'attaque pas à la source du mal. Le mauvais lait, la gardienne mal logée, mal propre et bourrant l'enfant, en conscience fait moins de mal que le lait qui n'est plus du lait. Dans l'intérieur de la ville le logis des gardiennes laisse à désirer sous le rapport de l'hygiène ; l'air et la lumiere surtout dans certaines cours, cités, impasses, font défaut Ces logements à bon marché, sont recherchés par la population pauvre et c'est parmi celle-ci que se recrute la majorité des gardiennes d'enfant, dans les faubourg et les villages entourant la ville il y a relativement moins d'enfants placés que dans le centre des quartier populeux et cependant les maisons et les chambres dans les cités ouvrières y sont à meilleur compte, l'air y est meilleur et la lumière y arrive directement. Les gardiennes d'enfants comme toutes les gardes malades croient fermement à la vertu de tout médicament et méconnaissent le plus souvent la supériorité de l'hygiène et du régime alimentaire. Ces idées erronnées sont bien enracinées parmi le peuple qui a la foi robuste et presque toutes les maladies de la première enfance sont contractées par des moyens empiriques sans aucune assistance médicale Cette vérité est corroborée par la statistique générale de la France qui dit qu'un 5e des enfants meurt avant l'âge d'un an. Le peuple croit trop aux remèdes héroiques, aux spécialités et aux annonces pompeuses des journéaux. Cette croyance nuisible pour l'adulte malade est funeste pour l'enfant. Les pâtes, sirops, tisanes etc., le pavot et ses dérivés tuent plus d'enfants qu'ils ne calment de coliques et ceux qui en vendent sans ordre médical commettent un homicide C'est surtout aux gardes et aux mères qu'il faut inculper ces idées, car toutes, en général, courent au pharmacien avant d'en référer au médecin.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Les grands parents ne sont pas soumis à la surveillance légale, à notre avis c'est un tort, car il est évident que la parenté n'est pas un titre garantissant que les soins sont éclairés. Les grands-mères ont pour elles l'entêtement et la routine si on ne peut contester leur dévouement. Elles ignorent comme tout le monde les règles hygiéniques, et délivrent la bouillie et *les sirops dormants*. Elles habitent des chambres malsaines, elles sont malpropres etc., tout comme d'autres gardiennes. La grande majorité soigne avec amour, mais il peut s'en trouver qui désirent se débarrasser d'un petit gêneur. D'après cet aperçu, ce médecin conclut qu'il est nécessaire : 1° De surveiller sans relâche le lait qui entre en ville. 2° De faire délivrer dans tous les dispensaires des bureaux de bienfaisance un litre de lait pur, non écrêmé pour chaque enfant pauvre non allaité et âgé de moins de deux ans. 3° D'engager les inspecteurs à signaler les chambres et maisons malsaines au bureau des logements insalubres à la mairie. Signale aussi certains inconvénients dont les femmes se plaignent et qui sont à bon droit des courses inutiles, tels que les certificats de vaccine et de baptême, qu'importe au médecin l'attestation d'une sage-femme si l'on constate une vaccine négative et la mention d'un baptême sur le livret. Déclare également que les gardeuses ont fait leur devoir, il en est même qui outrepassent le devoir et méritent toute la sollicitude de l'Administration de concert avec les Dames du Comité. Termine ce long rapport par les visites qu'il a faites aux 74 enfants de sa circonscription dont six seulement sont décédés.
24e	M. Patoir	Lille.....	Commence par dire qu'il a eu dans sa circonscription 124 enfants à visiter, sur ce nombre quatre seulement sont décédés chiffre bien minime qui représente 4 % et encore, dit-il, sur ces quatre décès, trois enfants n'ont été visités qu'une seule fois et dont la santé laissait beaucoup à désirer au moment de leur placement. La plupart des nourrices s'acquittent de leur délicates fonctions avec un dévouement remarquable, cite celles qui méritent des récompenses.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Termine en remerciant l'Inspecteur des enfants assistés de l'envoi de son rapport général, et espère que la même faveur lui sera encore accordée cette année.
25e	M. Rey	Lille	La statistique qu'il relève est un peu moins satisfaisante que celle de l'année précédente sans que la cause en puisse être attribuée d'une manière générale, au défaut de soins des gardeuses ou nourrices. A eu à inspecter cette année 237 enfants dans sa circonscription, sur ce nombre 23 sont décédés, ce qui constitue une moyenne de 9,7 %, à peu près le double de l'année dernière. Onze enfants sont morts de maladies des organes digestifs, quatre de méningite, un d'éclampsie dentaire, un d'impétigo de la face et un du cuir chevelu avec abcès consécutifs, etc. Bien que cette statistique soit moins favorable que celle de l'année dernière, il ne faut pas perdre de vue que celle de l'état-civil de la ville de Lille donne encore 20 % de décès sur les naissances, pour les enfants de moins de deux ans. Il a à se féliciter du résultat acquis et il n'hésite pas à l'attribuer aux bienfaits de la loi de la protection. Déclare que les trop nombreuses mutations d'enfants qu'il relève ne sont pas étrangères à la mortalité plus grande de cette année, et par ce fait un assez grand nombre d'enfants échappent encore à l'inspection. La propreté laisse plus souvent à désirer, parce qu'elle dépend plus particulièrement d'habitudes dont on change difficilement, alors même que de nouveaux devoirs l'imposent. — Elle est partout un des points les plus importants dans l'hygiène de la première enfance. Il en est de même de l'aération et de la lumière pour les habitations, le défaut de ces éléments est la cause la plus fréquente des maladies de l'enfance, signale de nouveau pour sa circonscription la cour des Trépassés, la cour a Soldats, la cour de la Baignerie et quelques logements dans la rue de la Hallotterie comme impropres à recevoir des enfants à élever. Les chances de succès y sont trop précaires. Cite des nourrices et gardeuses qui méritent des récompenses et porte en première ligne les gardeuses qui, n'ayant pas reçu la rétribution mensuelle des parents, n'en conser-

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			vent pas moins les nourrissons par attachement, cette sorte d'instinct maternel pour des enfants qui ne sont pas les leurs, outre le désintéressement qu'il inspire est encore la meilleure garantie du succès que se propose la loi. Les femmes qui aiment les enfants sont presque toujours celles qui les soignent le mieux.
26e	M. Wertheimer	Lille.....	Le nombre moyen des enfants qu'il a eu à visiter cette année a été de 142, sur ce chiffre 11 sont morts d'affections diverses qu'il énumère. Déclare que les nourrissons sont bien tenus et bien soignés. Relève le nom des nourrices et gardes qui méritent des récompenses. Termine en disant qu'en raison des mutations dans le service médical qui a toujours concordé avec la fin de l'année, les gardeuses et nourrices de sa circonscription n'ont eu aucune part dans la distribution des récompenses annuelles depuis que le service fonctionne.
27e	M. Ortille..	Lille.....	Ce praticien, par suite de maladie, n'a pas produit son rapport.
28e	M. Verhaeghe.....	Lille	S'étend longuement sur la mortalité des enfants de sa circonscription. En résumé il a eu à déplorer 62 décès, dûs à diverses maladies qu'il énumère, cependant, dit-il, le nombre des décès qui sont directement sous la dépendance du mode d'alimentation, c'est à-dire ceux par entérite cholérine, est de beaucoup le plus fort : il s'élève à 33. Les trois mois de juillet, août et septembre fournissent à eux seuls 19 décès de cette catégorie, ces trois mois ont donc été comme les années précédentes les plus funestes pour les enfants élevés à la cuillère et au biberon. — Ce praticien est convaincu qu'il en sera de même chaque année jusqu'à ce qu'une rémunération suffisante puisse permettre aux filles-mères d'allaiter leurs enfants au moins pendant la période des grandes chaleurs. 650 enfants environ ont été soumis à son inspection. Sous le rapport de la propreté et de l'alimentation, qui semble être mieux comprise de jour en jour, les soins donnés par les gardeuses ont été généralement satisfaisants. Termine en faisant connaître les noms des plus méritantes.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
30e	M. Martin	Lambersart.	Sur 52 enfants soumis à son inspection dans l'année 1883, huit sont décédés, dont deux des gastro-entérites imputables plutôt à la faiblesse constitutionnelle des enfants qu'à un mauvais régime, un à une cholérine à marche rapide, les cinq autres à des broncho-pneumonies, complications et suite de la rougeole, affection, qui a régné épidémiquement et principalement dans la commune de Marquette. N'hésite pas à déclarer que tous les petits malades ont reçu tous les soins que réclamait leur état. — Fait remarquer que l'article 14 « des Conseils de l'Académie de Médecine » relatif à la nécessité d'appeler le médecin est le plus difficile à faire respecter. La plupart des nourrices ou des sevreuses soignent elles-mêmes leur petit malade, il est convaincu que cette inobservation de l'article 14 joue un grand rôle dans la mortalité des nourrissons ; en effet comment comprendre qu'une femme qui accepte la mission d'élever un enfant et qui, par ce fait, encourt une responsabilité dont elle a conscience, ne cherche pas à l'alléger en appelant un médecin des que l'enfant est malade, la cause selon lui est due à ce que beaucoup d'enfants placés en nourrices appartiennent à des familles pauvres et que celles-ci ont de la peine de payer au terme convenu les mois de nourrice ; dans ces conditions la gardeuse hésite à appeler le médecin pour ne pas faire d'avance de fonds pour l'achat des médicaments; ces précautions sont bien naturelles chez une femme, qui soigne son nourrisson avec dévouement et l'aime quelquefois comme son propre enfant, mais qui en somme n'a accepté cette mission que dans le but de toucher un salaire bien gagné. Pour remédier à cet inconvénient il serait à souhaiter qu'on assurât à la nourrice la gratuité des soins médicaux et des médicaments, par plusieurs moyens qu'il énumère dans son rapport.
31e	M. Godefroy	Roubaix.	Expose qu'il a eu à inspecter cette année 65 nourrissons, sur ce nombre 12 sont décédés de diverses maladies qu'il fait connaître — En thèse générale, il dit que l'on a pas à se plaindre de la manière dont les nourrices soignent les enfants, beaucoup même s'attachent très sincèrement à ces petits êtres. Termine en citant les noms des plus méritantes.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
32e	M. Descarpentries	Croix	Ne fournit pas de rapport cette année vu le petit nombre d'enfants qu'il a eu à visiter
33e	M. Barbry	Wattrelos	A eu à visiter 76 enfants, dont 20 ont été élevés au sein et 56 au biberon, sur ce nombre 7 sont décédés de différentes maladies qu'il désigne dans son rapport. Termine en déclarant que toutes les nourrices ont donné tous les soins désirables aux enfants qu'elles ont élevés. N'a aucune négligence à signaler, ses observations ont toujours été écoutées et ses conseils suivis.
34e	M. Staes-Brame.... .. .	Croix.....	Pendant le courant de cette année 59 enfants ont été visités, 18 restent en surveillance, 35 ont été retirés, 6 sont morts, 3 d'entérite, 1 de bronchite, 1 de coqueluche, 1 d'athrepsie, soit une moyenne de 10 p. % chiffre le moins élevé que nous ayons encore obtenu, et nous permettrait à lui seul de conclure aux bons effets de la loi. — Se plaint de ce que deux nourrices aient quitté sa circonscription sans en faire la déclaration aux autorités compétentes. Déclare se joindre à ses confrères qui émettent l'avis que les enfants placés chez leurs grands parents soient soumis à l'inspection, il croit comme eux, qu'elle est au moins aussi nécessaire chez eux que chez les nourrices mercenaires. Cite le dévouement et le zèle d'une nourrice, qui à son avis est digne d'une récompense, croit que cet exemple stimulerait le dévouement des autres gardeuses.
35e	M. Coubronne.	Hem.....	Sur 27 enfants que ce praticien a visités, quatre sont décédés, il est vrai de dire que ces décès sont dûs en partie aux affections épidémiques régnantes, qui ont fait un certain nombre de victimes dans sa contrée. En général, dit-il, les nourrices se sont acquittées de leur besogne assez convenablement, l'hygiène, la propreté la nourriture ne laissent pas à désirer, cependant quelques-unes malgré ses recommandations, remplaçaient le lait par des soupes plus ou moins nutritives, mais il espère à force de surveillance faire disparaître ces vieux préjugés, non seulement chez les nourrices mais encore chez beaucoup de mères de familles.

N^os des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS
36e	M. Detroy.....	Flers	Fait connaître que sur 36 enfant visités cette année 4 seulement sont décédés, dit que ces nourrissons ont été dans le cours de leurs maladies entourés de soins vraiment maternels et désintéressés de la part de leurs nourrices — A cependant été obligé de retirer un enfant à la nourrice Henrist dont le lait était insuffisant et de médiocre qualité, cette mesure a produit un effet salutaire, car l'enfant ayant été remis à ses parents et nourri au biberon a recouvré en quelques semaines une meilleure santé. — Les résultats obtenus dans sa circonscription par l'application de la loi du 23 décembre 1874 sont de plus en plus satisfaisants.
37e	M. Lemaire	Willems..	Rapport non produit.
38e	M. Roche	Chéreng..	Rapport non produit.
39e	M. Dubuisset	Ronchin	Constate avec plaisir que les nombreuses recommandations faites aux nourrices ont produit de bons résultats; elles ont eu pour effet de stimuler leur zèle. Sauf de très rares exceptions, les enfants sont partout l'objet des soins les plus attentifs de la part des nourrices, qui comprennent en général l'importance de leurs obligations. La mortalité a été très faible relativement au nombre d'enfants placés. — En terminant, il ajoute que les résultats obtenus par l'application de la loi Roussel ont été très satisfaisants.
40e	M. Dautricourt.....	Wattignies	La situation de sa circonscription est des plus satisfaisante. 85 enfants ont été soumis à son inspection. A eu peu de décès à constater, aucun cas ne peut-être attribué à la négligence. Signale cependant la veuve Delfosse de Thumesnil qui par sa négligence et sa malpropreté s'est mis dans le cas d'encourir les reproches les plus sévères. Ne peut passer sous silence un abus d'un nouveau genre concernant la femme Vandenbulck-Flinois, qui tient une sorte de bureau de placement à Thumesnil et profite de l'autorisation qu'elle s'est fait délivrer pour se livrer à un trafic indigne, elle se met en rapport avec la plupart des sages-femmes de Lille, leur achète pour ainsi dire le monopole du placement, qu'elle revend avec usure aux femmes du voisinage. Aussi les nourrices se plaignent de sacrifier

N°s des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			tout un mois de gage pour obtenir l'enfant qu'elles désirent soigner. Termine en disant que les avis de placement ne lui arrivent que très irrégulièrement et est obligé d'aller lui-même dans les communes à la recherche des nourrissons.
41e et 43e	M. Lesur, fils	Gondecourt.....	Constate que depuis l'application de la loi, des progrès très sensibles ont été réalisés — Les nourrices et gardeuses soumises à un contrôle incessant, exposées à des visites souvent inattendues et encouragées aussi par l'espoir des récompenses s'efforcent de veiller avec plus de soin aux besoins des enfants. Termine en disant que depuis trois ans qu'il est chargé du service de la protection, il n'a eu qu'à se louer des soins intelligents et dévoués dont les enfants étaient l'objet de la part des nourrices, aussi la mortalité est-elle presque nulle dans ses circonscriptions.
42e	M. Couvreur	Seclin.	Fait connaître qu'il a visité 47 enfants, sur ce nombre 27 appartenaient à l'assistance, a eu trois décès d'enfants assistés, les causes, dit-il, en sont faciles à vérifier : 1° Les enfants assistés sont en général plus délicats et dans un état de débilité assez grand lorsqu'ils sont confiés à leurs nourrices ; 2° Les nourrices de ces enfants ne sont pas toujours choisies avec un soin très scrupuleux, comme nourrices au sein elles sont parfois insuffisantes, leur lait est souvent pauvre et presque toujours vieux et leurs enfants ne sont pas nourris au sein pendant un temps suffisamment long. Constate avec satisfaction une amélioration notable dans les soins apportés aux enfants et les effets de la loi Roussel se font sentir chaque année d'une façon de plus en plus remarquable. — Les visites inattendues du médecin, celles des Dames patronesses, la bienveillance de l'autorité locale tiennent les nourrices en éveil, de là une certaine progression de l'état de santé des enfants abandonnés.
44e	M. Lesur, père.....	Gondecourt.....	Décédé.
45e	M. Ridon	Annœullin.	Décédé.
46e	M. Godin	Bauvin	Décédé.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
47e	M. Blondeau.....	Thumeries...	Expose que malgré le nombre restreint d'enfants qu'il a eu à inspecter (huit) le service de la protection se fait mieux que les années précédentes, les secrétaires de mairie ne commettent pas d'omissions et sont exacts à lui transmettre les avis de placements. Regrette que les enfants des filles-mères placés chez leurs parents n'aient pas droit à la surveillance médicale. Termine en disant qu'aucun des enfants placés n'a été atteint par les maladies épidémiques qui ont sévi en cette contrée durant l'année 1883, la variole et la coqueluche
48e	M. Desprez...	Pont-à-Marcq.....	Rapport non produit.
49e	M. Tison..	Templeuve	Ce praticien, après s'être étendu longuement sur les principes de l'hygiène, dit n'avoir eu que huit nourrissons à inspecter, tous assez bien traités, mais malheureusement il déplore les nourrices qui ne sont pas de leur siècle; que de paroles faut-il répéter très souvent même, quelle patience il faut avoir, pour gagner un peu de terrain, pour arracher ces vieux préjugés innombrables pour lesquels tant de femmes ont encore un véritable culte..... Car, certes, elles sont encore profondément enracinées toutes ces fausses idées, résultant uniquement de contumes ou d'habitudes totalement contraires à l'hygiène la plus élémentaire, parfois ce que des conseils réitérés n'avaient pu obtenir le sera certainement par la crainte qu'inspireront les visites inattendues et fréquentes : Pour obtenir ce résultat le médecin ne peut absolument pas se borner à une seule visite mensuelle, la surveillance doit être de tous les instants; le médecin doit joindre l'exemple au principe, ce qui demande quelquefois bien du temps; mais enfin la vie du médecin est synonyme de dévouement et il doit parfois se sacrifier, la satisfaction que procure le devoir accompli est déjà une récompense. Sur huit nourrissons que comprend sa circonscription, il n'a eu à constater aucun décès, et sans avoir de chiffres pour le moment sous les yeux, il croit pouvoir affirmer qu'il y a en général dans les communes moins de décès d'enfants. Comme ses confrères, il pense qu'il y a de sérieuses raisons pour regretter que les enfants des filles-mères spécialement laissés moyennant salaire chez leurs grands parents, ne puissent pas profiter des bienfaits d'une excellente loi

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RESUMÉ DES RAPPORTS.
			qui parfois, rarement peut-être, leur épargnerait bien des maux !..... Cette restriction peut être bien préjudiciable dans certains cas à d'innocentes petites créatures sur lesquelles l'esprit même de la loi devrait étendre son aile protectrice. Plus grand sera le nombre des protégés, moins nombreuses seront les années nécessaires pour conserver une armée à la Patrie !..., C'est, en effet, par milliers qu'il faut compter les enfants qui meurent chaque année en France, victimes de l'ignorance, de la misère et des mauvais traitements !! Pour mieux faire connaître la loi de la protection il serait à souhaiter, dit-il, que le garde-champêtre publie chaque dimanche à la sortie de la messe les principaux articles de cette loi. Peu à peu chacun comprendra l'utilité et toute la noblesse que comporte ce sentiment élevé : la protection de l'enfance... c'est en effet, l'amour de l'humanité ! c'est le culte du patriotisme. Tels sont les résultats d'une immense valeur qu'obtient la loi Roussel par l'application raisonnée des règles de l'hygiène infantile. A nous de vulgariser de plus en plus ces règles et ces principes indispensables; à nous d'atteindre ce but de vulgarisation considérable au prix d'une grande patience et d'une persévérance de tous les instants : nous sommes au moins assurés d'un encouragement! Oui, nous en avons déjà la preuve, des efforts persévérants et constants nous permettront de dire un jour : *Finis Coronat opus !*
50e	M. Desmons.....	Cysoing	Expose que sur les 20 enfants qu'il a eu à surveiller en 1883 aucun décès n'est survenu : sa circonscription a vu le nombre des enfants diminuer sensiblement dans le cours de l'année, ce résultat, dit-il, doit être attribué à l'aisance que la reprise de l'industrie du tissage notamment a ramené dans les ménages d'ouvriers, de telle sorte que les mères ne cherchent plus les quelques 20 fr. que la garde des enfants rapportait. En général les soins sont satisfaisants sans que la surveillance ait trop à intervenir.
51e	M. Staes	Camphin-en-Pévèle...	Rapport non produit.

Nos des circonscriptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
52e	M. Lecouffe.....	Mouchin.....	Rapport non produit.
53e	M. Annebicque	Phalempin..	Rapport non produit

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

1re	M. Delattre.....	Bouchain	N'a eu que deux enfants à surveiller, qui sont tout deux bien portants et entourés des meilleurs soins. Les nourrices sont très propres et ne méritent que des félicitations.
2e	M. Lamand.....	Haspres	Déclare que deux enfants seulement ont été soumis à son inspection et les maladies régnantes n'ont pas influé sur l'état général de ces enfants. Les nourrices ont observé le plus possible les mesures hygiéniques.
3e	M. Copin	Escaudain	Rapport non produit.
4e	M. Dertelle	Lourches	Rapport non produit.
5e	M. Lartisien	Denain	Expose que les résultats obtenus cette année par l'application de la loi Roussel, sont satisfaisants. N'a eu que dix enfants à visiter. — Tous lui ont paru bien soignés, les nourrices et gardeuses se sont acquittées de leur mission en véritables mères. Déplore que beaucoup de filles-mères confient leurs enfants à leurs propres parents pour se placer comme nourrices, ces enfants n'étant pas soumis à la loi ne reçoivent pas toujours les soins qu'ils méritent. Termine en s'associant à ses collègues qui demandent l'application de la loi pour ces pauvres enfants.
6e	M. Macarez	Maing	Rapport non produit.
7e	M. Biat	Trith-Saint-Léger	Rapport négatif.
8e	M. Ghisgant, fils	Thiant	Rapport non produit.
9e	M. Wibaille..... ...	Préseau	Rapport non produit.
10e	M. Devémy	Valenciennes	Rapport non produit.

Nos des circons-criptions	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
11e	M. Lecerf	Valenciennes	Rapport non produit.
12e	M. Carpentier..	Onnaing	Rapport non produit.
13e	M. Descamps	Anzin	Rapport négatif.
14e	M. Tauchon	Valenciennes	Rapport non produit.
15e	M Dorville	Bruay	Fait connaître qu'il n'a eu que cinq enfants à inspecter cette année, ne signale aucun décès, il a été satisfait de la manière dont les nourrices ou gardeuses se sont acquittées de leur délicate besogne, cite particulièrement le dévouement et le zèle d'une d'elle qui à force de soins a pu sauver la vie à un pauvre petit être qui lui était envoyé de Paris atteint d'athrepsie, de vomissements et de diarrhée
16e	M Isnard.....	Saint-Amand	Déclare que le nombre très restreint d'enfants qu'il a eu à visiter, ne lui permet pas de faire un long rapport, Constate néanmoins que les enfants sont bien soignés et tenus proprement à St-Amand. Ce praticien pense aussi que la loi de la protection est appelée à produire d'excellents résultats.
17e	M. Bricout.....	Hasnon..	Fait connaître que la loi de la protection a donné de bons résultats dans sa circonscription. Parmi les cinq enfants soumis à sa surveillance pendant l'année 1883, un seul est décédé pendant les chaleurs. les quatre autres restent en bonne santé. Dit que les nourrices et gardeuses donnent des soins vraiment maternels aux enfants qui leur sont confiés
18e	M. Lejeune	Rumegies	Rapport non produit.
19e	M Deueux.....	Saint-Amand	N'ayant eu dans sa circonscription qu'un seul enfant à surveiller, il ne peut faire un long rapport, donne cependant de bons renseignements sur la nourrice qui a donné des soins intelligents à son nourrisson.
20e	M. Castiau	Vieux-Condé	Rapport non produit.
21e	M. Hustin	Fresnes...	Rapport non produit.
22e	M. Hornez.	Crespin	Rapport négatif.
23e	M. Wagnier.	Condé.	Rapport non produit

J'ai l'honneur d'appeler l'attention de Monsieur le Préfet sur le résumé de ces rapports qui constatent généralement que les nourrices et gardeuses font leur devoir, quelques unes même le surpassent et font preuve d'un dévouement vraiment maternel pour ces jeunes êtres qui entrent dans la vie.

Cependant parmi les remarques et observations faites par MM. les médecins-inspecteurs, il en est quelques-unes qui m'ont paru devoir être signalées de nouveau, par cette raison qu'elles touchent au principe même de la loi du 23 décembre 1874 et à l'hygiène des enfants.

Je résume ces observations :

1° MM. Lenne Pierre à Sin-le-Noble, Bury à Loon, Vandercolme à Bourbourg, Cottigny à Haubourdin, Staes-Brame à Croix, Blondeau à Thumeries, Bécour à Lille, Tison à Templeuve et Lartisien à Denain, regrettent la décision ministérielle qui enlève à l'inspection les enfants placés chez leurs grands parents, cette inspection est à leur avis de première nécessité, surtout pour les enfants naturels ;

2° MM. Pottier à Cambrai, Wartel à Nomain, Sockel à Douai, Freydier à Cassel, Denys à Steenvoorde, Descarpentries à Pérenchies, Foucaut à Lomme et Tison à Templeuve, s'accordent à dire, que la loi Roussel est quelquefois méconnue dans leurs communes et le plus souvent par ignorance, pour y remédier ils demandent que : la loi soit publiée à quelques audiences des justices de paix et que l'autorité supérieure délègue le garde champêtre deux ou trois fois par an, pour faire inscrire d'office, les enfants omis et dresser procès-verbal aux délinquants ;

3° MM. Ryckelynch à Rosendael, Dubar à Armentières et Bécour à Lille, prétendent que le mauvais lait est souvent la cause des maladies des enfants nourris au biberon, le lait vendu dans les villes (surtout à Lille) n'est plus du lait mais une matière blanche falsifiée et nuisible à la santé des enfants ;

4° Delcool à Hazebrouck cite un fait grave : Une femme fraudeuse, dit-il, malgré ses habitudes bien connues, avait obtenu du Maire de sa commune, un certificat de moralité et s'était ainsi procuré un nourrisson ; quelques temps après il retrouvait cette femme à la maison d'arrêt d'Hazebrouck purgeant une condamnation ; le Maire qui pourtant connaissait le fait, ne se préoccupait pas de l'enfant. Le médecin dût le mettre en demeure de le faire placer chez une autre femme.

Il prétend encore que le Maire de cette commune ne lui envoie les avis de placement que très tardivement : que les Maires en général délivrent avec une facilité extrême les certificats qui leur sont demandés sans s'enquérir des moyens d'existence de la nourrice, de ses habitudes et surtout de sa moralité.

Il serait bon, ajoute ce praticien, que l'autorité supérieure appelât l'attention des Maires sur ce sujet.

Concours de l'inspection du service des enfants assistés.

Les fonctionnaires du service des enfants assistés prennent une part de plus en plus active au service de la protection du premier âge.

Dans l'année 1883, l'inspection a visité les communes du département, qui n'avaient pas encore été visitées, et en outre celles dans lesquelles l'exécution du service de la protec-

tion du premier âge avait donné lieu à des remarques importantes dans les années précédentes.

Le nombre des communes ainsi visitées dans les différents arrondissements a été de 164 et le nombre des enfants 438.

Ce nombre des visites est peu considérable, par rapport à la population soumise à la surveillance, mais je vous ferai remarquer Monsieur le Préfet,

1° Que dans beaucoup de communes, il n'y avait aucun enfant;

2° Que les fonctionnaires de l'inspection sont occupés pendant plusieurs mois de l'année à des grands travaux de bureau pour la protection, par exemple, la vérification des mémoires de MM. les juges de paix, les secrétaires de mairie, les médecins-inspecteurs (ces derniers ne comprenant pas moins de 30 000 articles), le relevé des rapports de MM. les maires. de MM. les juge-de paix, de MM. les médecins-inspecteurs, des commissions locales, le relevé des récompenses proposées. etc . etc. Si on ajoute à ces travaux les inscriptions nécessaires pour tenir au courant les feuilles indiquant par commune les placements, déplacements, retraits ou décès d'environ 6000 enfants, on peut se faire une idée du temps passé dans les bureaux, par les fonctionnaires du service des enfants assistes, au profit du *service annexe de la protection.*

Dans les visites, un certain nombre d'irrégularités ont été constatées, principalement dans les inscriptions sur les registres des mairies. Les instructions laissées par l'inspection, et les recommandations que vous avez adressées à la suite des procès-verbaux de tournée, permettent d'espérer bientôt la complète exécution de la loi de 1874.

Mais, en général, les registres aux déclarations sont bien tenus dans les mairies.

Le service médical est aussi généralement bien fait, et je vous ferai remarquer, Monsieur le Préfet, que dans certaines circonscriptions, il faut un véritable dévouement de la part du médecin-inspecteur qui a souvent de grandes distances à parcourir. Si, pour la simplification l'indemnité unique et fixe par visite a éte adoptée, il est permis de constater que dans certains cas, elle est réellement insuffisante. — En 1883, un seul médecin, s'est vu retirer la confiance de l'Administration.

Quant aux Commissions locales, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, elles ne fonctionnent guère que dans quelques communes, et je ne pense pas, qu'en dehors de ces quelques exceptions, il soit possible d'espérer un fonctionnement général de ces Commissions.

En résumé, l'application de la loi Roussel dans le Nord, a produit des résultats sensibles La mortalité des enfants a diminué. Voici les chiffres à partir de 1880, époque où la loi a été mise entièrement en vigueur.

Mortalité.

Années.	Enfants placés en nourrice.	Enfants en sevrage	Enfants en garde.	Moyenne générale
1880	14,20	10,38	6,07	12,04 %
1881	11,22	5,05	8,33	10,17 %
1882	10,44	7,46	6,03	8,78 %
1883	10,27	7,79	6,70	8,93 %

J'annexce au présent rapport les listes nominatives des personnes proposées par MM. les Maires, les Médecins-Inspecteurs, par les Commissions locales, pour des récompenses pécunières. J'y joins aussi les pièces qui ont servi à leur préparation. Cette liste comprend 249 nourrices, elle indique qu'il y a eu beaucoup de dévouement, mais le nombre considérable des propositions rendra nécessaire une assez forte réduction.

Monsieur le Maire de Cambrai dit dans son rapport que la Commission de cette ville, par un scrupule bien explicable, n'a signalé que les nourrices méritant une pension spéciale, mais qu'il tient à combler cette lacune en appelant l'attention de l'Administration sur le dévouement qu'apporte Madame Boucly-Dazin, l'une des membres de la Commission, dans l'exercice de ses fonctions et sur les services réels qu'elle rend aussi à l'enfance Cette dame, qui fait partie de la Commission depuis sa création, c'est-à dire depuis 4 ans, mérite à tous égards une distinction honorifique.

M. le Maire d'Hellemmes-Lille, tout en rendant justice aux membres de la Commission qui accomplissent leur mission avec zèle et dévouement, signale particulièrement Madame Bave-Coget, déjà signalée dans les rapports antérieurs. Cette dame est réellement une seconde mère pour tous les nourrissons de la commune, elle se plaît à les visiter souvent et à leur venir en aide lorsqu'il y a lieu.

Je me joins aux Maires de ces deux communes pour vous prier, M. le Préfet, de signaler particulièrement à M. le Ministre de l'Intérieur, le dévouement de Madame Boucly-Dazin de Cambrai, et de Madame Bave-Coget à Hellemmes-Lille. et de solliciter en leur faveur une récompense honorifique.

J'ai aussi l'honneur, M. le Préfet, de vous prier de faire la même proposition en faveur de M. le docteur Herbart, médecin inspecteur à Dunkerque, qui a organisé le service dans cette ville au moment de sa création et qui depuis cette époque, s'est toujours acquité de ses fonctions avec le plus grand zèle et le plus grand dévouement. La Commission de protection des enfants du 1er âge de la ville de Dunkerque, en proposant M. le docteur Herbart pour une récompense honorifique, signale que depuis le mois de janvier 1879. époque de la première réunion de la Commission, il a assisté à toutes les réunions mensuelles de la Commission, sans jamais manquer à aucune, malgré ses devoirs professionnels ; qu'outre les visites mensuelles, ce médecin inspecteur s'est toujours rendu aux appels qui lui ont été faits dans l'intérêt des enfants, et que c'est en partie grâce à ses soins que la mortalité a diminué de près de moitié sur les enfants placés dans la ville de Dunkerque.

Observations générales relatives à la protection des enfants du 1er âge.

Le vœu le plus généralement émis par les médecins inspecteurs, c'est-à-dire par ceux dont dépend principalement la bonne exécution de la loi, c'est de voir les enfants élevés chez leurs grands parents soumis à leurs visites.

Il est en effet vraiment déplorable de constater que beaucoup de filles-mères, poussées par l'appât d'un gros bénéfice, confient leurs enfants à leurs grands parents pour se placer

comme nourrice : ces enfants, n'étant pas surveillés, ne reçoivent pas toujours les soins dont ils auraient plus besoin que les étrangers élevés par leurs mères nourrices chez des particuliers. Heureux encore ceux dont on ne cherche pas à se débarrasser pour faciliter l'établissement de la mère !

Il y a de nos jours une plaie sociale difficile à guérir : dans un certain monde, il n'est plus d'usage de nourrir son enfant. On se paie le luxe d'une nourrice, on la coiffe d'un superbe bonnet avec des rubans qui descendent jusqu'à terre, et on la promène, ou en est fier comme d'un chien de valeur ou d'un beau cheval.

Et pourtant beaucoup de ces femmes, qui ne méritent pas le nom de mères, auraient assez de lait pour nourrir elles mêmes leur enfant !

Elles ne pensent pas que, pour élever leur enfant, la nourrice doit abandonner son propre nourrisson à des mercenaires où il sera moins bien soigné, et qu'elles se rendent ainsi quelquefois complices involontaires d'un homicide (cas prévu par l'article 319 du code pénal).

N'arrivera-t-on pas un jour à n'autoriser soit une femme mariée à quitter sa famille, soit une jeune fille à abandonner la maison paternelle en y laissant son propre nourrisson pour elle élever l'enfant d'une autre femme, que lorsqu'on aura fait constater par un certificat médical que cette femme n'est pas capable d'allaiter elle-même son enfant ? Et encore dans ce cas elle pourrait l'élever au biberon, car la mère ne peuvant allaiter son enfant, ne doit pas pour cela lui refuser des soins.

Dans certains départements où presque toutes les femmes élèvent elles-mêmes leurs enfants, la mortalité des enfants au-dessous d'un an y est beauroup plus faible que dans les départements où il y a beaucoup de nourrices mercenaires

Ne pourrait-on pas empêcher une nourrice d'abandonner son propre enfant, pour aller en élever un autre ? Si, par suite de son départ, son propre enfant venait à mourir, n'est-elle pas aussi complice involontaire d'un homicide ? — Si on objecte qu'il faudra bien trouver des nourrices au sein pour les enfants trouvés, abandonnés, les orphelins, ou ceux dont la mère est décédée, ou peut répondre qu'on les rencontrera parmi celles dont l'enfant est décédé ou sévré. Et puis, il y aura encore dans des cas particuliers, l'élévage au biberon qui, dans beaucoup de circonstances, rend d'excellents services.

Tous nos efforts doivent tendre à ne pas séparer l'enfant de la mère, si nous voulons réellement protéger l'enfance.

La plaie sociale signalée ci-dessus, n'a pas toujours existé. Dans les temps anciens, toutes les mères considéraient comme un devoir de nourrir elles-mêmes leurs enfants, et sans quitter la contrée, nous trouvons dans les mémoires de la reine Marguerite, femme de Henri IV, une anecdote que nous dédions aux protecteurs de l'enfance et aux mères qui ne veulent pas nourrir leurs enfants :

« La comtesse de Lallain, épouse du plus opulent seigneur des Flandres, assistait à » un dîner que son mari offrait au roi Elle était parée et toute couverte de pierreries ; son » pourpoint de voile d'argent était brodé en or, avec de gros boutons de diamant.

» Vers le milieu du repas, la comtesse se fit apporter à table son jeune fils emmaillotté

» aussi richement qu'elle était vêtue. Et là, sans fausse pudeur, elle lui donna le sein. Elle
» le fit avec tant de grâce et de naïveté, qu'elle en reçut autant de louanges que la com-
» pagnie ressentit de plaisir devant ce spectacle charmant. »

Et dans les secours temporaires accordés aux enfants par les départements, ne fait-on pas souvent entrer en ligne de compte l'élevage par la mère ? Ne donne-t-on pas souvent un secours plus important aux mères qui élèvent elles-mêmes leur enfant ?

L'institution des secours temporaires aux enfants nouveaux-nés *conservés par leur mère*, qui a été par la suite un peu détournée de son véritable but, est admirablement exprimée dans les deux documents suivants, préliminaires de lois relatives à la protection de l'enfance :

Le premier est un extrait du considérant, inscrit en tête d'un décret ds la convention du 17 pluviose an II.

« Considérant qu'il importe à la régénération des mœurs, à la propagation des vertus,
» et à l'intérêt public d'encourager les mères à *remplir elles-mêmes le devoir sacré*
» *d'allaiter et de soigner leurs enfants*,.....

Le second est emprunté à la loi du 28 juin 1793.

« Toute fille qui déclarera vouloir *allaiter elle-même* l'enfant dont elle sera enceinte,
» et qui aura besoin des secours de la nation, aura droit de les réclamer. »

C'est en vertu du même esprit qu'on retire généralement le secours temporaire accordé à une fille-mère, lorsqu'elle se place ensuite comme nourrice et qu'elle cesse d'élever son propre enfant.

Si donc la législation pousse les filles-mères à élever elles-mêmes leurs enfants, c'est pour diminuer d'autant le nombre des nourrices nécessaires, et pour engager les femmes qui ne méritent pas le nom de mère à remplir (quand elles en sont capables) le plus beau de leurs devoirs.

Je citerai encore des chiffres : En 1882, dans le Nord, la mortalité pour les enfants de 1 jour à 2 ans, soumis à la loi de 1874, a été de..... 8,78 %.

Et la mortalité pour les enfants assistés de 1 jour à 2 ans, a atteint le chiffre énorme de..... 37,40 %.

Cette grande différence provient surtout de ce que ces petits êtres ont été privés des soins attentifs de leurs mères naturelles.

Si je prends les chiffres moyens des 13 dernières années dans le Nord, je trouve pour la mortalité des enfants trouvés, abandonnés et orphelins, de 1 jour à 1 an, soignés par des étrangers ..... 45.95 %.

Et pour les enfants secourus temporairement dont les 9/10 sont soignés par leurs mères..... 21,40 %.

Aussi, au lieu de voir augmenter le plus possible le nombre des nourrices sur lieu, et par suite le nombre des enfants soumis à la loi de 1874, comme étant en dehors de leur

famille naturelle, je voudrais au contraire le voir diminuer, d'autant plus qu'alors les enfants étant au plus petit nombre, seraient mieux surveillés.

Je présenterai encore quelques observations relatives à la protection de l'enfance, et qui appellent des réformes administratives :

1° Les filles-mères au sortir des hôpitaux, où elles sont allé faire leurs couches, sont souvent avec leur enfant sur le bras, sans argent, sans vêtement et quelquefois sans domicile. Elles font bien une demande de secours, et quand il y a lieu de leur accorder, ce secours ne leur est payé, à cause des lenteurs administratives, qu'un mois après et quelquefois plus tard,

Il y a là une réforme sérieuse à faire dans l'intérêt de la protection des enfants. Ne pourrait-on pas, quand il y a nécessité, leur avancer le premier mois ?

2° Je parle ici *de visu* : Je rencontre souvent dans les environs de Lille, et par tous les temps, une longue file de prisonniers de tout âge. attachés deux à deux, et suivis par des gendarmes. Ces personnes sont forcées de faire à pied, quelquefois sans souliers, les 13 *kilomètres*, qui séparent Lille de Tourcoing. Eh bien, j'ai constaté quelquefois dans ce triste cortège des mères portant sur leurs bras un enfant élevé au sein.

Qu'ont fait ces prisonniers ? La plupart sont prévenus de fraude, il ont été poussés par la misère à se procuror un objet de consommation vendu moins cher au delà de la frontière. Loin de moi, la pensée d'encourager la fraude ! Mais il me semble que la faute commise n'est pas en proportion avec la supplice qu'on impose à des mères de famille, en leur faisant faire 13 *kilomètres à pied avec un enfant sur le bras*. Ne pourrait-on pas employer le chemin de fer dans un cas pareil ? Ah ! s'il s'agissait d'autres personnes, quand l'année dernière on a arrêté à Paris M. Jérôme Bonaparte; l'a-t-on conduit en prison à pied ? Et cependant il n'y avait pas 13 kilom. à parcourir. Il est vrai que c'était un prince !

Si nous voulons réellement protéger l'enfance, ayons donc un peu plus d'humanité dans toutes les occasions.

3° Je citerai encore un fait arrivé l'année dernière :

Un jeune enfant est présenté au maire d'une commune du Nord pour être abandonné. Devant le refus du maire et du commissaire de police de faire admettre l'enfant à l'hospice dépositaire, la personne qui présentait l'enfant prend le chemin de fer, et va s'adresser à l'assurance publique de Paris qui le reçoit.

Que serait devenu cet enfant, si le département de la Seine avait refusé de le recevoir ?

Cela provient de ce que chaque département, pour diminuer ses dépenses, cherche à réduire le nombre de ses enfants assistés, surtout ceux au-dessous d'un an. Que deviendront-ils alors ? — Le département de la Seine a supprimé heureusement depuis longtemps la barbarie du domicile de secours. Il serait à désirer, que cette mesure humanitaire fût étendue à tous les départements. D'ailleurs, si on le voulait, la depense pourrait toujours être réclamée au département d'origine, mais au moins on ne serait pas exposé à voir tant de jeunes enfants, comme celui que je viens de citer, ballotés de tous côtés en che-

min de fer avant d'être placés. Est-il de notre époque de rendre ces pauvres petits êtres responsables de la faute de leur mère, ou plus généralement de leur père ?

D'après ce qui précède, on voit qu'il ne suffit pas d'appliquer la loi de 1874, pour protéger les jeunes enfants, Il y a certaines mesures administratives à prendre, il y a la *routine* des bureaux à faire disparaître.

L'initiative privée peut aussi beaucoup ; elle a besoin toutefois d'être stimulée et encouragée, et elle fera peut être plus que toutes les lois et les réglements. Je citerai particulièrement la *Société protectrice de l'enfance*, les *Sociétés de Charité maternelle*, qui malheureusement ne sont au nombre que de 9 dans le Nord, les *Crèches* qui ne sont ouvertes que dans 7 villes de notre département. Ces établissements rendent les plus grands services aux mères de famille *qui élèvent elles-mêmes leurs enfants* et qui travaillant hors de chez elles, peuvent y apporter leurs enfants le matin et les reprendre le soir.

Les 3 genres d'établissements précités, en se multipliant grâce au dévouement habituel des femmes de France, rendront les plus grands services à la protection de l'enfance en complétant la loi de 1874. Il faut que l'État et les départements les encouragent en les subventionnant plus largement.

Je ferai remarquer que l'année dernière, le département a alloué 5000 fr. pour la Sociétés de Charité maternelle, et que le chiffre de l'allocation à la Société Hippique est aussi de 5000 fr.

S'il est utile de protéger l'élevage des chevaux, il ne l'est pas moins de protéger les enfants.

S'il est utile, pour empêcher l'abandon, d'accorder des secours aux filles-mères, qui élèvent elles-mêmes leurs enfants, si on accorde des récompenses aux nourrices mercenaires, les protecteurs de l'enfance ne doivent pas oublier les mères de familles peu aisées, qui élèvant elles-mêmes leurs propres enfants, sans obtenir aucun de ces avantages.

Il faut bien se rappeler que la population de la France *diminue* dans des proportions alarmantes Si l'on compare les chiffres de 1881 avec ceux de 1882, on constate qu'il y a eu 1451 naissances de moins en 1882 que l'année précédente. Cette diminution serait peu de chose par elle-même, mais ce que l aggrave, c'est que *l'excédent des naissances sur les décès n'est plus que de* 97,027, *au lieu de* 108,229.

Que les femmes de France redeviennent donc des mères de familles, afin de faire reprendre à notre patrie la place qui lui est dûe !

Permettez-moi, Monsieur le Préfet, en terminant ce rapport de vous dire que MM. Baré, Guillon et Lagarde, sous-inspecteurs du service des enfants assistés, ont apporté le concours le plus utile à l exécution de la loi de 1874.

Ce n'est que par un travail considérable, que l'inspection parvient à faire face aux besoins de deux services, comprenant environ 9000 enfants, dans un département de 665 communes, et qui prennent chaque jour de plus grands développements.

L inspecteur et les sous-inspecteurs sont astreints à un travail de bureau très accablant,

ce qui les empêche de faire des visites aussi nombreuses qu'ils le désireraient, attendu que M. Romon, commis de l'inspection, qui mérite aussi des éloges, est seul pour faire les écritures des deux services. Je suis moi-même débordé par le travail, et c'est avec une grande difficulté que je trouve, en dehors des heures de bureau consacrées aux affaires courantes, le temps nécessaire pour rédiger ce rapport, d'autant plus difficile à établir, Monsieur le Préfet, que les renseignements sont arrivés en retard, et que vous m'avez encore transmis des documents tout récemment 11 avril.

Aussi, Monsieur le Préfet, pour assurer les deux services, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien proposer au Conseil général la création d'un emploi de 2e commis à l'inspection. Le Conseil général du Nord s'est toujours montré empressé à voter les dépenses utiles, et je ne doute pas qu'il ne l'accorde, lorsqu'il s'agit d'une somme minime appliquée à un service où la vie de beaucoup d'enfants est en jeu, lorsqu'il s'agit d'augmenter le nombre des défenseurs de la patrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

L'inspecteur départemental du service des enfants assistés,

LÉON DUCROCQ.

ASILE PUBLIC D'ALIÉNÉS D'ARMENTIÈRES

COMPTE-RENDU

SUR LE

SERVICE MÉDICAL

Pendant l'année 1883

PAR

MONSIEUR LE Dr ADAM,

Medecin-Adjoint

CHAPITRE I.

Mouvement de la population en 1883.

	Existant au 1er Janvier 1883	634
Admissions	1re fois	175
	Rechutes	16
	Transferements	13
	Total des admissions	204
	Total des existences et des admissions	838
Sorties pendant l'année.	Guéris	38
	Améliorés	17
	Évadés	1
	Transférés	14
	Sortis avant guérison	5
	Non aliéné	1
	Total des sorties	76
Décès	Pour cause naturelle	100
	Total des déces	100
	Total des sorties et des déces	176
	Existant au 31 décembre 1883	662

Au 1er janvier 1883, il existait à l'Asile , 634 aliénés.

Pendant l'année, il en est entré 204, ce qui a élevé au chiffre de 838, le nombre des aliénés traités.

D'un autre côté, il y a eu 76 sorties et 100 décès, ce qui a porté les extinctions au nombre de 176.

Le dernier total est inférieur de 28 unités à celui des admissions qui était de 204 ; par suite, la population se trouve augmentée de 28 unités et portée au chiffre de 662.

En 1883, la moyenne de la population est de 642,2, en 1882, elle avait été de 611,8; par conséquent, la différence en plus pour cette année est de 30,4.

CHAPITRE II.

Admissions.

Les admissions au nombre de 204, se classent ainsi qu'il suit : admis pour la première fois, 175, admis par suite de rechute, 16, admis par transfèrement 13.

Les 204 admissions de 1883 se répartissent de la manière suivante :

A la charge des familles	.....	41
Id.	du département du Nord.....	159
Id.	d'autres départements	3
Id.	des Ministères de la guerre et de la marine	5
Id.	du Ministere de la Justice	»
Aliénés étrangers (a la charge du Nord)....		26
Total		204

Classification nosologique des aliénés admis en 1883.

Les aliénés admis appartiennent aux formes ci-après d'aliénation :

Folie simple.....	117
— épileptique	16
— paralytique	27
Démence sénile et organique	21
Imbécillité et idiotie.....	23
Total	204

Les malades atteints de folie simple représentent

Les.....	57,35 %	des admissions
Les aliénés épileptiques les	7,84 %	—
Les aliénés paralysés généraux les...	13,23 %	—
Les démens séniles et organiques les	10,29 %	—
Les imbéciles et idiots les.....	11,27 %	—

Dans les tableaux qui vont suivre, nous n'aurons égard qu'aux aliénés qui sont entrés pour la première fois dans un asile, ils sont au nombre de 175.

Age au moment de l'admission.

	Folie simple	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique	Démence sénile et organique	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL
Au-dessous de 15 ans	»	»	»	»	7	7
De 15 a 20 ans	7	»	»	»	4	11
De 20 à 25 —	15	6	»	»	4	25
De 25 a 30 —	10	1	1	»	1	13
De 30 a 35 —	12	1	6	»	1	20
De 35 a 40 —	16	1	5	2	1	25
De 40 à 50 —	19	3	9	1	»	32
De 50 a 60 —	9	»	2	4	»	15
De 60 a 70 —	7	1	»	7	»	15
De 70 et au-dessus	2	»	»	5	»	7
Age inconnu	1	2	»	»	2	5
Totaux	98	15	23	19	20	175

Sous le rapport de l'âge, les aliénés admis pour la première fois se groupent ainsi qu il suit :

Au-dessous de 20 ans	18
De 20 à 40 ans	83
De 40 à 60 ans	47
Au-dessus de 60 ans	22
Age inconnu	5

Cette année, comme l'année dernière, les nombres les plus forts appartiennent à la période de 20 à 40 ans et à celle de 40 à 60 ans.

En 1881, les deux périodes les plus fortes, étaient aussi celles de 20 à 40 ans et de 40 à 60 ans

En 1880, 1879 et 1878, le chiffre le plus élevé appartenait à la période de 40 à 60 ans.

Etat-civil.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique	Démence sénile et organique	Imbécillité et Idiotie	TOTAL
Célibataires.	35	10	1	1	18	65
Mariés	43	2	19	10	»	74
Veufs	6	1	1	5	»	13
État-civil inconnu	14	2	2	3	2	23
Totaux	98	15	23	19	20	175

La proportion des célibataires est de ..... 37,14 %
Celle des aliénés mariés ..... 42,28 %
Celle des aliénés veufs..... 7,42 %

Cette année, comme l'année dernière, la proportion des aliénés mariés est supérieure à celle des aliénés célibataires.

Instruction.

Instruction plus élevée	5
Sachant lire et écrire	68
Sachant lire seulement	1
Sans instruction	44
Sans renseignements	57
	175

On voit ci-dessus que le nombre des aliénés sachant lire et écrire l'emporte sur celui des aliénés sans instruction, ou n'ayant qu'une instruction incomplète. En effet, 68 aliénés savaient lire et écrire, 5 autres avaient une instruction plus élevée, 1 seulement savait lire et 44 autres étaient sans instruction.

Professions.

Professions libérales	2
Rentiers ou propriétaires	3
Professions industrielles et commerçantes	60
Professions manuelles	44
Professions agricoles	8
Militaires	3
Marins	1
Gens a gages	7
Sans profession	27
Professions inconnues	20
Total	175

Le plus fort contingent est fourni par des individus exerçant des professions industrielles et commerçantes. Puis viennent par ordre décroissant : les professions manuelles, les gens sans profession, les professions agricoles, les gens à gages , les rentiers ou propriétaires, les militaires, les professions libérales. Les professions de 20 aliénés ne nous sont point connues.

Cette nomenclature est pour ainsi dire semblable à celle de l'année dernière et elle inspire les mêmes réflexions.

Origine.

	Folie simple	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique	Imbécillité et Idiotie	TOTAL.
Aliénés originaires des villes	40	9	15	12	12	88
— — des campagnes	42	5	5	6	7	65
— étrangers	11	1	3	1	»	16
— d'origine inconnue	5	»	»	»	1	6
Totaux.	98	15	23	19	20	175

On voit par ce tableau que les villes ont fourni le plus grand nombre d'aliénés ; ce même fait s'est déjà produit l'année dernière ainsi que les années précédentes, et c'est ce qui, du reste, s'observe assez communément.

Les campagnes nous ont aussi donné un contingent d'aliénés assez élevé.

Enfin, 16 malades provenaient de pays étrangers et les 6 derniers étaient d'origine inconnue.

Causes présumées de l'aliénation.

		Folie simple	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique	Démence senile et organique	Imbécillité et Idiotie	TOTAL.
1° Causes prédisposantes *Hérédité.*	Du côté paternel.....	3	»	«	1	»	4
	Du côté maternel	2	»	»	»		2
	Collatérale	9	»	2	1	1	13
	Sans hérédite	25	7	11	6	10	59
	Inconnue..... ...	59	8	10	11	9	97
	Totaux	98	15	23	19	20	175
2° Causes déterminantes. *Causes physiques.*	Affection cérébrale	»	»	»	»	1	1
	Affection syphilitique..	1	»	»	»	»	1
	Blessures	2	»	»		»	2
	Abus des boissons.....	6	»	»	1	1	8
	Chutes	3	»	1	»	»	4
	Convulsions	1	»	»	»	2	3
	Coups à la tête	1	»	1	»	»	2
	Epilepsie.....	»	5	»	»	»	5
	Fievre typhoide	3	1	»	»	»	4
	Méningite	»	»	»	»	1	1
	Attaques de paralysie..	»	»	1	1	»	2
	Ramollissement cérébral	3	»	1	2	»	6
	Rhumatisme articulaire	1	»	»	»	»	1
	Sejour au Mexique	»	1	»	»	»	1
	Vieillesse	»	»	»	2	»	2
	Décrépitude prématurée	»	1	»	»	»	1
Causes morales.	Perte d'argent	1	»	»	»	»	1
	Avarice	3	»	1	»	»	4
	Chagrins.....	6	1	2	»	»	9
	Colere	»	»	1	1	1	3
	Faiblesse mentale.....	2	»	»	1	»	3
	Fatigue	1	»	»	»	»	1
	Frayeurs	1	1	»	1	»	3
	Gêne dans les affaires..	1	»	»	»	»	1
	Idées fixes	1	»	»	»	»	1
	Idiotisme	»	»	»	»	7	7
	Jalousie.....	»	»	1	»	»	1
	Misere	1	»	1	1	»	3
	Persécutions	1	»	»	»	»	1
	Politique..	1	»	»	»	»	1
	Mauvaises lectures....	»		»	»	1	1
	Exces de travail.....	1	»	»	1	»	2
	Causes inconnues.....	57	5	13	8	6	89
	Totaux	98	15	23	19	20	175

Nous avons pu connaître les antécédents héréditaires de 78 aliénés :

Pour 4 aliénés, l'hérédité provenait du côté paternel, pour 2 autres du côté maternel, pour 13 autres du côté des collatéraux.

Enfin, 59 aliénés étaient indemnes de cette prédisposition.

Pour 97 malades, les renseignements sur leurs antecédents héréditaires font complètement défaut.

Les causes déterminantes de la folie ont pu être connues dans 86 cas, mais elles sont restées inconnues dans 89 autres cas.

Les 86 causes connues comprennent: 44 causes d'ordre physique et 42 causes d'ordre moral.

Parmi les causes d'ordre physique, nous relevons diverses maladies internes, comme plusieurs affections des centres nerveux, la syphilis, la fièvre typhoïde, le rhumatisme articulaire et diverses maladies externes comme des coups et blessures, des chûtes sur la tête. Enfin, l'abus des boissons alcooliques, le séjour dans un pays malsain, l'effet de l'âge et la décrépitude prématurée consécutive à des excès onanistiques, apportent aussi leur contingent à la nomenclature des causes physiques.

Parmi les causes d'ordre moral, figurent des causes telles que la perte d'argent, l'avarice, les chagrins, la colère, la faiblesse d'esprit, la frayeur, la gêne dans les affaires, les idées fixes, la jalousie, la misère, les persécutions, la politique, les mauvaises lectures.

Ces différentes causes, que nous venons d'énumérer, sont parvenues a notre connaissance par les renseignements que nous trouvons dans les dossiers des malàdes, qui contiennent habituellement des bulletins individuels et des rapports des Commissaires avec dépositions de témoins. Nous relatons ces causes telles qu'elles nous ont été données, mais nous convenons aisément que nous ne leur accordons au point de vue médical qu'une importance fort secondaire, eu égard aux sources d'où elles proviennent généralement, c'est-à-dire provenant de personnes peu compétentes pour apprécier d'une manière exacte ce que nous aurions intérêt à connaître.

Quant aux certificats médicaux qui sont annexés aux dossiers des aliénés, ils sont comme d'habitude, et ainsi que nous l'avons déjà signalé, en majeure partie d'une concision et d'une pénurie de renseignements telles que c'est au point que nous arrivons à les considérer plutôt comme de simples formalités que comme des pièces sérieuses où nous devrions puiser de précieuses indications dans l'intérêt des malades et dans celui de la science.

Durée de la maladie avant l'admission.

	Folie simple	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique.	Démence sénile et organique	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL
Un mois et au-dessous	23	2	3	3	»	31
De 1 a 3 mois	14	1	3	»	»	18
De 3 a 6 mois	8	3	3	3	»	17
De 6 mois a 1 an	6	1	3	»	»	10
De 1 an a 2 ans	6	1	2	3	»	12
De 2 ans et au-dessus	7	2	2	4	2	17
Epoque indéterminée	33	4	7	6	3	53
Naissance ou premiere enfance	1	1	»	»	15	17
Totaux	98	15	23	19	20	175

A l'époque de l'admission à l'asile, le début de l'affection mentale datait de 1 mois et au-dessous pour 31 aliénés, de 1 à 3 mois pour 18, de 3 à 6 mois pour 17, de 6 mois à 1 an pour 10, de 1 à 2 ans pour 12, de 2 ans et au-dessus pour 17, enfin de la première enfance pour 17.

Pour 53 malades. l'époque du début de l'affection mentale n'a pu être rapportée à aucune date précise.

Les malades entrés à l'asile, dont la folie datait de un à six mois, sont au nombre de 66, tandis qu'il y en a 109, chez lesquels elle était de date plus ancienne.

La folie étant surtout curable au début, on ne saurait s'étonner du nombre relativement inférieur de guérisons en présence du chiffre élevé d'aliénés dont la maladie remontait à une époque éloignée du début. Du reste, la plupart des malades compris dans les 109 étaient déjà incurables au moment de leur admission.

Mois des Admissions.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et idictie.	TOTAL.
Janvier	7	»	»	3	1	11
Février	1	»	2	1	1	5
Mars	7	»	4	3	2	16
Avril	9	2	1	1	1	14
Mai	9	2	»	1	2	14
Juin	13	4	2	»	1	20
Juillet	13	2	»	4	2	21
Août	3	»	2	2	2	9
Septembre	9	1	2	»	1	13
Octobre	9	1	2	3	3	18
Novembre	6	2	5	1	2	16
Décembre	12	1	3	»	2	18
Totaux	98	15	23	19	20	175

Pendant le mois de Juillet, il est entré à l'asile 21 malades, pendant le mois de Juin 20.

Viennent ensuite les mois d'Octobre et Décembre qui comptent chacun 18 admissions.

Mars et Novembre marchent après, ils en comptent chacun 16; Avril et Mai en comptent aussi 14; Septembre en compte 13 et Janvier 11.

C'est pendant les mois d'Août et de Février qu'il est entré le moins de malades, 9 en Août et 5 en Février.

Les admissions se classent par saisons ainsi qu'il suit :

HIVER		PRINTEMPS		ÉTÉ		AUTOMNE	
Décembre.....	18	Mars.....	16	Juin.....	20	Septembre.....	13
Janvier.....	11	Avril.....	14	Juillet.....	21	Octobre.....	18
Février.....	5	Mai.....	14	Août.....	9	Novembre.....	16
TOTAUX....	34		44		50		47

L'été a fourni le plus grand nombre d'admissions (50) ; l'automne vient immédiatement après (47) ; soit seulement une différence de 3 entre ces deux saisons.

Contrairement à l'année 1882, c'est le printemps et l'hiver qui ont eu le moins d'admissions : le printemps (44) et l'hiver (34) ; en réunissant l'été et l'automne, on trouve 97 entrées, et le printemps et l'hiver n'en donnent seulement que 78, soit une différence de 19.

Rechutes.

Sur les admissions de l'année, les aliénés entrés à l'asile par suite de rechute comptent pour 16.

12 en étaient à leur..... 1re rechute.
4 — a leur..... 2e rechute.

La rechute s'était produite :

Dans le 1er mois de la sortie pour..... ...	1	malade
Dans le 2e mois.....	1	—
Dans le 3e mois.....	1	—
Dans le 4e mois.....	1	—
De la 1re à la 2e année.....	4	—
De la 2e a la 3e année.....	1	—
De la 3e à la 4e année.....	2	—
De la 4e a la 5e année	1	—
De la 6e à la 7e année.....	1	—
De la 7e à la 8e année.....	2	—
De la 11e à la 12e annee.....	1	—
	16	

Le malade qui est resté moins d'un mois hors de l'asile, est un vieillard atteint d'agitation maniaque, qui avait été admis à l'établissement le 26 décembre 1882, et qui en était sorti le 11 février suivant, sur les vives instances de sa famille.

Il a du être réintégré à l'asile le 8 mars dernier, après avoir eu chez lui une période très vive d'agitation et s'être cassé le bras gauche.

L'aliéné qui est resté moins de deux mois en liberté est un individu atteint d'imbécillité avec impulsion à la violence, qu'un meurtre consommé sur la personne de sa femme, avait conduit devant la cour d'assises de Douai, et qui, grâce à son état mental, avait bénéficié d'un acquittement.

A la suite de cet évènement, ce malade avait été placé d'office à l'asile à la date du 22 décembre 1882. Comme depuis cette époque, son état mental s'était notablement amélioré, il avait pu pendant le courant du mois de mai dernier être rendu à sa famille qui insistait pour le reprendre.

Malheureusement, cet état d'amélioration fut de courte durée, et le malade dut de nouveau être sequestré le 4 juillet suivant.

Le malade dont la rechute s'est produite dans le troisième mois, avait été placé en observation à l'asile le 20 décembre de l'année dernière, à la suite d'une tentative d'assassinat sur la personne de sa femme. Il a quitté l'établissement et a été remis entre les mains de la gendarmerie le 4 mars de cette année, comme n'ayant présenté aucun signe évident d'aliénation pendant toute la durée de l'observation. Mais le rapport du médecin en chef avait conclu à l'état d'aliénation au moment du crime et il y avait ordonnance de non-lieu.

Ce malade nous a été ramené le 28 mai dernier à la suite d'une tentative de suicide (sous l'influence d'un accès de lypémanie avec hallucinations de l'ouie, il avait tenté de se couper la gorge au moyen d'un rasoir).

Le malade qui a été réintégré le quatrième mois, est un paralytique général, qui lors de son premier séjour, avait pu, grâce à une période de rémission être remis à sa femme, mais qui dut ensuite être ramené à l'asile, la maladie ayant progressé depuis.

Il n'y a aucune remarque particulière à faire sur les autres malades qui ont eu des rechutes après un temps assez long.

Sur les 16 malades admis dans le courant de cette année, par suite de rechute, 9 étaient encore en traitement au premier janvier 1884.

A cette même date, 3 avaient quitté l'asile par suite de guérison, 3 avaient été rapatriés en Belgique et transférés à l'asile de Froidmont, enfin, 1 avait succombé à une hémorragie cérébrale.

Admissions par transfèrement.

Pendant le courant de cette année, 13 malades ont été admis à l'Asile par suite de transfèrement.

Le premier, atteint de démence, provenait de l'hospice d'aliénés d'Anvers (Belgique), il a été admis dans notre établissement le 12 mars.

Le deuxième, atteint d'imbécillité, provenait de l'Asile Ste-Anne (Seine) il a été admis le 25 avril.

Le troisième, atteint de paralysie générale progressive, avait encore la même provenance que le précédent, il a aussi été admis le 25 avril.

Le quatrième, atteint de délire des persécutions, provenait comme les deux précédents de l'Asile Ste-Anne, il a aussi été admis à la même date.

Le cinquième, atteint d'imbécillité, provenait de l'Asile de Froidmont (Belgique) , il a été admis le 19 mai

Le sixième, atteint de démence, provenait aussi de l'Asile de Froidmont, il a été admis le 31 mai.

Le septième, atteint d'imbécillité, provenait de l'Asile de Lommelet, il a été admis le 28 août.

Le huitième, atteint de manie chronique, provenait aussi de Lommelet, il a été admis le 4 septembre.

Le neuvième, atteint de manie, provenait de l'Asile Ste-Anne (Seine), il a été admis le 30 octobre.

Le dixième, atteint de délire des persécutions, provenait de Lommelet, il a été admis le 15 novembre.

Le onzième, atteint de démence paralytique, provenait de l'Asile du Mans (Sarthe) , il a été admis le 30 novembre.

Le douzième, atteint de lypémanie, provenait de l'Asile de Froidmont, il a été admis le 18 décembre.

Enfin, le treizième et dernier, atteint de manie, provenait de l'Asile de Lommelet , il a été admis le 31 décembre.

Sur ces 13 aliénés 11 étaient encore en traitement à l'Asile au 31 décembre, et 2 étaient décédés pendant le courant de l'année.

Paralytiques admis pendant la période de vingt années.

1863	16	1873	31
1864	27	1874	18
1865	14	1875	37
1866	24	1876	30
1867	21	1877	39
1868	36	1878	32
1869	17	1879	38
1870	48	1880	44
1871	29	1881	27
1872	32	1882	53
	264		346

Soit pendant les dix premières années, 264 paralytiques admis et 346 pendant les dix dernières ; soit une différence de 82 paralytiques admis en plus pendant les dix dernières années.

La moyenne des paralytiques admis pendant les dix premières années est de 26,4 ; pendant les dix dernières années de 34,6 ; soit une différence en plus de 8,2, soit pendant les vingt années une moyenne de 30 5.

En 1883, il est entré à l'Asile 23 paralytiques, chiffre inférieur à la moyenne de ces 20 années.

CHAPITRE III.

Sorties.

Les sorties sont au nombre de 76.
Elles se répartissent de la manière suivante

A la charge des familles	7
— — du département du Nord	44
— — d'autres départements	2
— — du ministere de la Guerre	1
— — du ministere de l'Intérieur et Justice.	2
Aliénés étrangers	20
Total	76

Il y a eu 38 sorties par guérison, 17 par amélioration, 5 avant guérison, 1 pour non aliénation, 1 par évasion et enfin 14 par transfèrement.

Le rapport entre le nombre des guérisons et celui des admissions est de 18,6; en 1882 il était de 14,7.

Les aliénés guéris appartiennent aux formes ci-après d'aliénation:

Sortis par guérison.

Manie	17
Manie épileptique	2
Manie alcoolique	1
Lypémanie	17
Delire des persécutions.	1
Total	38

Sortis guéris après un	1er	séjour dans un asile	32
id.	2e	id.	3
id.	3e	id	3
			38

	1re Fois.	Rechutes.	Total.
Entrées en 1875	1	»	1
id. 1880	1	»	1
id. 1881	1	»	1
id. 1882	14	3	17
id. 1883	15	3	18
Totaux	32	6	38

Durée de la maladie avant l'admission.

	Folie simple	Folie compliquée d'epilepsie.	Folie paralytique	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL.
De 1 mois et au dessous	9	1	»	»	»	10
De 1 à 3 mois	4	»	»	»	»	4
De 3 a 6 mois	2	»	»	»	»	2
De 6 mois a 1 an	»	»	»	»	»	»
De 1 an a 2 ans	4	»	»	»	»	4
De 2 ans et au dessus	4	»	»	»	»	4
Durée inconnue	13	1	»	»	»	14
Totaux	36	2	»	»	»	38

Durée du séjour dans l'asile ou du traitement.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie	TOTAL
Quelques jours à 1 mois	2	»	»	»	»	2
De 1 à 3 mois	7	»	»	»	»	7
De 3 a 6 mois	12	2	»	»	»	14
De 6 mois a 1 an	8	»	»	»	»	8
De 1 a 2 ans	4	»	»	»	»	4
De 2 a 5 ans	2	»	»	»	»	2
Au-dessus de 5 ans	1	»	»	»	»	1
Totaux	36	2	»	»	»	38

Sur les 38 aliénés sortis guéris, 2 sont sortis pendant le premier mois de leur séjour à l'asile, 7 ont été traités pendant une période de 1 à 3 mois, 14 pendant une période de 3 à 6 mois, 8 pendant une période de 6 mois à 1 an, 4 pendant une période de 1 a 2 ans 2 pendant une période de 2 à 5 ans, et enfin 1 après un séjour de plus de 5 ans.

Age des aliénés guéris.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie	TOTAL.
Au-dessous de 15 ans.....	»	»	»	»	»	»
De 15 a 20 ans.....	2	»	»	»	»	2
De 20 a 25 ans.....	5	1	»	»	»	6
De 25 a 30 ans.....	4	»	»	»	»	4
De 30 à 35 ans.....	4	»	»	»	»	4
De 35 à 40 ans.....	6	1	»	»	»	7
De 40 a 50 ans.....	11	»	»	»	»	11
De 50 a 60 ans.....	3	»	»	»	»	3
De 60 a 70 ans	»	»	»	»	»	»
70 ans et au-dessus.....	1	»	»	»	»	1
Totaux.....	36	2	»	»	»	38

Mois pendant lesquels les sorties par guérison ont eu lieu.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et idiotie.	TOTAL.
Janvier	4	»	»	»	»	4
Février	6	»	»	»	»	6
Mars.....	1	»	»	»	»	1
Avril.....	2	»	»	»	»	2
Mai.....	»	»	»	»	»	»
Juin	5	»	»	»	»	5
Juillet	2	»	»	»	»	2
Août.....	2	»	»	»	»	2
Septembre.....	»	»	»	»	»	»
Octobre	1	2	»	»	»	3
Novembre	5	»	»	»	»	5
Décembre.	8	»	»	»	»	8
Totaux	36	2	»	»	»	38

Guérisons par saisons.

HIVER.		PRINTEMPS.		ÉTÉ.		AUTOMNE.	
Décembre.....	8	Mars.....	1	Juin.....	5	Septembre	»
Janvier.....	4	Avril.....	2	Juillet	2	Octobre.....	3
Fevrier.....	6	Mai.....	»	Août	2	Novembre.....	5
Total.....	18	Total	3	Total	9	Total.....	8

Le plus grand nombre des guérisons s'est produit pendant l'hiver, l'été et l'automne viennent ensuite et donnent un nombre à peu près égal de guérisons, le printemps termine la série.

Sorties par amélioration.

Les aliénés améliorés appartiennent aux formes suivantes d'aliénation.

Folie simple.....	9
Folie paralytique.....	5
Idiotie.....	3
Total	17

Sortis améliorés après un 1er séjour dans un asile..	17
Total	17

	1re fois.	par transfèrement.	Total.
Entrés en 1880.....	1	»	1
— 1881	1	»	1
— 1882	9	1	10
— 1883.	5	»	5
Totaux.....	16	1	17

Durée de la maladie avant l'admission.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL.
1 mois et au-dessous	1	»	1	»	»	2
De 1 a 3 mois	1	»	1	»	»	2
De 3 à 6 mois	2	»	1	»	»	3
De 6 mois à 1 an	»	»	»	»	»	»
De 1 a 2 ans	»	»	»	»	»	»
De 2 ans et au-dessus	1	»	»	»	2	3
Durée inconnue	4	»	2	»	1	7
Totaux	9	»	5	»	3	17

Durée du séjour dans l'Asile ou du traitement.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique.	Démence sénile et organique	Imbécillité et Idiotie	TOTAL.
De 1 mois et au-dessous	»	»	»	»	1	1
De 1 a 3 mois	»	»	»	»	»	»
De 3 a 6 mois	2	»	2	»	2	6
De 6 mois a 1 an	4	»	3	»	»	7
De 1 an a 2 ans	1	»	»	»	»	1
De 2 ans a 5 ans	2	»	»	»	»	2
De 5 ans et au-dessus	»	»	»	»	»	»
Totaux	9	»	5	»	3	17

Age des aliénés améliorés.

	Folie simple.	Folie compliquée d'epilepsie	Folie paralytique	Démence sénile et organique	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL.
Au-dessous de 15 ans	»	»	»	»	1	1
De 15 a 20 ans	1	»	»	»	1	2
De 20 à 25 ans	1	»	»	»	»	1
De 25 a 30 ans	3	»	»	»	»	3
De 30 a 35 ans	1	»	1	»	»	2
De 35 a 40 ans	1	»	2	»	»	3
De 40 a 50 ans	2	»	1	»	»	3
De 50 a 60 ans	»	»	1	»	1	2
De 60 a 70 ans	»	»	»	»	»	»
70 ans et au-dessus	»	»	»	»	»	»
Age inconnu	»	»	»	»	»	»
Totaux	9	»	5	»	3	17

Mois pendant lesquels les sorties par amélioration ont eu lieu.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et idiotie	TOTAL.
Janvier	»	»	1	»	»	1
Février	»	»	»	»	»	»
Mars	1	»	1	»	»	2
Avril	»	»	2	»	»	2
Mai	1	»	»	»	1	2
Juin	»	»	»	»	»	»
Juillet	1	»	»	»	1	2
Août	2	»	»	»	»	2
Septembre	»	»	»	»	»	»
Octobre	»	»	»	»	»	»
Novembre	4	»	»	»	1	5
Décembre	»	»	1	»	»	1
Totaux	9	»	5	»	3	17

Améliorations par saisons.

HIVER.		PRINTEMPS.		ÉTÉ.		AUTOMNE	
Décembre	1	Mars	2	Juin	»	Septembre	»
Janvier	1	Avril	2	Juillet	2	Octobre	»
Février	»	Mai	2	Août	2	Novembre	5
Total	2	Total	6	Total	4	Total	5

Sortie par évasion.

Un malade seulement s'est évadé :

C'est un jeune homme, atteint de lypémanie, qui avait été mis à l'Asile par placement volontaire ; en se sauvant de l'établissement, il s'est rendu chez sa mère qui l'a trouvé assez amélioré pour essayer de le garder chez elle.

Nous avons appris depuis que ce malade était renfermé dans un autre asile.

Sorties par transférement.

Pendant le courant de cette année, 14 malades ont quitté l'asile par suite de transfèrement.

Sur ce nombre de malades, 12, dont la nationalité belge avait été reconnue, ont été dirigés sur l'hospice de Froidmont, près Tournai (Belgique).

Un autre originaire des Côtes-du-Nord, dont le domicile de secours dans ce département a été reconnu, a été transféré à l'asile de Lehon, près Dinan.

Enfin, un dernier malade, qui avait son domicile de secours dans le Pas-de-Calais, a été dirigé sur l'Asile de Lommelet, près Lille.

Sorties sur la demande des parents.

5 malades ont quitté l'Asile sur la demande de leur famille.

Sur ce nombre, 2 étaient à l'établissement en qualité de pensionnaires, le premier n'y avait été placé que provisoirement, il a été reconduit à Bordeaux, lieu de séjour de ses parents ; le second, n'étant pas dangereux, a pu être remis entre les mains de son frère.

Les trois autres avaient été placés d'office à l'Asile ; comme leur genre de folie ne présentait aucun danger pour la sécurité publique, ils ont pu quitter l'établissement sans difficulté, leur famille ayant au préalable adressé à la Préfecture une demande de sortie.

Sortie pour non aliénation.

L'individu sorti, comme n'étant pas aliéné, est un malheureux qui avait commis un crime sous l'empire d'un accès de délire alcoolique. Comme ce délire avait déjà disparu, quand il fut amené à l'Asile, et que pendant toute la durée de l'observation à laquelle il fut soumis, il ne donna pas le moindre signe d'aliénation mentale, il quitta l'établissement à la suite de la remise du rapport médico légal et fut réintégré à la prison d'où il provenait et où il bénéficia d'une ordonnance de non-lieu.

CHAPITRE IV.

Décès.

Il y a eu pendant l'année 1883, 100 décès.

La proportion des décès au nombre des malades traités est de 11,9, leur rapport à la population moyenne est de 15,5.

Les décès se répartissent de la manière suivante :

1° A la charge des familles	6
2° — — du département du Nord	73
3° — — d'autres départements.....	3
4° Aliénés étrangers (à la charge du Nord)	13
Total	100

Les aliénés décédés appartiennent aux formes suivantes d'aliénation :

Folie simple	38
Folie épileptique	8
Folie paralytique	25
Démence sénile et organique	19
Imbécillité et Idiotie.....	10
Total	100

Durée du séjour dans l'Asile.

	Folie simple	Folie compliquée d'épilepsie	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL.
Moins de 8 jours	1	»	»	2	»	3
De 8 à 15 jours	4	»	»	3	»	7
De 15 jours a 1 mois	2	»	1	2	»	5
De 1 mois a 3 mois	6	»	6	2	»	14
De 3 à 6 mois	1	1	3	6	2	13
De 6 mois a 1 an	5	»	5	»	1	11
De 1 à 2 ans	5	1	6	»	4	16
De 2 à 5 ans	6	»	4	1	»	11
Au-dessus de 5 ans	8	6	»	3	3	20
Totaux	38	8	25	19	10	100

Les aliénés décédés qui se trouvaient depuis moins de 6 mois à l'asile, sont au nombre de 42, 11 y avaient de 6 mois à un an de séjour, 27 de 1 à 5 ans et 20 de 5 ans et au-dessus.

Age des aliénés décédés.

	Folie simple,	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL.
Au-dessous de 15 ans	»	»	»	»	3	3
De 15 à 20 ans	»	»	»	»	»	»
De 20 à 25 ans	»	»	»	»	1	1
De 25 à 30 ans	»	3	»	»	3	6
De 30 à 35 ans	3	3	3	»	2	11
De 35 à 40 ans	4	2	5	1	»	12
De 40 à 50 ans	8	»	12	2	1	23
De 50 à 60 ans	7	»	5	6	»	18
De 60 à 70 ans	13	»	»	8	»	21
De 70 ans et au-dessus,	3	»	»	2	»	5
Age inconnu	»	»	»	»	»	»
Totaux	38	8	25	19	10	100

L'âge des aliénés décédés s'établit de la manière suivante : au-dessous de 20 ans 3 décès, de 20 à 40 ans 30 décès, de 40 à 60 ans 41 décès, et au-dessus de 60 ans 26 décès.

En résumé, la période d'âge de 40 à 60 ans a fourni le plus grand nombre de décès, ensuite celle de 20 à 40 ans, et enfin celle au-dessus de 60 ans.

La période d'âge au-dessous de 20 ans en a fourni le moins.

Décès par mois.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Imbécillité et Idiotie.	TOTAL.
Janvier	5	1	5	4	1	16
Février	3	2	1	»	1	7
Mars	2	»	6	2	2	12
Avril	3	»	1	1	1	6
Mai	2	»	4	3	»	9
Juin	2	»	1	2	2	7
Juiliet	4	2	1	2	1	10
Août	1	»	1	»	»	2
Septembre	2	1	1	1	»	5
Octobre	2	»	1	2	1	6
Novembre	1	1	»	»	»	5
Décembre	8	1	3	2	1	15
Totaux	38	8	25	19	10	100

Les mois pendant lesquels les décès ont éte les plus nombreux sont les mois de janvier et décembre, puis viennent par ordre décroissant de fréquence, les mois de mars, juillet, mai, février, juin, avril, octobre, septembre, novembre et août.

Décès par saisons.

HIVER.		PRINTEMPS		ÉTÉ.		AUTOMNE.	
Décembre	15	Mars	12	Juin	7	Septembre	5
Janvier	16	Avril	6	Juillet	10	Octobre	6
Février	7	Mai	9	Août	2	Novembre	5
Total	38	Total	27	Total	19	Total	16

Cette année comme l'année précédente, le plus grand nombre des décès s'est produit pendant l'hiver, le printemps vient ensuite, puis l'eté et enfin l'automne.

Causes des décès.

	Congestion cérébrale	9
Centres nerveux.	Congestion épileptique	1
	Hémorragie cérébrale	8
	Hémorragie méningée	2
	Apoplexie cérébrale	3
	Apoplexie séreuse	1
	Affection organique du cerveau	7
	Paralysie générale	19
	Epilepsie	5
	Marasme épileptique	2
	Marasme nerveux	5
	Delire aigu	1
	Erysipèle de la face	1
Thorax.	Congestion pulmonaire	2
	Pneumonie simple	5
	Pneumonie compliquant une phthisie pulmonaire	1
	Pneumonie des vieillards	1
	Pneumonie compliquant un état de dépression	1
	Pneumonie compliquant une paralysie générale	2
	Phthisie pulmonaire	1
	Phthisie compliquant une pneumonie	1
	Phthisie compliquant une paralysie générale	1
	Affection organique du cœur	2
	Rupture d'un anévrisme	
Abdomen.	Entérite chronique	2
	Entérite chronique avec marasme	1
	Affection organique des organes abdominaux	1
	Urémie	1
	Albuminurie	1
	Fièvre typhoïde	1
	A reporter	89

Causes des décès. (Suite)

	Report.....	89
Membres	Phlegmon compliquant un état d'épuisement.....	1
Affections générales.	Marasme simple.....	9
	Marasme sénile.....	1
	Total.....	100

Dans ce tableau nous voyons que 61 décès reconnaissent pour causes des affections des centres nerveux,18 des affections sthoraciques, 7 des affections abdominales, 1 une affection d'un membre, enfin les dix derniers sont dûs à des affections générales.

Ce grand nombre de décès par suite de causes provenant des centres nerveux est chose rationnelle et s'observe communément chez les aliénés, qui par la nature même de leur maladie mentale, l'état morbide de leur substance cérébrale et des enveloppes qui la contiennent, se trouve par cela même dans des conditions spéciales d'acquisivité d'accidents cérébraux, tels que congestions, hémorragies, apoplexie, délire aigu.

19 décès sont dûs spécialement à la paralysie générale.

L'épilepsie et le marasme qui en est assez souvent la conséquence, nous donnent 7 décès ; enfin, nous comptons 5 décès par suite de marasme nerveux, c'est-à-dire de cet état d'épuisement ou d'usure qui est la conséquence d'une agitation vive et incessante.

Nous avons noté dans ce tableau une cause de mort due à un érysipèle de la face ; bien que l'érysipèle en lui-même soit une affection de la peau, il n'en est pas moins vrai que le décès dans cette circonstance a été occasionné par des complications cérébrales, par conséquent, cette affection trouve naturellement sa place dans le tableau des causes de décès afférentes aux centres nerveux.

36 malades ont succombé à des affections diverses du thorax,de l'abdomen, des membres et à des affections générales, toutes causes de décès sur lesquelles nous n'avons rien de particulier à dire.

Cette année comme les années précédentes, bien des aliénés ont été admis à l'Asile dans un état d'épuisement complet, avec des escharres sur différentes parties du corps et plus spécialement à la région sacrée ; de tels malades se trouvent dans les conditions les plus déplorables, soit pour résister aux diverses affections intercurrentes, soit pour résister à celles dont ils avaient déjà les germes au moment de leur arrivée et ils viennent par cela même augmenter dans une proportion notable le chiffre de nos décès.

Proportion des décédés paralytiques, par rapport aux décès pendant vingt années.

1863.....	8	1873	26
1864.....	16	1874.....	25
1865.	21	1875.....	28
1866.....	16	1876.....	31
1867.....	29	1877.....	23
1868.....	16	1878.....	27
1869	20	1879.....	26
1870.....	14	1880...	33
1871.....	30	1881.	21
1872.....	23	1882.....	30
	193		270

La proportion des décès paralytiques, par rapport aux décès pendant les dix premières années est de 19.3, et pendant les dix dernières années est de 27, soit pendant les dix dernières années une différence en plus de 7.7.

La proportion des décès paralytiques par rapport aux décès pendant l'année 1883 est de 25, soit une différence de 2 en moins sur la moyenne des années 1873 à 1882 inclusivement.

Maladies incidentes.

AFFECTIONS INTERNES.	Janvier	Février	Mars.	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre.	Octobre	Novembre	Decembre	TOTAL
Congestion cérébrale	5	2	3	2	3	1	1	»	1	3	1	3	25
Hémorragie cérébrale.....	2	»	1	1	1	1	»	»	1	1	1	1	10
Hémorragie méningée.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2
Apoplexie cérébrale.....	»	»	»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	3
Apoplexie séreuse.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
Affection organ. du cerveau...	1	»	1	»	»	»	»	»	»	3	»	1	6
Attaques réitérées d'épilepsie.	1	2	»	»	1	3	2	»	1	1	1	»	12
Marasme épileptique	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2
Marasme nerveux.....	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	2	4
Chorée.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1
Stomatite ulcéreuse	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2
Angine.....	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
Epistaxis grave	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
Affection cardiaque.....	»	»	1	»	1	»	»	1	»	»	1	»	4
Congestion pulmonaire.....	2	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	1	5
Pneumonie simple.....	1	3	»	1	2	1	»	1	»	»	»	1	10
Pneumonie double.....	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	4
Pleurésie	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Phthisie pulmonaire.....	»	»	»	2	1	1	»	»	1	»	»	»	5
Embarras gastrique fébrile .	»	»	2	»	»	1	3	2	5	1	1	1	16
Diarrhée	5	5	3	2	4	4	7	»	1	5	5	6	47
Dyssenterie.....	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1
Entérite chronique	»	»	»	2	»	»	»	1	1	»	»	»	4
Œdème des extrémités.....	1	2	4	»	»	2	1	»	3	»	2	2	17
Fievre continue	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Fievre intermittente...	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Fievre rémittente.....	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Fievre typhoïde.	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	2
Varicelle	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1
Ictere	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	3
Urémie	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Album nurie.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1
TOTAUX.....	20	19	18	13	16	17	20	5	16	16	15	24	196

Maladies incidentes.

AFFECTIONS EXTERNES.	Janvier	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre	Décembre	TOTAL.
Plaies diverses.....	1	2	3	2	4	1	2	1	2	3	3	2	26
Brûlure.....	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1
Abcés chauds.....	1	2	1	1	»	2	3	2	«	1	3	3	19
Abces froids	»	»	1	»	»	2	»	»	1	1	»	»	5
Furoncles	2	»	1	1	»	1	2	»	1	»	1	»	9
Anthrax.....	»	»	3	2	»	1	2	1	2	1	3	2	17
Gale.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	3
Eczéma	»	»	1	»	»	«	»	»	»	1	»	»	2
Phlegmon	»	1	»	»	»	1	1	»	1	»	»	1	5
Escharres multiples	»	»	1	»	2	«	»	»	»	2	»	»	5
Erysipele de la face.....	»	»	1	1	»	«	»	«	»	»	»	1	3
Erysipele de la tête.	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2
Conjonctivite simple.....	5	2	1	5	5	1	1	3	»	6	»	2	31
Conjonctivite double..	»	1	4	2	1	6	2	3	3	3	3	1	29
Kératite.....	2	»	1	»	1	2	1	»	»	1	»	1	9
Hématôme	1	»	»	»	»	2	1	»	»	1	1	»	6
Adénite cervicale.....	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
Engouement herniaire	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Rétention d'urine	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	4
Escharres du sacrum.....	»	2	1	»	2	3	»	2	2	2	2	1	17
Hémorroides	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Fracture de la clavicule.....	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	2
Luxation de l'épaule	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
Fracture du bras.....	»	»	»	»	»	«	»	»	1	»	»	»	1
Panaris	1	2	»	2	3	»	»	1	1	»	2	»	12
Entorse.....	»	»	»	2	1	»	1	»	»	»	»	»	4
TOTAUX.....	16	12	19	20	20	22	18	13	16	25	21	15	217

Armentières, le 1er Juin 1884.

Dr ADAM.

RAPPORT

SUR LE SERVICE MÉDICAL

DE L'ASILE PUBLIC D'ALIÉNÉES DE BAILLEUL,

pour l'année 1883,

PAR LE DOCTEUR E. BELLE.

MÉDECIN EN CHEF.

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous adresser, conformément à l'art. 65 du Règlement officiel du service intérieur des Asiles publics d'Aliénés, le rapport médical, et un relevé statistique du service médical de l'Asile des Aliénées du Nord pour l'année 1883.

Je vais examiner successivement :

1° Le mouvement général de la population.

2° Les admissions.

3° Les sorties.

4° Les décès.

5° Les maladies incidentes.

Mouvement général de la population.

Le nombre des existences au 1er Janvier 1883 était de 1.128 unités. Au 31 Décembre, il s'élevait à 1163, soit une différence de 35 unités, comme terme de la progression croissante de la population. Ces 1163 malades se répartissent ainsi :

Folie simple	Folie epileptique	Folie paralytique.	Démence.	Idiotie, Imbécillité.
478	98	28	363	196

L'année précédente, l'augmentation d'une manière absolue a été plus considérable. Mais, en retranchant du nombre des entrées qui est de 55 les malades transférées, au compte du département de la Seine, nous trouvons seulement une augmentation de 26 malades pour l'année 1882. Ce chiffre comparé à celui des admissions de cette année qui est de 35, prouve qu'il y a eu une augmentation de 9 malades, relativement au chiffre des entrées ordinaires de l'année précédente.

Si au nombre des existences au 1er Janvier, nous ajoutons celui des admissions, nous trouvons que 1364 aliénées ont été secourues dans l'année 1883.

Admissions.

Les 236 admissions se répartissent de la manière suivante : Admises pour la 1re fois, 197, par rechute, 17, par réintégration à la suite de sortie prématurée, 11, par transférement, 10, et une réintégration par suite d'évasion.

L'étude des admissions doit principalement porter sur les malades admises pour la première fois. L'exclusion des réintégrations est d'autant plus rationnelle qu'elles ont figuré antérieurement au nombre des premières admissions. La folie simple s'est rencontrée 110 fois dans ces 197 admissions. En voici la nomenclature :

Manie :

	Indigentes	Pensionn	TOTAL.
Sub aigue	3	1	4
Aigue	12	6	18
Chronique	8	2	10
Puerpérale	5	1	6
Hystérique	5	5	10
Alcoolique	1	»	1
TOTAL	35	15	49

Lypémanie.

Simple	9	3	12
Chronique	6	8	14
Puerpérale	4	2	6
Suicide	3	1	4
Hypochondriaque	5	1	6
Anxieuse	3	1	4
Avec stupeur	5	»	5
Religieuse	»	2	2
Délire de persécution	6	2	8
TOTAL	41	20	64

Mouvement de la population en 1883.

1° Admises pendant l'année 1883.

	FOLIE						Démence		Idiotie et Imbécillité		Ind	Pens.	TOTAL général
	simple		epileptique		paralytique								
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P			
Admises pour la 1re fois....	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197
Admises par rechute.....	6	7	»	»	»	»	4	»	»	»	50	7	17
Remtegree par suite d'evasion...	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Id sortie avant guérison	»	7	1	»	»	»	1	1	1	»	3	8	11
Admises par transférement.	4	1	1	»	2	»	2	»	»	»	9	1	10
Total des admises....	86	50	13	1	13	2	42	5	21	3	175	61	236

2° Aliénées sorties ou décédées dans l'année.

Sorties pour guérison.....	33	13	»	»	»	»	»	»	»	»	33	13	46
Sorties améliorées.....	20	10	1	»	1	»	2	1	1	1	25	12	37
Transférées	6	»	»	»	1	»	2	»	5	»	14	»	14
Évadées.....	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Sorties pour autres causes.	1	6	»	»	»	»	1	1	»	»	2	7	9
Decedees pour une cause naturelle	22	7	10	»	11	»	31	4	7	»	81	11	92
Id par accident.....	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2
Id. par suicide	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux des sorties et decédees..	84	37	11	»	13	»	36	6	13	1	157	44	201

3° Résumé.

Existantes le 1er Janvier...	338	125	92	3	21	5	284	74	162	24	897	231	1128
Admises dans l'année	86	50	13	1	13	2	42	5	21	3	176	61	236
Totaux des existences et admissions.....	424	175	105	4	34	7	326	79	183	27	1072	292	1364
Sorties ou decedees dans l'annee	84	37	11	»	13	»	36	6	13	1	157	44	201
Restantes le 31 Décembre au soir	340	138	94	4	21	7	290	73	170	26	915	248	1163
Division par maladies.....	478		98		28		363		196		1163		

La lypémanie est d'après ce premier tableau plus fréquente que la manie. Ce résultat est une exception à la statistique générale qui comprend tous les Asiles. Si ce travail était divisé en trois régions : le Nord, le Centre et le Midi, on arriverait à cette conclusion que dans la zone septentrionale, la lypémanie est la forme la plus ordinaire, tandis

que l'on remarquerait dans la région méridionale, la prédominence de la manie. L'année dernière, sur 178 malades atteintes de folie simple, on a remarqué 82 cas de manie pour 96 lypémanie. Le nombre des malades admises pour affection chronique dans la lypémanie est plus considérable que celui des admissions pour lypémanie aigue. Parmi les malades atteintes de manie, la forme aiguë, au contraire, donne une proportion plus considérable. Ce résultat s'explique par la marche différente des affections. Dans la lypémanie, les malades passent leur journée immobiles, recherchent le silence et l'isolement, et dans ces conditions ne sont pas une cause de trouble dans leur famille. Chez les maniaqnes, au contraire, l'agitation arrive à son degré le plus élevé souvent en quelques jours et parfois en peu d'heures, manifestant des besoins d'activité et de locomotion, et dans ces conditions, les parents mettent plus d'empressement à placer leur malade, dans un milieu favorable à leur guérison. La folie puerpérale a fourni 12 cas, ces malades arrivaient à l'Asile, dans un état ancien de faiblesse physique. Quelques unes avaient déjà fait un séjour à l'établissement. Lorsque ces deux causes se trouvaient juxtaposées, la maladie était de plus longue durée. et quelques malades arrivées dans ces conditions se trouvent actuellement encore en traitement Le caractère hystérique a été représenté par 10 cas, il était accompagné de délire partiel, les malades étaient poursuivies par des idées d'empoisonnement qui les poussaient à refuser les aliments. D'autres étaient tourmentées par des scrupules ridicules, et s'accusaient de crimes imaginaires. Chez une seule malade, le délire hypochondriaque est venu compliquer l'hystérie, et cette association de l'hystérie et de l'hypochandrie semble grave au point de vue du pronostic, car l'état de cette malade a actuellement plus de tendance vers la démence que vers la guérison.

4 malades sont entrées pour impulsions au suicide, après avoir été soumises à une surveillance rigoureuse, leur affection s'est transformée en lypémanie simple pour 3 cas, et deux de ces malades sont encore dans l'Asile dans un état d'amélioration. L'une des malades entrées pour impulsion au suicide a déjà été l'objet d'un rapport spécial. Les autres variétés de la folie simple sont représentées par 25 cas : hypochondrie, délire des persécutions, etc., qui ont une tendance à passer à l'état chronique.

Parmi les épileptiques, les paralytiques, les démentes, les idiotes entrées pour la premire fois à l'Asile, ce sont les cas de démence qui sont les plus nombreux, il y en a 39 cas.

Rechutes. — Les rechutes, au nombre de 17, sont plus fréquentes chez les indigentes que chez les pensionnaires. Les réintégrations par sortie avant guérison, sont au contraire en plus grand nombre chez les pensionnaires. Ce résultat s'explique par la tendance des familles à retirer les pensionnaires aussitôt que les malades présentent une légère amélioration pour les faire vivre dans les mêmes conditions qui avaient amené le développement de leur maladie. Cette sortie prématurée a le plus souvent pour effet de retarder la guérison. Dans les 17 rechutes, nous avons constaté que c'est presque toujours la même forme de la maladie qui se reproduit chez le même sujet dans les accès ultérieurs, et elles se classent de la manière suivante relativement au temps passé hors de l'asile.

Durée du séjour hors de l'Asile des malades entrées par rechute.

INDIGENTES		PENSIONNAIRES
24 jours.	1 an et 11 mois.	13 ans
4 mois.	2 ans et 1 mois.	23 ans
11 mois.	2 ans et 6 mois	1 an et 2 mois.
1 an et 2 mois.	2 ans et 7 mois.	3 ans et 9 mois.
1 an et 7 mois	2 ans et 9 mois.	10 ans et 1 mois.
	11 ans	

Le séjour le moins prolongé est de 21 jours. Cette rechute a été due à une émotion morale, provoquée par un parent qui n'avait pas réclamé la sortie A son arrivée à l'Asile, cette malade était à la fin de son accès, et, actuellement elle est de nouveau en liberté. La malade, qui a vécu 23 ans dans sa famille après un premier accès de manie. était en démence au moment de sa réintégration.

Transfèrement, — Parmi les 10 entrées par transfèrement, 4 viennent de la Belgique et 4 d'un Asile départemental Une épileptique nous est venue de la Salpétrière et deux malades, dont une pensionnaire, ont été transférées d'un Asile des environs de Paris.

Évasion. — La seule aliénée réintégrée par suite d'évasion, avait quitté l'Asile en escaladant un mur du préau de son quartier, elle a été retrouvée aux environs de Bailleul après une fugue de trois jours.

Causes de la maladie des malades entrées pour la 1re fois.

Nous allons examiner l'influence des principales causes prédisposantes et déterminantes ainsi que le rôle qu'elles ont pu jouer dans le développement de la folie.

	FOLIE						Démence		Idiotie et Imbecillité		Ind	Pens	TOTAL général
	simple		épileptique		paralytique								
Hérédité	15	12	2	»	1	»	3	»	7	1	28	13	41
Causes physiques...	22	6	3	»	»	1	17	2	2	»	44	9	53
Causes morales	12	4	1	»	4	»	6	»	2	»	25	4	29
Indéterminées	26	13	5	1	6	1	9	2	9	2	55	19	74
	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197

Hérédité — Cette cause prédisposante a été rencontrée 41 fois. L'hérédite collatérale est plus fréquente que l'hérédité ascendante. Nous n'hésitons pas à déclarer que l'hérédité doit exister dans un plus grand nombre de cas, parce que les familles éclairent difficilement le médecin sur cette cause.

Les causes occasionnelles de l'ordre physique sont plus nombreuses, car on n'éprouve pas de fausse honte à fournir des renseignements sur cette question.

Aussi, nous en comptons 53 cas. Dans cet ordre de causes déterminantes, les causes physiologiques : menstruation, grossesse, âge critique. etc , sont les plus nombreuses.

Les causes morales se trouvent chez 29 malades, et ce sont les émotions dépressives qui forment les cas les plus nombreux. Les causes prédisposantes individuelles en outre de l'héridité sur lesquelles des renseignements ont pu être fournis, sont : l'âge, l'état-civil et la profession.

Age des malades admises pour la 1re fois dans l'Asile.

	FOLIE						Demence		Idiotie et Imbecillite		Ind	Pens	TOTAL général
	simple		epileptique		paralytique								
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P			
Au-dessous de 15 ans.....	»	»	1	»	»	»	»	»	4	5	5	»	5
15 a 20 ans.....	6	3	3	»	»	»	»	»	2	1	11	4	15
20 a 25 —	4	6	5	»	»	»	»	»	3	»	12	6	18
25 a 30 —	8	4	1	»	2	»	»	»	2	1	13	5	18
30 à 35 —	16	4	»	1	1	1	4	»	4	»	25	6	31
35 a 40 —	5	3	1	«	2	»	2	»	3	1	13	4	17
40 à 50 —	20	3	»	»	5	1	3	»	1	»	29	4	33
50 à 60 —	12	10	»	»	1	»	5	2	1	»	14	12	31
60 a 70 —	4	2	»	»	»	»	8	»	»	»	12	2	14
70 et au-dessus... ...		»	»	»	»	»	11	2	»	»	11	2	13
Ages inconnus....	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	2	»	2
	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197

Au-dessous de 15 ans, nous comptons 5 entrées. Ces orphelines intellectuelles sont encore en traitement à l'Asile, car leur affection est frappée du stigmate indélébile de l'incurabilité. La période qui comprend le plus d'entrées est celle de 40 à 50 ans. C est l'époque de l'âge critique de vives préoccupations de famille, aussi cet espace de temps est le plus dangereux à traverser, si à ces causes viennent s'ajouter une ou plusieurs causes occasionnelles. Après 60 ans les entrées qui sont rares, sont représentées par les malades atteintes la plupart de démence.

État-Civil. — Ce sont les célibataires qui fournissent le contingent le plus fort, 108 malades. L'influence du célibat se fait sentir plus fortement chez la femme en la laissant sans appui moral au milieu de la Société. Elles ne jouissent point du bienfait et des soins que procure l'assistance mutuelle du mariage, et supportent moins facilement les chagrins et les préoccupations de la vie.

État-civil des malades admises pour la 1re fois dans un Asile.

	FOLIE simple		FOLIE epileptique		FOLIE paralytique		Demence		Idiotie et Imbecillite				TOTAL général
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	
Célibataires	37	19	9	1	6	1	12	2	18	3	82	26	108
Mariées	30	10	1	»	4	»	11	»	»	»	46	10	56
Veuves	7	6	1	»	1	1	12	2	2	»	23	9	32
Etat-civil inconnu	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197
Instruction.													
Supérieure	3	11	»	»	»	»	»	»	»	»	3	11	14
Sachant lire et écrire	34	19	4	1	8	2	21	3	6	1	73	26	98
Nulle	28	4	7	»	3	»	10	»	14	2	62	6	68
Indéterminée	10	1	»	»	»	»	4	1	»	»	14	2	16
	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197

Professions. — Dans cette classification, nous comptons 7 religieuses. Ce chiffre est dû à la quantité de couvents dans un rayon très grand, qui nous envoient des malades. La catégorie, qui appartient à l'industrie manufacturière, est très nombreuse, mais ce rapport n'est pas surprenant dans un département où cette industrie a pris de telles proportions Les gens à gage viennent ensuite par ordre de fréquence. Les pensionnaires d hospice sont au nombre de 16, elles sont atteintes de démence avec réaction maniaque, qui sont le plus souvent légères et passagères, et réclament seulement les soins que l'on donne aux personnes âgées.

Profession des malades entrées pour la 1re fois dans un asile.

	FOLIE: simple		FOLIE: epileptique		FOLIE: paralytique		Demence		Idiotie et Imbecillite				TOTAL general
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	
Propriétaires, rentières	»	5	»	»	»	»	»	1	»	1	»	7	7
Institutrice	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Religieuses	1	5	»	»	»	»	»	1	»	»	1	6	7
Cultivatrices	2	3	»	»	»	1	2	»	1	»	8	4	12
Manufacturieres	26	2	1	»	1	»	1	»	1	»	33	2	35
Commerçantes	3	1	»	»	1		»	1	»	»	1	5	9
Ménageres	12	1	2	»	3	»	»	»	2	»	19	1	20
Gens a gage	20	»	1	»	»	»	10	»	1	»	32	»	32
Sans profession	1	11	5	1	2	1	9	1	10	2	30	19	49
Pensionnaires d'hospice	2	1	1	»	»	»	10	»	2	»	15	1	16
Filles publiques	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	2	»	2
Profession inconnue	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	7	»	7
	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197

Le dernier trimestre, comme le prouve le tableau suivant, donne le chiffre d'entrées le plus élevé. Il en est ainsi parce que les cas de lypémanie sont nombreux. Les malades atteints de cette affection sont moins une cause de désordre dans une famille qu'un motif d'encombrement. Alors les parents, au moment de la saison rigoureuse, mettent plus d'empressement à nous envoyer les malades.

Mois des admissions pour les aliénées admises dans l'année et traitées pour la 1re fois dans un asile.

	FOLIE simple		FOLIE epileptique		FOLIE paralytique		Démence		Idiotie et Imbecillite				TOTAL général
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	
Janvier	4	2	2	»	»	»	5	»	1	»	12	2	14
Février	5	4	1	»	»	»	2	»	1	»	9	4	13
Mars	6	1	»	»	»	»	4	»	1	1	11	2	13
Avril	7	3	»	»	»	»	3	»	2	»	12	3	15
Mai	6	1	»	»	»	»	2	1	2	»	10	2	12
Juin	9	3	»	»	2	»	1	»	1	»	13	3	16
Juillet	2	4	»	1	1	»	4	»	4	»	11	5	16
Août	3	3	3	»	»	»	1	1	3	1	10	5	15
Septembre	5	4	3	»	2	»	3	»	»	»	13	4	17
Octobre	12	2	1	»	»	1	»	1	4	1	17	5	22
Novembre	5	5	1	»	4	1	6	»	1	»	17	6	23
Décembre	11	3	»	»	2	»	4	1	»	»	17	4	21
	75	35	11	1	11	2	35	4	20	3	152	45	197

Sorties.

Il est sorti de l'Asile 107 malades : 75 indigentes et 32 pensionnaires, ainsi réparties : 46 pour guérison, ce qui donne une proportiou de 4,04 % sur la population moyenne de l'Asile : 37, par suite d'amélioration, une par suite d'évasion et 14 par transfèrement. Parmi les 9 malades sorties pour autres causes, l'une d'elles n'était pas aliénée et a du être rendue à sa famille après quelques jours d'observation.

Age des aliénées au moment de leur sortie.

	FOLIE. simple		FOLIE. epileptique		FOLIE. paralytique		Demence		Idiotie et Imbecillite				TOTAL general
	I	P	I	P	I	P		P	I	P	I	P	
Au-dessous de 15 ans.....	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	4
20 a 25 ans..... ..	5	4	1	»	»	»	»	»	2	1	8	5	13
25 a 30 —	8	3	»	»	»	»	»	»	2	»	10	3	13
30 à 35 —	14	7	»	»	»	»	»	»	1	»	15	7	22
35 a 40 —	6	5	»	»	1	»	»	»	1	»	8	5	13
40 a 45 —	9	3	»	»	1	»	1	»	»	»	11	3	14
45 a 50 —	6	5	»	»	»	»	»	»	»	»	6	5	11
50 a 60 —	9	2	»	»	»	»	2	1	»	»	11	3	14
60 a 70 —	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	1	1	2
70 a 80 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
	61	29	1	»	2	»	4	2	6	1	75	32	107

Le total de 107 malades sorties est, par une singulière coincidence. égal à celui des sorties de l'année dernière, et la proportion entre les indigentes et les pensionnaires présente seulement une différence d'une unité avec le chiffre de l'année précédente. Les malades sorties sont. sauf 4, âgées de plus de 20 ans. Les malades, ayant moins de 20 ans, étaient atteintes de folie simple. Dans cet âge, les malades sont plus nombreux dans les Asiles de femmes, que dans les Asiles d'hommes, car la puberté, chez la femme, est souvent accompagnée de désordres qui ne se rencontrent pas chez les hommes. Le plus grand nombre de malades entrées est compris dans la période de 30 à 35. C'est aussi dans ce lustre que se trouvent une plus grande quantité de malades au tableau des entrées. Le nombre de sorties, parmi les personnes âgées entre 60 et 80, est rare, il ne comprend que trois cas de démence.

Parmi les malades sorties, le plus grand nombre étaient atteintes de folie simple, et cette proportion s'est elevée à plus de 8 dixièmes, relativement aux autres formes des affections mentales. En effet, pour 90 malades sorties après avoir été atteintes de folie simple, nous trouvons une seule épileptique et 2 paralytiques, 7 démentes et autant d'i liotes, 44 malades ont été traitées pour la manie ou le délire partiel. Le caractère puerpéral s'est rencontré 4 fois dans la manie et 6 fois dans la lypémanie. L'hystérie, comme caractère prédominant, a été remarqué 7 fois chez les malades sorties.

La forme la plus fréquente est la lypémanie, il y en a 46 cas, dont 10 à forme anxieuse et 2 avec idées de suicide. Deux paralytiques sont sorties, l'une a été transférée, et l'autre a quitté l'Asile pendant une période de rémission, après un séjour de 7 mois Le nombre des malades sorties après avoir été traitées pour la démence qui est 7, est très faible, relativement à la quantité de malades de cette catégorie qui se trouvent à l'Asile. La plupart de ces dementes ne sont pas dangereuses, car actuellement il est admis qu'il

existe des aliénées inoffensifs, et on a reconnu qu'on ne pouvait poser en principe, que tout aliéné devait être sequestré. Mais la sortie de ces malades doit être demandée volontairement par les parents. Il y a quelques années, dans le département de la Côte-d'Or, afin de remédier à une cause principale d'encombrement dans l'Asile, le Conseil Général avait demandé la sortie de ces malades ; mais l'année suivante, cette Assemblée départementale a dû revenir sur sa détermination, par suite des réclamations des parents qui étaient obligés de négliger leur travail quotidien, leur seule ressource, afin de s'occuper d'un membre de leur famille, qui augmentait les charges en étant confié à leurs soins.

Le chiffre des idiotes et des imbéciles sorties est de 7, c'est-à-dire trois fois inférieur au nombre des malades de cette catégorie admises dans l'année.

La plupart de ces malades se montrent dans leur famille très difficiles à diriger, et par suite du changement de milieu, lorsque ces malades sont susceptibles d'avoir du respect pour les personnes, elles deviennent dociles et se laissent parfaitement diriger. Si ces malades peuvent rendre des services à leurs parents, un jour de visites, en constatant une amélioration, ces ascendants demandent la sortie de leur enfant, qui leur est accordée lorsque ces infortunées n'ont pas une tendance à des instincts pervers.

Durée du traitement des malades sorties.

	FOLIE						Demence		Idiotie et imbecillite		Ind	Pens	TOTAL general
	simple		epileptique		paralytique								
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P			
Au-dessous de 1 mois	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
1 mois a 2 mois.....	3	1	»	»	»	»	1	»	»	»	4	1	5
2 — 3 —	4	3	»	»	»	»	»	»	1	»	5	3	8
3 — 4 —	5	5	»	»	»	»	»	»	1	»	6	5	11
4 — 5 —	5	3	»	»	»	»	2	»	»	»	7	3	10
5 — 6 —	8	2	1	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10
6 — 7 —	6	4	»	»	1	»	»	»	2	»	10	4	14
7 — 8 —	4	2	»	»	»	»	2	»	»	»	6	2	8
8 — 9 —	6	1	»	»	»	»	»	»	»	»	6	1	7
9 — 12 —	4	1	»	»	1	»	»	»	»	1	5	2	7
1 an à 2 ans	10	4	»	»	»	»	»	2	1	»	11	6	17
2 — 3 —	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	2	2	4
3 — 4 —	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Au-dessus de 5 ans	2	1	»	»	»	»	»	»	1	»	3	1	4
	61	29	1	»	2	»	5	2	6	1	75	32	107

Les malades sorties dans les six premiers mois de séjour à l'Asile étaient la plupart atteintes de manie. Cette forme d'affection mentale est celle qui arrive le plus lentement vers la guérison, et ce sont ordinairement les malades les plus agitées qui guérissent le plus rapidement. Après avoir été dans un état voisin de la fureur pendant quelques jours,

ces malades perdaient l'appétit, maigrissaient ; puis la santé physique se rétablissait graduellement ainsi que la santé morale. Dans les six derniers mois, ce sont des lypémaniaques qui sont en plus grand nombre, chez ces malades, l'imagination avait singulièrement perdu de son activité, et la dépression était souvent très profonde quelques semaines avant leur entrée Puis, après avoir bien vécu dans la stupeur, elles se laissaient rassurer, avaient confiance dans les paroles qu'on leur adressait, et peu à peu sortaient des pénibles pensées qui les obsédaient. Après la première année de traitement, il est sorti un nombre presque égal de maniaques et de lypémaniaques. Trois malades étaient atteintes de délire partiel, ce faible nombre est une preuve qu'un délire limité à une seule conception délirante comporte un pronostic plus grave, que lorsque le délire envahit toute l'intelligence.

Les sorties, à titre d'essai, dont le nombre a été de 31, sont un excellent moyen pour activer la guérison dans certaines formes d'affections mentales. La malade n'est plus isolée d'une manière absolue, elle vit dans un isolement relatif, en communiquant seulement avec les membres de sa famille. Cette transmission graduelle de la vie de l'Asile à la vie commune a un effet très favorable pour diminuer la durée de la folie. Ces sorties, pendant la convalescence, permettent aux malades de se procurer au milieu de leur famille, des distractions, dont elles seraient privées, si elles vivaient au milieu d'autres malades Lorsque cette mesure n'est pas introduite dans un asile, le Chef de service la sollicite, et nous espérons qu'après la nouvelle Loi sur les Aliénés, ce moyen, qui pour le moment est une tolérance administrative, sera un article de Loi.

Les simples congés sont accordés avec plus de modération. Ces courtes sorties, comme l'a déclaré, Monsieur l'Inspecteur-Général Foville, à une séance de la Société médico-psychologique « offrent de réels avantages, et d'ailleurs, dans bien des circonstances, il est difficile au médecin de refuser cette satisfaction au malade et à la famille, lorsqu'il n'y aucun danger à redouter. »

Décès.

Le nombre de décès s'élève à 94 : 82 indigents et 12 pensionnaires. Ce chiffre calculé d'après la population moyenne, donne une proportion de 8 26 %. L'année dernière, elle était de 7.20 %. En considérant séparément les deux éléments de la population, elle est de 9 1/4 % pour les indigentes et de 5 % pour les pensionnaires. Cette proportion, relativement faible de la mortalité chez les pensionnaires, est due aux meilleures conditions dans lesquelles ces malades ont vécu L'influence de la pénurie ou de l'abondance de l'alimentation sur la population a été étudiée particulièrement par M. Benoiston de Chateauneuf ; qui après avoir comparé la durée de la vie du riche et celle du pauvre, en se fondant sur ce que la différence qui le sépare consiste surtout dans la richesse de l'alimentation, a démontré que la mortalité sur 100 individus était plus du double chez le pauvre que chez le riche.

C'est dans les 4 premiers mois de l'année que la mortalité a été la plus élevée. A cette époque de l'année, dans nos régions, le soleil nous prive de sa chaleur vivifiante, les malades sont obligées de passer les journees dans les salles, et dans ces conditions forcées elles deviennent plus facilement la proie de la maladie. Dans les autres mois de l année, la mortalité est à peu près égale.

Trois épileptiques , âgées de moins de 20 ans, ont été emportées par la violence des attaques. La période, qui comprend le plus de décès, est celle comprise entre 30 et 50, elle donne à elle seule plus du tiers des décès. Cette fréquence est générale dans les Asiles, car les paralytiques qui fournissent toujours un contingent considérable à la mortalité, succombent dans cette période. Après 50 ans, nous voyons s'éteindre surtout des démentes

Les maladies du centre nerveux ont causé la mort de 30 malades, c'est-à-dire du tiers des décès. Le marasme nerveux est la cause la plus fréquente. Après des actes désordonnés ou des pratiques absurdes et opiniâtres, les malades finissent par altérer leur santé, elles tombent dans un état de prostration, qui nécessite le décubitus prolongé. Dans ces conditions, l'appétit est diminué, les fonctions physiologiques se font d'une manière défectueuse, et les malades s'éteignent insensiblement emportées le plus souvent par des congestions hypostatiques.

Mois des décès.

	FOLIE						Demence		Idiotie et imbecillite				TOTAL général
	simple		epileptique		paralytique								
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	
Janvier	2	»	1	»	1	»	2	»	»	»	6	»	6
Février	2	»	1	»	1	»	5	»	»	»	11	»	11
Mars	2	»	1	»	1	»	5	2	2	»	10	2	12
Avril	1	»	1	»	2	»	7	»	»	»	11	»	11
Mai	2	1	1	»	1	»	3	1	»	»	7	2	9
Juin	2	»	»	»	»	»	1	»	1	»	4	»	4
Juillet	3	»	1	»	»	»	1	»	2	»	7	»	7
Août	»	4	2	»	»	»	»	1	»	»	2	5	7
Septembre	2	»	»	»	4	»	1	»	1	»	8	»	8
Octobre	1	2	1	»	»	»	3	»	»	»	5	2	7
Novembre	4	1	1	»	»	»	1	»	»	»	6	1	7
Décembre	2	»	»	»	1	»	2	»	»	»	5	»	5
	23	8	10	»	11	»	31	4	7	»	82	12	94

Les congestions cérébrales sont aussi une cause fréquente de décès chez nos malades. 10 aliénées, dont deux paralytiques, ont été emportées par cette maladie. En défalquant du nombre des décès ceux qui sont survenus à la suite d'affections chroniques incurables. ou de marasme devant produire la mort à des termes variables et peu éloignés, on arrive à trouver une mortalité faible dans les maladies aigues.

Les affections des organes de la respiration ont fait peu de ravages dans nos salles, nous avons eu 8 décès par suite de phthisie pulmonaire et 7 consécutifs à la pneumonie. Cette affection est très grave chez les aliénées, parce que chez elles, la sensibilité est obtuse, aucun signe n'éveille l'attention au début de la maladie. C'est le plus souvent par l'altération de la face et la dyspnée que l'on s'aperçoit que la malade doit passer à l'infirmerie, où l'on constate au premier examen que la malade est dangereusement atteinte.

Un seul cas de gangrène pulmonaire a augmenté le nombre des décès, chez un aralytique à la dernière période, dont l'innervation était déjà profondèment lésée.

Nous avons eu seulement 9 cas de mort par suite d'affection organique du cœur, malgré la fréquence des affections cardiaques chez les aliénées. La mortalité, par suite des affections des organes digestifs, a été faible, elle nous a fourni seulement 3 décès.

Les malades décédées par suite d'affections chirurgicales ont été peu nombreuses, relativement au nombre des malades en traitement. Nous comptons 6 décès dans cet ordre d'affection qui se divisent ainsi . Deux cas de cancer du sein et un cas d'érysipèle phlegmoneux du membre supérieur droit.

Age des malades décédées.

	FOLIE						Demence		Idiotie et imbecillité				TOTAL général
	simple		epileptique		paralytique								
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	
Au-dessous de 20 ans	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3
20 ans a 25 ans	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	2	2	4
25 — a 30 —	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	3	»	3
30 — a 35 —	4	»	1	»	1	»	»	»	»	»	6	»	6
35 — a 40 —	5	»	1	»	3	»	»	»	»	2	11	»	11
40 — a 45 —	4	1	1	»	4	»	»	»	»	1	10	1	11
45 — a 50 —	4	2	»	»	3	»	»	»	»	1	8	2	10
50 — à 55 —	3	1	»	»	»	»	1	»	»	1	5	1	6
55 — a 60 —	1	2	»	»	»	»	3	»	2		4	4	8
60 — a 70 —	1	»	2	»	»	»	14	»	2	»	17	2	19
70 — a 80 —	»	»	»	»		»	11	»	»	»	11	»	11
Age inconnu	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	2	»	2
	23	8	10	»	11	»	31	»	4	7	82	12	94

Durée de séjour à l'Asile des malades décédées.

	FOLIE						Demence		Idiotie et imbécillité				TOTAL général
	simple		épileptique		paralytique								
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	J	P	
Moins de 15 jours..... ...	»	2	2	»	2	»	2	»	1	»	7	2	9
15 jours a 1 mois..... ..	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	1	1
1 mois a 3 —	4	»	»	»	»	»	3	»	1	»	8	»	8
3 — a 6 —	2		»	»	1	»	5	»	1	»	9	»	9
6 — a 1 an	3	1	1	»	3	»	1	»	»	»	8	1	9
1 an a 2 —	3	1	2	»	3	»	3	»	2	»	13	1	14
2 — a 5 —	4	2	1	»	2	»	4	1	1	»	12	3	15
5 — a 10 —	1	1	3	»	»	»	2	»	»	»	6	1	7
10 — a 15 —	3	»	1	»	»	»	4	2	»	»	8	2	10
15 — a 20 —	2	»	»	»	»	»	2	1	»	»	4	1	5
Au-dessus de 20 ans... ..	1	»	»	»	»	»	5	»	»	»	6	»	6
	23	8	10	»	11	»	31	4	7	»	82	12	94

Une femme atteinte de lypémanie, qui se trouvait dans les salles depuis 13 ans, a été opérée d'une hernie étranglée, et a survécu seulement quelques jours après son opération. Enfin, deux cas de fracture ont déterminé la mort. D'abord, chez une indigente atteinte de variole, qui avait été mise dans une chambre d isolement et dans une tentative d'évasion, passa entre les barreaux de la fenêtre de sa chambre, tomba d'une hauteur d'environ huit mètres et eut une fracture de la colonne vertébrale. Ensuite, chez la pensionnaire dont il a été question au chapitre des entrées, et qui a été relevée avec une fracture du crâne.

Causes des décès.

1° Organes du système nerveux.

	FOLIE simple		FOLIE epileptique		FOLIE paralytique		Demence		Idiotie et imbecillite				TOTAL général
	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	P	
Apoplexie cerebrale	2	»	»	»	»	»	5	1	»	»	7	1	8
Congestion cérébrale ..	2	1	»	»	2	»	3	2	»	»	8	2	10
Attaques d'épilepsie	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6
Marasme nerveux	5	»	1	»	»	»	15	1	1	»	22	1	23
id. paralytique	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	8	»	8
id pellagreux	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1
id sénile.....	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3
Délire aigu	»	1	»	»	»	»	»	»		»	»	1	1
2° Organes de la respiration et de la circulation.													
Pneumonie	2	»	1	»	»	»	3	»	1	»	7	»	7
Gangrène pulmonaire.....	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	1
Phthisie pulmonaire	3	3	1	»	»	»	»	»	1	»	5	3	8
Affection du cœur	3	»	»	»	»	»	4	»	2	»	9	»	9
3° Organes digestifs.													
Peritonite	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Entérité aigue.....	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Fièvre typhoide.	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1
4° Affections chirurgicales.													
Hernie étranglee	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Cancer du sein . .	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	2
Erysipele phlegmoneux ...	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	1
Fracture du crâne.	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
id. colonne vertebrale .	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
	23	8	10	»	11	»	31	4	7	»	82	12	94

Affections incidentes médicales.

Fièvres.	Intermittentes....	11
	Grippes...	1
	Rhumatismales	5
Systeme nerveux	Marasme nerveux	19
	id paralytique...	1
	Congestion cérebrale	16
	Hemorrhagie cérébrale..... ...	13
	Tumeur cérébrale....	1
	Névralgie faciale	1
	Délire aigu.....	1
	Athrepsie....	1
Systeme digestif	Diarrhée	61
	Gastrique chronique.....	2
	Embarras gastrite..	
	Fievre typhoide	
	Affections vermineuses.....	
	Obstruction intestinale..... .	1
	Hernie étranglée	1
	Entérite.....	1
	Péritonite	1
Système respiratoire	Pneumonie	16
	Bronchite	27
	Congestion pulmonaire.....	4
	Phtisie.....	19
	Gangrène pulmonaire....	1
	Asthme	6
	Pleurésie	3
Système circulatoire.	Affection organique du cœur . .	13
	Endocardite	1
	Anévrisme de l'aorte.. . .	1

Affections incidentes chirurgicales.

Peau et tissu cellulaires.	Anthrax et furoncles	3
	Eczéma	2
	Pellagre.	1
	Brûlures	3
	Erysipele de la face..	9
	id. phlegmoneux	1
	Phlegmon diffus...	1
	Plaies simples	1
	Abces chauds	2
	id. metastatiques	1
	Gangrene	1

Affections incidentes chirurgicales (suite).

Organes des sens.	Conjonctivite simple	6
	id. double	12
	id. catarrhale	13
	Kératite ulcéreuse	2
	Blépharite ciliaire	1
	Kératite ulcéreuse	2
	Stomatite	1
	Amygdalite	8
	Otite suppurée	1
Diathèse.	Scrofuleuse	3
	Herpetique	4
	Syphilitique	1
	Cancéreuse	2
Tête et membres.	Fractures. Avant-bras	1
	Tibia	1
	Fémur	1
	Crâne	1
	Colonne vertébrale	1
	Contusions. Épaule	1
	Hanche	1
	Entorse	1
	Hydarthrose du genou	1
	Coxalgie	1
	Tumeur blanche du genou	1
	Ulcere variqueux	1
	Luxation. Pouce	1
	Épaule	4
	Écrasement des doigts	1
Organes de la génération.	Cancer utérin	2
	Prolapsus utérin	3
	id, utérin et rectal	2
	Métrite chronique	1
	id. puerpérale	1
	Méthrorrhagie	5
	Abcès des grandes levres	1
Accouchement		1

Maladies incidentes

L'état sanitaire de l'établissement a été satisfaisant Il faut en rechercher la cause, dans les conditions : d'emplacement de l'Asile, de la propreté des personnes et des choses, enfin dans les bons soins dont les malades sont l'objet, et dans la quantité et la qualité relatives de la nourriture, car beaucoup de nos malades se trouvent dans une condition matérielle supérieure à celles dont elles jouissent dans leur famille.

Système nerveux.

La congestion cérébrale a été fréquente et grave, car sur 16 malades qui ont traversé les infirmeries de ce chef, nous avons eu 10 décès. La mort est le plus souvent survenue à la suite d'une série de poussées congestives, rarement les malades succombaient à la première congestion.

Les hémorrhagies cérébrales, dont le nombre a été de 13, ont avec la congestion, l'identité de fréquence, de gravité et de cause, car sur 13 malades nous avons eu 8 décès. Ces affections sévissent surtout chez les démentes, c'est à dire sur nos malades les plus âgées, chez lesquelles la résistance vasculaire est insuffisante.

Système digestif.

Ce sont les diarrhées qui nous offrent le nombre le plus considérable d'affections des voies digestives. Cette quantité est due souvent à la dépravation du goût de certaines malades, qui passent leurs journées à chercher des ordures, dans la cour du quartier, pour s'en servir comme aliments. Plusieurs diarrhées rebelles compliquées d'embarras gastrique, ont été modifiées par des médications diverses.

Nous avons eu 4 cas de fièvre typhoïde, et un seul a été suivi de décès. A l'aide de nos chambres d'isolement, lorsqu'une affection de ce genre se déclare, elle a fort peu de chance de se propager, car c'est à un intervalle assez éloigné, que ces différents cas ont parcouru leur évolution.

Système respiratoire.

Les cas de bronchite, de pneumonie et de phtisie sont assez nombreux, les premiers ont guéri assez facilement, après un traitement d'une durée variable, et aucun cas n'a été mortel. Il n'en est pas de même pour les autres maladies. La pneumonie a présenté des formes variées : simple, double, catarrhale, hypostatique, le plus souvent elle était double et accompagnée de dépression, et nous avons employé des excitants, des toniques pour combattre cette forme.

Système circulatoire.

Quinze aliénées furent traitées pour diverses affections cardiaques, sur ce nombre nous avons eu 9 décès, ce résultat s'explique par la gravité des maladies du cœur.

Affections chirurgicales

Ces maladies du ressort de la pathologie externe, ont été fréquentes, mais peu graves, car sur 103 malades qui ont séjourné dans les infirmeries pour des cas de ce genre, nous avons eu seulement 6 décès Les cas les plus graves se trouvent parmi les fractures , car deux cas compliqués de contusions ont déterminé la mort. Une fracture d'un fémur produite chez une personne âgée, n'a pas été suivie de raccourcissement du membre , ce qui est une exception chez des malades, qui par suite du trouble de leurs facultés ou leur insuffisance, sont dans l'impossibilité de comprendre qu'un repos absolu est nécessaire pour obtenir la consolidation de leur membre fracturé.

Les trois cas de brûlure ont été sans aucune gravité, elles étaient dues à un liquide répandu sur les extrémités des membres. Leur degré ne nécessitant pas le passage de ces malades à l'infirmerie. Les ophthalmies ont été assez rares dans nos salles. Cette affection a un caractère contagieux, et lorsqu'une malade est atteinte , il faut beaucoup de soin et de propreté pour empêcher que les autres malades de la division en soient frappées.

Accouchement.

Nsus avons eu un accouchement, chez une malade entrée depuis quelques mois à 'Asile, cette fille-mère, qui déjà a quitté l'établissement a été heureusement délivrée.

En terminant ce compte-rendu, qu'il me soit permis, Monsieur le Préfet, d'espérer que e rencontrerai dans la Commission de Surveillance et dans la Direction de l'Asile, un empressement, afin de seconder mes efforts, pour assurer la marche régulière du service médical. Je suis assuré que je trouverai dans votre bienveillant appui un puissant

auxiliaire pour favoriser mes vues et me soutenir dans l'accomplissement de mon intention, qui est de conserver à l'Asile de Bailleul, son premier rang parmi les Asiles de France.

Daignez agréer, Monsieur le Préfet, l'hommage de mon profond respect.

Dr Ernest BELLE

29 Mai 1884.

ASILE PRIVÉ D'ALIÉNÉS DE LOMMELET.

COMPTE-RENDU

SUR LE

SERVICE MÉDICAL POUR L'ANNÉE 1883.

Par le Docteur BOUCHAUD,

MÉDECIN EN CHEF DE L'ASILE

CHAPITRE 1er

Mouvement général de la population

Voici en quelques mots l'ensemble des changements qui se sont opérés dans le personnel des malades.

Le 1er janvier 1883, le nombre des aliénés de l'asile de Lommelet s'élevait à 571. Ce nombre se composait de 258 malades admis sur la demande de leurs familles, et de 313 placés par ordre de l'Autorité.

Comme parmi les volontaires, 7 avaient été reçus gratuitement, et que parmi les placés d'office, 13 étaient payants, il en résulte qu'il y avait 264 pensionnaires et 307 indigents.

Si de ces derniers on retranche 2 malades du département de la Somme et 8 de quelques autres départements, il reste 297 aliénés entretenus aux frais du département du Pas-de-Calais.

On compte 124 admissions pendant le courant de l'année 1883. Ce nombre se compose de 84 volontaires et 40 d'office.

Comme 9 malades, sortis non guéris, ont été réintégrés après une absence de courte durée, il s'ensuit que le nombre réel des entrées est de 115.

Sur ces 115 malades, 96 sont entrés pour la première fois, 12 par suite de récidive, et 7 par suite de transférement d un autre asile

Si, au nombre des mala les existant le 1er janvier. on ajoute celui des admis pendant l'année, soit 115, défalcation faite des 9 réintégrés. on obtient le chiffre de 686, comme total des malades traités en 1883.

Les sorties, au nombre de 63, comprennent 51 volontaires et 12 d'office. Elles se répartissent ainsi : guérisons, 38 ; améliorations, 16 ; transfèrement dans un autre asile 3 ; sortis pour autres causes, 6.

Les décès ont atteint le chiffre de 46 ; 45 ont été déterminés par des causes naturelles, et 1 a été le résulat du suicide Le total des extinctions, c'est à dire des sorties et des décès est donc de 109.

Si nous retranchons le nombre des extinctions réelles de l'ensemble des malades traités pendant l'année, nous obtenons 586 comme chiffre des malades existant au 31 décembre 1883

Cette somme se décompose en 267 volontaires, dont 5 indigents, et 319 placés d'office, dont 15 pensionnaires, ce qui donne : pensionnaires, 277 ; indigents, 307

L'ensemble des journées de présence s'élève à 212,670.

Si on divise ce nombre par 365, on obtient comme moyenne des malades pour chaque jour de l'année, 582.

Le tableau suivant fera saisir d'une manière plus nette, l'ensemble du mouvement général :

Mouvement général.

Nombre des existants le 1er janvier 1883	Volontaires	258	Pensionnaires	254	571
			Indigents	7	
	D'office	313	Pensionnaires	13	
			Indigents	300	
Admissions	Volontaires	84	Pour la première fois	96	124
			Par récidive	12	
			Par réintégration	9	
	D'office	40	Par transferement	7	
Sorties	Volontaires	51	Par guérison	38	63
			Par amélioration	16	
			Par transferement	3	
	D'office	12	Autres causes	6	
Décès	Volontaires	24	Par causes naturelles	45	46
	D'office	22	Autres causes	1	
Total des malades traités	Volontaires	342			695
	D'office	353			
Extinctions, Sorties et décès	Volontaires	75			109
	D'office	34			
Existants le 31 décembre 1883	Volontaires	267	Pensionnaires	262	586
			Indigents	5	
	D'office	319	Pensionnaires	15	
			Indigents	302	
Total des journées de présence					212 670
Moyenne des malades par jour					582 6

Pour rendre plus intelligible la classification des malades existants au 31 décembre 1883, en volontaires et d'office, pensionnaires et indigents, nous la reproduisons avec développement sous la forme suivante.

							Entretenus par
Existants le 31 décembre 1883.	Volontaires	267	Pensionnaires	262	Nord	104	les familles
					Autres départements.	158	Id
			Indigents	5	Angleterre	1	l'asile
					Cher	1	Id.
					Nord	2	Id
					Russie	1	Id.
	D'office	349	Pensionnaires	45	Pas-de-Calais	40	les familles
					Somme	2	Id.
					Nord	1	Id
					Seine	2	Id
			Indigents	304	Pas-de-Calais	302	le département
					Somme	2	l'asile.

Il est bon de comparer les données principales du mouvement général de 1883 avec celles des six années précédentes :

Population le 1er janvier.	Entrées.	Sorties.	Décès.	Extinctions.	Population le 31 décembre.	En plus.
1877	494	127	62	58	123	498	7
1878	498	118	65	38	103	513	15
1879	513	117	55	47	102	528	15
1880	528	136	67	33	100	564	36
1881	564	119	68	44	122	571	7
1882	571	120	57	63	120	571	0
1883	571	124	63	46	109	586	15

On voit ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer dans les rapports précédents que la population de l'asile a suivi jusqu'ici une marche régulièrement croissante, sauf pour l'année 1882 où l'accroissement a été nul.

On serait tenté de croire d'après ces résultats, que le nombre des aliénés dans notre pays augmente sans cesse et que cette progression est considérable.

Bien que les statistiques générales semblent prouver qu'il en est ainsi, il serait téméraire cependant d'après le champ restreint où nous avons puisé les éléments de la nôtre, de soutenir une pareille conclusion.

La conclusion serait d'autant plus hazardée, que si on compare ensemble les pensionnaires et les indigents, on constate que pendant quelques années, c'est presque uniquement sur la première catégorie que portait l'accroissement et que depuis trois ans c'est l'inverse que l'on constate.

Le tableau suivant, qu'il est inutile de faire remonter à une époque plus reculée, prouve ce que nous avançons. Les indigents du Pas-de-Calais y sont mentionnés d'une manière spéciale afin que, prenant pour base des nombres qui se rapportent à une population déterminée, on en puisse déduire des conséquences plus certaines.

	Totaux de la population	Volontaires	D'office	Indigents du Pas-de-Calais.
1er janvier 1874	465	202	263	243
Id 1875	478	214	264	246
Id 1877	494	228	266	254
Id 1879	513	230	283	265
Id. 1880	528	232	296	276
Id 1881	564	261	303	287
Id. 1882	571	263	308	291
Id. 1883	571	258	313	298
31 décemb. 1883	584	267	319	302

Ainsi du 1er janvier 1874 au 31 décembre 1883, la population a augmenté de 106, et tandis que de 1874 à 1877 le nombre des indigents du Pas-de-Calais n'avait augmenté que de 8 unités, alors que celui des pensionnaires s'était accru de 26, on voit de 1877 à 1883 celui des indigents augmenter de 47 et celui des pensionnaires de 30 seulement. Enfin en 1883 le nombre des pensionnaires a augmenté de 9 et celui des indigents du Pas-de-Calais de 4.

Comme le chiffre de la population du Pas de-Calais a subi sans nul doute un certain accroissement pendant ces derniers temps. on peut admettre que la proportion des aliénés n'a pas sensiblement augmenté, malgré l'accroissement du nombre des aliénés indigents

Pour qu'on puisse apprécier les changements survenus dans le personnel de l asile pendant l'année, il est bon de faire connaître quel était approximativement le chiffre afférent à chacune des principales formes d'aliénation mentale au 1er janvier 1883. La situation sous ce rapport était celle-ci :

Folie simple . . 390	Curables	70
	Pronostic douteux	50
	Folie chronique, démence	268
Folie épileptique		56
Paralysie générale		
Idiotie, Imbécilité		
		569

CHAPITRE II.

Admissions.

Les admissions pour l'année 1883 ont atteint le nombre de 124. Elles se subdivisent ainsi :

	Pensionnaires.	Indigents	
Volontaires..	84	... . 0 = 84	124
D'office	1	..... 39 = 40	

C'est une augmentation de 4 sur le nombre de 1882 et un chiffre supérieur à celui des années précédentes. si on excepte celui de 1880.

On peut voir par le tableau suivant quelle est la progression suivie depuis 9 ans par le nombre des entrées.

	Entrées.	Pensionnaires.	Indigents.
1874	108	69	39
1876	106	71	35
1877	127	73	54
1878	118	72	46
1879	117	65	52
1880	136	91	45
1881	119	74	45
1882	120	76	44
1883	124	84	40

Le nombre des indigents a été moins considérable que pour les six dernières années, mais supérieur à ceux des années antérieures. On voit que ce nombre baisse graduellement après s'être élevé assez haut

Le tableau suivant fera connaître de quels pays proviennent les différents malades admis en 1883

Volontaires		d'Office.	
Nord	44	Pas de-Calais	39
Pas-de-Calais	22	Seine.....	1
Aisne...	2		
Ardennes	3		
Meuse	1		
Oise	1		
Somme	3		
Seine.....	5		
Seine-et-Oise.....	1		
Yonne	1		
Amérique	1		
Belgique	2		
Russie	1		
	84		40

Ces 124 malades ont été admis dans les conditions suivantes :

		Volontaires.	D'office.		
Pour la prem ère fois . ..	.....	62	34	=	96
Par suite de recidive...		12	»	=	12
Par réintégration		7	2	=	9
Par transfèrement . . .	de Belgique .	»	»	=	»
	de France...	3	4	=	7
		84	40	=	124

Nous établissons une différence au sujet des malades transférés, entre ceux venus de l'étranger et ceux venus des asiles de France, les premiers devant être comptés dans la statistique générale comme nouveaux, c'est-à-dire entrant pour la première fois dans nos asiles français. Aucun malade ne nous est venu cette année des asiles de Belgique.

Les 9 réintégrations s'appliquent à des malades qui retirés par leurs familles avant la guérison ont été replacés peu de temps après leur sortie.

Il est très important au point de vue du pronostic de savoir de quelles formes d'aliénation nos malades étaient atteints au moment de leur entrée.

En voici la nomenclature :

Manie	Suraigue....	1
	Aigue....	21
	Chronique..... ..	7
Lypémanie	Mélancolie	28
	Hypocondrie.....	2
	Stupeur.....	5
	Avec idées de suicide	3
	Avec idées de persecution	4
Folie instinctive, morale.....		5
Folie épileptique.....	Idiotie.....	5
	Man e	1
	Démence	6
Folie alcoolique.....	Manie.....	3
	Démence	3
Paralysie générale.....		21
Démence.....	Sénile	3
	Organique	2
Imbécillité..		3
Idiotie		8
		124

On voit immédiatement par ce tableau, où nous ne devrions pas tenir compte des réintégrés, qui ne sont pas des malades nouveaux et qui étaient atteints d'affections déjà un peu anciennes, qu'un grand nombre de nos entrants n'offraient aucune chance de guérison.

Numériquement, la manie et la lypémanie tiennent le premier rang, et si ses formes procurent avec la folie alcoolique le plus grand nombre de guérisons, quand elles sont encore à l'état aigu. il n'en est plus ainsi des espèces suivantes. de la folie épileptique, qui ne guérit que très exceptionnellement, de la paralysie générale. de la démence et de l'idiotie qui ne guerissent jamais. Or ces dernières formes constituent une part considérable du nombre des admis.

La paralysie générale progressive s'est présentée dans une proportion au moins égale à celles des années précédentes. Nous avons reçu en effet 21 cas sur 124, ou mieux 115 admissions. C'est une proportion de , antérieurement il y avait :

En	Admis	Paralysie générale	Proportion.
1875	102	23	22.54 %
1877	123	18	14.6 »
1879	117	19	17. »
1881	119	19	17.3 »
1882	114	18	15.79 »
1883	115	21	18 3 »

Il importe de faire remarquer que la paralysie générale s'est montrée avec une égale fréquence chez les malades appartenant à la classe aisée et chez les indigents. Il est cependant reconnu que cette forme d'aliénation est beaucoup plus commune chez les malades de la première catégorie et rien n'est plus propre à démontrer à quel point cette opinion est fondée, que notre statistique pour 1882. Nous avions trouvé, en effet, par rapport aux admissions, la proportion suivante pensionnaires, 20 %; indigents, 6,6 %.

Pour 1883, en ne tenant pas compte des réintégrations, nous trouvons des chiffres fort différents :

	Pensionnaires	Indigents
Admissions	77	38
Paralysie générale	12	7
Proportion	18 2 %	18.4 %

Le chiffre des épileptiques est à peu près le même que celui des années précédentes. Nous trouvons épileptiques au lieu de indiqués pour les années
Celui des idiots, des imbéciles n'a pas sensiblement changé.

Cherchons maintenant parmi les diverses circonstances qui accompagnent l'admission, celles qui peuvent encore fournir quelques lumières à l'étude des maladies qui nous occupent.

Relativement aux époques des entrées nous constatons ce qui suit

	Volontaires		D'Office				Volontaires		D'Office		
Janvier	4	+	3	=	7	Juillet	6	+	6	=	12
Février	4	+	3	=	7	Août	7	+	4	=	11
Mars	8	+	5	=	13	Septembre	7	+	3	=	10
Avril	8	+	1	=	9	Octobre	8	+	3	=	11
Mai	8	+	2	=	10	Novembre	7	+	0	=	7
Juin	11	+	4	=	15	Décembre	6	+	6	=	12
	43	+	18	=	61		41	+	22	=	63

Le développement de la folie ne semble pas avoir avec les saisons de rapports bien nets. Nous trouvons il est vrai, comme chiffres relatifs aux saisons :

En Janvier, Février, Mars,	=	27	Avril, Mai, Juin,	=	34
Octobre, Novembre, Déc	=	30	Juillet, Août, Septembre	=	33
		57			67

soit 57 pour la saison froide et 67 pour la saison chaude.

La folie se développerait ainsi de préférence en été, mais si on remonte aux années précédentes, on trouve des chiffres différents et variables.

C'est tantôt en été, tantôt en hiver que le nombre des entrées prédomine. On ne peut tirer de là aucune conclusion.

Pour le début de l'aliénation avant l'admission, les dates fournies ont été les suivantes :

DATE DU DÉBUT AVANT L'ENTRÉE.

Au dessous de 1 mois	8
De 1 mois à 3 mois	12
De 3 mois à 6 mois	14
De 6 mois à 1 an	17
De 1 an a 2 ans	19
De 2 ans et au-dessus	13
De la naissance / De la 1re enfance	18
Inconnue, indéterminée	25
	124

Ainsi, comme cela est trop fréquent, la maladie, au moment de l'entrée de l'aliéné dans l'asile, était déjà ancienne et dans la majorité des cas remontait à plus de six mois et souvent à plusieurs années.

Puisqu'il est avéré que les affections mentales guérissent d'autant plus facilement que le traitement subit moins de retard, ne serait-il pas désirable que cette indication fut mise à exécution, et s'il n'y a pas lieu d'espérer de voir tomber les répugnances instinctives des familles pour la séquestration du malade dans un asile aussitôt qu'apparaissent les premiers indices de l'affection mentale et avant qu'elles aient reconnu l'inutilité des médications ordinaires. au moins ne pourrait-on pas demander aux administrations de moins temporiser, quand il s'agit de l'admission des indigents ?

La classification d'après l'âge au moment de l'entrée, nous a donné les résultats suivants :

AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION

Au dessous de 15 ans	3
De 15 à 20 ans..	6
— 20 a 25 --	6
— 25 a 30 —	14
— 30 à 35 —	14
— 35 a 40 —	15
— 40 a 50 —	36
— 50 à 60 —	19
— 60 a 70 —	9
— 70 à 80 —	2
— 80 et au-dessus	0
Inconnu.....	0
	124

D'après ce tableau, la folie se déclare surtout dans l'âge moyen de la vie. La folie véritable est rare avant 20 ans et quand elle apparaît à un âge avancé, c'est ordinairement alors sous forme de démence.

Quant à l'époque de la vie où la maladie a débuté, il est plus difficile d'obtenir des renseignements précis. Voici néanmoins les résultats approximatifs auxquels nous sommes arrivés.

AGE AU DÉBUT DE L'ALIÉNATION

Au-dessous de 15 ans	20
De 15 ans a 20 ans	3
De 20 — a 25 ans	5
De 25 — a 30 ans.	11
De 30 — a 35 ans.....	13
De 35 — a 40 ans..	13
De 40 — a 50 ans..... .	34
De 50 — a 60 ans.....	17
De 60 — a 70 ans.....	9
De 70 — a 80 ans.....	2
De 80 — et au-dessus.....	0
Inconnu	0
	124

D'après les données qui précèdent, ce serait à l'âge moyen de la vie que la maladie débuterait le plus ordinairement.

En ce qui concerne l'instruction, les malades admis pendant l'année se répartissent ainsi :

Instruction nulle	21
Sachant lire et écrire	62
Instruction moyenne..... ..	26
Instruction supérieure	7
Inconnu.....	8
	124

Le nombre des malades ayant un certain degré d'instruction est relativement considérable. Cela s'explique par le chiffre élevé des pensionnaires par rapport à celui des indigents.

Relativement à l'état civil, les malades se classent comme il suit :

Célibataires	56
Mariés	47
Veufs	6
Inconnus	5
	114

Bien qu'il faille retrancher quelques jeunes malades et des idiots du nombre des célibataires, il n'en est pas moins évident que ceux-ci étant aux hommes mariés dans le rapport de 56 à 47 constituent une majorité trop forte pour n'être pas anormale.

Notre statistique confirme ainsi la manière de voir de tous les aliénistes qui insistent sur les avantages de la vie calme et régulière du mariage et sur les conséquences souvent fâcheuses du célibat.

Si nous cherchons quel était le lieu habité par les malades, nous trouvons .

DOMICILE

Villes	57
Campagnes	42
Inconnu, indéterminé	25
	124

Le nombre supérieur des habitants des villes, en comprenant sous ce nom les agglomérations de 4,000 âmes environ et au-dessus, s'explique en partie par cette considération que le nombre de nos pensionnaires est considérable et que ceux qui vivent dans l'aisance ont une tendance à préférer le séjour des villes à celui de la campagne.

Néanmoins nous sommes porté à admettre que les excès auxquels exposent les grandes villes exercent une influence désastreuse sur la vie morale des individus et sont par cela même une cause fréquente d'aliénation.

Les professions diverses exercées par les malades admis en 1883, peuvent être classées de la manière suivante :

PROFESSIONS

Professions libérales	Ecclésiastiques.	9
	Médecins	1
	Professeurs	4
	Étudiants	3
	Avocats	
	Notaires	2
	Hommes de lettres	1
	Pharmaciens	
	Travail de bureau	1
Militaires et marins		4

Industrie et commerce	Industriels	3
	Négociants	8
	Employés	7
	Comptables	2
	Divers	5
Professions manuelles.	Maîtres	10
	Ouvriers	8
	Domestiques	2
Professions agricoles.	Cultivateurs	9
	Journaliers	6
Rentiers, Propriétaires		10
Sans profession		19
Inconnues		10
		124

Il est difficile de tirer une conclusion de l'ensemble de ce tableau Il ne l'est pas moins d'obtenir un résultat satisfaisant au point de vue scientifique de l'étude des causes au sujet desquelles les détails commémoratifs sont habituellement très incomplets ou manquent entièrement.

CAUSES

Hérédité	Folie	22
	Névroses, maladies du système nerveux	19
Alcoolisme		6
Senilité		3
Onanisme		2
Convulsions dans l'enfance		7
Fièvre typhoide		2
Rhumatisme articulaire		
Lésion du cerveau		2
Traumatisme cérébral		3
Frayeur		6
Syphilis		3
Chagrin		12
Pas de causes connues		15
Défaut de renseignements		22
		124

A part l'influence connue de l'hérédité, de l'alcoolisme et de la sénilité, l'action des autres causes prédisposantes ou déterminantes est très difficile à mettre en évidence

Récidives.

Sur 124 admissions, nous constatons 16 récidives, c'est une proportion de 9,6 %.

Il s'agissait 5 fois de la première, 4 fois de la deuxième, 1 fois de la troisième et 1 fois de la quatrième récidive.

Nous ne tenons compte que des récidives constatées par l'admission dans un asile et non des accès antérieurs, insuffisants pour entraîner la séquestration, ce qui augmenterait singulièrement le nombre obtenu.

Comme les rechutes ont lieu le plus souvent dans le courant de l'année qui suit la sortie, c'est une preuve qu'elle est à redouter quand la mise en liberté est prématurement accordée.

Avant de parler des sorties et des guérisons, il est bon de jeter un coup d'œil sur le degré de curabilité des diverses espèces de folies admises pendant l'année. Sous ce rapport, les malades peuvent être classés ainsi :

Curables	42
Dont le pronostic est douteux	25
Incurables	57
	124

CHAPITRE III.

Sorties — Guérisons

Pendant l'année 1883, 63 malades ont quitté l'asile. Les motifs de la sortie ont été les suivants :

	Volontaires.	D'office		
Par suite de guérison	29	9	=	38
Par suite d'amélioration	16	»	=	16
Par suite de transfèrement	2	1	=	3
Pour autres causes	4	2	=	6
	51	12	=	63

Le dernier groupe comprend ceux qui ont été retirés par leurs familles pour divers motifs et avant la guérison.

Nous ne parlerons pas spécialement de ces malades, ni de ceux qui ont été transférés dans d'autres asiles ou qui sont sortis simplement améliorés, pour insister davantage sur ceux qui sont partis guéris.

Par rapport aux malades traités, les guérisons nous donnent une proportion de 5,48 % et par rapport aux admissions, celle de 33,05 %. Ce sont en effet les chiffres que l'on obtient, si l'on compare les 38 guérisons aux 695 malades traités et aux 115 malades admis pour la première fois ou par suite de récidive. On ne saurait tenir compte dans ce dernier groupe des malades réintégrés.

Si nous comparons le nombre des guérisons à celui des années précédentes, nous voyons qu'il s'éloigne peu de la moyenne :

	Admissions.	Guérisons.	Proportions °/₀
1875	102	31	30 38
1876	106	26	20.53
1878	118	36	29.81
1880	136	35	27
1881	119	31	31 82
1882	120	34	29.90
1883	124	38	33.05

La proportion des guérisons pour l'année 1883 serait naturellement plus favorable si les familles ne retiraient trop souvent les malades avant la complète guérison et si le nombre des sujets susceptibles de guérir n'était ainsi forcément diminué.

Pour qu'on puisse se rendre compte de la nature des affections mentales dont étaient atteints ceux qui sont sortis guéris, nous avons dressé le tableau suivant :

	Guérisons.	Améliorations.
Manie	15	4
Mélancolie	16	3
Hypocondrie	3	1
Lypémanie avec stupeur	2	1
Démence sénile	»	»
Paralysie générale	»	1
Folie alcoolique	2	»
Epilepsie	»	2
Imbécillité	»	1
	38	16

Si on consulte le tableau concernant la forme des maladies mentales de ceux qui sont entrés, on peut voir que la guérison s'adresse spécialement à la manie aiguë et à la lypémanie.

Les aliénés atteints de folie alcoolique, qui guérissent généralement quand l'affection est récente, ont fourni un faible contingent de guérisons à cause du petit nombre de ceux qui ont été admis en 1883.

Il est bon de remarquer que chez quelques-uns de nos malades sortis simplement améliorés, l'influence de la vie de famille a eu pour résultat de faire disparaître rapidement les dernières traces de la maladie.

Les données relativement à l'âge sont les suivantes :

Au-dessous de 15 ans	»
De 15 ans a 20 ans	5
De 20 a 25 ans	2
De 25 a 30 ans	6
De 30 a 35 ans	3
De 35 a 40 ans	5
De 40 a 50 ans	9
De 50 à 60 ans	7
De 60 a 70 ans	1
De 70 a 80 ans	»
Inconnu	»
	38

Les maladies mentales ont une évolution lente, en général. C'est ce dont on peut se convaincre quand on considère le temps nécessaire pour assurer la guérison.

DUREE DU SEJOUR.

Au-dessous de 1 mois	1
De 1 mois a 3 mois	7
De 3 mois à 6 mois	9
De 6 mois à 1 an	14
De 1 an a 2 ans	5
De 2 ans a 3 ans	2
De 3 ans et au-dessus	»
	38

Ainsi le traitement exige habituellement plusieurs mois ; mais quand il dépasse certaines limites, le pronostic s'aggrave. On voit en effet qu'après deux ans de séjour, il reste peu d'espoir et que les guérisons deviennent absolument rares, quand le malade est resté plusieurs années dans un asile.

Les affections mentales exigent toujours un traitement de longue durée, mais elles guérissent d'autant plus sûrement et plus vite que le traitement est appliqué à une période plus voisine du début. C'est ce que démontre l'exposé suivant :

DATE DU DÉBUT AVANT L'ENTRÉE.

Au-dessous de 1 mois	5
De 1 mois a 3 mois	7
De 3 mois a 6 mois	8
De 6 mois a 1 an	5
De 1 an a 2 ans	1
De 2 ans et au-dessus	»
Date indéterminée ou inconnue	12
	38

Les malades guéris sont sortis aux époques indiquées par le tableau suivant .

Janvier	3	Juillet	4
Fevrier	2	Août	8
Mars	2	Septembre	6
Avril	2	Octobre	4
Mai	»	Novembre	»
Juin	5	Décembre	2
	14		24 = 38

CHAPITRE IV.

Décès.

Nous avons eu 46 décès pendant l'année 1883.
Ce nombre qui se compose de :

		Pensionnaires.	Indigents.	
Volontaires.....	=	24	24	46
D'office	=	»	22	

nous donne, par rapport à la totalité des malades traités, soit 695 , une mortalité de 6,6 et par rapport à la population moyenne, une mortalité de 7,9.

Cette proportion est inférieure à la moyenne des années précédentes, comme on peut le voir par le tableau suivant :

Années.	Population moyenne	Déces	Proportion
1874	473.27	40	8. 45
1875	477.96	44	9. 20
1876	492.47	51	10. 36
1877	494	58	11. 72
1878	505.50	38	7. 33
1879	531.77	47	8. 84
1880	546	33	6. 04
1881	556.4	44	7. 90
1882	572.1	63	11 01
1883	582.6	46	7.90

Elle est surtout très inférieure à a mortalité moyenne des aliénés en général. Dans le rapport général sur le service des aliénés en France publié en 1874 par MM. les Inspecteurs généraux, nous trouvons le tableau suivant :

PROPORTION POUR CENT DES DÉCÈS CALCULÉS

	Sur la population moyenne.	Sur la population traitée.
Hommes.....	13.52	10.17
Femmes	9.67	7.67
Deux sexes.....	11.47	8.80

On voit par notre tableau que la mortalité chez nos malades est habituellement au-dessous de la moyenne et qu'elle a été exceptionnellement faible surtout pendant l'année 1880. Mais si on compare les chiffres précédents à la mortalité de l'ensemble de la population française, qui n'est guère que 2,19 %, on constate que l'aliénation est véritablement une maladie toujours fort grave.

Il est généralement admis que l'alimentation exerce une influence de premier ordre sur la durée de la vie chez les aliénés. D'après cette opinion on serait tenté de croire que le nombre des décès chez les indigents est toujours de beaucoup supérieur à celui des pensionnaires dont la nourriture est naturellement plus substantielle. Notre statistique prouve qu'il n'en est rien. Nous trouvons en effet :

	Pensionnaires	Indigents	Total
Population	275	307 =	582
Décès	24	22 =	46
Proportion	8.7 %	7,1 %	

La gravité varie surtout avec les formes de l'aliénation, ainsi que le prouve le tableau suivant, où nous avons consigné le contingent de décès fournis par chaque catégorie d'aliénés.

Manie suraigue		1
Manie aigue		4
Vésanie chronique		9
Lypémanie		6
Démence	Alcoolique	»
	Sénile	1
	Organique	2
Folie épileptique		4
Paralysie générale		16
Idiotie		1
Crétinisme		1
		45

Si on se rappelle les nombres afférents à chacune de ces catégories de malades, on peut constater les résultats suivants :

La paralysie générale. comme on pouvait le prévoir, puisqu'elle est fatalement mortelle et à bref délai, fournit le plus grand nombre de décès. Quand on songe qu'au 1er janvier 1883 le chiffre des paralysies générales était de 22 seulement et que pendant l'année il est entré 21, on ne peut s'empêcher de trouver que le chiffre de la mortalité est vraiment effrayant.

La folie épileptique a produit un nombre de décès de beaucoup inférieur à celui des années précédentes. La démence, la folie chronique et l'idiotie, ont fourni un contingent assez considérable. Quant à la manie aiguë et à la lypémanie, le chiffre est comme par le passé, très élevé relativement au nombre de malades atteints de ces deux formes d'aliénation. C'est naturel. Les maniaques continuellement surexcités s'épuisent promptement et les lypémaniaques, qui souvent refusent de manger et de prendre de l'exercice, éprouvent des accidents non moins fâcheux.

Les données relatives à l'âge n'offrent qu'un médiocre intérêt.

En voici le résultat :

Au dessous de 15 ans	»
De 15 a 20 ans	2
De 20 à 25 ans	1
De 25 a 30 ans	1
De 30 a 35 ans	»
De 35 a 40 ans	4
De 40 à 50 ans	10
De 50 a 60 ans	15
De 60 à 70 ans	6
De 70 a 80 ans	7
De 80 et au-dessus.	»
	46

Si la mort frappe particulièrement les malades âgés de plus de 35 ans, c'est que cette époque est celle où les malades sont les plus nombreux et que plus ils avancent dans la vie, moins ils se trouvent en état de résister aux maladies qui peuvent les frapper.

Les dangers que font courir les affections mentales se manifestent surtout à l'époque de leur apparition, pendant la période aiguë.

C'est ce que démontre le tableau suivant, si on veut bien remarquer que la durée du séjour dans l'asile exprime assez exactement un temps en rapport avec l'ancienneté de la maladie.

DURÉE DU SÉJOUR.

Moins de 8 jours	3
De 8 a 15 jours	»
De 15 jours a 1 mois	2
De 1 mois a 3 mois	1
De 3 mois a 6 mois	1
De 6 mois a 1 an	2
De 1 an a 2 ans	5
De 2 ans a 5 ans	15
De 5 ans et plus	11
	46

Ainsi l'aliénation est d'autant plus grave qu'elle est plus récente, puisque un nombre considérable de décès est fourni par ceux qui sont nouvellement arrivés et n'ont pas même séjourné un an dans l'asile.

Quand en effet la maladie est passée à l'état chronique, que les fonctions organiques ont repris leur cour normal, l'aliéné devient moins sujet aux accidents de toute sorte et peut vivre de longues années.

Comme le reste de la population, les aliénés sont soumis aux influences atmosphériques. Aussi fournissent-ils le plus grand nombre de décès aux époques où la mortalité commune est la plus élevée.

C'est ce qui résulte des chiffres suivants

	Volontaires.		D'Office.				Volontaires.		D'Office.		
Janvier.....	1	+	1	=	2	Juillet	2	+	1	=	3
Février.....	3	+	1	=	4	Août.....	2	+	»	=	2
Mars.....	3	+	3	=	6	Septembre	2	+	1	=	3
Avril	2	+	3	=	5	Octobre.	»	+	2	=	2
Mai	2	+	2	=	4	Novembre	»	+	1	=	1
Juin	3	+	2	=	5	Decembre.....	4	+	5	=	9
	14	+	12	=	26		10	+	10	=	20 =

Ainsi c'est en hiver et au printemps que les décès ont été les plus nombreux. Les maladies qui ont amené la mort et qu'il importe de connaître, peuvent se classer d'après les lésions anatomiques et les organes atteints, de la manière suivante :

Epuisement..... ..	9
Paralys e générale.....	12
Manie aigue.....	2
Hémorrhagie du cerveau.....	1
Hémorrhagie de la protubérance.....	1
Ramolissement du cerveau	1
Méningite tuberculeuse.....	1
Mal épileptique	1
Crises épileptiformes.....	2
Mort subite	3
Pneumonie.....	2
Broncho-Pneumonie.....	1
Maladie du cœur (rupture).....	1
Hydropericarde	1
Péritonite	1
Nephrite	1
Gangrène sénile.....	2
Carie des ós	1
Refus d'aliments	2
Mort a l'arrivée.....	1

Le nombre de ceux qui ont succombé uniquement aux suites de la paralysie générale est, on le voit, considérable.

Le nombre des phthisiques n'est pas moins grand.

Le chiffre des morts subites est aussi très élevé et on serait fort embarrassé si on voulait en donner une explication satisfaisante. Les autopsies que nous avons faites, ne nous ont point éclairé à ce sujet.

Maladies incidentes

Les aliénés par suite de leur affection mentale, dont la durée est toujours longue, sont exposés plus que le reste de la population saine, à toute espèce de maladies. C'est ce qu'on peut voir par le tableau suivant, dont le chiffre est assez élevé, qui contient l'énumération des principales affections qui nous ont semblé devoir être signalées :

Fièvre typhoïde	3
Fièvre synoque	2
Rougeole	4
Erysipele	2
Lymphangite	3
Angines	5
Embarras gastriques	18
Diarrhée	40
Ictère	2
Bronchite	5
Pneumonie	6
Broncho-Pneumonie	2
Congestion pulmonaire	1
Phthisie pulmonaire	9
Rupture du cœur	1
Insuffisance aortique	1
Albuminurie	2
Œdeme des membres inférieurs	20
Péritonite	1
Hémorrhagie cérébrale	3
Hémorrhagie de la protubérance	1
Œdeme du cerveau	1
Myelite	3
Cystite	2
Retention d'urine	4
Hydrocele	2
Hémorrhoïdes	3
Furoncles, Anthrax	12
Phlegmon, abcès	23
Phlegme diffus	2
Plaies, ulcères	30
Panaris	3
Othematome	2
Fracture de côtes	2
Id. de la clavicule	1
Nécrose	2
Gangrène sénile	2
Cancer de la face	1

Il n'y a pas lieu d'insister sur les réflexions qui naissent d'elles-mêmes en présence de ce tableau. Nous n'avons eu à traiter, comme on le voit, que les maladies habituelles auxquelles les aliénés sont sujets. Les troubles des fonctions digestives, les maladies des voies respiratoires ont été fréquentes. La débilité surtout, qui est une des manifestations de la folie à sa dernière période, a continué à se montrer malgré les soins hygiéniques les plus attentifs. Quant aux lésions traumatiques, contusions, plaies, fractures, il n'y a pas lieu d'être surpris de les trouver fort nombreuses.

Une petite épidémie de fièvre typhoïde a fait son apparition, mais grâce à l'isolement pratiqué dès le début, le nombre des malades n'a pas été considérable, et nous n'avons eu aucun décès à déplorer.

Restants.

Nous avons vu quelle était la population de l'asile au 1er janvier 1883; nous avons étudié les changements survenus par le fait, d'un côté des admissions, de l'autre des extinctions, c'est à dire des sorties et des décès, et nous avons indiqué quel était, par suite de ces changements, le nombre des malades au 31 décembre 1883. C'est ce qui est représenté par le tableau suivant :

Population au 1er janvier 1883.....	574
Entrées.....	124
Sorties et Décès	109
Population au 31 Décembre	586

Nous devons faire connaître maintenant ce que sont ces 586 malades, afin de pouvoir établir quelques probabilités au sujet de l'exercice 1884. Si nous les considérons relativement aux diverses espèces de folies, dont ils sont atteints, nous trouvons qu'ils se répartissent approximativement comme il suit :

Folie simple.....	366
Démence senile ou organique.....	21
Paralysie générale.....	23
Folie épileptique	69
Imbécillité, Idiotie	107
	586

A un autre point de vue, qui permet de prévoir avec plus de précision ce qu'on pourra obtenir du traitement, on peut, par rapport à la curabilité, les classer à peu près ainsi :

Curables.....		80
Pronostic douteux.....		60
Incurables.	Folie chronique.....	226
	Démence.....	24
	Paralysie générale.....	23
	Folie épileptique.....	69
	Idiots, Imbéciles.....	107
		586

On est surpris de constater que le nombre des curables est relativement très faible. C'est que l'asile n'est exclusivement, ni un hôpital, ni un hospice, mais l'un et l'autre On y reçoit en même temps des malades susceptibles de guérison et ceux pour lesquels on ne saurait concevoir un pareil espoir. On est donc forcément réduit à de compter que sur un petit nombre de succès.

A ce sujet, beaucoup d'aliénistes se demandent s'il ne serait pas préférable de séparer ces deux sortes de malades.

Quoi qu'il en soif de cette question qui n'est pas près de recevoir en pratique une solution définitive, nous croyons inutile pour le moment de rechercher quel serait le meilleur parti à prendre.

CHAPITRE V.

Traitement.

Nous avons suffisamment insisté dans les rapports précédents sur les moyens thérapeutiques dont nous faisons usage pour qu'il soit inutile de nous étendre longuement sur ce sujet. Nous n'émettrons, en conséquence, que quelques idées générales.

Comme toujours, nous avons regret de constater l'absence de l'intervention médicale à cette première période de la maladie, où un œil exercé peut pressentir le mal, mais que méconnaissent ordinairement ceux qu'entourent le malade.

Il est également fâcheux de voir que l'aliéné n'est pas secouru, dès que la maladie a éclaté : sa famille hésite à le séquestrer, elle patiente et trop tard bien souvent, elle se décide à recourir aux moyens, qui, au debut auraient donné les meilleurs résultats.

En effet, il est généralement reconnu que l'isolement est la première condition d'un bon traitement. Il consiste surtout dans le changement du milieu, car l'isolement absolu serait le plus souvent très fâcheux. Il suffit que le malade soit soustrait aux causes qui ont donné naissance à son affection pour que, n'étant plus soumis aux mêmes impressions les idées qui ont été la conséquence tendant à disparaître. La réflexion survient, la raison reprend son empire et l'équilibre des facultés psychiques se rétablit.

L'isolement accompagné d'une bonne hygiène pourrait suffire dans un certain nombre de cas, mais le médecin possède d'autres moyens puissants qu'il ne doit pas négliger.

Ces moyens, qui constituent le traitement curatif, sont de deux ordres : les uns sont physiques, les autres moraux.

Moyens physiques. — Comme précédemment les bains nous ont rendu les plus grands services, les bains prolongés surtout, avec irrigation continue d'eau froide sur la tête pendant tonte la durée du bain. On voit souvent le malade très agité, très difficile à maintenir, sous l'influence de cet excellent moyen de sédaction, devenir calme et tranquille. Cette amélioration peut n'être pas permanente dès les premiers jours, mais souvent elle s'établit graduellement et définitivement.

Les bains excitants, toniques sont d'une utilité moins immédiate, mais également précieuse.

Nous employons cependant de préférence la douche, qui, étant suivie d'une réaction franche, produit des effets puissants.

Nous devons rappeler qu'un vaste bassin a été construit pour rendre accessible au plus grand nombre les bienfaits de la balnéation. Les bains, en effet, ne sont pas seulement utiles comme moyen curatif, mais au point de vue de l'hygiène, ils sont encore d'une incontestable utilité, surtout quand il s'agit de gens comme les aliénés, qui n'ont aucun soin de leur personne et dont la malpropreté est extrême. La piscine ajoutée aux salles d'hydrothérapie est assez spacieuse pour contenir 10 à 15 malades à la fois : elle a fonctionné régulièrement pendant l'été et a permis d'administrer des bains frais à tout le personnel de l'asile. Tout au point de vue de la santé que de la propreté, il y a à notre avis une amélioration de la plus haute importance.

Des changements non moins utiles ont été apportés à la salle consacrée à l'hydrothérapie. Bien qu'elle fut déjà fort convenable, elle a été cependant agrandie et elle est actuellement non seulement spacieuse, mais encore très belle en même temps que très complète. Le nombre des appareils ayant été augmenté et les diverses variétés d'instruments acquises, désormais on pourra administrer l'eau froide sous toutes les formes voulues.

On a encore introduit d'autres améliorations dans divers services. Nous noterons en particulier l'établissement d'un calorifère pour chauffer le quartier des agités. Passant la nuit seuls dans leurs cellules, sujets par suite de leur agitation à se découvrir et exposés par l'épuisement dû à cette même agitation, à subir l'influence fâcheuse des basses températures, ces malades ont besoin plus que les autres d'une douce chaleur. Un appareil à air chaud, en leur procurant une atmosphère pure et convenablement chauffée, leur rendra ainsi les plus grands services. Le même moyen sera incessamment employé à chauffer quelques dortoirs des gâteux, qui, par leur débilité, sont encore plus exposés à subir les effets pernicieux des températures extrêmement basses.

On s'occupe ainsi avec soin à rechercher tout ce qui peut être utile à la santé des malades et on s'efforce d'exécuter progressivement tout ce qui paraît recommandable sous ce rapport.

Nous ne mentionnerons pas tous les médicaments dont nous avons continué à faire usage ; ils sont, on ne peut plus variés, tant sont nombreux et divers les accidents pathologiques qui s'observent chez les aliénés. Ce serait vouloir passer en revue toutes les substances qui sont du domaine de la pharmacie. Rappelons simplement que les groupes des médicaments le plus souvent employés, ce sont les calmants, les purgatifs, les révulsifs et surtout les toniques sous toutes les formes.

Traitement moral. — Tous les aliénistes s'accordent à reconnaître qu'il est indispensable de joindre le traitement moral au traitement physique.

Ce n'est pas quand l'agitation maniaque et excessive et dans les cas de lypémanie avec stupeur, mais quand l'amélioration se manifeste et que la maladie n'enlève plus au malade tout empire sur lui-même, qu'il faut chercher à faire diversion aux pensées qui préoccu-

pent les individus, et par des paroles douces, des procédés bienveillants. à faire naître chez eux des sentiments de confiance et de sympathie, de manière à déraciner les illusions et les jugements faux.

C'est alors que des entrevues avec des membres de la famille, ou des personnes chères si elles sont convenablement ménagées, peuvent produire des effets surprenants

C'est surtout sur les avantages que procure un travail approprié qu'est fondé le traitement moral. Aussi dans tous les asiles, cherche-t-on à occuper les aliénés.

L'exercice en plein air est particulièrement utile. Les travaux agricoles et ceux du jardinage ont une supériorité hygiénique incontestable sur les travaux sédentaires. L'air conjuré pourrait facilement devenir nuisible dans ce dernier cas, si on ne prenait certaines précautions. Aussi a-t-on soin d'aérer les locaux habités et de donner aux malades de fréquentes récréations.

Il est regrettable que les malades des villes préfèrent le genre d'occupation auxquels ils sont accoutumés.

Toutefois, le travail quel qu'il soit, opère une diversion dans les idées et il moralise en chassant la tristesse et l'ennui et en procurant le repos de l'âme.

Les principales occupations auxquelles se livrent la plupart de nos aliénés sont indiquées dans le tableau suivant :

Travaux extérieurs	Agriculture	80
	Jardinage	12
	Basse-cour	20
	Terrassements, etc	20
Bâtiments et mobiliers.	Maçons	2
	Charpentiers, couvreurs	2
	Menuisiers	3
	Serruriers	8
	Peintres, vitriers	1
Occupations sédentaires.	Mannelier	2
	Cordonniers	8
	Tissage, filage, tricotage	23
	Travaux a l'aiguille	45
	Écriture	5
	Autres	»
Buanderie, blanchissage, vestiaire		30
Travaux de ménage		120
Cuisine		30
Boulangers		3
Boucher		»
Total des malades occupés		414
Id. id. inoccupés		168
Pour la population moyenne de		582

En somme, on s'efforce de fournir à chacun le genre de travail qui lui convient : mais l'habitude d'une vie oisive s'oppose à ce que beaucoup d'aliénés puissent ainsi bénéficier d'un moyen aussi précieux de procurer à l'esprit un repos nécessaire.

Il faut alors recourir à d'autres distractions et la promenade vient utilement combler ce vide. Tous les jours, on en fait de nombreuses et de très longues dans l'enclos et les jardins de l'établissement.

Mentionnons spécialement les promenades au dehors, auxquelles les malades sont habitués depuis fort longtemps. Ces longues courses à la campagne et même en ville sont recherchées avec avidité et procurent à tous la plus grande satisfaction.

Nous ne ferons que mentionner le gymnase, la bibliothèque, les salles de lecture et les jeux nombreux et variés, billards..... dont il est question dans les rapports précédents.

La musique vocale et instrumentale est recherchée avec ardeur : elle compte de nombreux adhérents qui s'adonnent à cet art avec bonheur.

Le théâtre a continué à donner des représentations : les acteurs montrent un entrain admirable et les auditeurs écoutent avec une joie et un silence dont on est surpris.

Le cercle est également toujours en honneur. Les dimanches et les jours de fêtes, on voit réunis pour participer à des jeux. à des amusements, à des rafraîchissements, ceux que leur conduite en rend dignes. Etre privé de cette réunion, est une punition grave et énergiquement sentie. Aussi les malades qui ont commis une faute et que l'on menace de cette peine, se hâtent-ils de faire amende honorable.

CHAPITRE V.

Service des Mines.

RAPPORT DES INGÉNIEURS ORDINAIRES

Sur la situation du service en 1883.

I. — MINES DE HOUILLE.

Les résultats de 1883, ont été aussi satisfaisants que ceux de l'année 1882 pour les exploitations houillères du département du Nord. Quoique les prix de vente aient peu varié, l'extraction a augmenté dans une proportion notable pour 4 Compagnies sur 7. La production totale s'est élevée en 1883 à 3,789,067 tonnes, chiffre supérieur de 11,437 tonnes à celui de 1882 L'augmentation réalisée a été d'environ 0,3 % de la production totale ; c'est le 1/10 de l'accroissement obtenu l'année précédente. Le tableau suivant, qui donne les chiffres de production de la dernière période décennale, année par année, montre que l'extraction de 1883 est supérieure à toutes celles qui ont été atteintes jusqu'à ce jour.

ANNÉES.	EXTRACTION.	ANNÉES.	EXTRACTION.
	Tonnes.		Tonnes
1874	3.260.793	1879	3.273.513
1875	3.356 696	1880	3 701 589
1876	3.376 414	1881	3 671.702
1877	3.286.658	1882	3.777 630
1878	3.240.004	1883	3.789.067

Dans un second tableau, nous mettrons en regard les chiffres de production relatifs aux années 1882 et 1883 pour les diverses Compagnies et nous indiquerons les variations d'une année à l'autre.

COMPAGNIES.	EXTRACTION. 1883.	EXTRACTION. 1882.	AUGMENTATION.	DIMINUTION
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Anzin.....	2 182.475	2.241 992	»	59 517
Aniche.....	675 035	666 322	8.713	»
Escarpelle	428 003	387 556	40 447	»
Douchy.....	243 342	218 028	25 314	»
Vicoigne	132 452	149.640	»	17 188
Fresnes-Midi.....	73 246	73.758	»	512
Azincourt.....	54 514	40 334	14 180	»
TOTAUX	3 789 067	3.777 630	88 654	77.217
		AUGMENTATION.	11 437 tonnes	

On voit qu'il y a eu augmentation de l'extraction en 1883, pour les Compagnies d'Aniche, Escarpelle, Douchy et Azincourt, et diminution pour les trois autres : c'est la Compagnie d'Anzin qui a le plus réduit son extraction. L'augmentation totale a été de 11,437 tonnes sur une production de 3,777,630 tonnes, soit environ de 0,3 %.

Ouvriers. Le personnel des mines de houille a un peu diminué, en 1883, ainsi que l'indique le tableau suivant :

	1883	1882	1881	1880
	—	—	—	—
Ouvriers du fond	15.510	15.527	16.026	16 098
Ouvriers du jour	4.370	4.529	4.675	4.561
Totaux.....	19.880	20.056	20.701	20.659

Cette diminution a porté surtout sur le nombre des ouvriers du jour.

Production par ouvrier du fond. La production moyenne par ouvrier du fond s'est élevée au chiffre de 244 tonnes : elle est supérieure d'une tonne à celle de l'année précédente

Le tableau suivant donne, pour les diverses Compagnies, la production moyenne par ouvrier du fond.

COMPAGNIES.	PRODUCTION PAR OUVRIER DU FOND.	
	1883.	1882.
	Tonnes	Tonnes
Anzin	218	217
Aniche	331	293
Escarpelle	294	322
Douchy	283	273
Vicoigne	208	300
Fresnes-Midi	297	304
Azincourt	207	192

Salaires.

Le total des salaires payés, en 1883, a été de 21,593,952 fr., ce qui correspond à 1,086 fr. 21 c. de salaire annuel moyen par ouvrier du fond et du jour.

En 1882, le total des salaires avait été de 20,832,725 fr. et correspondait à 1.038 fr. 72 c. de salaire moyen par ouvrier.

Il y a donc eu une augmentation sensible.

Le tableau suivant permet de faire la même comparaison pour les diverses Compagnies houillères

COMPAGNIES.	SALAIRES MOYENS PAR OUVRIER.	
	1883.	1882.
Anzin	1 057 f 84	1 050 f. 55
Aniche	1.165 65	942 07
Escarpelle	1 165 13	1 124 55
Douchy	1.169 . 34	1.139 12
Vicoigne	869 55	911 15
Fresnes-Midi	1 201 13	1.117 93
Azincourt	938 31	836 60

Si l'on compare pour les diverses Compagnies les salaires au nombre de tonnes extraites, on obtient des chiffres représentant la dépense en main-d'œuvre par tonne de houille.

Ces chiffres varient fortement d'une Compagnie à une Compagnie voisine et presque pas d'une année à la suivante, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

COMPAGNIES.	PRIX de la main-d œuvre par tonne de charbon extraite	
	1883.	1882.
Anzin	6 f 12	6 f. 05
Aniche	5 18	4 56
Escarpelle	4 88	4 51
Douchy	5 . 71	5 . 85
Vicoigne	4 . 74	4 20
Fresnes-Midi	4 . 83	4 . 50
Azincourt	5 66	5 . 80

On voit qu'il y a eu une certaine augmentation de la dépense en main-d'œuvre, de 1882 à 1883, pour les Compagnies d'Anzin, Aniche, Escarpelle, Vicoigne et Fresnes-Midi ; les autres Compagnies ont au contraire été en diminution.

Pour l'ensemble des Compagnies le salaire par tonne a été de 5 fr. 69, contre 5 fr. 51, en 1882.

Prix de vente

Les prix de vente moyens réalisés par les Compagnies ont été à peu près les mêmes qu'en 1882, ainsi que le montre le tableau suivant qui met en présence les chiffres relatifs aux années 1882 et 1883.

COMPAGNIES.	PRIX de vente par tonne.	
	1883.	1882
Anzin	11f 60	11f 41
Aniche	11 39	11 07
Escarpelle	10.55	10 68
Douchy	12 23	12.46
Vicoigne	9.99	9 25
Fresnes-Midi	8 87	7 07
Azincourt	12 10	12 33

Le prix moyen de vente pour l'ensemble du bassin a été de 11 fr. 26. Il n'avait été que de 11 fr. 24 en 1882.

Fosses

Le nombre des fosses en exploitation pendant l'année 1883, a été de 42: celui des fosses en creusement ou en préparation de 3 seulement.

En voici la répartition par Compagnie :

COMPAGNIES.	FOSSES	
	en exploitation.	en creusement ou en préparation.
Anzin	17	1
Aniche	9	1
Escarpelle	5	»
Douchy	5	»
Vicoigne	3	»
Fresnes-Midi	2	»
Azincourt	1	»
Crespin	»	1
TOTAUX	42	3

Principaux travaux exécutés en 1883

Nous indiquerons sommairement les principaux travaux préparatoires poursuivis, en 1883, par les diverses Compagnies houillères.

Compagnie d'Anzin.

La Compagnie d'Anzin a eu 17 fosses en activité, soit 2 de moins qu'en 1882 (l'Enclos et Bonne-Part).

L'extraction annuelle moyenne par fosse a été de 135,000 tonnes, chiffre supérieur d'environ 10 % à celui ne l'année précédente.

Cette Compagnie a poursuivi activement les travaux de la fosse d'Escaudain, qui pourra bientôt être mise en exploitation.

Parmi les nouvelles installations, nous citerons celle d'une machine d'extraction au puits n° 2 de la fosse Général de Chabaud-Latour.

Compagnie d'Aniche.

La Compagnie d'Aniche a eu 9 fosses en exploitation, soit le même nombre que l'année précédente.

L'extraction annuelle par fosse a été en moyenne de 75,000 tonnes, chiffre un peu supérieur à celui de 1882, qu' avait été de 74,000 tonnes.

Les installations du jour de la fosse Saint-Louis ont été entièrement refaites On a monté en arrière de l'ancienne machine d'extraction une nouvelle machine de 500 chevaux, avec tambour spiraloide pour cables ronds en acier.

Compagnie de l'Escarpelle.

La Compagnie de l'Escarpelle a eu 5 fosses en activité.

L'extraction annuelle par fosse a été de 85,600 tonnes, et très supérieure à celle de 1882.

Cette Compagnie a informé l'Administration de son intention d'entreprendre prochainement le creusement de la seconde fosse Leforest, dans le but d'améliorer l'aérage des travaux Ce fonçage vient d'être commencé et l'on peut espérer que la communication entre les deux puits sera établie à la fin de 1885.

Compagnie de Douchy

La Compagnie de Douchy a eu 5 fosses servant à l'extraction. les 3 autres ont été consacrées au service de l'aérage.

L'extraction annuelle moyenne par fosse a été de 48,600 tonnes, de beaucoup supérieure à celle de l'année précédente qui n'a été que de 43,000 tonnes.

Compagnie de Vicoigne.

Trois des fosses de la Compagnie de Vicoigne ont été en activité ; la quatrième est restée en chômage d'une manière permanente, de même que les années précédentes. L'extraction annuelle moyenne par fossea été de 44,000 tonnes, et inférieure de 5,000 tonnes à celle de 1882.

Compagnie de Fresnes Midi.

La Compagnie de Fresnes-Midi a eu 2 fosses en extraction, la fosse Soult dans la concession d'Escautpont, et la fosse Saint Pierre dans la concession de Thivencelles.

L'extraction annuelle moyenne par fosse a été de 36 800 tonnes.

Compagnie d'Azincourt

La Compagnie d'Azincourt n'a qu'une seule fosse en activité, la fosse Saint-Roch. Depuis le rachat de cette concession par la Compagnie des Transports de Saint-Dizier, la situation des travaux du fond a été sensiblement améliorée sous tous les rapports.

Compagnie de Crespin.

La Compagnie de Crespin a poursuivi avec activité le fonçage de sa fosse de Quiévrechain, qui est restée dans la période des travaux préparatoires pendant toute l'année 1883. Elle n'a pas encore extrait de charbon, bien qu'elle ait recoupé durant ladite année, 2 veines très grasses, l'une de $1^{m}44$ d'ouverture dont $0^{m}55$ de charbon, au niveau de $267^{m}80$ et l'autre de $0^{m}60$, tout charbon, au niveau de $287^{m}27$.

Travaux de recherches.

Il n'a été exécuté pendant le courant de l'année 1883, aucun travail de recherches par les Compagnies autres que celles qui sont concessionnaires, et que nous venons de passer en revue.

Concessions inexploitées.

Les concessions de Saint-Aybert, Bruille, Château-l'Abbaye, Hasnon, Odomez et Marly; sont restées inexploitées pendant toute l'année 1883, de même que les années précédentes.

Demandes en concessions.

Aucune demande en concession ou extension de concession, n'est en instance devant l'Administration.

Accidents. Les accidents survenus en 1883, dans les mines de houille, ont occasionné la mort de 17 ouvriers, ce qui correspond à une victime pour 1,169 ouvriers. Cette proportion avait été, en 1882, d'une victime pour 1,432 ouvriers.

Resumé. Le tableau suivant donne un résumé succinct des principaux chiffres concernant l'exploitation des mines de houille du département du Nord pendant les années 1883-1882.

	1883.	1882
Concessions exploitées ou explorées	14	14
Concessions en chômage.	6	6
Extraction.....	3 789.067 t.	3.777.630 t.
Fosses en activité.....	42	44
Fosses en préparation..... .. .	3	3
Nombre des ouvriers du fond.....	15.510	15 527
Id. du jour.....	4.370	4.529
Nombre total des ouvriers	19.880	20.056
Production par ouvrier du fond	244 t.	243 t.
Salaires totaux.	21.593.952 f	20.832.725 f.
Salaire moyen par ouvrier	1.086 f. 21	1 038 t. 72
Salaire par tonne de charbon.....	5 69	5.51
Prix de vente, par tonne.....	11.26	11.24

Consommation de la houille. Nous ajouterons ici les chiffres de consommation de la houille dans le département, chiffres qui donnent une idée fort exacte de son activité industrielle. Ils ont été réunis dans le tableau ci-dessous qui fait connaître les consommations comparées des années 1882 et 1883, ainsi que les provenances diverses des houilles consommées.

PROVENANCES.	CONSOMMATION. 1882.	1883.
	Tonnes	Tonnes.
Houilles du Nord	2 332 330	2 234 239
— du Pas-de-Calais , ...	1 581 370	1.745 148
— de Mons et du Centre	868 777	833 179
— de Charleroi	461 354	459 100
— d'Angleterre	8.988	43 179
— des bassins allemands	280	»
	Tonnes	Tonnes
TOTAUX	5 253 099	5 274 845

Il ressort de ce tableau qu'il y a eu, en 1883, une augmentation de consommation de 21,716 tonnes, par rapport à 1882, soit de 0.4 % environ.

II. — TOURBIÈRES.

Neuf tourbières situées dans l'arrondissement de Dunkerque (vallée de la Colme), ont été exploitées en 1883; elles ont produit 340 quintaux de tourbe d'une valeur totale de 476 francs.

III. — MINES DE FER.

Les mines de fer concédées dans le département du Nord sont au nombre de 6, aucune n'a été exploitée en 1883.

IV. — CARRIÈRES.

Le tableau ci-après présente un résumé statistique des carrières exploitées dans le département du Nord pendant l'année 1883.

DÉSIGNATION.	Carrières souterraines.		Carrières a ciel ouvert.	
	Nombre	Ouvriers.	Nombre.	Ouvriers.
Marbre	»	»	60	176
Calcaire, pierre à chaux	29	130	167	535
Pierre à paver, à bâtir	7	16	217	570
Silex	»	»	39	75
Sables	»	»	236	462
Marnes et terres glaises	»	»	65	195
TOTAUX	36	146	784	2.013

Les carrières souterraines sont situées principalement dans les environs de Lille, à Faches, Haubourdin, Hellemmes, Lesquin Lezennes, Loos, Phalempin, Seclin, et dans les environs de Valenciennes, à Ribécourt, Ven legies-sur-Ecaillon, Petite-Forêt de Raismes, La Sentinelle, Saint-Saulve, Hordain et Avesnes-le-Sec.

Un seul accident a été constaté en 1883, il a occasionné la mort d'un ouvrier.

V. — MÉTALLURGIE.

Nous donnons dans le tableau qui suit le résumé de la production des usines à fer du département du Nord pendant les années 1883 et 1882.

DÉSIGNATION.	1883.		1882.	
	QUANTITES.	PRIX.	QUANTITÉS	PRIX.
Fonte d affin et de moul. en 2e fusion	254.261 tonnes	68 fr. »	2.5 322 tonnes	75 fr. »
Fers marchands..	205 885	186 »	238.461	185 »
Rails	14 904	190 »	21 37	195 »
Fers spéciaux.....	64 469	181 »	51.070	180 »
Tôles	22 825	260 »	24 662	270 »
Acier Bessemer	88 781	210 »	61.493	192 »

On reconnaît à l'examen de ce tableau que la production a diminué dans une proportion notable pour tous les pro luits à l'exception de l'acier Bessemer. L'augmentation de la production en acier est dûe à la création d'une nouvelle usine située faubourg de Cambrai, à Valenciennes.

à zinc d'Auby

L'usine à zinc d'Auby-lez-Do'ai a produit en 1883, 10,597 tonnes de zinc brut qui ont été vendues au prix moyen de 394 fr. — La production en 1882 avait été de 11,423 tonnes.

VI. — APPAREILS A VAPEUR.

Statistique sommaire.

Cent dix-huit usines à vapeur nouvelles ont été mise en activité. en 1883, dans le département du Nord, 48 ont été supprimées. Le nombre total des usines du département renfermant des appareils à vapeur s'élevait à 3,611 au 31 décembre 1883, y compris les usines en chômage.

Quatre explosions d'appareils à vapeur se sont produites en 1883, 4 personnes ont été tuées et 3 ont été plus ou moins grièvement blessées.

Valenciennes, le 19 Juillet 1884.

Les Ingénieurs des Mines,

Signé : G. CHESNEAU ; Signé : OLRY.

Pour copie conforme :

Valenciennes, le 23 Juillet 1884.

L'Ingénieur des Mines,

A. OLRY.

Vu :

Douai, le 25 Juillet 1884.

L Ingénieur en Chef des Mines,

H. PESLIN.

CHAPITRE V.

PONTS ET CHAUSSÉES.

SERVICE HYDRAULIQUE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Exposé sommaire de la situation

La situation géographique du département du Nord, la grande richesse de son agriculture et l'immense développement de son industrie y donnent une extrême importance aux attributions confiées aux Ingénieurs des Ponts et Chaussées, sous le nom de service hydraulique.

Ce service a à traiter chaque année un grand nombre d'affaires qui engendrent des questions très délicates, tant au point de vue administratif qu'à ce qui touche l'art de l'Ingénieur. Il comprend les dessèchements et les améliorations agricoles. les curages, les irrigations, les usines à eau établies sur les cours d'eau navigables, le service de la pêche fluviale pour ces cours d'eau, le drainage et le service hydrométrique et d'annonce des crues.

I. — Syndicats de dessèchements.

Les associations syndicales de dessèchement, établies dans le département du Nord, sont au nombre de 15, embrassant une étendue de 59,627 hectares.

Les dépenses qu'elles ont faites se sont élevées, en 1883, comme il suit :

Entretien. — Pour 59,298 hectares 187,205 fr, 80, soit par hectare 3 fr. 06.

Travaux neufs. — Pour 20,789 hectares 59,554 fr.

Ces dessèchements sont compris dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES TERRAINS.	Superficie	DATE de L'ASSOCIATION.	DEPENSES EN 1883. ENTRETIEN Total.	ENTRETIEN par hectare	Travaux neufs.	Observations.
	h. a.		fr c	fr. c	fr. c	
1° Prairie de Château-l'Abbaye et de Mortagne	120 »	24 octobre 1838.	320 »	2 66	»	
2° Vallée de la Hayne et de l'Escaut.	3097 »	23 thermidor an VII. 2 octobre 1837.	20078 78	5 43	»	
3° Marais de Bruay et de l'Épaix ...	340 »	14 octobre 1846.	2561 48	7 53	»	
4° Prairies de Flines-lez-Mortagne..	140 »	14 mai 1850.	485 »	3 46	»	
5° Marais de la Vergne.....	113 »	4 février 1876	1002 89	8 87	»	
6° Vallée de la Naville.....	416 »	16 août 1859.	15215 46	36 56	»	
7° Marais de Bourlain et Tilth.....	189 »	3 février 1864.	1620 82	8 42	»	
8° Vallée de la Scarpe.....	10792 »	16 novembre 1834.	25526 52	2 46	»	
Vallée de la Sambre — Haute-Sambre (rive droite). a Maroilles	723 »	Ordonnance royale du 19 juin 1837. Décret du 14 juin 1851 Decret du 28 déc 1867 Arrêté préfectoral du 8 septembre 1875.	1018 50	1 41	»	
Vallée de la Sambre — Id. (rive gauche) a Hachette	64 »	Ordonnance royale du 19 juin 1837.	785 42	12 27	»	
Vallée de la Sambre — Moyenne-Sambre, à Berlaimont.	434 »	Décret du 14 mai 1851	3148 »	7 25	»	
Vallée de la Sambre — Basse Sambre à Maubeuge.	»	Décret du 14 mai 1851	»	»	»	
10° Landrecies siégeant a Landrecies	87 »	Arrêté du 18 déc 1882	»	»	»	
11 Wateringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 1re section..	9298 »	Ordonnance du 8 février 1870 et décret du 29 janvier 1852.	20728 60	2 23	»	
2e id....	10189 »		20750 76	2 04	55000 »	
3e id....	8569 »		21341 »	2 51	4000 »	
4e id....	10884 »		27200 »	2 50	»	
12° Grande et Petite Mocres.....	2091 »	17 avril 1806	9522 57	4 57	554 »	
13° Marais de Lauwin Planque.....	250 »	»	»	»	»	
14° Prés Duhem.....	76 »	9 avril 1856.	400 »	5 26	»	
15° Marais de la Deûle.....	1223 »	17 février 1866.	15600 »	12 75	»	
	h. a.		fr. c.		fr. c.	
Totaux.....	59627 »		187205 80		59554 »	

Les détails qui suivent suffiront pour donner une idée exacte de la situation actuelle de ces utiles associations et des améliorations projetées.

1 °*Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — Ce dessèchement est dans une situation satisfaisante. Le syndicat maintient en bon état d'entretien le courant des Balles, artère principale de dessèchement des prairies.

Chaque année on procède au colmatage des prairies de Château-l'Abbaye, en empruntant au moyen des crues une partie des eaux de l Escaut. Le syndicat se propose de doter du même avantage les prairies de Mortagne en faisant une prise d'eau dans l Escaut à l'aval de l'écluse de Rodignies.

2° *Vallée de la Hayne et de l'Escaut.* — La situation des terres de ce syndicat s'aggrave, par suite de l'envahissement toujours croissant des artères de ce dessèchement.

Pour remédier à cette situation, le service des Ponts et Chaussées a dressé un projet comprenant tous les travaux à faire pour ramener les ouvrages, canaux et ponts à l'état normal d'entretien.

La Commission syndicale a porté au budget de 1883, une somme suffisante pour commencer la réalisation du projet dressé par le service des Ponts et Chaussées pour la remise en bon état des artères de dessèchement.

3° *Marais de l'Epaix et de Bruai.* — Les travaux considérables exécutés par le syndicat depuis dix années, après une mise en demeure de l'administration, ont permis au syndicat d'améliorer notablement la situation des terres de l'association. Chaque année, on oblige les propriétaires à exécuter le curage des fossés particuliers reconnus en mauvais état. Actuellement, les terrains dans le périmètre du dessèchement, sont à l'abri des inondations, en exceptant toutefois les parties où des tassements ont été occasionnés par les travaux d'extraction de la houille, et pour lesquelles une machine d'épuisement sera installée par le syndicat aux frais de la Compagnie d'Anzin.

4° *Prairies de Flines-lez-Mortagne.* — Ce dessèchement est dans un état satisfaisant en temps ordinaire, mais au moment des grandes crues, la situation est désastreuse ; alors, les hameaux de Rodignies et de la Boucaude sont exposés à être envahis par les eaux.

5° *Marais de la Vergne.* — Le syndicat a exécuté, en 1883, quelques travaux d'endiguement sur le ruisseau de la Vergne, des curages dans les artères secondaires et la réparation de plusieurs vannes de dessèchement et d'irrigation. Le quartier bas de l'Écouflière a été assaini par la création d'une artère principale.

Néanmoins, la Vergne de Wiers et la Vergne d'Hergnies auraient besoin d'un curage complet, et il conviendrait d'aviser au moyen d'assurer sans danger pour la contrée, l'écoulement prompt et facile des eaux de crue, alors que le niveau du Jard est trop élevé.

6° *Vallée de la Naville.* — Le dessèchement a été notablement amélioré par l'approfondissement du lit de la Naville et par l'abaissement des siphons à 1,200 mètres en aval de Lourches, proposé par le service hydraulique.

L'amélioration extraordinaire qui s'est produite aussitôt après l'achèvement de ces travaux, s'est maintenue depuis ; et quand une grande partie de la vallée de l'Escaut était submergée, le village de Lourches a évité l'inondation. Le syndicat s'occupe de compléter l'amélioration par un élargissement de la Naville à l'aval du siphon de Denain et par la modification des têtes des siphons de Lourches et de Denain. Comme ces travaux ont été rendus nécessaires par des affaissements de terrain résultant de l'extraction de charbon aux fosses de la Compagnie de Douchy ; le syndicat mettra sans doute cette Compagnie en demeure de payer une partie de la dépeuse déjà effectuée et de prendre des engagements formels pour l'avenir.

7° *Marais de Bourlain et de Trith.* — Bien que la rigole principale des marais soit constamment entretenue en bon état, la situation des terres de l'association ne s'améliore pas. Trop souvent la recolte est compromise par l'humidité persistante du sol Le syndicat voudrait voir la situation s'améliorer, mais sans faire de travail dispendieux. Chaque année, on exécute le curage des fossés particuliers dont l'état laisse le plus à désirer.

La suppression de la chute du moulin de la citadelle à Valenciennes, permettrait d'améliorer foncièrement la situation des marais de Bourlain et de Trith on n'aurait qu'à faire passer les eaux de ces marais, en siphon sous l'Escaut navigable, et à les jeter dans le bief abaissé du moulin de la citadelle.

8° *Vallée de la Scarpe.* — Le syndicat de dessèchement profite des curages et des reconstructions d'ouvrages pour augmenter la section des artères de dessèchement et en relever les digues ; il a fait exécuter divers projets en vue de réparer les dégradations ou d'atténuer les inondations sur les points avariés ou menacés pendant les crues.

Lors de l'enquête ouverte sur l'avant-projet d'amélioration de la Scarpe inférieure, les intéressés et le syndicat ont demandé que les travaux d'amélioration fussent exécutés par l'État. La Commission d'enquête a indiqué les bases d'une transaction, elle a été acceptée par le syndicat qui a renoncé à la réglementation des niveaux de la Scarpe par l'aval des écluses, moyennant l'allocation par l'Etat d'une subvention de 135,000 fr. Cette subvention, qui a été accordée par le décret du 14 novembre 1881, sera employée à l'exécution des travaux suivants :

Dérivation de la Racho et du Bouchard, en aval de l'écluse de Lallaing ,

Dérivation de la Traitoire au rivage du Noir :

Dérivation du courant de Coutiches et dessèchement mécanique de Roost-Warendin

Tous ces projets ont été soumis à l'administration, et ont reçu son approbation.

Le dessèchement mécanique de Roost-Warendin fonctionne depuis l'année 1882. Il a conduit à d'excellents résultats.

Le syndicat poursuit ses demandes de déclaration d'utilité publique pour chacun des autres projets.

La déclaration d'utilité publique de la dérivation du Bouchard a été. par décision ministérielle du 31 mai 1883. ajournée jusqu'à près exécution de celle de la Rache.

Le décret relatif à la Rache ne pourra intervenir qu'après l'enquête nouvelle qui vient d'être ordonnée par décision ministérielle du 24 mai 1884.

Une décision du 26 mars 1884. a demandé, pour le courant de Coutiches, la rédaction d'un contre projet à soumettre, sur sa demande, à la Commission d'enquête, sans formalité nouvelle Ce contre-projet est en voie de préparation.

Une décision ministérielle du 3 décembre 1881 met à la charge de l'administration le rehaussement des digues de la Rivierette, à St-Amand. Quoique cette dérivation de la Scarpe ne soit pas un des émissaires entretenue par le syndicat, ce travail améliorera de terrains qui paient la taxe du desséchement et. à ce titre, il intéresse à un haut degré l association.

9° *Vallée de la Sambre.* — La vallée de la Sambre. depuis Landrecies jusqu'à la frontière Belge, a été divisée en quatre syndicats. savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles ;

Haute-Sambre. rive gauche, siegeant à Hachette ;

Moyenne-Sambre, siégeant à Berlaimont ;

Basse Sambre, siégeant à Maubeuge.

Le syndicat de la Haute-Sambre, rive droite, fonctionne très régulièrement, et les résultats obtenus sont des plus satisfaisants. Tous les ouvrages de l'association sont entretenus convenablement, et on va, dans le courant de 1885, en établir de nouveaux, pour l'amélioration des prairies situées entre Landrecies et l'Helpe mineure.

Le syndicat de la Haute Sambre, rive gauche, a remis en état, en 1883, tous les fossés de l'association, négligés depuis plusieurs années. Leur entretien courant sera effectué en temps utile

Le syndicat de la Moyenne-Sambre, siégeant à Berlaimont, a fait dans le courant de 1883, curer et mettre en état tous les ouvrages. Il va continuer en 1884, le perfectionnement du dessèchement par l'établissement de vannes, servant selon les circonstances, ou aux colmatages ou aux dessèchements. Il a complété son organisation par la création de gardes, chargés de la surveillance et de la manœuvre des ouvrages.

Le syndicat de la Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge, a été reconstitué.

10° *Prairies de Landrecies.* — Un grand nombre de propriétaires de Landrecies, ont demandé l'autorisation de se constituer en syndicat pour le dessèchement des prairies situees en amont de Landrecies Cette demande a été soumise à l'enquête ; un arrêté du 18 décembre 1882, a constitué le syndicat, et les membres de l'association ont été nommés. La Commission n'a pas encore présenté de projets de travaux.

11° *Association des Waëteringues du Nord.* — Le territoire des Waëteringues avait gravement souffert. depuis plusieurs années. de l'abondance et de la persistance des pluies ; mais les circonstances atmosphériques ont été favorables depuis deux ans, le dessèchement et l'alimentation se sont effectués dans de bonnes conditions.

Les projets de travaux en cours d'exécution ou à l'étude dans les services des ports et de la navigation, sont conçus de manière à faire profiter, dans la plus large mesure possible, le dessèchement du pays des améliorations à réaliser.

En attendant la fixation du tracé de la nouvelle enceinte de Dunkerque, l'administration veille, avec la plus grande sollicitude, à ce que les intérêts des Waeteringues soient constamment sauvegardés.

Le service des Ponts et Chaussées a fait établir un plan, côté de la région wateringuée, avec nivellement des principaux cours d'eau. Ce travail sera très utile pour l'étude des améliorations à projeter. Comme on le verra ci-après, les Commissions administratives des Waeteringues, poursuivent les améliorations les plus urgentes et s'imposent d'importants sacrifices pour leur réalisation.

1re *Section.* — Dans la première section comprise entre le côte, la rivière de l'Aa et le canal de Bourbourg, la situation laisse à désirer sous le rapport de l'écoulement des eaux ; plusieurs parties basses du territoire, dans les bassins du Schelvliet et du Nord-Gracht, souffrent de la stagnation trop prolongée des eaux, après les pluies persistantes et les fontes de neige. La question la plus importante dans cette section est relative à l'écoulement des eaux du bassin du Schelvliet par Gravelines.

Depuis la reconstruction de l'écluse Vauban, les eaux du Schelvliet, qui étaient autrefois jetées directement à la mer par l'écluse de la Tuerie, doivent parcourir les avant-fossés, longs, étroits et sinueux de la place de Gravelines, où elles viennent se mêler, en amont de l'écluse de chasse du port avec les eaux de l'Aa ; il en résulte qu'elles ne peuvent être évacuées par cette écluse que lorsque le niveau de la rivière a pu être suffisamment abaissé. Pour porter remède à cette situation, l'administration supérieure a reconnu la nécessité de restituer à l'écoulement du Schelvliet, son ancienne indépendance, et elle a décidé qu'un débouché spécial à la mer serait créé à cet effet aux frais de l'État, à l'Est du port de Gravelines. Ce travail, dont l'exécution a été confiée au service maritime, a été terminé en 1883.

La Commission administrative de la 1re section s'est occupée, de son côté, de rechercher les moyens de tirer tout le parti possible de cette nouvelle voie d'évacuation ; elle a présenté un avant-projet d'élargissement et de rectification du Schelvliet, s'élevant à 60,000 francs.

Elle demande le concours de l'Etat pour moitié dans la dépense. Le Conseil général a appuyé cette demande sur laquelle l'administration n'a pas encore statué.

2me *Section.* — Elle est circonscrite par la rivière de l'Aa, et par les canaux de Bourbourg, de la Haute-Colme et de Bergues à Dunkerque, elle est divisée en quatre bassins principaux : celui de la Vieille-Colme et du Vliet, qui se dessèche par le canal de Bourbourg, à Bourbourg et à Coppenaxfort : celui du Duykergracht, qui s'égoutte par le canal de la Haute-Colme, en aval de Lynck : celui du Langhegracht, dont les eaux s'écoulent par le canal de Bergues aux Sept-Planètes, et enfin le petit bassin du Roodkamerdyck, dont l'artère principale se déverse également dans ce dernier canal en aval de Bergues.

Les derniers bassins ont fait l'objet d'un projet définitif d'amélioration qui monte à 180,000 francs, et a donné lieu à une subvention de l'État de 60,000 francs. (Décision ministérielle du 18 mai 1881.) Les travaux comprennent d'abord l'élargissement et le redressement du Langhegracht, de façon à le rendre complètement indépendant de la Colme, le dessèchement du bassin du même nom, et à porter l'action des abaissements du canal de Bergues jusqu'en aval de Lynck ; cette amélioration ne produira, d'ailleurs, tout son effet, que lorsque, par l'élargissement et l'approfondissement du canal de Bergues, on aura diminué la durée des crues produites par les tirages à la mer au droit du pont éclusé des Sept-Planètes. Le service des voies navigables a dressé un avant-projet d'amélioration du canal de Bergues qui doit contribuer à permettre d'obtenir ce résultat.

Pour le bassin du Roodkamerdyck, la 2me section a établi au débouché du collecteur principal du bassin, dans le canal de Bergues, une pompe à vapeur de 30 chevaux. qui permettra en tout état de crues de ce canal. de faire disparaître rapidement les inondations qui couvrent chaque année cette partie du territoire. Cette pompe a fonctionné depuis l'hiver 1881-82. Les résultats obtenus sont extrêmement satisfaisants, aucune inondation ne s'est produite dnrant les deux derniers hivers.

Quant à l'amélioration du Langhegracht, elle est poursuivie avec la plus grande activité et sera terminée en 1884. Une décision du 29 juin 1883, a accordé sur le budget de 1883 du ministère de l'Agriculture, un crédit de 46,000 francs à titre d'à-compte sur la subvention accordée à la 2me section des Waeteringues.

L'amélioration des deux autres bassins de la 2me section fait l'objet d'un projet montant à 225,000 francs, qui a été présenté par la Commission administrative et pour l'exécution desquels elle demande le concours de l'Etat.

3me *Section.* — Elle est limitée par la route nationale n° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten et de Quadypre ; et comprend une superficie relativement importante de terres basses enfermée dans les bassins de Millam, Merkeghem, Pitgam, Crochte, Socx et la Haute-Colme, dont les eaux forment pendant les crues, une sorte de digue liquide qui arrête tout écoulement.

L'amélioration de la Haute-Colme, autorisée par décret du 26 juillet 1881, et dont la réalisation est poursuivie avec la plus grande activité, diminuera la hauteur et la durée des crues.

Un autre point très important pour la 3me section et pour le territoire waeteringué, c'est l'augmentation de la section du canal de Bergues à Dunkerque. Dans l'état actuel, une dénivellation de 1m,00 au Pont-Rouge, à Dunkerque, ne se traduit que par une dénivellation de 0m.35 à Bergues ; ce dernier chiffre est trop faible. d'autant que lorsque le lit de la Colme, aura reçu 2m,20 de profondeur et une largeur en plafond de 10m,00, l'afflux des eaux sera considérablement augmenté à Bergues, et qu'il se produira inévitablement un engorgement qu'on ne peut envisager sans inquiétude pour les terrains bas qui entourent cette ville. Cette situation, soumise à l'administration supérieure par le service des voies navigables du Nord, a donné lieu à la prise en considération d'un avant-projet

d'amélioration du canal de Bergues qui consiste essentiellement dans un abaissement de 0^{m}.30 du niveau réglementaire de navigation d'hiver, dans l'approfondissement à 2^{m},20 sous ce niveau ; soit dans l'abaissement du plafond actuel de 0^{m},60 et dans l'élargissement de ce plafond de 13^{m},00 à 19^{m},00. Cet avant-projet est actuellement soumis à l'enquête d'utilité publique, et il est vivement à désirer qu'il soit prochainement réalisé.

En vue de cette réalisation, la 3^{me} section a étudié, pour l'amélioration de son territoire, un projet qui monte à 300,000 fr., et sera très prochainement soumis à l'examen de l'Administration.

4^{me} *Section.* — La 4^{me} section des Waeteringues, comprise entre les dunes du littoral, à l'Est de Dunkerque, le canal de Bergues, la route nationale n° 40 et le versant Nord du bassin de l'Yser, est celle qui laisse le plus à désirer sous le rapport du dessèchement. Elle se divise en quatre bassins principaux, savoir :

Le bassin du Schelvliet, qui reçoit les eaux du versant situé au sud de la route nationale n° 40 Ces eaux sont jetées dans les fortifications de Bergues, où elles se rendent dans le canal de Bergues par le siphon établi sous la Haute-Colme, par la troisième section des Waèteringues ;

Le bassin au sud du canal de la Basse-Colme, qui se dessèche par ce canal, et qui, pour une partie dite des Moeres d'Hondschoote, complète son écoulement par le siphon établi sous cette voie navigable pour faire arriver les eaux de ce bassin au canal des Moeres, qui les jette à la mer à Dunkerque ;

Le grand bassin au nord de la Basse-Colme, qui s'égoutte également par le canal des Moeres ;

Enfin, le bassin situé entre le canal de Furnes et la mer, qui écoule ses eaux dans ce canal, par l'intermédiaire duquel elles se rendent à la mer. à Nieuport (Belgique).

Le bassin situé au nord du canal de Furnes, comprend une petite étendue de terres basses de 1,500 hectares de superficie, bordant ce canal près de la frontière. qui est périodiquement inondée par les eaux qui descendent des dunes. Son amélioration sera réalisée en même temps que celle du canal de Furnes, dont la loi du 5 août 1879 a décidé le rachat par l'Etat et la transformation en ligne de grande navigation. Cette transformation exigera un relèvement du plan d'eau du canal, et l'Etat aura à prendre les mesures nécessaires pour remédier aux inconvénients qui résulteraient de ce relèvement.

Le grand bassin situé entre les canaux de Furnes et la Basse-Colme, a été fort éprouvé pendant ces années.

Dès qu'on sera fixé sur le tracé de l'agrandissement de la ville de Dunkerque, auquel se trouve subordonnée l'exécution des ouvrages destinés à faciliter l'évacuation des eaux du canal des Moères. on demandera à la 4^{me} section d'augmenter la puissance des pompes de Stendam, pour étendre leur action au sud de la Basse-Colme, et d'élargir le Waetergand de Coudekerque et le canal des Moeres, pour accélérer le dessèchement des terres basses

Le bassin du Schelvliet se trouve dans les mêmes conditions de dessèchement que les parties basses de la 3me section des Waeteringues ; il est donc appelé à profiter des améliorations à effectuer pour faciliter le dessèchement de celle-ci et notamment de l'augmentation de la section du siphon de Bergues et du canal de Bergues. En dehors de ces améliorations, il n'y a à prévoir pour ce bassin que des travaux de recreusement et d'endiguement des principaux Waëtergands.

Le bassin connu sous le nom de Moeres d'Hondschoote, comprend trois parties inondables situées à Warhem, près de la becque d'Hondschoote et contre la frontière belge. Les terres basses qui composent ce terrain, sont fréquemment recouvertes par les eaux, qui y arrivent avec rapidité des hauteurs voisines, et qui ne peuvent être évacuées que tardivement par la Basse-Colme; qui est appelée normalement à les recevoir, mais dont le niveau ne peut être abaissé suffisamment lors des crues, que lorsque le canal de la Haute-Colme, avec lequel il vient confluer à Bergues, et dont le niveau réglementaire est plus élevé de 0m.40, a pu être ramené lui-même à sa hauteur normale.

L'amélioration de la situation de ce bassin, dépend surtout de l'augmentation de section du canal de Bergues ; elle dépend aussi de l'augmentation de section des ponts de la Basse-Colme ; la reconstruction de ces ponts a été récemment approuvée par l'Administration supérieure, et l'on compte exécuter les travaux en 1884.

12° *Grandes Moeres.* — La situation des Moëres qui se prolongent en Belgique, sur une étendue sensiblement égale à celle de la partie française. est toujours assez bonne, depuis l'addition. aux cinq moulins à vent primitivement existants, d'une machine à vapeur de 40 chevaux, qui permet le déversement des eaux hors du bassin, nonobstant l'absence du vent. Grâce à ces engins d'épuisement, le territoire de la Grande-Moere a pu être mis à l'abri des inondations.

13° *Marais de Lauwin-Planque.* — Ce petit dessèchement a été exécuté en 1850, par la commune de Lauwin-Planque, pour améliorer un marais communal. Il n'a pas donné les résultats désirés. L'entretien est nul ou à peu près.

14° *Prés Duhem.* — Ce dessèchement, à l'état complet d'entretien depuis 1856, se trouve dans une situation satisfaisante.

15° *Marais de la Haute-Deûle* — L'entreprise du dessèchement des marais de la Haute-Deûle a été concédée à une partie des propriétaires des marais, par décret du 31 août 1858.

Un décret, en date du 17 février 1866, a organisé l'entretien entre tous les intéressés.

L'agence du syndicat des marais de la Haute-Deûle ne fonctionne plus depuis la mort de son président et la démission de plusieurs de ses membres arrivées en 1876.

Plusieurs tentatives de reconstitution n'ayant eu aucun résultat, quelques sociétaires se sont mis en instance pour obtenir la liquidation de la Société. M. le Ministre de

l'Agriculture a, le 1er août 1882, rejeté une demande tendant à ce que l'Administration nommât un liquidateur d'office.

M. Courmont. notaire honoraire à Lille, ayant sollicité le renouvellement de la décision ministérielle précitée, M. le Ministre a fait connaître le 20 juin 1884, que la décision du 1er août 1882 n'est plus susceptible d'appel, et que rien n'empêche d'obtenir du tribunal civil de Lille la solution qui intéresse l'agence du dessèchement.

II. — Curages, travaux d'approfondissement et redressement des cours d'eau non navigables ; améliorations à l'étude.

Curages executes par application de l'art. 1er de la loi du 14 floréal an XI.

Le service des curages, si essentiel dans le département du Nord, où généralement les cours d'eau ont beaucoup de pente et servent d'émissaires aux eaux-vannes d'innombrables établissements industriels. se fait avec le plus grand soin et avec un succès très marqué dans tous les arrondissements.

Ces opérations s'exécutent. soit par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI, combiné avec une ordonnance du Parlement des Flandres, du 14 août 1780, soit par l'interventions d'associations syndicales régulièrement autorisées.

Les curages de la première sorte. exécutés en 1883, sous la direction des Ingénieurs et agents du service hydraulique. ont embrassé une étendue d'environ 710 kilomètres, qui se répartit entre les divers arrondissements de la manière suivante :

Arrondissement de Dunkerque	28k 435m
— d'Hazebrouck.....	235 320
— de Lille.....	325 322
— de Douai.	17 057
— de Valenciennes.....	62 200
— de Cambrai	20 201
— d'Avesnes	21 367
Total pareil	709k 902m

Curages executes par voie d'associations syndicales

L'Ingénieur en chef a dressé un devis pour l'adjudication des travaux de curage d'office, qui sont trop importants pour être exécutés en régie. L'application de ce système a commencé en 1881 et donne des résultats satisfaisants.

Les associations syndicales de dessèchement font curer les cours d'eau compris dans leur périmètre, il existe en outre, des associations syndicales qui ont été organisées

spécialement pour le curage de certains cours d'eau du département, et sont indiqués ci-après :

Syndicat de l'Espierre et du Trichon. — Ce syndicat, organisé par arrêté du 21 octobre 1863, marche d'une manière satisfaisante. Les dépenses sont faites aux frais des villes de Roubaix et de Tourcoing, qui versent toutes leurs eaux vannes à ces rivières. La dépense faite en 1883, a été de 6 500 fr. La longueur ensemble de ces cours d eau, y compris le Riez-St-Joseph. est de 21.600 mètres.

Syndicat de la rivière des Laies. — Organisé par décret du 12 juillet 1865, ce syndicat n'a jamais fonctionné régulièrement. La longueur des cours d'eau regis par l'association, est de 63.473 mètres. Le syndicat a approuvé en principe, le 25 novembre 1881, les projets d'amélioration présentés par les Ingénieurs du Nord et du Pas-de-Calais, il a émis un avis favorable à la répartition du service. proposée par les Ingénieurs ; M. le Ministre de l'Agriculture a approuvé cette répartition le 1er août 1882. Le syndicat a été invité à créer les ressources nécessaires pour l'exécution des travaux les plus urgents.

Syndicat de Solre-le-Château — Ce syndicat, qui ne comprend que le curage de la Solre, dans la traversée de Solre-le Château. ainsi que la répartition des eaux entre la partie haute et la partie basse de la ville fonctionne bien, il n'a fait exécuter aucun travail en 1883.

Curage des cours d'eau servant de frontiere.

La Commission internationale chargée d'étudier les mesures à proposer pour l'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique, a soumis à l'examen de l'administration française et de l'administration belge, un projet de réglementation pour l'entretien et le curage des cours d'eau non navigables et mitoyens, et leur rétablissement dans leur état normal. Ces propositions ont été approuvées par la convention internationale du 22 juin 1882, par le décret du 23 août de la même année. Des mesures sont prises par les deux administrations pour faire procéder aux curages les plus urgents, et pour permettre l'exécution de la convention précitée en ce qui concerne les cours d'eau mitoyens entre le département du Nord et le Hainaut.

Association syndicale pour le curage de l'Helpe Mineure dans les communes de Fourmies et Wignehies

Par arrêté, en date du 29 novembre, M. le Préfet a autorisé, conformément à l'acte du 14 novembre 1881. l'association syndicale siégeant à Fourmies, des propriétaires de terrains, bâtis ou non bâtis et de peigrages de laines, ayant pour but le curage et le faucardement de l'Helpe-Mineure. La plus grande partie des travaux a été exécutée en 1883. Les dépenses se sont élevées à 6,084 fr 25 ; il reste à dépenser 2.077 fr. 60.

La Marque.

Le projet étudié en 1854, par M Bollaert, s'étendait de l'origine au bief de Wasquehal ; en 1863, il fut réduit à la section en aval de Pont-à Marcq. On ne pourra réunir les intéressés en syndicat que si cette proposition réunit les conditions de majorité prescrite par la loi de 1865. Le curage prescrit par le Conseil général, dans sa session d avril 1881. a été exécuté d'office par un adjudicataire. le montant des travaux s'est élevé à 28,000 fr

Aujourd'hui le lit de la Marque est en bon état. Il convient d'augmenter le débouché des ouvrages d'art trop étroits ou mal établis.

Le pont de la route départementale n° 19, à Forest, a été reconstruit en 1883, et on lui a donné 6^{m}.50 de largeur droite entre culées. La route a été relevée aux abords sur 900^{m} environ. Le projet de reconstruction du pont de la route nationale n° 41, à Tressin, a été etudié et sera envoyé incessamment à l'administration.

Curage de l'ancienne rivière d'Aa, sur le territoire de Gravelines.

Ce syndicat a été constitué par arrêté préfectoral du 28 juin 1882. La superficie des terrains intéressés est de 387 hectares 54 ares. Les travaux s'exécutent dans de bonnes conditions.

Amélioration partielle des canaux d'Armentières.

Un arrêté préfectoral du 21 juillet 1881, a prescrit l'amélioration partielle des canaux d'Armentières.

La ville d'Armentières a réalisé cette amélioration pour la partie comprise entre l'aval du tissage Béghin et le confluent dans la Lys.

Amelioration de la Méteren - Becque

Le projet d'amélioration de la Méteren - Becque, comprenant la reconstruction de plusieurs ponts et la réfection du barrage Blanquart, a été adressé à M. le Ministre. qui a autorisé la mise à l'enquête d'utilité publique. Ce projet a été approuvé en principe par les Conseils municipaux et le Conseil général.

Des propositions ont été soumises à M. le Ministre de l'Agriculture, en vue d'obtenir une subvention égale au tiers des dépenses à faire.

Dessèchement mécanique de Thun

La commune de Thun a présenté un projet de dessèchement mécanique pour son territoire (310 hectares).

La dépense est évaluée à 8,000 fr. Elle sollicite une subvention de l'Etat et du syndicat de la vallée de la Scarpe, qui a cette affaire entre les mains.

Assainissement des terrains autour de la place de Conde.

Un certain nombre d'habitants du canton de Condé ont formulé une plainte, au sujet d'affaissements considérables du sol autour de Condé. Une cuvette s'est formée, dans laquelle les eaux deviennent stagnantes ; aux points où ces effets se font sentir, la culture est perdue.

Ces affaissements sont dus à l'exploitation des mines d'Anzin. Une décision ministérielle du 20 juin 1884, prescrit des conférences afin de faire exécuter par la Compagnie les travaux nécessaires à l'écoulement des eaux.

Amélioration de la becque de Steenwerck

Le projet d'amélioration de la becque de Steenwerck, comprenant la réfection des ponts trop étroits et le rétablissement naturel des cours d'eau de la Philippoterie et du Kirlem, a été soumis à l'enquête. M. le Préfet a statué par arrêté en date du 18 juillet 1883.

Syndicat de l'Hogneau

L'enquête sur le projet d'association syndicale des propriétaires riverains de l'Hogneau, a donné de bons résultats, les conditions de majorité, prescrites par la loi du 21 juin 1865, sont remplies, et M. le Préfet a approuvé définitivement les statuts et autorisé l'association, par arrêté en date du 28 avril 1883. La Commission administrative a été nommée par arrêté préfectoral du 27 octobre 1883.

Dessechement du faubourg de Paris Valenciennes.

Sur la demande d'un grand nombre d'habitants du faubourg de Paris, à Valenciennes, M. le Ministre de l'Agriculture a prescrit l'étude d'un projet ayant pour but d'améliorer les conditions de l'écoulement des eaux dans ce faubourg. Cette étude a éte faite. On attend, pour la continuer, que le service de la navigation ait pris une décision relativement à l'acquisition du moulin de la citadelle.

III. — Irrigations.

Les irrigations sont peu pratiquées dans le Nord, ou du moins elles ne résultent que d'entreprises industrielles ou isolées.

Ce fait s'explique aisément par l'humidité constante du climat, la planité du sol et le caractère essentiellement intensif et industriel de l'agriculture.

En somme, la superficie totale des terrains arrosés au moyen d'irrigations régulières, dérivées des cours d'eau non navigables, ni flottables, n'atteint, dans le département du Nord, que 74 hectares 42 ares.

Mise en valeur des terrains communaux

Une enquête très consciencieuse, accomplie il y a quelques années dans toute l'étendue du département du Nord, a fait connaître qu'il n'existe dans ce département aucun terrain auquel on peut appliquer utilement la loi du 28 juillet 1860, sur la mise en valeur des terrains communaux incultes.

Drainages

Le concours des Ingenieurs dans les projets et les opérations du drainage, souvent invoqué au début de cet utile mode d'amélioration, n'est plus demandée aujourd'hui que dans un petit nombre de cas, bien qu'il continue à être gratuit et aussi empressé que par le passé.

IV. — Usines à eau.

Le service des affaires d'usine continne à marcher régulièrement et avec toute la célérité que comporte l'accomplissement des formalité d'enquète et d'instructions prescrites par les règlements. Des réclamations en petit nombre, qui se sont produites, ont été traitées dans un bref délai.

Les récolements qui ont pour objet d'assurer la stricte exécution des conditions réglementaires imposées à chaque usine, se font toujours en temps utile pour les usines nouvelles, comme pour les établissements anciens, auxquels il est apporté quelques changements.

Le nombre de ces affaires est d'ailleurs peu considérable ; aucune n'a soulevé de difficultés sérieuses et n'est en retard.

V. — Pêche fluviale.

Police. — L'organisation du service de la pêche fluviale dans les cours d'eau non navigables, ni flottables du département, qui présentent un développement total de 550 kilomètres, non compris 736 kilomètres de canaux de dessèchement, n'a été l'objet d'aucune modification depuis l'année dernière.

Presque tous les cours d'eau continuent à servir d'émissaires aux eaux industrielles, aussi sont-ils extrêmement pauvres en poisson. Il résulte de là que la population se livre peu à l'exercice de la pêche, et que le maraudage ne saurait prendre dans le Nord des proportions sérieuses.

Cette situation s'accentue tous les jours davantage, suivant la progression extrêmement rapide du mouvement industriel dans le département. Il est des contrées entières, comme les arrondissements de Lille et de Douai et une partie de celui de Valenciennes, où le poisson a presque complètement disparu des cours d'eau non navigables ni flottables.

Le dépeuplement des rivières où le poisson existe encore, ne pourra être arrêté que par l'emploi des procédés d'épuration des eaux industrielles, dont il est rendu compte ci-après à l'assainissement des cours d'eau.

Dans la séance du 17 août 1880, le Conseil général a émis l'avis qu'il y a lieu de se renfermer, à l'avenir, dans les périodes d'interdiction de la pêche, déterminées par le décret du 18 mai 1878, à l'exception toutefois que, pendant l'interdiction du 15 avril au 15 juin, la pêche de l'anguille continuera à être autorisée, sous la réserve que les dimensions des mailles des filets, ou l'espacement des verges, auront seize millimètres au moins, et à l'exclusion complète d'engins spéciaux. Les Ingénieurs du service hydraulique n'ont aucune objection à présenter contre l'application de ces principes, qui est faite depuis plusieurs années.

VI. — Assainissement des cours d'eau.

Les peigneurs de laines de l'arrondissement d'Avesnes ont été mis en demeure d'épurer

les eaux qu'ils déversent dans les Helpes et leurs affluents ; des essais d'épuration se font actuellement dans diverses usines de Fourmies et de Wignehies.

MM. Delattre procèdent dès à présent à l'épuration des eaux de leur usine de Dorignies, près Douai.

Les eaux des usines de Roubaix et de Tourcoing, ainsi que celles du peignage de laines de Croix, sont déversées dans le ruisseau de l'Espierre qui se jette dans l'Escaut, à l'aval de Tournai ; il en résulte une infection qui a provoqué, depuis plus de vingt ans, de fréquentes réclamations et a suscité des plaintes très vives dans les deux Chambres du Parlement belge.

Conformément aux prescriptions de la dépêche ministérielle, en date du 27 juin 1883, des procès-verbaux de contravention ont été dressés contre les industriels qui n'ont pas encore pris les dispositions nécessaires pour clarifier et épurer les eaux qu'ils déversent dans l'Espierre, soit directement, soit par l'intermédiaire des égouts et fossés qui aboutissent à ces cours d'eau.

Une Commission a été nommée, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1883, pour rechercher les mesures à prendre en vue de remédier à l'infection des cours d'eau de la frontière du Nord.

Dans beaucoup de cas, les réactions chimiques intelligemment employées, peuvent permettre aux industriels de tirer un parti lucratif des déchets liquides et solides, qui, projetés dans les fleuves et rivières, constituent à la fois un manque à gagner pour celui qui les laisse échapper, et une source d'infection pour les cours d'eau qui les reçoivent.

Des travaux, destinés à permettre l'utilisation des huiles et graisses, sont en cours d'exécution dans le peignage de laines appartenant à M. Vinchon, à Roubaix. Des fours à potasse fonctionnent dans plusieurs peignages.

VII. — Service hydrométrique et d'annonce des crues des bassins de la Sambre, de l'Escaut et de l'Yser.

M le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Travaux publics ont approuvé les instructions et les règlements proposés pour l'organisation du service hydrométrique et d'annonce des crues pour la partie française des bassins de la Sambre, de l'Escaut et de l'Yser : ce service fonctionne régulièrement.

La Commission internationale a arrêté, dans sa séance du 22 mai 1882, un projet d'arrangement pour l'établissement d'un service international des crues des cours d'eau communs à la France et à la Belgique : ce projet a été sanctionné par la convention

n rnationale du 30 novembre 1882, approuvée par le décret du 12 décembre de la même année. Les services français intéressés se sont mis d'accord sur les mesures à prendre pour l'établissement des lignes télégraphiques internationales prévues dans cette convention ; il y a donc lieu d'espérer que la construction de ces lignes pourra être entreprise prochainement.

Lille, le 11 Juillet 1884.

L'Ingénieur en Chef,

DONIOL.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

SESSION DE JUILLET 1884.

ANALYSE DES VŒUX ÉMIS

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Agriculture. — Le Conseil émet le vœu que la subvention accordée à la Société d'agriculture d'Avesnes soit la plus large possible en raison des services rendus par la dite Société.

Le Conseil appuie le vœu émis par le Conseil général le 5 mai 1884, que des droits protecteurs soient établis sur tous les produits agricoles étrangers, sans autres exceptions que celles des produits n'ayant pas de similaires en France ou qui sont actuellement régis par les traités de commerce.

Le Conseil renouvelle le vœu que les briqueteries flamandes soient classées dans la première catégorie des établissements insalubres et dangereux.

Le Conseil renouvelle le vœu que le bureau des Douanes d'Hestrud soit ouvert une fois chaque semaine à l'importation des bestiaux, qui seront visités aux frais des intéressés, par un vétérinaire diplômé.

Postes et Télégraphes. — Le Conseil demande de nouveau que les dépêches soient transmises directement d'Avesnes au Quesnoy et vice-versâ.

Fonds d'abonnement. — Le Conseil insiste vivement pour que les appointements des employés de la sous-préfecture d'Avesnes soient augmentés, eu égard à l'importance de l'arrondissement et au grand nombre d'affaires qui y sont traitées.

Routes départementales et chemins de grande communication — Le Conseil émet les vœux :

Que la rampe extrêmement rapide qui existe au Favril, au point de jonction de la route de grande communication N° 72 et du chemin N° 213, de La Groise à Floyon, soit corrigée le plus complètement et le plus tôt possible ;

Que les travaux de pavage de la route départementale N° 23, aux abords de la gare de Bavay, soient poussés avec activité, le crédit étant voté.

Le Conseil, considérant que les eaux des rivières sont continuellement altérées par le lavage des laines, insiste auprès de l'administration pour que des mesures énergiques soient prises à l'effet de donner satisfaction aux riverains, qui se plaignent avec raison de l'insalubrité des eaux.

Le Conseil demande que les travaux suivants soient exécutés le plus tôt possible :

1° La construction du pont de Quartes ;
2° La construction du pont de Boussières ;
3° La reconstruction du tablier du pont de Bachant ;
4° L'amélioration de la navigation à l'entrée et à la sortie de Maubeuge ;
5° L'élargissement général du lit de la Sambre ;
6° La reconstruction du pont d'Aymeries.

Chemins de fer. — Le Conseil émet le vœu que les travaux de construction de l'embranchement de Ferrière à Cousolre soient exécutés le plus promptement possible.

Le Conseil regrette que le vœu relatif à la construction d'une passerelle sur la route nationale N° 2, près la gare de Maubeuge, n'ait pas été pris en considération.

Le Conseil renouvelle les vœux suivants :

1° Qu'une halte soit établie à Jenlain ;

2° Que les travaux relatifs à la halte d'Hachette soient exécutés le plus promptemen possible ;

3° Que des billets d'aller et retour soient délivrés dans toutes les gares pour le chef-lieu d'arrondissement et qu'il soit aussi délivré des billets d'aller et retour, valables pendant deux jours, pour le chef-lieu du département ;

4° Que le train partant de Valenciennes à 5 h. 38 du matin pour Aulnoye soit avancé, pour correspondre avec le train express de 5 h. 49 pour Paris ;

5° Que le train venant de Valenciennes par Bavai et arrivant à Maubeuge à 7 h. 13, le soir, soit avancé de façon à pouvoir correspondre avec le train partant de Maubeuge sur Aulnoye à 7 h. 03 ;

6° Que des voitures de voyageurs soient ajoutées au train de marchandises partant d'Aulnoye sur la direction de Valenciennes à 9 h. 30 du soir. Ce train donnerait la correspondance de Paris, express de 5 h. du soir. Bruxelles 6 h. du soir et Charleroi 7 h.

7° Que la Compagnie rétablisse le train mixte partant du Quesnoy à 11 h. 25 pour Bavai, et autorise le train 2243 venant de Cambrai. à 4 h. 35. à conserver ses voyageurs sur Bavai ;

8° Que l'on reprenne les études du chemin de fer devant relier Avesnes à Solre-le-Château.

Chemins d'intérêt commun et chemins vicinaux. — Le Conseil renouvelle le vœu émis en 1883 que le dossier du chemin N° 226, d'Aulnoye à Dourlers. soit soumis à l'adhésion du Génie militaire.

Le Conseil émet le vœu que les difficultés existant actuellement pour la construction d'un pont sur la Sambre, chemin N° 219, disparaissent aussitôt que possible.

Le Conseil demande que le chemin d'intérêt commun N° 117, de Solesmes à Beaurain, soit prolongé jusqu'au chemin N° 124, à Vendegies-au-Bois.

Le Conseil, après avoir pris connaissance du nouveau projet de répartition des dépenses d'entretien du chemin 214, d'Aulnoye à Malplaquet, estime que cette répartition est équitable et l'approuve purement et simplement.

Le Conseil émet un avis favorable pour le classement comme chemin d'intérêt commun du chemin vicinal ordinaire N° 4, d'Anor à Beauwelz.

Le Conseil, considérant que le canton de Maubeuge est très étendu et compte 28 communes, émet le vœu qu'il soit adjoint à l'Agent-voyer cantonal un Agent-voyer auxiliaire dans l'intérêt du service.

Hospice de Maubeuge. — Le Conseil, ayant pris communication du dossier établi à la suite d'une demande de la Commission administrative de l'hospice de Maubeuge, est d'avis qu'il y a lieu de fixer de la manière suivante, le prix de la journée des personnes soignées dans cet établissement charitable :

	Malades	Infirmes, Vieillards et Incurables.
Hommes.....	1 fr. 50	1 fr. 25
Femmes.....	1 40	1 25
Enfants.....	1 30	1 25

Bâtiments départementaux. — Le Conseil approuve les devis présentés par M. le Sous-Préfet et M. l'Architecte départemental, et insiste particulièrement pour une prompte exécution des travaux suivants :

Remplacement du mobilier de la Sous-Préfecture..	500 fr.
Réparation du logement du garçon de bureau de la Sous-Préfecture.....	2,300
Installation du gaz au Tribunal civil.....	1,300
Aménagement d'un cabinet pour m. le Vice-Président.....	1,000

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Canaux. — Vœu pour la construction du canal de l'Escaut à la Meuse.

Chemins de fer. — Vœu pour que la ligne de Valenciennes au Cateau (section de Solesmes à Valenciennes) soit terminée pour le 1er octobre prochain.

Vœu pour que la Compagnie du Cambrésis soit mise en demeure de construire la ligne de Denain au Catelet ou que la déchéance de cette Société soit prononcée.

Vœu que la même Compagnie présente un projet de modifications qu'elle se propose d'apporter au tracé de la ligne de Denain au Catelet, afin de faire passer cette ligne par Quiévy et Estourmel.

Vœu demandant que la dite Compagnie réponde aux observations présentées par le service de la navigation sur le tracé de la ligne de Cambrai à St-Quentin.

Vœu tendant à l'agrandissement et à l'amélioration de la gare du Cateau située sur la ligne de Cambrai à Catillon.

Vœu pour la construction d'un acqueduc près de la même ligne dans la traverse du Cateau.

Hospices cantonaux. — Vœu pour la création d'hospices cantonaux.

Instruction primaire. — Vœu pour que, conformément à l'arrêté ministériel du 23 septembre 1881, toutes les Caisses des écoles fondées dans les communes, reçoivent une subvention de l'Etat ou du département égale à celle prélevée sur fonds communaux.

Routes départementales. — Vœu demandant la construction d'un fil d'eau le long de la route départementale n° 10, dans la traverse du Cateau, pour aider à l'écoulement des eaux.

Tabacs. — Vœu tendant au classement dans la 2me zone pour la vente des tabacs des cantons de Cambrai, Carnières, Clary et Marcoing.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Agents-Voyers. — Le Conseil émet le vœu qu'en raison des bons et longs services rendus par M. Baëlde, Agent-voyer principal en retraite, le titre d'Agent-Voyer principal honoraire lui soit conféré.

Agriculture. — Le Conseil adopte un vœu tendant au rétablissement, à Douai, de la station d'étalons

Assistance publique. — Le Conseil émet le vœu que le prix de journée des vieillards indigents admis à l'hospice pour le compte des communes soit ramené de 1 fr. à 0 fr. 70.

Il adopte un vœu tendant à ce que le Département subventionne plus souvent les communes et bureaux de bienfaisance, lorsqu'il s'agit du placement d'indigents dans les établissements hospitaliers.

Caisse des écoles. — Le Conseil émet le vœu que les communes qui ont fait des sacrifices pour l'établissement d'une caisse des écoles, touchent, sur les fonds de l'État, une subvention égale à l'allocation communale.

Chemins de fer. — Le Conseil émet le vœu qu'une passerelle soit établie au-dessus du chemin de fer de Somain à Aubigny, dans l'axe du chemin vicinal N° 7 d'Aniches à Marquette, dans le but d'éviter à une nombreuse population d'ouvriers et d'écoliers un détour de 1.500 à 1.800 mètres, repété deux ou quatre fois par jour.

Il renouvelle le vœu que le chemin de fer d'interêt local de Lille à Solesmes soit établi au milieu des chaussées pour éviter les inconvénients graves résultant de l'établissement des chemins de fer de cette catégorie sur les trottoirs des routes traversées

Le Conseil émet les vœux suivants :

Que des billets d'aller et retour soient délivrés aux stations de Landas, Coutiches, Beuvry, Nomain-Coquerie et Nomain-Ouvignies ;

Qu'un service de messagerie soit établi aux stations de Coutiches, Landas et Nomain ;

Qu'il soit ouvert à Beuvry un service de marchandises par wagons complets.

Le Conseil émet le vœu que des billets d'aller et retour soient délivrés à la gare de Montigny.

Le Conseil renouvelle un vœu tendant à la construction d'une marquise et à la pose d'une horloge extérieure à la gare de Somain.

Il émet le vœu qu'une gare soit construite entre Erre et Hornaing.

Chemins de grande communication. — Le Conseil adopte un vœu tendant au déclassement de la partie du chemin de grande communication N° 25, située entre les deux routes nationales N^{os} 43 et 17, et au classement en échange comme annexe dudit chemin N° 25, de la partie du chemin d'intérêt commun N° 163, depuis le cimetière de Douai jusqu'au point de jonction avec le chemin de grande communication N° 25.

Le Conseil émet un vœu pour la reconstruction et l'élargissement des voûtes sur le chemin de grande communication N° 53 dit de Courchelettes.

Il émet un vœu pour l'exécution la plus prompte possible de l'abaissement de la côte de l'Ermitage, sur le chemin de grande communication N° 10, de Douai à Bapaume.

Chemins d'intérêt commun. — Le Conseil émet un vœu, ayant pour objet, la déviation, dans le hameau de Dorignies, du chemin d'intérêt commun N° 109, entre la fosse N° 4 et l'usine de M. Lebanneur, l'établissement d'un passage à niveau au bout de la rue de Douai et le remplacement du passage actuel par une passerelle, mesures

nécessaires pour faire cesser les interruptions de circulation fréquentes qui se produisent au passage à niveau actuel. par suite des manœuvres de matériel à proximité de la gare du Pont-de-la Deûle.

Le Conseil adopte ensuite les vœux suivants :

Que l'entretien et les réparations du pont de la Deûle soient à la charge de l'État au lieu de se faire aux frais du service vicinal,

Que le pont-tournant de la Deûle soit remplacé par un pont fixe aux frais de l'État.

Chemins vicinaux ordinaires. — Le Conseil émet le vœu que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du service vicinal pour l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires qui ont, pour l'agriculture, un grand intérêt. et notamment du Chemin des Allemands : du chemin de Douai à Flers : du chemin de Flers à Auby, dit du Maronnier ; du chemin des Houssières à Landas.

Il adopte un vœu pour le classement et l'achèvement du chemin des Vaches, de Lambres à Cuincy.

Il adopte un vœu tendant au classement sur toute sa longueur et à la construction en pavage du chemin de Cuincy à Douai dit avenue d'Aoust, et, pour le cas où la construction ne pourrait se faire dans un avenir très rapproché, à l'établissement d'un trottoir indispensable aux nombreux ouvriers qui viennent chaque jour à Douai.

Il émet un vœu ayant pour objet l'ouverture et le classement d'un chemin direct destiné à relier Roost-Warendin, et l'agglomération des Asturies et de l'Escarpelle.

Chemins ruraux. — Le Conseil émet le vœu que la Commission départementale, revenant sur sa décision du 3 octobre 1883, classe en vicinalité le chemin rural dit du Mont-Muchon, à Lallaing, en considération de l'importance de ce chemin pour les habitants de Lallaing et pour ceux des communes voisines

Employés des Sous-Préfectures. — Le Conseil émet le vœu que la partie du fonds d'abonnement pour traitement des employés soit augmentée, ou, qu'à défaut, le Conseil général veuille bien accorder un supplément d'allocation aux Sous-Préfectures.

Enfants de troupe. — Le Conseil adopte un vœu ayant pour objet l'installation à Douai, avec la participation de la ville, d'une école d'enfants de troupe sur les vastes terrains qui s'étendent entre la Porte d'Ocre et Dorignies.

Finances. — Le Conseil émet un vœu tendant à ce qu'aux taxes spécifiées dans l'article 851 de l'Instruction générale du 20 juin 1859, sur les finances et dont le recouvrement peut se faire en empruntant, au besoin. le ministère du porteur des contraintes, on ajoute les fermages communaux inférieurs à 50 fr.

Logements insalubres. — Le Conseil adopte un vœu ayant pour objet le fonctionnement continu à Douai et dans les campagnes, de Commissions de logements insalubres.

Navigation. — Le Conseil adopte un vœu tendant à ce que, dans l'intérêt de la navigation et du dessèchement des terres, le canal de la Scarpe soit curé et, s'il est possible, approfondi.

Il émet le vœu que l'État prenne les mesures nécessaires soit pour le curage, soit pour l'approfondissement du canal de la Sensée, de manière à faire cesser l'inondation des terres riveraines résultant de la surélévation du niveau de ce canal.

Le Conseil émet un vœu tendant au classement comme vicinal et au pavage du chemin de halage d'Auby à Dorignies, le long du canal de la Haute-Deûle.

Il adopte un vœu ayant pour objet l'établissement d'une passerelle au pont d'Auby-sur-la-Deule.

Plantations. — Le Conseil émet un vœu ayant pour objet le renouvellement en temps utile des plantations le long des routes, chemins et canaux et la surveillance des dites plantations.

Postes et Télégraphes. — Le Conseil émet un vœu tendant à faire supporter par l'État la dépense du loyer de la Directrice du bureau des postes de Flers et de l'indemnité servie au porteur de dépêches.

Il émet le vœu que les dépêches reçues au bureau télégraphique du pont de Lallaing soient portées à domicile, moyennant rétribution à fixer.

Il renouvelle les vœux ayant pour objet l'organisation d'une troisième distribution des correspondances à Somain, l'amélioration du service postal dans les communes de Waziers et de Féchain.

Routes nationales, — Le Conseil adopte un vœu tendant à ce que 1° le service des cantonniers sur la route nationale N° 43 de Bouchain à Calais soit régulièrement fait; 2° que la partie de la route située entre le bas de la gendarmerie et la verrerie d'en haut, soit l'objet d'un remaniement, et 3° qu'un trottoir soit construit entre Lewarde et Auberchicourt, de manière à rendre moins pénible le voyage des nombreux ouvriers mineurs qui vont chaque jour d'Auberchicourt à la fosse St-René, située sur le territoire de Guesnain.

Service hydraulique. Le Conseil adopte un vœu tendant à la réorganisation du syndicat de dessèchement de la vallée de la Scarpe, à l'extension du nombre des électeurs appelés à nommer les syndics en réduisant le nombre d hectares actuellement exigé des propriétaires de l'árrondissement de Douai, pour prendre part à l'élection.

Il émet le vœu que la partie amont du courant, dit d'entre deux Bois, à Beuvry, soit curée sur une longueur de 80 mètres.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Agriculture. — Vœux pour : 1° que des droits d'entrée soient établis sur les produits agricoles importés en France ; 2° que la surtaxe de 7 francs, non remboursable, établie sur les sucres bruts des pays d'Europe, soit étendue, dans le plus bref délai, aux sucres bruts des pays hors d'Europe ; 3° que, dsns le cahier des charges des fournitures à faire à l'État et aux administrations publiques, il soit stipulé que les produits seront d'origine française.

Batiments départementaux. — Le Conseil est d'avis d'accorder les crédits demandés pour l'entretien des bâtiments départementaux en 1885.

Chambre consultative d'agriculture. — Vœu relatif au maintien de l'allocation départementale de 200 fr. pour les dépenses de la Chambre consultative d'agriculture.

Chambre de Commerce. — Le Conseil émet l'avis que les cantons de Bailleul et de Merville soient, le plus tôt possible, distraits de la circonscription de la Chambre de Commerce de Dunkerque, pour être rattachés à celle de Lille.

Chemins de grande communication. — Vœu tendant à ce que les crédits ordinaires d'entretien s'élevant à la somme de 72,000 fr soient accordés.

Chemins d'intérêt commun. — Vœu pour que les travaux d'amélioration de la section du chemin d'intérêt commun N° 140, du Pré-à-Vin à la route nationale N° 42, soient exécutés en 1884.

Vœu tendant à la reconstruction, en 1884, du pont dit de la Bourdrelle, existant sur le chemin d'intérêt commun, N° 122 bis, à Steenwerck.

Le Conseil approuve la demande des crédits d'entretien pour 1885, ainsi que le tarif des prestations proposé pour la même année.

Contributions directes. — Vœu tendant à ce que la résidence du contrôleur soit fixée à Bailleul et au renouvellement des cadastres des communes du canton de Merville.

Conseil d'hygiène. — Vœu relatif au maintien de l'allocation pour dépenses et frais de bureau de ce Conseil.

Chemin de fer d'intérêt local de Dunkerque à Lille — Le Conseil demande que les travaux de cette ligne soient entrepris et poussés avec activité.

Fonds d'abonnement. — Le Conseil renouvelle de nouveau le vœu que le fonds d'abonnement soit porté au même chiffre que celui de la Sous-Préfecture d'Avesnes.

Instruction primaire. — Vœux pour : 1° que des écoles professionnelles soient annexées aux écoles primaires des villes et communes importantes de l'arrondissement ; 2° que les circulaires ministérielles réglementant le chiffre maximum des élèves communales. dans chaque classe, soient rigoureusement exécutées.

Postes. — Vœu pour la création de recettes de postes à Steenbecque, Winnezeele et Caëstre.

Routes nationales. — Le Conseil renouvelle le vœu que les travaux de remaniement du pavage de la section de la route nationale N° 42, comprise entre la Briarde et la borne 17 k. 4. soient exécutés dans le plus bref délai possible,

Il approuve la demande des crédits d'entretien pour 1885.

Routes départementales. — Vœux pour. 1° que des travaux de réparations et d'améliorations soient exécutés sans retard sur la route départementale N° 9, notamment sur la section comprise entre Merville et la gare ; 2° que cette route soit mise au-dessus du niveau des inondations, à la hauteur du pont Ghislain. territoire de Merville ; mais comme, dans ce cas, la chaussée formerait barrage, qu'un large aqueduc soit établi sous la route au même endroit.

Vœu pour que les crédits ordinaires d'entretien soient alloués.

Service hydraulique. — Le Conseil demande l'amélioration et le curage de la becque de Steenwerck et l'élargissement des ponceaûx établis sur ce courant.

Il demande également le curage de la Leet à Bailleul et du courant du Doulieu, à Bailleul.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Agriculture. — Engrais. — Privilège. — Le Conseil émet le vœu que la fourniture des engrais faite à la culture. soit privilégiée par la Loi au même titre que les fournitures des semences.

Agriculture. — Pertes. — Indemnités. — Le Conseil émet le vœu que la législation qui régit les secours à accorder pour pertes. soit modifiée de telle sorte qu'il soit accordé :

Aux cultivateurs 10 % de la valeur des récoltes en cas de pertes partielles ;

Aux cultivateurs 25 % en cas de pertes totales ;

Et subsidiairement, remise de la moitié des impôts afférents à la contena de la terre, pour le premier cas ;

Et remise complète pour le second.

Alcools. — Vinage. — Le Conseil émet le vœu que le droit sur les alcools français employé au vinage soit réduit à 20 fr. par hectolitre.

Allumettes chimiques. — Le Conseil renouvelle le vœu tendant à la suppression du monopole des allumettes chimiques.

Ateliers. — Incendies. — Moyens de sauvetage. — Le Conseil émet le vœu :

1° Qu'une loi organise dans chaque arrondissement où il y a agglomération d'ouvriers des commissions spéciales chargées d'examiner et au besoin de faire appliquer, les meilleurs moyens de sauvetage et d'évacuation prompte des ateliers incendiés ou en danger de l'être ;

2° Que dans ces commissions, les industriels comme les ouvriers soient largement représentés.

Canal de la Deûle. — Marquette. — Pont de l'abbaye. — Le Conseil émet le vœu qu'il soit pris sans retard toute mesure qu'il appartiendra pour le prompt achèvement du pont de l'abbaye à Marquette.

Canaux. — Le Conseil émet le vœu que dans l'intérêt de la salubrité les écluses des canaux de la Deûle et de Roubaix soient ouvertes le samedi soir, ou, en tous cas, qu'il soit avise au renouvellement des eaux et au bon entretien des rigoles longeant lesdits canaux.

Canaux et rivières — Chemins de halage. — Libre parcours. — Le Conseil émet le vœu :

1° Que le parcours sur le chemin de halage soit accordé gratuitement aux occupeurs riverains, pour l'exploitation des terres qui n'ont pas d'autre accès ;

2° Que dans la mesure du possible, lesdits chemins de halage soient livrés à la circulation, partout où ils abrègent notablement la distance d'une localité à l'autre.

Chambres de commerce de Lille et Dunkerque. — Circonscription. — Le Conseil émet le vœu que les cantons de Bailleul et de Merville soient réunis à la Chambre de commerce de Lille.

Chemins de fer. — Le Conseil émet le vœu :

1° Que la compagnie des chemins de fer du Nord soit engagée à donner, dans le plus

bref délai, une solution aux projets à l'étude et relatifs à la suppression des passages à niveau dits de St-Pierre et des sables. à Fives et St-Maurice.

2° Que si cette solution devait être retardé pour un motif quelconque, la Compagnie soit mise en demeure d'établir des passerelles au-dessus des deux passages précités.

Le Conseil émet le vœu qu'une passerelle soit construite, à Lille. en face de la rue du Pont-Neuf.

Le Conseil émet un vœu pour la prompte exécution du chemin de fer d'intérêt général de Don à Templeuve.

Le Conseil émet le vœu que la ligne de chemin de fer d'Armentières à Tourcoing et Roubaix soit exécutée d'urgence.

Le Conseil émet le vœu que des haltes soient établies dans des localitées traversées par les chemins de fer, et éloignées de toute gare de trois kilomètres environ.

Le Conseil émet le vœu qu'une station ou halte avec voie de garage pour les marchandises soit établie à proximité de St-Marguerite, sur la ligne de Lille à Comines.

Le Conseil émet le vœu que des billets d'aller et retour soient délivrés entre toutes les gares et haltes d'un même réseau, ainsi que cela se pratique sur le réseau de l'État.

Chemins de fer d'intérêt local. — Le Conseil émet le vœu que le chemin de fer à voie étroite devant partir de La Bassée pour se raccorder, près Ennetières-en-Weppes, à la ligne de Dunkerque à Lille suive la route nationale n° 41, de La Bassée jusqu'au dessus du chemin d'intérêt commun n° 4.

Chemins de fer. — Transports. — Timbre des récépissés — Le Conseil renouvelle le vœu tendant à la suppression du droit sur les transports à grande vitesse et à la réduction du prix du timbre des récépissés de chemin de fer

Chemin de grande communication n° 69. — Rectification — Pont. — Le Conseil émet le vœu qu'il soit donné suite. à bref délai, au projet d'établissement d'un pont sur la Deûle, à Deûlémont, de manière à permettre la rectification du chemin de grande communication d'Armentières à Comines, dans les conditions du vœu formulé par le Conseil général dans sa dernière session.

Chemins vicinaux. — Le Conseil renouvelle le vœu que le chemin de l'ancienne route de Lille à Béthune N° 62 (Nord) dont il ne reste qu'un tronçon de trois kilomètres à paver dans le département (du centre d'Herlies à la route N° 27, Pas-de-Calais) soit classé.

Chemins vicinaux. — Plans d'alignement. — Le Conseil émet le vœu que le Conseil général du Nord accorde aux Communes qui en feront la demande, une subvention égale à la moitié des dépenses afférentes à la confection des plans d'alignement des chemins vicinaux : pour que le travail qui rentre dans les attributions du service

voyer, soit exécuté par des agents sur un tarif concerté et arrêté entre M. le Préfet, d'une part, et M l'Ingénieur en chef, de l'autre.

Chemins vicinaux. — Réseau subventionné. — Le Conseil émet le vœu que les chemins vicinaux des Oblards et de la Basse-Ville situés sur les territoires de Wervicq sud. Bousbecques et Linselles, soient admis dans le nouveau réseau subventionné

Conseils de prud'hommes. — Le Conseil émet le vœu que la nouvelle loi sur les prud'hommes soit inscrite en tête de l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire.

Conseil de prud'hommes de Lille. — Le Conseil appelle d'une façon toute particulière et des plus instantes, l'attention de M. le Préfet du Nord sur la question de la réorganisation à bref délai du Conseil des Prud'hommes de Lille et il demande aux Pouvoirs Publics d'aviser d'urgence à ce sujet.

Écoles de dessin et écoles professionnelles. — Exposition annuelle. — Le Conseil émet le vœu qu'une exposition annuelle des travaux des différentes écoles de dessin et des écoles professionnelles du département du Nord, ou de l'Académie de Douai, ait lieu à partir de 1885.

Instruction primaire. — Le Conseil émet le vœu, que l'enseignement d'une langue vivante soit autorisé, dans les écoles primaires, partout ou le besoin s'en fera sentir et où les municipalités en voudront faire les frais.

Lycées. — Bourses.— Le Conseil émet le vœu qu'une bourse entière soit accordée au jeune Vauban, de Wattignies, élève de 3e, au lycée de Lille, déjà titulaire d'une demi-bourse.

Monts-de-Piété. — Taux des prêts. — Le Conseil renouvelle le vœu que les taux des prêts des Monts-de-Piété de Lille et de Roubaix soit diminué dans la mesure du possible.

Postes. — Tramways. — Le Conseil renouvelle le vœu que les tramways soient utilisés pour le transport des correspondances postales.

Rivière des Laies. — Le Conseil émet le vœu que la canalisation, ou tout au moins l'approfondissement de la rivière des Laies et l'élargissement des ouvrages d'art soient entrepris sans retard.

Routes et chemins. — Plantations, — Le Conseil émet le vœu, que sur les routes nationales et départementales et sur les chemins vicinaux, l'Administration des ponts et chaussées, et le service vicinal fassent exécuter des plantations qui, en indiquant les sinuosités des divers chemins, éviteraient en temps de neige, des accidents qui se renouvellent fréquemment pendant les nuits obscures

Routes nationales. — Le Conseil émet le vœu

1° Que le crédit alloué pour l'entretien des routes nationales de l'arrondissement soit augmenté de manière à en assurer le bon état permanent ;

2° Que l'exécution des travaux reconnus nécessaires sur les routes nos 17, 41 et 42. soit terminée pour la fin de l'année 1886.

Salubrité publique.— Lille — Cours d'eau dit des élites.— Le Conseil émet le vœu que l'Administration supérieure s'entende avec le génie militaire de la ville de Lille. pour mettre un terme à la situation dangereuse créée par le mauvais état d'entretien des cours d'eau dit des élites, en faisant disparaître ce cloaque de boue et d'ordures que l'on a toléré trop longtemps sans motifs sérieux.

Salubrité publique.— Lille. — Égout collecteur. — Prolongement. — Le Conseil renouvelle le vœu tendant au prolongement de l'aqueduc collecteur des égoûts de la ville de Lille, qui se déverse actuellement quai de la Basse-Deûle.

Salubrité publique. — Roubaix. — Égoût collecteur.— Le Conseil émet le vœu que la ville de Roubaix soit autorisée à compléter son égoût collecteur

Sociétés de secours mutuels.— Le Conseil émet le vœu que les sociétés de secours mutuels du département soient invitées à étudier la question de l'admission des veuves, des femmes et des enfants dans lesdites sociétés.

Sucres. — Le Conseil émet le vœu que dans la nouvelle loi sur les sucres, le législateur fixe à 12 fr. le déchet de fabrication des fabricants français non abonnés, de façon à assurer à leurs sucres produits, un boni de 6 fr. égal à celui accordé aux sucres coloniaux.

Le Conseil émet le vœu que la surtaxe de 7 fr. non remboursable établie sur les sucres bruts des pays d'Europe, soit étendue dans le plus bref délai aux sucres bruts des pays hors d'Europe.

Le Conseil émet le vœu que le règlement d'administration publique, prévu par la loi nouvelle sur les sucres, soit promulgué dans le plus bref délai, et qu'en conséquence, cette disposition de la loi puisse être appliquée dès le commencement des prochaines vendanges.

Tabacs. — Le Conseil émet le vœu que l'Administration des tabacs soit invitée à s'approvisionner en France dans une plus large mesure de tabacs indigènes, et qu'il soit

interdit de tirer de l'Etranger des tabacs de qualités analogues à celles que peuvent produire nos planteurs.

Il émet en outre le vœu que les prix d'achat soient relevés de façon à assurer aux planteurs une juste rémunération.

Timbre des quittances. — Le Conseil renouvelle le vœu tendant à la suppression de l'impôt du timbre des quittances.

Tramways. — Le Conseil renouvelle le vœu que la ligne de tramways de Lille à Haubourdin soit prolongée jusqu'à La Bassée.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Agriculture. — Parmi les mesures les plus désirables dans l'intérêt de l'agriculture, le Conseil d'arrondissement recommande celles qui suivent à la bienveillante attention du gouvernement : 1° L'allègement de l'impôt foncier et des taxes qui grèvent l'agriculture ; 2° l'établissement de taxes d'importation des bestiaux de façon à favoriser l'élevage en France ; 3° Le non renouvellement des traités de commerce lorsqu'ils arriveront à la limite de leur durée.

Bataillons scolaires. — Vœu que l'Administration intervienne auprès des municipalités qui ont des ressources suffisantes, pour qu'elles votent l'acquisition de fusils scolaires.

Bâtiments départementaux. — Le Conseil appuie les demandes de crédits présentées par M. l'achitecte départemental pour dépenses et travaux à faire, en 1885, aux bâtiments départementaux. Il propose l'acquisition d'objets de bureau, recueils, publicatioes, etc. pour le Cabinet du Juge d'Intruction ; et insiste pour l'installation d'un service téléphonique, mettant en communication le parquet, la gendarmerie, le bureau de police et la maison d'arrêt. Il demande que des études soient faites en vue d'une meilleure installation de la prison de Valenciennes.

Bouilleurs de crù. — Le Conseil émet le vœu que la loi du 14 décembre 1875 soit modifiée de façon à soumettre les bouilleurs de crû à l'exercice de la régie.

Cadastre de Valenciennes. — Le Conseil rappelle que Valenciennes doit venir immédiatement après Tourcoing dans l'ordre adopté pour le renouvellement des matrices cadastrales et il demande que cet ordre ne soit pas modifié.

Caisses d'épargne. — Le Conseil émet le vœu que toutes les Caisses d'épargne existant en France, soient régies par la loi du 30 juin 1851 et soumises aux mêmes règles de comptabilité et de contrôle

Champ de tir de Valenciennes. — Le Conseil demande que pendant les périodes d'instruction des réservistes et des hommes de l'armée territoriale, l'autorité militaire fasse placer plusieurs cibles au champ de tir afin d'abréger la durée journalière des exercices de tir et de diminuer les inconvénients dont se plaignent les cultivateurs.

Chemins de fer. — Le Conseil émet les vœux suivants. 1° que deux trains au moins par jour soient express sur tout le parcours de Valenciennes à Paris ; 2° que tous les trains express soient pourvus de compartiments de seconde classe : 3° que la station de Wallers soit agrandie; 4° qu'une halte soit établie à Saint-Saulve et à Maing ; 5° qu'une gare aux marchandises soit créée à Beuvrages ; 6° que la ligne de Valenciennes au Cateau soit achevée et mise en exploitation sous le plus bref délai. 7° que l'instruction relative aux lignes de Thiant à Lourches, de Denain à Saint-Amand, et de Denain au Catelet, soit poussée avec la plus grande activité.

Chemins de fer à voie étroite et Tramways. — Le Conseil émet les vœux suivants : 1° que l'instruction relative aux lignes de Lille à Solesmes, de Valenciennes au Quesnoy, de Valenciennes à Denain et de Saint-Amand à Lens, soit poussée avec activité ; 2° que des études soient faites pour la construction prochaine des lignes de Valenciennes à Maubeuge. de Condé à Vieux-Condé et Hergnies, de Condé à Macon, Blaton et Bernissart ou de Condé à Bonsecours ; 3° que la construction de la ligne de Saint-Amand à Lens, soit commencée à bref délai du côté de Saint-Amand en prolongeant dans la lite ville et jusqu'à la sortie de la ligne déjà en exploitation de Valenciennes à Saint Amand.

Chemins de Grande communication. — Le Conseil appuie les demandes de crédits présentées par MM. les ingénieurs. pour dépenses d'entretien ou de réparations à faire, en 1885, aux chemins vicinaux de grande communication. Il appuie la proposition de classement comme annexe du chemin n° 4 de la voie d'accès à la station de Monchecourt sur la ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain.

Chemins d'intérêt commun. — Le Conseil approuve le compte-rendu des dépenses faites en 1883. Il émet les vœux suivants : 1° que la lacune existant sur Rombies, entre le chemin 59 et 59 bis, soit construite ; 2° que la partie du chemin 15 traversant le territoire de Maulde, soit complétement restaurée ; 3° qu'une haie soit plantée au territoire d'Hergnies, le long du chemin 102, jusqu'à sa jonction avec le chemin 15 ; 4° que des poteaux indicateurs soit etablis le long des chemins d'intérêt commun ; 5° que des plans d'alignement soient confectionnés pour tous ces chemins ; 6° que des gares soient ménagées pour le dépôt des matériaux à employer sur les chemins d'intérêt commun ; 7° que les contingents d'entretien du chemin d'intérêt commun n° 59 soient modifiés et fixés comme suit : Saultain 50/100, Estreux 50/100.

Chemins vicinaux ordinaires. Le Conseil approuve les propositions faites pour la construction de chemins du réseau subventionné en 1885. Il propose pour 1886 l'achèvement du chemin de Bellaing, entre la route n° 13 et la ville de Denain.

Couvertures en chaume. — Le Conseil demande que les prescriptions préfectorales du 29 mai 1843 sur les toitures en chaume soient rappelées à MM. les Maires avec invitation de veiller à l'avenir à leur exécution.

Débits de boissons. — Le Conseil appelle de nouveau l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de rendre à l'administration le droit d'exiger, des cabaretiers, des garenties sérieuses de moralité, et le droit de sévir par des mesures de fermeture en cas de faits d'immoralité.

Distilleries. — Le Conseil émet le vœu que les vins introduits en France ne soient admis en franchise de droit d'alcool que jusqu'à 11° et qu'ils soient soumis à l'impôt d'entrée pour tout degré d'alcool supérieur à ce titre.

Établissement thermal de Saint-Amand. — Le Conseil émet le vœu que les travaux d'amélioration que le concessionnaire doit faire exécuter soient entrepris à bref délai.

Fonds d'abonnements. — Le Conseil donne acte à M. le Sous-Préfet de la communication du compte d'emploi de la partie du fonds d'abonnement affectée au traitement des employés de la Sous-Préfecture de Valenciennes. Il émet le vœu que l'allocation départementale soit élevée à 3,000 fr.

Fonds de non-valeur. — Le Conseil donne acte à M. le Sous-Préfet de la communication du compte d'emploi du fonds de non-valeur concernant les contributions foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres.

Hopital maritime. — Le Conseil applaudit aux résolutions adoptées par le Conseil général dans sa session d'avril 1884, pour l'essai du traitement de la scrofule, il émet le vœu que les mesures votées soient mises en pratique à bref delai.

Hygiène publique. — Le Conseil émet les vœux suivants : 1° que des modifications soient apportées à la loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres, de façon à fournir aux administrations locales des moyens plus prompts pour l'exécution, en cas d'urgence, des mesures reconnues nécessaires par la Commission d'hygiène ; 2° que le curage des canaux se fasse à l'avenir à une epoque où ces travaux offrent moins de danger ; 3° Il exprime le désir que les appels de réservistes n'aieet pas lieu cette année, les grandes agglomérations devant être évitées dans l'intérêt de la santé publique.

Industrie houillère. — Le Conseil renouvelle le vœu que les Sociétés houillères soient tenues de prendre toutes les mesures qui peuvent remédier aux affaissements et

que les prescriptions édictées par les lois et règlements qui régissent l'exploitation des mines soit rigoureusement appliqués.

Industrie sucrière. — Le Conseil exprime sa plus vive satisfaction pour le vote récent de la proposition de loi sur les sucres. Il adresse ses remerciements à M. Méline, Ministre de l'Agriculture, pour la façon bienveillante avec laquelle il a pris en main les intérêts de l'agriculture et de l'industrie sucrière, il vote également des remerciements à M. Mariage de Thiant, qui, dans la circonstance, a prêté son concours actif et dévoué, et a suivi la question avec autant d'intelligence que de compétence.

Instruction publique. — Le Conseil émet les vœux suivants : 1° que les projets de construction d'écoles à l'étude, reçoivent une prompte solution : 2° que toutes le communes soient pourvues d'installations scolaires ; 3° que des écoles maternelles soient établies dans toutes les communes d'une population supérieure à 2,000 âmes ; 4° que la loi qui exige le brevet de capacité pour pouvoir enseigner soit rigoureusement observée; 5° que la question relative à la construction d'un collège de filles, soit étudiée par la ville de Valenciennes ; 6° qu'une loi nouvelle règle d'une façon uniforme pour chaque classe, les traitements du personnel enseignant et de façon à rémunérer convenablement ce personnel ; 7° que la disposition de la loi du 16 juin 1881 qui impose aux communes l'obligation d'appliquer le cinquième de leurs revenus aux dépenses scolaires soit abrogée ; 8° que des cours de dessin linéaire soient ouverts dans toutes les écoles.

Navigation. — Le Conseil, à l'unanimité, déclare s'opposer formellement à tout exhaussement de digues devant amener un relèvement du niveau d'eau. Il demande au contraire, que le niveau d'eau soit abaissé par l'approfondissement du lit des canaux. Il appuie les demandes de MM. les ingénieurs ayant pour but l'exécution de travaux divers d'amélioration des canaux. Il signale les dangers que présente le pont de Trith sur le Vieil-Escaut au point de vue de la sécurité et de la salubrité publiques, et demande la reconstruction immédiate de cet ouvrage. Il propose le curage du Vieil-Escaut dans la traversée de Saint Saulve. Il émet le vœu que des autorisations de circulation sur les digues soient accordées plus facilement aux riverains qui en feront la demande. Il demande que le chômage soit encore avancé et, si c'est possible, fixé dans la seconde quinzaine de mai. Relativement à la Scarpe-Inférieure il émet les vœux suivants : 1° que l'État, propriétaire de la Scarpe, fasse les travaux nécessaires de curage et d'endiguement ; 2° que la rivièrette soit endiguée et améliorée ; 3° que le syndicat de dessèchement de la Scarpe soit mis en demeure de réparer les digues enlevées au marais de la Bruyère et aussi les digues de la Traitoire et du Décours ; 4° qu'il soit tenu de rétablir la vanne existant au bout du marais de la Bruyère.

Naturalisation des étrangers. — Le Conseil émet le vœu : 1° que des facilités plus grandes soient accordées par la réduction des délais et la diminution des frais de chancellerie ; 2° que tous les jeunes gens étrangers qui, à leur majorité, ne se soumettent

pas aux obligations du recrutement en France, soient tenus de justifier qu'ils ont rempli leurs devoirs militaires dans leur pays d'origine.

Prestations. — Le Conseil propose, pour 1885, le maintien du tarif des prestations actuellement appliqué dans le Nord.

Poids et mesures. — Le Conseil émet le vœu que tout commerçant soit tenu à un assortiment de poids et mesures répondant aux besoins et à l'importance de son établissement. Il recommande l'étude d'un meilleur système de fabrication des poids et du poinçonnage.

Routes départementales. — Le Conseil donne son appui aux propositions de MM. les ingénieurs tendant à l'allocation de crédits pour l'entretien et la réparation des routes départementales.

Routes nationales. — Le Conseil émet un avis favorable aux demandes de crédits pour l'entretien et la réparation des routes nationales.

Sociétés diverses. — Le Conseil d'arrondissement émet un avis favorable aux demandes de subsides sur les fonds de l'État, formées pour l'année 1885, par la Société de Charité Maternelle de Valenciennes, par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes, et par la Société d'Horticulture de l'arrondissement de Valenciennes.

Télégraphes et téléphones. — Le Conseil d'arrondissement demande que les bureaux télégraphiques puissent recevoir et expédier des télégrammes en dehors des heures règlementaires d'ouverture des guichets, moyennant une surtaxe à déterminer par l'administration.

Le Conseil émet le vœu que des facilités soient accordées en vue de l'établisement de réseaux téléphoniques dans l'arrondissement.

Il demande notamment la réduction des dépenses d'installation.

Valenciennes. — Agrandissement de la ville. — Le Conseil émet le vœu que l'agrandissement de la ville de Valenciennes, demandé par l'administration municipale, soit adopté dans des conditions qui permettent à la municipalité d'en entreprendre l'exécution à bref délai.

I. — TABLE

SUIVANT LA PAGINATION

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE RAPPORT.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTES ET BUDGETS.

CHAPITRE 1er.

Pages.

Compte de 1882 9
— 1883. 10

CHAPITRE II.

Budget de report de 1883 a 1884. 29

CHAPITRE III.

Budget rectificatif des recettes et dépenses départementales de l'exercice 1884. 34

DÉPENSES.

SOUS-CHAPITRE Ier

Dépenses obligatoires

Sous-Préfectures — Acquisitions de mobilier.... 34
Tribunaux. — Mobilier. — Acquisitions..... 34
Tribunal d'Hazebrouck, parquet. — Achat d'un tapis..... 35
École normale d'instituteurs de Douai. — Installation d'ateliers pour travaux manuels..... 35

Pages

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières.

Sous-Préfectures. — Grosses réparations 37
Tribunaux. — Grosses réparations 37
Maisons d'arrêt. — Grosses réparations 38

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux. — Chemins de fer d'intérêt local.

Chemins vicinaux de grande communication.... 40

SOUS-CHAPITRE VII.

Assistance publique.

SOUS-CHAPITRE X

Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.

SOUS-CHAPITRE XI.

Encouragements à l'Agriculture et à l'Industrie

SOUS-CHAPITRE XIII.

Dépenses diverses

Pages.

SOUS-CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires.

Enfants du 1er âge. — Dépenses arriérées..... 42
Voyageurs indigents — Frais de transport et secours de route. — Dépenses arriérées..... 42
Impressions départementales. — Dépenses arriérées 43
Enfants assistés — Dépenses arriérées..... 44
Aliénés. — Dépenses arriérées..... 46
Epizooties. — Dépenses arriérées..... 47

Récapitulation des dépenses ordinaires portées au budget rectificatif..... 48

SOUS-CHAPITRE XVII

Dépenses imputables sur le produit d'impositions extraordinaires.

Routes départementales..... 49
Route départementale n° 2, de Lille à Ypres. — Reconstruction du mur de soutenement le long de la décharge de la Deûle a Quesnoy-sur-Deûle 50

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Dépenses imputables sur les fonds d'emprunt

SOUS CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires.

Casernes de gendarmerie.—Grosses réparations 54
Maison d'arrêt et Palais-de-Justice de Lille. — Travaux d'assainissement 55
Hôtel de la Préfecture — Construction d'un bureau supplémentaire pour la 3e division.... . 55

CHAPITRE IV

BUDGET DE 1885.

Budget ordinaire.

RECETTES.

Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. — Remboursements d'avances 60
Asile d'aliénées de Bailleul. — Avance pour l'agrandissement de cet établissement. — Remboursement..... 61

Pages.

SOUS-CHAPITRE 1er

Dépenses obligatoires.

Préfecture (Hôtel). — Entretien des bâtiments.. 65
Sous-Prefectures. — Entretien des bâtiments .. 65
Sous-Préfectures. — Loyers 65
Préfecture et Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire..... 66
Ecole normale de Douai — Dépenses ordinaires 66
Ecole normale d'institutrices de Douai — Dépenses ordinaires d'entretien des bâtiments et du mobilier..... 67
Casernes de gendarmerie. — Entretien..... 67
Casernes de gendarmerie en location.... 68
Tribunaux — Entretien des bâtiments 70
Tribunal d'Hazebrouck — Loyer 70
Tribunaux. — Mobilier. — Entretien..... 70
Tribunaux — Menues dépenses et frais de Parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justice-de-Paix et des Tribunaux de police... 71
Epizooties..... 72
Tribunaux de commerce — Confection des listes électorales..... 72
Impressions départementales. — Dépenses..... 73

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières, travaux, acquisitions, échanges, etc.

Archives départementales — Entretien..... 74
Maisons d'arrêt — Entretien..... 75
Traitement des architectes départementaux.... 75
Propriétés départementales — Assurances 76
Contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture 77
Préfecture (hôtel). — Chauffage et éclairage du corps-de-garde..... 77
Casernes de gendarmerie. — Frais d'éclairage. 77
Edifices départementaux. — Abonnement aux distributions d'eau..... 78
Frais d'illumination des édifices les jours de fêtes publiques 79
Gages des concierges et de trois garçons de bureau de la Préfecture..... 79
Traitement des concierges des palais-de-justice 79
Caserne de gendarmerie de Clary — 6e annuité 79

SOUS-CHAPITRE III.

Routes départementales.

Routes départementales 81

Pages

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux — Chemins de fer d intérêt local.

Chemins vicinaux de grande communication . 94
Chemins d'inté êt commun 98
Chemins vicinaux ordinai es..... 102
Chemins de fer d interêt local. — Frais de contrôle 104
Tramways con édés par le départ ment du Nord. — Frais de control 105

SOUS-CHAPITRE V.

Enfants assi tés.

Enfants assistés 106

SOUS-CHAPITRE VI.

Aliénés.

Aliénés — Dépenses de 1885 110
Asile d'Armentieres — Demande d'augmentation du prix de jou née des alie es indigents a la charge du département.... 115

SOUS-CHAPITRE VII.

Assist ince publique.

Voyageurs indigents. — Secours de route et moyens de transport..... 117
Vaccine..... 118
Societés de charité matei nelle 119
Enfants du 1er âge — Protect on — Propositions budgetaires de 1885 et rapport sur la situation du service..... 120
Protection des enfants de 1e âge. — Amelioration proposées dans le service..... 124
Sociétés de secours mutuels..... 127
Bureaux d'assistance judiciaire. 128
Asile d'aliénées de Bailleul. — Œuvre de patronage pour les al énées indigentes sorties guéries ou améliorées 128
Maison de refuge du Bon Pasteur 129
Depôt de Mendicité de Montreuil-sous Laon... . 129
Malades indigents — Secours 129
Traitement maritime des enfants malades et traitement de la scrofule a l'Ecole. 129
Bégaiement. — Traitement par la méthode Chervin..... 133
Sourds-muets et jeunes aveugles..... 134
Jeunes libérés — Subside au Comité de patronage..... 135

Pages

Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'e ucation correctionnelle — bemanı e de subvention ... 136
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou presumés péris a la pêche du poisson frais 136
Incendies. — Secours 136
Secours en cas d'extrême misere 137
Société des Sauveteurs du Nord — Subvention . 137
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer — Subvention 137
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable 137
Societé de patronage des libéres adultes de l'arrondissement de Valenciennes — Demande de subvention 137
Société cent a'e de sauvetage des naufragés . 138

SOUS CHAPITRE IX.

Archives départementales

Archives départementales, communales et hospitalieres..... 139

SOUS-CHAPITRE X

Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.

Bibliotheques administratives 141
Sociétés savantes — Allocations de subsi'es... 141
Institut industriel et agronomique du Nord de la France.. 141
Faculté de droit de Douai. 148
Éleves artistes — Bourses — Encouragements. 148
Faculte de medecine et de pharmacie de Lille — 149
Commission historique du département du Nord — Subvention..... 150
Ecole centrale des arts et manufactures. — Le jeune Gras — Demande de subvent on..... 151
Ecole centrale des arts et manufactures. — Le jeune Leto nbe — Demande de subvention... 151
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons.... 152
Commission météorologique du Nord. — Subvention..... 152
Ecole des Maîtres-Mineurs de Douai..... 153

SOUS-CHAPITRE XI.

Encouragements à l'agriculture et à l'industrie

Chamb es consultatives d agriculture ... 156

Pages.

Societé d'horticulture de Valenciennes. — Subvention 456
Cercle horticole de Lille..... 457
Station agronomique de Lille 457
Concours agricoles et hippiques. — Subvention. 457
Société régionale d horticulture du Nord de la France — Subvention 459
Societé hippique française — Concours de Lille. — Subvention annuelle. 460
Association vétérinaire du Nord et du Pas de-Calais 460
Ecole vétérinaire d'Alfort 461
Animaux nuisibles — Hannetonnage. 461
Club des régates Dunkerquoises. — Subvention. 461

SOUS-CHAPITRE XII.

Subventions aux communes

Pompes à incendie — Subsides 463
Sapeurs-pompiers. — Secours 464
Malades indigents — Subventions..... 464
Faculté de médecine et de pharmacie 464
Églises. — Secours départementaux. — Crédits pour 1885 464

SOUS-CHAPITRE XIII.

Depenses diverses.

Prisons départementales. — Indemnité de logement aux aumôniers 468
Conseils d'hygiene et de salubrité — Frais de bureau 468
Epidémies 468
Taxations pour travaux d'intérêt public a la charge des particuliers 469
Indemnité de logement aux officiers de gendarmerie 469
Frais d'impression 469
Compléments de pensions et indemnités à d'anciens employés ou a leurs veuves 470
Caisse départementale des retraites..... 470
Préfecture et sous-préfectures — Frais d'administration 470
Belles actions 471
Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses 471
Sociétés de gymnastique — Subvention..... 471
Sociétés de tir avec armes de guerre 471
Etablissement thermal de St-Amand. — Traitement du Médecin-Inspecteur 472
Commission départementale. — Frais de bureau 472
Poids et Mesures 473
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie 476

Pages

Valenciennes. — Canal du Grand-Bruille. — Redevance due a la ville..... ... 477
Carte départementale au 1/40.000. — Frais de conservation des pierres..... 477
Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers..... 477
Subvention de la Chambre de Commerce de Dunkerque..... . 478
Dépenses imprévues 478
Service téléphonique a la Préfecture. — Entretien et abonnement..... 478

SOUS CHAPITRE XV.

Instruction publique.

Budget rectificatif de 1884. 480
— primitif de 1885..... . 481
Bourses dans les lycées..... 486

SOUS-CHAPITRE XVI.

Cadastre.

Cadastre 488

Budget ordinaire.—Récapitulation des dépenses. 491

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit des centimes extraordinaires

Maison d'arrêt de Lille. — Construction d'un quartier de correction paternelle avec addition d'un deuxieme étage 495
Institut industriel du Nord de la France. — Création d'un internat..... 496
Caserne de gendarmerie de Valenciennes..... 496
Institut industriel. — Construction de trottoirs.. 497
Hôtel de la Préfecture. — Eclairage de la salle des fêtes..... 498

SOUS-CHAPITRE XVIII

Dépenses imputables sur fonds d'emprunt.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.

Budgets ordinaire et extraordinaire. — Récapitulation..... 204

DEUXIÈME PARTIE.

Affaires soumises aux délibérations du Conseil général et ne comportant pas vote de crédit.

Pages

Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1881 et 1882 205
Contributions directes — Recouvrement..... 206
Taxe personnelle — Fixation pour l'année 1885. 207
Tarif de rachat des journées de prestation pour 1885 208
Impositions communales extraordinaires — Fixation du maximum des centimes..... 209
Impôts — Vœux divers..... 210
Bouilleurs du crû..... 210
Vœux divers..... 210
Législation commerciale.— Hypothèque fluviale. 211
Compte d'emploi du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures en 1883. 211
Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1883..... 211
M. Plouvier, sous-chef de bureau de la Préfecture. — Liquidation de sa pension de retraite. 212
Caisse départementale des retraites — Personnel des asiles d'aliénés — Contribution des asiles au paiement des pensions..... 212

CHAPITRE II.

Fourmies. — Caserne de gendarmerie. — Renouvellement de bail 215
Création de brigades de gendarmerie..... 215
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. — Situation de l'exercice 1883 215
Chemins vicinaux. — Loi du 12 mars 1880. — Travaux à exécuter en 1885 216
Chemins de grande communication N° 10. — Abaissement de la côte de l'Ermitage..... 216
Chemin de grande communication N° 39. — Maison pointée de Bauvin 218
Chemin de grande communication N° 47 — Demande de classement du chemin d'accès à la station de Monchecourt 218
Chemin vicinal ordinaire n° 42 dit des Pays à Landrecies..... 219
Ghyvelde. — Redressement et fixation des limites du chemin d'intérêt commun n° 130... 221
Chemin d'intérêt commun n° 165 de Boavignies à Flines. — Répartition des dépenses d'entretien..... 224
Chemin d'intérêt commun n° 183, de Valenciennes à Bruai. — Reconstruction du pont de Bruai 223
Chemin d'intérêt commun n° 194, de Cambrai à Hem. — Répartition des dépenses d'entretien 223
Chemin d'intérêt commun n° 169, de Masny à Fressies — Répartition des dépenses d'entretien..... 224
Chemin d'intérêt commun n° 228, de Tauvillers-sur-Hon à la ferme Belle-vue. — Elargissement, fixation de limites..... 225

CHAPITRE III.

Maisons d'école. — Demandes de secours.. ... 225
Bohain — Restauration de la tour et du clocher de l'église. — Demande de secours 230
Établissements et institutions de bienfaisance — Secours sur les fonds de l'Etat pour 1885... 231

CHAPITRE IV.

Chemin de fer d'intérêt général. — Service du contrôle de l'exploitation..... ... 232
Chemins de fer. — Contrôle des travaux. — Service de M. Crodde, ingénieur en chef 250
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. — Etudes et travaux..... 253
Chemin de fer du Cateau à Laon..... 256
Chemin de fer de Busigny à Hirson..... 257
Chemins de fer d'intérêt local. — Contrôle.... 259
Chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique, mais non encore livrés à l'exploitation 259
Chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandée..... 261
Tramways 263
Routes nationales 266
Routes nationales. — Recensement de la circulation en 1882 268
Ports maritimes 268
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais..... 272
Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris 277
Canal du Nord sur Paris..... 283
Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse..... 285
Service hydraulique. — Cours d'eau..... 286
Industrie minérale..... 294
Affaissements résultant de l'exploitation des mines d'Anzin 296
Jury d'expropriation..... 297
Pêche fluviale. — Instruction..... 297
Pêche fluviale. — Revision et renouvellement des réserves pour la reproduction du poisson. 298
Pêche — Salaisons. — Opérations..... 299
Chasse 299
Postes, télégraphes et téléphones 299
Elections municipales. — Sections électorales . 301

Pages

Chambres de commerce et chambres consultatives des arts et manufactures. — Révision des listes d'électeurs 306
Caisse d'épargne. — Situation en 1883 307
Hospices et hôpitaux. — Situation en 1883.. . 309
Bureaux de bienfaisance. — Situation en 1883.. 312
Monts-de-Piété. — Situation en 1883..... 314
Aliénés — Statistique — Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet 316
Culture du tabac 317
Colonie agricole de Saint-Bernard — Commission de surveillance 317
Statistique agricole, industrielle et commerciale 321
Service vétérinaire..... 332
Bertincourt (Pas-de-Calais) —Marché aux bestiaux 332
Hermies (Pas-de-Calais) — Marché aux bestiaux 332
Noordausques (Pas-de-Calais). — Franc marché aux bestiaux et denrées alimentaires 333
Améliorations a apporter aux installations du champ de tir de l'Arbrisseau 333
Butte de tir du Roleur, a Valenciennes 334
Travaux publics. — Occupations temporaires... 335
Insalubrité des eaux des fossés des fortifications de la place de Bergues 335

RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.

CHAPITRE Ier.

Service des postes et des télégraphes..... 337
Service des postes, télégraphes et téléphones. — partie technique 345

CHAPITRE II.

Chemins de fer. — Exploitation — Rapport de M. Duporcq, ingénieur en chef..... 349
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. — Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef..... 367
Chemins de fer. — Travaux. — Contrôle — Rapport de M. Cirodde, ingénieur en chef.... 373

Pages.

Chemins de fer d'intérêt local — Contrôle. — Rapport de M. Doniol, ingenieur en chef..... 384
Tramways. — Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef..... 389
Ports maritimes..... 404
Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais .. 421
Service de la navigation entre la Belgique et Paris 437
Routes nationales..... 453
Routes départementales..... 465
Chemins vicinaux de grande communication... 477
Chemins d'intérêt commun..... 489
Chemins vicinaux ordinaires 504

CHAPITRE III.

Instruction primaire..... 509

CHAPITRE IV.

Enfants assistés..... 529
Enfants du premier âge 545
Asile d aliénés d'Armentieres..... 601
— de Bailleul..... 629
— de Lommelet..... 649

CHAPITRE V.

Industrie minerale..... 673
Service hydraulique.... 683

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Analyse des vœux émis dans leur dernière session.

Avesnes..... 699
Cambrai 702
Douai..... 702
Hazebrouck..... 706
Lille 707
Valenciennes.. 712

II. — TABLE

ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE RAPPORT.

Pages.

A

Abonnements des édifices départementaux aux distributions d'eau 78
Affaissements de terrains occasionnés par l'exploitation des mines d'Anzin 296
Aliénés. — Depenses de 1883 110
Aliénes — Dépenses arriérées..... 46
Aliénés. — Statistique. — Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet..... 316
Aliénés (voir Asiles).
Animaux nuisibles. — Hannetonnage..... 161
Architectes départementaux. — Traitement.... 75
Archives départementales, communales et hospitalieres 139
Archives départementales. — Entretien 74
Asiles d'aliénés. — Rapports des directeurs :
Armentieres..... 601
Bailleul 629
Lommelet 649
Asile d'Armentières. — Demande d'augmentation du prix de journée des aliénés indigents a la charge du département..... 112
Asile de Bailleul. — Avance pour l'agrandissement de cet etablissement. — Remboursement. 61
Asile de Bailleul. — Œuvre de patronage pour les aliénees indigentes, sorties guéries ou améliorées..... 128
Assistance judiciaire. — Frais de bureau..... 128
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais 160
Aveugles et sourds-muets — Bourses 134

Pages.

B

Bachant. — Restauration de la tour et du clocher de l'église. — Demande de secours 230
Bégaiement — Traitement par la méthode Chervin 133
Belles actions 171
Bergues. — Concours d'animaux gras et d'animaux reproducteurs (Voir Concours agricoles et hippiques) 157
Bergues. — Insalubrité des eaux des fossés de la place..... 335
Berlincourt (Pas-de-Calais). — Marché mensuel aux bestiaux 332
Bibliotheques administratives..... 141
Bois de cercles — Droits 210
Bon Pasteur de Lille 129
Bouilleurs de cru 210
Bourses dans les lycées et colléges 186
Brasserie — Révision de la legislation 210
Budget de report de 1883 a 1884 29
Budget rectificatif de 1884..... 31
Budget ordinaire de 1885 56
Budget extraordinaire de 1885. 192
Budgets de l'instruction publique 180
Bureaux de bienfaisance.—Situation en 1883,.. 312

C

Cadastre... 188

Pages

Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1883 214

Caisse départementale des retraites. — Demande de crédit. 170

Caisse départementale des retraites. — M Plouvier, sous-chef de bureau à la Préfecture. — Liquidation de sa pension..... 212

Caisse départementale des retraites. — Personnel des asiles d'aliénés — Contribution des asiles au paiement des pensions 212

Caisses d'épargne. — Situation en 1883 307

Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue 136

Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais..... 136

Canal de Jonction de l'Escaut à la Meuse..... 285

Canal du Nord sur Paris..... 285

Canal du Grand-Bruille. — Redevance due à la ville de Valenciennes..... 177

Carte départementale au 1/40 000. — Frais de conservation des pierres..... 177

Casernes de gendarmerie en location..... 68

Casernes de gendarmerie — Éclairage..... 77

Casernes de gendarmerie. — Entretien..... 67

Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations 54

Caserne de gendarmerie de Clary. — 6e annuité 79

Caserne de gendarmerie de Valenciennes 196

Caserne de gendarmerie de Fourmies. — Renouvellement de bail 215

Casernes de gendarmerie (voir Gendarmerie).

Cercle horticole de Lille..... 157

Chambres consultatives d'agriculture..... 156

Chambres de commerce et chambres consultatives des arts et manufactures — Révision des listes d'électeurs 306

Chambre de commerce de Dunkerque. — Subvention aux officiers et maîtres de port..... 178

Champ de tir de l'Arbrisseau. — Amélioration.. 333

Champ de tir du Roleur à Valenciennes..... 334

Charité maternelle (Sociétés de)..... 119

Chasse 239

Chemins de fer d'intérêt général — Service du contrôle de l'exploitation 232

Chemins de fer. — Service du contrôle de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt général. — Rapport de M. Duporcq, Ingénieur en chef. 319

Chemins de fer. — Contrôle des travaux. — Service de M Cirodde, Ingénieur en chef.... 250

Chemins de fer. — Lignes nouvelles. — Contrôle des travaux. — Rapport de M Cirodde, Ingénieur en chef..... 373

Pages

Chemin de fer d'intérêt général exécutés par l'État — Études et travaux..... 253

Chemins de fer. — Études et travaux des chemins de fer d'intérêt général. — Rapport de M Domiol, Ingénieur en chef.. 367

Chemins de fer d'intérêt local — contrôle..... 259

Chemins de fer d'intérêt local — Rapport de M Dumont, Ingénieur en chef..... 381

Chemin de fer d'intérêt local. — Frais de contrôle..... 104

Chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique, mais non encore livrés à l'exploitation 259

Chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandée..... 261

Chemin de fer de Busigny à Hirson..... 257

Chemin de fer du Cateau à Laon..... 256

Chemins de grande communication 94

Chemins de grande communication et d'intérêt commun — Situation de l'exercice 1883.... 215

Chemins de grande communication.— Rapport de M l'Ingénieur en chef..... 477

Chemin de grande communication N° 40. — Abaissement de la côte de l'Ermitage..... 216

Chemin de grande communication N° 39. — Maison pontière de Bauvin..... 218

Chemin de grande communication N° 47. — Demande de classement du chemin d'accès à la gare de Monchecourt..... 218

Chemins d'intérêt commun..... 98

Chemins d'intérêt commun.— Rapport de M l'Ingénieur en chef..... 489

Chemin d'intérêt commun N° 130. — Redressement et fixation des limites dans la traverse de Ghyvelde..... 224

Chemin d'intérêt commun N° 165, de Bouvignies à Flines. — Répartition des dépenses d'entretien 224

Chemin d'intérêt commun N° 169, de Masny à Fressies. — Répartition des dépenses d'entretien 224

Chemin d'intérêt commun N° 183, de Valenciennes à Bruai. — Reconstruction du pont de Bruai 223

Chemin d'intérêt commun N° 198, de Cambrai à Flesquieres. — Répartition des dépenses d'entretien..... 223

Chemin d'intérêt commun N° 228, de Taisnières-sur-Hon à la ferme Belle Vue — Fixation des limites..... 225

Chemins vicinaux. — Loi du 12 mars 1880. — Travaux à exécuter en 1885..... 216

Chemins vicinaux ordinaires..... 102

Chemins vicinaux ordinaires. — Rapport de l'agent-voyer en chef..... 501

Chemin vicinal ordinaire N° 42, dit des Fayts, à Landrecies..... 219

Pages.

Club des régates Dunkerquoises. — Subvention. 161
Colleges. — Bourses..... 186
Colonie agricole de Saint-Bernard.— Commission de surveillance 317
Comité de patronage des jeunes libérés. — Subside..... 135
Commission départementale — Frais de bureau. 172
Commission historique du département du Nord. — Subvention 150
Commission météorologique du Nord..... 152
Compléments de pensions et indemnités à d'anciens employes ou a leur veuves..... 170
Compte d'emploi du fond d'abonnement de la Préfecture et des sous-préfectures en 1883 .. 214
Compte départemental de 1882..... 9
Compte départemental de 1883..... 10
Concierges et garçons de bureau de la Préfecture — Traitement..... 79
Concierges des palais de justice. — Traitement. 79
Concours agricoles et hippiques. — Subvention.. 157
Conseils d'arrondissement. — Analyse des vœux :
Avesnes..... 699
Cambrai..... 702
Douai..... 702
Hazebrouck..... 706
Lille..... 707
Valenciennes..... 742
Conseil de préfecture. — Frais de bureau du greffe..... 171
Conseils d'hygiene et de salubrité.— Frais de bureau..... 168
Contributions directes. — Fonds de non valeurs et de réimposition 205
Contributions directes. — Situation du recouvrement au 30 juin 1884..... 206
Contribution foncière —Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers 177
Contribution foncière. Terres en friches..... 210
Cote personnelle. — Fixation pour l'année 1885. 207
Cours d'eau. — Service hydraulique..... 286
Culture du tabac 347

D

Dépenses imprévues..... 178
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.... 129

E

Ecole centrale des arts et manufactures. — Le jeune Cras. — Demande de subvention ... 151
Ecole centrale des Arts et Manufactures. — Le jeune Letombe. — Demande de subvention... 151
Ecole des maîtres-mineurs de Douai..... 153
École nationale d'arts et métiers de Châlons.... 152
Ecole normale d'instituteurs de Douai.—Dépenses ordinaires 66
Ecole normale d'instituteurs. — Installation d'ateliers pour les travaux manuels..... 35
École normale d'institutrices de Douai —Dépenses ordinaires d'entretien des bâtiments et du mobilier..... 67
Ecole vétérinaire d'Alfort..... 161
Édifices départementaux — Abonnement aux distributions d'eau..... 78
Édifices départementaux.—Illumination les jours de fêtes publiques..... 79
Effets de commerce. — Procès 210
Église. — Secours. — Barbant..... 230
Églises. — Secours départementaux. — Crédit pour 1885..... 164
Élections municipales — Sections électorales... 301
Élèves artistes. — Bourses. — Encouragements 148
Elèves sages-femmes. — Bourses (Voir Faculté de Medecine et de Pharmacie de Lille)..... 149
Emprunt départemental de 15 millions 198
Enfants assistés..... 106
Enfants assistés. — Dépenses arriérées 44
Enfants assistés. — Rapport de l'Inspecteur départemental..... 520
Enfants du premier âge. — Protection. — Propositions budgetaires de 1885 et rapport sur la situation du service... 120
Enfants du premier âge. — Améliorations proposées dans le service..... 124
Enfants du 1er âge.— Rapport de M. l'Inspecteur départemental..... 515
Enfants du premier âge — Depenses arriérées 42
Enfants rachitiques ou scrofuleux.— Traitement maritime..... 129
Enfants scrofuleux. — Traitement a l'Ecole.... 129
Epidémies..... 168
Epizooties..... 72
Epizooties. — Dépenses arriérées..... 47
Etablissement thermal de Saint-Amand. — Traitement du Médecin-Inspecteur 172
Etablissements et institutions de bienfaisance. Secours sur fonds de l'Etat pour 1885..... 231
Extrême misere. — Fonds de secours..... 137

F

Faculté de droit de Douai 148
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille. Crédits annuels. — Bourses 149
Fêtes publiques. — Illumination des édifices départementaux..... 79

Pages

Fonds d abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures. — Compte d emploi en 1883..... 211
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1881 et 1882 205
Fossés des fortifications de Bergues.— Insalubrité des eaux..... 335
Fourmies. — Caserne de gendarmerie. — Renouvellement de bail..... 215
Fourmies-Wignehies. — Création de brigade de gendarmerie 215
Frais d'impression. 73
Frais d impression. — Dépenses arriérées..... 43
Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers 177
Frais d'illumination des édifices départementaux les jours de fêtes publiques 79

G

Gendarmerie. — Création de nouvelles brigades. 215
Gendarmerie. — I demnité de logement aux officiers de Cambrai et de Douai..... 169
Greffe du Conseil de préfecture. — Frais de bureau..... 171

H

Hannetonnage 161
Herm es (Pas-de Calais). — Ma ché mensuel aux bestiaux 332
Hospices et hôpitaux. — Situation en 1883..... 309
Hypotheque fluviale. — Vœu..... 211

I

Impôts. — Vœux divers..... 210
Impôt foncier. — Terres en friches..... 210
Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum de centimes..... 209
Impressions — Dépenses..... 73
Impressions. — Dépenses arriérées..... 43
Incendies. — Secours aux perdants nécessiteux.. 136
Industrie minerale..... 294
Industrie minérale. — Rapport de l'ingénieur en chef 673
Instruction primaire. — Maisons d'école. — Secours 225
Instruction publique. — Budget rectificatif de 1884 et budget de 1885..... 180
Instruction publique — Rapport de M le Directeur de l'enseignement primaire, Inspecteur d Académie 509

Pages.

Institut industriel et agronomique du Nord de la France..... 141
Institut industriel et agronomique du Nord de la France. — Création d'un internat..... 196
Institut industriel du Nord de la France. — Construction de trottoirs..... 197
Institutions de bienfaisance. — Secours..... 231
Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. — Remboursements d'avances ... 60

J

Jury d'expropriation..... 297

L

Lecelles et Maulde. — Ecole..... 229
Legislation commerciale. — Hypotheque fluviale 211
Liste du jury d'expropriation 297
Lycées et colleges. — Bourses..... 186

M

Maisons d'arrêt. — Entretien..... 75
Maisons d'arrêt. — Grosses réparations..... 38
Maison d'arrêt de Lille. — Construction d'un quartier de correction paternelle avec addition d'un 2e etage..... 195
Maison d'arrêt et Palais-de-Justice de Lille. — Travaux d'assainissement 55
Maison de refuge du Bon-Pasteur de Lille 129
Maisons d'école. — Secours..... 225
Malades indigents — Secours 129
Malades indigents. — Subventions..... 164
Marins. — Pêche a la morue. — Caisse de secours..... 136
Marins. — Pêche du poisson frais. — Caisse de secours..... 136
Maulde et Lecelles — Ecole 229
Médecine vétérinaire (exercice de la) 332
Mendicité. — Dépôt de Montreuil-sous-Laon..... 129
Mines — Industrie minérale..... 294
Rapport de M. l'Ingénieur en chef. 673
Mines. — Affaissements sur l'exploitation d'Anzin 296
Monts-de Piété. — Situation en 1883..... 314

N

Navigation. — Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais..... 272
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef 421

Pages

Navigation. — Service spécial de la navigat on entre la Belgique et Paris..... 277
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef.... 437
Nordausques (Pas-de-Calais). — Francs-marchés aux bestiaux et denrées alimentaires 333

O

Occupations temporaires de terrains pour travaux publics..... 335

P

Palais-de-Justice. — Traitement des concierges.. 79
Palais-de-Justice de Lille. — Travaux d assainissement 55
Patronage des jeunes libérés (Comité de). — Subside..... 135
Patronage des libérés adultes — Valenciennes. — Subvention..... ... 137
Pêche fluviale. — Interdiction..... 297
— — Révision et renouvellement des réserves pour la reproduction du poisson . 298
Pêche et salaissons. — Opérations.... 299
Poids et mesures 173
Pompes a incendie. — Subsides..... 163
Ports maritimes 268
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef 401
Postes, télégraphes et téléphones..... 299
Postes et télégraphes. — Situation du service — Rapport du Directeur 337
Postes et télégraphes. — Situation du service technique. — Rapport de M. le Directeur-Ingénieur 345
Préfecture (Hôtel). — Entretien des bâtiments.. 65
Préfecture et Sous-Préfectures — Mobilier. — Entretien ordinaire..... 66
Préfecture. — Contributions afférentes aux bâtiments..... 77
Préfecture. — Concierge et garçons de bureau. . 79
Préfecture (Hôtel). — Éclairage de la salle des fêtes..... 198
Préfecture. — Chauffage et éclairage du corps de garde..... 77
Préfecture. — Construction d'un bureau supplémentaire pour la 3e division 55
Préfecture et Sous-Préfectures — Compte d'emploi du fonds d'abonnement en 1883..... . 214
Préfecture et Sous-Préfectures — Compléments de pensions et secours a d anciens employés ou a leurs veuves..... 170
Préfecture et Sous-Préfectures.— Frais d'administration..... 170
Prestations. — Tarif de rachat des journées 208
Prisons départementales — Indemnité de logement aux aumôniers..... 168
Propriétés départementales — Assurances ... 76
Protection des enfants au 1er âge. — Budget.... 120
— Améliorations proposées..... 124
— Rapport de M. l Inspecteur... 545
Protêts des effets de commerce..... 210

R

Race chevaline. — Concours 157
Race chevaline. — Société hippique française.. 160
Routes départementales 81
Routes départementales. — Rapport de M. l'Ingénieur en chef..... 465
Route départementale n° 2, de Lille a Ypres — Reconstruction du mur de soutenement le long de la décharge de la Deûle a Quesnoy-sur-sur-Deûle 50
Routes nationales 266
Routes nationales — Rapport de l Ingénieur en chef 403
Routes nationales. — Recensement de la circulation en 1882 68

S

Sains. — Brigade de gendarmerie..... ... 215
Salubrité publique — Affaissements sur l'exploitation des mines d'Anzin..... 296
Salubrité publique — Fossés de la place de Bergues. — Insalubrité des eaux 335
Sapeurs-Pompiers. — Secours..... 164
Secours en cas d'extrême misère..... 137
Sections électorales municipales..... .. 301
Service hydraulique. — Cours d'eau 286
Service hydraulique — Rapport de M. l'Ingénieur en chef..... 683
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais..... 272
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais — Rapport de M. Gruson, ingénieur en chef 421
Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris 277
Service de la navigation entre la Belgique et Paris. — Rapport de l'Ingénieur en chef.... 437
Service vétérinaire. — Exercice de la médecine 332
Société centrale de sauvetage des naufragés.... 138
Sociétés de charité maternelle..... 119
Sociétés de gymnastique — Subvention..... 171

Pages

Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. — Subvention . 137
Société de protection des engagés volontaires, élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle — Demande de subvention 136
Société des Sauveteurs du Nord. — Subvention.. 137
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. — Subvention 137
Sociétés de secours mutuels 127
Sociétés de tir avec armes de guerre 171
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable..... 137
Société hippique française. — Concours de Lille. Subvention annuelle..... 160
Société d'horticulture de Valenciennes -Subvention 155
Société régionale d'horticulture du Nord de la France — Subvention 159
Sociétés savantes — Allocations de Subsides... 141
Sourds-muets et jeunes aveugles. — Bourses... 134
Sous-Prefectures — Entretien des bâtiments.... 65
Sous-Prefectures — Entretien du mobilier 66
Sous-Préfectures. — Acquisition de mobilier... 35
Sous-Préfectures — Grosses réparations 37
Sous-Préfectures. — Loyers..... 65
Sous-Préfectures — Frais d'administration... 170
Statistique agricole, industrielle et commerciale. 321
Station agronomique de Lille..... 137

T

Tabacs — Culture..... 317
Tarif de rachat des journées de prestation pour 1885..... 208
Taxations pour travaux d'interêt public a la charge des particuliers..... 169
Télégraphes..... 299
— Rapport du directeur..... 337
— Rapport du directeur ingénieur.. 345
Téléphones..... 299
— Rapport du directeur..... 337
— Rapport du directeur-ingénieur.. 345
Téléphones. — Service téléphonique a la préfecture. — Entretien et abonnement 178
Tirs militaires. — Champ de l'Arbrisseau 333
— Champ du Roleur, à Valenciennes 334
Traitement des concierges des palais de justice 79
Traitement maritime des enfants malades et traitement de la scrofule a l'école 129
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie..... 176
Travaux d'intérêt public a la charge des particuliers. — Taxations..... 169
Travaux publics — Occupations temporaires de terrains..... 335
Tramways..... 263
Tramways concédés par le département du Nord. — Frais de contrôle 105
Tramways. — Rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef 389
Tribunal d'Hazebrouck. — Loyer..... 70
Tribunal d'Hazebrouck. — Parquet. — Achat de tapis..... 35
Tribunaux. — Entretien des bâtiments..... 70
Tribunaux. — Grosses réparations..... 37
Tribunaux. — Mobilier. — Entretien..... 70
Tribunaux. — Mobilier. — Acquisitions..... 34
Tribunaux. — Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des tribunaux, justice-de-paix et des tribunaux de police... 74
Tribunaux de commerce. — Confection des listes électorales..... 72

V

Vaccine..... 118
Valenciennes. — Canal du Grand-Brûle. — Redevance due a la ville 177
Valenciennes. — Caserne de gendarmerie..... 196
Vœux divers 210
Voyageurs indigents. — Secours de route et moyens de transport..... 117
Voyageurs indigents — Frais de transport et secours de route. — Dépenses arriérées..... 42

W

Wez-Macquart — École 226
Wigneh es. — Fourmies. — Brigade de gendarmerie..... 215

BIBLIOTHÈQUE IMPRIMÉS

Lille Imp. L. Danel.

I. - TABLE SUIVANT LA PAGINATION DES MATIERES CONTENUES DANS LE RAPPORT.

PREMIERE PARTIE. COMPTES ET BUDGETS.

CHAPITRE I^er.

Compte de 1882

Compte de 1883

CHAPITRE II.

Budget de report de 1883 à 1884

CHAPITRE III.

Budget rectificatif des recettes et dépenses départementales de l'exercice 1884

DEPENSES.

SOUS-CHAPITRE I^er

Dépenses obligatoires

Sous-Préfectures - Acquisitions de mobilier

Tribunaux. - Mobilier. - Acquisitions

Tribunal d'Hazebrouck, parquet. - Achat d'un tapis

Ecole normale d'instituteurs de Douai. - Installation d'ateliers pour travaux manuels

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières.

Sous-Préfectures. - Grosses réparations

Tribunaux. - Grosses réparations

Maisons d'arrêt. - Grosses réparations

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux. - Chemins de fer d'intérêt local.

Chemins vicinaux de grande communication

SOUS-CHAPITRE VII.

Assistance publique.

SOUS-CHAPITRE X

Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.

SOUS-CHAPITRE XI.

Encouragements à l'Agriculture et à l'Industrie

SOUS-CHAPITRE XIII.

Dépenses diverses

SOUS-CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires.

Enfants du 1^er âge. - Dépenses arriérées

Vo [...] ageurs indigents - Frais de transport et secours de route. - Dépenses arriérées

Impressions départementales. - Dépenses arrierées

Enfants assistés - Dépenses arriérées

Aliénés. - Dépenses arriérées

Epizooties. - Dépenses arrierées

Récapitulation des dépenses ordinaires portées au budget rectificatif

SOUS-CHAPITRE XVII

Dépenses imputables sur le produit d'impositions extraordinaires.

Routes départementales

Route départementale n° 2, de Lille à Yp [...] es. - Reconstruction du mur de soutenement le long de la décharge de la Deûle à Quesnoy-sur-Deù [...] e

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Dépenses imputables sur les fonds d'emprunt

SOUS CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires.

Casernes de gendarmerie. - Grosses réparations

Maison d'arrêt et Palais-de-Justice de L [...] lle. - Travaux d'assainissement

Hôtel de la Préfecture - Construction d'un bureau supplémentaire pour la 3e division

CHAPITRE IV

BUDGET DE 1885.

Budget ordinaire.

RECETTES.

Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. - Remboursements d'avances

Asile d'aliénées de Bailleul. - Avance pour l'agrandissement de cet établissement. - Remboursement

SOUS-CHAPITRE 1^er

Dépenses obligatoires.

Préfecture (Hôtel). - Entretien des bâtiments

Sous-Prefectures. - Entretien des bâtiments

Sous-Préfectures. - Loyers

Préfecture et Sous-Préfectures. - Mobilier. - Entretien ordinaire

Ecole normale de Douai - Dépenses ordinaires

Ecole normale d'institutrices de Douai - Dépenses ordinaires d'entretien des bâtiments et du mobilier

Casernes de gendarmerie. - E [...] tretien

Casernes de gendarmerie en locat [...] on

Tribunaux - Entretien des bâtiments

Tribunal d'Hazebrouck - Loyer

Tribunaux. - Mobilier. - Entretien

Tribunaux - Menues dépenses et frais de Parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justice-de-Paix et des Tribunaux de police

Epizooties

Tribunaux de commerce - Confection des listes électorales

Impressions départementales. - Dépenses

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières, travaux, acquisitions, échanges, etc.

Archives départementales - Entretien

Maison d'arrêt - Entretien

Traitement des architectes départementaux

Propriétés départementales - Assurances

Contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture

Préfecture (hôtel). - Chauffage et éclairage du corps-de-gar [...] e

Casernes de gendarmerie. - Frais d'éclairage

Edifices départementaux. - Abonnement aux distributions d'eau

Frais d'illumination des é [...] ifices les jours de fêtes publiques

Gages des concierges et de trois garçons de bureau de la P [...] éf [...] cture

Traitement des concierges des palais-de-justice

Caserne de gendarmerie de Clary - 6^e annu [...] té

SOUS-CHAPITRE III.

Routes départementales.
Routes départementales
SOUS-CHAPITRE IV.
Chemins vicinaux - Chemins de fer d'intérêt local.
Chemins vicinaux de grande communication
Chemins d'inté êt commun
Chemins vicinaux ordinar es
Chemins de fer d'interêt local. - Frais de contrôle
Tramways con édés par le depart ment du Nord. - Frais de control
SOUS-CHAPITRE V.
Enfants assi tés.
Enfants assistés
SOUS-CHAPITRE VI.
Aliénés.
Aliénés - Dépenses de 1885
Asile d'Armentieres - Demande d'augmentation du prix de journée des alienes indigents a la charge du département
SOUS-CHAPITRE VII.
Assistance publique.
Voyageurs indigents. - Secours de route et moyens de transport
Vaccine
Sociétés de charité maternelle
Enfants du 1er âge - Protection - Propositions budgetaires de 1885 et rapport sur la situation du service
Protection des enfants de 1e âge. - Ameliorations proposées dans le service
Sociétés de secours mutuels
Bureaux d'assistance judiciaire
Asile d'aliénées de Bailleul. - Oeuvre de patronage pour les aliénées indigentes sorties guéries ou améliorées
Maison de refuge du Bon Pasteur
Depôt de Mendicité de Montreuil-sous Laon
Malades indigents - Secours
Traitement maritime des enfants malades et traitement de la scrofule a l'Ecole
Béguement. - Traitement par la méthode Chervin
Sourds-muets et jeunes aveugles
Jeunes libérés - Subside au Comité de patronage
Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle - deman e de subvention
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou presumés péris a la pêche a la morue
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris a la pêche du poisson frais
Incendies. - Secours
Secours en cas d'extrême misere
Société des Sauveteurs du Nord - Subvention
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer - Subvention
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable
Société de patronage des liberes adultes de l'arrondissement de Valenciennes - Demande de subvention
Société cent ale de sauvetage des naufragés
SOUS CHAPITRE IX.
Archive, départementales
Archives départementales, communales et hospitalieres
SOUS-CHAPITRE X
Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.
Bibliotheques administratives
Sociétés savantes - Allocations de
Institut industriel et agronomique du Nord de la France
Faculté de droit de Douai
Eleves artistes - Bourses - Encouragements
Faculte de medecine et de pharmacie de Lille -
Commission historique du département du Nord - Subvention
Ecole centrale des arts et manufactures. - Le jeune Gras - Demande de subvention
Ecole centrale des arts et manufactures. - Le jeune Letombe - Demande de subvention
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons
Commission météorologique du Nord. - Subvention
Ecole des Maîtres-Mineurs de Douai
SOUS-CHAPITRE XI.
Encouragements à l'agriculture et à l'industrie
Chambres consultatives d'agriculture
Société d'horticulture de Valenciennes. - Subvention
Cercle horticole de Lille
Station agronomique de Lille
Concours agricoles et hippiques. - Subvention
Société régionale d'horticulture du Nord de la France - Subvention
Société hippique française - Concours de Lille. - Subvention annuelle
Association vétérinaire du Nord et du Pas de-Calais
Ecole vétérinaire d'Alfort
Animaux nuisibles - Hannetonnage
Club des régates Dunkerquoises. - Subvention
SOUS-CHAPITRE XII.
Subventions aux communes
Pompes à incendie - Subsides
Sapeurs-pompiers. - Secours
Malades indigents - Subventions
Faculté de médecine et de pharmacie
Eglises. - Secours départementaux. - Crédits pour 1885
SOUS-CHAPITRE XIII.
Depenses diverses.
Prisons départementales. - Indemnité de logement aux aumôniers
Conseils d'hygiene et de salubrité - Frais de bureau
Epidémies
Taxations pour travaux d'intérêt public a la charge des particuliers
Indemnité de logement aux officiers de gendarmerie
Frais d'impression
Compléments de pensions et indemnités à d'anciens employés ou a leurs veuves
Caisse départementale des retraites

Préfecture et sous-préfectures - Frais d'administration
Belles actions
Greffe du Conseil de Préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses
Sociétés de gymnastique - Subvention
Sociétés de tir avec armes de guerre
Etablissement thermal de St-Amand. - Traitement du Médecin-Inspecteur
Commission départementale. - Frais de bureau
Poids et Mesures
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie
Valenciennes. - Canal du Grand-Bruille. - Redevance due a la ville
Carte départementale au 1/40.000. - Frais de conservation des pierres
Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers
Subvention de la Chambre de Commerce de Dunkerque
Dépenses imprévues
Service téléphonique a la Prefecture. - Entretien et abonnement
SOUS CHAPITRE XV.
Instruction publique.
Budget rectificatif de 1884
Budget primitif de 1885
Bourses dans les lycées
SOUS-CHAPITRE XVI.
Cadastre.
Cadastre
Budget ordinaire. - Récapitulation des dépenses.
BUDGET EXTRAORDINAIRE.
SOUS-CHAPITRE XVII.
Dépenses imputables sur le produit des centimes extraordinaires
Maison d'arrêt de Lille. - Construction d'un quartier de correction paternelle avec addition d'un deuxieme étage
Institut industriel du Nord de la France. - Création d'un internat
Caserne de gendarmerie de Valenciennes
Institut industriel. - Construction de trottoirs
Hôtel de la Préfecture. - Eclairage de la salle des fêtes
SOUS-CHAPITRE XVIII
Dépenses imputables sur fonds d'emprunt.
SOUS-CHAPITRE XIX.
Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.
Budgets ordinaire et extraordinaire. - Récapitulation
DEUXIEME PARTIE.
Affaires soumises aux délibérations du Conseil général et ne comportant pas vote de crédit.
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1881 et 1882
Contributions directes - Recouvrement
Taxe personnelle - Fixation pour l'annee 1885
Tarif de rachat des journées de prestation pour 1885
Impositions communales extraordinaires - Fixation du maximum des centimes
Impôts - Voeux divers
Bouilleurs du crû
Voeux divers
Législation commerciale. - Hypotheque fluvi [...] le.
Compte d'emploi du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures en 1883.
Caisse départementale des retraites. - Situation au 31 décembre 1883
M Plouvier, sous-chef de bureau de la Préfecture. - Liquidation de sa pension de retraite.
Caisse departementale des retraites - Personnel des asnes [...] - Contribution des asiles au paiement des pensions
CHAPITRE II.
Fourmies. - Caserne de gendarmerie. - Renouvellement de bail
Création de brigades de gendarmerie
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. - Situation de l'exercice 1883
Chemins vicinaux. - Loi du 12 mars 1880. - Travaux a exécuter en 1885
Chemins de grande communication N° 10. - Abaissement de la côte de l'Ermitage
Chemin de grande communication N° 39. - Maison [...] de Bauvin
Chemin de grande communication N° 47 - Demande de classement du chemin d'acces a la station de Monchecourt
Chemin vicinal ordinaire n° 42 dit des Tayts à Landrecies
. - Re ressement et fixation des limites du chemins d'inté èt commun n° 130
Chemin d'intérêt commun n° 163 de Bouvignies a Flmes. - Répartition des dépenses d'entretien
Chemin d'intérêt commun n° 183, de Valenciennes a [...] uai. - Reconstruction du pont de [...]
Chemin d'interêt commun n° 19, de Cambrai à Iles meres. - Répartition des dépenses d'entretien
Chemin d'intérêt commun n° 169. de Masny a Pressi [...] - Répartition des depenses d'entretien
Chemin d'intérêt commun n° 228, de Ta [...] sur-H n a la ferme Bellevue. - Elargissement, fixation de limites
CHAPITRE III.
Maisons d'école. - Demandes de secours
B [...] chant - Restauration de la tour et du cloch [...] r de l'eglise. - Demande de secours
Etablissements et institut de bienfaisance - Secours sur les fonds de l'Etat pour 1885
CHAPITRE IV.
Chemin de fer d'intérêt général. - Service du contrôle de l'exploitation
Chemins de fer. - Contrôle des travaux. - Service de M. C [...], ingenieur en chef
Chemins de fer d'intérêt général executés par l'Etat. - Etudes et travaux
Chemin de fer du Cat au a Laon
Chemin de fer de à Hirson
Chemins de fer d'intérêt local. - Contrôle
Chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique, mais non encore livrés à l'exploitation
Chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandee
Tramways
Routes nationales
Routes nationales. - Recensement de la en 1882
Ports maritimes
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris
Canal du Nord sur Paris
Canal de de l'Escaut a la Meuse
Service hydraulique. - Cours d'eau
Industrie minérale

Affaissements résultant de l'exploitation des mines d'Anzin
Jury d'expropriation
Pêche fluviale. - Introduction
Pêche fluviale. - Revision et renouvellement des réserves pour la réproductoin du poisson.
Pêche - Salaisons. - Opérations
Chasse
Post [...] s, télégraphes et téléphones
Elections municipales. - Sections électorales.
Chambres de commerce et chambres consultatives des arts et manufactures. - Révision des listes d'électeurs
Caisse d'épargne. - Situation en 1883
Hospices et hôpitaux. - Situation en 1883
Bureaux de bienfaisance. - Situation en 1883
Monts-de-Piété. - Situation en 1883
Aliénés - Statistique - Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet
Culture du tabac
Colonie agricole de Saint-Bernard - Commission de surveillance
Statistique agricole, industrielle et commerciale
Service vétérinaire
Bertincourt (Pas-de-Calais) - Marché aux bestiaux
Hermies (Pas-de-Calais) - Marche aux bestiaux
Noordausques (Pas-de-Calais). - Franc marché aux bestiaux et denrées alimentaires
Améliorations a apporter aux installations du champ de tir de l'Arbrisseau
Butte de tir du Roleur, a Valenciennes
Travaux publics. - Occupations temporaires
Insalubrité des eaux des fossés des fortifications de la place de Bergues
RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.
CHAPITRE I^er.
Service des postes et des télégraphes
Service des postes, télégraphes et téléphones. - partie technique
CHAPITRE II.
Chemins de fer. - Exploitation - Rapport de M. Duporcq, ingénieur en chef
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. - Rapport de M. Domol, ingénieur en chef
Chemins de fer. - Travaux. - Contrôle - Rapport de M. Cirodde, ingénieur en chef
Chemins de fer d'intérêt local - Contrôle. - Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef
Tramways. - Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef
Ports maritimes
Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Service de la navigation entre la Belgique et Paris
Routes nationales
Routes départementales
Chemins vicinaux de grande communication
Chemins d'intérêt commun
Chemins vicinaux ordinaires
CHAPITRE III.
Instruction primaire
CHAPITRE IV.
Enfants assistés
Enfants du premier âge
Asile d'aliénés d'Armentieres
Asile de Bailleul
Asile de Lommelet
CHAPITRE V.
Industrie minerale
Service hydraulique
CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.
Analyse des voeux émis dans leur dernière session.
Avesnes
Cambrai
Douai
Hazebrouck
Lille
Valenciennes
II. - TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES CONTENUES DANS LE RAPPORT.
A
Abonnements des édifices départementaux aux distributions d'eau
Affaissements de terrains occasionnés par l'exploitation des mines d'An [...] in
Aliénés. - Depenses de 1885
Aliénes - Dépenses arriérées
Aliénés. - Statistique. - Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet
Aliénés (voir Asiles)
Animaux nuisibles. - Hannetonnage
Architectes départementaux. - Traitement
Archives départementales, communales et hospitalières
Archives départementales. - Entretien
Asiles d'aliénés. - Rapports des directeurs Armentieres
Bailleul 6 9
Lommelet 6 9
Asile d'Armentières. - Demande d'augmentation du prix de journée des aliénés indigents à la charge du département
Asile de Bailleul. - Avance pour l'agrandissement de cet etablissement. - Remboursement
Asile de Bailleul. - Oeuvre de patronage pour les aliénees indigentes, sorties guéries ou améliorées
Assistance judiciaire. - Frais de bureau
Association véterinaire du Nord et du Pas de-Calais
Aveugles et sourds-muets - Bourses
B
Bachant. - Restauration de la tour et du clocher de l'église. - Demande de secours
Bégaiement - Traitement par la méthode Chervin
Belles actions
Bergues. - Concours d'animaux gras et d'animaux reproducteurs (Voir Concours agricoles et hippiques)
Bergues. - Insalubrité des eaux des fossés de la place
Berlincourt (Pas de-Calais). - Marché mensuel aux bestiaux

Bibliotheques administratives
Bois de cercles - Droits
Bon Pasteur de Lille
Bouilleurs de c [...] û
Bourses dans les lycées et colléges
Brasserie - Révision de la legislation
Budget de report de 1883 a 1884
Budget rectificatif de 1884
Budget ordinaire de 188 [...]
Budget extraordinaire de 1885
Budgets de l'instruction publique
Bureaux de bienfaisance. - Situation en 1883

C

Cadastre
Caisse départementale des retraites. - Situation au 31 décembre 1883
Caisse départementale des retraites. - Demande de crédit
Caisse départementale des retraites. - M Plouv [...] er, sous-chef de bureau à la Préfecture. - Liquidation de sa pension
Caisse départementale des retraites. - Personnel des asiles d'aliénes - Contribution des asiles au paiement des pensions
Caisses d'épargne. - Situation en 1883
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris a la pêche a la morue
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris a la pêche du poisson frais
Canal de Jonction de l'Escaut a la Meuse
Canal du Nord sur Paris
Canal du Grand-Bru [...] lle. - Redevance due a la ville de Valenciennes
Carte départementale au 1,40 000. - Frais de conservation des pierres
Casernes de gendarmerie en location 6
Casernes de gendarmerie - Eclairage
Casernes de gendarmerie. - Entretien
Casernes de gendarmerie. - Grosses réparations
Caserne de gendarmerie de Clary. - 6e annuité
Caserne de gendarmerie de Valenciennes
Caserne de gendarmerie de Fourmies. - Renouvellement de bail
Casernes de gendarmerie (voir Gendarmerie)
Cercle horticole de Lille
Chambres consultatives d'agriculture
Chambres de commerce et chambres consultatives des arts et manufactures - Révision des listes d'électeurs
Chambre de commerce de Dunkerque. - Subvention aux officiers et maîtres de port
Champ de t [...] de l'Arbrisseau. - Amélioration
Champ de tir du Roleur a Valenciennes
Charité maternelle (Sociétés de)
Chasse 2 9
Chemins de fer d'intérêt général - Service du contrôle de l'exploitation
Chemins de fer. - Service du contrôle de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt général. - Rapport de M. Duporcq, Ingénieur en chef
Chemins de fer. - Contrôle des travaux. - Service de M Cirodde, Ingénieur en chef
Chemins de fer. - Lignes nouvelles. - Contrôle des travaux. - Rapport de M Cirodde, Ingénieur en chef
Chemin de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat - Etudes et travaux
Chemins de fer. - Etudes et travaux des chemins de fer d'intérêt général. - Rapport de M Doniol, Ingénieur en chef
Chemins de fer d'intérêt local - contrôle
Chemins de fer d'intérêt local - Rapport de M Doniol, Ingénieur en chef
Chemin de fer d'intérêt local. - Frais de contrôle
Chemins de fer d'intérêt local déclarés d'utilité publique, mais non encore livrés a l'exploitation
Chemins de fer d'intéret local dont la concession est demandee
Chemin de fer de Busigny à Hison
Chemin de fer du Cateau à Laon
Chemins de grande communication
Chemins de grande communication et d'intérêt commun - Situation de l'exercice 1883
Chemins de grande communication. - Rapport de M l'Ingénieur en chef
Chemin de grande communication N° 10. - Abaissement de la côte de l'Ermitage
Chemin de grande communication N° 39. - Maison pontiere de Bauvin
Chemin de grande communication N° 47. - Demande de classement du chemin d'accès à la gare de Monchecourt
Chemins d'intérêt commun
Chemins d'intérêt commun. - Rapport de M l'Ingenieur en chef
Chemin d'intérêt commun N° 130. - Redressement et fixation des limites dans la traverse de Gh [...] velde
Chemin d'intérêt commun N° 165, de Bouvignies a Flines. - Répartition des dépenses d'entretien
Chemin d'intérêt commun N° 160, de Masny à Fressies. - Répartition des dépenses d'entretien
Chemin d'intérêt commun N° 183, de Valenciennes à Bruai. - Reconstruction du pont de Bruai
Chemin d'intérêt commun N° 198, de Cambrai à Flesquieres. - Répartition des dépenses d'entretien
Chemin d'intérêt commun N° 228, de Taisnières-sur-Hon a la ferme Belle Vue - Fixation des limites
Chemins vicinaux. - Loi du 12 mars 1880. - Travaux a exécuter en 1885
Chemins vicinaux ordinaires
Chemins vicinaux ordinaires. - Rapport de l'agent-voyer en chef
Chemin vicinal ordinaire N° 42, dit des Fayts, à Landrecies
Club des régates Dunkerquoises. - Subvention
Colleges. - Bourses
Colonie agricole de Saint-Bernard. - Commission de surveillance
Comité de patronage des jeunes libérés. - Subside
Commission départementale - Frais de bureau
Commission historique du département du Nord. - Subvention
Commission météorologique du Nord
Compléments de pensions et indemnités à d'anciens employes ou a leur veuves
Compte d'emploi du fond d'abonnement de la Préfecture et des sous-préfectures en 1883
Compte départemental de 1882
Compte départemental de 1883
Concierges et garçons de bureau de la Préfecture - Traitement
Concierges des palais de justice. - Traitement
Concours agricoles et hippiques. - Subvention
Conseils d'arrondissement. - Analyse des voeux:
Avesnes
Cambrai
Douai

Hazebrouck
Lille
Valenciennes
Conseil de préfecture. - Frais de bureau du greffe
Conseils d'hygiene et de salubrité. - Frais de bureau
Contributions directes. - Fonds de non valeurs et de réimposition
Contributions directes. - Situation du recouvrement au 30 juin 1884
Contribution foncière - Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers
Contribution foncière. Terres en friches
Cote personnelle. - Fixation pour l'année 1885
Cours d'eau. - Service hydraulique
Culture du tabac

D

Dépenses imprévues
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon

E

Ecole centrale des arts et manufactures. - Le jeune [...] ras. - Demande de subvention
Ecole centrale des Arts et Manufactures. - Le jeune Letombe. - Demande de subvention
Ecole des maîtres-mineurs de Douai
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons
Ecole normale d'instituteurs de Douai. - Dépenses ordinaires
Ecole normale d'instituteurs. - Installation d'ateliers pour les travaux manuels
Ecole normale d'institutrices de Douai - Dépenses ordinaires d'entretien des bâtiments et du mobilier
Ecole vétérinaire d'Alfort
Edifices départementaux - Abonnement aux distributions d'eau
Edifices départementaux. - Illumination les jours de fêtes publiques
Effets de commerce. - Protêts
Eglise. - Secours. - Barhant
Eglises. - Secours départementaux. - Crédit pour 1885
Elections municipales - Sections électorales
Eleves artistes. - Bourses. - Encouragements
Elèves sages-femmes. - Bourses (Voir Faculté de Medecine et de Pharmacie de Lille)
Emprunt départemental de 15 millions
Enfants assistés
Enfants assistés. - Dépenses arriérées
Enfants assistés. - Rapport de l'Inspecteur départemental
Enfants du premier âge. - Protection. - Propositions budgetaires de 1885 et rapport sur la situation du service
Enfants du premier âge. - Améliorations proposées dans le service
Enfants du 1er âge. - Rapport de M. l'Inspecteur départemental
Enfants du premier âge - Depenses arriérées
Enfants rachitiques ou scrofuleux. - Traitement maritime
Enfants scrofuleux. - Traitement a l'Ecole
Epidémies
Epizooties
Epizooties. - Dépenses arriérées
Etablissement thermal de Saint-Amand. - Traitement du Médecin-Inspecteur
Etablissements et institutions de bienfaisance. Secours sur fonds de l'Etat pour 1885
Extrême misere. - Fonds de secours

F

Faculté de droit de Douai
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille. Crédits annuels. - Bourses
Fêtes publiques. - Illumination des édifices départementaux
Fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures. - Compte d'emploi en 1883
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1881 et 1882
Fossés des fortifications de Bergues. - Insalubrité des eaux
Fourmies. - Caserne de gendarmerie. - Renouvelement de bail
Fourmies-Wignehies. - Création de brigade de gendarmerie
Frais d'impression
Frais d'impression. - Dépenses arriérées
Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers
Frais d'illumination des édifices départementaux les jours de fetes publiques

G

Gendarmerie. - Création de nouvelles brigades
Gendarmerie. - Indemnité de logement aux officiers de Cambrai et de Douai
Greffe du Conseil de préfecture. - Frais de bureau

H

Hannetonnage
Hermes (Pas-de-Calais). - Marché mensuel aux bestiaux
Hospices et hôpitaux. - Situation en 1883
Hypotheque fluviale. - Voeu

I

Impôts. - Voeux divers
Impôt foncier. - Terres en friches
Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum de centimes
Impressions - Dépenses
Impressions. - Dépenses arriérées
Incendies. - Secours aux perdants nécessiteux
Industrie minerale
Industrie minérale. - Rapport de l'ingénieur en chef
Instruction primaire. - Maisons d'école. - Secours
Instruction publique. - Budget rectificatif de 1884 et budget de 1885
Instruction publique - Rapport de M le Directeur de l'enseignement primaire, Inspecteur d'Académie
Institut industriel et agronomique du Nord de la France
Institut industriel et agronomique du Nord de la France. - Création d'un internat
Institut industriel du Nord de la France. - Construction de trottoirs
Institutions de bienfaisance. - Secours
Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. - Remboursements d'avances

J

Jury d'expropriation

L

Lecelles et Maulde. - Ecole
Legislation commerciale. - Hypotheque fluviale
Liste du jury d'expropriation
Lycées et colleges. - Bourses

M

Maisons d'arrêt. - Entretien
Maisons d'arrêt. - Grosses réparations
Maison d'arrêt de Lille. - Construction d'un quartier de correction paternelie avec addition d'un 2e etage
Maison d'arrêt et Palais-de-Justice de Lille. - Travaux d'assamissement
Maison de refuge du Bon-Pasteur de Lille
Maisons d'école. - Secours
Malades indigents - Secours
Malades indigents. - Subventions
Marins. - Pêche à la morue. - Caisse de secours
Marins. - Pêche du poisson frais. - Caisse de secours
Maulde et Lecelles - Ecole
Médecine vétérinaire (exercice de la)
Mendicité. - Dépôt de Montreuil-sous-Laon
Mines - Industrie minérale
Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Mines. - Affaissements sur l'exploitation d'Anzin
Monts-de Piété. - Situation en 1883

N

Navigation. - Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Navigation. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Navigation. - Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris
Navigation. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Nordausques (Pas-de-Calais). - Francs-marchés aux bestiaux et denrées alimentaires

O

Occupations temporaires de terrains pour travaux publics

P

Palais-de-Justice. - Traitement des concierges
Palais-de-Justice de Lille. - Travaux d'assainissement
Patronage des jeunes libérés (Comité de). - Subside
Patronage des libérés adultes - Valenciennes. - Subvention
Pêche fluviale. - Interdiction
Pêche fluviale. - Révision et renouvellement des réserves pour la reproduction du poisson
Pêche et salaissons. - Opérations
Poids et mesures
Pompes a incendie. - Subsides
Ports maritimes
Ports maritimes Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Postes, télégraphes et téléphones
Postes et télégraphes. - Situation du service - Rapport du Directeur
Postes et télégraphes. - Situation du service technique. - Rapport de M. le Directeur-Ingénieur
Préfecture (Hôtel). - Entretien des bâtiments
Préfecture et Sous-Préfectures - Mobilier. - Entretien ordinaire
Préfecture. - Contributions afférentes aux bâtiments
Préfecture. - Concierge et garçons de bureau
Préfecture (Hôtel). - Eclairage de la salle des fêtes
Préfecture. - Chauffage et éclairage du corps de garde
Préfecture. - Construction d'un bureau supplémentaire pour la 3e division
Préfecture et Sous-Préfectures - Compte d'emploi du fonds d'abonnement en 1883
Préfecture et Sous-Préfectures - Compléments de pensions et secours a d'anciens employés ou a leurs veuves
Préfecture et Sous-Préfectures. - Frais d'administration
Prestations. - Tarif de rachat des journées
Prisons départementales - Indemnité de logement aux aumôniers
Propriétés départementales - Assurances
Protection des enfants au 1er âge. - Budget
Protection des Améliorations proposées
Protection des Rapport de M. l'Inspecteur
Protêts des effets de commerce

R

Race chevaline. - Concours
Race chevaline. - Société hippique française
Routes départementales
Routes départementales. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Route départementale n° 2, de Lille a Ypres - Reconstitution du mur de soutenement le long de la décharge de la Deûle a Quesnoy-sur-sur-Deûle
Routes nationales
Routes nationales - Rapport de l'Ingénieur en chef 4 3
Routes nationales. - Recensement de la circulation en 1882 68

S

Sains. - Brigade de gendarmerie
Salubrité publique - Affaissements sur l'exploitation des mines d'Anzin
Salubrité publique - Fossés de la place de Bergues. - Insalubrité des eaux
Sapeurs-Pompiers. - Secours
Secours en cas d'extrême misère
Sections électorales municipales
Service hydraulique. - Cours d'eau
Service hydraulique - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais - Rapport de M. Gruson, ingénieur en chef
Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris
Service de la navigation entre la Belgique et Paris. - Rapport de l'Ingénieur en chef
Service vétérinaire. - Exercice de la médecine
Société centrale de sauvetage des naufragés
Sociétés de charité maternelle
Sociétés de gymnastique - Subvention
Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. - Subvention
Société de protection des engagés volontaires, élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle - Demande de subvention

Société des Sauveteurs du Nord. - Subvention
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. - Subvention
Sociétés de secours mutuels
Sociétés de tir avec armes de guerre
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable
Société hippique française. - Concours de Lille. Subvention annuelle
Société d'horticu [...] ture de Valenciennes-Subvention
Société régionale d'horticulture du Nord de la France - Subvention
Sociétés savantes - Allocations de Subsi [...] es
Sourds-muets et jeunes aveugles. - Bourses
Sous-Prefectures - Entretien des bâtiments
Sous-Préfectures - Entretien du mobilier
Sous-Préfectures. - Acquisition de mobilier
Sous-Préfectures - Gr [...] sses réparations
Sous-Préfectures. - [...] oyers
Sous-Préfectures - Frais d'administration
Statistique agricole, industrielle et commerciale
Station agronomique de Lille

T

Tabacs - Culture
Tarif de rachat des journées de prestation pour 1883
Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers
Télégraphes
Télégraphes Rapport du directeur
Télégraphes Rapport du directeur ingénieur
Téléphones
Téléphones Rapport du directeur
Téléphones Rapport du directeur-ingénieur
Téléphones. - Service téléphonique à la préfecture. - Entretien et abonnement
Tirs militaires. - Champ de l'Arbrisseau
Tirs militaires. - Champ du Roleur, à Valenciennes
Traitement des concierges des palais de justice
Traitement maritime des enfants malades et traiment de la serofule à l'école
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie
Travaux d'inté [...] êt public à la charge des particuculiers. - Taxations
Travaux publics - Occupations temporaires de terrains
Tramways
Tramways concédés par le département du Nord. - Frais de contrôle
Tramways. - Rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef
Tribunal d'Hazebrouck - Loyer
Tribunal d'Hazebrouck. - Parquet. - Achat de tapis
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunaux. - Grosses réparations
Tribunaux. - Mobilier. - Entretien
Tribunaux. - Mobilier. - Acquisitions
Tribunaux. - Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, des tribunaux, justice-de-paix et des tribunaux de police
Tribunaux de commerce. - Confection des listes electorales

V

Vaccine
Valenciennes. - Canal du Grand-Bruille. - Redevance due à la ville
Valenciennes. - Caserne de gendarmerie
Voeux divers
Voyageurs indigents. - Secours de route et moyens de transport
Voyageurs indigents - Frais de transport et secours de route. - Depenses arriérées

W

Wez-Macquart - Ecole
Wigneh [...] es. - [...] ourmies. - Brigade de gendarmerie